

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques
n^{os} 45, 46 et 47 p. 08-66

Questions au
Gouvernement p. 67-99

2023-2028

n°20



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques p. 08-66

45^e séance du mardi 19 novembre 2024 p. 08-19

46^e séance du mercredi 20 novembre 2024 p. 19-46

47^e séance du jeudi 21 novembre 2024 p. 46-66

Questions au Gouvernement p. 67-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

30/12/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



80 ans après : mémoire et vigilance



Des personnalités politiques et des représentants officiels ont assisté à la cérémonie de commémoration au Cimetière militaire américain de Hamm.



De nombreux députés y étaient également présents.

Il y a 80 ans, la dernière offensive de la Wehrmacht pour percer les lignes alliées combattant sur le front de l'ouest s'abattit sur le Luxembourg et la région des Ardennes. Cet événement historique demeure un chapitre important dans la mémoire collective du Luxembourg et conserve une résonance particulière. Tout au long du weekend de la mi-décembre 2024, des cérémonies de commémoration, marquant le 80^e anniversaire du début de la bataille des Ardennes, ont eu lieu au Grand-Duché.

Le 14 décembre 2024, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, accompagné de plusieurs députés, a assisté à la cérémonie de commémoration au Cimetière militaire américain de Hamm, où reposent le général George S. Patton et 5.072 soldats américains. La cérémonie commémorative a eu lieu en présence de vétérans ayant pris part à cette bataille historique.

Plusieurs personnalités politiques et des représentants officiels ont également assisté à la cérémonie, parmi lesquels LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse de Luxembourg, LL.MM. le Roi et la Reine des Belges, le Premier ministre du Royaume de Belgique, M. Alexander De Croo, de même qu'une délégation américaine de la Chambre des Représentants et du Congrès américain. La Présidente du Parlement européen, les membres luxembourgeois siégeant au Parlement européen, des membres du Conseil d'État ou encore de l'ordre judiciaire étaient également présents.

La bataille des Ardennes, également connue sous le nom de « Battle of the Bulge », est entrée dans l'histoire comme une des batailles les plus meurtrières de

la Deuxième Guerre mondiale, avec des pertes militaires et civiles importantes et des localités entières ravagées par les combats. Elle a débuté le 16 décembre 1944, lorsque l'armée allemande a lancé une dernière contre-attaque sur le front de l'ouest. La bataille des Ardennes a duré au total six semaines, jusqu'à la victoire alliée de fin janvier 1945.

M. Claude Wiseler a également participé à la cérémonie de commémoration au Mémorial de la Libération Schumannseck, le 16 décembre 2024, pour rendre un hommage aux soldats alliés qui ont sacrifié leur jeunesse et souvent leur vie pour repousser l'envahisseur nazi.

« Le courage de ces soldats a préparé la voie pour la libération de l'Europe. Seuls leur dévotion et leur engagement ont empêché le Luxembourg de sombrer dans le désastre à la fin de la Seconde Guerre mondiale », a-t-il déclaré.

Cette commémoration s'est tenue entre autres en présence de S.A.R. le Grand-Duc Héritier, du Premier ministre Luc Frieden, de vétérans ainsi que de lycéens.

Un hommage aux vétérans

Lors de la cérémonie, un hommage particulier a été rendu à M. Joe Landry, un vétéran centenaire présent pour l'occasion. Dans un moment chargé d'émotion, le Président de la Chambre a salué son courage :

« Aujourd'hui – mais pas seulement aujourd'hui – nous témoignons notre respect et notre reconnaissance les plus profonds aux anciens combattants. Au nom de la Chambre des Députés, permettez-moi de vous remercier, en tant que représentant de tous les

soldats alliés, pour votre courage, votre dévouement et votre aide. Nous n'avons pas oublié et nous n'oublions jamais les sacrifices que vous avez consentis pour notre liberté. »

Une alerte face aux menaces actuelles

Face à des élèves du Lycée du Nord à Wiltz, le Président de la Chambre a mis en avant les défis auxquels nos démocraties modernes doivent faire face. « Nous vivons une période où l'égoïsme, la xénophobie et le nationalisme émergent partout. Nous sommes confrontés à un processus insidieux où nos valeurs démocratiques durement acquises – et soutenues par l'Union européenne, notre Constitution, nos lois et nos institutions – sont remises en question, de l'extérieur comme de l'intérieur », a-t-il averti.

Face à ces menaces, il a exhorté les citoyens, en particulier les jeunes, à rester vigilants et engagés : « Nous avons besoin de personnes qui prêtent attention, qui parlent de ces dangers et qui se lèvent pour protéger nos droits. »

Le devoir de mémoire, un engagement actif

Lors de cette commémoration, les invités ont inauguré une plaque. À cette occasion, M. Claude Wiseler a mis en avant que « les plus beaux monuments ne sont que des pierres muettes si la mémoire n'est pas entretenue ». Le Président a souligné la responsabilité nationale de cultiver le souvenir des événements passés. Pour la Chambre des Députés, commémorer ne consiste pas uniquement à se souvenir, mais aussi à adopter une posture active contre les préjugés, l'intolérance et l'extrémisme.



Le vétéran de guerre M. Joe Landry et S.A.R. le Grand-Duc Héritier



De gauche à droite : Mme la Ministre Martine Hansen, M. le Président de la Chambre et S.A.R. le Grand-Duc Héritier lors de la cérémonie au Mémorial de la Libération Schumannseck

« Le message est clair, nous atteindrons les 2 % »



Une délégation de la Chambre des Représentants des États-Unis, sous la conduite de M. Michael McCaul (1^{re} rangée, 7^e à droite), accueillie à la Chambre des Députés pour une visite de travail

Une délégation de la Chambre des Représentants des États-Unis a été reçue le 15 décembre 2024 à la Chambre des Députés. Les députés américains étaient en visite de travail au Grand-Duché, en marge des cérémonies de commémoration du début de la bataille des Ardennes.

La délégation américaine a délivré un message sans ambiguïté : « L'OTAN n'est pas seulement les États-Unis, mais tous les Alliés. » Le chef de la délégation, M. Michael McCaul, Président de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre des Représentants des États-Unis, a insisté sur la nécessité pour les pays européens, et notamment le Luxembourg, d'intensifier leurs efforts en matière de défense afin de garantir la sécurité du continent. M. Michael McCaul a également affirmé que « l'OTAN est plus forte que jamais » et a souligné que les États-Unis ne remettent pas en cause l'existence de cette Alliance transatlantique. Cette position a été unanimement partagée par l'ensemble de la délégation américaine, composée de parlementaires républicains et démocrates.

Cependant, les représentants américains ont évoqué une frustration provenant de la population américaine, qui estime que les pays européens ne participent pas

suffisamment au financement de l'OTAN, laissant les États-Unis « payer pour la sécurité européenne ».

Le Président de la Chambre des Députés a souligné que « le message est clair et sans équivoque ». Il a ajouté que « le Luxembourg fait partie d'une Alliance et a un rôle essentiel à y jouer ».

Au cours de l'entrevue, M. Claude Wiseler a expliqué que « la paix, longtemps considérée comme acquise en Europe », a été profondément remise en question par l'invasion russe de l'Ukraine il y a trois ans. Cet événement a radicalement changé la donne et a servi, selon lui, de véritable « wake-up call » pour la majorité des pays européens. Il a également rassuré les parlementaires américains sur l'engagement du Luxembourg envers l'OTAN, précisant que le pays s'est fixé pour objectif d'atteindre 2 % du Revenu national brut (RNB) consacré à la défense d'ici 2030. M. Claude Wiseler a mis en avant les efforts significatifs déployés ces dernières années pour accroître les investissements dans le secteur de la défense. À cet effet, le Parlement luxembourgeois a récemment adopté une loi autorisant le Gouvernement à acquérir du matériel militaire pour un montant de 2,6 milliards d'euros.

Systèmes électoraux, ingérence étrangère et cybersécurité : des enjeux au cœur des discussions

Au cours de l'échange de vues, la délégation parlementaire américaine s'est particulièrement intéressée au système législatif et économique du Grand-Duché. Elle a montré un intérêt particulier pour le système électoral luxembourgeois (au niveau national et local), la pratique du double mandat ainsi que pour les mécanismes de financement des campagnes électorales et des partis politiques.

Un autre sujet abordé était l'ingérence étrangère dans les campagnes électorales ou au sein des partis politiques, en particulier dans d'autres pays de l'Union européenne. À l'égard de ces propos, le Président de la Chambre a exprimé son inquiétude en constatant que la « démocratie européenne est sous pression ». Enfin, les discussions ont encore porté sur les investissements luxembourgeois dans la cybersécurité et la sécurisation des infrastructures numériques. Ce domaine a été qualifié de prioritaire par les deux délégations, notamment en raison des récentes cyberattaques.

Quelle stratégie pour l'UE en matière de commerce international ?

La question des accords internationaux que nous l'Europe est au centre de l'actualité, notamment en raison des débats qui entourent les accords avec le Mercosur, le marché commun de cinq pays d'Amérique latine. Dans ce contexte, M. Léon Delvaux, Directeur à la Direction générale du commerce de la Commission européenne, fut accueilli à la Chambre des Députés pour un échange de vues sur l'avenir de l'Europe en tant que puissance commerciale le 27 novembre 2024.

« L'Europe est la plus grande entité de commerce au monde. » C'est ce qu'a constaté M. Delvaux lors de son introduction devant les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la

Grande Région et ceux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme. L'Europe représenterait ainsi 16 % des imports et exports au niveau mondial, devant les États-Unis et la Chine. Le commerce serait essentiel pour l'Europe qui dispose de peu de ressources naturelles et doit chercher des accords avec des pays ou entités partenaires, notamment afin de se fournir en matières premières essentielles au fonctionnement de ses industries de transformation.

Diversifier pour diminuer la dépendance

M. Delvaux a cité plusieurs axes comme étant primordiaux. Selon lui, la diversification est capitale pour avoir plus de partenaires et d'alternatives commer-

ciales, ce qui permettrait d'éviter une trop grande dépendance en termes de matières premières envers des acteurs comme la Russie. Le développement de partenariats fiables, dans un monde incertain où les échanges commerciaux sont de plus en plus agressifs, serait également central pour la stratégie commerciale de l'UE.

Évoquant les accords avec le Mercosur, M. Delvaux a insisté qu'aucun accord « n'affaiblit le droit de l'Union » et que les accords ne remettraient pas en cause les normes européennes.

L'UE se prépare à une nouvelle présidence Trump

Les députés ont interrogé M. Delvaux sur les perspectives commerciales de l'UE dans le contexte d'une

nouvelle présidence des États-Unis sous M. Donald Trump. Le futur Président américain a déjà annoncé vouloir imposer des taxes à l'import au Mexique et au Canada et risque de vouloir imposer de nouvelles conditions commerciales également à l'UE. M. Delvaux a affirmé dans ce contexte que l'UE se préparait aux différents scénarios envisageables, mais que l'UE avait vocation à continuer à voir les États-Unis comme partenaire commercial.

Par ailleurs, M. Delvaux a attiré l'attention des députés sur les opportunités qui se présentent dans les pays du Golfe, une zone qui connaît une grande croissance et qui ne dispose pas de production agricole importante, offrant des opportunités pour les exports de l'UE. Les difficultés rencontrées parfois dans les relations commerciales avec la Chine ont également été abordées lors de la réunion, notamment sous l'angle de la transition écologique et des technologies liées aux énergies renouvelables.

Les pays du Mercosur sont déjà nos partenaires commerciaux

Concernant le Mercosur, un député de la majorité a estimé que si les exigences de l'UE devenaient trop importantes, il serait de plus en plus difficile de nouer des accords commerciaux, ce qui rendrait le multilatéralisme plus difficile et pousserait des pays à aller de plus en plus vers le bilatéralisme. Il faudrait ainsi se remettre en question, a encore affirmé ce député, au risque de perdre le marché du Mercosur au profit d'autres grandes puissances commerciales.



M. Léon Delvaux (1^{re} rangée, 6^e à gauche) entouré des députés membres des commissions parlementaires en charge des affaires européennes, du commerce extérieur et de l'économie

Un député de l'opposition a rétorqué qu'il lui semblait au contraire important de mettre en place des mécanismes de défense, citant l'exemple du CBAM (Carbon Border Adjustment Mechanism), un mécanisme d'ajustement de prix qui est appliqué aux importations dans l'UE pour certains biens sur la base de leurs émissions de CO₂ pendant le processus de production en dehors de l'UE.

Au sujet du Mercosur, M. Delvaux a quant à lui rappelé qu'il s'agissait de pays avec lesquels l'UE commerçait déjà : la majeure partie de son soja serait importée du Brésil, tandis que de nombreux imports de viande proviendraient du Brésil et d'Argentine.

L'espace francophone face à la guerre hybride



Le Président de l'Assemblée de la République du Kosovo, M. Glauk Konjufca, et Mme Alexandra Schoos, membre de la Chambre des Députés

La 36^e session de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) Région Europe, qui s'est tenue à Pristina, au Kosovo, les 12 et 13 novembre 2024, a placé la guerre hybride au cœur des débats. Ce concept, mêlant cyberattaques, désinformation et

manipulations économiques, constitue une menace sans précédent pour les démocraties modernes. Représentée par Mme Alexandra Schoos, la Chambre des Députés a contribué à cet échange crucial sur les moyens de protéger les valeurs communes dans un monde en mutation.

L'Europe face à la menace

La guerre hybride entraîne des répercussions profondes en Europe. Le conflit russo-ukrainien, évoqué par plusieurs intervenants, est un cas emblématique. Avant même l'invasion armée, une vague de cyberattaques russes avait visé l'Ukraine, paralysant ses infrastructures critiques et tentant de miner sa cohésion nationale. L'exemple de l'attaque sur le réseau Viasat a montré comment des stratégies numériques peuvent désorganiser les communications militaires d'un pays. Malgré cela, des entreprises comme Microsoft et SpaceX ont apporté un soutien important en rétablissant des infrastructures résilientes.

M. Tanguy De Wilde, professeur de sciences politiques à l'Université catholique de Louvain, a souligné l'impact des guerres hybrides sur la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne. La réponse européenne, notamment via des sanctions économiques et une coopération renforcée, illustre la nécessité de stratégies adaptées aux menaces modernes.

La francophonie : un rempart contre la polarisation

Dans un monde marqué par des tensions croissantes, l'espace francophone s'affirme comme un acteur de résilience. Mme Anne Lambelin, déléguée régionale Europe de l'APF, a rappelé que la francophonie peut constituer un rempart contre les divisions, grâce à sa capacité à rassembler des États autour de valeurs partagées. Ce rôle est particulièrement pertinent face

aux défis posés par la guerre hybride, où la désinformation et la polarisation fragilisent les démocraties.

Le cyberspace : un nouveau champ de bataille

Le cyberspace, décrit comme la « quatrième dimension » par M. Quang-Minh Lepescheux de Microsoft, joue un rôle central dans la guerre hybride. Ce domaine, créé par l'homme et dominé par le secteur privé, est devenu un terrain privilégié pour les hackers, les cybermercenaires et les États hostiles.

Les intervenants ont également évoqué le rôle croissant du deepfake et de l'intelligence artificielle dans la désinformation. Ces outils permettent de manipuler les perceptions publiques à une échelle sans précédent, exacerbant les tensions sociales et politiques. Pour faire face à ces défis, les participants ont insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective. La mise en place de normes internationales, de lois adaptées et d'une meilleure sensibilisation du public est indispensable. M. Pascal Pétry, ancien directeur des renseignements belges, a souligné l'importance de renforcer la résilience démocratique, en protégeant les processus électoraux et en sensibilisant les citoyens aux risques de manipulation.

La francophonie, gardienne des valeurs communes

La session de Pristina a permis de démontrer que la guerre hybride ne se limite pas à un défi militaire ou technique, mais qu'elle remet en question les fondements mêmes des démocraties. En ce sens, l'espace francophone joue un rôle primordial, non seulement comme plateforme de dialogue, mais aussi comme outil de résistance face aux menaces modernes. En renforçant ses collaborations et en restant fidèle à ses principes, la francophonie peut devenir un acteur clé dans la défense des démocraties contre les formes insidieuses de guerre hybride.

« Mener une politique basée sur des faits »



Le Président de la Chambre des Députés (3^e à droite) entouré des membres de l'IGD et de la Cellule scientifique de la Chambre

Renforcer et rapprocher le monde politique et scientifique : tel est l'objectif d'un Memorandum of Understanding (MoU) signé le 9 décembre 2024 entre le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Président de la Section des sciences naturelles physiques et mathématiques de l'Institut Grand-Ducal de Luxembourg (IGD), M. Lucien Hoffmann.

Dans un contexte où les « fake news » gagnent en influence, notamment sur les réseaux sociaux, M. Claude Wiseler a mis en avant qu'il est plus important que jamais de « mener une politique basée sur des faits ». D'où l'importance que le monde politique collabore avec le monde scientifique afin de lutter contre ces tendances et de démontrer la véracité des faits avancés.

Ce partenariat vise à promouvoir le développement d'une société de la connaissance et à renforcer les liens entre le monde scientifique et politique. Il comprendra des activités de transmission de savoir, la rédaction de publications scientifiques et des initiatives pour rendre la science plus accessible et pertinente pour la prise de décision politique. La Cellule scientifique de la Chambre des Députés chapeautera les travaux.

Que fait la Cellule scientifique de la Chambre ?

La Cellule scientifique, créée en 2021, est chargée de fournir aux députés des analyses et des recherches approfondies sur des sujets complexes nécessitant une expertise scientifique. À la demande des députés, elle élabore des notes qui leur permettent de mieux comprendre et d'évaluer les questions sur lesquelles ils doivent légiférer ou s'exprimer.

L'Administration parlementaire recrute :

- un administrateur en relations européennes et internationales (m/f/d)
pour les besoins du service des relations européennes et internationales et du protocole
poste à pourvoir par la voie du fonctionnaire stagiaire (lauréat de l'examen concours de l'administration générale ayant réussi l'épreuve d'aptitude générale - EAG) appartenant au groupe de traitement A1

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Convention de non double imposition avec le Monténégro

8400 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 janvier 2024

L'objet du présent projet de loi est d'approuver la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif.

La Convention contre les doubles impositions a été signée le 29 janvier 2024 à Luxembourg. L'objet de la Convention fiscale est l'élimination de la double imposition juridique.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20/06/2024

Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

15/10/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/11/2024

Loi du 18 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 543, page 1

Convention de non double imposition avec l'Albanie

8401 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009, ainsi que du Protocole, fait à Luxembourg, le 21 octobre 2020, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009

Le projet de loi sous avis a pour objet d'approuver la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009, et du Protocole, fait à Luxembourg, le 21 octobre 2020, modifiant ladite Convention.

La Convention a été signée le 14 janvier 2009 sans pour autant avoir été ratifiée dû à un changement de la politique conventionnelle concernant l'article relatif à l'échange de renseignements. Le nouveau Protocole a été négocié sur demande du Luxembourg afin de modifier l'article 26 concernant l'échange de renseignements et d'inclure les standards minima résultant du projet BEPS.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20/06/2024

Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

15/10/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/11/2024

Loi du 18 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 544, page 1

Soutien au développement durable des zones rurales

8411 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Le projet de loi vise à modifier le cadre législatif défini par la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, avec pour principal objectif d'élargir l'accès aux aides agricoles. Ces modifications s'appuient sur les accords conclus avec les acteurs clés des secteurs agricole, viticole et horticole lors de la consultation « Landwirtschaftsdësch » de mars 2024 et visent également à corriger certaines imprécisions légales pour renforcer la clarté et la cohérence des dispositions actuelles.

Parmi les principales mesures proposées, la loi élargit l'éligibilité aux aides agricoles aux agriculteurs qui atteignent la limite d'âge de soixante-douze ans ou qui deviennent bénéficiaires de pensions de vieillesse au cours de l'année de survenance de l'une ou l'autre de ces conditions. Il s'agit d'une mesure essentielle pour prévenir l'abandon de parcelles, notamment dans le secteur viticole.

Une deuxième modification importante de la loi en projet réside dans l'introduction des simplifications des calculs des soldes d'azote et des valeurs applicables à la détection de cheptel bovin, afin d'améliorer l'accessibilité et la gestion administrative de ces aides.

Dépôt par Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 16/07/2024

Rapporteuse : Mme Octavie Modert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (Président : M. Jeff Boonen) :

18/07/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

07/11/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Chambre d'Agriculture

14/11/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/11/2024

Loi du 28 novembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 482, page 1

Fonds monétaire international (FMI)

8415 – Projet de loi relative à l'augmentation de la quote-part du Grand-Duché de Luxembourg auprès du Fonds monétaire international, l'extension de l'accord d'emprunt bilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Fonds monétaire international et portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

Le projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à accroître la contribution financière du Luxembourg au Fonds monétaire international (FMI). Il est prévu d'augmenter la quote-part du Luxembourg auprès du FMI à concurrence d'un montant de 660,9 millions de droits de tirages spéciaux (DTS), soit environ 810 millions d'euros, pour la porter à 1.982,7 millions DTS. Il est également prévu de prolonger l'accord d'emprunt bilatéral, en vertu duquel le Luxembourg accorde des prêts au FMI, jusqu'au 31 décembre 2027.

Le Conseil des gouverneurs du FMI procède périodiquement, au moins tous les cinq ans, à une révision générale des quotes-parts. Cette révision a pour but d'évaluer les besoins de financement des pays membres et la capacité de financement du FMI.

La part du Luxembourg dans les assises financières du FMI restera proportionnellement identique et sa part dans le total des droits de vote demeurera inchangée (0,29 %).

Conformément aux statuts du FMI, un quart de l'augmentation de la quote-part du Luxembourg sera transféré en avoirs de réserve (165,2 millions DTS, soit environ 202,5 millions d'euros) et 75 % seront financés par l'émission d'un bon de trésor (495,7 millions DTS, soit environ 607,4 millions d'euros).

Afin de maintenir les assises financières du FMI intactes jusqu'à la mise en place effective de la révision des quotes-parts, tout en tenant compte de la réduction des nouveaux accords d'emprunts, la communauté internationale a convenu de prolonger les accords d'emprunts bilatéraux. Dans ce contexte, le projet de loi sous rubrique envisage de créer la base légale permettant au Gouvernement de prolonger son engagement financier envers le FMI dans le cadre des accords d'emprunts bilatéraux.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 17/07/2024
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
24/09/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

12/11/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/11/2024
Loi du 28 novembre 2024
Mémorial A : 2024, n° 485, page 1

45^e séance

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 08
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Communications** p. 08
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Ordre du jour** p. 08
M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding | M. Claude Wiseler, Président
- 4. Observation d'une minute de silence en mémoire des victimes du conflit en Ukraine** p. 09
M. Claude Wiseler, Président
- 5. Déclaration de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, sur la politique européenne et étrangère** p. 09
M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, Ministres

sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ech proposéieren, datt mir d'Motioun vum Här Georges Engel iwwert d'Verlängerung vun der Sonndesaarbeitszäit, déi hien an der Sëtzung vum 14. November deponéiert huet, als zweetleschte Punkt op den Ordre du jour vun en Donneschden nom Punkt iwwert d'erweidert Fro Nummer 20 setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Proposition a mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech muss leider nach e Punkt uschwätzen, wou et mer léiwer wär, ech misst en net uschwätzen, mee ech gesinn, dass och de Premierminister hei ass. Et geet em déi Question-parlementairen, déi nach opstinn. Mir hunn der fënnef, souguer méi, déi nach opstinn, déi net beäntwert gi sinn. An et ass eist Recht, wa se innerhalb vum Delai vun engem Mount net beäntwert sinn, dass mer se hei da mëndlech beäntwert kréien.

Do si Question-parlementairen drënner, déi scho wäit iwwert deen Delai eraus sinn. Bon, haut hu mer natierlech d'Deklaration vum Ausseminister, mee mir bestinn op eise Recht, sou wéi d'Reglement am Artikel 80 et virgesäit. An dofir, bei deene Froen, déi bis muer net beäntwert sinn, besti mir drop, dass se muer an der Séance plénière da kënnen mëndlech beäntwert ginn.

Mir hu schonn eng Kéier gewarnt, dofir warnen ech elo nach eng Kéier. Mir wäeren och frou an Zukunft, dass dat am Delai gemaach gëtt. Ech mengen, d'Regierung huet ëmmer d'Méiglechkeet, eng Verlängerung ze froen. Wa se dat net mécht, besti mer natierlech op eise Recht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Bofferding villmools Merci. Dee Verweis, dee se op d'Reglement gemaach huet, ass richteg. Mir wäerten der Regierung och d'Lëscht vun deenen onbeäntworte Question-parlementairen, déi iwwert den Delai eraus sinn an déi keng Autorisation hatten, fir iwwert den Delai erauszegoen, matdeelen, mat der

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 19 novembre 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8458 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, le 15/11/2024

8459 – Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Dépôt : M. Georges Mischo, Ministre du Travail, le 15/11/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3443 – Demande de pétition publique : Interdiction à Luxair de donner aux passagers aériens des couteaux et fourchettes en fer pour le service à bord

Dépôt : M. Cheikh Laurent Tall, le 14/11/2024

3444 – Demande de pétition ordinaire : Petitioun zu zwou Quellen zu Wëntreng

Dépôt : M. Gilles Jank, le 15/11/2024

3445 – Demande de pétition publique : Verbot der Nutzung von Tieren beim Betteln!

Dépôt : Mme Laurence Wolter, le 15/11/2024

3446 – Demande de pétition publique : Pour une égalité d'accès aux crédits luxembourgeois : non à l'exclusion des citoyens résidant hors Benelux

Dépôt : M. Hugues Vonner, le 16/11/2024

3447 – Demande de pétition publique : En dräizéngte Mount fir Rentner

Dépôt : M. Eric Mossong, le 17/11/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué

Fro, déi bis muer de Mëtten Ufank vun eiser Sëtzung beäntwert ze hunn. Ansonste géinge mer zum Schluss vun der Sëtzung dann deenen Deputéierten, deenen hir Froe concernéiert sinn, d'Méiglechkeet ginn, se hei virzedroen, an erwaarden, datt mer da mëndlech eng Äntwert kréien

Da froen ech nach eng Kéier: Ass, mat deenen Zousätz do, den Ordre du jour esou ugeholl?

(Assentiment)

Dann ass dat elo esou decidéiert.

4. Observation d'une minute de silence en mémoire des victimes du conflit en Ukraine

Haut si mer den 19. November 2024 a markéieren domat den 1.000. Dag vum Krich an der Ukrain.

De 24. Februar 2022 hunn de Wladimir Putin a säi Regimm net nëmmen d'Ukrain ugegraff, mee och d'Demokratie, de Rechtsstaat an domat eis Grondwäerter.

De Krich huet onziele Leit hiert Liewe kascht an eng ganz Populatioun an Angscht an Terror versat. Déi vehement Verstéiss géint d'fundamental Prinzipien vum internationale Recht souwéi d'konstant Violatioun vu Mënscherechter hunn déi international Uerdnung, wéi mer se kannt hunn, zerstiéiert.

Trotzdeem – oder grad dowéinst – kämpfen d'Ukrainer säit 1.000 Deeg, fir genau déi Wäerter oprecht-zeerhalen, déi eis modern Demokratien auszeechen. Si kämpfen fir hir Souveränitéit, hir Fräiheet, mee och fir eis gemeinsam Zukunft.

Et ass och de Moment, fir eis erëm eng Kéier bewosst ze ginn, dass et absolutt net selbstverständlech ass, dass mer haut hei an engem fräi gewielte Parlament dierfen zesummekommen, wou mer fräi an oppen eis Meenung kënnen soen.

Domat géif ech eis all opfuere, während enger Gedenkminutt eise Respekt an eist Matgefill auszedecke fir all déi Leit, déi säit 1.000 Deeg hiert Liewe riskéieren, andeem se fir eis Grondwäerter astinn, an och fir all déi Leit, déi onschëlleg hiert Liewe verluer hunn.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Déclaration de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, sur la politique européenne et étrangère

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Xavier Bettel, Minister fir auswärteng Ugeleeeënheiten an Aussenhandel, iwwert d'Europa- an Aussepolitick vun der Regierung. Här Minister fir auswärteng Ugeleeeënheiten an Aussenhandel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass meng éischt Ried als Minister fir auswärteng Ugeleeeënheiten an Aussenhandel virun dësem héijen Haus. Et ass dofir och eng grouss Freed an eng grouss Eier, dat dierfen haut am Numm vun der Regierung hei ze maachen.

Dir wësst, dass dës Regierung den Ausseministère a seng Zesummesetzung och nei opgestallt huet. Et war mir an de Koalitiounsverhandlungen och vun Ufank u wichteg, all déi grouss Beräicher vun der Aussepolitick am Ausseministère zesammenzeféieren. Dofir ass den Aussenhandel elo Partie integrante vun onsem

Ministère, esou wéi och d'Groussregioun. Ech hunn an dëser Regierung d'Verantwortung fir déi Beräicher iwwerholl, gradewéi fir d'Entwécklungshëllef. Iwwert déi schwätzen ech Iech an e puer Méint op dëser Tribün.

D'Defense ass Partie vum Ministère bliwwen an d'Ministesch Backes an ech schaffen och Hand an Hand zesummen op all deene Sujeten, op deenen et och Synergien tëschent Verteidigungspolitick an Aussepolitick gëtt. D'Defense ass e feste Bestanddeel vun onser „3D“-Approche vun der Aussepolitick: Defense, Diplomatie an Développement. A si fonctionéieren zesummen. An ech wäert och duerno méi am Detail dorop zeréckkommen.

Mee elo zur Aussepolitick, sou wéi mir se zanter engem Joer maachen. Et war – an ech brauch Iech et jo net ze beschreiwen – en turbulent Joer. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen. Turbulent souwuel um europäesche wéi och um internationalen Niveau.

Ech wëll direkt virop e puer Wuert soen iwwert d'Walen an Amerika, elo wou och confirméiert ass, dass den Donald Trump den nächste President vun den USA wäert ginn. Nach ass jo net ganz kloer, wéi den amerikanesche President säin zweet Mandat als President wäert upaken a wien all déi Schlüsselpositionen a senger Administratioun wäert anhuelen, mee den Toun an déi grouss Linne vun der Politick huet den Trump jo och schon am Walkampf ugekënnegt.

Ech kennen den Donald Trump aus menger Zäit als Premierminister a wäert och mat him a mat sengen Ekkipen zesummeschaffen, wéi deemools 2016 an 2020, fir déi bilateral Relatiounen vu Lëtzebuerg mat den USA weider ze stäerken, fir ons Interessien, awer och ons Wäerter konsequent ze verteidegen. „America first“ soll an dierf net „America alone“ heeschen. Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Gewaltentrennung, Mëscherechter, international Recht sinn och d'Basis vum amerikanesche Grondgesetz a kënnen net frësch verhandelt ginn. Fir e Land vun onser Gréisst sinn dat Grondprinzipien, déi fundamental sinn, jo liewenswichtig. Mee och e grouss Land wéi d'USA brauch en internationale Rechtskader, deen net a Fro gestallt ka ginn. An och d'USA vum President Trump brauche Partner op onser Welt. Ech zielen drop, dass déi nei amerikanesch Regierung sech wäert engagéieren, fir déi grouss Krise mat unzepaken, déi d'Weltgemeinschaft och probéiert, zesummen ze meeschten. De Multilateralismus, mat der UNO am Zentrum, bleift do och onst bescht Instrument.

Ech hunn iwwert dat lescht Joer a villen Dossieren erlieft, dass d'EU sech selwer schwéierdeet, gemeinsam Positionen ze fannen. Vläch ass d'Wal vum Donald Trump och e gudd Moment, fir ons als Europäesch Unioun nei bewosst ze ginn, dass am Fong ons Unitéit eis gréisste Stärkt ass. Mir mussen ons um Rimm rappen, fir méi eeneg an och méi kohärent opzetrieden. Ons Positionen zum Krich an der Ukrain ass ee vun deene komplizéiertsten Dossieren, den Noen Osten ass en aner. An ech wäert och am Laf vun dëser Ried dorop zeréckkommen.

Ech wäert elo op dës Sujeten ugoen, der Rei no:

D'politesch Situatioun um internationalen Niveau an hiren Impakt op déi europäesch Sécherheitsarchitektur an op Lëtzebuerg.

D'politesch Situatioun op europäeschem Niveau, wou mer elo gläich mat enger neier Kommissioun an engem jo och nei gewielten Europaparlament wäerte schaffen.

Ons Lëtzebuerger Siëgepolitick, fir onse Siëge ze stäerken an och auszebauen.

D'international Handelspolitick, déi mir als EU an engem schwierigen internationale Kontext maachen, mat och enger Rëtsch Implikatiounen op nationalem Niveau.

Ons Politick fir d'Förderung vum Aussenhandel a vun den Investissementen am Grand-Duché, déi mir nei och an d'Aussepolitick integréiert hunn, fir e produktive Kader ze schafen, an och dee Konzept vun „Team Lëtzebuerg“, deem Zesummeschaffen, wou all d'Acteuren, déi do ronderëm sinn, och un engem Strack zéien.

D'konsularesch Aarbecht, déi den Ausseministère mécht, fir onse Leit och am Ausland ze hëllefen, an déi och d'Ausstelle vu Päss a vu Visaen ëmfaasst. Do wäert ech Iech duerchaus zimmlech impressionnant Zuele kënnen presentéieren.

A schlussendlech wäert ech den Ausbléck maachen op dat nächste Joer, wat sécher net vill manner mouvementéiert gëtt wéi dat lescht an dat och vill Geleeeënheete wäert bidden, fir den Engagement vu Lëtzebuerg op internationalem Niveau ze konsolidéieren.

Mir kucke fir 2025 virun allem op sechs Méint Presidence vum Europarat, déi och elo just ugefaangen huet, op ee Joer Presidence vum Benelux, op d'Expo zu Osaka mat engem Lëtzebuerger Pavillon, op de 40. Anniversaire vum Accord vu Schengen, dee méi wichtig wéi jee ze verteidegen ass, op onst Mandat vun zwee Joer am Conseil vun de Gouverneuren vun der Internationaler Atomenergieagence IAEA, dat zanter September leeft, op d'Preparatioun vun onsem Mandat am Conseil exécutif vun der UNESCO, wou mir schon 20 Joer net méi vertruete waren, op wichtig Wirtschaftsmissiounen bei onse gréissten Handelspartner, op Pläng, onsen diplomatesche Réseau weider ze vergréisseren, fir ons Interessien an och ons Wäerter nach méi effikass dobause kënnen ze verteidegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Ausseminister setzen ech mech konsequent an och konstant a fir d'Zesummenaarbecht a fir den Dialog op allen Niveaue. Aussepolitick ass fir mech un éischter Stell eng Politick vum Dialog an och eng vum Kontakt mat allen Acteuren, mam Zil, fir ons Interessien anzeztrieden, zu Konfliktléisunge bäiziedroen, de Multilateralismus ze stäerken, d'Reputatioun vun onsem Land ze fleegen an ons Wäerter, jo, déi universell Wäerter ze verteidegen, awer ouni ze schoulmeeschteren oder ze priedegen. En oppenen an éierlechen Dialog bréngt méi wéi all Lektioen, déi ee probéiert, engem aneren ze ginn. Aussepolitick setzt vill Empathie viraus, an déi Reesen, déi ech als Ausseminister an als Developpementsminister maachen, loosse mech net kal. Jo, Empathie ass och en Deel, deen een net kal léisst. An ech begéine Mënschen, déi a Krichsituatione liewen, Mënschen, déi ëm d'Iwwerliewe kämpfen. A vun all Rees bréngt een eppes mat, all Rees beweegt mech.

Iwwert déi lescht zwielef Méint hunn ech op menge Reesen a Wirtschaftsmissiounen am Ausland, bei de Visitten, déi ech hei zu Lëtzebuerg empfaangen hunn, a bei de multilateralen Engagementer ronn, fir genau ze sinn, 354 Entrevuë gehat.

Dialog heescht net, dass een d'Konfrontatioun géif fäerten. Ech scheie mech net, mengen Interlocuteuren d'Wourecht ze soen, och wa se net ëmmer ganz agreabel ass. Dofir sinn ech, wéi och aner Lëtzebuerger Regierungsmemberen, och op Budapest gaang, fir un informellen EU-Ministerreuniounen deelzehuelen ënner ungarischer Presidence, währenddeems sëlleg EU-Minister an a-Kommissären déi Reuniounen boykotéiert hunn. Ech wëll just drun erënneren, dass virun e puer Deeg eng Reunioun zu Budapest war, wou se all do waren.

Dialog heescht och, op grav Verstéiss géint d'Mënschechter an internationaalt Recht hinzeweisen. Dat si mer deene Leit schëlleg, déi ënnert deene Verstéiss leiden an déi drop ugewise sinn, dass anerer fir si antrieden. Dat huet Lëtzebuerg zum Beispill déi lescht dräi Joer och zu Genf am Mënscherechtsrot vun der UNO gemaach, wou et drëm geet, d'Rechter vun deenen ze verteidegen, déi eebe keng Stëmm hunn, sief et am Afghanistan oder a Syrien, a Russland oder am Sudan oder op esou ville Plazen op dëser Welt.

Konflikter a Krise gëtt et jo leider enorm vill uechtert d'Welt. Lëtzebuerg probéiert, do, wou mer et kënnen, ons Roll ze spillen, fir och zu konstruktive Léisunge bäizedroen, bilateral an och multilateral. Wann ech op déi lescht zwielef Méint zeréckkucken, dann hunn d'Ukrain an den Noen Osten ons am meeschte beschäftegt.

Déi russesch Aggressioun géint d'Ukrain huet d'Sécherheitsarchitektur vun Europa, wéi se an der Schlussakte vun Helsinki 1975 festgeluecht gouf, fundamental verännert. Mir sinn an enger Situatioun, déi mer esou nach net haten: E permanente Member vum UNO-Sécherheitsrot huet säin Noper brutal iwwerrannt an déi fundamentaalt Prinzippien vun der UN-Charta verletzt: Fräiheet a Souveränitéit, territorial Integritéit, Onofhängegkeet.

Haut ass och en trauregen Dag: Haut sinn et 1.000 Deeg, zanter russesch Truppe massiv an d'Ukrain amarschéiert sinn. De Krich huet a bal dräi Joer d'Liewe vun Dausenden an Dausende vu Mënsche kascht, onvirstellbar Zerstéerunge verursaacht, Milliounen vu Mënsche verdréiwwe an zu ganz grave Verstéiss géint d'Mënschechter an d'internationaalt humanitäert Recht geféiert.

Grad elo, wou d'Ukrain Schwierigkeeten op der Front huet an hir Energieinfrastrukture permanent ugegraff ginn, grad elo, wou gefaart gëtt, dass de President Trump presséiert wär, dem Krich en Enn wëllen ze setzen, ouni Rücksicht ze huelen op der Ukrain hir territorial Integritéit, dierf d'Unitéit vun den europäeschen a westleche Länner vis-à-vis vu Russland an der Ënnerstëtzung vun der Ukrain net zerfalen. Mir müssen ons als Europäesch Unioen vum éischte Moment u mat der neier amerikanescher Administratioun koordinéieren.

D'Perspektiv vun engem Enn vum Krich ass leider nach net a Siicht, well de President Putin weiderhi keng Ustalte mécht, senger Aggressioun en Enn wëllen ze setzen. Ech erënnere drun, dass d'Ukrain sech verteidegt, am Aklang mam Artikel 51 vun der Charte vun de Vereenten Natiounen, an dass Russland et zu all Moment an der Hand huet, de Krich ze stoppen.

Als EU, als NATO an och bilateral ënnerstëtze mir d'Ukrainer, fir um Terrain Fortschrëttler ze maachen, fir dass Verhandlungse fir si méiglech ginn a fir dass dës Verhandlungen och zu engem dauerhafte Fridde féieren, an deem Russland d'Souveränitéit vu sengem Nopeschland unerkennt. All Konflikt muss schlussendlech um Verhandlungsdësch geléist ginn, mee d'Ukrain dierf net forcéiert ginn, sech un en Dësch ze setzen, un deem en ongerechte Fridde soll iwwert de Knéi gebrach ginn.

Mir ënnerstëtzen d'Ukrain och, well mir ons bewosst sinn, dass d'Sécherheet an d'Zukunft vu ganz Europa bei dësem Krich um Spill stinn. Zanter geschwënn dräi Joer huet Lëtzebuerg, zesumme mat senger Partner, sech enorm fir d'Hëllef un d'Ukrain engagéiert, sief et um militäreschen, humanitären oder um finanziellen Plang. Fir Lëtzebuerg huet am Juli 2024 en marge vum NATO-Sommet eise Premierminister mat hirem President de bilaterale Sécherheitsaccord ënnerschriwwen, an deem d'Lëtzeburger Regierung

sech engagéiert, ons Hëllef an alle Beräicher iwwert déi nächst Joren oprechtzeerhalen. Mir schaffen och bilateral an der Ukrain, besonnesch am Deminage, fir d'Bedingungen ze schafe fir d'Rekonstruktioun, soubal de Krich eriwwe ass. Op EU-Niveau setze mir ons derfir an, dass d'EU d'Ukrain och weider aktiv ënnerstëtzt. Op multilateralem Niveau schaffe mir mat un allen Initiativen, bei deenen et ëm d'Rechenschaftspflicht fir d'Verbrieche an der Ukrain geet.

Op dëser Plaz wëll ech och e Wuert soen iwwert déi exzellent Zesummenaarbecht, déi ech mam Yuriko Backes a sengen Ekippen hunn. D'Ukrain ass warscheinlech dat bescht Beispill fir Synergien tëschent Aussepolitick a Verdeedegungspolitick. Um Sommet vun der NATO zu Washington, dee mer zesumme mam Premierminister an och mam Finanzminister a mat der Defenseministesch virbereet haten, hu mir ons och zesumme mat onsen Alliiéierten drop géeneegt, dass d'Zukunft vun der Ukrain och an der NATO ass. Als Member vun der NATO a vun der EU wäert ons Defense weider militärescht Equipement schécken a mir wäerten ons och weider u multinationalen Initiative fir d'Beschafe vu Material bedeelegen.

Dir wësst, dass Lëtzebuerg wäert als NATO-Alliiéierten och säin Deel zur kollektiver Defense bäidroen. Dat heescht, dass mir ons Verdeedegung stärke müssen. Mir hunn eis als Regierung och derzou engagéiert, bis 2030 2 % vum RNB an d'Verdeedegung ze investéieren. Doriwwer eraus wäerte mir och weider u Missiounen vun der NATO an der EU Säit u Säit mat onse Partner deelhuelen. Ech muss Iech awer zouginn, dass ech ni gemengt hätt, ier ech Premier an Ausseminister gi sinn, dass ech esou eppes géif verteidegen, dass een op 2 % Defense géif kommen. Ni! Ech muss Iech awer soen, dass d'Sécherheetssituatioun an Europa engem kee Choix léisst.

Et ass jo evident, dass Lëtzebuerg sech net aleng ka verteidegen an dass mir grouss Defenseprojeten net ëmmer aleng stemme kënnen. Dofir si Partnerschaften mat onse Frënn an Alliiéierten, virun allem der Belsch, mee och aneren, e weesentlechen Deel vun onser Defensepolitik. An och hei gräifen d'Aussepolitick an d'Defensepolitik enk anenaner.

Ech hunn ugeschwat, dass den Ukrain-Krich d'europäesch Sécherheitsarchitektur op d'Kopp gedréint huet. Dozou e puer Elementer: Am Kontext vum Ukrain-Konflikt eskaléiert d'nuklear Rhetorik vu Russland ëmmer weider. Rezent huet Moskau seng Nukleardoktrin och an deem Sënn ugepasst. D'nuklear Menacé vum President Putin géint de Westen ënnergriewen ons global Efforten am Beräich vun der nuklearer Netweiderverbreedung. Russland verstéisst domadder géint déi Engagementer, déi d'Memberstaate vum nuklearen Non-Profilerations-Vertrag geholl hunn. Aner Länner, déi eng nuklear Politik bedreiwen, déi net am Aklang mam NPT ass, wéi den Iran oder Nordkorea, profitéieren vun dëser ugespaanter an onsécherer Situatioun an engem Beräich vum internationalem Recht, deen eminent wichteg ass, fir ze verhënnere, dass jeemools nach eng Kéier nuklear Waffe kéinten agesat ginn.

Et ass och ganz kritesch, dass Russland zanter dem Ufank vun der Aggressioun géint d'Ukrain den CFE-Traité iwwer konventionell Forcen an Europa opgekënnegt huet. Dësen Traité gouf um Enn vum Kale Krich verhandelt a gëllt als eent vun de Fundamenter vun der europäescher Sécherheet. Am Géigenzuch zur russescher Opkënnegung huet Lëtzebuerg, gradewéi d'Alliiéiert, den Traité op onbestëmmten Zäit suspendéiert. Ons Suspensioun schéckt am Fong och e kloert Signal u Russland, dass fir d'NATO d'Géigesäitgkeet en zentralen Aspekt vun der Ofrüstung ass. Trotz der Suspensioun bleiwe mir natierlech engagéiert vis-à-vis vun der konventioneller Waffekontroll.

Iwwert d'europäesch Sécherheetssituatioun eraus dierfe mir, wat d'Ukrain ugeet, och ni vergiessen, dass d'Konsequenze vum Krich wäit iwwert d'Ukrain an Europa erausginn. Inflation, héich Liewensmëttelpräisser, héich Energiepräisser, déi duerch de Krich provoziert goufen, hunn en Impakt op de Rescht vun der Welt.

Et gëtt vill Länner op der Welt, déi och keng kloer Positioun anhuele wëllen – aus ganz ënnerschiddleche Grënn. Vill vun hinne soen ons, dass si historiesch gutt Relatiounen mat Russland a mat der Ukrain hunn a kee Choix wëlle musse maachen tëschent deem engen an deem aneren. Mat deene Länner siche mer den Dialog, fir de Message ze vermëttelen, dass et keng Neutralitéit ka ginn, wann d'internationaalt Recht esou mat Féiss getrëppelt gëtt. Kee sollt akzeptéieren, dass d'Muecht vum Stärksten déi ass, déi zielt. Dat wier e Precedent, deen nach op villen anere Plaz vun der Welt kéint zu engem groussen Onrecht féieren. An déi Länner, déi dat net wëllen agesinn, solle sech eng Kéier déi Fro stellen, wéi se da géife reagéieren, wann et hinne muer géif geschéien.

An onser Approche zu deene ville Konflikter uechtert d'Welt wëlle mir kohärent sinn an och verhënnere, dass duebel Standarden applizéiert ginn. Onse Message ass also, ob an der Ukrain, a Gaza, am Libanon, am Sudan, am Venezuela, am Myanmar oder am Kongo: D'internationaalt Recht an d'Mënschechter sinn iwwerall d'selwecht wichteg.

Ier ech bei de Moyer-Orient kommen, schwätzen ech Iech kuerz vun der ëstlecher Noperschaft vun der EU, well do d'Auswirkunge vum Ukrain-Krich och am meeschten ze spiere sinn. Mir dierfen effektiv net vergiessen, dass Russland och aner Länner a sengem Ëmfeld destabiliséiert. Dat gëllt fir Georgien, dat gëllt fir Moldawien, dat gëllt fir Armenien. Dat dierf ons net egal sinn. D'EU kann net behaupten, e geopolitischen Acteur ze sinn, wa mir net amstand sinn, ons Nopeschlänner viru russeschen Destabilisatiounsversich ze schützen.

A Georgien hu mir rezent gesinn, wéi wäit déi Destabilisatioun och ka goen. D'Resultat vun de Wale, déi staark contestéiert ginn, confirméiert leider, dass Georgie sech aktuell am Fong méi a méi vun der EU distanzéiert. Mir müssen alles maachen, wat mir kënnen, fir d'georgesch Bevëlkerung ze ënnerstëtzen, déi de Wee a Richtung EU ageschloen huet. A Moldawien ass de Referendum iwwert d'EU-Adhesioun esou just gutt ausgegangen, mee et gesäit esou aus, wéi wa russesch Desinformatioun bis zu 10 % vun de Stëmmen hätt kënnen kascht hunn.

De Südkaukasus ass effektiv eng ganz sensibel Kontaktzon, wou widdersprénglech Interessien openeestoussen. Déi dräi Länner vum Kaukasus, Georgien, Armenien an Aserbaidjan, siche zanter 1991 regional Integratiounsmodalitéiten, déi hinnen et erlabe kéinten, den Ambitiounen vun hire mächtigen Nopere ze entkommen. D'EU soll hinnen op dësem Wee och hëllefen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt de Friddensprozess tëschent Armenien an Aserbaidjan. Ech war ugangs September an Armenien a konnt mer e Bild dervunner maachen, wéi fragill am Fong d'Demokratie an Armenien ass a wéi néideg e Fridde mat Aserbaidjan an och eng Normalisatioun mat der Tierkei sinn, fir der armeenescher Bevëlkerung och Zukunftsperspektiven, Fridde a Sécherheet kënnen ze ginn.

D'COP29 ass zu Bakou voll amgaangen, a mir haten en Appell gemaach, dass e Friddensoffkommee tëschent Armenien an Aserbaidjan nach virun der COP29 am Interesse vun der ganzer Regioun gewiescht wier. Ech muss Iech soen, dass ech enttäuscht sinn – enttäuscht! –,

dass dës Geleeënheet net geholl ginn ass, fir wierklech Drock ze maachen op eis aserbaidjanesch Kollegen, fir e Schrëtt op Armenien duer ze maachen. Ech hunn Institutione kontaktéiert, ech hu mat anere Kollege geschwat, déi och Ausseministere sinn an déi dohinner gaange sinn. Je pense que c'est une occasion ratée, déi COP29 net benotzt ze hunn. An et wier am Interessé vum den Aserie gewiescht ze weisen, dass een op si kann zielen. D'Resultater vum der COP sinn elo nach eppes aneres, mee déi aner Situatioun mécht mer wierklech Suergen.

Op menger Rees an Armenie konnt ech och d'EU Monitoring Mission in Armenia besichen, déi op der Kontaktlinn tëschent Aserbaidjan an Armenien op armeenescher Säit derfir zoustänneg ass ze iwwerwaachen, dass et net zu militäreschen Iwwergrëffer a Konfrontatiounen kënn. Ech konnt och onse Lëtzebuerger Polizist do begéinen. Dat gëtt mer op dëser Plaz och d'Geleeënheet, Iech kuerz ze schwätze vum onse Participatiounen als Land, als Grand-Duché, un ziville Friddensmissiounen vum der EU. Lëtzebuerg ass am Moment engagéiert an de Missiounen an Armenien an a Georgien. An ech wëll all deene Polizisten, déi um Terrain engagéiert sinn oder waren, e grouse Merci soe fir hiren Asaz an och dem Minister Gloden a sengen Ekippen e grouse Merci fir d'Zesummenaarbecht op dësen Dossieren. Ons Bedeelegung un Zivillmissiounen ass och e wichtegt Element vum onsem Engagement fir d'europäesch Sécherheetspolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, den Noen Osten ass déi Regioun, déi ech d'lescht Joer – nieft Bréissel – am meeschte besicht hunn. Ech war dräimol an Israel a Palästina an och eemol a Jordanien. Dat kënn net vum ongeféier. Nieft dem Ukrain-Krich ass et déi dramatesch Situatioun a Gaza an och elo am Libanon, déi ons am meeschte beschäftegt a fir déi mir onbedéngt weider no Léisunge mussen sichen, sou séier wéi méiglech, och mat der aktueller amerikanescher Regierung vum President Biden bis Enn Januar an duerno mat der neier Regierung vum President Trump. Et ass evident, dass et keng dauerhaft friddlech Léisunge wäert ginn am Noen Osten ouni Amerika.

D'lescht Woch an der Aktualitéitsstonn iwwer Palästina hunn ech Iech e Rapport gemaach iwwer meng lescht Rees zu Jerusalem an zu Ramallah den 30. Oktober. Et war eng komplizéiert Rees. Ech krut och keng kloer Äntwert, wat fir Krichsziler Israel nach erreche wëllt, nodeems d'Cheffe vum Hamas an Hisbollah dout sinn. Et war eng Visitt direkt nom Vott an der Knesset iwwer zwee Gesetzer, déi der UNRWA wëlle verbidden, weiderhin hiert Mandat am Westjordanland, Ostjerusalem an och a Gaza auszeüben. An d'Existenz vum der UNRWA steet am Fong um Spill, an dat an engem Moment, wou se net ewechzedanken ass um Terrain, wann een d'Situatioun kennt. Ech hunn d'UNRWA bei menger Visitt um Terrain begéint an à l'oeuvre gesinn am Westjordanland, an hire Schoulen, an hire Spideeler. A Gaza ass d'UNRWA déi eenzeg Organisatioun, déi d'Leit nach errechen an déi iwwerliewenswichtig Hëllef intern och verdeele kann.

Soulaang wéi keng Alternativ do ass, ass d'Mandat vum der UNRWA vital. An dat wierklech am éischte Sënn vum Wuert: Honnerttausende Palästinenser sinn op d'UNRWA ugewise fir ze liewen, jo, souguer fir ze iwwerliewen. A Gaza geet et zanter iwwer engem Joer ëm d'blankt Iwwerliewen. Déi fuerchtbar Biller, wou all Dag onschëlleg Zivilisten, dorënner vill Kanner, ëmkommen, well Israel weiderhi kämpft géint den Terrorismus vum Hamas, loosse keen Zweifel drun, dass d'UNRWA net einfach esou ka vum der Knesset ofgeschafft ginn.

Si ass net perfekt. A si geet duerch e wichtige Reformprozess, dee mir ënnerstëtzen. Ech schwätzen

doriwwer mat hinnen an och iwwer schwierig Dosiere wéi déi vun de Schoulbicher vum de palästinenseschen Autoritéiten, déi weider mussen iwwerschaaft ginn. An ech kann Iech och versécheren, dass de Kommissär, de Philippe Lazzarini, deen ech virun zwou Wochen zu New York begéint hat, de Prozess vum der Ëmsetzung vum Colonna-Rapport rigouréis duerchféiert, an dat während d'Agence ënner onméigleche Bedingungen hir humanitär Aarbecht mécht. Fir d'UNRWA, déi och fir d'Palästinenser am Libanon, a Jordanien an a Syrie schafft, weider ze ënnerstëtzen, hunn ech en Accord fir 2025–2027 ënnerschriwwen, deen eng Kontributioun vum 10 Milliounen am Joer garantéiert.

De Krich vum der israellescher Arméi géint den Hamas an elo och géint d'Hisbollah am Libanon muss op en Enn kommen. E schafft esou vill Leed um Terrain, zerstéiert esou vill Existenzen an et ass just den Haass, dee wierklech wiisst, soudass déi nächst Generatioun vu verzweifelte jonke Leit, déi riskéieren, keng aner Perspektiv ze gesinn, wéi zur Gewalt ze gräifen, erugezillt ginn. Déi Spiral vum der Gewalt muss op en Enn kommen.

Ech hu virun zwou Wochen zu Jerusalem eng Damm begéint, déi aus engem vum de Kibbuzen ass, déi de 7. Oktober vum Hamas attackéiert goufen, d'Rita Livshitz. Hire Schwiéerpapp ass nach ëmmer Geisel a Gaza. Den Hamas huet jo de 7. Oktober grad déi Pazifisten attackéiert, déi an engem Kibbuz liewen. Dat sinn déi, déi au contraire d'Zesummeliewe tëscht deenen zwee wëllen hunn. An trotz deem uergen Trauma vum 7. Oktober huet déi Madamm mir en einfache Message mat op de Wee ginn: „Palästina brauch e Staat. Israel brauch Sécherheet. An dofir brauchen Israel a Palästina Fridde.“ Si gleeft weider drun, dass just Fridde am Kader vum der Zweestaateléisung ka fir dauerhaft Rou an hirer Regioun suergen. A si huet sech net gescheit, och déi Aussoe viru lafender Kamera ze maachen.

Op ville Plazen an Israel gesinn d'Mënschen dat net esou. De kollektiven Trauma vum 7. Oktober setzt verstandlecherweis déif. Vill Politiker op der rietser an extreem rietser Säit maache keen Heel draus, dass si kee palästinensesche Staat wëllen. Den neien Ausseminister Gideon Sa'ar huet sech och schonn an deem Sënn ausgeschwat. Déi aktiv Siidlungspolitik, bei där ëmmer méi israellesch Dierfer a Stied gebaut ginn op deem Territoire, deen den Oslo-Accorden no de Palästinenser zougeschwat gi war fir hiren eegene Staat, mécht d'Zweestaateléisung ëmmer méi fragill. Ech hu mengem israelleschen Interlocuteur och d'Fro gestallt, ob si am Léifsten e Palästina ouni Palästinenser hätten. Si hunn dat wäit vu sech gewisen, mee d'Situatioun um Terrain kéint engem deen Androck ginn.

Dat ass och de Grond, firwat et wichtig ass, bei all Geleeënheet ons Ënnerstëtzung fir d'Zweestaateléisung auszudrécken. Dat ass och de Grond, firwat ech wëll, dass Lëtzebuerg dee palästinensesche Staat och uerkennt, mat engem Grupp vum anere Länner zesummen, soubal e Waffestëllstand erreecht ass, déi israellesch Geiselen endlech fräikomm sinn an de Processus ufänke kann, fir op déi Zweestaateléisung hinezschaffen.

An der aktueller Situatioun, déi nach méi komplizéiert ginn ass duerch déi zweet Front tëschent Israel an der Hisbollah, géif déi Unerkennung um Terrain näischt Richteges beweegen. Ech stinn am Kontakt mat ongeféier enger Dose vu mengen Homologen aus Länner, déi Palästina och nach net unerkannt hunn, mee déi, wéi mir, bei der UNO en faveur vum enger voller Mitgliedschaft vu Palästina gestëmmt hunn. Eng Adhesioun un d'UNO géif d'Fro vum der Unerkennung

natierlech automatesch reegelen – Lëtzebuerg erkennt all d'Membere vum der UNO un.

Dir wësst – well et och an der Zeitung stoung –, dass ech d'Iddi hat, d'Unerkennung vu Palästina ze koppelen un e staarke Gest och fir d'israelescht Vollek. Eng Unerkennung vu Palästina ass keng Oferkennung vum Israel, au contraire. Ons Relatioun mam israellesche Vollek ass staark a belaauschtbar. Si ass historesch gewuess. An ech gesi vill Potenzial fir ons bilateral Relatiounen, wann de Fridde et ons endlech erlaabt, ons Relatiounen mat Israel och auszebauen. Dofir denken ech drun, als leschten EU-Memberstaat och eng Ambassade zu Tel Aviv opzemaachen. Et ass mer awer bewosst, dass dat fir de Moment kéint ausgeluecht ginn, wéi wann et och nach eng Belounung wier fir dem Här Premier Netanjahu seng Politik a säi Krich. Ech wëll net ausgesinn, wéi wann ech den haitege Premier, a virun allem seng rietsextrem Regierungsmembere, géif belounen. Esou eng Ambassade géif et ons och erlaben, e Büro zu Ramallah opzemaachen, fir méi effikass bilateral um Terrain ze hëllefen. Mee dës „Solution à la luxembourgeoise“ muss leider waarden, bis d'Situatioun et erlaabt, se och sereinement ëmzesetzen.

An der EU hu mer jo oft Misär, fir gemeinsam Positiounen ze definéieren, wann et ëm den Noen Osten geet. Ons gëtt dofir oft kollektiv virgeworf, „deux poids, deux mesures“ ze maachen an net déi selwecht Standarden ze applizéieren, jee nodeem ëm wéi e Konflikt et geet. Iwwert dat lescht Joer huet d'EU et awer duerchaus fäerdegruecht, gemeinsam Positiounen auszuschaffen. An dorënner ass déi wichtigst ganz kloer, dass mer direkt e Waffestëllstand brauchen, fir dass d'mënschlecht Leed en Enn kritt.

Gradesou ass d'Positioun vum der EU kloer an daitlech, wann et ëm de Libanon geet, wou jo eng UN-Missioun, d'FINUL, stationéiert ass, an där 16 Memberstaate vum der EU Truppen hunn. Mir brauche gradesou dringend wéi fir Gaza e Waffestëllstand am Libanon. Och do gëtt d'humanitär Situatioun ëmmer méi uerg an Honnerttausende Mënsche si vum doheem verdréiwten. D'EU huet sech och op eng Rëtsch Sanktiounen kënnen eenegen, géint den Hamas natierlech, mee och géint radikal israellesch Siidler, déi gewalttätig géint d'palästinensesch Bevëlkerung sinn.

Am Westjordanland ass den Impakt vum der Occupatioun, déi scho Joerzëngten undauert, iwwerall ze spieren, eng permanent Kujenad, stänneg Sécherheetskontrollen a Sécherheetsoperatiounen, bei deenen och dës Joer nees Honnerte vu Palästinenser ëmkomm sinn. Ech war bei menger Visitt op Besuch bei Baueren, déi an hirer Oliverecolte an engem Stéck menacéiert gi vu Siidler an déi riskéieren, och nach hiert ganz Akommes ze verléieren, wa si net a Rou kënnen an den Olivebiirger schaffen.

D'Situatioun am Westjordanland ass op der Kipp. An dat läit och drun, dass d'Palästinensesch Autoritéit, déi do fir Sécherheet an Uerdnung suert an déi d'Westjordanland administréiert, just e Brochdeel vum hirem rechtméisseg Budget zur Verfügung huet. Israel hält e groussen Deel vum de Steiersuen zeréck, déi der Palästinensescher Autoritéit gehéieren. An d'EU, déi se finanziell ënnerstëtzt, soll och déi Suen debourséieren. Mir wäerten eis och dofir alleguerten asetzen. Et kann net sinn, dass d'EU matt dru Schold wier, wann d'Palästinensesch Autoritéit géif zesummebréchen, well se keng Sue méi hätt.

En anere Sujet am Noen Osten, op deem mir ons als EU duerchaus eens sinn, ass den Iran. Mir haten eng kuerz Zäit gehofft, wéi en neie President gewielt ginn ass, dass elo eng méi konstruktiv Politik géif kommen, mee mir gesinn, dass dat net de Fall

ass. Mir gesinn, dass déi russesch Krichsefforten an der Ukrain weider ënnerstëtzt ginn. Dem Iran seng Ënnerstëtzung fir d'Hisbollah schénkt fir de Moment um Terrain kee groussen Ënnerscheid méi ze maachen. An et muss ee gesinn, wéi wäit dem Iran seng Influenz an der Regioun nach reecht. Och hei verspäre mir ons awer net dem Dialog, wann den Iran den Dialog och sollt sichen.

Den neie Regimm am Iran ass gradesou radikal wéi dee virdrun, wann et ëm d'Mënscherechter geet, a besonnesch ëm d'Fraerechter. Zweek Joer no deene groussen Manifestatioune fir „Fraen – Liewen – Fräiheet“ leiden d'Mënschen am Iran weiderhin ënner engem brutalen an autoritären Regimm. D'Iranesch Fraen a Meedercher gi weiderhi systematesch harceléiert, wa se kee Kappduch undoen. Mir dierfen d'Leit am Iran net vergiessen, och wa si net méi all Dag an eisen Noriichte sinn. Et ginn ëmmer méi Prisonéier higeriicht, rezent nach en Däitsch-Iraner, deen zu enger Exil-Oppositionsgrupp gehéiert hat. Amnesty International rapportéiert, dass et 2023 déi héchsten Zuel un Exekutiounen am Iran an de leschten aacht Joer gouf. Vill vun deene Leit, déi higeriicht ginn, waren am Kader vun de Manifestatioune vun 2022 festgeholl ginn.

Ech hunn et virdu gesot: Mir setzen ons iwwerall op der Welt a fir Demokratie a Rechtsstaatlechkeet, fir d'Mënscherechter, fir d'Internationale Recht an d'Internationale humanitär Recht. Mir maachen dat och am Kader vun der Europäescher Unioun, andeems mir aktiv matschaffen, wann d'EU-Aussen- a Sécherheetspolitik definéiert gëtt. Fir den Noen Oste si mir ons net honnertprozenteg eens, mee et gëtt vill aner Krisen uechtert d'Welt, fir déi d'EU eng kloer Positioun huet an domat och en Impakt um Terrain kann hunn, fir zu Léisunge bäizedroen. Ech freeë mech an deem Kontext op d'Zesummenaarbecht mam Kaja Kallas als neier Haute Représentante fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik vun der EU a si sécher, dass si d'EU-Aussepolitik nach e Stéck méi kohärent a méi dynamesch ka maachen, wann all d'Memberstaaten och matschaffen.

Eng gemeinsam Politik huet d'EU zum Beispill an Afrika, wat de schreckleche Krich am Sudan ugeet, deen och déi gréissten Displacementskris ausgeléist huet, déi et momentan op der Welt gëtt, oder och, wat d'Situatioun am Oste vum Kongo ugeet. Ech war am Juni dëst Joer zu Kigali, wou Lëtzebuerg elo just, am September, eng Ambassade opgemaach huet. Déi Ambassade ass wichteg fir ons Kooperationsaarbecht an der Regioun, mee och fir onse politeschen Engagement, fir de Konflikt am Oste vum Kongo bäizeleeën, an deem Dausenden Zivilisten ëmmer nees tëschent d'Fronte geroode vun deene verschiddenen arméierte Gruppen, déi sech do fir Land, Afloss a Ressourcë bekämpfen, ënnerstëtzt vum Kongo respektiv vum Ruanda.

D'EU ënnerstëtzt och mat ville Moyerne d'Aarbecht an d'Initiative vun der Afrikanescher Unioun an déi vun den afrikanesche Regionalorganisatiounen, grad am Beräich vu Friden a Sécherheet, Mediatioun an och wirtschaftlecher Integratioun, wou dës Organisatioune primär fir den afrikanesche Kontinent verantwortlech sinn.

Traditionell ass onst Land jo am stäerksten a Westafrika, a virun allem am Sahel, engagéiert. Do ass d'Situatioun no der Serie vu Coup-d'Étaten an de leschte Jore besonnesch komplizéiert. Ech wäert méi am Detail op dës Situatioun zeréckkommen a menger Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef am Februar, souwuel wat onsen Engagement am zentrale Sahel ugeet wéi neierdengs och a senger Peripherie.

Mir schaffen och u Pisten, fir anerwäerts an Afrika nei Partnerriater opzebauen.

Den afrikanesche Kontinent, onse südlechen Noper: Onsen an der EU an hire Memberstaaten hiren Engagement do, an all sengen Dimensionsen, ass en interessanten a vaste Sujet, deem ech haut aus Zäitgrënn net ka gerecht ginn. Ech kommen awer zum Schluss nach eng Kéier zeréck op d'Opportunitéiten, déi sech an Afrika bidden, och fir onse Commerce extérieur.

Dir Dammen an Dir Hären, de Krich an der Ukrain huet ons gewisen, wéi wichteg et ass, fest Partnerriater ronderëm d'Welt ze fleegen, déi belaauschtbar sinn an déi op onse gemeinsame Wäerter opbauen. Mir hu vill Outreach gemaach zanter dem Ufank vun der russescher Aggressioun, fir der Ukrain hir Situatioun ze erklären, fir op den Ënnerscheid tëschent Aggressor an Aggresséiertem ze pochen a fir ze rappeléieren, dass Onofhängegkeet, Souveränitéit an territorial Integritéit intouchabel musse bleiwen. Vill vun onse Partner an Afrika, mee och zum Beispill a Südostasien, déi wäit ewech si vun der Ukrain, hu sech schwéier dermat gedoen, eng kloer Positioun an engem fir si esou „europäesche“ Krich anzehuelen. Dat huet ons gewisen, dass et wichteg ass, dass mir méi en enke Kontakt halen, fir hir Perspektiven och besser ze verstoen. Doriwwer eraus gëtt et enorm vill Potenzial, fir déi bilateral a multilateral Kooperatioun ze verstärken, fir gemeinsam Erausforderunge wéi Klimawandel oder Resilienz vu Liwwerketten unzegeen.

Fir d'Relatioun mat der ASEAN, der Associatioun vun den zéng südostasiatesche Länner, ze verstärken, war ech am Oktober op Vientiane op de Sommet vun der ASEAN invitéiert an hunn do fir de Grand-Duché d'Bäitrittsinstrument fir den Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia ënnerschriwwen. Lëtzebuerg war dat eenzegt europäescht Land, dat op den ASEAN-Sommet invitéiert war, an dat sechst EU-Land, dat och deen Traité ënnerschriwwen huet. An et war dofir och eng besonnesch Eier, zu Vientiane dierfen ze sinn.

Dat Bäitrittsinstrument brénge mir elo an dës Chamber, fir et ze ratifizéieren. Et gëtt ons och eng gutt Basis, fir méi enk mat där Regioun zesummeneschaffen, mat där hiren eenzelne Länner mir historesch frëndschafleche Relatiounen hunn, zum Beispill mam Vietnam oder mam Laos oder och mat Thailand, déi ech och allen zwee bilateral besicht hunn. Et si Länner, déi och fir onsen internationalen Handel kënnen interessant sinn, well se wirtschaftlech séier wuessen. An Zäite vu geopolitischen Spannungen ass awer och e verstärkte politeschen Dialog mat deene Länner wichteg.

Deen Dialog ënnerhale mir och mat regionale Muechte wéi Indien, dat e ganz wichtige Partner fir d'Stabilitéit an och de Wuelstand a Südostasien ass. Dëst Joer am Abrëll hate mir nees eng Commission mixte ënnert der UEBL, also zesumme mat onse belsche Frënn, fir d'Relatioun mat Indien an hirer ganzer Breet ze diskutéieren. Mir hunn zanter iwwer 20 Joer eng Ambassade zu Delhi. Indien huet och eng grouss Communautéit hei zu Lëtzebuerg, déi eng wichteg Plaz an onser Gesellschaft huet. D'nächst Joer am März plangen ech, um Raisina-Dialog deelzehuelen, deen all Joer zu Delhi Dausende Leit zesummebréngt, fir iwwert déi grouss geopolitisch a geoeconomesch Erausforderungen ze schwätzen. Dat gëtt mer hoffentlech och d'Geleeënheet, déi indescht Kolleeg bilateral ze begéinen, fir iwwert d'Zukunftsperspektive vun onse Relatiounen ze schwätzen.

Aner grouss Partnerlänner an Asie si Japan a Korea, zwee sougenannt „like-minded“ Länner an enger

Weltregioun, déi ëmmer méi Gewicht kritt. Japan ass onsen eelste Frënd an Asien, wann ech dat esou ka soen. Ons verbënnt eng déif Frëndschaft zanter elo scho bal engem Joerhonnert. 2027 feiere mir offiziell onst Joerhonnert vu bilaterale Bezéiungen, an do plange mer elo schonn u groussen Evenementer. Fir déi nächst zwielef Méint freeën ech mech op direkt e puer Reesen a Japan am Kader vun der Weltausstellung zu Osaka, déi am Abrëll opgeet. Ech hat déi grouss Freed, den éischte Spuetestéich fir onse Pavillon schonn am Januar dëst Joer kënnen ze maachen. D'Expo zu Osaka wäert eng exzellente Geleeënheet sinn, fir engem japanesche Publikum, mee och de Visiteuren aus der ganzer Regioun onst Land, seng Kultur, seng wirtschaftlech Stärken, seng Offenheet a seng Multikulturalitéit méi no ze bréngen.

Ech ginn och an den nächsten Deeg op d'Dikrech an d'Hotelschoul. Do wäert ech och de Menü entdecken vun de Lëtzebuerger Spezialitéiten, déi zu Osaka zerewiert wäerte ginn. An den nächsten Deeg wäert ech och op Esch goen, wou eng Keelebunn preparéiert gëtt, fir zu Osaka ze hunn, fir och e Côté ludique ze hunn, dass mer och ...

(Interruption)

... de Leit do, wou mer Weltmeeschter sinn, kënnen eng Lektiooun ginn, vläicht deem engen oder deem aneren.

(Hilarité)

Am Juli hat ech déi grouss Chance, ons éischt resident Ambassade zu Seoul anzeweien. Et war héich Zäit ginn, eng resident Ambassade a Korea ze hunn. Mat Korea verbënnt ons jo och eng laang gemeinsam Geschicht, déi op den Engagement vu 85 Lëtzebuerger Jongen am Korea-Krich zeréckgeet, vun deenen der zwee net méi ermëtkomm sinn. Ech freeë mech och, dass Korea am Géigenzuch decidéiert huet, och eng resident Ambassade zu Lëtzebuerg opzemaachen. An den Ambassadeur wäert och vläicht haut op der Tribün setzen, dofir soen ech em och: Et wäert Iech net Leed doen, dass Der op Lëtzebuerg komm sidd. An ech freeë mech och op déi gutt Zesummenaarbecht!

Mee wann Der eng Kéier d'Méiglechkeet hutt, a Korea ze goen, da gesitt Dir de Lien, dee si nach hu mat Lëtzebuerg wéinst deene Korea-Kämpfer, wou déi meescht vun deene Jonke mol net wossten, wou se genau géifen hifueren, mee fir Fräiheet a fir Wäerter gekämpft hunn.

Japan a Korea sinn och zwee strateegesch Partner vun der NATO, gradwéi Australien an Neuseeland. Déi véier Staats- a Regierungsscheffe waren och dëst Joer nees op den NATO-Sommet zu Washington invitéiert, bei deem mir de 75. Anniversaire vun der NATO markéiert hunn. Loosst mech op dëser Plaz kuerz e Wuert iwwert d'NATO soen, déi e kruziale Piler vun onser Sécherheet ass a bleift, net zulescht wéinst der nuklearer Ofschreckung, déi den Territoire vun den Alliierte virun Iwwerfall duerch Staate wéi Russland konstant schützt. Um Sommet zu Washington ware mer déi éischte Kéier zu 32 Alliierte, elo wou och Schweden, an Finnland, Member vun der Allianz ginn ass.

De Bäitritt vun deenen zwee laangjäreg Partner vun der NATO ass e weidert wichtegt Element vun enger kohärenter euroatlantischer Sécherheitsarchitektur, déi ons Positioun vis-à-vis vun autokrateschen an aggressive Regimenter stäerkt. Ech begréissen och d'Nominatioun vum Mark Rutte, deen dem Luc Frieden a main Noper war am Conseil européen, deen elo Generalsekretär ginn ass vun der NATO. A mir wëssen, dass mat him och d'NATO a gudden Hänn ass.

Mee loosst ons nach e bëssen an Asie bliwen. Ech hunn nach net vu China geschwat. Enn November, dat heescht d'nächst Woch, ginn ech zesumme mam Minister Delles op eng Wirtschaftsmission an Aarbechtsvisitt op Beijing, Shanghai an Hongkong. Ons eege Relatioun, an déi vun der EU, mat der Volleksrepublik China a mat hiren 1,4 Milliarden Awunner situéiert sech jo an engem geopolitesche Spannungsfeld tëschent Washington a Beijing a spillt sech och of am Kontext vum russesche Krich an der Ukrain.

Ech bliwen iwwerzeegt, an ech hunn dat am Kontext vum NATO-Sommet zu Washington gesot, dass et keng gutt Iddi ass ... A wierklech, ech si ganz lues mat de Wieder, mee ech fannen et wierklech schlecht, China a Russland am Ukrain-Kontext an een Dëppen ze geheien, fir et e bësse méi salopp auszedrücken. China a Russland hunn eng komplex Relatioun. Et gëtt Soutien aus verschiddene Beräicher a China fir de russesche Krich an der Ukrain, mee China gehéiert och zu deene rare Länner, déi kënnen derzou bäidroen, en dauerhaften a gerechte Fridden an der Ukrain erbäizeféieren. Mir sollte China net an d'Äerm vun de Russen drécken a mir sollten den Dialog mat China op allen Theeme ganz seriö huelen.

China ass a bleift e wichtege Partner a ville Beräicher. D'Visitt vum Vizepremierminister Ding am Juni huet ons dat nees eng Kéier bewisen. China ass déi zweetgréisste Wirtschaft op der Welt, also an allen internationale Wirtschaftsfroen en Interlocuteur, deen een net kann ignoréieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass den Donald Trump déi Realitéit och net kann an net wëll ignoréieren.

Et gëtt och Theemen, bei deene mir mat China net enger Meenung sinn. An déi solle mir och uschwätzen. Ech denken do natierlech un d'Situatioun vun de Mënscherechter, déi mir och mat onse chineseschen Interlocuteurs opwerfen. Mir maachen dat, souwäit et geet, fir prezis Fäll och ze thematiséieren, souwuel an onse bilaterale Kontakter wéi och um multilateralen Niveau, rezent zum Beispill am September als Benelux am Mënscherechtsrot zu Genève. Et gëllt fir China wéi fir vill aner Länner: Ech sinn net iwwerzeegt vun enger pauschaler Megafondpolitik, déi engem zwar dat gutt Gefill gëtt, et hätt een eppes gesot, mee déi fir déi Leit, fir déi se sech asetzt, net onbedéngt vill beweegt an heiansdo souguer Schued mécht. An och hei setzen ech op den Dialog an op den direkten Engagement.

An esou wéi ech virdru gesot hunn, dass ee China net soll an d'russesche Äerm geheien, soll een och oppassen an deem, wat ee seet. Wann een an engem Saz seet, dass den Iran, Nordkorea, Syrien a China dat selwecht ass, dann ass dat net richtig. Dann ass dat net richtig!

Déi direkt Kontakter, déi perséinlech Interaktiounen, déi sichen ech bei menge bilaterale Visitten oder wann ech Leit zu Lëtzebuerg empfänken, mee och wann ech multilateral ënnerwee sinn. D'UNO-Vollversammlung Enn September ass natierlech dee Moment vum Joer, wou een d'ganz Welt kann op enger Plaz begéinen. Ech war dëst Joer och eng ganz Woch zu New York an hat e volle Programm, tëschent den offizielle Reunionen vun der Assemblée générale selwer, an där ech och d'Lëtzeburger Ried gehalen hunn, de sougenannten thematesche „Side Events“, an de bilateralen Entrevuë mat enger gutt zwou Dose vu mengen Homologen aus Drëttlänner.

Do derbäi kommen dann déi méi informell Kontakter an Initiativen, fir déi Leit zesummenzebréngen – diskreet, well soss kéimen d'Leit och net. An ech konnt a ville vun deene Gespréicher och esou däreg Dosiere wéi d'Relatioun tëschent Zypern an der Türkei,

de Konflikt tëschent dem Ruanda an dem Kongo, de Konflikt tëschent Aserbaidjan an Armenien oder d'Relatioun tëschent Serbien an dem Kosovo uschwätzen a mäi Stéckelche bäidroen, fir no Léisungen ze sichen.

D'Vollversammlung war och de Moment, wou d'EU sech op Ministerniveau getraff huet mat der CELAC, also all de Länner aus Latäinamerika an der Karibik, engem Kontinent, deen ech nach net bereest hunn als Ausseminister. Ech konnt mech do kuerz echangeiere mat enger Partie latäinamerikanesche Kollegen, an ech freeë mech op déi méi enk Kontakter an Zukunft, zum Beispill mat Brasilien, wou Lëtzebuerg jo och eng relativ grouss Diaspora vun iwwer – dat wësse jo e puer Leit heibannen – 28.000 „neie“ Lëtzeburger huet, déi op Basis vum Nationalitéitgesetz déi Lëtzeburger Nationalitéit kritt hunn. D'nächst Joer komme méi Geleeeënheete fir Echäng mat Latäinamerika: eng Ministerielle EU-CELAC zu Bréissel am Fréijoer an duerno e Sommet.

D'Woch zu New York hat awer mam Summit for the Future ugefaang, deen de Generalsekretär Guterres aberuff hat, deen en Zukunftspak an och e Globalen Digitale Pakt ugeholl huet. Den Ierfgroussherzog an de Premierminister ware komm fir dee wichtege Sujet, an den Ierfgroussherzog an ech hunn och dem Premierminister seng Ried op deem Sommet nogelauschert. An ech muss Iech soen: An der aktueller geopolitescher Situatioun mat Kricher an der Ukrain an am Noen Osten, déi an den internationale Gremie kontrovers diskutéiert ginn an déi vill international Strukture blockéieren, ass et éierlech gesot e klengt Wonner, dass den Zukunftspak konnt per Konsensus vun der Assemblée générale adoptéiert ginn. En deckt e breede Spektrum vun Theemen of, dorënner Fridden a Sécherheet, nohaltege Entwécklung, de Klimawandel, déi digital Zesummenaarbecht, Mënscherechter, Gläichstellung, d'Situatioun vun der Jugend a vun den nächste Generationen. De Pakt ass net perfekt, mee wéi ech sot, et ass scho bal e Wonner, dass en Accord fonnt gouf. Elo geet et drëm, en ëmzesetzen. An och do wäert Lëtzebuerg sech aktiv un den Aarbechten zu New York bedeelegen.

Lëtzebuerg schléisst Enn 2024 no dräi Joer säin éischt Mandat als Member vum Mënscherechtsrot vun der UNO of. Ons Ekip huet vill geschafft a bewisen, dass och e méi klengt Land eng konstruktiv a wäertvoll Kontributioun ka maachen. Mir waren als fiabelen an och previsibelen Partner ugetrueden, an dat huet ons och erlaabt, an engem Esprit de dialogue och mat Länner ze schaffen, déi a priori net op där selwechter Schinn ënnerwee si wéi mir, wann et ëm d'Universalitéit vun de Mënscherechter geet. Ons Delegatioun huet zum Beispill dräi Joer noenee mat Succès d'Resolutioun iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter an der Russescher Federatioun presentéiert, déi éischt lännerspezifesch Resolutioun, déi et bis elo am Mënscherechtsrot gouf iwwer e Land, wat och e permanente Member vum Weltsécherheitsrot ass.

De Mënscherechtsrot schafft awer net just op Lännersituatiounen, mee och op villen horizontale Sujeten. Mir hunn d'Fieder geféiert bei der Resolutioun iwwert den Agenda 2030 an d'Mënscherechter a bei enger Resolutioun de leschte Juni iwwert d'Wichtigkeet, dass d'Educatioun soll gratis sinn, och am Preprimaire an am Secondaire. Mir hunn ons agesat fir d'Rechtsstaatlechkeet a fir d'Zivillgesellschaft, fir déi ekonomesch, sozial a kulturell Rechter, fir d'Recht op Entwécklung an d'Recht op eng gesond an nohaltege Ëmwelt, fir d'Rechter vu Kanner, vu Fraen a vun den LGBTQI+-Persounen.

Onsen Engagement fir de Multilateralismus ass konstant, an ech wäert am Laf vun där Ried nach e puermol drop zrëckkommen. Nach e Beispill vun engem multilateralen Engagement, dat ons dëst

Joer wichteg war, ass d'Presidence vun International IDEA vu Stockholm, déi sech fir d'Demokratie uechtert d'Welt asetzen a besonnesch fir demokratesch Wahlen. Dës Chamber ass amgaangen, de Statut vun der IDEA ze ratifizéieren, e Statut, deen ee kann en cours de route ratifizéieren. An dofir hu mir dee Prozess och lancéiert, wéi mir d'Presidence iwwerholl hunn, als Signal, wéi wichteg d'Organisatioun ons ass. An ech soen Iech am Viraus och Merci fir déi Aarbecht, déi an deem Haus an deem Dossier gestach gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, ons wichtegst multilateral Engagementer sinn natierlech awer bei der Europäescher Unioun. Vum 6. bis den 9. Juni dëses Joers waren Europawalen. Dës Wale sinn en essentielle Bestanddeel vun onser gelieferter Demokratie, wéi mer se hei an Europa hunn. Hir Wichtigkeet geet awer iwwert d'Europaparlament eraus, well si betreffen indirekt och déi Europäesch Kommissioun an d'Aarbechten am Rot.

Wat bedeit dat? Net nëmmen d'Zesummesetzung vum Europaparlament gëtt vun onse Bierger nei bestëmmt, mee d'Europawale lancéieren och den Iwwergang an den neie legislativen Zyklus vun der Europäescher Unioun, wou en neit Parlament, eng nei Kommissioun an en neie President vum Europäesche Rot zesummeschaffe mam Conseil, fir eng staark Europäesch Unioun no vir ze bréngen. Firwat ech dorop esou insistéieren, ass, well jo ganz oft gesot gëtt, dass alles zu Bréissel decidéiert gëtt. Ech wëll just drun erënneren, dass „Bréissel“ mir sinn. De Kommissär gëtt vun der Regierung proposéiert. D'Europadeputéiert gi vun de Lëtzeburger Wieler designéiert. D'Membere vum Conseil zu Bréissel si Regierungsvertreeder, déi eng Majoritéit an enger Chamber hunn. Dofir kommt, mir halen op ze maachen, wéi wa Bréissel lauter Marsmännercher wäeren, déi näischt mat de Länner ze dinn hätten.

An deem Kader vun den Europawalen hunn och d'Topjobs mussen nei besat ginn. An d'Bestätegung vun der Madamm Metsola an hirem Amt als Presidentin vum Europaparlament huet hei gewisen, datt déi europäesch Deputéiert gewëllt sinn, fir onsem gemeinsamen Interessi u Kontinuitéit an der Unioun Rechnung ze droen. Ech freeë mech och op d'Zesummenaarbecht mam António Costa, dee mer och kennen, engem Frënd vu Lëtzebuerg, als President vum Europäesche Rot a soen och op där Plaz gären dem Charles Michel Merci fir déi exzellente Aarbecht, déi hien op deem Poste geleescht huet. De Charles Michel kenne mer jo och nach als fréiere belsche Premierminister, mee elo déi lescht fënnf Joer als President vum Conseil. Gradesou freeën ech mech op d'Zesummenaarbecht, wéi ech scho virdru gesot hunn, mam Kaja Kallas, déi mer jo och kennen aus dem Conseil européen, déi fréier estnesch Premierministesch, déi de Josep Borrell dann als Haut Représentant wäert ofléisen, deem mer och Merci soen.

Awer och déi Europäesch Kommissioun gëtt, ugefaang mat hirer neier Presidentin, am Uschloss un d'Europawalen nei besat. Hei huet sech gewisen, datt och den Europäesche Rot an deem onsecheren Zäite bereet ass, fir institutionell Stabilitéit anzestoen. An nodeems d'Madamm von der Leyen vun de Staats- a Regierungschefen nominéiert ginn ass, ass si och vum Europaparlament bestätegt ginn.

E wichtege Baustee vun där neier Kommissioun ass awer och nach de Collège vun de Kommissären, déi vun hire jeeweilige Memberstaate virgeschloe gi sinn, wou d'Auditiounen am Europaparlament viru genau enger Woch op en Enn gaang sinn an iwwert deen d'Europaparlament soll d'nächst Woch ofstëmmen.

D'Zesummenaarbecht vun de Kommissären ënnereneen, awer och mam Conseil a mam Europäesche

Parlament wäert vu gréisster Wichtigkeet si fir d'Entwécklung vun der Europäescher Unioun an och vun onsem gemeinsame Bannemaart. De Kader, an deem mir all gemeinsam liewen, gëtt vun dësem gudden Zesummespill an där konstruktiver Zesummenarbeit vun allen Acteuren an dësem legislative Prozess gedroen.

Hei ass déi inhaltlech Ausrichtung vun der neier Kommissioun, dem Organ, dat dat legislativt Initiativrecht huet, zentral. Ech begreissen an deem Kontext, datt mir hei e kloren Fokus op der Stärkung vum Europäesche Bannemaart an der Kompetitivitéit vun der Europäescher Unioun erkennen. D'Veinfachung vun de Prozeduren, déi vollstänneg a korrekt Ëmsetzung vum gemeinsamen Acquis, weider Efforten, fir aus där gréngeger an digitaler Transitioun eng europäesch Erfolgsgeschicht ze maachen, si wichteg Prioritéiten.

Aus nationaler Perspektiv wëll ech awer op kee Fall dës Geleeënheet verpassen, fir den Här Hansen ze beglückwünschen, deen als neie Lëtzeburger Commissaire désigné fir Landwirtschaft a Liewensmittel en iwweraus wichtige Portfolio ofdeckt wäert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dat nächst Joer feiere mir e Gebuertsdag, deen net nëmmen, awer grad fir Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung ass: D'Schengen-Ofkommen kritt 2025 seng 40. Joer. Ech hunn Iech et schonn d'lescht Woch gesot: Viru 40 Joer huet keen dru gegleeft. Fënnf Staatssekretären, kee Minister hat sech deplacéiert. An ech muss Iech soen, dass dat Ofkommen awer e ganz grouss Succès ginn ass. 40 Joer ass et dann elo hier, datt d'Benelux-Staaten, Däitschland a Frankräich zu Schengen de Beschluss formaliséiert hunn, graduell derfir ze suergen, dass d'Grenzkontrollen tëschent hiren nationalen Territoiren ofgebaut solle ginn. 40 Joer ass et och hier, dass de Grondstee fir de Schengen-Raum geluecht gouf. Schengen gehéiert haut zu enger vun de wichtigsten Errungenschaften am Alldag vu ganz ville Bierger, speziell deenen, déi an enger Grenzregioun wunnen a sech där Wichtigkeet all Dag bewosst sinn.

Mir mussen leider feststellen, datt op onser Grenze mat Däitschland a mat Frankräich Kontrollen duerchgefuert ginn, déi en direkten negativen Impakt op d'Liewe vun onser Bierger an onser ville Frontalieren hunn. Dofir muss dës Occasioun ons virun allem och eng Motivatioun sinn, fir un déi onbedéngt Wichtigkeet vun oppene Grenzen ze erënneren. Grad als Lëtzebuerg sti mir hei besonnesch an der Verantwortung, fir ëmmer nees ze betounen, dass d'Schengener Ofkommen wäit iwwer Lëtzebuerg eraus eent vun de wichtigsten europäesche Symboler ass, dat am Alldag och gelieft gëtt. Schengen steet fir vill Bierger fir europäesch Eenheet a fir Fräiheet. De Pendant vu Schengen ass, dass mir ons Bauseggenzen och ofsécheren a kontrolléieren.

D'EU-Erweiterung war nees emol ee vun den Haapttheemen vun 2024 a mir hunn 20 Joer Erweiterung gefeiert, well 2004 sinn tatsächlech zéng haiteg Memberen der EU bäigetratt, zentral- an osteuropäesch souwéi och Mëttelmierlänner. Hire Bäitritt kann haut als Erfolgsgeschicht ugesi ginn. Hir Ekonomien hu vum EU-Bannemaart kënne profitéieren, wat zu gréissem Wuelstand an de jeeweilege Länner gefouert a wat och zu politescher Stabilitéit bäigedroen huet. Zum Beispill déi estnesch, rumänesch oder zyprötesch Jugend vun haut sinn als EU-Bierger op d'Welt komm.

Dës Jubiläum kënnt zu engem wichtigen Zäitpunkt, well d'EU amgang ass, mat am Ganzen néng Kandidatestaaten ze verhandelen: Albanien,

Bosnien-Herzegowina, Montenegro, Nordmazedonien, Serbien, Georgien, Moldawien an d'Ukrain. Just d'Verhandlungen mat der Türkei bleiwen op Äis geluecht. De Kosovo huet eng Demande agereecht, fir Kandidat ze ginn, mee huet dee Statutt awer nach net kritt. Tatsächlech si mir säit Ufank vum Krich an der Ukrain vu sechs op néng Kandidatelänner iwwer gaangen.

Eng EU-Erweiterung läit, spéitstens säit dem Ukrain-Krich, am geostrateegeschen Interessi vun der EU. Europa muss vereenegt den Defie vun onser Zäit entgéintrieden. Eng EU-Erweiterung ass och vital, fir d'EU-Wärter international ze stärken. De Bäitritt vun de Kandidatestaaten zu der EU ass dee sécherste Wee, fir Demokratie a Stabilitéit mat den EU-Nopeschregiounen ze assureieren.

Awer eng EU-Erweiterung geschitt net esou einfach. Déi heifir néideg Konditiounen mussen erfüllt ginn op Basis vu Meritten – déi bekannte Kopenhagener Kriterien – an d'Kandidatestaaten mussen beweisen, dass si sech mat de fundamentalen EU-Wärter wéi Demokratie, wéi Rechtsstaatlechkeet, eng fräier Press, Respekt vun all de Minoritéiten, Schutz vu Mënscherechter souwéi enger stabiler Maartwirtschaft alignéieren kënnen. Nëmme esou kënne mir assureieren, dass mir och déi Länner unhuelen, déi wierklech mat ons kooperéieren a wuesse wëllen.

Gläichzäiteg wäert och d'EU selwer sech un intern Reformen eruntraue mussen, fir derfir ze suergen, dass ons Unioun mat méi Memberstaaten weiderhin uerdentlech funktionéieren kann. Dofir mussen mer weiderhi fir e gutt Gläichgewicht tëschent dem EU-Erweiterungsprozess an dem Reformprozess suergen. Als Grënnungsmember vun der EU engagéiert sech Lëtzebuerg dofir, dass d'DNA vun der Europäescher Unioun, ons gemeinsam Prinzippien a Wäerter, erhalte bleift.

Wa mir déi individuell Bäitrittskandidaten eng Kéier ënnert d'Lupp huelen, stellt sech eraus, dass et dës Joer souwuel Fort- wéi, leider, Réckschrëttler gouf:

Albanien huet d'Bäitrittsverhandlungen iwwert déi fundamental Kapitele vum EU-Erweiterungsprozess dës Joer kënne starten, eng wichteg Etapp fir Bäitrittskandidaten. Dës Conférence intergouvernementale huet iwwerregens den 18. Oktober hei zu Lëtzebuerg an deem Kontext stattfont, wou de Premier an den Ausseminister aus Albanien och hei waren.

Am Fall vu Bosnien-Herzegowina huet d'Kommissioun zwar am März 2024 e positiven Avis zu der Erëffnung vun de Bäitrittsverhandlungen ginn, nodeems Bosnien de Kandidatstatus krut. Et goufen – mir mussen awer och ganz éierlech sinn – säitdeem keng konkret oder wierklech Verbesserungen.

Montenegro huet à ce stade – à ce stade! – déi meescht Fortschreitter a Saache Justiz souwéi Sécherung vun de Grondrechter erreecht a bleift weiderhin am Moment e bëssen de Frontrunner.

Am Fall vun Nordmazedonien sinn d'Bäitrittsverhandlungen aktuell blockéiert an et mussen nach weesentlech EU-bedéngte Reformen duerchgefuert ginn.

Bei Serbien sinn och nach eng Retsch Efforten ze maachen.

D'Türkei, déi ass säit 1999 EU-Bäitrittskandidat an domadder den eelste vun all de Kandidaten. D'Bäitrittsverhandlungen si säit 2018 wéinst Bedenken zu Rechtsstaatlechkeet an demokratesche Réckschrëttler agefruert. De leschte Rapport vun der Kommissioun zu der Türkei huet keng weider Réckschrëttler während dem vergaangene Joer gemierkt. Quasi all d'EU-Memberstaaten, dorënner och Lëtzebuerg, hu sech

generell oppen erkläert, fir d'Relatiounen mat der Türkei step by step ze reamorcéieren.

Georgien krut den EU-Kandidatstatutt am September 2023. Ech muss Iech awer soen, dass et säit där Adoptioun éischter an déi aner Richtung geet. An et huet een d'Gefill, si géife sech méi nom Putin-Regimm orientéieren wéi no deene Wäerter, fir déi mer kämpfen. An ech hoffen, dass se dat nach geännert kréien.

Moldawien an d'Ukrain hunn d'EU-Bäitrittsverhandlungen am Juni dës Joer während der CIG (ndlr: Conférence intergouvernementale) hei zu Lëtzebuerg lancéiert – en historesche Moment fir si, mee och fir onst Land. Moldawien hat den 20. Oktober och wichteg Walen zu senger EU-Zukunft. D'Bevëlkerung huet sech an deem Fall zu 50,4 % fir der Regierung hir EU-Bäitrittsambitioun mat engem Jo ausgeschat. Ech weess, et war zimmlech knapp. Ech hunn Iech awer och scho virdru gesot, dass et Rumeure gëtt, dass do verschidde Prozenter vläicht kaf gi wieren. Mee de But, dee mer elo hunn, ass, net ze soen, dass et elo falsch oder net falsch war. De But ass, dass d'Akzeptatioun an de Lien mat der EU an deem Land och wisst. An ech hat d'lescht Woch d'Visitt vun Cristina Gherasimov, déi zu Lëtzebuerg war an och technesch Reuniounen mat der Kommissioun hat, déi do Vizepremier ass fir europäesch Ugeleeënheeten an déi mer och all déi Efforten erkläert huet, déi Moldawien am Moment mécht, fir sech ëmmer méi no un eis ze rapprochéieren.

Wat d'Ukrain betrëfft, huet si et trotz der russescher Aggressioun – an ech muss Iech soen, wann Der eng Kéier op Kiew gitt, wann Der eng Kéier an dat Land gitt, wann een déi russesch Aggressioun bedenkt – fäerdegruecht, mat där Resilienz en Engagement zum EU-Bäitritt ze beweisen, dee wierklech riseg ass. D'EU ass och dankbar, datt d'Ukrain weiderhi fir d'Fräiheet an d'Sécherheet vun onsem gedeelte Kontinent kämpft. Am Kontext vun der Integratioun huet d'EU dës Mäerz och eng Facilitéit fir d'Ukrain opgestallt. An den éischten Deboursement huet dës Summer stattfont. Eng änlech Facilitéit fir Moldawien ass elo och an der Maach.

Erlaabt mer, op dëser Plaz nach eemol kuerz op d'Westbalkanlänner anzugehen. Fir d'Westbalkanlänner méi no un d'EU erunzebréngen, besonnesch op wirtschaftlech Plang, huet d'EU de sougenannte Wuessensplang fir de Westbalkan, deen den Zäitraum 2024–2027 ofdeckt, op de Wee bruecht. Dës Wuessensplang erlaabt et, dës Länner, virausgesat, si erfëllen déi néideg Konditiounen, mat zousätzleche Kreditter a Subsidien ze ënnerstëtzen, fir datt se sech och wirtschaftlech besser an der EU-Bannemaart kënnen integréieren. Eng besser wirtschaftlech Integratioun bréngt virun allem de Bierger an dës Länner nei a besser Aarbechtsplazen, méi Wuelstand an domadder och eng besser Zukunftsperspektiv.

Als Grënnungsmember vun der EU steet fir Lëtzebuerg d'Verteidegung vun der Rechtsstaatlechkeet un alleréischter Stell. D'Memberstaaten hunn d'Flicht, d'Prinzippe vun der Rechtsstaatlechkeet, an domadder och d'Vetraue vun den EU-Bierger an d'EU an an d'EU-Institutiounen, oprechtzeerhalen. D'Rechtsstaatlechkeet ass keng Selbstverständlechkeet an Zäite vu Friden, mee awer eng Noutwendegkeet an Zäite vu Krisen an Onstabilitéit. Et ass ons kollektiv Verantwortung, e staarke Rechtsstaat ze verteidegen an ze féerden. Dës ass eng Grundvoraussetzung fir d'Resilienz vun onser Demokratie an e staarke Bannemaart als zentrale Pilier vun der europäescher Kompetitivitéit.

Lëtzebuerg bedeelegt sech ganz aktiv um järeleche Rapport iwwert d'Situatioun vun der Rechtsstaatlechkeet

an der Unioun an intervenéiert reegelméisseg, aleng oder am Numm vun de Benelux-Länner, am Conseil, wann et ëm den alljärechen Dialog iwwert d'Ëmstänn vun der Rechtsstaatlechkeet geet. Den 21. Mee vun deem Joer huet Lëtzebuerg sech fir déi zweete Kéier dëser Prozedur gestallt. Och wann ons Resultater am Allgemenge ganz positiv sinn, musse mir ons weider derfir asetzen, ons Bierger an hir Fräiheeten ze schützen an ons Institutionen och weider ze stäerken. Mir begreifen och d'Initiativ vun der Europäescher Kommissioun, fir d'Rechtsstaatlechkeet nach méi an de Mëttelpunkt vum EU-Bäitrittsprozess ze setzen an de järeche Rapport fir véier Länner opzemaachen, déi um Wee sinn, fir der Unioun bäizetrieden: Albanien, Montenegro, Nordmazedonien a Serbien.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt déi verschidden Instrumenter vun der Kommissioun, déi fir de Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet suerge sollen. Dorënner fällt och déi sougenannt Artikel-7-Prozedur, déi derzou féiere kann, engem Land am Conseil d'Stëmmrecht ze entzéien. An deem Kontext begreiffe mir déi positiv Entwécklung a Polen, déi derzou gefouert huet, datt si net méi Deel vun dëser Prozedur sinn, an encouragéiere si, weiderhin an hirem Aktiounsplang festzhalen, fir datt d'Rechtsstaatlechkeet an d'Onofhängegkeet vun der Justiz nees vollständeg hiergestallt kënne ginn. Anerersäits gëtt et weiderhi grouss Bedenken, wat d'Situatioun vun der Rechtsstaatlechkeet an Ungarn betrëfft. Mir encouragéieren Ungarn, hir Efforte weiderzeféieren a konstruktiv mat der Europäescher Kommissioun zesummenzeschaffen.

E puer Wieder zur Kompetitivitéit: De Bannemaart ass d'Réckgrat vun onser Kompetitivitéit – a muss dat och an Zukunft esou bleiwen. De Bannemaart ass eng vun deene gréissten Errungenschaften vun onser Unioun an ass en integrale Bestanddeel vun onsem deegleche Liewen. E facilitéiert d'Echangen tëschent den Entrepreneuren, stimuléiert onse Wuesstum, encouragéiert Innovatioun an an engems erlichtert hie bedeiend d'Liewe vun onse Bierger. Leider gesi mir, wéi Europa u Kompetitivitéit verléiert vis-à-vis vun den USA a vu China. Sproochbarriären, net genuch Harmoniséierung vu Reegelen an de 27 Minimäert an Aarbechtsmarchéen, déi einfach manner dynamesch si wéi zum Beispill an den USA, sinn alles strukturell Problemer, déi nëmme an der EU gemeinsam kënne geléist ginn.

Hei sinn och déi aktuell geopolitesch Spannungen e grouse Problem fir onsen Handel: De Krich an der Ukrain, am Noen Osten an och d'Ugrëff vun den Huthien am Roude Mier op den Handelsweeër geheien ons immens vill Steng an de Wee. Dës Spannungen, awer och d'Zäite vun der Pandemie, hunn ons gewisen, dass Europa vill vu sengen internationale Liwwerketten ofhängeg ass.

D'lescht Joer hu mer den 30. Gebuertsdag vum Bannemaart gefeiert. Dësen historesche Moment huet ons drun erënnert, wéi wichteg de Bannemaart fir ons Prosperitéit an der Unioun ass. De Bannemaart ass ee vun de Piliere vun onser europäescher Integratioun a vun onser Beweegungsfräiheet, besonnesch an de Beräicher vu Gidder a Servicer, awer och vu Kapital a selbstverständlech och vu Persounen.

An deem Kontext ass déi nei Zesummstellung vun der Kommissioun a vum Europaparlament och e wichtige Moment, fir onsen Engagement fir d'Stärkung vun onser Kompetitivitéit ze erneieren. De Fokus vun der neier Kommissioun op d'Stärkung vun onsem Bannemaart ass e bedeiende Schrëtt.

Mir begreifen déi zwee Rapporten iwwert de gemeinsame Bannemaart an iwwert déi zukünfteg

europäesch Kompetitivitéit, déi respektiv vum Enrico Letta a vum Mario Draghi geschriwwen goufen. Si maachen ons wäertvoll Virschléi, wéi mir ons Aarbecht weiderbréngen kënnen.

Ech wëll och nach bemierken, dass mir an onse Beméiungen, fir ons europäesch strateegesch Autonomie ze stäerken, mussen oppassen, dass mir eng oppe Wirtschaft ënnerstëtzen. Et ass kloer, dass mir als Lëtzebuerg keen Interessi hunn, fir dem Handel Steng an de Wee ze leeën. Mir mussen also de richtigen Equiliber fannen tëschent Effizienz a Resilienz. Dofir setze mir ons och an – zu Bréissel an der EU, zu Genf an der OMC.

Ech wëll dës Geleeënheet awer och ergräifen, fir e bësse méi wäit an d'Zukunft ze kucken, nämlech an dat éischt Semester vun 2029, wou Lëtzebuerg – als Grënnungsmember vun der Europäescher Gemeinschaft – fir déi 13. Kéier insgesamt d'Presidence vum Conseil iwwerhuele wäert.

All Presidence ass ëmmer erëm d'Geleeënheet, fir onsen europäesche Partner ze beweisen, dass mer gewëllt an och fäeg sinn, iwwer ons selwer erauszewuessen an ons ganz an den Dëngscht vun der Europäescher Unioun ze stellen. Grad fir e Land wéi onst, dat sech net duerch endlos Ressourcen auszeechent, ass esou eng Presidence awer och eng grouss Erausforderung. Dofir wëll ech och elo schonns un Iech appelléieren, datt mir déi Aufgab als ganz Land geschlossen a fréizäitig wäerte mussen ugoen.

Wa mir ons déi néideg Mëttelen ginn, fir onser proeuropäescher Gesënnung gerecht ze ginn an d'Europäescher Unioun virunzebréngen, wäerte mir mat Houfert op ons Presidence kucken kënnen an d'Europäescher Unioun wäert mat Stolz op hir europäesch Hauptstadt Lëtzebuerg blécke kënnen.

Ons bilateral Relatiounen mat aneren europäesche Länner si wichteg, och ausserhalb vum EU-Kader. Als Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun hu mir mat villen anere Memberstaaten besonnesch enk Relatiounen. Als Member vun der EU sinn dës Bezéiungen awer kloer geprägt vu gemeinsamen Interesse wéi der wirtschaftlecher Stabilitéit, der Kompetitivitéit vum europäesche Maart an der Defense vun europäesche Wäerter. Op diplomateschem Niveau diskutéiert Lëtzebuerg mat deenen anere Länner bannent der EU iwwer Theeme wéi Migration, Energiepolitik an d'Transitioun an eng gréng Wirtschaft. Lëtzebuerg mécht sech staark fir méi inklusiv Kooperationsmodell, do wou néideg och géint méi nationalistesch Positiounen vu verschiddenen EU-Länner. Och am Beräich vun der Kultur, der Recherche an der Héichschoul ass d'Zesummenaarbecht ons wichteg, mat Initiativen, déi zum Beispill den Austausch vu Kënschtler a Fuerscher féerden.

Mee gutt europäesch Relatiounen, dat sinn net just d'Relatiounen mat deenen aneren EU-Staaten. Mir läit et um Häerz, hei och kuerz op eis Partner um europäesche Kontinent anzegoen, déi net an der EU sinn.

Ech wëll hei mam Vereenegte Kinnekräich ufänken. Eng nei Regierung ass do am Juli gewielt ginn, eng, déi bis elo gewisen huet, dass si op de Wee vu konstruktiven Diskussiounen souwuel mat der EU wéi och mat den eenzelnen EU-Memberstaaten goe wëll. Mir begreifen dës Ouverture. An deem Kontext war och d'Participatioun vum David Lammy, hirem Foreign Secretary, um Conseil des affaires étrangères hei zu Lëtzebuerg, mat deem ech och eng bilateral Reunión hat, e kloert Signal fir de Reengagement tëschent der EU an dem Vereenegte Kinnekräich. Op bilateralem Niveau bleiwen d'Britten ee vun onse wichtegsten europäeschen Handelspartner,

besonnesch am Beräich vun de Finanzen, an dat dierfen a solle mer och net vergiessen.

Mat Bléck Richtung Oste wëllt ech och gären op ons bilateral Bezéiungen mat de Balkanlänner agoen. Des Relatiounen si sécherlech nach net esou enk wéi déi mat den EU-Memberstaaten a besonnesch onsen Nopeschlänner. An trotzdem si si essentiel Partner, mat deene mir gutt diplomatesch a wirtschaftlech Relatiounen hunn a weider verdéiwe wëllen.

Mir hu relativ grouss Communautéiten aus där Region hei am Land, déi sech souwuel gutt integréiert hu wéi och weiderhin en enke Kontakt mat hirem Heemechtsland hunn.

Mir ënnerstëtzen och weiderhin d'EU-Ambitiounen vun de Balkanlänner. Lëtzebuerg huet zum Beispill an deem Kontext deene Länner technesch Ënnerstëtzung ugebueden a Form vu Formatiounen an Expertise genéie wéi och Boursen, fir EU-Recht ze studéieren. Esou wëlle mir hinnen hëllefen, den Acquis communautaire esou gutt an esou séier wéi méiglech anzeféieren an och ëmzesetzen.

Ufanks dës Mounts war ech op Aarbechtsvisitt an de Kosovo. Wéi Dir wësst, huet Lëtzebuerg och eng ganz enk Bezéiung mam Kosovo. Dës war eng gutt Geleeënheet engersäits fir d'Echangen mat mengen Homologen a gläichzäitig och, fir mir ons Projeten am Kosovo unzékucken, besonnesch an de Beräicher vun der Gesondheet, der Berufsausbildung, dem Energiesektor an dem inklusiven a nohaltege Wuesstum. D'nächst Joer wäerte mer och zesumme mat der Belsch e Contingent vun Zaldoten detachéieren. Dës Missioun, ënner lëtzeburgergeschem Commando, wäert d'KFOR am Kosovo am Beräich vun der Kommunikatioun an der Droneniwwerwaachung ënnerstëtzen. Eng Rees op Pristina – ech wëll just drun erënnere – ass net eng Rees géint Belgrad, an eng Rees op Belgrad ass net e Gest géint Pristina.

Mir sti viru sëllege signifikante wirtschaftlechen Erausforderungen: déi extraeuropäesche Konkurrenz, d'Energiekris, d'Versuerungsengpäss, d'Upasungen un de Klimawandel. Mee fir iwwert déi Defie vun der Zukunft an der Aussepolitik ze schwätzen, dofir brauche mir net bis un d'Baussegrenze vun der EU ze kucken. Dës stelle sech och vill méi no bei ons doheem. Och an onser Groussregion ginn d'Erausforderungen méi komplex. Klima, Ëmwelt, Energie, Mobilitéit, Formatioun, Kultur, Gesondheet, Sécherheet verlaangen eng méi enk grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. D'Regierung ass sech bewosst, dass Lëtzebuerg op gutt Relatiounen mat den Nopeschregiounen ugewisen ass. D'Iddi vun engem vereenten Europa manifestéiert sech virun allem un den europäesche Bannegrenzen, dat heescht an de Grenzgebieder.

Lëtzebuerg an d'Groussregion sinn exemplaresch hefir a fir déi am Alldag geliefte europäesch Integratioun. Et gëtt keng grenziwwerschreidend Region an Europa, déi esou vernetzt ass wéi ons. Et ass eng europäesch Modellregion. Genau dofir gëtt se och am Letta-Rapport explizit gelueft, wat d'Qualitéit vun hirem institutioneller Zesummenaarbecht betrëfft. D'Groussregion ass dee gréisste grenziwwerschreidenden Aarbechtsmaart an der EU. De lëtzeburgergesche genéie wéi den europäesche Wirtschaftsmodell hänken heivunner of. Fir op internationalem Plang kompetitiv an attraktiv ze bleiwen, muss d'Fonctionnement vum EU-Bannemaart weider gestärkt ginn.

Déi reegelméisseg Koordinatioun mat onsen Nopeschregiounen ass fir ons essentiel. An d'Covid-kris huet ons bewisen: Lëtzebuerg ass keng Insel a mir mussen ons mat eisen Nopeschregiounen op zukünfteg Defie virbereeden. Deemoos huet

d'Zesummenaarbecht, besonnesch mat Ostbelgien, mam Oliver Paasch, deem ech hei extra wëll ernimmen, mat Frankräich, mam Emmanuel Macron, oder och mat dem Malu Dreyer – eis Groussregiounsministesch vun deemools, d'Madamm Corinne Cahen, huet do de Kontakt gehal –, eis gehollef, dass mer dat Schlëmmst verhënnert hunn. Dofir sinn ech och frou, dass de Katastropheschutz an d'Katastrophepreventioun zu den Haaptprioritéite vun der aktueller rheinland-pfälzischer Presidence vum Sommet vun der Groussregioun gehéieren. Am Eeschtfall erméiglecht dëst eng besser grenziwwerschreidend Ofstëmmung vun den Experten um Terrain an am Noutfall eng géigesäiteg Ënnerstëtzung.

D'Zesummenaarbecht an der Groussregioun an déi bilateral Zesummenaarbecht mat onsen dräi Nopeschlänner sinn elo am selwechte Ministère ënnerbruecht. D'Groussregioun ass en Deel vum Ausseministère ginn. D'Virdeeler sinn evident: méi Effizienz, méi Kohärenz an eng besser Ofstëmmung tëscht dem bilateralen an dem multilateralen Niveau. Konkreet Beispiller sinn d'Wirtschaftsmissioun vum Mäerz 2024 an d'Saarland an d'Staatsvisitt vum Abrëll an der Belsch. Heibäi waren de Waasserstoff, déi erneierbar Energien an d'Digitalisatioun wichteg Theemen.

Zesumme mat onsen Nopeschregiounen mussen mir déi wirtschaftlech Schlësselsecteuren vun der Zukunft entwéckelen: Industrie 4.0, KI, Ëmwelttechnologien, Kreeslafwirtschaft. Fir dës wirtschaftlech Transformatioun ze bewältigen, brauchen mir qualifizéiert Aarbechtskräften. Dofir fërdere mir an der Groussregioun ënnerschiddlech Kooperatiounspartnerschaften tëscht Schoulen, Universitëten a Fuerschungsinstituter, fir ons Talenter vu muer ze forméieren an nei Synergien ze identifizéieren.

Ons Attraktivitéit a Kompetitivitéit fërdere mir net just duerch eng verstärkten Zesummenaarbecht am Beräich vun der Formatioun. Doriwwer eraus muss den Aarbechtsmarché sech och un déi wirtschaftlech Realitéiten upassen. D'Aféierung vu 34 Deeg Teletavail fir déi Belsch, däitsch a franséisch Frontalieren huet de Lëtzeburger Aarbechtsmarché méi attraktiv gemaach.

D'Mobilitéitsoffer spillt och eng weesentlech Roll fir d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vum Lëtzeburger Aarbechtsmaart. Dës gëllt et, ënner anerem, fir eis Awunner a Frontalieren am Echange mat onsen Nopeschregiounen ze verbesseren. Et geet hei net drëms, fir de Vëlo géint den Auto auszespillen oder d'Zuchverbindungen géint de Bus. Ons kloer Ambitioun ass et, fir zesumme mat onse Partner an der Groussregioun eng attraktiv multimodal Mobilitéitsoffer weider auszubauen. D'Mobilitéit gehéiert weiderhin zu den Haaptprioritéite vun der aktueller Presidence vun der Groussregioun, genee wéi och d'Energieversuergung. Et gëtt e staarke Wonsch, fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Beräich vun den erneierbaren Energien ze verdéiwen, virun allem am Beräich vum Waasserstoff.

Wa mir iwwert den Aarbechtsmarché schwätzen, dann dierfe mir weeder d'Besoinen vun onse Betriber nach d'Besoinen vun de Leit aus den Ae verléieren. An dat sinn net zulescht och déi iwwer 230.000 Frontalieren, déi ronn 47 % vun der Aarbechtskraaft hei an deem Land ausmaachen. Duvunner kommen iwwer 124.000 Grenzgänger aus Frankräich. Dofir mussen mir ons zesummesetzen an deenen Erausforderungen, deene mir als Regioun entgéintkucken müssen, virgräifen. Mir müssen am Dialog mat onse Kolleegen aus der Groussregioun no gemeinsame Lösungswege fir déi Problemer, déi mer deelen oder déi an den nächste Jore virun der Dir stinn. Mir mussen virgräifen, anticipéieren betreffend d'Erausforderungen

vun der Mobilitéit, vum Aarbechtsmarché a vun der Educatioun.

Dës a sëlleg aner Sujete ginn op techneschem Niveau tëschtent Lëtzeburger Experten an Homologen aus den Nopeschregiounen Rheinland-Pfalz, Saarland, Ostbelgien a Wallounien diskutéiert, sief et op multilateralem oder bilateralem Niveau, an op onser Säit an enger interministerieller Approche vum Ausseministère koordinéiert.

Kohärenz an der Zesummenaarbecht mat onsen Noperen ass essentiell, Kohärenz an eng global Siicht, fir ons positionéieren ze kënnen. Zesummenaarbecht ass e konstruktiven Dialog, dee sech un de Besoinen vun de Biergerinnen an de Bierger an och vun de Frontalieren orientéiert.

Dowéinst hu mer mat Frankräich d'Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière, kuerz d'CIG. An d'CIG ass a bleift d'Referenz fir ons Zesummenaarbecht mat Frankräich. Dat ass e regelmeisseg Rendez-vous, dee Lëtzebuerg a Frankräich viru bal 15 Joer an d'Liewe geruff hunn, fir onse Parteneriat nach weider ze stäerken an am Fong eng Plattform fir den Dialog ze schaffen, fir iwwer all Secteur vun der Zesummenaarbecht diskutéieren ze kënnen. An d'Loscht, fir och an Zukunft weiderhi konstruktiv zesummeschaffen, ass op béide Säiten do.

D'Zesummenaarbecht mat onsen Noperen ass de Grondstee fir e gutt Zesummeliewen an der Regioun. Dat ass am Interess vum onse Bierger, egal op wat fir enger Säit vun der Grenz se liewen. Well dës Grenze gëtt et fir ons Biergerinnen a Bierger meeschtens mol net méi. A genee dëst – keng Grenzen an der Regioun a keng Grenzen an de Käpp –, dat gehéiert mat zu deem Wichtigsten, wat Europa erreicht huet.

Wéi och déi aner Regierungsmembere maachen ech mech bei all Geleeënheet staark fir en oppent a fräit Europa. Déi Grenzkontrollen, déi een nom aneren uechter Europa erëm anzeféiere schéngt, iwwert déi mussen mir schwätze mat onsen Noperen. Ech erënnere meng Kolleegen aus Däitschland a Frankräich oder anere Memberstaaten ëmmer drun, wéi wichteg en Europa ouni Bannengrenze fir ons europäesch Bierger ass, awer och besonnesch fir ons.

De Fokus mussen mer wierklech op d'Baussegrenze setzen. An d'Solidaritéit an Europa dierfe mer och net a Fro stellen, well dat wier eng Kapitulation vum europäesche Geescht a vun den europäesche Wäerter. Grenzkontrolle laangfristeg aféieren a Grenzen am Alldag an an de Käpp zouloossen, dat wier, wéi wa mer Europa géingen um Altor vu Populismus a Rechtsextremismus opferen.

D'Benelux-Unioun, eng regional Zesummenaarbecht, déi sech zanter Joerzénge als quasi avantgardesche Modell behapt huet, feiert dëst Joer schonn duebel esou vill Jore wéi d'Schengener Ofkommen. Säit 80 Joer, bis haut, déngt de Benelux als Laboratoire vun Iddie fir d'europäesch Integratioun. A fir déi 40 Joer Schengener Ofkommen wäert Lëtzebuerg och nach d'Presidence vun der Benelux iwwerhuelen, enger Unioun, déi op de gemeinsame Wäerter vun Solidaritéit, Oppenheet a grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht berout. De Benelux huet eng Pionéierroll am Opbau vun der Europäescher Unioun gespillt, besonnesch a punkto Mobilitéit, Wirtschaft a Gerechtegkeet. Fir ons Presidence 2025 setze mir ons als Zil, dëst weiderzedreien.

Ee vun de bedeutendste Momenter vun onsem Joer vun der Presidence wäert ouni Zweifel d'Commemoratioun vun de 40 Joer Schengener Accord sinn. Dësen Accord, dee jo 1985 an deem klengen Duerf ënnerschriwwen gouf, huet d'Gesicht vun Europa

nohalteg verwandelt. A genee dësen Accord – dat wësse ganz vill Leit – baséiert op engem Benelux-Accord an ass souguer an de Gebailechkeete vum Benelux deemools verhandelt ginn.

Mee mam Benelux kucke mer net just zréck op déi lescht 40 oder 80 Joer. Onse Bléck ass resolutt an d'Zukunft gedréit. Mir müssen op gemeinsam Erausforderungen reagéieren, sief et de Klimawandel, d'Energietransitioun oder d'Digitaliséierung vun onser Wirtschaft.

Ech si mer sécher, dass mir Hand an Hand mat onsen Noperen d'Erausforderungen, déi op ons duerkommen, meeschtens wäerten an datt genee dës Grondiddi vun der Zesummenaarbecht – am Benelux, mat eisen Nopeschlänner, an innerhalb vun Europa – och en direkte positiven Impakt op ons Bierger wäert hunn.

Als ee vun de Grënnungsmembere vun der Europäescher Unioun an historesche Sätz vun den EU-Institutione reflektéiert sech onse Engagement fir den europäesche Projet och an enger aktiver Siègepolitik. De Koalitiounsaccord 2023–2028 gesäit vir, dass mir ons déi adequat Moyenen a Ressourcë ginn, mam Zil, Lëtzebuerg als eng vun den dräi administrativen europäeschen Hauptstied ze stäerken a weider ausbauen. Dëst ass eng Erausforderung an engem ëmmer méi kompetitiven Ëmfeld. Dir huet et jo gemierkt, ech hu vun dräi administrativen europäeschen Hauptstied geschwat. Well et gëtt jo ze oft gemengt, et wieren ... Mir hu 27 EU-Hauptstied. Et ginn der 27. All Hauptstad ass eng EU-Hauptstad! Mee mir hunn dräi administrativer, a mir gehéieren dozou. A mir sollen eis dofir och net schommen.

Heizou gehéiert och, Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen fir d'Agenten, déi fir déi europäesch Institutiounen an international Organisatiounen hei schaffen. Antëschtent schaffe méi wéi 16.000 Agenten bei deene verschiddenen europäeschen Institutiounen, Organen an Agencen an internationalen Organisatiounen hei zu Lëtzebuerg an droe mat hire Familljen zur kultureller Diversitéit, zur Wirtschaft an och zur Renommee vun onsem Land bäi.

Zënter enger Zäit awer muss ee wëssen, dass Lëtzebuerg un Attraktivitéit als Sätz vun den europäeschen Institutiounen verléiert an ëmmer méi Institutiounen Schwierigkeiten hunn, Talenter ze fannen, fir déi Plazen, déi fräi sinn, och ze besetzen. Fir dësem Phänomeen entgéintzewierken, dee sech virun allem duerch déi héich Liewenskäschten zu Lëtzebuerg an déi doduerch reduzéiert Kafkraaft vun den europäeschen Agenten am Verglach mat anere Standuerter wéi Bréissel erkläert, schaffe mir zesumme mat den Institutiounen och hei zu Lëtzebuerg u ganz konkreeten a cibléierten Mesuren.

Ee Beispill heifir sinn ons Beméiungen fir d'Ofschlësse vun engem Ofkommen tëschtent den EU-Institutiounen an der Fédération des hôpitaux. De Moien huet d'Madamm Deprez mam Här Hahn deem Accord eeben och ënnerschriwwen. An der Mëttesstonn hat de Premierminister zesumme mat der Madamm Deprez an och mat mir selwer Gespréicher mam Här Hahn, fir ze kucken, fir eeben de Standuert Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt och d'Enheetlecht Patentgericht, deem seng Cour d'appel a säi Greffe hire Sätz zu Lëtzebuerg hunn, esouwuel mat Gebailechkeete wéi och mat Personal, fir e beschtméiglechen Envronnement ze garantéieren. Knapp ee Joer no der Aweigung ass dat Eenheetlecht Patentgericht zum feste Bestanddeel a punkto Patentrecht an Europa ginn. Seng Wichtigkeet fir en zukunftsorientéiert a kompetitiivt Europa ass net ze ënnerschätzen an

d'Presenz vun dësem Geriicht stäerkt nach eng Kéier de Statutt vu Lëtzebuerg als internationale Kompetenzzenter fir de Justizberäich.

Doriwwer eraus schaffe mir weiderhin drun, fir d'Entitéite vun internationalen Organisatiounen op Lëtzebuerg ze bréngen a si vun existente lokale Synergie profitéieren ze loossen.

De globalen Handel, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, steet och viru groussen Erausforderungen. De multilaterale Kontext, eemol op Kooperatioun an Oppenheet baséiert, gëtt ëmmer méi duerch protektionistesche Approchë menacéiert.

Mir spieren ëmmer méi staark, wéi den internationalen Handel erëm politiséiert gëtt. Dëst huet ugefaange mam President Trump senge Stoltariffer 2018. Hei wäerte mir ab Januar d'nächst Joer gesinn, wéi hien a senger zweet Amtszeit mat deene Mesure wäert ëmgoen. Mee mir sollen awer och net den IRA vergiessen, den Inflation Reduction Act vun der Biden-Administratioun, op deem am Joer 2022 Europa och huet missen Äntwerte fannen. Dozou kënnt och nach eng duerch de russeschen Aggressionskrieg an der Ukrain verursaacht Energiekrisis.

Onse Wuelstand an Europa ass duerch oppe Grenzen, eng fräi Wirtschaft an dank engem op international unerkannte Reegele baséierende Welthandel entstanden. Au vu vun de geopolitische Krisen an de wirtschaftleche Schwieeregkeete stinn dës dräi Piliere zounemend ënner Drock. Nieft innereuropäesche Grenzkontrolle geet och d'Zuel vun den internationalen Handelsbarrären erëm erop. Eis Entreprises sinn ëmmer méi mat wirtschaftlechen Dynamike konfrontéiert, déi net méi mat engem Level-Playingfield vereinbar sinn.

A finalement gëtt et ëmmer méi schwéier, innerhalv vun der OMC Léisungen zu wuelbekannte Problemer ze fannen. Notamment de Resolutionsmechanismus fir Konflikter ass säit 2019 blockéiert, ouni Perspektiv, dass sech dës an den nächste véier Joer wäert änneren.

Lëtzebuerg als klengt, weltpotent Land wäert sech weider mat aller Kraaft derfir engagéieren, dass och weiderhin net dee Recht kritt, dee säi Wëllen duerch seng Gréisst duerchsetze kann, mee dass déi international Gemeinschaft souwéi och de Privatsektor sech op kloer Reegelen an Norme kënne verlossen.

Déi aktuell geopolitisch Situatioun féieren derzou, dass d'wirtschaftlech Sécherheet eng méi zentral Roll an der Europäescher Unioen spillt. Am Juni 2023 huet d'Kommissioun hir global Strategie fir wirtschaftlech Sécherheet presentéiert. An deem Kontext huet Lëtzebuerg am Juli d'lescht Joer en nationale Kader geschafe fir d'Iwwerpräiung vun auslänneschen Direktinvestissementer, deem ons erlaabt soll sécherstellen, dass dës Investitiounen net d'Sécherheet an déi öffentlech Uerdnung a Gefor bréngen.

Um europäeschen Niveau schaffe mir aktiv mat der Kommissioun an de Memberstaaten zesummen, fir e kohärenten an eenheetleche Rechtskader auszeschaffen. Hei leeë mir grouss Wäert op e weiderhin oppent an dynamescht Ëmfeld fir Investitiounen an dorop, dass esou mann wéi méiglech administrativ Hürde fir d'Betriber an d'Administratiounen entstinn.

Bei der Kommissioun hiren Iwwerleeungen, fir europäesch Investissementer an Drëttlänner ze iwwerpräien, ënnerstëtze mir eng virsichteg Approche an eng grëndlech Impaktanalys, ier nei Instrumenter agefouert ginn.

Während mir eng selbstbewusst a realistesch Approche an onser Handelspolitik brauchen, ass et wichteg, d'Chancen, déi ons d'Globaliséierung bréngt, elo

net ze nieieren. Wa mir en Derisking wëllen ouni Decoupling, da musse mer ons Handelsbeziéunge weider diversifiéieren. Dat heescht, datt mir nei Accorde mat neie Partner mussen ofschléissen. Lëtzebuerg wäert sech weider asetze fir fräien Handel an eng open Economie. Mir mussen awer och sécherstellen, dass et e gewëssene Level-Playingfield gëtt.

D'Verhandlung mam Mercosur – an d'Diskussiounen, déi ech mat der Madamm Hansen, mam Här Roth, mam Här Frieden a mam Här Delles hat – sinn heifir e gutt Beispill. Den Ament kënne mir ons Zoustimmung net ginn. Mir waarden drop, dass d'Kommissioun de Memberstaaten den Inhalt vum fäerdeg verhandelten Text virstellt, mat zousätzlechen Engagementer.

Mir mussen awer och driwwer nodenken, wéi mir fir ons Handelspartner weider attraktiv bleiwen. Et muss ee sech bewosst sinn, dass de sougenannte „Brussels Effect“, dat heescht d'Unzéungskraaft vun de Standards, déi mir an der EU decidéieren, an engem multipolarer Welt tendenziell méi schwach gëtt.

An Zukunft wäerten Handels-, Industrie- a Sécherheetspolitik méi enk matenee verknäppert ginn. Trotzdeem dierfen och weiderhin Investisseuren aus Drëttlänner net automatesch als Sécherheitsrisiko bekuckt ginn, mee virun allem als Chance, fir auslänneschen Knowhow och an Europa unzezéien.

Natierlech dierfe mir och net naiv sinn. Esou musse mir, wann dës néideg gëtt, ons Wirtschaft schützen, falls noutwendeg mat eegenen Tariffer. Trotzdeem dierfe mir och net an d'Fal vum blanne Protektionismus falen. Ons Mesure mussen op Fakte baséieren, konform mat den internationale Reegele sinn an ëmmer d'Méiglechkeet vu engem Dialog bidden.

Schlussendlech huet Lëtzebuerg, souwéi och d'EU, näischt un engem Handelskrieg ze gewinnen. Nëmmen zesummen, an net géinteneen, kënne mir déi Erausforderungen, virun deene mir als international Communautéit stinn, léisen.

Ech hunn et agangs gesot: Ech sinn als Ausseminister mëttlerweile och responsabel fir d'Promotioun vum Commerce extérieur an och fir d'Investissementer, well déi jo an der neier Regierung vum Wirtschaftsministerium an den Ausseministère migréiert sinn.

A mengen zéng Joer als Premier hunn ech mech ëmmer fir d'Lëtzebuerger Betriber agesat an et ass mir, muss ech Iech soen, e richtege Pleséier, dat och kënne weider ze maachen, dës Kéier als Reesenden am Ausland.

(Interruption)

Ech soen awer och dozou, dass d'Promotioun en Teameffort ass. An ech sinn dofir och ganz frou, enk mam Palais, mam Premier, mam Wirtschaftsminister, mam Finanzminister, mat der Digitalisationsministesch a mat anere Regierungskollegen zesummenzeschaffen, wann et drëms geet, onst Land als „Team Lëtzebuerg“ am Ausland ze promouvieren.

De Succès vu Lëtzebuerg ass nämlech effektiv, dass mir en oppent an exportorientéiert Land sinn. An dofir musse mir ons méi no bause weisen, am Interêt vun onsen Entreprises an de villen auslännesche Betriber, déi hei am Land ons Leit beschäftegen.

D'Statistike vum Stateg schwätze fir sech: 2023 hat Lëtzebuerg en Handelsvolumen vun 301 Milliarden Euro. Méi wéi 90 % vun onsen Handelsbeziéunge konzentréiere sech op ons 20 éischt Handelspartner. 61 % vun onsem Handelsvolumen hu mir mat der EU an 39 % mam Rescht vun der Welt. 83 % vum Gesamtvolumen vun onsem Handel ass d'ailleurs an de Services, wat och weist, dass mer ons beméien, Investissementer an d'Land ze bréngen.

Ons Handelspolitik ass ganz kloer op den zwee Piliere vu Commerce extérieur an Investissementer zu Lëtzebuerg opgebaut. Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, wëlle mir ons dofir d'Mëttel ginn, fir ons Promotion économique ze stäerken, virun allem elo, wou d'wirtschaftlech Situatioun an Europa an zu Lëtzebuerg méi schwieereg ginn ass. Et ass dofir wichteg, dass mir am Interêt vu Lëtzebuerg ons Handelsbeziéungen ausbauen an och Investitiounen mat héijer Valeur ajoutée an d'Land kënne unzéien.

Als „Team Lëtzebuerg“ sti mir dofir fest hannert dem Lëtzebuerger Standuert am Häerze vun Europa a si fest verankert an der Europäescher Unioen, wat onse gréissten Avantage ass.

An de leschte Méint hunn ech eng ganz Partie Wirtschaftsmissiounen an d'Ausland geleet, dorënner am Kader vun der Staatsvisitt an der Belsch, mee och an den USA, a Japan oder a Korea. Et ass ëmmer e groussen Interêt do vun de Lëtzebuerger Betriber, déi zesumme mat der Chambre de Commerce matgaange sinn, fir nei Marchéen ze entdecken oder besteeënd Kontakter eeben och ze fideliséieren. Ech hat onzieleg Reuniounen mat Lëtzebuerger an internationalen Entreprises, ob dat elo um Luxembourg American Business Award zu New York war oder zu Berlin, zu Paräis oder hei zu Lëtzebuerg während der Nexus2050-Konferenz.

Et geet bei deenen Echangingen drëm, ons Kontakter ze fleegen, mee och de Bols ze fülle vum internationalen Ekosystem. An do hunn ech awer eppes festgestallt: An dësem Moment, an dësen Zäite vu Krich an der Ukrain an am Noen Osten, an Zäite vun deieren Energiepräisser an ugespaanter wirtschaftlecher Situatioun weltwäit, ass et nach méi wichteg, eng gutt Handelspolitik ze hunn, wéi dat jee de Fall war.

Och wa mir géint en haarde Wand op den internationale Marché kämpfe wäerten, bleiwen ech awer zouversichtlech, dass mer en mesure sinn, ons den neie geopolitischen a wirtschaftleche Konstellatiounen unzupassen.

Mir hunn eng Aussenhandelspolitik, déi op onse Wäerter, dem Rechtsstaat an dem Respekt vum multilaterale Kader opgebaut ass. E staarke multilaterale Kader duerch d'EU- an d'Welthandelsorganisatioun ass also wichteg, gradesou wéi de bilaterale Kader, wou mir mat onsen Accords aériens an Duebelbesteuerungsofkommessen de Betriber hëllefen, am Ausland Handel ze bedriewen.

Mir wëllen och hei am Land onsen Entreprisë finanziell ënnert d'Äerm gräifen, fir besser gewappnet an d'Ausland ze goen. Ech denken do un d'Exporthëlf duerch de Komitee fir d'Promotioun vun den Exportatiounen oder d'Exportversicherung duerch den Office du Ducroire, déi ons Entreprises direkt ënnerstëtzen. Mir hunn och an der Tëschenzeit de Budget vum COPEL weider an d'Luucht gesat.

Mat onse Wirtschaftsmissiounen si mir och do, fir, zesumme mat der Chambre de Commerce, de Lëtzebuerger Betriber am Ausland d'Dieren opzemaachen. Ech wëilt och heimat nees eng Kéier dem Grand-Duc Hérédier Merci soen, dass hie bei deene sëllege Wirtschaftsmissiounen ëmmer matgeet. An nach d'lescht Woch huet hien eis – och wann et keng Wirtschaftsmissioun war – um Web Summit zu Lissabon och nees nei Dieren opgemaach. An ech hoffen, dass ech nach weider op seng Zesummenaarbecht kann zielen.

D'Lëtzebuerger Betriber sinn am Zentrum vun onser Attentioun, souwéi och onst Objektiv, fir méi Investitiounen op Lëtzebuerg ze bréngen, déi hëllef wäerten, ons Wirtschaft nohaltege ze gestalten an Aarbechtsplazen ze schafen. Ons Ambitioun ass et, Lëtzebuerg als eng Handelsplattform vun der EU

opzebauen an den neien Technologïe vum 21. Joerhonnert wéi der Intelligence artificielle, dem eHealth, den erneierbaren Energien oder am Beräich vun den E-Batterien. Ech gesinn dëst als eng Continuatioun vun der Promotion économique vun onsem Land vun de leschte Joren.

Als „Team Lëtzebuerg“ hoffen ech dowéinst op e breede Konsens an der Chamber, wat d'Noutwendegkeet ugeet fir eng dynamesch Promotioun vum Commerce extérieur an den Investissementer fir onst Land.

Den internationale Kontext, deem ëmmer méi komplex gëtt, ass net nëmmen an de classeschen internationale Bezéiungen eng Erausforderung, mee och am Beräich vun dem Service um Bierger, deem den Ausseministère ganz eescht hält. Ech schwätze vun der konsularescher Hëllef, déi dem Bierger am Ausland eng Berodung an och eng Ënnerstëtzung ubitt, sief et, fir onse Bierger bäizestoen, zum Beispill fir si bei gréisserer Sécherheetsrisikoen an anere Länner oder Regiounen heemzebréngen, wa si dat wëllen – esou Situatiounen ginn tendenziell méi heefeg –, mee och am Kontext vun Naturkatastrophen, Accidenter, Déifstall oder soss all Zorte vu schwierge Situatiounen.

An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, wéi nützlich et ass, wann d'Bierger sech mat hire Coordonnéeën op der Onlineplattform „Lëtzeburger am Ausland“, genannt de LamA, aschreiwen, éier se verreesen, fir dat mer hinnen och méi proaktiv Hëllef kënnen.

Anersäits schwätzen ech vun deenen anere konkrete Services, bei deene mer reegelméisseg nei Rekorder brieche. D'Evolution geet net an eng fundamental nei Richtung, zanter ech Ausseminister sinn, mee si ass net manner impressionnant ginn. Bis Enn des Joers wäerte meng Services ronn 64.000 Lëtzeburger Päss ausgestallt hunn. 64.000! Dat ass eng Hausse vun 202 % par rapport zu dem Stand virun zéng Joer, am Joer 2014. Bei de Visae fir d'Bierger aus Drëttlänner, déi wëllen heihinner reesen, si mer bis Joresen bei ronn 28.000 Demanden. Dat ass am Verglach zu de Joreszuele vu virun zéng Joer eng Hausse vun 273 %.

Ech wëll déi konstant Hausse vun der Zuel vun de Lëtzeburger Staatsbierger, déi Residenten am Ausland sinn, ervirhiewen, déi onse Ministère an d'Ambassaden a Konsulater uechtert d'Welt och virun nei Defie stellen. Ons Diplomaten an aner Agenten am Ausland, déi maachen nämlech och e Service um Bierger. An ech erënneren drun, dass mer ronn 144.000 Lëtzeburger am Ausland liewen hunn. Dat si ronn 28 % vun der Gesamtzuel vun all de Lëtzeburger Bierger.

Déi Zuel, där sech vläicht vill Awunner vum Land net onbedéngt direkt bewosst sinn, erkläert sech natierlech zum Deel och duerch onst Nationalitéitengesetz. Do gëtt et natierlech Erausforderungen. Mir mussen ons vläicht nach méi wéi bis elo bewosst ginn, dass Lëtzebuerg net nëmmen e Land mat vill Zouwanderung ass, mee mëttlerweil och mat enger grousser Auslandscommunitéit.

Sécherlech: Den effektive Lien vu villen „neie“ Lëtzeburger mat onsem Land ass nach net immens staark. Hir Virfaren, déi vu Lëtzebuerg erauskomm sinn, ass ganz oft dat Éischt, wat se hunn. Mee esou wéi mer et och am Koalitionsaccord virgesinn, solle mer déi Diaspora och als eng Opportunitéit ugesinn, där hiert Potenzial mer solle weider exploréieren. Dozou gehéiert awer och ons Obligatioun als Verwaltung, fir déi Bierger do ze sinn, wa se ons brauchen, souwäit mer dat am Kader vun onse konsulareschen Aktivitéite kënnen maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer elo zum Schluss vun dëser Ried en Ausbléck op déi nächst zwielef Méint. Ech wäert mech weiderhi konsequent asetze fir ons Wäerter, fir ons Interessien uechtert d'Welt ze promouvieren an ze verdeeden. An d'Geleeënheeten dofir wäerten och net feelen, do sinn ech iwwerzeegt dervun.

Un éischter Stell hoffen ech, dass esou séier wéi méiglech e Waffestellstand fir Gaza a fir de Libanon fonnt gëtt, d'Liberatioun och vun de Geiselen. Et gëtt och keng Ursaach, bis Januar ze waarden. An duerno mussen mer endlech op eng Zweestaatélösung hirschaffen an en dauerhafte Fridden an der Regioun. Gradesou hoffen ech, dass e gerechten an dauerhafte Fridde fir d'Ukrain méiglech gëtt an deenen nächste Méint.

Um multilaterale Plang kommen och eng Partie Erausforderungen op ons duer, déi mer mat vollem Engagement wäerten ugoen oder schonn ugaange sinn a wäerte weiderféieren:

Ech hunn Iech et gesot: Lëtzebuerg iwwerhëlt den 1. Januar d'Presidence vum Benelux.

Leschte Mëttwoch huet Lëtzebuerg och zu Stroossbuerg d'Presidence vum Comité des ministres vum Europarat, vum Ministerrot vum Europarat, iwwerholl. Fir déi nächst sechs Méint wäerte mer aktiv schaffen, fir ons Prioritéiten ëmzesetzen a fir de Ministerrot effikass ze leeden.

Wann Der de Logo gesitt, wann Der eng Kéier zu Stroossbuerg sidd, da gesitt Der: Et ass eng Oeuvre vum Lucien Wercollier, déi benotzt ginn ass. An ech fannen de Lien mat deem, wat mer am Moment an Europa erliewen a mat deem Stellwäert, deem de Conseil de l'Europe sollt hunn, wichtig: e Kënschtler ze hunn, deem „Nee“ zum Occupant gesot huet an deem dofir och e ganz deiere Präis huet mussen bezuelen. Ech fannen, dass dat e staarkt Symbol ass vu Kultur, Aktualitéit a vun eiser DNA hei am Land.

Déi wichteg Piliere sinn: Mënscherechter, Demokratie a Rechtsstaat. Spezifesch konzentréiert sech d'Lëtzeburger Presidence och op Initiativen, fir de Rechtsstaat ze verteidigen, dorënner zum Beispill och d'Verteidigung vu Schlësselacteuren wéi de Journalisten, den Affekoten, den Ombudsmänner, an och de Vivre ensemble an onser Gesellschaft ze verdéiwen, wat och d'Chancëgläichheet an de Kampf géint d'Gewalt géint Fraen a Meedercher beinhalt, an op d'Kultur, de Sport an de Patrimoine als Vecteur vum der Promotioun vun de Mënscherechter. Et ass immens wichtig.

A just zum Beispill eng Iddi, déi ech och an där Reunoun matgedeelt hunn: Dir wësst jo, dass et den Interrail gëtt, dat heescht, dass ee kann als jonk Persoun mat engem Pass mam Zuch fueren duerch ganz Europa. Firwat kënnen mer net iwwert de Conseil de l'Europe esou eppes maache fir d'Kultur? Dat heescht, dass een zum Beispill nieft dem Interrail, deem een da mam Zuch ka fueren, och an all d'Muséeën an Europa zum Beispill ka goen. Dat sinn zum Beispill Saachen, wou mer och amgaange sinn ze kucken, wat méiglech ass.

An déi Presidence wäert sech dann am Mee 2025 mat enger Ministerielle um Kierchbiereg ofschlëssen.

Zanter September 2024 a fir zwee Joer ass Lëtzebuerg Member vum Conseil des gouverneurs vun der Internationaler Atomenergieagence. Ech hunn Iech dat scho virdrun och gezielt: Dat ass déi éischte Kéier an onser Geschicht. Am Rot huet Lëtzebuerg d'Opportunitéit, fir d'Agence an hiren Direkter an der kompletter, onparteiescher an och objektiver Ëmsetzung vun nukleare Sécherheetsmoossnamen ze ënnerstëtzen an obstruktionistesche Länner entgéintzewierken.

Mir setzen ons am Verwaltungsrot och fir eng multilateral Approche a fir universell Wäerter a Prinzipien an. Dozou gehéiert et och, déi problematesch Dossiere wéi d'Nuklearprogrammer vun Iran an och vun Nordkorea an déi prekär Situatioun vun den Atomreakteren an der Ukrain konsequent a konstruktiv unzeschwätzen, well se am Fong eng Gefor fir ons alleguerten duerstellen.

Mir preparéieren ons och op eng Wal am Hierscht 2025, fir nees no 20 Joer eng Kéier an de Conseil exécutif vun der Unesco gewielt ze ginn. Doriwwer zielen ech Iech dann e bëssen d'nächst Joer, fir Iech ze zielen, wéi dat da gelaass ass.

Wat de Commerce extérieur ugeet, leien ons Prioritéite sécher hei an der EU, wou mer, wéi ech Iech virdru gesot hunn, 61 % vun onsem Handel bedriewen a wou mir mat onsen Nopeschlänner an enke Partner zu Bréissel wëllen zesummeschaffen, och fir de Marché intérieur weider ze stäerken. Ech hunn och wëllen, an nächster Zäit méi aktiv an der Groussregioun present ze sinn.

Mee mir mussen och méi global ons Promotioun renforcéieren, wéi zum Beispill um nordamerikanesche Marché, wou mir ons Presenz nach weider wëlle stäerken. Et ass e Kärmarché fir onst Land, wa mir wëllen Investitiounen an den héich technologesche Secteur unzéien. Mir maachen elo gläich eng Ambassade a Kanada zu Ottawa op, an déi Ambassade wäert och eng wichteg Roll an deem Beräich kënnen spillen. Generell war et ons wichtig, endlech zu Ottawa opzemaachen: Lëtzebuerg ass do dat lescht EU-Memberland, wat net present war, an dobäi hu mir exzellent bilateral Relatiounen mat Kanada an och vill gemeinsam an onser Geschicht.

Wa mir iwwert d'Croissance économique schwätzen, da muss Lëtzebuerg och an Asie méi present sinn, wou ech perséinlech dovun iwwerzeegt sinn, dass dat ee vun deene wichtigste Marchéer vum 21. Joerhonnert gëtt.

China ass zum Beispill ee vun onse gréissten Handelspartner ausserhalb vun der EU. An ech si frou, wéi schonn ugeschwat, eng gréisser Wirtschaftsdelegatioun an den nächsten Deeg an d'Land ze leeden. Et ass e wichtige Marché an et si vill Lëtzeburger Entrepreneuren, déi och scho present a China sinn.

D'nächst Joer wäert och ganz am Zeeche vun onser Participatioun mat engem nationale Pavillon bei der Expo Osaka stoen, wou mir ganz kloer wëllen nei Partnerschaften mat Japan knäppen am Sënn vun eiser laangjäregere Frëndschaft. D'Expo ass eng wonnerbar Opportunitéit, fir Lëtzebuerg a Japan ze presentéieren. Ech invitéieren Iech dann alleguerten op eng Partie Keelen.

(Hilarité)

Virun e puer Méint, hunn ech Iech gesot, hu mer eis Ambassade a Korea opgemaach, wat och weist, dass mir op dem koreanesche Marché wëllen an héich technologesche Beräicher schaffen.

Ech blécken awer och am Commerce extérieur Richtung Indien an op d'ASEAN-Länner, wou mir ons méi engagéieren mussen, fir déi nei Marchéen net ze verpassen. Singapur ass zum Beispill onse gréissten Handelspartner an Asie weinst dem Dëngschtleeschungssektor.

Ech wëilt och hei nach eng Kéier betounen, dass mir de südamerikanesche Marché méi no wëlle bréngen, wou mir jo virun e puer Joer och eng Ambassade a Brasilien opgemaach hunn.

Och an Afrika wëll ech ons wirtschaftlech Bezéiunge verdéiwen, ouni do awer en direkte Lien mat der Entwécklungszesummenaarbecht wëllen ze maachen,

well ech keng „Aide liée“ wëll, also keng Hëllef, déi u wirtschaftlech Contrepartie gebonne wier. Den afrikanesche Kontinent huet e grouse Wirtschaftswuesstum viru sech. An et geet och dofir drëm, mat deene Länner ze schaffen, notamment am Techsektor, de Startuppen an den erneierbaren Energien.

Ier ech elo zum Schluss kommen, wëll ech eisen Ekippen am Ministère e ganz, ganz grouse Merci soen, un der Spëtzt dem Generalsekretär an den Direkteren, mee och all eise jonke Stagiairen an Diplomaten hei am Land, awer och am Ausland, déi d'Aarbecht och all Dag maachen. Ouni déi wier déi ganz Diplomatie, dee ganze Commerce extérieur an – och wann haut net rieds dovunner ass – d'Kooperatioun duerch d'Presenz vun eisen Acteuren och sur place,

net méiglech. All déi sinn eis Diplomaten am Alldag, déi d'Bild vu Lëtzebuerg och am Ausland representéieren. Dofir hinnen och alleguerten e ganz, ganz grouse Merci!

Bon, ech soen Iech alleguerte Merci fir Är Opmierksamkeet. Dir hutt et jo gesinn: Ech hunn esou e klengen Tour vun der Welt gemaach iwwer all d'Kontinenter. Ech hoffen, ech hunn der net ze vill heibanne gelangweilt. Déi ronn 350 Reuniounen a Bilateralen, déi ech hat, illustréieren, wéi wichteg den Dialog ass. Et gëtt méi einfach Dialogen, et gëtt méi schwéier Dialogen, et gëtt méi sympathesch Interlocuteurs wéi anerer, mee et muss een all Dialog féieren. Den Dialog ass a bleift an der DNA vun der Lëtzebuerger Aussepolitik.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel. Dese Punkt ass elo ofgeschloss.

Muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.46 heures.)

46^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 19	Meris Sehic Mme Sam Tanson (parole pour fait personnel) (intervention de M. Laurent Mosar)
M. Claude Wiseler, Président		
2. Ordre du jour	p. 19	Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (interventions de M. Yves Cruchten, Mme Sam Tanson et M. David Wagner)
M. Claude Wiseler, Président (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)		
3. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas	p. 19	Motion 1 : M. David Wagner Mme Sam Tanson M. Yves Cruchten
Exposé : M. Gusty Graas		Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
4. Dépôt d'une motion par M. Gusty Graas	p. 20	8. Résolution de M. Gusty Graas relative aux relations bilatérales et multilatérales avec l'Azerbaïdjan
Exposé : M. Gusty Graas		Motion de M. Gusty Graas relative au soutien à la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains en Azerbaïdjan p. 46
5. Ordre du jour (suite)	p. 20	Exposé de la motion : M. Gusty Graas
M. Claude Wiseler, Président		Vote sur la résolution (adoptée)
6. Dépôt d'une motion par M. David Wagner	p. 20	Vote sur la motion modifiée (adoptée)
Exposé : M. David Wagner		
7. Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 21	Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président
Débat : M. Laurent Zeimet M. Gusty Graas M. Yves Cruchten M. Fred Keup (interventions de M. Laurent Zeimet, M. Sven Clement et M. Gusty Graas) Mme Sam Tanson M. Sven Clement M. David Wagner (dépot de la motion 1) M. Laurent Mosar (interventions de M. Fernand Etgen et M.		Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Ech wëll fir d'éischt d'Remark maachen, datt mer gëschter eng Diskussioun iwwer onbeäntwert Question-parlementairen haten, datt elo an Zwëschenzäit awer all déi Question-parlementairen, déi op an iwwert den Delai waren, erakomm sinn.

Plusieurs voix | A!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat wierkt Wonner!

M. Claude Wiseler, Président | Déi Demande vun der Madamm Bofferding war also extreem effikass.

Ech géing als President vun der Chamber hoffen, datt kee méi bräicht eng Fro ze stellen an datt an Zukunft all d'Question-parlementairen normalerweis am Delai géinge beäntwert ginn. Dat zu deem Punkt.

Den zweete Punkt: Et ass mer gesot ginn, den Här Gusty Graas wëllt eng Motioun an eng Resolutioun deposéieren. Dann huet den Här Graas d'Wuert.

3. Dépôt d'une résolution par M. Gusty Graas

Exposé

M. Gusty Graas (DP), auteur | Merci, Här President. Effektiv, ech wollt eng Resolutioun an eng Motioun hei ënnerbreeden.

Fir d'éischt d'Resolutioun. Ech wëll Iech och kuerz an d'Bild setzen, ëm wat et geet. An zwar geet et ëm de Conseil de l'Europe. Do war e Vott ze huelen iwwert d'Akkreditatioun vun där neier Delegatioun vum Aserbaïdjan. An do war awer eng gewëssen Oppositioun ze erkennen, wat jo och net aussergewéinlech ass.

Mir wësse jo, datt den Aserbaïdjan net onbedéngt e Rechtsstaat ass, esou wéi mir eis et virstellen. Et koom och dunn, wéi gesot, zu engem Vott. Do waren och zwee Membere vun eiser Delegatioun uwiesend, datt waren den Här Yves Cruchten an d'Madamm Octavie Modert. Si hunn, esou wéi d'Majoritéit, dergéint gestëmmt.

D'Resultat war allerdéngs, datt dunn eng geharnischt Reaktioun vun dem Aserbaïdjan koom, an zwar an deem Sënn, datt nieft deenen zwee Lëtzebuerger Deputéierten nach 74 aner Deputéiert aus dem Conseil d'Europe net méi d'Recht hätten, an den Aserbaïdjan anzereesen.

Ech mengen, dat ass eng Reaktioun gewiescht, déi mer op kee Fall kënnen esou do stoelossen.

Dowéinst wollt ech fir d'éischt eng Resolutioun deposéieren, ouni elo ze vill an den Detail ze goen, wou mer dat natierlech condemnéieren a soen, datt mer net kënnen akzeptéieren, datt, wann een eng Meinung huet a seng Meinung ausdréckt, dann op där anerer Säit esou Reaktiounen kommen.

Dowéinst géinge mer engersäits de President vun eiser Chamber chargéieren, senger Homologin – der Presidentin vun der Assemblée Nationale de la République d'Azerbaïdjan, dat ass d'Milli Majlis – deen Text hei ze iwwerdroen, an zweetens dann awer och dem President vun der Delegatioun aus dem Europarat.

Déi Lëtzebuerger Delegatioun – bon, dat sinn och ech dann dee Moment – soll dat awer och thematiséieren um Niveau vum Conseil de l'Europe selwer. Dat heescht, Dir wësst, datt mir entre-temps d'Presidence hunn zënter dem 13. November. An den 28. an 29. November ass hei zu Lëtzebuerg engersäits d'Commission permanente, anersäits och de Bureau vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, wou ech dann eebe soll dee Moment intervenéieren an een Débat d'urgence ufroen, fir datt mer awer och ganz kloer drop hiweisen, datt dat doten inakzeptabel ass.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

– la résolution 2527 adoptée le 24 janvier 2024 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), intitulée « Contestation, pour des raisons substantielles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de l'Azerbaïdjan », et tenant compte des préoccupations soulevées quant à la légitimité et la conformité desdits pouvoirs ;

– la décision du ministère des Affaires étrangères azerbaïdjanais du 26 août 2024 de déclarer personæ non gratæ les 76 parlementaires membres de l'APCE ayant voté en faveur de la non-ratification des pouvoirs de la délégation azerbaïdjanaise, incluant les parlementaires luxembourgeois Octavie Modert et Yves Cruchten ;

– la ferme condamnation, exprimée par le Luxembourg aux côtés de treize autres États membres lors du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, de cette mesure visant des parlementaires démocratiquement élus, et exhortant vivement à son annulation ;

– les conclusions de la mission d'observation électorale de l'OSCE, qui notent que l'élection présidentielle anticipée du 7 février 2024 en Azerbaïdjan s'est déroulée dans un environnement restrictif, marquée par la répression des voix critiques et l'absence d'alternatives politiques substantielles ;

– la résolution du Parlement européen du 24 octobre 2024, soulignant l'intensification de la répression par les autorités azerbaïdjanaises à l'encontre des organisations de la société civile, des militants, des opposants politiques et des médias indépendants, contribuant à une atmosphère de crainte, de harcèlement judiciaire et de détentions arbitraires ;

– les rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch, selon lesquels environ 300 personnes sont actuellement détenues en Azerbaïdjan pour des raisons politiques, comprenant des défenseurs des droits humains, des journalistes et des militants critiques du régime,

rappelant

– ses précédentes motions adoptées sur l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la situation dans le Haut-Karabagh ;

– l'importance d'un dialogue ouvert avec la société civile et les ONG, en leur accordant une liberté d'action essentielle pour garantir un environnement véritablement démocratique,

regrette

– le conditionnement de la levée de l'interdiction d'entrée sur le territoire azerbaïdjanais au rétablissement de la participation de la délégation azerbaïdjanaise à l'APCE, condamne

– les sanctions imposées par les autorités azerbaïdjanaises, visant des parlementaires ayant exercé leur liberté d'expression en dénonçant publiquement le non-respect des engagements de l'Azerbaïdjan en matière de démocratie, d'État de droit et de droits humains ;

– la détention arbitraire pratiquée par les autorités azerbaïdjanaises, visant systématiquement des défenseurs des droits humains, des journalistes, des militants écologistes et des acteurs politiques pour leurs critiques pacifiques envers le régime,

exige

– la levée immédiate et inconditionnelle de l'interdiction de droit d'entrée imposée aux parlementaires concernés, réaffirmant ainsi l'importance du respect des droits fondamentaux de liberté d'expression et de circulation des représentants élus démocratiquement ;

– la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes injustement détenues pour des motifs politiques, charge

– le Président de la Chambre des Députés de transmettre officiellement le présent texte à la présidente du Milli Majlis, l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan, en signe d'engagement ferme envers le dialogue interparlementaire et la diplomatie parlementaire ;

– le président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE pour soumettre une demande de débat selon la procédure d'urgence lors de la réunion de la Commission permanente de l'APCE, qui se tiendra à Luxembourg les 28 et 29 novembre 2024 ;

– les députés luxembourgeois de faire usage des moyens de la diplomatie parlementaire pour soutenir la société civile indépendante et le droit à la liberté de réunion pacifique dans le cadre de la COP29,

réaffirme

– sa détermination à renforcer son engagement pour la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains, en veillant à ancrer ces valeurs fondamentales au cœur de ses relations bilatérales et multilatérales avec l'Azerbaïdjan.

(s.) Gusty Graas, Taina Bofferding, Sven Clement, Fred Keup, Laurent Mosar, Sam Tanson.

4. Dépôt d'une motion par M. Gusty Graas

Exposé

Wann déi Resolutioun, déi iwwregens vu sämtleche Parteie respektiv Sensibilités politiques ënnerschrifwe ginn ass, gestëmmt gëtt, dee Moment hänke mer dann direkt eng Motioun hannendrun, wou mer dann d'Regierung opfuere, dat dote méi spezifesch beim President en exerce vum Conseil de l'Europe – dee jo, wéi gesot, zënter dem 13. November bis an de Mee eran amtiert – ze thematiséieren, well mir awer der Meenung sinn, datt et inakzeptabel ass, datt d'Parlamentarier am Ausdrock vun hirer Meenungsfräiheet esou ofgebremst ginn.

Ech weess, dat doten ass et op engem aneren Niveau och mat engem anere Land scho ginn. Awer dat wëllt net heeschen, datt ee sech do net soll dergéint opposéieren. Dowéinst wier ech nawell frou, wéi gesot, wa mer fir d'éischt déi Resolutioun géife guttheeschen, an da kënne mer automatesch d'Motioun hannendrunhängen an déi dem Vizepremier a senger Qualitéit als President en exerce vum Conseil de l'Europe iwwerreechen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Graas, Dir misst mer se ginn. Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– sa résolution déposée en séance plénière le 20 novembre 2024,

invite le Gouvernement

– à réaffirmer publiquement son soutien à la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains en Azerbaïdjan, en réponse aux préoccupations exprimées par les différentes organisations internationales et les organisations non gouvernementales ;

– à examiner des mesures diplomatiques visant à encourager la levée des sanctions injustement imposées aux parlementaires membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), dont les parlementaires luxembourgeois Octavie Modert et Yves Cruchten ;

– à soutenir activement les initiatives appelant à la libération immédiate et inconditionnelle des personnes actuellement détenues en Azerbaïdjan pour des raisons politiques ;

– à promouvoir dans ses relations bilatérales et multilatérales avec l'Azerbaïdjan, notamment en marge de la COP29 qui se tiendra à Bakou du 11 au 22 novembre 2024, en intervenant diplomatiquement pour soutenir la société civile indépendante et le droit à la liberté de réunion pacifique ;

– à inscrire à l'ordre du jour du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, dont le Grand-Duché exercera la présidence à partir du 13 novembre 2024, les préoccupations relatives à la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains en Azerbaïdjan.

(s.) Gusty Graas, Taina Bofferding, Sven Clement, Fred Keup, Laurent Mosar, Sam Tanson.

Merci, Här Graas.

5. Ordre du jour (suite)

Ech géif Iech proposéieren – well déi hei zwou, d'Resolutioun an d'Motioun, an déi Diskussioun passen, déi mer elo féieren –, datt mer déi nom Debat wäerten diskutéieren an dann ofstëmmen.

6. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här David Wagner, deen och wëllt eng Motioun deposéieren. Här Wagner.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk), auteur | Jo, merci, Här President. Ech wollt eng Motioun deposéieren am Numm vun déi Lénk, awer och am Numm vun der LSAP a vun de Piraten.

Et ass kee Sujet, mat deem mer eis haut wäerte befaassen, mee een, deen awer brandaktuell ass. Et geet drëms, datt mer vun der Regierung fuere, datt déi verschidden Energiehëllef, déi ofgeschaaft ginn, sief et beim Masutt, beim Gas, beim Stroum natierlech och, bei de Pellets an esou weider an esou virun, déi jo de Leit wierklech gehollef hunn zënter der Invasioun vun der Ukrain, solle bleiwen. Déi Hëllef solle jo all oflafen den 31. Dezember vun dësem Joer.

Mir sinn der Meenung, datt ee se awer nach muss weiderféieren. Mir wäerten nach d'Geleeënheet hunn, dorobber zrëckzekommen. Mee et ass eis wichtig, et ass e wichtegt Signal, weiderhin derfir ze suergen, datt d'Leit net müssen ënnert där trotzdeem nach ëmmer héijer Inflatoun leiden, zemoos an dësen Zäiten.

Wannechgelift.

Motion

La Chambre des Députés,

– saluant les mesures mises en place en septembre 2022 et prolongées en 2023 pour atténuer la hausse exceptionnelle des prix de l'énergie jusqu'au 31 décembre 2024 ;

– considérant que les mesures d'atténuation suivantes sont ainsi censées prendre fin le 31 décembre 2024 :

- la contribution étatique visant à stabiliser les prix de l'électricité pour les clients résidentiels, en moyenne, à leur niveau de 2022,
- la subvention du prix du gaz naturel visant à limiter, pour les clients résidentiels, la hausse des prix à + 15 % par rapport au niveau de prix moyen du gaz naturel de septembre 2022,
- la subvention du mazout visant une réduction de son prix de vente de 15 centimes/litre TTC,
- la subvention du gaz pétrole liquéfié pour les ménages visant une réduction de son prix de vente de 0,20 €/kg,
- la subvention des granulés de bois utilisés pour le chauffage domestique visant une réduction de leur prix de vente jusqu'à 35 % du prix, avec un maximum de 200 Euro par tonne,
- la subvention de la fourniture de chaleur pour les ménages raccordés à un réseau de chauffage urbain visant à limiter la hausse des prix à + 15 % par rapport au niveau de prix moyen de septembre 2022 ;

– considérant que toutes ces mesures ont permis de limiter l'impact de l'explosion des prix de l'énergie sur les ménages indépendamment de leurs équipements en matière de chauffage domestique à la suite de l'invasion russe en Ukraine ;

– considérant que le Gouvernement a décidé de ne pas prolonger ces mesures à l'exception d'une limitation réduite du prix de l'électricité à + 30 % de leur niveau de 2022 jusqu'au 31 décembre 2025 ;

– considérant que la non-prolongation des mesures citées ci-dessus entraînerait une augmentation significative des coûts de chauffage pour tous les ménages au Luxembourg qui toucherait principalement les ménages moins aisés ;

– considérant que la nouvelle tarification de l'utilisation du réseau électrique mise en application à partir du 1^{er} janvier 2025 entraînera davantage une hausse des prix de l'électricité ;

– considérant que l'impact financier sur le budget de l'État pour la prolongation d'une année supplémentaire de toutes les mesures de limitation des prix de l'énergie resterait largement financable, alors que les coûts supplémentaires à partir de 2025 risquent d'entraîner des problèmes financiers pour les ménages moins aisés ;

– considérant que la limitation réduite du prix de l'électricité proposée par le Gouvernement entraînerait une augmentation sensible des coûts de chauffage des ménages ayant opté pour un chauffage domestique écologique tel qu'une pompe à chaleur sapant ainsi les efforts entrepris par les ménages en matière de transition énergétique,

invite le Gouvernement

– à prolonger d'une année supplémentaire toutes les mesures de limitation des prix de l'énergie actuellement en place.

(s.) David Wagner, Marc Goergen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Hâr Wagner. Do géng ech proposéieren, datt mer déi net haut zur Diskussioun ginn, mee an enger vun eisen nächste Sëtzungen, wann dann och déi kompetent Regierungsmembere present sinn.

(Assentiment)

Ech soen Iech villmools Merci.

7. Débat sur la politique européenne et étrangère

An da kéime mer un d'Debatt vun haut de Mëtten iwwert d'Europa- an d'Aussepolitick. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgehalen an deemno follgendermoossen opgedeelt: d'CSV huet 62 Minutten, d'DP 48, d'LSAP 44, d'ADR 30, déi gréng 20, d'Piraten 15, déi Lénk 15. D'Regierung huet 40 Minutten.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Hâr Laurent Zeimet, den Hâr Gusty Graas, den Hâr Yves Cruchten, den Hâr Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Hâr Sven Clement an den Hâr Laurent Mosar. An als éischte Riedner huet elo den honorabelen Hâr Laurent Zeimet d'Wuert. Hâr Zeimet.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Hâr President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Hâr Ausseminister, ech wéilt fir d'éischt direkt am Ufank dem Hâr Ausseminister am Numm vu menger Fraktioun Merci soe fir seng Erklärung vu gëschter, an awer och fir sâin Engagement un der Spëtzt vun eiser Diplomatie an deene leschten zwielef Méint.

A mir géifen eis sengem Merci u seng Ekippen an un eisen diplomateschen Déngscht ganz gären uschléisen. Villmools merci och fir hiren Asaz.

Et waren, wéi den Hâr Bettel sot, zwielef turbulent Méint. Mee mir ginn awer dervun aus, datt och déi nächst zwielef Méint wäerten turbulent ginn. Ech konzentréiere mech a menger Ried op déi international Aspekter, an den honorabele Laurent Mosar wäert herno op den europäeschen Deel agoen.

Hâr President, mat der neier Koalitioun virun engem Joer koum et net zum Broch an der Aussepolitick. Den Ausseminister huet beschriwwen, wéi e probéiert, eng nei Approche ze konkretiséieren: Groussregioun, Europa, Aussepolitick, Aussenhandel, Kooperatioun an Defense solle sech méi kohärent ergänzen.

De Koalitiounsaccord huet eng strateegesch Agenda als roude Fuedem bezeechent. D'Groussregioun an Europapolitick si virun allem a groussen Deeler Innenpolitick. Wa mer an der Welt Gehéier fannen, wann eis Stëmm zielt, dann nëmmen, well mer en Deel si vun der Europäescher Unioun.

Mir sinn e klengt Land. An eis Unioun ass eng Unioun vu klenge Länner. Eng Bescheidenheet am Optrieden, eng gewëssen Zréckhaltung ergi sech aus eiser Gréisst an aus eise Mëtten.

Wéi mer eist Land wëllen an der Welt beweegen, doriwwer besteet hei an dësem Haus zanter dem Zweete Weltkrich e breede Konsens. Mir si Grënnungsmember vun der UNO, mir si Grënnungsmember vun der NATO, mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun. A mir sinn als CSV natierlech och houfreg an dankbar, datt eis Virgänger dës Weichstellungen am Interêt vum Land mat an d'Weeër geleet hunn.

Eng multilateral Approche, Respekt vum internationale Recht a vun de Mënscherechter hutt Der gëschter als Äre Kompass bestëmmt. Dir setzt op Dialog, konstruktiv an awer kloer. Mir gestinn zou, et ass net ëmmer einfach, onbequeem Wourecht ze soen. Dat kenne mer aus privater Erfahrung an och aus politescher Erfahrung heiheem. Et ass net ëmmer besonnesch zilféierend, all Wourecht direkt auszuschwätzen.

Eis Aussen- an Handelspolitick muss awer Prinzipien hunn, a se muss am Interêt vum Land sinn. De Kader vun eiser Aussepolitick huet an deene leschten 80 Joer net geännert. Eng transatlantesch Partnerschaft, eng ëmmer méi déif europäesch Integratioun, dat waren a sinn d'Piliere vun eiser Aussepolitick. Dat

hutt Der gëschter och nach eemol betount. De Problem ass, béid Piliere sinn um Wackelen an enger Zäit, wou se misste stabil sinn.

Mir sinn eis, denken ech, all eens, datt mer keng international Erausforderung vun eiser Zäit eleng kënnen meeschten: Fridden a Fräiheet, Klimaschutz fir e liewenswäerte Planéit, eng gerecht Weltuerdung, e fräien a fairen Handel. Wann et net geléngt, dës Erausforderungen ze meeschten, brauche mer eis iwwer munches, wat eis heiheem beschäftegt, net méi laang a vill de Kapp ze zerbréchen.

Wann et net geléngt, dës Erausforderung ze meeschten, brauche mer eis iwwer munches, wat eis heiheem beschäftegt, net méi laang a vill de Kapp ze zerbréchen. Déi alles entscheidend Erausforderung, déi mer hunn: Wéi kréie mer de Fridden an Europa, wéi kréie mer de Fridde virun eiser Hausdier erëm hiergestallt? E Fridden a Fräiheet wuelverstannen! Wéi kréie mer an Zukunft eis Sécherheet garantéiert?

Zanter dausend an engem Dag stierwen a leiden d'Mënschen an der Ukrain, an och a Russland. Internationalaalt Recht gouf vun engem permanente Member vum UN-Sécherheitsrot gebrach. D'Ukrain, betoune mer ëmmer erëm, verteidegt eis Wäerter. Mir hunn eis solidaresch mat der Ukrain erkläert. 80 Milliounen Euro stelle mer bereet. Eng Memberschaf an der NATO, eng Memberschaf an der Europäescher Unioun stinn an Aussicht. Mir hunn eis engagéiert, d'Ukrain net falenzeloossen.

Mee et spiert een awer, datt déi Solidaritéit mat der Ukrain och bei eis noléisst. Net nëmme bei eis am Land, och bei eisen Nopere kruten déi Parteie Réckhalt an de Réck gestäipt, déi léiwer haut wéi muer virum Putin géife kuschen.

An elo kucke mer alleguerde gespaant op Washington. Den 20. Januar geet eng nei Zäit un. De Krich an der Ukrain soll dann a 24 Stonnen eriwuer sinn. Wéi de Jean-Claude Juncker bemierkt huet: En zimmlech zougespëtztene Optimismus! Ob a wéi dat soll geschéien, doriwwer kënnen mer nëmme spékuléieren. Mee um Verhandlungsdësch wäert dëst sech kaum oder net wierklech ofspillen, fäerten ech. Et héiert sech éischer no engem Diktat fir d'Ukrain un, wat um Enn dann och en Diktat fir d'Europäesch Unioun wier.

Wouhier deen Optimismus kënnt, datt d'Europäesch Unioun sech duerch den Drock vu Washington géif zesummeappen an erëm méi géeeent géif optrieden, kann ech dach net esou richteg novollzéien. Virun aacht Joer huet dat net wierklech fonctionéiert. A firwat solle Regierungen hir Positiounen elo änneren, déi sech eigentlech duerch déi nei Situatioun an den USA bestärkt fillen?

De Wiessel zu Washington kënnt zu engem Zäitpunkt, wou d'Regierung vun eise strateegesche Partner an der Unioun net grad stabil opgestallt sinn. Wéi wëll d'Unioun sech an dëser Situatioun kloer vis-à-vis vun där neier amerikanescher Regierung positionéieren?

Eent wësse mer sécher: Ouni oder géint d'Vereenegt Staaten ass d'Ukrain net ze halen. An ouni d'Vereenegt Staaten hätten och mir keng Defense méi. Ouni de Réckhalt vun Amerika wiere mer dem Putin-Regime ausgeléiwert. Well och eng Wafferou an der Ukrain géif jo nach keen dauerhafte Fridden a Sécherheet bedeiten. E Waffestëllstand an der Ukrain géif keng Normalitéit mat Russland bréngen. Oder kann iergendee sech heibannen esou eppes virstellen? Appeasement huet an der Geschicht nach ni fonctionéiert, well Autokraten an Diktatoren sech net un Ofkommessen halen.

Fir de Putin-Regime gëtt et kee Wee zréck. De Regime vu Moskau huet zanter der Annexioun vun der

Krim eng nei Realitéit geschaf. Eng nei Realitéit, mat där mir eis nach ëmmer schwéierdinn, an déi mer eis och nach ëmmer schwéierdinn unzekerken. De Ridde ass an Europa erëm gefall. Mir mussen eis Sécherheet garantéieren. Dofir sti mer hannert dem Wellen, eis Defenseausgabe bis 2030 op 2 % vum RNB eropzeschrauwen. Mir stinn och hannert dem Premier Luc Frieden sengem Plädoyer virum Collège de Bruges, fir eng staark europäesch Defense opzebauen.

Bei allem Engagement kënne mer eis an dëser Situation awer net erlaben, déi amerikanesch Alliiéiert ze verléieren. Bis elo konnte mer eis op déi amerikanesch Alliiéiert verloossen. Ob dat esou bleift, wäerte mer an den nächste Méint gesinn.

Här President, et ass net fir d'éischt an der Geschicht, datt d'Amerikaner sech wellen op sech konzentréieren. Och am Éischten an am Zweete Weltkrich, oder, wann Der esou wëllt, zu deem Moment, wou dat europäesch Kricher waren, war d'Begeescherung, sech an Europa anzeméschen, net besonnesch ausgeprägt. Den Churchill huet sech misse staark beméien, fir d'amerikanesch Ënnerstëtzung ze kréien a kënnen duerchzehalen. Déi transatlantesch Partnerschaft ass net fir nâischt nach am Krich gebuer ginn.

Mir erënneren dëst Joer un déi jonk Amerikaner a Kanadier, déi iwwert den Atlantik koumen, fir Europa ze befreien. Mir hunn dat Affer vun dëser Generation net vergiess a mir dâerfen et net vergiessen. Zu Hamm leien Demokraten a Republikaner! Mir hunn deemools net gefrot, wie se gewielt hunn. Wa mer net erëm wellen eng Generation afferen, da muss et eis geléngen, och eis amerikanesch Frënn ze iwwerzeegen, datt déi Affer vu virun 80 Joer net ëmsoss gewiescht sinn. Hiert Affer verflucht eis, op béide Säite vum Atlantik déi Wäerter weider héichzehalen, fir déi si virun 80 Joer hiert Liewe gelooss hunn.

Här President, mir haten d'lescht Woch en Austausch iwwert d'Situation am Noen Osten. D'Chamber steet weider zu enger Zweestaatléisung, wat awer nëmmen eng Léisung ka sinn, wa se vu Palästinenser an Israelien am géigesäitege Respekt an Unerkennung gewollt ass. Mir kënnen net fir si de Fridde schléissen! All Dag vu Krich, Terror a Leed mécht dës Léisung net méi warscheinlech.

D'Chamber ass sech net eens, wéini deen opportune Moment ass, fir de Staat Palästina unzekerken. D'Chamber ass sech awer eens, datt och déi israellesch Regierung muss internationaalt Recht a Mënscherechter respektéieren. Mir mussen och de Courage hunn, dat net nëmmen ze soen, mee wann et net anescht geet, och Konsequenzen ze zéien an eisen, wéi Der gëschter gesot hutt, „staarke Relatiounen“ mat Israel.

Och am Noen Oste steet den Afloss vun der Europäescher Union am Schiet vun den Amerikaner. Wat iwwer Konflikter virun eiser Hausdier zu Washington decidéiert gëtt, seet méi iwwer eis Schwächt aus wéi iwwer hir Stärkt. An och am Rescht vum Noen Oste wäert sech wuel munches an de kommende Méint dréinen.

Den Ausseminister huet vum Iran geschwat. Fraen a Männer am Iran leiden ënner engem Regimm, dee sech duerch seng Brutalitéit no bannen an no baussen auszeechent. En Dialog mat dësem Regimm bréngt nâischt. Mir sollten déi demokratesch Opposition am Iran encouragéieren. Ëmmer erëm a mat engem extraordinäre Courage traue sech virun allem Jonker, géint de Regimm op d'Strooss ze goen. Wann d'Mënscherechter iwwerall op der Welt zielen, dann ziele se och am Iran, dann ziele se och a Saudi-Arabien an dann ziele se och an deenen anere Golfstaa-ten!

Här President, mir maachen eis weider Suergen iwwert d'Situation ëm d'Mëttelmier. Och dat ass virun eiser Hausdier. Mee den demokrateschen Opruff vu virun zwielef Joer huet sech a villen Autokratien opgeléist. Wat ass eis Strategie vun der EU, fir am Mëttelmeerraum an Nordafrika net nëmme Stabilitéit, mee och Fräiheet a Wuelstand ze schaffen? Gesi mer eis als Lëtzebuerg hei an der Pflicht? Oder beschränke mer eis op Luxair-Destinationen?

Här President, d'Welt ass grouss. De Jean Asselborn sot, fir e klengt Land wier se besonnesch grouss. Mir kënnen net iwwerall an net zur gläicher Zäit iwwerall sinn. D'Welt ass grouss, an Asien an Ozeanie si besonnesch grouss a besonnesch wäit fort. Historesch a strateegesch Partnerschaften mussen mer fleegen.

Den Här Ausseminister huet Japan a Südkorea ervirgetrach. En ass och op d'bilateral Relatiounen mat China agaangen. De Koalitionsaccord nennt China e Partner, e Konkurrent an e systemesche Rival. Eis Relatiounen solle kohärent si mat eisen ekonomeschen Interessen, eise Wäerter an de Mënscherechter, steet am Accord. Dat misst jo bedeuten, datt eis ekonomesch Aktivitéiten op der Plaz missten am Aklang stoe mat eisen humanisteschen Uspréchen.

China verstoppt seng Aggressivitéit weeder ekonomesch nach militäresch. Den Ausseminister huet gewarnt, mir sollte China net an een Dëppe mat aneren Diktaturen geheien, well China kéint och en Deel vun der Léisung sinn, net zulescht am Ukrain-Krich. Kee wëll China ignoréieren. Ob China wëll en Deel vun enger Léisung oder en Deel vum Problem sinn an der Ukrain oder bei aneren Erausforderungen, dat läit jo net an eiser Hand! Dat decidéiert sech zu Peking!

Wat géife mer eis méi wënschen, wéi eng friddlech Kooperatioun mat engem fräie China, wat keng Angscht viru sengen eegene Leit um Festland oder op Taiwan huet; engem China, wat d'Minoritéiten respektéiert an d'Autonomie och vun Tibet garantéiert? Wa Mënscherechter iwwerall fir jidderee gëllen, dann och a ganz China!

Här President, gëschter goufe 45 demokratesch Aktivisten vum Hongkong verurteelt, ënner anerem de Student Joshua Wong, 28 Joer.

Här Minister, kënne mer dovun ausgoen, datt eis Regierung dëst Virgoe géint Demokratie verurteelt? Dir sidd elo Enn November mam Minister Delles zu Peking, Shanghai an Hongkong. Kënne mer eis drop verloossen, datt Dir dës Ongerechtegkeet an Äre Gesprécher uschwätzt an datt Lëtzebuerg sech fir d'Fräiloossung vun dësen Demokratie wäert asetzen?

Mir brauche kee Megafon, fir op d'Mënscherechtsverletzungen a China hinzewiesen. Dofir suergt de Regimm vu Peking scho selwer.

Eis Regierung wëll nei Perspektive mat Indien. Mir begreissen dat. Indien ass, op d'mannst formal, déi gréisst Demokratie op der Welt. Mee och an Indie wësse mer, datt d'Mënscherechter net iwwerall fir jidderee gläich gëllen. Och hei muss ee leider autokratesch Tendenzen erkennen. Eng méi enk Partnerschaft an engem offenen Dialog fënnt eis voll Ënnerstëtzung.

Här President, och a Südamerika maache sech autokratesch Tendenzen ëmmer méi breet. Mir mussen eis Partner eraussichen, déi um Wee vun der Demokratie an der Fräiheet wëlle bleiwen. Mir mussen net iwwerall sinn a mir kënnen net iwwerall sinn.

Autokrate kréie mer net iwwerzeegt, mee Demokratie kënne mer ënnerstëtzen, an dat souwuel an eiser Roll am Kader vun der europäescher Aussepolitik, mat eiser Handelspolitik an an eiser Kooperatiounspolitik.

Dofir eis Fro, ob den Ausseministère eng Strategie huet, wéi eisen diplomatesche Reseau an den nächste Jore soll weider ausgebaut ginn.

Här President, mir iwwerhuelen d'Presidence vum Benelux. Eis schéngt et wichteg, dës Kooperatioun weider ze verdéiwen an opliewen ze loosse. Et ass net ëmmer einfach, well och eis belsch an hollän-nesch Kosengen am Moment op der Sich no stabille Verhältnissen sinn. Mee mir sinn openeen ugewisen, an der Europäescher Union an doriwwer eraus!

Den Ausseminister huet mat Recht drop higewisen, datt mer eis Relatiounen mat dem Vereenegte Kinnekräich sollen héichhalen. Och mat de Britte verbënnt eis als Benelux an als Lëtzebuerg eng historesch Frëndschaft an en ekonomesch Relatiounen. D'Britten hunn d'Union verlooss, awer net Europa. Fir eis Sécherheet bleiwe mer och op d'Vereenegt Kinnekräich ugewisen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 35 Joer nom Fall vun der Mauer mussen mer feststellen, datt net méi Fräiheet, Demokratie a Rechtsstaat sech duerchsetzen, mee Autokraten an Diktaturen. Mir mussen d'Welt sou huelen, wéi se ass. Mee ech denken, mir engagéieren eis allequerten heibanne fir eng besser Welt, eng Welt, wou d'Mënscherechter fir jidderee gëllen, wou demokratesch Staaten internationaalt Recht respektéieren. Déi Welt ass wuel net déi Welt vu muer. Mee eent léiert eis d'Geschicht och – an dat wësse se och zu Moskau, zu Teheran an zu Peking –: Keng Autokratie, keng Diktatur kann iwwerliewen. Den Dag kënt, wou se wäerte falen, net duerch d'Kritik vu baussen, mee duerch d'Kritik vu bannen.

Mënsche kann een aspären, Mënsche kann een ëmbréngen, mee de Fräiheitswellen net. Bei allem Wellen zum Dialog, bei aller Partnerschaft an allen Interessen, et besteet keen Zweifel, wou mir stinn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. D'Mënscheheet erlieft de Moment ouni Zweifel eng ganz schwéier Zäit. Jo, et kann ee vun enger dramatescher Period schwätzen. Et brennt op ville Plazen um Planéit. A virun allem zwee Feier sinn aktuell kaum ze läschen. Déi Feieren, déi sinn alleguer vu Mënschenhand geluecht, esou wéi och eng Rei Bëschbränn am Süden.

Mee heiando gëtt een awer d'Gefill net lass, wéi wann d'Geschicht fir eng Rei Leit net géif existéieren. Si niéieren, wat war, a wellen och keng Léieren aus der Vergaangenheet zéien. Dat ass fatal an dat kann och existenziell Konsequenzen no sech zéien.

An awer ass et mat Sécherheet falsch, an eng kollektiv Depressioun ze verfallen, de Mutt opzeginn, fir all géint déi Fleauen do unzekämpfen. Ganz am Contraire! Ech mengen, mir si virun allem eiser Jugend eppes schëlleg. Mir sinn der Jugend schëlleg, datt mer all Dag e Maximum u Kraaft opbréngen, fir fir eng besser Welt ze schaffen. Dat dâerf keng Utopie sinn, mee dat soll eng Realitéit sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „plus jamais la guerre“, heescht et an engem emouvante Lidd, wat op enger Rei Plazen hei am Land während der Journée commémorative gesonge gëtt.

1924 hat schonn déi däitsch Kënschtlerin Käthe Kollwitz e Plakat entworfen mam Slogan „Nie wieder Krieg!“. Och de Poopst Paul VI. hat de 4. Oktober 1965 virun der UNO déi selwecht Wieder gebraucht.

Gehéiert goufe se net. An ech fäerten, datt se och an Zukunft net dat néidegt Gehéier fannen.

(Interruption)

Zënter dem 24. Februar 2022 ass nees Krich op euro-päeschem Buedem. Déi russesch Aggressioun an der Ukrain huet op internationalem Plang fir ganz vill Turbulenze gesuergt a wäert eis och nach, leider, vill méi laang beschäftegen.

Et kann net oft genuch hei widderholl ginn: Dësen Iwwerfall ass géint d'Selbstbestëmmung vun engem Land a violéiert brutal dat internationaalt Recht. Ech verweisen hei nach eng Kéier op den Artikel 51 vun der UN-Charta, dee kloer seet, datt e Land, wat ugegraff gëtt, Recht op Selbstverteidigung huet. Et stellt eng Ausnam zum Gewaltverbuert duer.

Haut wësse mer ganz kloer, datt de Putin e geféierlechen, jo, e ganz geféierleche Mann ass! Haut regrettéiere mer och, datt mer 2014 no der illegaler Annexioun vun der Krim net esou reagéiert hunn, wéi mer vläicht hätte solle reagéieren. Dat war e Feeler! Datt muss ee ganz kloer esou agestoen!

An dofir musse mir – an ech soe ganz kloer „mir“, dat sinn all déi demokratesch gesënnte Länner op der ganzer Welt – méi haart an determinant ouni Zweifel vis-à-vis vum russeschen Diktator a sengem Regimm optrieden. Et kann een dat net oft genuch widderhuelen. Ech entschëllege mech, wann ech et och haut nach eng Kéier hei widderhuelen.

Loosst eis d'Rad dach emol eng Kéier zrëckdréinen op Enn September 1938 zu München! Wat war deemools do geschitt? Do war e gewëssenen Här Hitler – wou ech bal Problemer hunn, fir den Numm „Här“ nach an de Mond ze huelen –, dee ganz kloer gesot huet: „Jo, gitt mir d'Sudetenland an der Tschechoslowakei, da sinn ech roueg, da sinn ech zefridden!“ Déi Härn Daladier an Chamberlain hunn dat esou akzeptéiert, sinn heemgaangen, si praktesch als Friddenspostele gefeiert ginn. D'Konsequenze kenne mer alleguer!

An ech sinn haut méi wéi jee iwwerzeegt: Wa mir dem Putin de klenge Fanger ginn, da wäert e sech mat Sécherheet net domat zefridde ginn! An dowéinst musse mer onbedéngt aus der Geschicht hei léieren. An déi Geschicht dāerf sech net widderhuelen; de Putin dāerf dëse Krich net wannen!

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Dat wier eng Katastroph fir d'Ukrain, dat wier eng Katastroph fir Europa, mee et wier och eng Katastroph fir d'Welt! An dowéinst musse mer eis mat allem Asaz dergéint wieren, datt et zu där Situatioun kënnt!

Sécher, nodeems datt an Amerika, an ech kommen herno och nach drop zrëck, e Wiessel un der Spëtzt wäert kommen, spëtstens den 20. Januar, jo, kann d'Situatioun änneren.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ob dann nach d'Ukrain déi néideg militäreschen Ënnerstëtzung kritt, wéi dat bis elo vun den USA de Fall ass, dat muss sech emol nach beweisen.

An net méi spéit wéi virun e puer Deeg huet jo den nach aktuellen US-Präsident, den Här Joe Biden, d'Ukrain autoriséiert, mat Hëllef vum ATACMS-Artilleriesystem Gebidder op russeschem Gebitt ze attackéieren. Jo, dat ass eng schwéierwiegend Decisioun gewiescht. Dat ass eng Noriicht, déi d'„New York Times“ fir d'éischt matgedeelt huet, an déi entretemps awer confirméiert ginn ass. Natierlech koom och schonn direkt d'Reaktioun vum russeschen Ausseminister, vum Här Lawrow, dee souguer indirekt mat engem atomaren Asaz hei gedreet huet.

Datt, wéi gesot, ab dem 20. Januar elo en anere Wand wäert blosen, wat d'Ënnerstëtzung vun der Ukrain ubelaangt, ass net auszuschléissen.

A grad an där Hypothees si mir virun allem als Europäer duebel gefuerdert. Et feelt den Ukrainer, dat wësse mer alleguer, u Munitioun, u Waffen an u Leit. An dofir musse mir awer och virun allem eng gutt Ëffentlechkeetsaarbecht maachen, net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mee och dobaussen, wéi wichteg datt et ass, datt mer der Ukrain nach wie vor e Maximum un Ënnerstëtzung ginn. Mir hu keng aner Wiel, mir mussen eis voll dorobber konzentréieren.

An et ass och onverantwortlech vun Eenzelen ... an et gëtt och deen een oder deen aneren heibannen, deen dat a Fro stellt. Mir musse permanent och de Leit erklären, datt déi Ënnerstëtzung, wéi gesot, absolut noutwendeg ass, a virun allem och hei zu Lëtzebuerg. Mir dāerfen d'Ukrainer net hirem Schicksal iwwerloossen.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Natierlech muss dee Konflikt prioritär op diplomateschem Niveau geléist ginn. Jo, mir stinn dozou! Mir si prett, déi Diskussiounen ze féieren. Mee op där anerer Säit hu mer awer e Mann setzen, deen net emol bereet ass, déi Diskussioun unzefänken, wann e misst méi wéi een Zentimeter vun ukraineschem Buedem opginn. Esou kann een natierlech keng Diskussioun féieren.

Leider, dat kann een och net esou ganz niéieren, läit eng gewësse Gefor vun engem Drëtte Weltkrich an der Loft, obwuel mer déi Iddien op kee Fall hei wëlle weider verdéiwen. Dowéinst mussen, wéi gesot, all Ustrengungen ënnerholl ginn, fir esou e Supergau ze evitéieren.

D'Hoffnung besteet zumindest dodran, datt vläicht eng Kéier e Paradigmewissel zu Moskau wäert kommen. Ech weess, dat ass eng Mini-Hoffnung, an awer musse mer eis dorobber kënne konzentréieren.

Jiddefalls, esou oder esou wäert d'Relatioun mat Russland iwwer Joren, wann net souguer iwwer Joerzénge gestéiert sinn, wat ech bedauern, wierklech bedauern. Ech mengen, Russland ass a priori en interessant Land, huet eng héich Kultur an et wier schued, wann, wéi gesot, net erëm eng Kéier en normalen Dialog kéint mat deem Land entstoen.

En neie Moment ass natierlech och am Ukrain-Krich komm, elo wou 10.000 nordkoreanesch Zaldoten do am Asaz sinn. Ass dat eng Schwächt? Ass et eng Stärkt vu Moskau? Déi Fro ass natierlech net einfach ze beäntweren.

An da kommen ech awer op de Rôle vu China zrëck. Och do koom eng Noriicht déi lescht Deeg, datt d'Geheimdëngschter aus der Europäescher Unioun festgestallt hunn, datt et a China géif eng Fabrick ginn, déi géif Drone produziéieren fir d'Russen an déi kéinten an dem Ukrain-Krich agesat ginn. Wann dat sollt de Fall sinn, mengen ech, da mussen awer och do gewësse Konsequenze gezu ginn.

Och wann déi eenzel Sanktiounspäck net ëmmer deen erhoffte Succès hunn, esou musse mer se awer bäibehalen, jo, se solle souguer nach ausgebaut ginn. Et mussen nach méi Efforte gemaach ginn, zum Beispill och, wat d'Gasliwwerungen aus Russland ubelaangt. An inakzeptabel ass et och de Moment, datt et u sech keng legal Basis gëtt, wat d'Fonctionnement vun Häfe wéi Rotterdam oder Zeebrugge ubelaangt, an datt et nach Länner hei an Europa gëtt, déi nach russesche Gas importéieren, wéi Spuenien, d'Belsch oder Frankräich, an déi sech am Fong geholl dann dee Moment och géint e Boykott stäipen. Dat ass schwéier nozevollzéien.

An de „Le Monde“ huet elo kierzlech nach festgestallt, datt och beim russeschen Ueleg Sanktiounen detournéiert géife ginn. Et ass jo evident, dat ass d'Spill vum Här Putin! An dat ass och onverständlech.

An dëser Kris stellt sech natierlech och erëm séier d'Fro iwwer e méigleche Bäitrëtt vun der Ukrain zu der NATO. Dat ass keng nei Diskussioun. Déi gouf schonn 2008 lancéiert. Mir bleiwen nach wie vor der Meenung, datt een, wat den NATO-Bäitrëtt ubelaangt, deem Land och soll à court oder moyen terme eng Perspektiv ginn. Natierlech net mat enger TGV-Vitesse. Obwuel ee sech och ka virstellen, datt den Här Trump warscheinlech do aner Meenung ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Härn, dës Deklaratioun vum Här Ausseminister vu gëschter stoung natierlech, dat war net aneschtens ze erwaarden, och am Zeeche vum Krich am Noen Osten, deen elo schonn iwwer 13 Méint d'Welt an Otem hält. Och wa mer op dëser Plaz schonn – an zu Recht, dat war och gutt –, e puermol iwwert déi ganz Problematik diskutéiert hunn, a mir wäerten dat nach e puermol hei musse maachen – an dat war jo net méi spéit wéi nach de leschten Donneschden hei –, da kënnt een net laanscht eng Debatt iwwert d'Aussepolitik zu dësem Zäitpunkt, fir, wéi gesot, awer nach eng Kéier iwwert déi ganz Problematik hei ze diskutéieren.

Mir hoffen alleguer op Fridden, op séiere Fridden. Dat wier natierlech wëschenswäert. Den Ausléiser vum Krich ass ouni Zweifel, do si mer eis eens, eng terroristesch Attack vum Hamas, déi de leschte 7. Oktober 2023 war.

Datt Israel deemools vu sengem Recht Gebrauch gemaach huet, sech ze verteidigen, ass legal an och novollzéierbar. Ech mengen, all Staat hätt warscheinlech esou reagéiert. Allerdéngs ass awer och elo de Moment komm, no iwwer 40.000 Doudegen an der Gazasträif, virun allem vill Kanner, vill Fraen, d'Fro ze stellen, ob déi Verteidigung an der Tëschenzäit net awer disproportional ass. Israel wëllt den Hamas komplett eliminéieren. Dat wësse mer. D'Fro ass awer: Mussen duerfir ganz vill onschëlleg Fraen a Kanner stierwen?

Dat Land muss och de Moment op zwou Fronte kämpfen. Mir hu gemierkt, datt eng ganz grouss Eskalatioun komm ass, besonnesch wat elo de Süde vum Libanon ubelaangt.

Nieft der Hisbollah ass awer nach eng aner Gefor, déi op dat Land do erfokuckt – e sougenannt Damoklesschwäert, kann ee soen –, an dat ass den Iran. A mir sinn eis bewosst, datt do e Flächenbrand amgang ass sech ze entwëckelen, deen awer och ganz geféierlech fir d'international Communautéit ka ginn.

Wéi kann een also deem mäerdereschen Dreiwien do en Enn setzen? Ech wëll hei nach eng Kéier d'Positioun vun der DP ganz kuerz erklären. Prioritär geet et eis ganz kloer mol direkt ëm e Waffestëllstand. Eréischt da kann ee sech iwwer e sougenannte Friddensplang Gedanken maachen. Fir eis ass et awer och evident, datt déi humanitär Hëllef muss weiderhi garantéiert ginn. An duerfir ass et awer onverständlech, wat an der Knesset – an den Här Ausseminister ass jo och drop agaan – geschitt ass: Datt zwee Gesetzer gestëmmt ginn, déi et der UNRWA am Fong net méi erlaben, op israeleschem Buedem aktiv ze sinn, wat u sech eng Katastroph fir d'Gazasträif wäert mat sech bréngen.

Sécher, se hunn als Argument geholl, datt Leit vun der UNRWA zesumme geschafft hätt mat der Hamas. Ech wëll just drun erënneren: An der UNRWA schaffen 33.000 Leit! An dann ass awer och e Rapport erauskomm, dee kann een net ignoréieren, vun der fréierer franséischer Ausseministesch, der Madamm Catherine Colonna. Wann d'UNRWA also hir Aarbecht

an Zukunft net méi ka korrekt maachen, da wäert déi katastrophal Situatioun sech nach verschlechteren. An dowéinst ass et émsou méi luewenswäert – an den Här Bettel ass gëschter och drop agaangen –, datt d'Regierung elo e Kaderprogramm fir 2025 bis 2027 ënnerschriwwen huet, wat d'UNRWA ubelaangt, an deen och mat 30 Milliounen ënnerstëtzt gëtt.

Eppes ass kloer: Ech mengen, et muss een Israel och nach eng Kéier drun erënneren, wat 1993 war: 1993 sinn d'Accorde vun Oslo ënnerschriwwen ginn. An do hu se sech ganz kloer derzou bekannt, datt de Gazasträifen an d'Westjordanland sollen ënner palästinenschesch Verantwortung iwwerdroe ginn. Dat ass allerdéngs bis dato och nach net geschitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war scho kuerz drop agaangen: De leschte 5. November ware Walen an Amerika. Déi Wale sinn ausgaangen, wéi se eeben ausgaange sinn. Et si vill Leit heibanen – déi meescht, géif ech soen –, déi net frou driwwer sinn. Mee mir hunn dat awer ze akzeptéieren. Et war dat eng demokratesch korrekt Wal. An ech hat selwer d'Chance, als Walbeobachter doënnen ze sinn, zesumme mam Kolleg Gilles Baum, mam Claude Haagen, mam Emile Eicher a mam Lexy Schoos. An ech mengen, och an hirem Numm kënnen ze schwätzen, datt déi Walen awer, zumindest aus eiser bescheidener Optik gekuckt, korrekt iwwert d'Bün gaange sinn.

Wat bedeit dann elo awer déi Wal vum Här Trump fir déi nächst Zäit? Et däerf ee jo net vergiessen, datt hien de ganze Kongress hannert sech huet. Hien huet eng Majoritéit am Senat an och nach eng Majoritéit am Repräsentantenhaus.

An awer muss ee sech eng Fro stellen: Ass net awer eng gewësse Schallmauer mat dëser Wal duerchbrach ginn? An zwar, datt e Kandidat, dee rechtsméisseg verurteelt gi war, deen net e Minimum u Respekt weist vis-à-vis vu sengem politesche Géigner, deen deelweis och misogynie ass, dee vis-à-vis vun Institutionen net onbedéngt ëmmer déi ganz grouss Sympathie opbréngt, fir net méi ze soen, awer ka Kandidat vun enger Supermuecht op der Welt ginn! Ech wëll dat net weider verdéiwen, mee Froe bleiwen awer trotzdem am Raum.

Eis politesch Kultur hei zu Lëtzebuerg an och an Europa, kann ee soen, huet duerfir kee Verständnis. Mir müssen awer och hoffen, datt dat esou bleift. A mir müssen alles dofir maachen, datt mer net eng Dier opstoussen, fir eis an Zukunft an eng am Niveau e bësse méi primitiv politesch Welt ze beweegen. Well dat wier d'Spill, wat och gewësse Leit hei an Europa gemaach hunn, ouni se elo hei direkt mam Numm ze nennen.

Ech ginn dervun aus, datt eis Relatiounen hei vu Lëtzebuerg no der Wiel vum Här Trump net fundamental wäerten änneren. Sécher, et wäert deelweis manner onbeschweiert Diskussiounen ginn. Mee d'Geschicht weist awer, datt zwëschen deenen zwee Länner e sougenannt stoltent Band, kann ee soen, geschweesst ginn ass. Déi Frëndschaft ass déif, ass staark. A Mëtt Dezember wäert dann och erëm eng Kéier e Beispill dovunner geliwwert ginn. Dat ass och gutt esou. Mir sollen och an Zukunft all Efforte maachen, fir déi beschtméiglech Relatiounen mat Amerika ze halen. An et däerf een och net vergiessen, et sinn 10.000 bis 12.000 Aarbechtsplazen, déi direkt vun der amerikanescher Economie ofhänken.

Vu grousssem Interessi sinn natierlech och déi transatlantesch Bezéiungen. Ënnert dem President Joe Biden haten déi sech jo, kann ee soen, praktesch normaliséiert.

Dann, wéi gesäit d'Zukunft vun der NATO aus? Den Här Trump huet jo schonn ugekënnegt, datt en all deene Länner, déi net déi 2 % Hürd do iwwersprangen, an Zukunft manner Ënnerstëtzung wëllt zoukomme loossen. Ech muss ganz éierlech soen, déi Fuerderung ass zum Deel awer och net onberechtegt. Amerika ass dee groussen Träger vun der NATO. Et kann awer och elo net sinn, datt verschidde Länner do e bësse den Luussepätker wëlle spillen a mengen, se bräichten net dee Beitrag ze leeschten, deen am Fong geholl erfuerdert ass.

Loosse mer ganz éierlech sinn, och mir sinn net onbedéngt e Musterschüler. Bis elo beweege mer eis bei plus ou moins 0,7 % vun eisem PIB. Bon, do ass jo elo eng Ännerung agetruewen, eise Beitrag gëtt an Zukunft op dem RNB berechent. An ech wëll awer ganz kloer hei drop hiweisen, wat mer nach d'lescht Woch hei gestëmmt hunn, dat neit Gesetz, wou elo an den nächsten 30 Joer sollen 2,6 Milliarden Euro an d'Defensepolitik investéiert ginn. Dat ass e richteg Schrëtt. Dat ass e wichteg Schrëtt. An dee beweist, datt mer eise Rôle och um Niveau vun der NATO wëllen an Zukunft ganz kloer an daitlech spillen.

Jo, et deet engem leed, ech soen et ganz éierlech, datt mer esou vill Geld müssen an d'Rüstung stiechen. Ech sinn iwwerzeegt, et ass keen heibanen, deen doriwwer ganz frou ass. Mee à qui la faute? Déi sëtzen net hei! Dee Mann, deen zu Moskau sëtzt, deen ass d'Ursaach, firwat déi Investissementer musse gemaach ginn. An et ass schwéier, dat vläicht heiansdo dobaussen ze erklären, mee mir hu keng aner Méiglechkeeten.

Net weíneeg Wirtschaftsexperte sinn och der Meinung, datt d'Exporter an d'USA nom 20. Januar och kéinte méi schwéier ginn, well mer jo wëssen, datt den Här Trump méi eng protektionistesche Politik wäert maachen.

An no deene Walen, déi einfach e ganz groussen Impakt hunn, stelle sech natierlech och eng ganz Rei Froen, wat de Fonctionnement an d'Zukunft vun der Europäescher Unioun ubelaangt. Eppes ass kloer: D'Europäesch Unioun muss méi autonom an och méi souverän ginn! Vum Här Trump kréie mer mat Sécherheet näischt geschenkt. Eis Economie muss méi onofhängeg ginn – net nëmme vis-à-vis vun den USA, mee och vis-à-vis vu China.

D'EU muss et och fäerdegbréngen, méi e gemeinsame Kapitalmaart opzebauen – ech mengen, dat ass och eng Chance besonnesch fir Kleng- a Mëttelbetriber –, fir datt se kënne besser investéieren.

An da wëll ech natierlech och op den europäesche Bannemaart hiweisen, deen eng ganz wichteg Roll net nëmme am Moment spillt, mee an Zukunft nach vill méi wäert spillen. An deem Kontext muss een natierlech och vun deenen zwee Rapporte schwätzen, vun den Hären Draghi a Letta. Dat si ganz wichteg Rapporten, op déi mer mat Sécherheet och nach wäerten eng Kéier zrëckkommen.

Ech wëll ganz kuerz op de Rapport vum Här Draghi agoen. Dee weist jo, datt Europa besonnesch a puncto Innovationskapazitéit riskéiert, do hannendran ze geroden. D'europäesch Wirtschaft wier an enger, seet hien, „middle-tech trap“, well vill Firmen net genuch innovéieren. An e mengt och, datt mer am Fong geholl, wa mer net zousätzlech Efforte maachen, den zweite Präis virun allem vis-à-vis vun den USA wäerte kréien. Dofir proposéiert e jo, datt 800 Milliarden Euro – 800 Milliarden Euro! – missten an Zukunft an d'europäesch Wirtschaft investéiert ginn.

E Wuert och nach zum Rapport vum Här Letta. Dee mécht jo e ganz kloren Appell, fir de Bannemarché weider ze verdéiwen, wou en och virun allem op

d'Nohaltegkeet an d'Dekarboniséierung hiweist. Ech wëll awer och betounen hei: Wa mer iwwer Nohaltegkeet schwätzen, dann ass dat net nëmme exklusiv de Volet Klimaschutz/Ëmweltschutz, mee da schwätze mer och vu Mënscherechter.

Isolationismus, Nationalismus a Protektionismus huele leider och e bësselechen an der EU zou. Dat ass u sech zimmlech de Géigendeel vun deem Klima, an deem d'Europäesch Unioun grouss ginn ass. Extrem Kräfte sinn erkennbar. Wa mer déi lescht Walen huelen, sief dat an Däitschland, sief dat an Éisträich, sief dat a Frankräich, an Holland, da sinn dat keng gutt Beispiller. Au contraire, et si schlecht Beispiller.

Dës Entwécklung ass natierlech och e gewëssent Resultat vun enger Vertrauenskris. E Ruck no Riets ass och op ville Plazen an der Europäescher Unioun erkennbar. Firwat loosse sech dann ëmmer méi Leit vun einfachen Äntwerte verféieren a stäerken domadder e gewëssent Nationalismusgefühl?

Et ass och en onverkennbare Réckgang vun der Toleranz an eiser Gesellschaft ze erkennen. Da gëtt oft méi schnell geurteilt a verurteilt. A fir d'éischt soll een nach emol méi doriwwer nodenken, ier ee seng Meinung forméiert. An do soen ech näischt Neits: Mir wëssen, datt virun allem déi sozial Medien do eng ganz grouss Roll spillen. An dat brauch een och, wéi gesot, hei net, leider, ze verdéiwen, well dat eis nach géif vill méi an eng aner Diskussioun eraféieren.

D'Verdeedegungspolitik ass also elo net zulescht weíneeg der Ukrain e wichteg Sujet hei an den europäeschen Diskussiounen. Mee mir müssen eis bewosst sinn, datt mer eis an Zukunft net méi kënne reng blann op d'USA verlossen, wat d'Verdeedegungspolitik ubelaangt. Während déi eng allerdéngs méi vun enger autonomer Strategie schwätzen, kucken anerer nach ëmmer vill méi riwwer op Amerika. Ech wëll awer och hei betounen: Déi zwou Saachen, déi kënnen awer och zesumme fonctionéieren. D'Iddi, déi jiddefalls och vun der EU-Kommissioun elo vill méi verdéift ginn ass, ass richtig: fir am Fong geholl méi eng effikass Zesummenaarbecht ënnert de Memberstaaten unzestriewen. Et ass och dowéinst net iwwerraschend, datt d'EU-Kommissioun grouss Efforte mécht, fir d'Entwécklung vun engem gemeinsamen europäesche Marché de défense no vir ze driewen. Ech erënneren zum Beispill hei un d'EDIRPA, déi d'Zesummenaarbecht beim Akaf vun Arméismaterial ënnerstëtzt. D'EU huet sech jo och elo d'Zil gesat bis 2036, datt déi europäesch Arméien 60 % vun hirem Material bei europäesche Fournisseure kafe sollen.

Dann och: Op internationalem Niveau ass d'EU jo amgaang, wat d'Defense ubelaangt, nei Partnerschaften ze sichen. Ech erënnen hei zum Beispill un de „Japan-EU Foreign Ministerial Strategic Dialogue“ an dann och dee Partnership-Agreement, deen elo ratifizéiert gouf mat Japan an deen den 1. Januar a Kraaft soll treden. Ech wëll och drop opmierksam maachen: Mir hu jo entre-temps hei an der Chamber eng nei Souskommissioun gegrënnt, déi sech exklusiv soll mat Affaires européennes beschäftigen. An déi wäert dee ganze Volet do an engem Rapport respektiv spéider och an engem Debat hei nach méi genee analyséieren.

Wéi wa mer de Moment net genuch Problemer um Niveau vun der Europäescher Unioun hätten, kommen dann elo natierlech och nach e puer innepolitesch Schwierigkeeten derbäi. Ech verweisen hei zum Beispill op Frankräich. Leider huet den Här Macron sech, mengen ech, e bësseleche verrechent. D'Situatioun ass do ganz ugespaant, och nodeems déi nei Regierung a Kraaft ass. Mir kënne just hoffen, datt am Fong geholl awer och do déi riets Kräfte elo

e bessen en Dämpfer kruten, nodeems datt d'Gerichter en Urteel iwwert d'Marine Le Pen gesprach hunn.

Op där anerer Säit: Wéi kréie mer e Budget a Frankräich duerch? Dat schéngt och eng ganz schwiereg Prozedur an net esou einfach ze sinn. Dat ass an enger éischter Etapp natierlech haut la main duerchgefall. An do ass natierlech d'Fro ze stellen, ob net op eemol den Artikel 49.3 vun der franséischer Constitution muss ugewannt ginn, deem et erlaabt, wéi gesot, ouni e Vott vum Parlament de Budget esou ze akzeptéieren. Ech wëll drop hiweisen: Dee gëtt a Frankräich „Grosse Bertha“ genannt, deem Artikel. An deem Numm kënn aus dem Éischte Weltkrich. Do haten nämlech déi Däitsch eng Kanoun, déi „Grosse Bertha“ geheescht huet. An deem Artikel ass schonn zënter 1958 iwwer 40-mol ugewannt ginn.

An dann ass nach en aneren EU-Motor, deem de Moment och stottert: Dat ass Däitschland. Ech mengen, net ouni grouss Iwwerraschung ass do leider, kann ee soen, d'Ampelkoalitioun an d'Bréch gaang. An dat ass och net gutt fir Europa, well eppes ass kloer: Wann d'Achs Berlin-Paräis net fonctionéiert, da riskéiert och d'Europäesch Unioun, de Schnapp ze kréien. Wien ass dann elo den aktuelle Patron vun der Europäescher Unioun? Dat ass net ëmmer sou einfach ze erkennen.

Dann hu mer natierlech nach e puer Enfants terribles, och um Niveau vun der Europäescher Unioun. Nëmme e Bléck op Budapest geworf: Och do sëtzt e Mann, deem net onbedéngt mat dem leschten Asaz – fir emol ganz fein ze sinn – d'Interesse vun der Europäescher Unioun vertritt. An dat hu mer selwer erlieft. Wann ech elo soe „mir“, dat waren dann dräi Deputéiert, déi elo kierzlech un der COSAC-Reunioun zu Budapest deelgeholl hunn. Wann een awer gesinn huet – jo, ech kann dat Wuert scho bal gebrauchen –, mat wat fir enger gewëssener Arroganz do d'ungarescher Presidence virgaangen ass ... Wat positiv war: datt praktesch vun alle Bänke ganz staark Kritik, ënner anerem och vu Lëtzeburger Vertrieeder, un der ungarischer Presidence gemaach ginn ass.

A wat erstaunlech ass: datt den Här Orbán warscheinlech vergësst, datt virun 68 Joer nach russesch Panzeren duerch Budapest gerullt sinn, mat iwwer 2.600 Doudegen. Et si ganz vill Ungaren deemools geflücht. Iwwer 40 Länner hunn ungaresch Flüchtlingen opgeholl, ënner anerem och Lëtzebuerg. Et misst ee vläicht dem Här Orbán dat emol heiansdo rappeléieren, da kritt en och vläicht eng aner Approche, wat, wéi gesot, d'Flüchtlingspolitik ubelaangt.

Dann ass natierlech d'Fro ze stellen, ob et an deem Moment opportun ass, fir iwwer eng EU-Erweiterung ze schwätzen. Ech mengen: Jo! Och zu deem Zeitpunkt brauche mir net manner Europa, mir brauche méi Europa! Dat wëllt allerdéngs net heeschen, datt mer do zum Nulltariff elo nei Memberen ophuelen. Nee, wat evident ass a wat d'Voraussetzung ass: datt d'Krittäre vu Copenhagen onbedéngt musse respektéiert ginn.

Leider sinn awer gewësse Changementer do an deene leschte Wochen a Méint komm. Ech weise virun allem op ee Baitrëtskandidat hin: Dat ass Georgien. Do, wou mer d'Hoffnung hatten, datt Georgien fréier oder spéider kéint och Member vun der Europäescher Unioun ginn, ass dat leider elo net méi de Fall. Bei der leschter Parlamentswal, wou jo dann d'Partei „Dram vu Georgien“ d'Nues vir hat ..., wat mer esou akzeptéieren. Mee mir wësse jo och, wat deenen hir Astellung ass. An dat sougenannte „Weimarer Dreieck“ – dat heescht, datt ass den Här Scholz, den Här Macron an den Här Tusk – huet jo Konditiounen gestallt, datt dat Land am Fong geholl elo misst Reformen an d'Weeër leeden.

Duerfir misste virun allem déi zwee rezent Gesetzer, déi jo deelweis zu der ganzer Situatioun gefouert hunn, och erëm geännert ginn.

An net méi spéit wéi gëschter ass zu Tiflis dann och eng Protestmanifestatioun, e Protestcamp, vun der Polizei niddergeschloe ginn. Ech mengen, och dat ass fir eis net akzeptabel. Et ass am Fong geholl schued, datt elo e Land wéi Georgien sech erëm éischter a Richtung Moskau orientéiert.

En anere Wackelkandidat, dat ass Serbien, dat zënter dem 1. März 2012 offiziell de Statut als Baitrëtskandidat huet. Och do weess een net esou richtig, wuer d'Rees higeet. Och do kann een net ganz genee erkennen, wat Serbien am Fong geholl definitiv wëllt. Ech wëll och hei hiweisen op e Referendum vum Juni 2023. Do haten nëmme 33 % vun de Leit sech fir eng EU-Memberschaft ausgeschwat.

Et gëtt zwee Punkten, déi am Fong a Serbien de Moment mussen diskutéiert ginn: Dat ass engersäits d'Korruptioun, virun allem am Süde vum Land, an andersäits hir Relatioun mam Kosovo.

À propos Kosovo: Och de Kosovo wëllt un d'europäesch Dier klappe kommen. Jo, ech mengen, mir als Lëtzebuerg hunn de Kosovo unerkannt. De Kosovo huet u sech schonn eng éischt Etapp gepackt, an zwar ass majoritär an der Assemblée parlementaire vum Conseil d'Europe gestëmmt ginn, datt de Kosovo ka Member ginn. Leider ass dat bis dato net de Fall, well nach eng gewëssen Oppositioun do ass. Ech mengen, de Conseil des Ministres muss jo déi Decisioun huelen. An do gëtt et dann och de sougenannte „Quint“, dee sech och dergéint ausschwätzt.

De Quint, dat si fënnef Länner, an zwar ass dat Däitschland – wann ech dat elo direkt hei erëmfannen –, dat missten Däitschland, USA, Frankräich, Italien a Groussbritannien sinn. Awer de Kosovo, wéi gesot, ass en interessant Land, op dat een och warscheinlech net direkt soll verzichten an Zukunft.

Well mer scho vum Balkan schwätzen, solle mer och nach ee Moment do bleiwen. Et gëtt eng Rei aner Kandidaten, déi am Fong och schonn eng grouss wichteg Etapp hanneru sech hunn. Ech erënneren hei virun allem un Nordmazedonien. Ech erënneren och un en anert Land, dat ass Albanien. De Montenegro: Leider ass do, nodeems d'Reformregierung vum Här Zdravko Krivokapić am Februar 2022 gestierzt ginn ass, och erëm e bësselchen en anere Kurs entstanden, wat mer natierlech bedauern. Mat Bosnien-Herzegowina ass et natierlech net esou einfach, mee och deene Länner do solle mer eng Perspektiv ginn. Global gekuckt, wéi gesot, soll deen Erweiterungsprozess allerdéngs weidergefuert ginn.

Natierlech si mer dann och erëm ganz séier bei der Ukrain, der Ukrain, déi am Fong geholl schonn eng Perspektiv opgezeecht krut, wat och richtig ass. Mir sollen deem Land, wéi gesot, dat richteg Signal ginn. Natierlech awer och net einfach esou. Ech mengen, och si mussen, besonnesch wat d'Demokratie ubelaangt, nach gewëssen Entwécklungen matmaachen. De Kandidatstatus ass och Moldawien zougeschwat ginn, an zwar den 23. Juni 2022. Dat sinn u sech méi symbolesch Schrëtter, mee et sinn awer wichteg Schrëtter.

Da wëll ech an deem Kontext och kuerz nach op en anert Land ze schwätze kommen, wat och den Här Ausseminister gëschter ugeschwat huet, an dat ass Armenien. Mir hunn effektiv, géif ech soen, gutt Kontakter mat Armenien. An et war jo eng Chambersdelegatioun am Mee do. An den Här Ausseminister war selwer och elo tëscht dem 9. an dem 11. September do. Armenien huet jo och entre-temps eng diplomatesch Verriedung hei zu Lëtzebuerg. A mir

ënnerstëtzen dat Land och a senger demokratescher Transition. Et gëtt natierlech dee Konflikt mat dem Aserbaidjan, wat de Bergkarabach ubelaangt. An zu Yerashk, do gëtt et jo d'European Union Mission in Armenia, d'EUMA. An do ass jo och e Lëtzeburger Polizeioffizier am Asaz.

Jiddefalls, mir solle kucken, mat deem Land och déi beschtméiglech Relatiounen ze fleegen. D'Europäesch Unioun ass jo amgaangen, do scho gewëssen Zeechen ze setzen. Ech erënneren hei un d'Resolutioun vum EU-Parlament vum leschte 14. März „on closer ties between the EU and Armenia and the need for a peace agreement between Azerbaijan and Armenia“. A vum 22. Juli dëst Joer datéiert dann eng Decisioun, datt och eng Visa-Fräiheet mat Armenien soll ugestriift ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Recht huet den Ausseminister gëschter och de Volet Aussehandel méi am Detail hei opgeléicht. Ech mengen, dat ass ganz kloer, well eeben den Aussehandel entre-temps och ënnert de Ministère des Affaires étrangères fält. Mir fannen dat eng gutt Iddi, well den Ausseminister vill dobaussen ass, vill Kontakter huet, also och vill mat Leit aus der Economie zesummekënn. Och do, ech hunn et virdru schonn ernimmt, spiert een ëmmer méi e protektionistescht Denken. D'Politik spillt ëmmer méi eng gewësse Roll am internationalen Handel. An nach eng Kéier: Wann den Här Trump un d'Rudder kënnt, da wäerte mer déi Auswierkungen nach méi ze spiere kréien. Mir kënnen just hoffen, datt et net zu engem neien Handelskrich kënnt.

Lëtzebuerg muss jiddefalls vigilant bleiwen an och versichen, esou vill wéi méiglech Accorde mat neie Partner ofzeschleissen. Mir hunn eng oppen Economie a mussen also op auslännesche Mäert present sinn. Dat awer net ouni Limiten, a gëschter ass dat hei och geschnidde ginn: De Mercosur – effektiv kënnen mer deen net einfach esou ratifizéieren, ouni datt awer eng Rei Krittären do nach musse respektéiert ginn.

Ee Chiffer, dee mer gëschter och hänke bliwwen ass, deen den Här Bettel hei gesot huet, dat ass: De Statoc huet jo gesot, datt 2023 Lëtzebuerg en Handelsvolum vum 301 Milliarden Euro hat. Ëmmerhin 39 % vun eise Handelsvolum ass ausserhalb vun der Europäescher Unioun. Jiddefalls, mir als Demokratesch Partei sti ganz kloer hannert deene Wirtschaftsmissiounen, déi och an Zukunft mussen op deem Niveau weidergefuert ginn.

Och wann d'Migrationspolitik net méi ënnert d'Kompetenz vum Ausseministère fält, esou kënnt een awer net derlaanscht, hei och nach e kuerzt Wuert derzou ze soen, well da si mer nämlech ganz séier bei de Grenzkontrollen. Et ass e Sujet, deem ech och elo net hei weider wëll verdéiwen, well mer d'lescht Woch nach heiriwwer diskutéiert hatten, an net méi spéit wéi virun enger gudder Stonn hu mer nach e Rapport ugeholl zu engem Gesetz, dat och mam Schengener Ofkommen ze dinn huet. Am Abrëll hat d'EU jo och deen neien Asyl- a Migrationspak gestëmmt, deen u sech eng Acceleratioun vun der Asylprozedur soll virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land huet zënter dem 13. November d'Presidence iwwert de Conseil d'Europe. Dat dauert bis de 14. Mee 2025. Dat ass net nëmme eng grouss Eier fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, mee et ass och eng grouss Erausforderung. Et ass e groussen Defi, well mer do awer kënnen iwwer Méint och op héijem europäeschem Niveau d'Politik matbestëmmen.

De Conseil d'Europe, deen de Moment 46 Memberstaaten huet, deen huet jo iwwregens dëst Joer säi 75. Geburtsdag gefeiert, an ech wëll och bei dëser

Geleeënheet mol all deenen Acteure Merci soen, déi an de leschte Wochen a Méint derzou bägedroen hunn, fir déi Presidence beschtméiglech ze preparéieren. Mir si jo als Chamber iwwregens do och staark involvéiert. Mir hunn och eng Rei Organisatiounen hei. Ënner anerem sinn de Comité permanent an de Bureau vun der Assemblée parlementaire vum Conseil d'Europe hei. Ech hat jo virdu schonn déi Resolution an déi Motioun hei ënnerbreet, déi och an dee Kontext natierlech eraginn.

Wat wichteg ass – an do soll Lëtzebuerg och profitéieren vun der Presidence –, dat ass, datt de Conseil d'Europe eng méi grouss Visibilitéit no bausse kritt. Et ass u sech heiansdo ze bedauern, datt dobaussen an der grousser Mass de Conseil d'Europe net esou bekannt ass. An et dierf een net vergiessen: Een, dee gär wëllt an d'Europäesch Unioun kommen, dee muss fir d'éischt emol säin Examen am Conseil d'Europe packen! An dat ass eng ganz wichteg Missioun.

Ech wëll och hei zum Beispill drun erënneren, wat de fréieren Ausseminister Joseph Bech bei Geleeënheet beim Vott iwwert d'Gesetz vum Conseil d'Europe hei an der Chamber den 12. Juli 1949 – ech mengen, du war awer kee vun eis hei derbäi – treffend gesot huet: „Le Conseil de l'Europe porte donc en germe les possibilités d'une entente féconde et durable de l'Europe.“ Ech mengen, besser hätt een dat u sech net kënne beschreiwen.

An dann dierf een och net vergiessen: Mir hunn nach eng wichteg Presidence d'nächst Joer, dat ass déi vum Benelux. A mir hunn och gläichzäitig d'Presidence vum Benelux-Parlament. An d'Presidentin, déi nei Presidentin, d'Madamm Closener, ass jo och heibannen. An ech sinn och iwwerzeegt, datt se dat och mat grousssem Engagement wäert ugoen, well dat ass och eng wichteg Aufgab, an dat soll een och net vergiessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann och an där Deklaratioun gëschter zwee bis dräi Sujeten zu Recht natierlech ganz kloer dominéiert hunn, esou dierf een awer net vergiessen, datt et leider nach eng ganz Rei aner gréisser Problemer, Konflikter op der Welt gëtt, déi een net kënne kal loossen. Ech denken zum Beispill u Somalia, ech denken un Äthiopien oder ech denken un de Burkina Faso.

Ech wëll awer kuerz och nach hei op zwee Länner agoen, déi an der internationaler Press net ëmmer esou diskutéiert ginn, respektiv wou och net ëmmer esou bericht gëtt, wéi dat sech am Fong geholl géif gehéieren, well dat sinn zwee Länner, déi immens intern Problemer hunn.

Ech denke fir d'éischt emol un de Myanmar. Firwat un de Myanmar? Ma de Myanmar ass e Land, mat deem mir enk Kontakter haten. De Myanmar war um Punkt, fir en Zilland vun eiser Kooperatiounspolitik ze ginn. De Myanmar setzt sech aus siwe Provënzen a siwe Staaten zesummen. Insgesamt sinn et 135 Volleksgruppen. Déi ethnisch Villfalt erkläert natierlech och, datt eng ganz Rei vun interne Spannungen ëmmer an deem Land do sinn.

An zënter dem 1. Februar 2021 huet dann d'Militär do geputscht, mat deene Konsequenzen, déi mer kennen. Do herrscht en extreem grausame Biergerkrich. Aktuell maachen d'Rebelle jo gewëssen Terraine gutt, se sinn amgaang, a Richtung Mandalay ze goen. Dat ass u sech déi zweetgréisste Stad vum Myanmar. Do besteet natierlech dann de Risiko, datt d'Kampfhandlungen elo aus dem ruralen Territoire éischter an de stättesche Beräich kommen.

Am Konflikt am Myanmar sinn ausser dem Myanmar selwer natierlech och aner Kräfte present, an zwar Russland a China. Russland ënnerstëtzt ganz kloer

d'Militärjunta. China, déi hunn natierlech och gewëssen Interessen do ze verdeedegen, do kann een dat net ëmmer esou ganz kloer duerchkucken.

Et ass wichteg, datt dat Land erëm zu enger Stabilitéit zrëckfënnt. Et ass also och wichteg, datt d'Europäesch Unioun sech an Zukunft wäert méi verstärkt mat de Problemer an deem Land auserueesetzen. Et dierf een net vergiessen: 18,6 Milliounen Ziviliste sinn op d'humanitär Hëllef ugewisen, an dorënner erëm eng Kéier 6 Milliounen Kanner.

Da wëll ech awer och nach op en anere Punkt ze schwätze kommen, an zwar de Sudan. Mir haten hei viru Kuerzem, den 22. Mee (veuillez lire: de 16. Mee), scho rieds dervun: De Kolleg Laurent Mosar hat hei eng Motioun zu där Problematik virgeluecht. Do geet et jo ëm de Konflikt tëschent de Forces des armées soudanaises, den FAS, an den FSR, de Forces de soutien rapide.

De leschte 15. Abrëll gouf jo zu Paräis eng international humanitär Konferenz iwwert d'Situatioun am Sudan a sengen Nopeschlänner ofgehalen. De Rapport vun Human Rights Watch vum leschten 9. Mee weist op e Genozid hi géint d'Massalit an aner netarabesch Populatiounen. An d'FSR an hir Milizen an der Hauptstadt vum Darfur, El Geneina, mengen ech – hunn ech dat elo richteg ausgeschwat? –, hunn, wéi gesot, do leider och zu deem Genozid bäigedroen.

Iwwregens sinn zënter dem Ufank vun deenen Ausenanersezunge schonn iwwer 150.000 Leit ëmkommen. An net méi spët wéi d'lescht Woch sinn och nach eng Kéier 120 Leit an der Stad Sahira ëmbruecht ginn. Ech beruffe mech hei op eng Ausso vun der sudanesescher Dokteschgewerkschaft.

An dann dierf een net vergiessen: Déi Leit, déi leiden net nëmmeënner Bommen an dem Krich u sech, mee awer och duerch aner Acteuren, extern Facteur. Ech denken un Hongersnout, u Flucht, sexuell Gewalt an och Krankheeten. Aktuell sinn och ronn 25 Milliounen Leit am Sudan, dat ass d'Hallschent vun der gesamter Populatioun, vun enger akuter Hongersnout bedrot! A wann dat sollt effektiv de Fall sinn, da wier dat eng vun deene schlëmmste Katastrophen, déi d'Welt jee erlieft huet.

An da gëtt et natierlech och nach aner potenziell Konflikter. Ouni ze vill an den Detail ze goen, wëll ech awer ganz kuerz nach op den indopazifische Raum hiweisen. Do gëtt et de Moment zwee Bléck, kann ee bal soen, déi sech vis-à-vis stinn, engersäits Russland, China an Nordkorea, an op där anerer Säit Südkorea, Japan, d'USA, d'Philippinnen, Indonesien, Singapur an Australien. Och do ass eppes amgaang, sech zesummenzebrauen, mat der grousser Hoffnung, datt sech do net eng Kéier eppes méi entwéckelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vun der Lëtzeburger Aussepolitik schwätzen a mir sinn heibannen an der Chamber, ech mengen, da solle mer awer och e puer Wuert iwwert dat verléieren, wat mir als Chamber um internationalen Niveau maachen.

Ganz vill Kolleginnen a Kollegen heibanne si jo engagéiert an enger ganzer Rei vun internationalen Organisatiounen, wat ech och ganz gutt fannen. D'Chamber mécht och reegelméisseg eng Rei Visitten. Ech hat virdu schonn drop higewisen, datt eng Delegatioun an Armenien war. Et war och eng Delegatioun a Portugal, um Cap-Vert, a Slowenien an och zu Wien. Ech mengen, dat och duerch den Impuls – dat wëll ech wierklech hei ënnersträichen – vun eisem President, an dierfir soll och d'Chamber op deem Niveau hir Roll spillen.

Lëtzebuerg ass e Ministaat – dat brauch een net oft ze widderhuelen, dat wësse mer allegueren –, deem seng Stëmm awer dobausse muss Gehéier fannen. Dierfir begrëisse mir als Demokratesch Partei och den Engagement vun der Regierung a besonnesch och vun eisem Ausseminister, dem Här Xavier Bettel. An et muss ee ganz kloer hei ënnersträichen, datt den Här Bettel et am Laf vun engem Joer ouni Zweifel fäerdegbruecht huet, d'Stëmm vu Lëtzebuerg, déi mat Sécherheet an deene leschte Joren och ëmmer dobausse gehéiert ginn ass ... awer och op deem Niveau weiderzufueren, mat schrecklech vill Engagement.

An et dierf een net vergiessen: Nieft dem klassischen Ausseministerium sinn nach dann eng Rei aner Tächen dobäi, besonnesch d'Kooperatiounspolitik, den Aussehandel an och d'Grenzregioun, soudatt dat am Fong geholl awer zu engem zousätzlechen Engagement nach bäidréit.

An dierfir, Här Bettel, eise Merci, awer och, wéi gesot, Courage fir d'Zukunft, well et wäert nach ganz vill op Iech duerkommen!

An hien huet et och fäerdegbruecht, eng Renommee opzebauen, wat och wichteg fir eis Land ass. Well wa mir eis als Lëtzeburger Land net dobausse bemierkbar maachen, da gi ganz vill Decisiounen ouni eis geholl. An dat wier mat Sécherheet net am Sënn vun deem Land.

Ech wëll zum Schluss dann awer och nach als President vun der aussepolitescher Kommissioun dem Premier Luc Frieden an Iech, Här Ausseminister, e grouse Merci soen!

Mir hunn elo an deem Joer gemierkt, wéi engagéiert datt déi zwee Verrieder vun der Regierung sinn, fir sech ëmmer auszetauschen mat de Membere vun der aussepolitescher Kommissioun. Dat ass immens wichteg. Et ass virun allem fir eis wichteg, datt mer dee Retard, dee mer selbstverständlech bei den Informatiounen hunn, deelweis awer kompenséiert kréien. An et ass och wichteg fir eis, fir eng Meinung ze forméieren. An ech hoffen an ech sinn och iwwerzeegt, datt mer an Zukunft wäerten op deem gudden Niveau weider zesummeschaffen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

(M. Yves Cruchten règle la hauteur du pupitre.)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wann d'Buschtawe méi kleng sinn, muss se méi no kommen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, et ass elo schonn zwee Joer hier, datt mer hei am Haus eng aussepolitesch Debatt gefouert hunn. An an deser Zäit ass natierlech, wéi mer allegueren wëssen, ganz vill geschitt. Leider och eng ganz Rei Entwécklungen, déi dramatesch sinn an déi eis Suerge maachen a Suerge maache mussen.

D'Weltlag ass haut nach e Stéck méi komplizéiert wéi deemools, an dat mécht eis d'Saach absolut net méi einfach. Mir liewen an engem Klima vu radikaler Onsécherheet. Mir wëssen net, wat d'Zukunft bréngt. Gläichzäitig muss mir Decisiounen huelen, déi laangfristeg a gravéierend Konsequenzen hunn. Dat kann ee fir alleguer d'Beräicher vun der Politik behaapten, selbstverständlech, mee an der Aussepolitik ass et dach besonnesch flagrant. An esou enger

globalisierter a vernetzter Welt kann d'Politik vun engem Land e risegen Impakt hunn op aner Deeler an der Welt, oder och op eis!

Ech wëll hei keng Schwarzmolerei maachen, grad am Contraire. Mir mussen d'Saachen eebe kucken, wéi se sinn, an eis op eis Wäerter besännen, fir ze entscheeden, wéi mir liewe wëllen a wéi een Impakt mir wëllen an der Welt hunn.

Déi lescht zwanzeg Joer war de Jean Asselborn eisen Ausseminister. Do war et kloer, op wéi eng Wäerter déi Lëtzebuergesch Aussepolitik baséiert huet a wou mir als klengt Land Prioritéite setzen, wat eis wichteg ass a bei wéi engen Initiative mir virbäi wollte sinn. Déi lescht zwanzeg Joer war op Lëtzebuerg Verlooss an et gouf eng gewësse Kohärenz.

Dës Kohärenz vermessen ech awer haut e Stéckelchen. Ech géif dat gären an der Diskussioun zur Unerkennung vu Palästina festmaachen, déi mer d'lescht Woch hei an der Chamber haten. Sou vill där aussepolitescher Debatten hate mer jo och nach net. Hei seet eis Regierung: „Jo, mir wëlle Palästina unerkennen, mee net elo.“ De Minister seet eis dann: „Dat soll een net eleng maachen, mee am beschten am Verbond mat anere Staaten.“

Ok! Hei si fénnef, sechs aner europäesch Länner, déi eng gemeinsame Initiative huelen. Mee dann heescht et vun eisem Ausseminister: „Jo, mee net déi dote Länner.“ Comprendra qui voudra!

Inkohärenz gëtt et anscheinend och bannent der Regierung. Beispill: Mercosur. De 7. September ënnerschreift eise Premier e gemeinsame Bréif mat aneren EU-Memberstaaten, fir d'Verhandlungen ofzeschléissen. Ech zitieren aus deem Bréif: „It is now urgent to secure the progress reached so far and close the negotiations. We believe that all elements are in place to allow for a rapid conclusion of negotiations by the end of 2024.“ Eisen Ausseminister sot eis awer gëschter, Lëtzebuerg kéint deem Accord den Ament net zoustëmmen.

Jo, wat dann elo? Egal wéi, mir freeën eis op alle Fall schonn emol, mat der Regierung doriwwer an der Kommissioun ze diskutieren!

Diplomat, Multilateralismus, Zesummenhalt an international Solidaritéit, d'Veerdeedegung vum internationale Recht a Schutz vun de Mënscherechter, dat huet eis Aussepolitik geleet. An ech hoffen, nee, ech mengen, ech weess, dass dat och weiderhin esou bleift, well an dësen Zäiten ass Lëtzebuerg, an d'Europäesch Unioun nach méi, gefuerdert.

Onsécherheet gëtt et ëmmer. An déi kritt een och net ganz aus der Welt geschaf. Dat Mooss vun Onsécherheet, dat mir awer haut gesinn, ass exzessiv an ongesond. Dat ass awer keng Fatalitéit. Et gëtt Méiglechkeeten, dat besser henzekréien an d'Onsécherheeten nees ze reduzieren. Hei mussen déi demokratesch Kräften all zesummenhalen. An éischter Linn ass dat fir eis d'Europäesch Unioun. Déi vill Onsécherheeten, Konflikter, Kricher, militäresch Oprüstung, Klimawandel, Handelskricher, dat alles muss d'Europäesch Unioun dach wakereg rëselen!

D'Geschicht vun der Europäescher Unioun weist, dass mir wëssen, wéi Fridden, Zesummenhalt, Mënscherechter, de Schutz vun de Bierger a Biergerinne geet. Elo ass den Ament, fir d'Europäesch Unioun op der Weltbün als demokratesch Muecht weider ze stäerken. Mir dierfen eis europäesch Acquis weeder vu bannen nach vu bausse futti maache loosse. Am Contraire! Mir mussen dofir kämpfen, dass d'EU weiderhin als positivt Beispill fir Demokratie, Fräiheet a Wuelstand steet. A mir mussen eis Positioun weider ausbauen, méi handlungsfäeg ginn a méi géengt

optrieden, eise Courage zesummenhuelen a méi Fortschritt woen.

Ech sinn der Iwwerzeugung, dat kënnt och net nëmmen de Biergerinnen an de Bierger an der EU zegutt. De positiven Impakt, deen d'EU an der Welt huet, ass vill méi grouss an e kéint och nach vill méi grouss ginn. Dat ass och kee Selbstzweck. D'Demokratie als Exportmodell ass am Sënn vun alle Mënschen, vun hire Rechter a vun hirer Fräiheet. Laangfristeg féiert d'Demokratie och zu méi Stabilitéit, déi sech dann och nees positiv auswierke kann op eist Liewen an Europa an hei zu Lëtzebuerg. Mir dierfen eis Roll an eis Verantwortung hei net ënnerschätzen.

Leider ass de politeschen Trend a villen Deeler vun der Welt éischter zugonschte vun illiberalen oder souguer oppen autoritäre Kräften. Demokratesch Beweegungen hu plazeweis ganz grouss Schwierigkeiten, iwwerhaupt nach ze funktionéieren. D'Gefüll mécht sech ëmmer méi breet, dass d'Ära vun der dynamescher an effektiver internationaler Demokratieënnerstëtzung eriwwe ass. Dat dierfe mer net zouloossen!

Här President, 2024 war weltwäit e Superwaljoer. Dat Joer sinn a 64 Länner Walen. An deene Länner lieft méi wéi d'Hallschent vun der Weltbevölkerung. Zu deene Länner zielen: Taiwan, den Aserbaidjan, Wäissrussland, Russland, Südkorea, Indien, Mexiko, Groussbritannien, Venezuela, Tunesien, Georgien a Moldau – fir der nëmmen e puer ze nennen. An natierlech kommen do nach d'USA derbäi. An och net ze vergiessen: d'Wale vum Europaparlament.

Schätzungen no waren iwwer 3 Milliarde Leit wíelen, an d'Joer ass emol nach net eriwwe. Dat ass historesch! Mee bei menger Opzielung vu Länner muss een direkt soen: Wale sinn net iwwerall gläich Walen. Bei enger ganzer Rëtsch Länner hu mir misse feststellen, dass d'Walen net esou fräi oder geheim a fair ofgelaf sinn, wéi et sech an enger Demokratie eigentlech gehéiert a wéi ee sech dat gewünscht hätt. Bei verschiddene Länner war dat leider schonn ze erwaarden, bei aneren e bësse manner.

Dobäi sinn d'Walen d'Quintessenz vun eiser Demokratie. Do stellt sech d'Fro: A wéi engem Zoustand ass eis Demokratie haut? Leider ass de weltwäiten Trend wierklech net ganz gutt.

Déi lescht Jore gouf et a Länner méi demokratesch Réckschrétt wéi Fortschrétt. An nëmmen engem vu véier Länner gouf et e Progrès. A véier vun néng geet d'Qualitéit vun der Demokratie erof. Obwuel d'Organisatioun vu Wale generell verbessert gouf, geet d'Participatioun erof an ëmmer méi dacks gëtt d'Kredibilitéit vun de Resultater herno a Fro gestallt. D'Meenungsfräiheet, d'Pressefräiheet, d'Onofhängegkeet vun der Justiz an den Accès zu der Justiz hu sech, global gekuckt, verschlechtert. Do sinn och Länner an Europa an an Amerika net ausgeschloss.

D'Walen an den USA sinn dës Kéier net contestéiert ginn. Mee dat ass warscheinlech, well den Donald Trump se gewonnen huet. Déi meescht Lëtzeburger an Europäer hate sécherlech aner Preferenze fir deen nächste President vun den USA, mee hei waren net mir, hei waren d'Amerikanerinnen an d'Amerikaner gefrot. A wann ee weess, dass d'Inflatioun an den USA déi lescht Joren ëm 28 % gedréit huet, dann erklärt dat vläicht och zum Deel dat dote Resultat. An erlaabt mer, hei ze soen: Hei liewen ech mer dach eise Lëtzeburger Indexsystem.

Wa mir un déi lescht Amtszäit vum Donald Trump denken, waren net nëmmen säin Optrieden a seng Aussoen dacks problematesch. Seng Politicken hunn eng kloer Sprooch geschwat. Seng America-First-Doktrin huet ganz kloer déi amerikanesch Interessien

iwwert de Multilateralismus gestallt: en Handelskrich mat China, schaarf Kritik un den NATO-Alliierten, de Réckzuch aus Afghanistan. An net ze vergiessen ass dem Donald Trump seng Taktik vu systematescher Desinformatioun. Seng Onberechenbarkeet huet fir déi ganz Welt e ganze Koups Onsécherheete mat sech bruecht. Dem Här Trump seng Victoire muss eis Suerge maachen.

Wat heescht dat fir d'Welt? A wat heescht dat fir eis hei zu Lëtzebuerg? Een, deen de Klimawandel fir e Mythos hält, gëtt zoustänneg fir d'Energie. En Impfskeptiker gëtt Gesondheitsminister. An e Milliardär soll d'Effizienz vun der Regierung op de Leescht huelen. Et grujelt engem! Elo mussen d'Europäer kucken, déi transatlantesch Bezéiungen, esou gutt et geet, ze fleegen, ouni eis Valeuren, eis Iwwerzeugungen an eis Interessien ze ënnergrüewen. Hei muss d'EU sech vun hirer stäerkster Säit weisen an den Toun ugin, fir eng transatlantesch Partnerschaft op Basis vum internationale Recht a vun den demokratesche Valeuren, déi mir Europäer am Prinzipp jo mat den Amerikaner deelen.

Dat setzt virus, dass mir Europäer zesummenhalen a mat enger Stëmm schwätzen. Mir dierfen eis net splécke loosse a mir mussen eis gemeinsam Interessien an de Vierdergrond stellen, virun d'Interessie vun einzelner Memberstaaten.

Beim Ausbroch vum völkerrechtswiddrigen Ugrëffskrich an der Ukrain hunn d'Memberstaaten dat och wonnerbar hikritt. De Krich an der Ukrain huet eis esou no beieneebruecht wéi scho ganz laang net méi. Leider huet déi Eenegkeet net éiweg gehalen. Mee et huet awer gewisen, dass et méiglech ass.

D'Sanktiounen setze Russland ënner Drock. Dat weisen direkt e puer Indicateuren: d'Inflatioun, e Schrumpfe vun der Populatioun an en domat verbundene Mangel un Aarbechtskraaft, héich Zëssätz, déi russeschen Entrepreneuren d'Liewe schwéier maachen. An zu gudder Lescht ass déi russesch Regierung gezwongen, un hir Reserven ze goen. Krich ass nun emol deier.

Laangfristeg gëtt et also ëmmer méi schwierig, déi russesch Wirtschaft iwwer Waasser ze halen, wat natierlech direkt Konsequenzen op de Krich an der Ukrain wäert hunn. Dat mënschlecht Leed an der Ukrain geet awer leider trotzdem virun.

D'UNO-Héichkommissariat fir Mënscherechter confirméiert, dass 12.162 Zivilisten ëmbruecht goufen, dovun 550 Kanner. A 27.000 si verwonnt ginn. Och sollen 11.000 Mënsche verschwonne sinn. Bei de Statistiken vun den Zaldoten muss ee virsichteg sinn, dofir nennen ech hei keng Zuelen, well déi kann ee souwisou vu kenger Säit iwwerpräiwen.

Déi schroosten Attacke mat deene meeschten Affer gouf et am Ufank vum Krich. Mee déi lescht Méint, besonnesch am Summer, huet Russland nees d'Attacken intensivéiert. Nieft dichtbesidelte Wunnquartieren an zivilen Strukturen attackéiert Russland weiderhin nach ëmmer d'strategesch wichteg Infrastruktur. De leschte Weekend eréischt gouf et nees Ugrëff op déi ukrainesch Energieinfrastruktur.

Mir mussen och dovunner ausgoen, dass den Donald Trump eng aner Politik vis-à-vis vun der Ukrain a vis-à-vis vu Russland féiere wäert. D'Amerikaner ware bis elo mat grousssem Ofstand den Haaptdonateur fir d'Ukrain. Finanzhëlfe, humanitär Hëlfe a Militärhëlfe am Wäert vun iwwer 70 Milliarden hunn d'Amerikaner den Ukrainer ginn. D'Europäesch Unioun ass mat gutt 40 Milliarden derbäi, woubäi dat just Finanzmëttel an d'humanitär Hëlfe ass. Hei besteet Onsécherheet, wéi d'Hëlfe vum Westen un d'Ukrain d'nächst Joer wäerten ausgesinn.

Fir als international Communautéit handlungsfäeg ze sinn, brauche mir eng Reform vun der UNO, a besonnesch vum Fonctionnement vum Sécherheetsrot. Et kann dach net sinn, datt e Land, dat ganz kloer den Aggressor ass, dat flagrant d'Souveränitéit an d'territorial Integritéit vun engem anere Staat verletzt huet, dat internationaalt Recht a Krichsrecht mat Féiss trëppelt, am UNO-Sécherheetsrot sëtzt an esou ëmmer nees säi Veeto aleee kann, fir Mesüre géint sech selwer ze blockéieren!

Dovun ofgesinn, wëll ech hei och gesot hunn, datt d'Dote vun der russescher Arméi mussen, sou gutt et geet, dokumentéiert ginn, fir datt déi Verantwortlech – ënner anerem och den Här Putin – iergendwann kënnen zur Verantwortung gezu ginn.

Fest steet: Fir de Friden an der Ukrain muss een all déi concernéiert un en Dësch kréien. Soulaang wäert et net zu enger Léisung kommen.

E Samschdeg awer gouf et weltwäit grouss Manifestatiounen vu russeschen Oppositionellen am Exil. Si hunn hire rout-wäiss-bloe Fändel héichgehalen a géint de Krich a géint de Wladimir Putin demonstréiert. En dauerhafte Changement vum russesche Regimm muss vu bannen kommen, vum russesche Vollek! Dofir hu mir all Interêt, déi russesch demokratesch Kräften ze ënnerstëtzen. Dofir si mir och ganz solidaresch mat allen demokrateschen Oppositionellen, déi e grouse Risiko aginn a sech fir hir Iwwerzeegungen, fir Fräiheet a fir d'Demokratie asetzen. Si hunn eise Respekt an eis Ennerstëtzung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, fir nees op d'Geopolitick zrëckzekommen, wëll ech – well ech komme jo net derlaanscht – e puer Wierder zur Situatioun am Noen Oste soen. Do sinn déi radikal Onsécherheeten esou extreem wéi bal néierens op der Welt. En zentralen Acteur vun der Onrou an der Regioun ass den iranische Regimm, virun allem duerch säin Afloss an der sougenannter „Axis of Resistance“. Nodeems d'USA hir Presenz an der Regioun zrëckgefuert hunn, huet de Mullah-Regimm de Muechtvakuum genotzt, fir seng No-Ost-Strategie weider auszubauen, notament duerch finanziell a militäresch Ennerstëtzung vu parastaatleche Gruppe wéi der Hisbollah am Libanon, der Hamas am Gaza, schiitesche Milizen an och den Huthien am Jemen.

D'Auswierkunge gi ganz wäit – net nëmmen an der Regioun, mee och fir eis. Hei an Europa si mir nach virun den Amerikaner an de Chineese vun dësen Entwëcklung beträff. Mir kënnen eis et net leeschten, hei passiv ze bleiwen. All nei regional Eskalatioun féiert och nees zu neie Flüchtlingstréim. Sëlleg onschëlleg Mënschen, déi ënnert dem Krich an der Gewalt leiden, siche Schutz bei eis an Europa. Dat stellt eis natierlech viru politesch, humanitär a strukturell Erausforderungen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dozou kënnst och nach, datt den Noen Osten eng Schlësselregioun fir den internationalen Handel ass, besonnesch fir Energie a fir Transport. Onsécherheeten an der Regioun stéieren d'Liwverkette, féieren zu erhéichten Handelskäschten a stellen domadder e Risiko fir déi wirtschaftlech Stabilitéit vun der EU duer.

Europa muss konsequent sinn. Europa muss verstoen, datt mir eng Roll ze spillen hunn an eis Roll och eescht huele mussen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Europäesch Unioun huet eng Verantwortung, méi kloer a konsequent an

hirer Politick ze ginn, net nëmme vis-à-vis vum Iran, mee och géigeniwwer senge Partner an der Regioun! Mir kënnen net dervu schwätzen, dat internationaalt Recht ze verdeedegen, wann eis Aktiounen dat net erëmspigelten.

Israel, den Iran an all aner Acteuren an der Regioun mussen wëssen, datt Gewalt a Mënscherechtsverletzungen net wäerten akzeptéiert ginn. D'Gewaltspirale tëscht Israel an dem Iran muss en Enn hunn, net nëmme fir d'Stabilitéit an der Regioun, mee och fir ze verhënnern, datt den Iran an eng Eskalatiounslogik verfält a säin Atomprogramm militariséiert.

Europa kann an dësem Kontext als Mediateur wierken, deen eng vläicht méi equilibréiert Approche verfollegt. Dat wier eng méiglech Alternativ, fir déi aktuell Dynamik vu Gewalt an Eskalatioun opzebriechen an do erauszekommen. Europa muss Initiativen ënnerstëtzen, déi de Friden an d'Stabilitéit an der Regioun fërderen.

Egal wéi ass et essentiel, datt mir dës Beméiungen aktiv matgestalten an den Terrain net eleng de Chineesen iwwerloossen, déi eng ëmmer méi grouss Roll an der Regioun wéi och soss an der Welt spillen.

Eng Realitéit ass och, datt déi vill Konflikter zu enger weltwäiter Oprüstung féieren. Mir dierfen net vergiessen, datt et nieft deene grouse Kricher nach vill aner Konflikter gëtt, déi éischter regional sinn, wou och vläicht keng staatlech Acteuren involvéiert sinn an déi e manner groussen Impakt op d'Weltgeschehen hunn. Dat heescht awer net, datt déi Konflikter manner grausam oder manner ongerecht wäeren. Haut gëtt et 110 arméiert Konflikter op der Welt, aleng 53 dovu sinn um afrikanesche Kontinent.

Déi radikal Onsécherheet an déi verschidde Konflikter, déi mir op der Welt hunn, féieren dozou, datt d'Länner iwwerall amgaange sinn opzerüsten. Dat huet zu engem Renouveau an enger Stärkung vun der NATO gefouert. Dat heescht awer och, datt mir eis Engagementer an der NATO vill méi eescht mussen huelen.

D'lescht Woch hu mir esou en passant e Gesetz gestëmmt, fir 2,6 Milliarden Euro an d'Militärgeschier ze investéieren. D'NATO verlaangt vu Lëtzebuerg, 2 % vum RNB fir d'Verdeedegung auszeginn. Ech verstoppen Iech net, wéi schwéier ech mech domadder dinn. Wat hätte mer alles kënne maache mat deene Suen: Schoule bauen oder eise Gesondheetssecteur ausbauen. Mee déi nei Realitéiten zwéngen eis dozou a loossen eis kee Choix.

Wat mir beim Theema Sécherheet op kee Fall vernoëllessegen duerfen, ass, nach emol, deen europäesche Plang. Dobäi ass eisen Engagement an der NATO an an der EU kee Widdersproch an och net iwwerflësseg, mee eigentlech ass e jo complémentaire. Déi europäesch Verdeedegungspolitik muss d'NATO souzeseen ergänzen. Gläichzäitig muss eng gewëssen Onofhängegkeet an Operabilitéit vun der europäescher Verdeedegung garantéiert ginn. Mir si ganz kloer fir eng gemeinsam Verdeedegungspolitik an der EU a laangfristeg fir eng europäesch Arméi.

Ier mer awer op dee Punkt kommen, mussen mir nach vill Schrëtt maachen. E grousst Thema sinn zum Beispill déi gemeinsam technesch Systemer. Et ass wierklech net sënnavoll, wann all Land säin eegene System huet. Hei mussen mir eis eenegen a vill besser zesummeschafen.

Dat hätt och finanziell e risegen Impakt an d'Rechnung fir d'Militärausgabe wär dann net méi grad esou héich. Mir mussen also strateegesch investéieren, eisen europäesche Budget clever asetzen a Material gemeinsam a koordinéiert akafen. Dat betrëfft

och Zukunftstechnologien a Capacitéit fir d'Ofwiere vun hybriden Attacke wéi och d'Cyberdefense. Och hei ass d'Unioun gefuerdert.

Eis strateegesch Autonomie steet um Spill, eis Sécherheet a leschten Enns och eis Fräiheet.

Här President, an dem Superwaljoer 2024 stoungen, wéi gesot, och d'Europawalen um Ordre du jour. Schonn am Virfeld huet sech eng Victoire vu riets-extreme Kräften ofgezeche, an dat ass och zum Deel mat e puer Exceptiounen agetrueden.

Mee mir sinn awer mat engem bloen Aen dervukomm. Déi héchst Walbedeelegung zanter 1999, mat zwar nëmmen 51 %, huet d'Zeeche ginn, datt och dës Wale fir eis Biergerinnen a Bierger vu gréisserer Bedeitung sinn – awer net onbedéngt en Zeeche fir d'Stärke vun der europäescher Integratioun, wann ee sech dann d'Resultater vun deene Wale ukuckt.

Bei dëser Wal ass et virun allem drëms gaang, den Euroskeptiker d'Stier ze bidden, an dat an engem ugespaanten Æmfeld, wou Rietsextreemer net gezéckt hunn, souguer mat brutaler – verbaler wéi och zum Deel physischer – Gewalt, hir Géigner anzeschüchten an ze diskreditéieren.

Et ass dofir fir mech absolutt onverständlech, dass haut eng EVP ënnert der Kommissiounspräsidentin von der Leyen genee deene Kräften am EU-Parlament den Haff mécht a sech souzeseen ubidere geet, zemools well et an der demokratescher Mëtt eng grouss Majoritéit gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech hoffen, datt do eng CSV hirer Mammepartei net alles duerchgoe léisst.

Fir eis ass et wichteg, datt mer dee gemeinsame Projet Europa virundreiwen. Mir wëllen eng EU, déi als eegestänneg, politesch, sozial an nohalteg Institution op d'Suerge vun de Bierger ageet. D'EU muss kloer Äntwerten op d'Suerge vun de Leit liwweren, eng Visioun vun enger europäescher Zukunft hunn an d'Interessie vun hire Bierger an der Welt verrieden.

Virun den Europawalen huet sech bei der EU um legislative Plang nach esou munches gedoen. Dëst Joer, kuerz virun de Wale, ass den EU-Pakt fir Asyl a Migratioun gestëmmt ginn. Dee Pak huet laang op sech waarde gelooss. An et ass nach laang kee perfekte Pak, am Contraire. Villes kann een och dorunner kritiséieren. Mee en huet awer de Meritt, datt mer endlech zanter Joerzénge an dëser Fro eng gemeinsam Decisioun geholl hunn.

Wéi gesot, et war net einfach, an dësem sensibelen Dossier Kompromësser ze fannen. Mee wann ech mir haut d'Zesummesetzung vum Europaparlament ukucken, muss ech mir seriö d'Fro stellen, wéi eng Acquisen nach iwwerhaupt Acquisen sinn a wéi eng a Fro gestallt gi respektiv a Fro gestallt wäerte ginn.

Beim Asyl muss kloer sinn, datt dat internationaalt Recht an d'Genfer Konventiounen mussen respektéiert ginn. Do dierf et kee „jo, mee ...“ ginn. D'Migratioun ass nämlech e Sujet, bei deem eng ganz Partie Memberstaaten hir Wäerter léns leie loossen – an déi lescht Jore leider ëmmer méi. Verschidde Parteie profitéieren ëmmer erëm vun dësem Thema, fir de Leit Angscht ze maachen an – op eng, ech géif soen, subtil Aart a Weis – Friemenhaass ze verbreedden, fir da populistesch Léisungen ze presentéieren. An dat, fannen ech, ass inakzeptabel.

Jiddereen, deen op der Sich no Schutz ass an an Europa flücht, muss d'selwecht behandelt ginn a seng Rechter kënne wouerhuelen. All Fall muss eenzel gekuckt ginn, well bei all Fall handelt et sech ëm e Schicksal vun engem Mënsch.

Dobäi ginn d'Zuele vun irreguläre Grenziwwerschreitungen eigentlech erf. Vu Januar bis September vun dësem Joer sinn 42 % manner Mënschen iwwer irregulär Weeër an d'EU erakomm wéi nach zejoert.

De Krich an der Ukrain huet gewisen, wéi séier Hëllef ka mobiliséiert ginn, wann de Wëllen do ass. Hei dierfen et keng duebel Standard ginn: Mënsch ass Mënsch, egal wou en hierkënn, wat seng Hautfaarf, seng Sexualitéit oder och nach seng Relioun ass. D'Gestioun vun de Flüchtlingen aus der Ukrain huet eis gewisen, wat funktionéiert a wat net. Loosst eis déi Erfahrung notzen, fir alle Flüchtlingen an Zukunft besser hëllefen ze kënnen!

Wat mir awer net brauchen, sinn nach méi Hürden, Maueren an e pickenge Drot. Mir musse Maueren ofbauen a méi legal a sécher Weeër schafen. Mir wëlle keng Festung Europa! Domat ass kengem gehollef.

Am Kader vum neien Asyl- a Migratiounspakt soll Frontex gestärkt ginn. Ech wëll hei just rappeléieren, datt et net allze laang hier ass, datt d'Frontex e gréisser Skandal huet misse veräntweren. D'Mënschenrechtsorganisatiounen kloen haut nach ëmmer, datt d'Frontex net esou funktionéiert, wéi se soll.

Mir musse bei der Stärkung vun der Agence dofir suergen, datt d'Mënschlechkeet an d'Rettung vun de Mënscheliwwen am Mëttelpunkt stinn. Eleng dëst Joer si wéinstens 1.600 Mënschen am Mëttelmier gestuerwen, an 30.500 iwwert dat lescht Joerzéngt. Et ass héich Zäit, datt d'Frontex sech de Schutz vun Mënscheliwwen op de Fändel schreift, méi transparent gëtt a seng Rechenschaftspflicht escht hëlt.

Ech erwaarde mer vun Iech, Här Ausseminister, datt een do genee hikuckt an dëser Agence hir Verfeelungen net duerchgoe léisst.

Mir haten d'lescht Woch eréischt eng Aktualitéitsstonn zum Thema Schengen. Dofir wëll ech elo hei net vill drop agoen. Mee ech wëll awer nach emol betounen, datt mir eis dogéint stäipe mussen, wa Migranten a Flüchtlingen, Schicksaler vu vulnerabele Leit, vu Populisten ausgenutzt ginn, fir mat Ängscht Politik ze maachen. Keng Mënsch ass illegal, och wann en op engem irreguläre Wee an d'Land komm ass! Wat allerdéngs illegal ass a muss stroferechtlech verfollegt ginn, dat sinn engersäits d'Schleiser, déi Mënschenhandel bedreiwen a sech un den tragesche Schicksaler vu Leit beräicheren, an anerersäits déi Leit, déi géint d'Migranten hetzen an zur Gewalt opruffen oder souguer selwer gewalttätig ginn.

Une voix | Genee, ganz richtig.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dobäi ass Migratioun normal an iwwerhaapt näischt Neits. Dat gëtt et zënter ëmmer an éiweg. A grad mir hei zu Lëtzebuerg wëssen, wat fir eng grouss Plus-value Migrante kënnen hu fir eist Zesummeliwwen an natierlech och fir eis Wirtschaft.

De Wee, dee mir an Zukunft aschloe mussen, ass d'Schafe vun neie legale Migratiounsweeër. Europa brauch Migratioun. Den demografesche Wandel spiere mer jo och schonn haut. Ëmmer méi Länner an Europa hunn an ëmmer méi Secteuren e sougenannte Fachkräftemangel an och generell e Personalmangel, souguer vun onqualifizéierter Leit. An dat wäerte mir ouni Migratioun net gestëmmt kréien. ouni Migratioun wäerte mir laangfristeg eise Liewensstandard an eis Liewensqualitéit net hale kënnen! Dat ass eng Realitéit, och fir déi, déi se net wëllen héieren.

Nieft der Beweegungsfräiheet ass de gemeinsame Bannemaart eng vun de groussen Errungenschaften vun der Europäescher Unioun. De Letta-Rapport betount ganz kloer d'Noutwendegkeet, eise Bannemaart an déi geopolitisch an ekonomesch

Erausforderungen vun haut unzepassen. Hei musse mir an diverse Secteuren op Innovatioun, Fuerschung a Bildung setzen, fir eis Positioun um Weltmarkt auszubauen. Dat steet natierlech am direkten Zusammenhang mat der Fro vun eiser Kompetitivitéit, beispillsweis wa mer vun E-Mobilitéit an dem Import vu chineeseschen Autoen schwätzen oder och dem Fërdere vu grëngem Stol. Mir dierfen net vergiessen, mir stinn um Ufank vun enger duebeler Transitioun. An dësen Zäite kënnen mir eis et net leeschten, dësen Zuch ze verpassen.

Iwwerhaapt ass mer opgefall, datt den Ausseminister a senger Ried gëschter vill op den Aussenhandel agaangen ass. Et huet bal esou geklungen, wéi wann de Fokus op déi wirtschaftlech Bezéiungen mat Drëttstaaten en neie Moment wier. Do hunn ech mech schonn e bësse gefrot, ob dat an deene leschten zéng Joer ganz anescht war. Ech mengen net.

Wann een dann am Detail kuckt, dann huet den Ausseminister besonnesch eis wirtschaftlech Relatiounen mat Asien ervirgestrach, mat Japan a Südkorea selbstverständlech, awer och mat Länner wéi Indien oder och nach China. A bei dësen leschten duerfe mer net vergiessen, datt déi Relatiounen méi komplizéiert sinn. An den Ausseminister huet och selwer gëschter op d'Mënscherechtsituatioun zum Beispill a China higewisen, déi hie wëllt bei Geleeënheet uschwätzen. Hei kritt hien eis voll Ënnerstëtzung. Mir dierfen net all eis Wäerter afferen um Altor vum Profitt a vun der Wirtschaftlechkeet.

An ech erënneren hei och gären nach eng Kéier un eng Motioun vum Deputéierte Félix Braz vum 21. Januar 2010, wou et ebe grad ëm de Respekt vun de Mënscherechter an der Volksrepublik China an eis Bezéiungen mat China geet.

E weidere Sujet, bei deem dréngend méi international Solidaritéit an Zesummenaarbecht gefrot ass, ass d'Nohaltegekeet. Mat der Agenda 2030 hunn d'UNO-Membere sech 17 ambitiéis Ziler gesat fir d'Mënscheit, de Planéit an och de Wuelstand. Mir hunn eigentlech nach fënnf Joer Zäit, an et gesäit awer net esou aus, wéi wa mer all déi Ziler do kéinten erreechen.

2023 war dat wärmste Joer, dat jee opgezeechent ginn ass. Ëmweltkatastrophe sinn eng weider Ursach fir Onsécherheet, eng Ursach, mat där mir eis an Zukunft nach vill wäerte mussen ausenanersetzen. Déi dramatesch Biller, déi mer viru Woche vu Spuenie gesinn hunn, hunn eis nach eemol gewisen, woumat mir et an Zukunft ëmmer méi wäerten ze di kréien. An deene schlimmste Fäll sinn esou Naturkatastrophen eréischt ganz spët respektiv ze spët virauszegesinn. Hei bräichte mir e konsolidéierten Effort vun alle Staaten op der Welt an eng ambitiéis Klimapolitik, net nëmme fir de Klimawandel ze mitigéieren, mee och, fir Resilienz opzebauen, besser mateneen zesummenzeschaffen an eis Populatiounen och besser ze schützen.

Mee dat ass alles schéi gesot, awer net esou evident. Ënnert dem Donald Trump senger éischter Presidentschaft waren d'USA aus dem Paräiser Klimaaftak erausgeklommen. Dem Donald Trump seng Positiounen, seng Meenung, zum Klimawandel hu sech, mengen ech, zanterhier net vill geännert. Dobäi geet et hei net ëm eng Meenung, mee ëm Fakten. Fakten, déi eng ganz kloer Sprooch schwätzen. Et ass alles anescht wéi zefriddestellend, datt vill Länner Klima, Ëmwelt a Biodiversitéit als secondaire betruechten.

Leider mécht de Klimawandel net op enger Grenz Halt, mee e betrëfft eis alleguer. D'Welt wäert et och mat méi Dréchenten ze di kréien. Dat bedeit méi Onsécherheet fir d'Bauern, méi Energieonsécherheet fir Milliounen vu Mënschen. Dobäi hunn d'Kricher an d'Präisdeierrecht vill Leit schonn an d'Hongersnout gedriwwen.

An 71 Länner leiden 309 Milliounen Mënschen un akutem Hunger. De PAM schwätzt vun enger globaler Hongerskris. Mir wëssen, datt Ernierungsunsécherheet a Konflikter enk zesummenhängen. Laangfristeg wäerte mir hei an Europa och mat ëmmer méi Klimaflüchtlinge rechnen müssen. Dofir hu mir alleguer en Interessi, eis Käpp zesummenzestrecken a Verännerungen ze bewierken. Dat ass eng Fro vu Generatiounengerechtgeket.

Op der COP29 zu Baku dës Woch geet et virun allem ëm de Finanzement vun de Mesüre géint d'Klimakris. Solidaritéit a Gerechtegkeet mussen hei am Vierdergrond stoen. Ob a wéi e Resultat Enn der Woch ënnert dem Stréch erauskënn, bleift ofzewarten.

Nieft der Klimagerechtgeket sinn nach weider Mënscherechter a Gefor. Zanter e puer Joer geet den Human Rights Index erf. Zanter zéng Joer ass den Trend éischter negativ wéi positiv. Am Iran setzt den autoritäre Regime weider op d'Ënnerdréckung vun der Populatioun a vun der politescher Oppositioun. Dobäi leide besonnesch verschidde Minoritéiten, wéi beispillsweis d'Bahai.

E weidere schockante Fall ass den Afghanistan. D'Taliban hunn hei massiv Réckschréitter bei de Fraerechter provoziert. Lëtzebuerg iwwerhëlt dëst Joer d'Presidence vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe. Ech erënneren drun, fir déi, déi nolauschteren, datt de Conseil de l'Europe net d'Europäesch Unioun ass, mee en Zesummenschloss vu 46 Memberstaaten, dorënner d'EU-Staaten, awer och de ganze Balkan bis iwwert d'Tierkei an och nach Georgien, Armenien a souguer den Aserbaidjan. Am Europarat geet et virop ëm d'Mënscherechter, ëm d'Rechtsstaatlechkeet an ëm d'Demokratie.

Ech begrëssen dofir d'Prioritéiten, déi d'Regierung hei gesat huet: Rechtsstaatlechkeet, d'Zesummeliwwen an diverse Gesellschaften a Kultur, Sport an Heritage als Vecteur fir de Schutz vun de Mënscherechter.

Ech wënsche mer, datt mer eng staark Presidence wäerten hunn. Vill Länner zielen op eis. An ech géif mer erlaben, dem Ausseminister ze soen, datt ech mer erwaarden, datt en d'Causa Kosovo virubréngt.

Dëst Joer huet d'Assemblée parlementaire mat iwwerwältgender Majoritéit e Rapport an eng Recommendation ugeholl, fir de Kosovo zum volle Memberstaat vum Conseil de l'Europe ze maachen. All d'Lëtzebuerger Deputéiert hunn dofir gestëmmt.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Lëtzebuerg war d'ailleurs och eent vun den éischten Länner, déi de Kosovo international unerkannt hunn. Komesch, do hu mer net op deen Allerleschte gewaart.

Bon, bref, ech erwaarde mer vun der Lëtzebuerger Presidence, datt se den Opdrag vun der Assemblée parlementaire ëmsetzt an de Kosovo als 47. Memberstaat opgeholl gëtt.

Ech kommen zum Schluss. Europa huet d'Chance, eng konstruktiv, positiv a progressiv Roll an der Welt ze spillen, sech fir Fridde a Gerechtegkeet, Stabilitéit a Sécherheet anzesetzen. Dat ass eis Verantwortung an et ass och eis grouss Chance. ouni Demokratie gëtt et keng Sécherheet an och keng Fräiheet. An de Wee dohinner, d'Aart a Weis, wéi mir eis musse fir eis Wäerter staark maachen, dat ass duerch Diplomatie, duerch Zesummenhalt an duerch Multilateralismus. Dozou gehéiert och, dat ze soen, wat ze soen ass, an eng kloer Sprooch ze schwätzen.

Lëtzebuerg kënnt do, wéi esou dacks schonn an der Vergaangenheet, eng gréisser Roll zou. Mir stinn net am Verdacht, just aus Eegeninteressi ze handeln. Eis

Geschicht erlaabt eis et och, dat ze soen, wat anerer net esou einfach kënne soen. Nach musse mer et och soen. Mir stinn an der Verantwortung, eis Stëmm ze hiewen, wann internationaalt Recht gebrach gëtt a wa Mënscherechter mat Féiss getréppelt ginn.

A menger Ried konnt ech net op alles agoen. Palästina a Grenzkontrollen hu mer déi lescht Woch behandelt. An de Kolleege Franz Fayot huet och eng Interpellatioun zur Groussregioun ugefrot, duerfir sinn ech net weider dorobber agaangen. Ech hu vill méi vun den Onsécherheete geschwat. Déi aktuell geopolitisch Onsécherheete, vun deenen ech der e puer ernimmt hunn, si gezechent duerch eng Villzuel un dynameschen Erausforderungen a verschäerfte Spannungen.

Global Muechtverschibunge wéi den Opstig vu China an de Retour vu Russland als zentralen Acteur hunn déi bipolar Weltuerdnung vun der Nokrichszäit op d'Kopp geheit. Zur selwechter Zäit destabiliséiere regional Konflikter wéi am Noen Osten oder an der Ukrain souwéi global Menacë wéi de Klimawandel oder d'Cyberkriminalitéit déi international Stabilitéit.

D'Verschmëlze vu wirtschaftleche Bezéiungen a politesch Interesse mécht et méi schwéier, duerch dës Onsécherheeten ze navigéieren. Handelskriecher, Sanktiounen an déi ëmmer méi grouss technologesch Konkurrenz ënnersträchen d'Noutwendegkeet, nei Kooperatiounsmechanismen opzebauen. Donieft kommen Erausforderunge vu populistesche Bewegungen an de Réckgang vun Demokratien, wat d'Fäegkeet zur kollektiver Problemléisung aschränkt.

Fir dës Onsécherheeten unzegoen, ass e Gläichgewicht tëscht nationalem Interessi a globaler Verantwortung néideg. Verstärkt Diplomatie, nohaltig Entwécklung an den Ausbau an d'Stärke vun internationalen Institutioone kéinten op laang Siicht derzou bäidroen, d'Konflikter ze entschäerfen an d'Stabilitéit ze garantéieren. Nëmmen duerch e gemeinsamen Engagement kënnen déi vill Krisen a Risike vun haut iwwerwonnen ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleege, och Här Minister, mir hu gëschter Är Ried hei nogelauschert. Déi war laachen. An ech wëll Iech awer och e Kompliment maachen: Si wer an engem gewëssene Sënn och langweilig. A merci dofir, well dat ass eng gutt Saach.

Lëtzebuerg brauch eng Aussepolitick, déi net duerch Nervosität gepräägt ass an déi net duerch Opreegung gepräägt ass. An Dir hutt dat gëschter hei roueg an diskreet gemaach. An ech hoffen, dass Der och d'Aussepolitick esou maacht, an da si mer, mengen ech, op engem gudde Wee.

Grad an esou turbulenten Zäiten, wéi grad vu menge Virriedner betount ginn ass, ass et wichteg, Rou ze behalen. Ech wëll awer do direkt am Ufank eng kleng Nuance maachen. Wa mer haut dervu schwätzen, dass mer turbulent Zäiten hunn, ass dat sécherlech richteg. Mee mir erënneren eis awer och allegueren zréck zum Beispill un d'60er-Joren, Kuba-Kris, Vietnam-Krich, Dekoloniséierung, Algerie-Krich, Prager Frühling an esou weider an esou fort. Also, ech wëll hei emol soen a behaapten, dass mer och scho ganz oft an de leschte Joerzénge ganz turbulent Zäiten hatten. Da gëllt et och, d'Rou ze behalen.

Ech fänken u mat enger allgemenger Vue op d'Aussepolitick vun eis, an duerno ginn ech nach kuerz méi op den Detail a vun deem, wat gëschter gesot ginn ass an och op d'Aktualitéit.

D'Zil vun der Baussepolitick ass et, an engem méiglechst friddlechen, stabillen an oppenen internationalen Ëmfeld déi Lëtzebuerg politesch, ekonomesch, konsularesch a kulturell Interessen dynamesch, kompetent a mat Erfolleg ze definéieren, ze verdeedegen an ze promovéieren. Dobäi mussen déi staatsrechtlech Souveränitéit a multifaktoriell Onofhängegkeet vun eisem Land ëmmer zentral Consideratioune sinn.

(Interruption)

Mir setzen eis fir eng realistesch a gläwderdeg bilateral a multilateral Aussepolitick an, déi den Dimensionen, der Awunnerzuel an de Méiglechkeete vum Land ugepasst ass.

Fir déi Politick kënnen ze maachen, brauch et e gudde Réseau vun diplomateschen a konsulareschen Vertiedungen, déi do sinn, wou wierklech gréisser Lëtzebuerg Interessen um Spill stinn. D'Ziel an d'Lokalisatioun vun den Ambassaden a Konsulater muss also de reelle Bedierfnisse ugepasst sinn. Dobäi ass nieft der multilateral Diplomatie och déi bilateral Presenz fir eis besonnesch bei wichtige Staate vu grousser Bedeitung.

Mir begrëssen dann och ausdrécklech, dass mer amgaange sinn, méi Ambassaden op der Welt opzemaachen. Nieft der Vertiedung vu politesch Interessen duerch eng héichwäerteg Diplomatie huet den Ausseminister, an enker Zesummenaarbecht mam groussherzoglechen Haff, mat anere betraffene Ministère, Promotiounsagencen a mat de Berufsskummeren, d'Aussepolitick am Dëngscht vun der Wirtschaftsförderung ze koordinéieren. Mir ënnerstëtzen dat, esou wéi mer och d'Presenz vu Lëtzebuerg mat engem eegene Pavillon op Weltausstellungen, wéi dann d'nächst Joer a Japan, ënnerstëtzen.

Handelsmissiounen sollen den diplomateschen a konsulareschen Réseau komplettéieren. Eis Wirtschaftsdiplomatie adresséiert sech un all d'Länner op der Welt, an eis aktiv Matarbecht an der Welthandelsorganisatioun soll den oppene Charakter vun eiser Ekonomik ënnersträchen. D'ADR wëllt d'Ziel vun Handels- an Duebelbesteuerungsacorde mat anere Länner dann och weider erhéien.

Allgemeng Consideratioune vläicht zu Asyl an Immigratioun, wat elo net méi onbedéngt zum Ministère gehéiert, wat awer, mengen ech, nach zum Thema passt.

Als ADR si mer fir d'Erhale vum Asylrecht a wëllen dobäi awer och all Mëssbrauch vun deem Recht ënnerbannen. Mir si kloer derfir, Leit a Länner an Nout, déi humanitär Hëllef brauchen, ze ënnerstëtzen an den UNHCR generéis ze finanzéieren. Dës ass net nëmmen eng mënschlech Verflichtung, mee och e Beitrag derfir, datt d'Leit sech net op eng geféierlech Rees maachen an der Hoffnung, sech an Europa eng nei Existenz kënnen opzebauen.

Mir wëllen de Leit do hëllefen, wou se sinn an dann, wa se Hëllef an Ënnerstëtzung brauchen. Fir dat wäertvollt Rechtsinstrument vum Asylrecht och a schwéieren Zäite kënnen ze erhalen, ass et awer wichteg, géint all Mëssbrauch vum Asylrecht virzegoen. Dat ass och wichteg, fir déi gesellschaftlech Akzeptanz vum Asylrecht ze erhalen.

An et ass esou: Wien aus engem sécheren Drëttstaat op Lëtzebuerg kënnt, kann eigentlech hei keen Asyl kréien. Ukrainesch Staatsbürger, déi weinst dem Krich an der Ukrain hiert Land verloossen, behalen

natierlech hire spezielle Schutzstatut; si grenzen un d'Europäesch Unioun.

Mir setzen eis awer a fir eng Erweiterung vun der Lëscht vun de sécheren Drëttstaaten, eng staark Verkürzung a Vereinfachung vun den Asylprozeduren, eng Reform vun der Assistance judiciaire a fir eng Eliminatioun vu Mëssbrauchsméiglechkeeten an der Asylprozedur.

Mir schwätzen eis aus fir eng korrekt a mënschewierdeg Behandlung vu Leit, déi an der Europäescher Unioun Asyl froen. Déi humanitär Eethik an Traditioun vun Europa mussen och an der Behandlung vun deene Leit däitlech ginn. Dat ass kloer.

Mir halen d'Aarbecht vun de Benevollen, fir deene Leit, déi Schutz brauchen, ze hëllefen, fir éierewäert a sinn hinnen dankbar fir dee wichtige Engagement, dee si bréngen. A mir bekennen eis natierlech zu den internationalen Asylrechtskonventiounen. Lëtzebuerg kann a soll Leit Schutz bidden, déi wierklech Schutz brauchen, an dat och esou laang si e brauchen.

Asyl ass awer net dat selwecht ewéi Immigratioun. An de Prinzip ass: Leit, déi kee Schutz méi brauchen, mussen zréck an hir Heemecht, soubal d'Konditiounen an deem Land dat zouloossen! Dat ass och dat internationaalt Recht.

Wien aus engem sécheren Drëttstaat kënnt, wie sech enger Identifizierung widdersezt, wie Schleiser deckt a wien eis Gesetz net respektéiert, verléiert all Méiglechkeet, bei eis am Land Schutz ze fannen oder heizbleiwen. All déi Méiglechkeete gëtt eis dat internationaalt Recht. Mir géifen dat och esou duerchzéien.

Déi administrativ Gerichter, doriwwer hate mer d'lescht Woch rieds, déi sollen däitlech entlaascht ginn. Do war et de Kolleege Dan Hardy, deen hei virgeschloen hat, fir en extrat Geriicht ze schafe fir Asylsaachen, eppes, wat och vun deene Leit um Geriicht selwer gefrot gëtt.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Als ADR wëlle mer dem Schleisertum an all anere Forme vu Mënschenhandel en Enn setzen. Prinzipiell sollen Demanden op Immigratioun oder Asyl scho baussent dem Territoire vun der EU gemaach ginn.

Wa Leit am Mëttelmier oder op anere Plazen an Nout sinn, mussen si natierlech gerett an dann an den nächste sécheren Hafe baussent der EU bruecht ginn. Do kënnen dann eventuell Demanden op Asyl oder op Immigratioun gemaach ginn. Dës Fuerderung kënnt jo awer och net nëmme vun eis, déi gëtt méttlerweil vun deene meeschte Länner an Europa ënnerstëtzt. Et wäert och warscheinlech esou kommen. An do gesäit een och, dass mer am Fong mat där Iddi an Europa an der politescher Mëtt stinn.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | D'ADR ass géint all Verdeelungsschlüssel vu Migrant an der Europäescher Unioun. All Staat muss an där Hisiicht seng komplett Souveränitéit behalen.

Wa Länner do sinn, déi gäre vill Migrant hätten, well se doranner Virdeeler gesinn, da kënne se dat maachen. Wann aner Länner éischter Virdeeler do dra gesinn, weéneg Migratioun ze hunn, da solle si dat och kënne maachen. Dat ass e fräie Choix.

Mir si fir eng legal Immigratioun, déi dem Besoin vun eisem Land entsprécht. Déi Leit, déi a Fro kommen, déi sollen dann och iwwer e Punktesystem erausgesehen ginn, esou wéi déi meeschte Länner dat maachen. Awer mir toleréiere keng illegal Immigratioun.

A Leit, déi illegal am Land sinn, missten d'Land verloossen. An do gëtt et jo och déi néideg Gesetzter, déi dat virgesinn.

Mir stinn zu de Prinzippe vum den Accorde vum Dublin, dat heescht, datt e Migrant, deen den internationale Schutz ufreet, dëst an deem éischte séchere Land maache muss, dat hie betrëtt. Alles dat huet och ze di mat de Grenzkontrollen. Dat ass op jidde Fall eent vum den Argumenter, wat den Här Scholz vum der SPD no vir bruecht huet.

An ech wëll elo mol direkt soen, dass mir als ADR och derfir sinn, dass Frontex ënnerstëtzt gëtt fir de Schutz vum den europäesche Baussegrenzen. Mir sti fir eng effikass Sécherung vum allen europäesche Baussegrenzen duerch baulech an aner Moossnamen, déi eeben néideg sinn.

Esou änlech gesäit eis Regierung dat jo och, esou wéi déi meescht, wann net souguer bal all déi aner Länner an der Europäescher Unioun. Ech mengen, praktesch kee Land wëllt méi eng Situatioun, wéi mer se déi lescht zéng Joer haten, no 2015. An do kann een och ganz berouegt soen, dass mir do als ADR haut an der politescher Mëtt an Europa stinn.

Am Schenge-Raum sollen d'Grenzen op sinn, besonnesch natierlech fir déi éierlech Leit. Punktuell Grenzkontrolle sollten awer och do méiglech sinn. An elektronesch Kontrollméiglechkeeten, wéi ganz vill Länner an der Europäescher Unioun se maachen, sollten och hei méiglech sinn, voire agefouert ginn. Dëst hëlleft bei der Bekämpfung vum der grenziwwerschreidender Kriminalitéit. An där hu mir zu Lëtzebuerg och ganz vill, wat duerch de Fakt ënnermauert gëtt, dass 50 % vum de Leit, déi am Prisong sinn, ni zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, also e Phenomeen si vum där transnationaler Kriminalitéit.

Ech erënneren och drun, dass Lëtzebuerg selwer Grenzkontrolle gemaach huet während der Covid-Zäit – et si Leit, déi vergiessen dat – op der Grenz zu Däitschland. Dat ware lëtzebuergesch Polizisten, déi dat deemools gemaach hunn. Et ass also net esou, wéi wann dat hei nach ni ee gemaach hätt. Et ware jo net mir, déi dat decidéiert hunn.

Wéi de Kolleg Tom Weidig et d'lescht Woch scho sot, gehéieren zum Schengen-Accord zwee Grondprinzipien: zoue Grenzen no baussen, oppe Grenzen no bannen. Et ass ganz einfach. De Schengen-Accord ass awer ausser Kraaft gesat ginn 2015, wéi d'Baussegrenzen de facto opgemaach goufen. Dass elo vill Länner d'Bannegrenze kontrolléiere wëllen, ass deemno just eng Konsequenz dovun. Deemools ass och gewarnt gi vum der Entscheidung vum den opene Baussegrenzen. Dat ass alles gesot ginn. Mee leider ass dat ignoréiert ginn.

D'oppe Grenze vum 2015 sinn also Schold un den aktuelle Grenzkontrollen. An déi, déi dat ze verantworten hunn, déi deemools un der Muecht waren – ob dat d'Madamm Merkel war oder och hei am Land den Här Asselborn –, déi brauche sech eigentlech deemno och net opzereegen.

Mir begrëssen dann och déi pragmatesch Haltung, déi mer elo hunn, och vum Här Bettel, dee gesot huet: „Baussegrenzen ofsécheren a kontrolléieren!“ An ech mengen, nëmmen esou kënne mir de Geescht vu Schengen erhalen.

Zur internationaler an europäescher Politick.

Duerch de Krich an der Ukrain an d'Sanktiounspolitik huet sech d'Welt sécherheetspolitesch an ekonomesch bannent kuerzer Zäit verännert. Mir erliewen eng nei Blockbildung an eventuell d'Gefor vum engem méi laangen, neie Kale Krich.

All dëst stellt Lëtzebuerg als e klengt a vulnerabelt Land mat enger ganz oppener Economie virun enorm Erausforderungen. A wéi et senger Traditionen entsprécht, probéiert Lëtzebuerg, zu méiglechst ville Staaten enk a frëndschafleche Relatiounen ze fleggen. D'Relatiounen mat den Nopeschregiounen an eisen Nopeschlänner sinn dobäi besonnesch wichteg.

Mir bleiwen och dem Multilateralismus an der Multipolaritéit verbonnen a wëllen eis op d'Stärkt vum internationale Recht beruffen. Dowéinst ass d'UNO vum zentraler Bedeitung. Déi Europäesch Unioun soll en Europa vum den Natiounen sinn, ouni all federal Uspréich.

Am Beräich vum der Sécherheetspolitik striewe mir eng nei gesamteuropäesch Friddensuerdnung am Kader vum der OSZE un, fir d'Gefor vum engem neie Kale Krich ze reduzéieren. Déi militäresch Sécherheet berout weiderhi prioritär op der NATO. Wichteg Wäerter sollen am Europarat an an aneren internationalen Organisatiounen diskutéiert a promouvéiert ginn.

Här President, Lëtzebuerg ass e Siège, eng Haaptstad vu villen europäeschen an internationalen Institutionen. A ganz wichteg ass et do, dass och hiert Personal optimal Aarbechtsbedingungen hunn. Mir ënnerstëtzen do natierlech och d'Regierung an där Hisiicht. Mir setzen eis besonnesch och a fir besser finanziell Konditiounen fir d'EU-Mataarbechter zu Lëtzebuerg an dofir, dass de Siège Lëtzebuerg weider konsolidéiert an ausgebaut gëtt.

Wat d'Europäesch Unioun ugeet, ass et kloer, dass mir eis bekennen zur europäescher Koordinatioun an, souwäit néideg a sënnvoll, d'Integratioun begrëssen. Si ass e positive Bäitrag fir eise Kontinent. Europa huet mat wéinegen Ausnamen, wéi zum Beispill dem Jugoslawien-Krich, eng laang Period vu Fridden am Respekt vum de Mënscherechter stellen. De Krich an der Ukrain a seng Konsequenz kennen nei Erausforderungen un d'EU an un hir Memberlänner.

D'ADR ass prinzipiell der Meenung, datt bei Adhesiounen vum neie Memberen déi Kopenhagener Krittären net dierfen opgeweecht ginn. D'Relatioun tëscht der Ukrain an der EU muss am Liicht vum eventuellen, warscheinleche Friddensverhandlungen definéiert ginn. Dat wäert dann och warscheinlech geschéien – ob mer wëllen oder net. E Bäitritt vum net europäesche Staate bei d'EU ass fir eis iwweregens keng Optioun.

Mir wieren eis och géint e federaalt Europa. Lëtzebuerg dierf net zu engem vum deene klengste „Bundesländer“ – wann een dat sou nenne kann – vum engem Federalstaat ginn, mat enger, nom Verhältnis vum der Populatioun, minimaler Representatioun an den Institutionen. Mir bestinn dorop, datt Lëtzebuerg weiderhi vun op d'mannst sechs Deputéierten am Europaparlament representéiert gëtt, an natierlech och permanent vum engem Kommissär.

Mir refuséieren all Opweechung vum Prinzipp vum der Eestëmmegkeet am EU-Rot an am EU-Ministerrot.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Mir sinn natierlech och fir den Euro als gemeinsam Währung vum de Länner, déi dese fräiwëlleg gewielt hunn an déi d'Krittäre vu Maastricht, déi als Basis fir des Währung festgeluecht goufen, och respektéieren. Dobäi müssen déi demokratesch Prozesser an d'Kompetenz vum den nationale Parlamenten och an enger Währungsunioun erhalte bleiwen.

Mir hëtz gären, datt fir eng eventuell Erweiterung vum der Eurozone strikt op ekonomesch Krittäre gekuckt gëtt. Et sollen och Méiglechkeete geschafe ginn, fir, wann e Staat dat wëllt, eventuell temporär aus der Währungsunioun auszetrieden.

Eng verstärkten Zesummenaarbecht a verschidde-nen Domänen vum der Sécherheet an der Verdeedung soll an der EU méiglech sinn. Mir ënnerstëtze besonnesch déi europäesch Zesummenaarbecht vu Police a Justiz beim Kampf géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit.

Subsidiaritéit heescht fir d'ADR, datt all Land, also och Lëtzebuerg, säin eegene Gesellschaftsmodell wielen a behalen dierf; ob dat am Familljerecht ass, bei der Immigratioun a sou weider. A wichtige Froe sollen d'Entscheidung majoritär an de Länner duerchgesat ginn, an net vum enger Majoritéit vu Länner an EU-Conseilen. Dofir fuerdere mer och, dass d'Unanimitéit eeben erhalte bleift an dass d'Decisiounen sou wäit wéi méiglech eeben am Konsens getraff ginn.

Subsidiaritéit heescht och, datt der Chamber an dem Land manner Gesetzter vum uewen erof diktéiert ginn. D'ADR setzt sech dofir an, datt déi europäesch Legislatioun an och Traitéen, déi vum der Europäescher Unioun mat anere Länner a supranationalen Institutionen ausgehandelt ginn, ëmmer vum den nationale Parlamenten musse ratifizéiert ginn.

D'Rechter vum den nationale Parlamenten musse bannent den europäeschen Entscheidungsprozesser gestärkt ginn. Bei der Ëmsetzung vum europäesche Richtlinnen musse mer de Prinzipp „toute la directive, mais rien que la directive“ anhalen. A mir müssen net ëmmer deen Éischte sinn, dee virbäi ass, fir alles direkt ëmzesetzen.

Lëtzebuerg an der Welt.

Mir striewen eng Baussepolitik un, fir d'Plaz an de Bäitrag zum Fridde vum Groussherzogtum Lëtzebuerg an der Welt ze sécheren an ze verstärken. Nieft der Mataarbecht an den europäeschen Institutionen sti mir zur voller Membership vu Lëtzebuerg, wéi gesot, an der UNO, OSZE, Europarat, NATO.

Haaptzil vum der Aussepolitik ass et – wéi fir déi meescht Länner och –, fir d'Verriedung vum den nationalen Interessien anzetrieden. Doriwwer eraus muss d'Lëtzeburger Aussepolitik follgend Ziler ënnerstëtzen: Ofsécherung vum Fridden, vum der Sécherheet an der Stabilitéit; Stärkung vum de Mënscherechter; Anhale vum Völkerecht; Promotioun vum der multilateraler Diplomatie; Ofsécherung vum fräien Handel; Solidaritéit mat deenen aarme Länner an hiren Awunner; Kampf géint Terrorismus an organiséiert Kriminalitéit; Verbuet an Netverbreedung vu verschidde-nen Kategorie vu Waffen; an d>Weiderentwécklung vum humanitäre Völkerecht.

Prinzipiell si mir natierlech och fir d'Anhale vum de besteende Grenzen, souwuel an Europa wéi an der ganzer Welt. D'ADR akzeptéiert selbstverständlech och de Prinzipp vum der Selwerbestëmmung vum de Völker.

Mir sinn och beonrouegt iwwert d'Instabilitéit a ville Géigenden op der Welt a setzen eis dofir an, datt des Konflikter duerch Verhandlungen an am beschten ouni Gewalt geléist ginn. Lëtzebuerg soll sech aktiv um Neesopbau vum der Ukrain bedeelegen an dobäi natierlech och d'Interessien an d'Kompetenz vum der Lëtzeburger Economie valoriséieren – wa méiglech.

Am Kontext vum Noen Oste vertriebe mer d'Zwee-Staate-Léisung. Dozou kommen ech nach eng kéier e bëssi méi spéit.

D'Ressourcen an der Welt, eis Rohstoff, sinn net onendlech. Fir d'ADR sinn d'Problematik ëm eng iwwerméisseg Exploitatioun vum natierleche Ressourcen an den Ëmweltschutz weltwäit Ziler. A mir müssen zesummeschaffen, fir si ze léisen.

Mir setzen eis awer och dofir an, datt an Accorden, déi weltwäit oder europawäit ausgehandelt ginn,

inklusiv am Ëmwelt- an am Klimaberäich, Lëtzebuerg keng Verflüchtungen ageet, déi d'Land géigeniwwer anere Länner – aus eiser direkter Noperschaft oder déi mat eis a Konkurrenz stinn – benodelegt.

Mir stinn zu den internationalen Handelsaccorden, déi mer déi a Kraaft hunn. A bei den Accorden, déi a Verhandlung sinn oder spéider sollte verhandelt ginn, besteet d'ADR op Reegele vu Fairness fir all Parteien, woubäi d'Interessien och natierlech vun deene méi schwache Länner hirer Economie an hiren Awunner musse bewaart bleiwen. Bei all Accord, dee vun der Europäescher Unioun verhandelt gëtt, sollen déi eenzel Memberstaaten och agebunnene ginn. An ech mengen, dat ass jo relativ aktuell, well de Minister sech jo och gëschter géint e virgesinnene Accord, wéi en do läit, ausgeschwat huet.

Här President, ech kommen elo méi zur Aktualitéit respektiv och op dat, wat den Här Minister gëschter gesot huet, wou ech gutt nogelauschtert hunn. Dir hutt vill vu Wäerter geschwat. Wäerter, déi mir an der Aussepolitik verrieden. An Dir hutt och gesot: „ouni ze schoulmeeschteren an ze priedegen“. Ech fannen dat och eng ganz gutt Iddi. Als Lëtzebuerg soll een net ëmmer ganz haart jäizen, mee et kann een och emol probéieren, vläicht op engem Wee, wou ee manner opfällt, Saachen a Beweegung ze bréngen.

Mir stinn och zu deene Wäerter: Demokratie, Mënscherechter, Rechtsstaat. Europa ass d'Heemecht vum Humanismus an iwwerall an der Welt si mir dofir ugesinn. Dat ass d'Produkt vun eiser laanger Geschicht, vun eise Wuerzelen, déi mer hunn. An haut spigelt dat sech eeben doranner zeréck.

Mee wéi vill sinn déi Wäerter an enger Welt, déi sech esou schnell verännert huet, nach wäert? Well déi Wäerter – sou gesäit et aus, an ech mengen, all meng Virriedner hunn dat scho gesot –, déi sinn amgaangen, op der Welt ofzehuelen. Demokratesch Wäerter ginn haut ëmmer manner attraktiv. Firwat ginn demokratesch Wäerter op der ganzer Welt a ville Länner manner attraktiv? Läit dat vläicht un enger Ännerung am materielle Räichtum? Ass et vläicht esou, dass Mënschen, wa se de Choix hunn, léiwer räich, oder op d'mannst wohlhabend, an enger Diktatur lieue wéi aarm an enger Demokratie?

(Interruption)

Dat ass déi Fro, déi mer eis musse stellen. Well bis elo war et jo ëmmer esou: D'Demokratien op der Welt waren déi räich Länner. Du war et einfach. Mee elo, sou lues a lues, ass dat e bëssen amgaangen ze änneren.

An ee Beispill wëll ech Iech hei ginn: Dat ass dat vun Dubai. Immens vill Ausländer gi gären op Dubai wunnen, ginn och tatsächlech dohinner wunnen, obwuel Dubai definitiv keng Demokratie ass. Et ass eng Diktatur, wou d'Mënscherechter net respektéiert ginn, de Rechtsstaat net funktionéiert, vill Leit keng Rechter hunn, agespaart ginn, wou Folter existéiert. An awer reesen esou vill Leit gär op Dubai a vill Leit wunnen zu Dubai. Dat soll eis ze denke ginn.

Am Demokratieindex vun der brittescher Zäitschrëft „Economist“ si manner wéi d'Hallschent vun de Länner ganz oder hallef Demokratien. An déi aner Hallschent sinn éischter Diktaturen. Deen Demokratieindex kënnt alljoers eraus. An do ginn – och dëst Joer ass en dann erauskomm – 167 Länner matenee verglach, an et gouf eebe gemooss, awéiwäit se eng Demokratie oder eng Diktatur sinn. An ech wollt duerno och e puer Länner ernimmen, déi gëschter hei vum Här Minister ernimmt gi sinn. Do gëtt gekuckt, wéi de Walprozess funktionéiert, wéi de Pluralismus ass, d'Funktiounsweis vun der Regierung, ob

d'Leit sech kënne politesch bedeelegen, d'politesch Kultur an d'Biergerrechter.

An do kënnt dann zum Beispill derbäi eraus – fir déi Länner ze ernimmen, déi mer hei schonn ernimmt hunn –: D'Ukrain ass op der Plaz 91. Dat ass esou eppes zwëschent Demokratie an Diktatur. Ruanda war ernimmt ginn; dat ass natierlech eng Diktatur. Nach méi schlëmm, op der Plaz Nummer 130: Aserbaidjan. 136: de Vietnam, deen ass ernimmt ginn. 144: Russland. Dat ass da schonn eng autoritär Diktatur. A sou zimmlech ganz, ganz hannen ass nach e Land, wat hei ernimmt ginn ass, nämlech de Laos, wou mir dann och Entwécklungshëllef, Kooperatioun maachen. Dat ass eent vun deenen autoritärste Länner, eng vun deene schlëmmsten Diktaturen, déi et op der Welt gëtt.

An de Probleem ass eeben, dass ëmmer méi Länner an déi Richtung ginn an et ëmmer manner attraktiv gëtt, demokratesch ze sinn. Dat ass eppes, wat mer net kennen einfach sou passéiere loossen als, soen ech elo mol, demokratesche Westen, dee mer awer sinn.

Zur Ukrain. Ech wëll hei drun erënnere – fir dat kloer ze soen –, dass et net ka sinn, dass e Land en anert iwwerfällt. A mir verurteele ganz kloer déi russesch Invasioun vun der Ukrain. An ech wëll och hei ganz kloer soen, dass déi ukrainesch Arméi hiren Territoire immens verdeelegt, absolut heldenhaft. Dat muss een och soen. An dass d'Ukrain natierlech komplett am internationale Recht ass, dat ze maachen.

D'Amerikaner ënnerstëtzen d'Ukrain och, wéi aner westlech Länner. An dat kann een dann, bon, deelweis gutt fannen, ganz gutt fannen, deelweis kritiséieren. Ech mengen, dat ass alles méiglech.

Ech mengen awer, hei trotzdem eppes mussen ze soen, an dat ass eng Fro, déi ee sech muss stellen: Ëm wat geet et wierklech hei an där Saach, an deem Ukrain-Krich? Ëm wat geet et wierklech? Geet et wierklech ëm Wäerter? Geet et wierklech ëm d'Ukrainer? Oder geet et éischter ëm d'Andämmung vu Russland oder aner Saachen?

Well wann ech eppes geléiert hunn an der Geschicht, dann ass et, dass Kricher an der Reegel net ëm Wäerter gefouert ginn, mee ëm national Interessien. A fir e Beispill ze soen: Am Vietnamkrich ass och gesot ginn, et wier fir Wäerter, an et ass gesot ginn: „Et geet ëm d'Vietnameesen“, mee am Endeffekt wësse mer alleguerten, dass d'Zil vum Krich d'Andämmung vun de Russe war a vum Kommunismus. Dat war d'Realitéit.

Elo hu mer 1.000 Deeg Krich an et gi massiv Waffe kaf. Mir hunn elo dat erreecht, mir ginn elo op 2 % vum RNB fir eis Defense, wat enorm ass. Jiddwereen ass schockéiert, hätt dat ni geduecht. Jo, sou schnell geet et dann.

Et kann ee soen, dat ass richteg. Natierlech brauch een an dëser Welt och e gewëssene Potenzial fir ofzeschrecken. An an Europa, mengen ech, ass et och wichteg, dass mir dat hunn.

Allerdéngs muss ee sech hei, fir e bësse méi an den Detail ze goen, awer froen, ob e gemeinsame Bataillon mat der Belsch wierklech fir eis déi beschte Léisung ass. Do si mir net där Meenung. An et muss ee sech och froen, ob et opportun ass, wa mer an deem Kontext 2,6 Milliarden Euro fir gepanzert Gefierer ausginn, hautzudaags am Joer 2024, wou de Krich anescht gefouert gëtt, ob et wierklech néideg ass, dat ze maachen. Och do soe mir Nee.

Dir Dammen an Dir Hären, direkt no der russescher Invasioun hu mer gesot, dat Besch, wat kéint geschéien, wieren e Waffestëllstand a Verhandlungen. Déi gouf et och am Ufank, déi sinn awer dunn

ënnerbrach ginn, wat schued ass. Well domadder wier vill Leid verhënnert ginn.

Mir bleiwen der Meenung, dass eng diplomatesch Léisung fir dee Konflikt déi eenzeg richteg ass, fir Mënscheliewen ze schounen, den Territoire vun der Ukrain sou wäit wéi méiglech ze preservéieren an eng Eskalatioun vum Konflikt ze verhënnere. Dat hate mer vun Ufank u gesot.

D'Sanktiounen schéngen eis am Endeffekt méi ze schuede wéi hinnen. Héich Energiepräisser, Inflation, héich Zënse kommen och zum groussen Deel eeben duerch d'Sanktiounen. Alles dat ass schlecht fir eis Bierger a fir eis Industrie. A mir mierken et. Wuelgemierkt, mir wëllen net behaapten, dass d'Sanktiounen keen Effekt op Russland hunn. Sécherlech ass een do, awer mir kënne behaapten, dass se och e ganz groussen Effekt op eis hunn.

Mir musse feststellen, dass och bei Wäitem déi meescht Länner op der Welt, ongeféier dräi Véierel, d'Sanktiounen net ënnerstëtzen a sech net dru bedeelegen, dass souguer e grousst NATO-Land Russland aktiv derbäi hëllef, d'Sanktiounen ze ëmgoen, an dat och verschidden EU-Länner d'Sanktiounen net ganz applizéieren oder se ignoréieren. Vill grouss Länner ausserhalb vun der EU, wéi zum Beispill Indien, China, Ägypten, hëllef aktiv, d'Sanktiounen ze ëmgoen.

Mir Westeuropäer kafe russesche Gas a russesch Pétrolsproduiten haut och dacks iwwer deier Ëmweeër. Mir bezuelen also zu engem groussen Deel selwer d'Rechnung fir eis Sanktiounspolitik. Mir kafe russesche Gas iwwert den Aserbaidjan, mir kafe russeschen Ueleg iwwer Indien. Russesch LNG-Tanker brénge reegelméisseg Flësssegas an d'Belsch, an den Hafe vu Zeebruges. Am Verglach zum éischten Hallefjoer 2022, wéi dee Krich ausgebrach ass, kritt d'Belsch haut 50 % méi Gas aus Russland wéi deemools. Dat ass méiglech, well et do keng Sanktiounen gëtt. Mee dat ass och dee Gas, dee mir hei da gebrauchen. An do gesäit een am Fong deelweis och, wéi onlogesch dat Ganz ass.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Zeimet wëll Iech eng Fro stellen. Dir kënnt, mee Dir musst natierlech net äntwerten.

M. Fred Keup (ADR) | Spannend! Jo, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Zeimet.

Une voix | Endlech!

(Hilarité)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci. Ech wollt den honorabele Frënd froen, well ech senger Argumentatioun wierklech net ka suivéieren: Wann ech richteg verstanen hunn, hutt Der ganz am Ufank de Plädoyer fir d'Vëlkerrecht gemaach an dat dat misst respektéiert ginn. Dunn hutt Der gesot, d'Invasioun, dat wär e Broch vum Vëlkerrecht gewiescht. An da sot Der, et misst ee sech un den Dësch setzen an dat aus der Welt negociéieren an do eng Eenegung fannen.

Dat heescht am Endeffekt: Wann e Staat d'Vëlkerrecht brécht, da setze mer eis einfach zesummen, negociéieren an dann ass d'Welt erëm an der Rei. Hunn ech dat elo richteg resuméiert, Är Argumentatioun, a richteg verstanen?

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dat ass ... Här Zeimet, dat ass ... Merci fir d'Fro. Dat ass natierlech d'Realpolitik.

(Exclamations et interruptions)

Mir kënnen dee Krich ... Ma nee, mir kënnen dee Krich ... Wat wëllt Der maachen? Wat wier d'Alternativ zum Verhandelen? Wat wier d'Alternativ?

Ëmmer, ëmmer wa Krich war, ass jo d'Völkerrecht gebrach ginn. An duerno ass sech awer zesummegezat ginn, et ass verhandelt ginn. An et koom ganz oft zu enger Reconciliation.

M. Sven Clement (Piraten) | Lëtzebuerg ass net duerch Verhandlung befreit ginn!

M. Fred Keup (ADR) | Ganz oft, ganz oft war dat esou. An hei gëtt et keng aner Méiglechkeet. Well wat wier dann d'Alternativ? Ëmmer méi Waffen. A wann dat net méi duergeet? Well dat géif jo net méi duergoen.

D'Amerikaner hunn de Moien, mengen ech, decidéiert, Antipersouneminnen an d'Ukrain ze bréngen. Dat ass jo eppes, wat mer hei ëmmer verurteilt hunn an der Chamber. Elo schéngt dat awer vläicht och ok ze sinn. Ech weess et net.

Mee d'Konsequenz ass jo dann zum Schluss: Wann Der dat wierklech wëllt duerchzéien, da schéckt Der jo och Truppen dohinner. An ech mengen net, dass mir dat hei wëlle maachen a Westeuropa, dass mir eis Leit dohinnereschécken. Duerfir sinn ech der Meinung, dass et just eng Alternativ gëtt, an dat ass d'Realpolitik, ze verhandelen.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Graas. Ech wëll elo net an d'Diskussionen ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech hunn hei awer och nach e bësse vun der Ried.

M. Claude Wiseler, Président | Dir kritt all déi Zäit ... wann Der d'Fro unhuet, kritt Der selbstverständlech d'Zäit.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech huele se un. Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wëll kuerz uknäppen un dat, wat de Laurent Zeimet elo hei ugeschwat huet. Wann ech Iech richteg verstanen hunn – ech paraphraséieren Iech –, da kéint Dir Iech souguer bei deene Verhandlung virstellen, datt nëmmen iwwer en Deel vun der Ukrain géing diskutéiert ginn, datt Dir, le cas échéant, souguer dermat d'accord wäert, datt Russland kéint dat besatend Gebitt halen. Esou hunn ech Iech op alle Fall verstanen. Gesitt Dir dat och esou?

M. Fred Keup (ADR) | Also, ech mengen, mir hunn ëmmer gesot, et misst sou schnell wéi méiglech verhandelt ginn, fir sou wäit wéi méiglech den Territoire vun der Ukrain ze preservéieren.

Am Endeffekt si mir awer souwisou net déi, déi Verhandlung féieren, mee d'Ukrain un éischter Stell. An et ass eng Iddi vun der Ukrain. Ech hunn awer elo och, mengen ech, haut de Moien iergendwou gelies, dass den Här Selenskyj bereet ass, op d'mannst mol temporaire Territoiren ofzeginn. Ech mengen, dat hunn ech de Moien an der Zeitung gelies – am „Spiegel“, wann ech mech net ieren.

An Dir wäert och gesinn, dass et esou wäert kommen. An am Endeffekt si mir net déi, déi dat decidéieren, mee dat gëtt op engem aneren Niveau decidéiert; fir d'éischt d'Ukrain an dann natierlech hiren Haaptpartner, d'USA. An dat ass dat, wat wäert geschéien, ob Der dat wëllt oder net, ob ech dat wëll oder net. Dat ass esou. Dat ass d'Realitéit. Et ass net ze verhënnern.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup, Dir kritt nach dräi Minutten derbäi.

M. Fred Keup (ADR) | Ok, villmools merci, Här President. Ech maachen dann och ganz, ganz schnell.

D'Sanktiounen hat ech ugeschwat. International maachen d'Sanktiounen de G7 par rapport zum BRICS progressiv méi schwach. An nei ekonomesch a finanziell Konstellatiounen si weltwäit am Entstoen, an zwar och zum Noedel vum Westen.

An den Här Bettel huet gëschter dee Saz gesot, mir sollte China net an d'Äerm vun de Russe schécken. Do sinn ech net ganz dermat d'accord. Well ech mengen awer, dass hei net China de Spillball ass, mee d'Russe sinn de Spillball. An d'Tatsaach ass jo awer Follgendes – an dat gëtt an Amerika och souwuel vu Republikaner wéi vun Demokrate gedeelt –: Den Ukrainkrich huet eigentlech haaptsächlech China gestärkt. Russland ass ofhängeg gi vu China. An dat huet déi ganz Geopolitik geännert, zu Ongonschte vun den USA, déi jo a China hiren Haaptgéigner gesinn. Dat ass déi aktuell Situatioun. An dat ass d'Geofor.

Zum Schluss nach zu de Sanktiounen: Déi kënnen nëmme fonctionéieren, wann e ganz groussen Deel vun de Länner op der Welt matmaachen. Dat ass hei net de Fall.

Wéi geet et weider? Déi Fro ass jo elo e bësse gestallt ginn. Dat entscheede mir hei guer net. Mir kënnen hei sou vill schwätzen, wéi mer wëllen, alleguerten, mir entscheeden dat net. Dat entscheet an éischter Hisiicht – a fir den Numm eng kéier ze nennen – den Här Trump a seng Administratioun. Dat ass eeben d'Realpolitik.

Dausend Deeg Krich, Honnerttausende vun Doudeger, eng ganz schrecklech Saach. Eng diplomatesch Léisung, schonn éischter, hätt dat vläicht nach deelweis kënnen verhënnern. Elo wäert et awer iergendwann derzou kommen. Dat kann Deeg, Wochen, Méint daueren, mee et wäert verhandelt ginn. An een nom aneren – den Här Scholz huet et elo gemaach – wäerte se och erëm mam Här Putin schwätzen. An ech mengen, dass et och wierklech drëms geet, an ech mengen, dass et wierklech gutt wier fir eis alleguerten, wann et e Waffestellstand géif ginn, wann et dann iergendwann eng gewëssen Normaliséierung géif gi vun de Relatiounen a wann eventuell och e Fridde kéint ausgehandelt ginn.

Do muss een natierlech da kucken, wat ee mécht, well do muss jiddweree Waasser a säi Wäi schëdden. Mee ech mengen, dat schéngt mer evident ze sinn, dass dat esou wäert kommen, ob ech wëll, ob Dir wëllt, ob mir hei alleguerte wëllen oder net. Wichtig ass, dass de Krich ophält.

Nach kuerz – ech hunn net méi vill Zäit – e Wuert zu Israel-Palästina, wou mer d'lescht Woch scho vill driwwer geschwat hunn: Mir fuerderen natierlech absolut, dass d'Geisele vum 7. Oktober fräigelooss ginn. Mir condemnéieren awer genauso gutt déi demesuriert Reaktioun vun Israel, déi aktuell stattfënnt.

Et dierf een awer natierlech net vergiessen, dass dee Krich net ee Joer al ass, dass dee Konflikt och net 50 Joer al ass, mee dass dee Konflikt ganz wäit zeréckgeet. A wann Der mat den Israelien dohanne schwätzt, da geet dee Konflikt zeréck op bibelesch Zäiten, aus hirer Vue. Mir sinn hei net méi gewinnt, sou laang a sou wäit zeréck ze iwwerleeën. Mee si dohanne maachen dat awer nach. An duerfir hu mir eis Schwieregkeeten, de Konflikt ze verstoen.

A wa mir natierlech hei si fir eng Zweestaateléisung, dierfe mer awer ni vergiessen, dass am Endeffekt – an dat ass wéi virdrun och bei der Ukrain – si dohannen decidéieren, wat hinne soll geschéien. A wann d'Israelien d'Zweestaateléisung net wëllen a wann d'Palästinenser se net wëllen, da kënn et net sou wäit. An am Moment huet een awer d'Gefill, dass eng ganz

Partie Israelien an och eng ganz Partie Araber, Palästinenser déi Zweestaateléisung net wëllen. An dat ass natierlech schued.

Nach eppes ganz kuerz zum Schluss, dee Sujet wär dann e bësse méi frëndlech, dat wären d'Lëtzebuerg am Ausland. Mir hu mëttlerweil ongeféier 30 % vun de Lëtzebuerg, déi am Ausland wunnen. Dat ass ganz interessant, well dat war jo ni de Fall, op jidde Fall net an de leschten 100 Joer. Vlächte virdrun, wéi d'Lëtzebuerg an Amerika ausgewandert sinn. Mir hunn iwwer 28.000 Leit, mengen ech, hunn ech mer notéiert, och a Brasilien wunnen.

An ech denken, dass ee misst kucken, dovunner ze profitéieren, fir déi Relatiounen mat deene Plazen, wou déi Leit wunnen, auszubauen, an ech mengen, besonnesch och a Brasilien, wou awer trotzdem bei deene Leit och en Interessi ass fir Lëtzebuerg. Am Bundesstaat Santa Catarina, mengen ech, wier et wichteg, dass een do géif profitéieren, wann ee schonns eng Méiglechkeet huet, fir vlächte do och méi de Kontakt ze sichen, fir vlächte ze kucken, iergendwann och en Direktfluch op Lëtzebuerg ze kréien a fir am ekonomesche Beräich zesummenzeschaffen. Dat ass eng Opportunitéit, déi mir elo hunn, doduerch dass vill vun deene Leit Lëtzebuerg gi sinn.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Une voix | Ganz gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. „Säit bal 20 Joer hunn ech [d'Gefill], datt d'Lëtzebuerg Aussepolitik e „Blindflug“ ass, ouni Pilot, ouni Plang an ouni Zil, gedriwwen vun Interesse vun deem engen oder deem aneren“. „Wou gi mer hin? Wat wëlle mer? [...] A firwat maachen a soe mer dat, wat mer soen?“ Dir wësst vlächte nach, ween dat gesot huet, Här President: Dir sot dat als aussepolitesche Spriecher vun der CSV hei am Haus virun zwee Joer bei der aussepolitescher Debatt.

Sti mer als Land haut besser do an der Aussepolitik? Huet dës Regierung kloer nei Positionen op déi nei Erausforderungen uechtert d'Welt ginn? Wann ech dem Riedner vun der CSV virdru gutt nogelauschert hu bei senger exzellenter Interventioun, dann hat ech d'Impressioun, mir wieren hei an der Kontinuitéit vun deem, wat virdru war. Dat da vlächte als Äntwert op meng Fro, déi ech mer gestallt hunn, wéi ech dat hei geschrivven hunn.

Mee eng vun de Froen, déi awer säit gëschter an haut elo bei dësen Diskussionen am Raum stinn, ass ebe genau déi vun den Erausforderungen a wéi Dir als Regierung dorobber agitt. Ech wäert op der Sich no der Äntwert op dës Fro elo net, wéi vill vu menge Virriedner, eng Rees duerch all d'Kontinenter maachen. Dat bedeit awer net, datt et net géing ganz vill ze soe ginn.

Ech wäert och elo net méi am Detail op de Krich géint d'Ukrain agoen. Net well et den Ament heizou net vill ze soe géing ginn, ganz am Géigendeel, eleng déi lescht Deeg géinge ganz vill hiern. Mee meng Virriedner hunn dat scho gemaach, genee wéi och den Ausseminister gëschter. A mir sinn ons mat op d'mannst enger notabler Ausnam, wéi mer elo grad héieren hunn, och bal all eens heibannen, datt mer d'Ukrain mussen ënnerstëtze géint de russeschen Ugräifer, fir d'ukrainesch Vollek a fir Europa.

An ech soen och dem Ausseminister ausdrécklech Merci, genee wéi der Regierung, fir hire staarke Positionnement fir d'Ukrain an déi weiderhi grouss Ënnerstëtzung vun der Ukrain, déi grad elo, no de Walen an den USA, extreem wichteg ass.

De 6. November gouf ech, wéi och anerer heibanen, gefrot, fir op d'Walvictoire vum Donald Trump ze reagéieren, eng Walvictoire, déi op d'Theemen zrëckgefuert gouf, déi iwwerall op der Welt d'Politik bestëmmen: Inflation, Onsécherheet, sozial Spannungen, wirtschaftlech Transformatioun, Migratioun.

An och bei de Walresultater gëtt et e kloren Trend uechtert d'Welt, nämlech datt quasi iwwerall d'Regierungen wiesselen, wa gewielt gëtt. Dat war sou an Holland, am Vereenegte Kinnekräich, bei de franséische Parlaments- an ostdaitsche Landtagswalen oder och leschten Oktober hei zu Lëtzebuerg.

Dat Bewosstsinn ëm déi weltwäit Zesummenhäng huet sech de 6. November ausgedréckt, iwwerall an Europa, an der Sich no engem „Mir“, an de Reaktiounen, dem Ausdrock vum der Fro: „Wou sti mir? A wie si mir eigentlech?“ An et stëmmt: Dës US-Wal ass och e Realitéitscheck fir Europa.

Fënnf Erausforderunge stelle sech ons all virop, fir déi mer dréngend Léisunge brauchen: ons Verdeedegung, ons sozialen Zesummenhalt, ons wirtschaftlech Situatioun, ons Handlungsfäegkeet a Gouvernance an natierlech onse gemeinsame Kampf fir de Schutz vun eiser Natur an onsem Planéit.

Méi wéi jee ass d'Fro no der richteger Aussepolitik fir Lëtzebuerg am Joer 2024 eiser Usicht no virun allem och d'Fro, wou mir als Land eigentlech stinn a wouhi mir wëlle goen, wat eis Strategie an hir Auswierkunge sinn; ganz, Här President, wéi Dir et jo schonn am Joer 2022 gefrot hutt.

A fir déi Bestëmmung gëtt et an de leschte Méint eng Rei Unhaltspunkten, déi sech och aus der Aufgabenopdeeling tëscht dem Premier an dem Ausseminister erginn. Et ass jo de Premier, dee vill vun de groussen aussepolitischen Dossierer iwwerhëlt, sief et d'Europa- oder d'Weltpolitik.

Hien huet dann och e puer Deeg virun den US-Walen eng Ried zu Natolin a Pole virum Collège d'Europe gehalen. An et gëtt do sécherlech och e puer grondleeënd Differenzen um Fong, wat déi Ried do ubelaangt, mee insgesamt kann een awer soen, datt dat eng ganz pertinent Ried war an eng Ried, mat där hien zu e puer vun deene Kärsujeten, déi ech och virdrun ugeschwat hunn, Positioun bezunn huet, zum Beispill d'Fuerderung fir eng europäesch Arméi – wuel wësend, datt dat e ganz sensibele Sujet ass an och vill wäert kaschten –, d'Fuerderung no engem Europa vun de verschidde Vitessen – sachant datt dat keen ongeféierlecht Konzept ass –, d'Fuerderung no enger méi effikasser Gouvernance mat enger Eestëmmegkeet, wou mer hei jo och scho ganz konstruktiv driwwer gestriden hunn, zum Beispill bei der Finanzpolitik.

Kloer Positiounen also, mee awer Positiounen, déi, an dat gouf ëmmer erëm betount, am strikt perséinlechen Numm vum Luc Frieden gemaach goufen, engem Premier also, deen déi grouss aussepolitisch Sujeten iwwerhëlt – fir net ze soen: u sech rapt –, fir dann awer just am perséinlechen Numm ze schwätzen. Ass dat en Deel vun der aussepolitescher Strategie? A waart Dir, Här Minister, agebonnen an dës Strategie?

Et gouf jo schonn an der Press op verschidde Plaze festgestallt: Dir hutt, Här Ausseminister, déi lescht Méint vill op deenen Dossiere geschafft, déi de Premier net iwwerholl huet, alle virop dem Noostkonflikt. Mee Dir hutt Iech an onsen Aen ëmmer erëm net kloer genuch kënnen oder wëlle positionéieren. Ech wëll domat net stëppelen. Mee ech muss a menger Roll als Oppositionspolitikerin awer kloer an daitlech feststellen: Dir revendiquéiert jo selwer, Här Ausseminister, eng Politik vum Dialog. Mee an eisen Ae

féiert Är Regierung an de leschte Wochen e bëssen en aussepolitischen Dialogue de sours.

Dir sidd gëschter guer net agaangen op dem Premier seng perséinlech Positiounen vu virun e puer Wochen a Polen. Dobäi wiert Dir et jo, deen, wéi Är Virgänger, eigentlech méi Beefräiheet kéint revendiquéieren. Esou war nämlech an der Vergaangenheet éischter d'Aarbechtsopdeeling – an dat aus guddem Grond.

Dee Flou, deen Dialogue de sours, ass warscheinlech dann och ee vun de Grënn, firwat Dir als Regierung gëschter mat enger Ausnam just albekannte Positiounen widderholl hutt, amplaz nei a staark politesch Akzenter ze setzen als Äntwert op déi enorm Erausforderungen, déi Der selwer unerkennt.

Ee konkret Beispill, wou een d'Feele vun engem kloer Positionnement gesäit an Är Ried gëschter, war déi zentral Annonce am Noostdeel, streng geholl, dass Dir Är laang annonciéiert „Solution à la luxembourggeoise“ vun enger Ambassade – ënner anerem war dat eng Iddi: déi vun enger Ambassade an Israel – an engem Büro a Palästina nees zrëckgezunn hutt, dat mam Constat, et wier elo net de Moment; eppes, wat de Premier scho virun etleche Wochen esou an der aussepolitescher Kommissioun sot.

Mee wat ass dann Är Léisung respektiv déi vun der Regierung? Mir wëssen et net. Well souguer bei der Unerkennung vu Palästina hutt Der elo nees gëschter nei Konditiounen – an och schonn déi lescht Woch mat der Motioun vun der Majoritéit – mat an d'Spill bruecht.

Deen Hickhack an de Positionnement, deen zitt sech awer net nëmmen tëscht Premier- an Ausseminister oder CSV an DP, mee och innerhalb vun de Regierungsparteien, an dat och bei esou engem sensibelen Dossier wéi zum Beispill der Migrationpolitik.

Den Inneminister verlaangt méi streng Prozeduren op EU-Niveau an der Migratioun a seet sech positiv agestallt géintwuer dem Italien-Albanie-Modell mat Return Hubs an Albanien, sou wéi déi italieenesch postfaschistesche Regierung dat elo schonn zënter enger Zäit probéiert, an Albanien och géint hir eege Justizautoritéiten duerchzesetzen. Den CSV-Inneminister seet, hie wier oppe fir esou eng Diskussioun, iwwerdeems de Luc Frieden seet, hie géng sech dat ganz schwierig virstellen. Dobäi ass et grad wichteg, datt elo mat enger Stëmm an dësem Dossier geschwat gëtt.

Mir – mir heibannen, d'Bierger dobaussen an och déi betraffe Leit an de betraffene Regione – brauche kloer Wierder. D'Regierung awer verwandelt Lëtzebuerg éischter an eng „EU-Schwäiz“. Si huet dacks keng eege kloer Messagen oder probéiert, sech mat jiddwerengem guttzehalen.

An déi Inkohärenze gesäit een och an der internationaler Klima- an Ëmweltpolitik. D'Regierung ass zum Beispill géint Atomkraaft zu Lëtzebuerg an an der Groussregion, awer net an der EU, obwuel Dir Iech selwer als selwer genanntene „Klimapremier“ gesinn hutt an och zu Recht staark agetruede sidd géint d'Atomenergie op der EU-Bün.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Erofschrauwe vum Schutzstatus vum Wollef op EU-Niveau – ouni nei wëssenschaftlech Erkenntnisser an net aus prinzipielle Grënn, mee aus Solidaritéit mat anere Länner, ergo aus politeschen Opportunitéitsgrënn.

Den designéierten EU-Kommissär vu Lëtzebuerg kuckt och no, voire ënnerstëtzt, wéi déi EU-Legislatioun, déi e sech nach virun e puer Méint hei op de Fändel geschriwwen huet, wou et drëms geet, d'Ofholzung vun de Bëscher an hir negativ Konsequenzen

anzedämmen, ausgesat gëtt, an dat mat de Stëmme vun extreem riets am EU-Parlament, eppes, wat nach am EU-Walkampf ausgeschloss gouf an elo probéiert gëtt, mat intellektuellen Akrobatien ze rechtfertegen.

An dann, deen eenzeg wirklech neie Moment gëschter: D'Regierung ass elo aktuell géint de Fräihandelsaccord Mercosur. Dir sot, ech zitieren, Dir géngt drop waarden, datt d'Kommissioun de Memberstaaten de fäerdeg verhandelten Text géng virstelle mat zousätzlechen Engagementen. De Mercosur, deen elo laang am Tirang zu Bréissel louch, deem säi Verhandlungsmandat scho Joerzénge vum Bockel huet an net vill Garantien en terme vun Ëmweltschutz an dann Traitementer mat an der EU verbuedene Produite schéngt ze hunn, deen d'Deforestatioun a Südamerika riskéiert ze acceleréieren, deen den europäesche Bauere riskéiert ze schueden; en Accord, wou et also gutt Grënn gëtt, deem skeptesch géintwuerzestoen, wou awer de Christophe Hansen, also den designéierte Lëtzeburger Kommissär, bis elo mol ëmmer e Verfechter dovou war; en Accord, deen och an eigentlech Är Fräihandelslogik passt a wou, den Yves Cruchten huet et och scho gesot, de Luc Frieden awer nach viru Kuerzem gefuerdert huet, dass et zu engem séieren Ofschluss soll kommen.

Duerfir meng prezis Fro: Wat genee mengt Der mat deenen zousätzlechen Engagementen, déi Dir braucht, fir den Accord vun der Lëtzeburger Regierung heizou ze ginn? Ech hätt mer gewënscht, dat gëschter méi genee kënnen ze héieren.

D'Regierung huet och laang déi däitsch Grenzkontrollen einfach zur Kenntnis geholl an domat och, datt d'Mënschen, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, all Dag eng hallef Stonn méi laang brauchen; guer net dervun ze schwätzen, datt Acquisen, déi d'Fundament vun Europa och am Alldag vun de Mënschen ausmaachen, esou einfach iwwer Bord geheit ginn. Eréischt ons gemeinsam Motioun mat der LSAP vun der leschter Woch huet d'Regierung opgefuerdert, sech mat anere Partner zesummenzedinn an ze kucken, wéi eng rechtlech Schrëtt kënnen géint déi Kontrollen ënnerholl ginn, fir hei gemeinsam dogéint virzegoen.

Mir vermessen se dacks déi staark Stëmm, déi Meenung, déi een huet an zum Ausdrock bréngt. D'Stärkt vu Lëtzebuerg a vun de féierende Lëtzeburger Politiker aus de leschte Joerzénge war dacks eng vun de kloer Positionnementen en faveur vu Mënscherechter, vu méi Europa, géint d'Ausgrenzen an d'Ausgrenzer, net just vum Oplëschen vu Prinzipien, déi engem wichteg sinn – an et stellt, denken ech, keen heibannen a Fro, Här Ausseminister, datt se Iech wichteg sinn –, mee sech konkret zu Wuert ze mellen, wann et noutwenneg ass. De „Merde alors!“ vum Jean Asselborn ass geneesou an d'Annalen agaang wéi en „Hello, dictator“ vum Jean-Claude Juncker.

Wa Lëtzebuerg an de leschte Joerzénge ëmmer sou zögerlech an der Aussepolitik opgetruede wier a mat engem sou grouse Flou an de politesche Signaler, da wiere mir als Land international net do, wou mer haut sinn.

A jo, mir sinn e klengt Land a sollen, jo, müssen op den Dialog setzen. Mee genaousou gëllt: Wie staark Meenungen a Messagen huet, dee gëtt och éischter gefrot a gehéiert. Dee Standing ze verléieren, dat ass de Risiko fir onst Land, dee mir gesinn, wann d'Regierung et net pakt, méi kloer positiv Impulser ze setzen an hirer Aussepolitik.

Här President, ech sot et ugangs: Mir sinn eigentlech an enger Situatioun, wou mer musse klären, wie mir sinn a wou mer stinn. Dee „Mir“ vum 6. November, wéi den Donald Trump erëmgewielt ginn ass, dat ass

eigentlech e ganz oppene „Mir“, eng ganz oppen Zukunft. Mee et brauch een net wäit krazen ze goe bei de Statements, fir ze gesinn, datt verschidden Äntwerte scho prett leien, verschidde Schinnen am Fong scho geluecht sinn. An déi Schinnen, déi maachen eis aus grénge Siicht dann awer op e puer Punkte ferm suergen.

Dat beschéit Beispill dofir ass d'Schlagwuert vun der „Kompetitivitéit“, e Wuert, wat riskéiert, e bëssen zum Onwuert vun den nächste Joren ze ginn an Europa, genausou wéi et d'ailleurs Ufank vun den 2000er schonn eng Kéier de Fall war.

Schonn deemools hat Europa sech mat der Lissabon-Strategie d'Zil ginn, d'EU bis 2010 zum, Zitat, „kompetitivsten an dynameschste wëssensbaséierte Wirtschaftsraum“ op der Welt ze maachen – e Schlag an d'Waasser, dat gouf an de Joren duerno och offiziell festgestallt.

Duerfir lount et sech, vläicht och eng gesond Portioun Skepsis mat an déi Kompetitivitéitsdiskussioun ze huelen. Ass en ekonomesche Modell à la USA wierkelech d'Léisung fir eis gesellschaftlech Problemer? Léise mir esou déi sozial Konflikter oder d'Klimatransitioun? Oder fërdere mir esou eis Mochtregernautokraten?

Jo, d'Welt gëtt insgesamt méi rau, méi onsécher, méi kompetitiv. Logescherweis muss dat Auswierkungen op Europa hunn. Et ass awer eleng dofir nach net onproblematesch, dann dat Spill vun der Kompetitivitéit elo einfach mat vollem Enthusiasmus a geléister Handbrems matzespillen, ganz einfach well dat Spill Auswierkungen huet bis déif an eis Staaten, an eis Gesellschaften eran.

Wéi gëtt een als Land nämlech kompetitiv? Entweder et zitt een héich Douanesbarriären op, mee dat bedeit logescherweis héich Präisser, déi d'Verbraucher am Endeffekt wäerte mussen bezuelen. Oder an engem méi oppenen ekonomesche Modell muss ee seng wirtschaftlech Produktioun zu engem niddregen, engem kompetitive Präis ubidden. An iergendeem muss dat jo bezuelen, andeems säi Bäitrag zu der Produktioun net a vollem Ëmfang remuneréiert gëtt.

Domat wiere mer beim Draghi-Rapport, dee seet, Europa misst d'Profitter vun den europäeschen Entrepreneuren assureieren, virun allem vun e puer groussen, fir datt déi kompetitiv sinn uechter d'Welt. Jo, mir brauche gesond Entrepreneuren, fir datt mer gutt a sécher Aarbechtsplazen hunn. Duerfir: Jo, kommt, mir stäerken eis Innovationskraft an Europa!

Mee kommt, mir gehien op der Sich no méi Kompetitivitéit awer net blannemännerchen eis europäesch Acquisen iwwer Bord, net bei eise Sozialsystemer, net beim Verbraucherschutz an och net beim Schutz vun eiser Ëmwelt an eisem Planét! Loosst eis zesummen net vergiessen, datt nieft der Kompetitivitéit vun onsen Entrepreneuren och d'Stärkt vun der Kafkraft an déi sozial Ofsécherung enorm Virdeeler si vun Europa, déi et ze erhalen gëllt.

Elo kënn Dir soen: „Mir hunn zu Lëtzebuerg jo vergläichsweise héich Léin, mir hunn den Index, mir hunn“, oder hate bis viru Kuerzem, „e gutt funktionéierende Sozialdialog.“ Effektiv, dat ass d'Stärkt vum historesch gewuessene Lëtzebuergersche Modell. E Modell, zu deem och e staarkt Aarbechtsrecht a Kollektivvertragswiese gehéieren – iwwregens soe mer dat mat Bléck op den Aarbechtsminister, mee net nëmmen op deen.

Mee dësen aussepolitischen Debat ass awer d'Geleeënheet, fir un d'Proportioun ze erënneren. Wann Europa elo a Richtung méi Kompetitivitéit geet als Léisung fir all Problem a wa mir decidéieren,

matzelaufen op deem Wee, da wäert dat net ouni Auswierkungen bleiwen op eise Modell, op wie mir sinn.

An en anere Problem vun deem Kompetitivitéitsfeetisch, dee mir zu Lëtzebuerg och ëmmer méi hunn, wéi bal iwwerall an Europa, dat sinn déi steigend Inegalitéiten, déi Ongerechtegkeeten; dat, wat an der Vergaangenheet schonn d'Konsequenz vun dem kompetitive Wuesstemsmodell an Europa war. Dat ass eng Tendenz, déi dësen neie Kompetitivitéitsfeetisch nach wäert verstärken. Vlächet net um Pabeier, mee an der Realitéit.

An och eng méi staark Privatiséierung vum Pensioussystem wäert derfir suergen, datt grouss Dealer vun der Bevëlkerung manner Sue fir de Konsum vu Bienen a Servicer zur Verfügung hunn, well se fir d'Zukunft spueren müssen. Si hunn also erëm manner Kafkraft am Haut, ouni dovun ze schwätzen, dass och d'Ëmwelt an de Klima wäerten Affär vun dësem Danke ginn.

Dir gesitt, datt ech um Schluss vun dëser aussepolitescher Ried net dobaussen an der Welt gelant sinn, mee fermement heiheem bei ons. Um Beispill vun der Kompetitivitéit gesäit een, wéi d'Äntwerten op déi Krise vun Trump, vun Ekonomien a Geopolitick deelweis schonn op de Schinne sinn, scho wäit fortgeschritt sinn.

A sou wichteg de Fokus op eis Gemeinsamkeeten an op eisen Zesummenhalt an der onsécherer Welt ass, sou wichteg ass et och fir jiddweree vun eis, als Politiker, Politikerinnen, Bierger/innen anzestoe fir dat, wouru mer gleewen, fir eis Wäerter an eis Interessen. Grad fir Europa als Zesummeschluss vu souveränen demokratesche Staate gëllt, datt de Rechtsstaat an eng reegelaséiert Weltuerdnung d'Basis si vun onser Stäerkt. Et gëtt grad an Europa kee Widersproch tëscht eise Wäerter an eisen Interessen. Eis Wäerter sinn an eisem Interess!

Dat spiere mer grad och als klengt Land wéi Lëtzebuerg an dat huet de Premier a senger rezenter Ried a Polen och ënnerstrach. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt eis Regierung an der Aussepolitik do méi kloer Positiounen fënn, wou se nach Kohärenz vermësse léisst. Datt de Premier eis erkläert, wat d'Implikatiounen vu senger perséinlecher Positionnement op d'Lëtzebuergersche Aussepolitik sinn, zum Beispill bei der Eestëmmegkeet oder beim Europa vun de verschiddene Vitessen. Datt den Ausseminister eis och geneesou kloer erkläert, ob dat d'Positiounen vu Lëtzebuerg sinn oder wäerte ginn a wat allgemeng déi nei Äntwerte vun der Lëtzebuergersche Aussepolitik op déi akut Krisen an der Welt sinn.

An datt d'Regierung och do, wou se méi oder manner implizitt scho kloer Positiounen mat wäitreechenden Implikatiounen hält, zum Beispill bei der Kompetitivitéitsagenda, transparent seet, wat d'Konsequenzen vun hire Positiounen sinn, wien dovunner voraussiichtlech profitéiert a wien net. Well soss profitéieren herno, wéi scho méi oft, virun allem déi extreem Räich an eiser Gesellschaft an et verléieren déi meescht vun deenen aneren, eise Sozialstaat an eise Planét.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, eng Weltrees, sou kann een d'Deklaratioun zur Aussepolitik vum Minister Bettel ëmschreiwen. Jo, et kann ee scho bal an Erënnerung un de Jules Verne soen: „Op bal 80 Säite ronderëm d'Welt.“

Bleiwe mer bei der Literatur. „Dausendaneng Nuecht“ si Geschichten aus dem arabeschen, perseschen an dem indesche Raum a si Literaturklassiker. Kee Klassiker an der Weltliteratur, dofir awer all Dag an de Meeiden, ass de Krich an der Ukrain. Zu de Geschichten aus „Dausendaneng Nuecht“ gehéieren Aventuren, zum Alldag an der Ukrain gehéiere Bommen- an Dronenugrëffer, d'Verzweiflung, d'Leed an den Doud. Dausendaneen Dag Krich, e ganz trauregen Anniversaire fir d'Mënschen an der Ukrain a fir d'Mënschen an Europa.

Russland notzt mëttlerweil Zaldoten aus Nordkorea fir seng Truppen, fir sou de Krich awer nach ze gewinnen. Eng Defaite ass fir de Putin net akzeptabel a sou geet, opgrond vun him, d'Bluttvergeisse weider. Well hien huet et an der Hand, muer dem Krich en Enn ze setzen. Wa Russland ophält mat kämpfen, herrscht muer Friden. Wann d'Ukrain ophält, gëtt et duerno keng Ukrain méi.

Iwwer säin neien Alliierten Nordkorea gëtt antëscht gemunkelt, datt se mat dem Asaz vun Zaldoten an der Ukrain wëlle Kampferfarung sammelen, déi se duerno géint hiert Nopeschland Südkorea, e wichtige Partner vun der EU a Lëtzebuerg, wéilten asetzen. Och d'Relatiounen tëscht dësen zwee Länner sinn zënter Laangem e politesche Krisenherd, wou et séier an onkontrolléiert zu engem Krich kéint eskaléieren; eng Situatioun, déi ee mat ville Bedenken ze observéieren huet.

Bleift een da bei der Literatur, sou erënnere vill Aussoe vum Donald Trump un d'Märercher vun de Gebrüder Grimm.

(Interruption)

Just, datt dës net dozou genotzt ginn, fir de Mënsche wichtige Lektionen oder Messagé fir hiert Liewe mat op de Wee ze ginn. Nee, am Donald Trump sengem Fall solle Leit domadder géinteneen opgehetzt ginn a Kritiker monddout gemaach oder bloussgestallt ginn. Während ee bei verschiddenen Aussoen nëmmen ongleeweg de Kapp rësele kann, sou sinn aner Aussoen eng Gefor fir d'Demokratie. Wéi real déi Gefor ass, huet de 6. Januar 2021 zu Washington gewisen.

Während mir als Europäer laang op eise Partner USA gekuckt a wichtige Relatiounen opgebaut hunn, sou sinn dës haut méi wéi jee fragill an a Gefor duerch e President-elect, dee sech dacks just da fir Europa interesséiert, wann et och seng eegen Interessien – virun allem seng eegen – an zweetrange déi vun den USA betrëfft; mee wéi gesot, virun allem seng eegen.

Änlech fragill sinn och Relatiounen mat anere Staaten. D'lescht Woch hu mer méi laang iwwert d'Unerkennung vu Palästina debattéiert, ouni awer op e gemeinsamen Nenner ze kommen. An et ass eng ganz schwierig Situatioun. Jiddereen – an ech ginn dovun aus – vun eis heibanne wëll déi richteg Entscheedung treffen, eng Entscheedung, déi zu engem laangfristegen a positive Resultat féiert. Mee ob eng Entscheedung richteg oder falsch war, dat gesäit een an deenen heiten Dossiere meeschtens eréischt vill, vill méi spéit. An och da gëtt et keng Garantien dofir, datt net duerch d'Awierke vun engem anere Land vun haut op muer d'Tatsachen erëm kënnen geännert ginn.

De Konflikt tëscht dem Aserbaidjan an Armenien ass ee Beispill. D'Ukrain, scho genannt, e weidert Beispill. An en anert Beispill, wou et änlech kéint goen, ass Taiwan. Datt China Taiwan als Deel vu sengem eegene Land ugesäit an d'Muecht do iwwerhuele wëll, dat ass net nei. Ëmmer nees kënn et zu militäreschen Manövern direkt virun der taiwanescher Küst. Eng méiglech Annexioun vun Taiwan kann zu all Moment probéiert ginn, soudatt et och do séier zu engem

Krich kéint kommen. E Krich, deen eis Europäer erëm haart géif treffen, béid Länner sinn nämlech wichteg Handelspartner.

Wat géife mer also am Fall vun engem Krich maachen? Wat ass iwwerhaapt realistesch, wëssend, datt mer vun Importer aus béide Länner ofhängeg sinn? Eng Fro, op déi mer haut keng Äntwert hunn, obwuel se eigentlech eminent wichteg ass. Kuckt ee sech awer eis grouss Ofhängegkeet vu China un, sou wäert et wuel wéi ëmmer beim béise Fanger bleiwen, dee mer hinne bis elo ëmmer gewisen hunn, Stéchwuert: Uiguren.

Wat kann een also maachen en vue vun de ville Krisen, déi et op de Kaarten an eiseem Atlas scho gëtt, an en vue vun deenen, déi sech an Zukunft kéinte stellen? Zum enge mussen mer weider un eiser Diplomatie festhalen a probéieren ze vermëttelen. Mir mussen eis vläicht um Alexander von Humboldt inspiréieren, dee sech net nëmme mat der Natur auserneegeat huet. Hien huet de Prinzip vum der Vernetzung, der grenziwwerschreidender Fuerschung an dem Versteesdemech vun de Mënschen an engem grouse globaliséierte Kontext a Wierker wéi zum Beispill „Kosmos“ promouvéiert. Et geet awer net duer, just op d'Zesummeschaffen ze hoffen. Mir mussen eis selwer besser opstellen.

De Minister Bettel huet gëschter gesot, et dierft een net an e blanne Protektionismus verfallen. An ech ginn Iech absolut Recht, Här Bettel. Mir dierfen awer och net zum „Robinson Crusoe“ ginn, dee ganz eleng op enger einsamer Insel ëm d'Iwwerliewe kämpft.

D'Kricher an d'Krisen aus deene leschte Joren, déi deels bis haut nowierken, hunn awer bewisen, datt mir als Europa mussen wirtschaftlech no vir goen, eis manner vu Länner wéi China oder den USA ofhängeg sollte maachen an domadder eis Positioun als groussen, wichtige globale Player nees mussen zréckkréien. Dofir brauch et eng staark EU an eng staark europäesch Wirtschaft.

De Minister huet betount, wéi wichteg eis bilateral a multilateral Accorde sinn, grad och fir eis Wirtschaft. 90 % vun eisen Handelsbeziéungen hu mer mat 20 Länner, 61 % vum Handelsvolume hu mer mat der EU an 39 % mam Rescht vun der Welt. Och wann 20 Länner den éischte Moment no vill klénge, sou ass dat ëmmer nach manner, wéi d'EU Memberslänner huet. Dowéinst ass et wichteg, och weider nei bilateral a multilateral Accorden ze fannen, fir eis nach méi breet opzestellen. Den Interessi ass an der Wirtschaft definitiv do. Elo gëllt et, deen natierlech och mat deene richtegen Usprichpartner am noen a manner noene Ausland zesummenzebréngen. Wéi séier nämlech Handelsbeziéungen, virun allem wann ee just 20 grousser huet, da kënnen a Gefor sinn, hunn den Ukrain-Krich an déi doraus resultéierend Sanktiounen gewisen. Dofir sollte mer och nei Investitiounen hei an d'Land zéien.

De Xavier Bettel sot gëschter, d'Ambitioun wier et, „Lëtzebuerg als eng Handelsplattform vun der EU opzebauen an den neien Technologie vum 21. Joerhonnert wéi der Intelligence artificielle, dem eHealth, den erneierbaren Energien oder am Beräich vun den E-Batterien.“ Bon, ech hoffe mol, datt Batterien ëmmer „E“ sinn, well ech weess net, wat Der soss dra späichere wëllt. Ech hunn dat verbatim aus der Ried vun Vizepremier an Ausseminister kopéiert. Ech muss awer net nëmme wéinst den E-Batterien e bësse schmünzelen, Här Bettel.

Et ass jo net falsch, den Usproch ze hunn. Wann ee sech awer déi Domänen hei zu Lëtzebuerg ukuckt, dann hänke mer selwer nach e bëssen hannendran: e PID, de Paiement immédiat direct, zum Beispill,

vun der Krankekeess, deen zwar mëttlerweil bei méi, awer nach ëmmer net bei allen Dokteren installéiert ass; den elektronische Patientendossier, deen net vu ville benotzt gëtt – jo, et ass net grad, wéi wa mir haut e Virreider am eHealth wäeren.

An och d'erneierbar Energien, wou déi lescht Joren zwar méi, an awer nach laang net genuch geschitt ass, maachen eis net zu engem Virreider. Dat heescht, wa mer dat wëlle sinn, da mussen mer eis Hausaufgaben och heiheem maachen.

De Minister huet och d'EU-Walen – an ech kommen ëmmer méi no op Lëtzebuerg ze schwätzen – dëst Joer an och déi néng Baitrëtskandidaten ugeschwat. D'EU-Wale ginn an engem ganz positive Liicht duergestallt, mee dat ass nëmme zum Deel zoutreffend. Leider muss een awer och soen, datt d'EU mat de leschte Wale méi no riets gerutscht ass. An datt am Europaparlament mëttlerweil oppe mat enger biergerlech-riets Koalitioun geflirt gëtt, amplaz eng grouss zenträlesch Koalitioun um Liewen ze erhalen, weist, datt dat definitiv – zumindest a mengem Point de vue, awer och am Point de vue vu ganz ville Virriedner, déi ech haut héieren hunn – an déi falsch Richtung geet.

Dat spigelt dann och d'Situatioun a villen EU-Länner erëm, wou méi riets oder riets Parteien, kloer riets Parteien, ëmmer méi am Opschwung sinn. Et muss awer verhënnert ginn, datt an ëmmer méi Länner Regierung just nach no hiren eegenen Interessi agéieren, ouni dobäi iwwer hir eege Grenzen erauszekucken. E bëssen, an do kënnen mer erëm eng Lektioen aus der Literatur huelen, wéi beim Antoine de Saint-Exupéry sengem „klenge Präz“, deen op der Sich no Frënn aner Asteroiden besicht an dobäi Mënschen trifft, déi komplett an hirer eegener klenger, jo, beschränkter Welt gefaange sinn. Mir brauchen erëm eng Vue, déi méi wäit geet wéi eis eegen Nuesespëtzt.

Mir dierfen eis net Angscht maache loosse virun enger EU. Vill Mënsche kréien déi Angscht nämlech haut gemaach. Si kréien Angscht gemaach virun der Beweegungsfreiheet am Schenge-Raum, opgestëpelt vu méi rietse Parteie mam Argument vun der illegaler Migratioun. Am Debat iwwer Schengen hunn ech ewell hei gesot: Et sinn net d'Grenzkontrollen, déi d'illegal Migratioun innerhalb vun der EU wäerte bekämpfen. Och d'Immigratioun an d'Asylrecht gi vun ëmmer méi Leit kritesch gesinn. A verschidde Politiker an der EU maache sech dat zu Notzen. E bekannt Beispill – an Dir hutt et selwer gesot, Här Bettel – ass de Viktor Orbán an Ungarn.

Wann een also iwwer eng Erweiderung vun der EU schwätzt, muss een dobäi och aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren an de Leit weisen, wéi wichteg d'EU ass a wat fir Avantagë se fir d'EU-Biergerinnen a -Bierger huet.

Gläichzäiteg mussen mer natierlech och d'Krittären, fir Member an der EU kënnen ze ginn, héichhalen. Potenziell Baitrëtskandidate mussen dës fundamental Wäerter wierklech deelen.

(Interruption)

Länner, déi just vun den Avantagë wëlle profitéieren, ouni eis Idealer a Wäerter wierklech ze deelen, dierfen net einfach sou Member an der EU ginn.

An ech kommen nach en Niveau méi no u Lëtzebuerg: d'Groussregioun. D'Groussregioun ass grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg besonnesch wichteg. Vill Betriber hunn enk Relatiounen mat Nopeschlänner, sei et iwwer hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter, sei et iwwer kommerziell Relatiounen. Mir hunn iwwer 230.000 Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg

schaffe kommen. A mir sinn op dës Frontalieren ugewisen.

An ech zitieren: „Mir mussen virgräifen, anticipéieren betreffend d'Erausforderungen vun der Mobilitéit, vum Aarbechtsmarché a vun der Education.“ Jo, et ass gutt, deen Usproch ze hunn. Geschitt ass an deene leschte Joren net genuch. Am Alldag sinn et zënter Joren déi selwecht Problemer. Et goufen éischter punktuell Plooschtere gepecht, enger richteger Léisung ass een awer net wierklech e Stéck méi no komm. Dagdeeglech kilometrelaang Stauen op eisen Autobunnen a Penurie u Personal a Gesondheits- a Fleegeberuffer, nodeems mer d'Groussregioun schonn ofgegrast hunn, sinn dofir just zwee Beispiller. Laangfristeg Léisungen hu mer nach ëmmer keng.

Zudeem weisen d'Grenzkontrollen, wéi limitéiert d'Wichtegkeet vun eiser Groussregioun ka sinn, wann aner Interessie als méi wichteg ugesi ginn zu Paräis oder zu Berlin.

Erlaabt mer, fir zum Schluss ze kommen, awer nach eng Kéier e Sprong e bësse méi wäit fort ze maachen an net just an der Groussregioun opzehalen. Well ech wolt op enger positiver Nott ophalen, der positiver Nott, wou de Minister seng Approche, wat eis Representatioun duerch Consullen an Ambassaden am Ausland ugeet, presentéiert huet.

Et ass wichteg, datt mer a méiglechste ville Länner representéiert sinn, entweder duerch eegen Ambassaden oder iwwer d'Ambassade vun eisen Nopeschlänner, déi eng ganz Rei Servicer fir eis assuréieren. Well mir kënnen net an all Land present sinn. Dat heescht, mir sollten eis och do strateegesch iwwerleeën, wou mer hingginn.

Datt de Réseau awer ausgebaut gëtt, dat begrësse mer ausdrécklech. Dobäi mussen mer awer de Service um Bierger nach méi an de Vierdergrond stellen. D'Zuele weisen eis dat ganz kloer: 202 % méi Päss par rapport zu 2014 an 273 % méi Demandë fir e Visa par rapport zu virun zéng Joer. Dat sinn iwwer 2,5-mol souvill Demanden.

Leider klappt op ville Plazen de Service um Bierger nach net ëmmer. Konsularesch Servicer sinn deels ënnerbesat, penibel ënnerbruecht, hu Waardelëschte fir déi elementairst Servicer, wou d'Méint sech net méi un enger Hand ofziele loosse. Do mussen mer agéieren.

Zum Beispill – a fir elo net op déi penibel Situatioun vun de Passdemanden, déi mer heibannen och schonn e puermol diskutéiert hunn, anzegoen – déi qualifizéiert Immigratioun, déi op Lëtzebuerg soll kommen, déi op Lëtzebuerg wëll kommen, déi Leit, déi mer brauchen, vun deene jiddwereen heibanne gesot huet: „Majo, genau déi siche mer jo!“ – ma fir sou e Laangzäitvisa oder verschidden aner Demarchen, fir d'äerfe legal op Lëtzebuerg ze kommen, muss een heiansdo Dausende vu Kilomeeter, jo, voire net nëmme bis an d'Nopeschland, mee souguer e puer Länner weider reesen, fir dee Visum ze kréien, well verschidde Partnerambassaden déi Visaen net ausstellen. Entweder well et eebe keng Ambassade am Land gëtt, wou een hierkënn, oder well d'Land, dat eis matrepresentéiert, dës Visum einfach net ausstellt.

Eng Méiglechkeet, och do méi no um Bierger ze sinn, wäert sougenannte Consul-itinéranten – d'Belsch weist dat ganz gutt, sou wéi se et maachen –, déi ee bis zweemol am Joer op verschidde Plaze reesen an dës Servicer kéinten ubidden.

Fir de Schluss kommen ech dann awer zréck bei d'Bicher. Eisen Atlas huet vill Säiten a vill Kaarten. Et

gesäit een op dese Kaarten, wéi enk verbonne vill Länner matenee sinn, wéi vill gutt Relatiounen et tëscht Lëtzebuerg an anere Länner gëtt, sief et an der EU, awer och doriwwer eraus. D'Kaarte weisen eis awer och, wéi vill Krisen a Kricher et schonn uechtert d'Welt gëtt. Déi, déi awer nach risquéieren, op eis duerzekommen, d'Grenze vu Länner, déi nach wäerten änneren, ugedriwwen duerch Gier oder e Bedierfnes no Muecht, déi gesäit een nach net. An dat därfer mer net vergiessen.

Mir dierfen och all déi aner grouss Erausforderunge wéi de Klimawandel net vergiessen, well mir gesinn, wéi wandelbar eise Planéit ass. Eng globaliséiert Welt ass a senger jëtzege Form net statesch, an deemtspriechend därfer eis Aussepolitick dat och net sinn. Mir mussen eis ëmmer un déi neisten Entwécklungen upassen, dierfen awer dobäi eis selwer net vergiessen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Eng Majoritéit vun eis hei am Sall huet de Kale Krich nach erlieft. D'Leit vu menger Generatioun hunn d'80er-Joren nach als Kanner erlieft. A genausou wéi d'Kanner haut eng Klimaangst entwéckelen, hunn d'Kanner deemools – ech op jiddwer Fall, mee ech weess et och vun aneren – eng Atomangst entwéckelt. Ech ka mech souguer drun erënneren, datt ech mengen Elteren e bëssen op d'Schlappe gaange sinn, well ech si iwwerzeegt wollt, en Atombunker am Gaart ze bauen, well ech op der Tëlee gesinn hat, datt d'Schwäizer all een hätten. Esou hat ech et op jidde Fall deemools verstanen.

1989 ass d'Berliner Mauer gefall. Am Dezember 1991 ass d'Sowjetunioun implodéiert. An iwwer 30 Joer méi spët kënnt d'Gespenst vun der Atombomm zrëck.

An deem Kontext hat och dunn en Auteur an den 90er-Joren eng Theorie entwéckelt. Dat war de Samuel Huntington mat sengem „Clash of Civilizations“. Hien huet, fälschlecherweis a mengen Aen, de kulturelle Facteur an de Mëttelpunkt vun de Bezéiungen an de Konflikter tëscht den Natiounen gesat. De Problem ass awer deen, datt d'Bezéiungen tëscht den Natiounen weiderhin op Dominatiounsmechanisme berouen, op ekonomeschen Ofhängegkeeten, also op Ongläichheeten tëscht den Natiounen. An dohier kommen och d'Spannungen tëscht den Natiounen an de Regiounen.

Mee esou en Auteur wéi den Huntington wollt jo net vun den Ongläichheeten schwätzen, well dat och net a seng Ideologie gepasst huet. An dofir gouf d'Kultur geholl. An dat ass brandgefäierlech. A bis haut huet dës Iddi och nach e gewëssenen Afloss. Hautdaags gëtt bal unisono ëmmer erëm vu Wäerter geschwat. A ganz dacks gëtt och de Lapsus gemaach, westlech Wäerter wiere gläich Universalwäerter. Déi Gläichung funktionéiert net.

Éischters, et muss ee sech emol virstellen: Dir kommt vum asiateschen oder vum afrikaneschen Kontinent an Dir musst Iech unhéieren, datt déi sougenannte westlech Wäerter, also Demokratie a Mëscherechter – dat verst mer jo meeschtens dorënner –, déi dann aus den USA oder aus Europa kéimen, déi wieren, déi bei Iech missten applizéiert ginn, wéi wann Dir näischt dovunner géift wëssen, an déi ironescherweis och nach zum groussen Deel vun deem Kontinent kommen, Europa, deen Iech esou laang kolonial oder och postkolonial ausgebeut huet an alles gemaach huet, fir datt Der grad déi Wäerter net konnt ausliewen, och wann Der et wollt.

Zweetens: Déi Wäerter sinn à géométrie variable. An dat gouf och gesot vum Här Zeimet virdrun. Firwat gëtt Saudi-Arabie vum Westen hoféiert an den Iran net – et ass jo bestëmmt keng Fro vun der Theologie –, obwuel a béide Länner Homosexueller higericht ginn a Fraen ënnerdréckt ginn?

Ech brauch keng weider Beispiller ze ginn, mir kenne se jo all. Mee eng Saach ass kloer: Wann europäesch oder US-amerikanesch oder kanadesch Politiker vun hirem weltwäite Kampf fir Demokratie a Mëscherechter schwätzen, gëtt op anere Kontinenter beschtefalls geschmunzelt.

Mir dierfen eis op jidde Fall net selwer beléien, well anere Länner ausserhalb vun der westlecher Sphär eis déi Saach mat de Wäerter net méi ofkafen – wa se et iwwerhaupt eng kéier gemaach hunn. An dat erkläert och vläicht e bëssen dat „böse Erwachen“, datt den europäeschen, mee och vläicht an deem Fall dann haaptsächlech den däitsche mediateschen a politeschen Establishment erlieft huet, wéi Brasilien dem Bundeskanzler Scholz all militäreschen Hëllef am Ukrain-Krich refuséiert hat. Verrieder vu Meedien a vu Politick, Verschiddener op jidde Fall, hu sech regelrecht a Rage geschwat géint de President Lula, dee gewot huet, dem Westen net jo an Amen ze soen. Ob e Recht hat, ass eng aner Fro. An do hunn ech mech gefrot: Mee a wat fir enger Welt hunn déi Leit bis elo gelieft, fir ze mengen, datt déi ganz Welt genau esou eurozentriert wier wéi si?

Här President, den Här Ausseminister huet et gëschter och zu Recht gesot: Fir vill Leit ausserhalb vun Europa ass de Krich vu Russland géint d'Ukrain eng europäesch Affär. A si gesinn net an, firwat op eemol dee Misär, deen an Europa stattfënt a riskéiert auszearten, en héijere Status genéisst misst.

Gëschter sinn aner Konflikter opgezielt ginn – dat ass och ze begreissen –: de Biergerkrich am Sudan, dee bis elo iwwer 100.000 Mënschen d'Liewe kascht huet a wou 11 Milliounen Mënschen deplacéiert goufen – den Här Graas huet och vu Risiko vun Hongersnéit geschwat –, déi verschidde Kricher innerhalb vun der Demokratescher Republik Kongo, déi zënter den 90er-Jore Milliounen Mënschen d'Liewe kascht hunn a wou nach ëmmer am Oste vum Land Proxykricher gefouert ginn; méi no bei eisen Diere vun Europa d'Kurden, déi total fale gelooss ginn, och vun eis; de Regimm vum Erdoğan gëtt ëmmer méi ënnerdréckend. An et si jo och Gemengewalen dëst Joer gewiescht an do sinn demokratesch gewielte Buergermeeschtere, déi vun him arbitrairement ofgesat goufen, entweder well se Kurde sinn oder well se och him politesch net geneem sinn. Do ass och ee vun der kemalistescher Partei ofgesat ginn an dräi vun der Lénker kurdescher Partei.

Als Grënnungsmitglied vum Europarat misst mir awer och der Tierkei als eelstem Baitrëtskandidat vun der EU an als NATO-Member e Signal schécken, datt mer esou antidemokratesch Virgoensweisen net akzeptéiere kënnen. Dofir wollt ech och am Numm vun déi Lénk nach eng Motioun deposéieren, déi eis Regierung invitéiert, bei den tierkeschen Autoritéiten ze intervenéieren, fir hinne matzedeelen, datt mer dat net akzeptéieren, an och Kontakter mat der tierkescher Opposition ze knäppen.

Motion 1

« relative à la récente destitution d'élus locaux en Turquie »

La Chambre des Députés,

considérant

– que des élections municipales ont eu lieu en République de Turquie le 31 mars 2024 et que celles-ci ont été qualifiées par le Congrès du Conseil de l'Europe comme

« globalement bien organisées et respectant la volonté des électeurs » ;

– que ces mêmes élections municipales se sont soldées par une large victoire des partis d'opposition et plus particulièrement du Parti républicain du peuple (CHP) et du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM) au détriment du Parti de la justice et du développement (AKP) ;

– que le 30 octobre 2024, le maire du district Esenyurt de la ville d'Istanbul, membre du parti d'opposition CHP, a été arrêté, démis de ses fonctions et remplacé par un fonctionnaire ;

– que le 4 novembre 2024, les maires des grandes villes de Mardin et de Batman, ainsi que celui de la localité de Halfeti, appartenant tous au parti d'opposition DEM, ont été destitués de leurs fonctions et remplacés par des gouverneurs nommés par l'État ;

– que les destitutions susmentionnées ont été justifiées par des liens présumés des élus avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), alors que ces accusations ont été vivement rejetées par les personnes concernées et qualifiées sans fondement par les partis d'opposition ;

– que de nombreux observateurs voient dans ces destitutions un nouveau durcissement de la politique du Gouvernement à l'égard de l'opposition rappelant la répression mise en place après 2016,

exprimant

– son inquiétude par rapport aux récentes destitutions d'élus locaux en République de Turquie et des répercussions potentielles qu'elles peuvent avoir sur la démocratie en Turquie,

invite le Gouvernement

– à chercher le dialogue avec les autorités et les partis d'opposition turcs afin de requérir des explications par rapport aux événements susmentionnés ;

– à rappeler aux autorités turques l'attachement du Luxembourg aux principes démocratiques et à condamner toute tentative de répression politique.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Mee zrëck erëm a Südamerika. Dat, wat dat Schlëmmst ass, an dat ass wierklech e Problem, dat ass de Fakt, datt zum Beispill de Wladimir Putin – a Russland iwwerhaupt – a Brasilien, awer och am Rescht vu Latäinamerika, e relativ gutt Bild genéisst. Dat ass net onbedéngt de Fall fir d'USA.

Här President, virun zwee Deeg huet och de Sommet vum G20 zu Rio stattfonnt. Ech weess net, ob ee vill dorobber muss agoen. Mee op jidde Fall, de chinesesche President, den Här Xi Jinping, huet vun der Geleeënheet profitéiert, fir am Peru dräi Häfen anzeweisen, déi als Entrée vun der „Neier Seidestrooss“ a Südamerika dënge sollen. Dat beweist eng Saach: Et gëtt Handelsalternativen zur Europäescher Unioun. An d'EU wäert sech an Zukunft ganz gutt mussen iwwerleeën, ob se weiderhi wëlle huet, eng postkolonial Handelspolitick ze bedriewen, nach weiderhin an der Logik, dat kennen d'Chineese gutt, vun den Traité-inégallen aus dem 19. Joerhonnert.

Ech profitéieren dann och vun der Geleeënheet, fir kuerz op den Accord tëschent der EU an dem Mercosur anzegoen. Mat engem éischter positiven Erstaunen hu mer d'Ausso vum Här Ausseminister gëschter opgeholl. Den Accord ass an eisen Aen och eng Katastroph op villen Niveauen, ënner anerem ëmweltpolitesch. Mee et ass och en Accord, deen d'Landwirtschaft op béide Säite vum Atlantik staark impaktéiere géif. E favoriséiert Groussgrondbesëtzer notament a Brasilien a wäert och déi europäesch

Landwirtschaft immens enner Drock setzen, nach méi intensiv ze produziieren. Ech hoffen, datt dat och eescht gemengt war an datt och den EU-Agrarkommissar dat esou gesäit.

Op jidde Fall géif ech elo spontan proposéieren – mee dat kënne mer och nach schréfflech maachen –: Vläch wier et interessant, eng Jointe ze maachen tëscht der aussepolitichescher Kommissioun an der Agrarkommissioun mat den zoustännegen Ministeren a vläch och mam EU-Agrarkommissar. Ech mengen, dee kennt de Wee fir bis hei nach. An dat wier nach fir dëst Joer. Dat wier vläch eng ganz interessant Sëtzung.

Här President, virun zwou Wochen hate Schüler vun enger Troisième am Kader vun deene Rencontren, déi jo den Zentrum fir politesch Bildung organiséiert an déi mir och all reegelméisseg maachen – do hat ech och eng Rencontre mam Här Galles, mengen ech –, mech gefrot, wat ech vun de BRICS-Länner géif halen. Si hu ganz interessant Froe gestallt.

Bon, ech hu mäint gesot. Ech hu gesot, datt d'Zäiten, wou Europa an Nordamerika den Zentrum vun der Welt wieren, ob mer wëilten oder net, elo amgaange wieren ze vergoen – aleng China an Indien hätte quasi dräi Milliarden Awunner –; datt den ekonomeschen an awer och geopolitischen Opstig vun de BRICS-Länner inevitabel wier an datt déi Länner déi Plaz op dëser Welt besetze wëilten, déi hinnen och zoustoe géif, a mir am Westen dofir missten derfir suergen, datt dës Bezéiungen op dem Prinzip vun der Gerechtegkeet berouen; an datt mer hoffe sollten, datt si eis net esou behandle wäerten, wéi mir si laang behandelt hunn.

Här President, mir erënneren eis och all dorunner, wéi 2003 d'USA ënnert der Presidentschaft vum George Bush den Irak unilateral invadéiert hunn. Glécklecherweis hunn deemools e puer Länner dee Kräizzuch net ënnerstëtzt, alle virop Frankräich an Däitschland, mee och Lëtzebuerg an eis belsch Noperen. Déi Länner, wou d'Geschicht bewisen huet, datt se Recht haten, si vun der US-Regierung deemools als „Old Europe“ vernaamt ginn am Kontrast zu de Länner vun dem „New Europe“ vun der „Coalition of the Willing“, zu där deemools och Polen, d'Tschechesch Republik, d'Slowakei, déi baltesch Staaten an d'Ukrain gehéiert hunn.

Dat war e fatale Broch mam Droit international, wou e Member vum Sécherheetsrot en anert souveräant Land – mat engem katastrophale kriminelle Regimm, do si mer eis eens – ugegraff huet, mat fatale Konsequenze fir déi ganz Géigend bis haut nach. 19 Joer méi spéit gräift e Member vum Sécherheetsrot – Russland – en anert souveräant Land an – d'Ukrain –, an dat op eng kriminell Aart a Weis, souwuel moralesch wéi och am totale Broch mam Droit international.

Den Här Putin ass e Krichsverbrieche, genausou wéi den Här Bush an den Här Blair dat och sinn. Mee ech ginn trotzdem ze bedenken, datt 2003 e Präzedenzfall vun den USA an der „Coalition of the Willing“ geschäfe gouf, dee Russland opgegraff huet an deen och an der Argumentatioun dozou dëngt, d'ukrainesch Vollek ze iwwerrennen an och dat Land unzegräifen. „Deux poids, deux mesures“, den duebele Standard ass net just eng theoreetesche Iwwerleeung, zemoos net an den internationale Bezéiungen.

Här President, wéi Russland d'Ukrain militäresch virun elo 1.001 Deeg ugegraff huet, hu wéineg Leit gegleeft, datt Russland sech traue géif, dee Schrëtt ze woen. An dunn ass och nach en zweeten Denkfeeler geschitt: Vill Leit sinn dovunner ausgaang, d'Ukrain hätt keng Chance a Kiew géif séier agehall ginn,

Russland géif en erfollegräiche Blitzkrieg féieren. Dat ass glécklecherweis net geschitt. Dat ass net geschitt, well et eng reell Resistenz an der ukrainescher Bevëlkerung gouf an eng relativ gutt militäresch Féierung an och Hëllef.

D'Fro, déi mir eis ëmmer gestallt hunn, ass, ab wéini da sollt verhandelt ginn an natierlech op wat fir enger Basis, fir dass den Aggresséierten, also d'Ukrain, natierlech net de Kierzeren zitt, well den Aggressor däerf jo net fir seng Aggressioun belount ginn. D'Fro ass, ob keng Geleëenheet verpasst gëtt, fir datt d'Ukrain an enger favorabeler Positioun ka verhandelen.

D'Fro, déi sech awer och stellt, ass, bis wouhin d'Ukrainerinnen an d'Ukrainer selwer bereet sinn ze kämpfen an ze stierwen. A mir wësse jo och, datt d'Ukrainer, wéi kéint et aneschtens sinn, wéi bei all Natioun, sech net all eens sinn iwwert d'Féierung oder d'Weiderféierung an iwwert d'Verhandlungskonditiounen.

Et gëtt gesot: „D'Ukrain kämpft u vierderster Front fir eis all“, fir eis sougenannte Wäerter. Ech si mer net sécher, ob et richtig ass, den Ukrainer déi Laascht opzebürde mam deementspriedende Bluttzoll, dee si awer bis elo aleng bezuelt hunn an aleng nach mussen bezuelen. D'Ukrainerinnen an d'Ukrainer kämpfe fir d'alleréischte fir d'Onofhängegkeet an déi territorial Integritéit vun hirem Staat. A si froen Hëllef a si sollen och Hëllef kréien, wéi dat och am Droit international ofgemach ass. Wat d'Wäerter ugeet, dat hänkt natierlech och deemno wéi souguer vum Batailloun of.

Datt déi Walen, déi dëst Joer hätte sollen an der Ukrain stattfannen, net stattfont hunn, mussen mer constatéieren. Dat huet vläch och seng Ursachen. Mee de Problem ass deen, datt et elo schwéier ass, anzuschätzen, wéi déi betreffen ukrainesch Bevëlkerung zu der Féierung vun deem Krich steet. An dat misst jo u sech awer och de Kompass vun der militärescher Ënnerstëtzung sinn, well et gëtt Krichsmiddegkeet op béide Säiten. An op béide Säite gi Moosname geholl, fir géint d'Versich vu wehrflichtege Männer, dem Recrutement ze entkommen, virzegoen. An ëmmer méi ukrainesch Männer tëschen 18 a 60 Joer – well dat sinn déi, déi op der ukrainescher Ostfront an de méiglechen Doud geschéckt ginn – versichen, d'Land illegal ze verloossen, oder versiche souguer, Dokumenter ze fälschen, fir net mussen agezunn ze ginn. An ech verstinn déi Attitüd. Dat ass verständlech. An et soll een déi Leit och net als „Feiglinge“ bezeichnen, zemoos wann ee selwer net an där Situatioun ass.

D'Fro, déi sech stellt: Wien decidéiert, bis wouhin d'Ukrainer bereet sinn ze stierwen? Dat ass eng Fro, déi ni gestallt gëtt, mee déi an eisen Aen awer e bësse fundamental ass. Et besteet vläch och eng Gefor, datt de Krich sech ausweit. Verschiddener schwätze souguer vun enger Gefor vum Drëtte Weltkrich. Dat ass jo awer och net anekdotesch. Ech wäert mech elo net dozou äusseren. Et muss ee feststellen, datt Russland eng Atommuecht ass. Allerdéngs ass Frankräich och eng, a Groussbritannien och.

Ech stellen och fest, datt Russland nach ëmmer am Oste vun der Ukrain festhänkt an an Nordkorea Hëllef siche geet, wat awer och eppes iwwert d'militäresch Capacitéite vu Russland um Niveau vun der konventioneller Krichsféierung seet. Ob Russland kapabel wier, aner Fronten opzemaachen, weess ech net. Op jidde Fall hoffen ech net. Par contre ass Russland kapabel, e sougenannte „Militär-Keynesianismus“ ze ënnerhalen, wéi den ukrainesche Politolog Wolodymyr Ischtschenko et och bezechent. Dofir konnt Russland d'Sanktiounen bis elo och

iwwerliewen. Mee den Här Cruchten huet dat och virdu gesot: Dee Krich deet Russland trotzdem wéi, och deenen Äermsten, déi am meeschten dorënner mussen leiden. An dat kann och net éiweg, och net fir Russland, goen.

Wa Russland säi Krichseffort esou intensiv iwwer laang Zäit konnt weiderféieren, dann huet dat och domadder ze dinn, datt se op internationalem Plang ni konnten isoléiert ginn. Déi europäesch Strategie, de Putin iwwer wirtschaftlech Sanktiounen zu engem Ëmdenken ze zwéngen, funktionéiert zurzäit net. Den Här Ausseminister huet gëschter gesot, et géif dofir ganz ënnerschiedlech Grënn ginn a vill Länner wëlte sech net entscheede mussen tëscht Russland an der Ukrain, well se historiesch gutt Relatiounen hu mat Moskau. Dat mag sinn.

Mee ech mengen, datt een d'Iwwerleeung weider spanne soll. Ech mengen, et huet virun allem och domadder ze dinn, datt de Westen am Rescht vun der Welt all Kredibilitéit verluer huet. Well – an ech schléissen domadder of – Staatscheffen an Afrika, an Asien, a Latäinamerika froen och zu Recht: Wou waren d'Sanktiounen, wéi 2003 den Irak ugegraff gouf? Wou waren d'Sanktiounen, wéi Libye bombardéiert gouf? Wou sinn dann d'Wirtschaftssanktiounen géint Israel wéinst enger joerzëngtelaanger Okkupatioun, déi déi elementairst Reegele vum Droit international an och actuellement déi elementairst Reegele vum humanitäre Völkerrecht mat Féiss trëppelt?

An dëse Méinden huet den EU-Aussebeoptraagte Josep Borrell proposéiert, den Dialog mat der israellescher Regierung am Kader vum Associatiounsofkommes auszesetzen an Importer aus den illegale Siidlungen ze verbidden. An du si mer gewuer ginn, datt de Lëtzebuurger Ausseminister dee Vorschlag direkt ofleent. Op eemol hu mer awer erëm eng Situatioun, wou een onbedéngt misst verhandelen.

Ech soen net, datt een do net och misst verhandelen. Mee mir gesinn op eemol erëm eng Kéier den „deux poids, deux mesures“. Et ass richtig, dat huet den Här Ausseminister gëschter gemaach, duebel Standards ze condemnéieren. Mee da muss een dat och konkret ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Ausseminister, nodeem mäin exzellente Fraktiounskolleeg Laurent Zeimet a senger Interventioun e méi generelle Bléck op d'Lëtzebuurger Aussepolitik geworf huet, wëll ech mech a menger Interventioun virun allem mat der Europapolitik befaassen.

Ier ech dat awer maachen, erlaabt mer, unzefänke mat zwee kuerze Mercien. En éischte Merci ... Déi Kolleginnen a Kollegen, déi scho méi laang an deem Haus sinn, déi kënne sech drun erënneren, datt ech eigentlech jorelaang ëmmer mandatéierte Spriecher vun der CSV zur Aussepolitik an dësem Haus war. An ech hunn dat ëmmer schrecklech gär gemaach.

M. Fernand Etgen (DP) | A gutt!

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat sot Dir, Här Etgen.

(Hilarité)

Merci trotzdem.

An de leschte fënnf Joer huet dat awer du geännert an dunn huet eisen aktuelle President dat gemaach. An ech wollt him eigentlech Merci soen, well ech hu

fonnt, en huet dat während deene fënnef Joer op eng exzellent Aart a Weis gemaach. A well dat bis elo nach ni gesot ginn ass, wollt ech et awer haut eng Kéier soen. Et wäert och an Zukunft esou sinn, datt de Laurent Zeimet an ech ëmmer zesummen déi Aussepolitick kommentéieren. Dir musst Iech also elo mam „duebele Laurent“ an Zukunft hei befaassen.

(Brouhaha)

Dat gëtt also elo e bëssen eppes aneres wéi bis elo.

Mäin zweete Merci geet awer un eisen Ausseminister, de Xavier Bettel, deen, wéi ech eigentlech fonnt hunn, eng extreem gutt Interventioun gëschter gemaach huet, an där en eigentlech en immens komplette geopolitischen Iwwerbléck ginn huet. A wann déi Ried vläicht fir Verschiddener och als relativ laang eriwierkomm ass, huet dat och domat ze dinne, datt mer effektiv ganz vill Krisen op dëser Welt hunn. An ech fannen eigentlech, datt en déi exzellent resüméiert huet an haaptsächlech awer och déi Defien nach eng Kéier duergeluecht huet, mat deenen Europa, mir alleguerten, och Lëtzebuerg, eis mussen an den nächste Joren auserneeetzen.

Här President, wann een esou als leschte Riedner hei um Riederpult ass, dann huet ee vill héieren an dann ass och scho ganz vill gesot ginn. Ech wëll elo net alles dat resüméieren, wat de Mëtze gesot ginn ass. Et ass mer awer eppes opgefall, an dat wëll ech trotzdem erviisträichen, an deene laangen, awer eigentlech ganz gudden Interventiounen – ech weess net, ob Dir dat och esou empfonnt hutt –, an zwar sinn d'Kolleege vun der ADR ewech vun der Kartheiser-Doktrinn am Kontext vu Russland.

(Interruptions)

Dat ass trotzdem eng interessant Feststellung. Ech muss Iech zwar soen, ech hunn nach net verstanen, wéi déi nei Doktrinn vun der ADR elo an Zukunft wäert sinn, mee kommt, mir begreifen, datt d'Kartheiser-Doktrinn elo mol an de Schaf gesat ginn ass. Dat ass eigentlech eppes, wat ee soll als positiv empfangen.

(Interruptions)

Här President, wann een haut eng europapolitische Ried hält, kënn en natierlech net ëmhin, awer iwwert d'Wal vum Donald Trump an hir Konsequenze fir Europa ze schwätzen. An deem Kontext wëll ech trotzdem nach eng Kéier an Erënnerung rufen, mat wat fir enge Versproochen eigentlech dësen Trump déi Wale gewonnen huet: Substanziell Steuerreduktiounen; d'Energieproduktioun an den USA erëm relancéieren, fir de Präis vun der Energie erofzedrécken; d'Douanestaxe massiv an d'Luucht setzen, fir d'amerikanesch Industrie weider ze schützen; an, last but not least, och nach, wa méiglech, d'Kontroll iwwert d'Geldpolitik an den USA kréien.

Sollt den Här Trump och nëmmen en Deel vun dëse Versproochen ëmsetzen, an dovu muss ee jo leider mol ausgoen, wäert dat enorm Konsequenzen op de Rescht vun der Welt, awer och ganz besonnesch op Europa hunn. Wat engem ganz besonnesch muss Angscht maachen, ass de Retour vum Protektionismus. Dee steet virun der Dier. An Zukunft sollen Douanestaxe kommen, déi op bis zu 20 % fir auslännesch Produite wäerten erhéicht ginn, soudatt hei de ganze Welthandel massiv wäert betraff sinn, mat enorme Konsequenzen och fir d'Wuesstumperspektiven, besonnesch vun deene méi aarme Länner, mee awer doriwwer eraus och fir ganz vill Länner an och ganz besonnesch fir den europäesche Kontinent.

Just eng Zuel: Zu Lëtzebuerg maachen am Moment d'Echangen, an den Här Ausseminister weess dat, 25

Milliarden Dollar aus, fir dat och emol eng Kéier hei an Zuelen ze soen, déi natierlech haaptsächlech vum Finanzsektor, mee awer doriwwer eraus och aus der Industrie kommen. Wann een elo d'Zuelen an der ganzer Europäescher Unioun kuckt, esou stellen d'Echangen mat de Vereenegte Staaten 867,8 Milliarden Euro duer, wat also nach eng Kéier weist, wéi wäit a wéi staark mir trotzdem an Europa vun der Wirtschaft vun de Vereenegte Staaten ofhänken.

Här President, duerch de Retour vum Donald Trump sti mir also als Europäer viru risegen Erausforderungen. Mee wa mer vläicht awer versichen, déi Saach – an ech ginn zou, dat ass net ganz einfach – mat méi engem optimistesche Brëll ze kucken, kann ee vläicht awer och eng Chance fir Europa an d'Europäesche Unioun heiranner gesinn.

Dëst setzt awer viraus, Dir Damm an Dir Hären, datt mir eis endlech mol erëm eisen europäesche Stärkte bewosst ginn, awer och dem wirtschaftleche Poids, deen Europa eigentlech nach ëmmer an der Welt huet, mat senger bal 500 Milliounen Konsumenten. Mir sollten dofir vläicht och dervu profitéieren, fir déi transatlantesch Relatiounen mat eisen amerikanesche Frënn mat vläicht e bësselche méi Realismus a manner Naivitéit an den nächste Joren unzuegoen.

Mir haten eis warscheinlech an dësem Haus – oder zumindest déi allermeescht vun eis – en anere President gewënscht. Vill vun deenen Ukënnegunge vum gewielte President, ganz besonnesch seng éischt Decisiounen um personalpolitische Plang, stëmmen een och leider net optimistesche. An Dir hutt dat och alleguert matkritt: Wann elo neierdengs d'Presidentin vun enger Wrestling-Federatioun – dat ass Catchen – nei Educationsministesch soll ginn, ...

(Brouhaha)

... da muss ee sech do wierklech Froe stellen. Ech wëll elo näischt soen, mee ech bedauern awer schonn déi aarm Kanner an de Vereenegte Staaten, wann déi esou eng Educationsministesch virun d'Nues gesat kréien.

Dach muss mer awer elo, an ech mengen, vill Kolleege hunn dat och scho viru mir gesot, einfach d'Blat ëmdréien a kucken, an normal Relatiounen mat der Administratioun Trump ze kommen, och wann dat deem engen oder anere vun eis sécherlech net lichtfält. D'Erausforderungen, ech hunn et gesot, sinn enorm a mir hunn absolutt keng Minutt méi ze verléieren.

Ech hunn et virdrun ënnerstrach: Vlächcht erlaabt och deen Drock, ënnert dee mer elo kommen, eis et, eis e bësselche méi vun den Amerikaner ze emanzipéieren, och wa si nach ëmmer sollen a mussen e privilegiéierten Uspriechpartner bleiwen. Ech sinn och perséinlech iwwerzeegt, datt an dësem neien an och extreem erausforderende geopolitischen a wirtschaftleche Kontext den europäesche Projet méi wéi Sënn mécht an eigentlech och erëm säin Ursprungsgedanken erëmfënnt.

Währendem nämlech d'USA virun allem wäerte versichen, hir Mäert ze schützen, sollte mir alles maachen als Europa, fir eise grouse Bannemaart, de Marché unique, weiderzedreien, wat eis och géif erlaben, op Aenhéicht mam Trump ze verhandelen. Ech wëll och nach eng Kéier – an den Ausseminister huet et gesot, aner Virriedner hunn et och gesot – d'Wichtigkeet vun deem Bannemaart betounen, dee wierklech d'Häerzstück vun der Europäescher Unioun ausmécht. Et mengen, et ass elo de Moment, net opzeginn an dee wierklech virunzeféieren, well nëmme wa mir et fäerdegbréngen, dee Bannemaart wierklech op en topp Niveau ze bréngen, wäerte mir

op Aenhéicht kënnen mat der Administratioun Trump verhandelen.

Ech si mir allerdéngs bewosst, datt déi Aufgab, déi ganz besonnesch och elo virun der neier Europäescher Kommissioun wäert leien, eng Herkulesaarbecht wäert ginn, ganz besonnesch och virun engem Hannergrond, an dat ass och scho virdru gesot ginn, vu grousser politescher Onstabilitéit a ville vun eisen europäeschen Nopeschlänner. An do sinn et natierlech virun allem déi ugespaanten däitsch-franséisch Relatiounen, déi engem einfach musse Suerge maachen, well se am Moment komplett Europa zum Deel mat paralyséieren, besonnesch duerch hir grouss Divergenzen, wat d'europäesche Budgetpolitik betrëfft.

A loosse mer eis näischt virmaachen, léif Kolleegegen a Kolleegeen: Wann d'Achs Paräis-Berlin an Europa schlecht fonctionéiert, da wäert och Europa net anstänneg fonctionéieren. An dofir hoffen ech, datt et – ganz besonnesch no de Wale an Däitschland – vlächcht erëm zu engem Rapprochement kënn zwëschtendär dann neier däitscher Regierung an der Regierung a Frankräich, dëst ganz besonnesch um Niveau vun der Budgetpolitik. Well wa mer dat net fäerdegbréngen, ginn d'Zäite fir Europa nach vill méi schwéier.

Eng aner Suerge, déi een och net dierf ënnerschätzen, ass, datt et a verschiddenen aneren europäesche Memberstaate sécherlech Tendenze wäert ginn, sech nach méi enk un d'USA ze bannen a vill méi op bilateral Relatiounen ze setze wéi op d'Unitéit zwëschtend den europäesche Memberstaaten. Och dat wär net gutt! Mir brauchen elo e geschlossent an unifiéiert Europa, an do wär et net gutt, wann eenzel Memberstaaten Alleingäng géife maachen. Duerfir hoffen ech, datt Europa an déi eenzel Memberlänner sech elo net dividéieren loosse, weeder geopolitisch nach wirtschaftlech, well soss kéint dat wierklech desastréis Konsequenze fir eis hunn.

An ech kommen dann och schonn zu engem vun zwee Punkten, déi ech kuerz wollt opwerfen, nämlech deem vun enger europäescher Verdeedegungsolitik. Här President, mat dem Trump senger Doktrinn „America first“, mee ganz besonnesch awer och mat enger Rei vun äusserst ambigüen Aussoen zu der Zukunft vun der NATO, notament wat d'Ennerstëtzung vun der Ukrain ugeet, muss Europa sech elo endlech fir eng Strategie vun der Autonomie an der Onofhängegkeet vu senger Verdeedegungsolitik asetzen. An enger Welt, déi ëmmer méi onstabel a geféierlech gëtt, ass och d'Sécherheet vun Europa an domadder och d'Fro vu senger Existenz eng, déi een net sollt de Laune vun engem Donald Trump iwwerloossen.

Mir mussen endlech als Europäer begräifen, datt mir ganz eleng op eis gestallt sinn an datt d'Verdeedegung vun eisem Kontinent och eng absolutt Prioritéit vun eiser Europapolitik muss sinn. Ech wëll dofir och nach eng Kéier op déi exzellent Ried vun eisem Premier zu Warschau beim Collège d'Europe agoen, wou hie jo, entre autres, och déi Iddi vun enger europäescher Arméi opgegraff huet. Och wann ee weess, datt et sécherlech nach eng ganz Rei vu Froen an Obstakele wäert ginn, déi ee muss iwwerbrécken, fir esou eng Arméi en place ze setzen, esou sinn ech dach perséinlech, an och meng Fraktioun, dervun iwwerzeegt, datt zumindest mëttel- a laangfristeg kee Wee laanscht esou eng europäesche Arméi wäert féieren. Besonnesch fir e klengt Land wéi eist schéngt dat mir vun enger enormer Wichtigkeet ze sinn, ganz besonnesch wat d'Sécherheitsinteressen innerhalb, mee och ausserhalb vun Europa betrëfft.

Här President, erlaabt mer vlächcht heizou nach ee Wuert: Déi europäesche Verdeedegung wäert der

Europäescher Unioun an den eenzelne Memberslänner extreem héich finanziell Efforten ofverlaangen. An dofir stellt sech och d'Fro, wéi déi Investissemen-ter an Zukunft wäerte finanziéiert ginn. An do, mengen ech, ass et wichteg, datt mir mat eisem Knowhow, dee mer um Niveau vun eiser Finanzplaz hunn, och wäerten eng proaktiv Roll spillen.

Här President, ech wëll elo net méi weider op dës Thematik agoen, ganz besonnesch well déi europapolitesch Kommissioun jo eng Interpellatioun oder eng Debatt geplangt huet iwwert dës ganz wichtige Sujet. An ech soen iwwerens och eisem exzellente President, souwuel vun der aussepolitescher wéi och vun der europapolitescher Kommissioun, Gusty Graas, ...

(Interruptions)

... Merci dofir, datt mer déi Debatt wäerte féieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer dann, op mäin zweete Punkt anzegoen am Kontext vun der Europapolitik, nämlech dee vun der Kompetitivitéit an Attraktivitéit vun der europäescher Wirtschaft. Ech begrëssen iwwerens och déi Aussoen, déi den Ausseminister gëschter dozou gemaach huet, déi an déi richteg Richtung ginn. An ech mengen, och den Ausseminister ass sech bewosst, wéi wichteg en attraktiiv a kompetitiiv Europa ass.

Ech veroden Iech och keng grouss Geheimnisser, wann ech de Constat maachen, datt déi europäesch Wirtschaften an de leschte Joren den Uschloss, ganz besonnesch par rapport zu den USA, mee awer och zu China, verluer hunn, wat d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit ugeet. Dës Länner hu vill éischter a mat weesentlech méi héije finanzielle Mëttelen d'Innovatioun an d'Recherche, ganz besonnesch an neien Technologien, pousséiert, déi zum Beispill och d'Transition énergétique an d'Transition digitale ënnerstëtzen.

Haut gëtt leider Gottes d'Musek a verschiddenen Aktivitéitsberäicher – wéi Digitaliséierung, artifiziell Intelligenz, héich entwéckelt FinTechen – just nach an den USA an a China gespillt. A wann ech mol e bësselche kucken, egal wat een elo iwwert d'USA an an iwwert den Elon Musk denkt, esou muss een trotzdem soen: D'Amerikaner wäerten an den nächste Joren op de Mars fléien, wat trotzdem eng extreem Erausforderung ass!

(Brouhaha)

Wann Der e bësse kuckt a China – engem Land, wat ech e bësselche kennen –, wat déi am Moment um Niveau vun der ëffentlecher Mobilitéit hunn, High-speed-Trainen, elektresch Highspeed-Trainen, déi am Moment Vitesse hu vu 400 km/h, eng fantastesch Saach, woumat se amgaange sinn, wou se eis schonn zum Deel total ofgehangen hunn.

Ech hu virdu gesot: Artifiziell Intelligenz, FinTechen, mir hu leider Gottes, an dat ass einfach e Constat, deen ee muss maachen, do den Uschloss zu engem ganz groussen Deel vun der Welt verluer. Ech hunn elo de Mëttel net d'Zäit, fir am Detail op d'Ursaache vun deem Ofhänken do anzegoen. Mee ech gesinn, an ech baséiere mech do op déi verschidde Rapporte Letta an Draghi – ech kommen herno nach eng Kéier op de Rapport vum Här Draghi zréck –, fir mech haaptsächlech véier Grënn, firwat Europa hei dekon- nekteréiert ginn ass:

Éischte Problem: vill ze vill héich Energiekäschten.

Zweete Problem: Iwwerreglementatioun.

Drëtte Problem: ze laang an ze komplizéiert Prozeduren.

Véierte Problem: déi sougenannte Skills- oder Tech- lentattraction.

Ech kann elo net am Detail op all déi eenzel Problemer do agoen. Just nach eng Kéier: Ech hu mer d'Méi gemaach, deen eigentlech extreem interessanten Avis/Rapport vum Här Draghi ze liesen. An ech géif och jiddwerengem wierklech recommandéieren, datt ze maachen. Den Här Draghi proposéiert a sech dräi grouss Päck vu Mesuren: Dat éischt ass en Innovatiounsplang, deen eise Retard technologique par rapport zu den USA an anere Staate schnellstméiglech géif ophuelen; dann zweetens e gemeinsame Plang fir eng méiglechst schnell Dekarboniséierung vun eise Wirtschafte mat engem gläichzäitege Kompetitivitéitsplang; an dann drëttens, an dat hunn ech virdu schonn developpéiert, en Europa, wat um Niveau vu senger Verdeedegung seng Ofhängegkeete par rapport zu anere Länner reduzéiert.

Dat, wat den Här Draghi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, awer och a sengem Rapport ënnersträicht, ass, datt mer eis Kompetitivitéit nëmme kënnen verbessern, andeem mer endlech ophale mat enger gewëssener Iwwerreglementatioun a gläichzäiteg och déifgräifend Mesure vu Simplification administrative duerchzéien. An do proposéiert iwwerens den Här Draghi e Commissaire à la simplification administrative.

Ech hu gesinn, ee vun de Kommissäre kritt d'Simplification administrative als Ressort. Mee et wär besser gewiescht an et wär och méi wichteg gewiescht, wierklech e Kommissär ze hunn, deen dat als Hauptaufgab gehat hätt. Ech hätt mir och kënnen virstellen, datt een och nach e Commissaire à la déréglementation derniewent gesat hätt, well och dat ass, wéi gesot, e riseg Problem.

Här President, erlaabt mer, a menger kuerz bemoosener Zäit trotzdem e puer Wierder zum Thema vun der Surreglementatioun ze verléieren, där hiren Ofbau jo eng vun de ganz groussen Prioritéite laut dem Här Draghi misst sinn. An erlaabt mer vläicht, eng Kéier méi eng philosophesch Fro hei opzeweieren. Ech hat elo viru Kuerzem do eng Table ronde gekuckt, déi ganz interessant war an déi eigentlech d'Fro gestallt huet, firwat et zu enger Surreglementation kënnt. An du ass gesot ginn: „D'Surreglementation ass eigentlech den Ausdrock vun Ängschten a vu Mësstraue géintwuer Acteuren aus dem Wirtschaftssecteur.“ Dat ass eng Iwwerleeung, déi net oninteressant ass, an do gesäit een da vläicht och schonn d'Ënnerscheeder zwëschen enger Europäescher Unioun an anere Kontinenter, déi vläicht manner mefiant vis-à-vis vun hiren Entrepreneuren an Entreprisé sinn. Op jidde Fall hunn ech et, wéi gesot, eng interessant Analys fonnt.

Fir awer och elo ganz kloer hei keng Mësverständnis opkommen ze loossen, Här President: Natierlech brauche mir an Europa eng Regulatioun, an dat huet notament d'Finanzkris vun 2007 an 2008 gewisen, ganz besonnesch am Finanz- a Bankesecteur. A mir brauchen och eng Rei vu Reglementatiounen, wat d'Ëmwelt betrëfft, och Soziales. Dat ass net dat, wat iergendwéi een hei a Fro stellt.

Nawell muss ech awer soen, datt dee Koup Reglementer an Direktiven, deen an deene leschte Joren op déi europäesch Entreprisen, ganz besonnesch déi kleng an déi mëttel, zoukomm ass, menger Meenung no zum Deel wäit iwwert d'Zil erausgeschoss ass, an zum Deel, an dat fannen ech och relativ grav, kontraproduktiv ass fir déi Objektiv, déi een eigentlech wëllt mat esou Reglementatiounen erreechen.

(Interruption)

Dës féiert dann derzou, an ech hunn dat jo schonn e puermol hei gesot, datt ëmmer méi Entreprisen einfach d'Fleem kréien. Déi eng hale carrement op an déi aner ginn an d'Ausland oder verlageren zum Deel

d'Aktivitéiten an d'Ausland. An ech mengen, dat ass eppes, wat kengem vun eis ka gefalen.

Ech géif mer wierklech wënschen, datt elo mat där neier Kommissioun von der Leyen e bëssen e frësche Wand géif hei erakommen an datt vläicht systematesch bei all europäeschem Text, deen Entreprisen, europäesch Entreprisen, betrëfft, gekuckt gëtt, wat dat als Surplus erëm vu Formalitéite fir déi eenzel Entreprisé mat sech bréngt, a vläicht och gläichzäiteg nach eng Kéier gekuckt gëtt, ob verschidde Reglementatiounen iwwerhaupt hiert Zil erreecht hunn, fir dat se dohinnergesat gi sinn, ob déi net vläicht iwwerhaupt net zu deem Zil gefouert hunn, wat eigentlech den Objet vun där Direktiv war.

(Interruption)

Schlussendlech, Här President, sollt um europäeschen Niveau net wierklech vill méi gekuckt ginn, an ech hunn et gesot, ob Legislatiounen hir Objektiv erfüllen? Mir féieren och ëmmer erëm déi Diskussioun am Kader vun dem Budget, datt ee sech bei de Budgete misst Objektiv setzen a kucken, ob déi Objektiv géifen erfüllt ginn. Dat ass sécherlech richtig. Mee déi selwecht Fro stellt sech, ob net och vill méi misst gekuckt ginn, ob bei europäesche Reglementatiounen déi Objektiv finalement och wäerten erreecht ginn.

Schlussendlech, Här President, wär nach ganz vill heizu ze soen. Leider hunn ech d'Zäit net méi.

(Interruption)

Dofir erlaabt mer trotzdem ganz zum Schluss vu menger Interventioun, op d'Situatioun vun eiser Wirtschaft ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Mosar, den Här Sehovic wollt Iech nach eng Fro stellen zu deem do Sujet, wann der d'accord sidd.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech sinn ëmmer frou, vum Här Sehovic eng Fro gestallt ze kréien.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Dir hutt elo dervu geschwat, dass Der Iech wënscht, dass op europäeschem Niveau den Impakt vun der Legislatioun méi géng gekuckt ginn, dass een och dës le départ géng kucken, wat dat fir en Impakt op d'Beträiber hätt. An ech wollt Iech dowéinst froen, ob Der a Kenntnis sidd, dass mer bei all Gesetzgebung vun der Europäescher Unioun awer en Impactassessment geliwwert kréien an dass et iwwerens, mengen ech, e gudd Bekannt vum Iech war, den Här Juncker, deen als Kommissiounspräsident, notament an deem Kader, derfir gesuergt huet, dass et e Regulatory Scrutiny Board gëtt, deen all Legislatioun préift.

Dat heescht, ech mengen, dass déi doten Erzielung, déi och schonn e Joerzéngt laang gefouert gëtt, haut vläicht net méi grad esou aktuell ass an dass mer wierklech sollen oppasse mat deem Iwwerregulatiouns-Narrativ, dee gäre gestreet gëtt. Well ech mengen, dass e ganz groussen Deel vun den europäesche Gesetzgebunge ganz gutt gepréift gëtt a ganz, ganz vill Benefisse fir d'Biergerinnen a Bierger huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här Sehovic. Natierlech kennen ech déi Reglementatioun. Déi geet awer, soen ech ganz éierlech, menger Meenung no net wäit genuch. An ech schwätzen och mat ganz ville Leit, déi permanent am Kontakt si mat Bréssel. Do misst ee wierklech kucken, ob een dat net nach weesentlech kéint ausbauen, well ech hunn net d'Impressioun, wann ech esou kucken, wat an de leschte Jore vun europäeschen Texter komm ass, datt dat bis an den Detail examinéiert gi wier.

Mee dofir, mir sinn eis eens, hunn ech Iech jo och gesot: Ech soen net, mir sollen d'ganz Reglementatioun an de Pabeierkuerf geheien! Mir sollen einfach kucken, ob déi Reglementatiounen, esou wéi se uegholl ginn, hir Objektivitéit erfëllen, ob se zu deenen Ziler féieren. An ech soen Iech, an dat wäert Der gesinn, datt et doudsécher eng ganz Rei vu Reglementatiounen wäert ginn, déi entre-temps – vläicht och duerch d'Evolutioun – iwwerflësseg gi sinn. Déi mussen awer natierlech och weider erfëllt ginn.

Loosst mech awer elo vläicht zum Schluss kommen. Mir kënnen eis also net erlaben, léif Kolleeginnen a Kollegen, datt mir an Europa an Zukunft weider un Attraktivitéit a Kompetitivitéit verléieren, soss riskéiert dat, deelweis zu katastrophale Konsequenzen ze féieren!

Duerfir sinn ech och net ganz d'accord mat deem, wat d'Madamm Tanson virdrun hei ausgefouert huet. Mir brauchen Innovatioun an Technologie. Wa mir keng Innovatioun an Technologie hunn, et deet mir leed, da wäerte mir verschidden Objektivitéit, déi mer alleguete wëllen errechen, net errechen! Fir Innovatioun an Technologie ze hunn, muss ee kompetitiv Betriber hunn, well dat muss jo och alles finanzéiert ginn. An nëmme wa mir kompetitiv Betriber hunn, eis Wirtschaft dréit a fonctionéiert, da wäerte mir och déi riseg finanziell Erausforderungen, déi sech do stellen, kënnen schëlleren.

Duerfir – an domadder kommen ech zum Schluss –, Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, d'Wirtschaftspolitik, d'Klimapolitik an iwwregens och d'Defensepolitik, hänke ganz enk zesummen, an et kann een eigentlech déi eng net ouni déi aner gesinn. Nëmme wann Europa et wierklech packt, sech erëm op seng Stärken ze besënnen an och déi noutwendeg Reforme virzehuelen, wäerte mir mëttel- a laangfristeg net nëmme de Friden op eisem Kontinent garantéieren, mee och weider de Wuelfstand vun eisen europäesche Bierger.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Ech weess elo net, ob d'Madamm Tanson Iech wëllt eng Fro stellen oder e Fait personnel ufroen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, ech versti jo ... Här President, et ass keng Fro, mee et ass, well ech ernimmt gi sinn an ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Muss ech hei stoe bleiwen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, Dir kënnt Iech gäre sëtze goen, Här Mosar.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech versti jo, dass een an esou engem laangen Nomëtteg mat esou laange Riede vläicht net ëmmer jiddwerengem genau nolauschert, all eenzelt Wuert, wat ee seet, mee ech sinn alt erëm eng Kéier net esou zitéiert ginn, wéi ech dat virdru gesot hunn.

Ech si wuel – an dat hunn ech och expressis verbis gesot – der Meinung, dass mer Innovatioun an Europa brauchen an och innovativ Betriber. Et ass de Wee dohinner, wou ech mengen ech, eng aner Meinung hu wéi Dir, Här Mosar, an och wéi mer dee Kompetitivitéitsfeetisch ausleeën, mat deem Dir jo och ëmmer gären ënnerwee sidd.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat berouegt mech och, Madamm Tanson, datt Dir net ...

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Déi Rektifikatioun wär da gemaach. An da wäre mer domat um Schluss vun eiser Riednerlésch.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, den Här Ausseminister. Här Minister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Villmools merci, Här President. Ech wëll och den Orateur Merci soen an ech wäert och Orateur fir Orateur duerchuelen, fir op hir Froen a Commentairen anzegoen.

Fir d'Éischt wëll ech dem Här Zeimet Merci soe fir de Luef, d'Kompliment och, fir ons Ekippen. Ech hunn déi Ekippen net kannt, wéi ech an d'Haus komm sinn. Ech hat awer d'Chance, och als Premierminister mat Conseil-diplomatiquen ze schaffen. An ech muss Iech soen, d'Qualitéit vun de Beamten an deem Ministère ass wierklech impressionnant. An dat, wat just schwéier ass, ass, dass ee se net fir ëmmer huet. An enger Legislaturperiod sinn Diplomaten, déi och an engem Zyklus kommen a ginn, dat heescht, et huet een och eng gewësse Rotatioun bei sengem Personal. Mee ech muss Iech soen, dass ech ganz, ganz houfreg sinn op d'Aarbecht vun där Ekippe.

Ech sinn och als fréiere Premierminister an haut Ausseminister ... Dir hutt et gesot: Déi Dausenden an Dausende vu jonken Zaldoten, déi um Kierfecht zu Hamm leien, déi meescht vun deene wosste mol net, wou Lëtzebuerg wär. An déi si komm an dat ass eppes, wat mer och net solle vergiessen. An dofir ass déi ganz Commemoratiounspolitik, déi d'Regierung mécht, déi viregt Regierung an och déi haiteg Regierung, esou wichteg. Och fir d'Commemoration nationale. Ech sinn och frou, dass hautdesdaags bei der Commemoration nationale och un d'Victimme vum Holocaust geduecht gëtt, wat virdrun net de Fall war, an dass mer déi Commemoratioun – och zesumme mat den Amerikaner oder egal wem – maachen. De Vergiess ass am Fong einfach dat Schlémmst, wat een enger Victime kann undoen, net méi drun ze denken, wat geschitt ass!

Vu ville Leit, an och vum Här Zeimet als Éischt, ass vun den amerikanesche Wale geschwat ginn. Verschidde Leit hu sech opgereeget iwwert d'Resultat, verschidde Leit hunn iwwert de System geschwat oder wéi d'Walen ofgelaf sinn. Et ass en demokratescht Resultat, ob et engem passt oder net!

Ech hunn Iech gëschter gesot, datt ech d'Méiglechkeet hat, während deene véier Joren, wou de President Trump President war, mat him zesummen ze schaffen. Ech muss zouginn, dass e bësse méi Imprevisibilitéit am Alldag awer eng Realitéit war. Mee Amerika an Europa hunn zesumme fonctionéiert. A wat ech Iech gëschter gesot hunn, war, dass d'kommerziell Relatioun mat Europa och ënner engem President Biden mat deem IRA (ndlr: Inflation Reduction Act) a sech och net e Kaddo war vun enger anerer Administratioun, vun engem Demokrat. An den Här Trump, sinn ech iwwerzeegt, ass sech och bewosst, wéi wichteg d'Partnerschaft mat Europa ass.

Den Här Zeimet huet och vun der Solidaritéit mat der Ukrain geschwat. Ech sinn och frou, dass dat bei deene meeschte Riedner de Fall war, dass dat eebe wichteg ass an, esou wéi et och hei zitéiert ginn ass, dass och vun der ADR eng méi grouss Solidaritéit mat der Ukrain ass, wéi mer dat bis elo gewinnt waren. Dat ass hei ënnerstrach ginn.

Et ass och vun der EU-Defense geschwat ginn. An do kéint ech bal eng Rëtsch vu Leit zitéieren, virun allem d'Madamm Tanson, déi eis jo erklärt, dass den Här Frieden elo eng Iddi vun der Défense européenne huet. Ech wëll just drun erënneren, wann Der e bësse google gitt, 2016, 2017, 2018, 2019, da fannt Der Artikelen, wou och deen deemolege Premier Xavier Bettel – deen Der kannt hutt, well Dir misst

normalerweis an där selwechter Regierung gewiescht sinn – schonn esou Aussoen zu Bréissel gemaach huet iwwert d'Wichtigkeet vun enger gemeinsamer Defense, well mer grad mam President Trump, an dat huet och de Kolleg Mosar gesot, awer eng gewëssen Imprevisibilitéit haten um Niveau vun der Défense européenne.

An dowéinst ass dat, wat de Luc Frieden gesot huet, a sengem, wéi Der sot, perséinlechen Numm, well et och net am Koalitiounsaccord steet. Dat, wat am Koalitiounsaccord steet, ass déi gemeinsam Positioun vun der Regierung. An dat, wat net am Koalitiounsaccord steet, do ass deemools och e Premierminister Xavier Bettel fräi gewiescht, fir a sengem perséinlechen Numm Saachen ze soen. Sou wéi och e gewëssene Jean Asselborn a sengem perséinlechen Numm ganz, ganz vill Saache gesot huet, wou dunne heiansdo deen een oder deen anere vläicht huet mussen de Service après-vente vun den Erklärungen nach assuréieren. Mee tatsächlech, ech mengen, et war wichteg, dass mer och present waren an der Aussepolitik an dass mer do Saache konnte soen.

Bei der Defense wëll ech just erënneren un eng gewësse Madamm Mogherini, déi deemools Aussebeoptraagt war, déi eis erklärt huet, wéi mir am Fong eis EU-Defense finanzéieren. Wa se an Amerika zum Beispill – ech soen elo engktiv Zuel, well ech se net méi auswenneg weess – 4 Pistoulen hunn an 2 Helikopteren an 2 Fligern, hu mir an Europa 26 Pistoulen, 10 Helikopteren an 10 Fligern. Dat heescht, dass net nëmme d'Produktioun méi deier ass, mee och d'Interoperabilitéit tëscht de Länner. An Amerika kann een aus dem Texas mat enger Waff, déi och a Florida gebraucht gëtt, eens ginn, während den Helikopter oder de Fliger oder d'Waff, déi hei zu Lëtzebuerg vläicht Usus sinn, net esou interoperabel si wéi déi aner.

Ech wëll elo och a mengem perséinlechen Numm, Här President – dat wëll ech et och direkt soen, net dass ech duerno gesot kriegen: „Ass dat doten eng Regierungspositioun?“ –, eng Fro stellen, ob et net opportu ass ... Well, dat soll een net vergiessen: De Succès vun Europa war dee vum Stol a vun de Kuelen, wou mer deemools déi CECA haten. An ech muss Iech soen, et gëtt mer scho ganz ellen, wann ech un déi Iddi denken, déi ech elo selwer wäert soen! Mee d'Fro ass, ob et net awer opportu wier, dass mer och eng gemeinsam europäesch Waffenindustrie hätten, amplaz datt jiddwer Land eenzel kuckt, wat et a sengem eegene Land kann hunn. Wann ech haut d'Beispill vun Airbus kucken: Airbus ass en europäesche Projet, a wa mer se vergläiche mat Boeing oder mat anere Producteure vu Fligern, gesi mer, dass Airbus awer e Succès ass. Muss ee sech dann net d'Fro stellen, ob et net opportu wier, och eng gemeinsam Waffenindustrie ze hunn?

Et graust mer, dass ech dat soen, well ier ech Premier- oder Ausseminister war, hätt ech ni geduecht, dass ech esou eppes géif iergendeng Kéier musse soen! Mee mir sinn tatsächlech an enger Situatioun, wou mer hautdesdaags global schwätzen, mee ganz oft awer lokal, fir net net ze soen national, agéieren. An dowéinst kéinten esou Projekte vläicht e Succès sinn.

Den Här Zeimet huet och vun Hongkong geschwat. Jo, tatsächlech wäerte mer och dee Punkt abordéieren. Et gëtt kee Sujet, deen een engem Lëtzebuerger Politiker ka verbidden. Dat missten awer déi meescht Leit heibanne wëssen. Et sinn der, wou ee muss e bëssen d'Pinneten huelen, wann ee se abordéiert. Mee ech hunn an deenen zéng Joer, wou ech Premier war, oder elo dat Joer, wou ech Ausseminister sinn, ni gesot kritt: „Dat doten dierft Der net soen, dat doten

dierft Der als Sujet net abordéieren!“ Mir si jo awer en demokratescht Land, wou een och mat Partner muss können iwver alles diskutéieren an heiansdo méi agreabel wéi och manner agreabel Messagë weiderginn. An och deen dote Punkt wäert do diskutéiert ginn.

Dir hutt och gefrot, wéi d'Strategie wär vun eisen Ambassade fir d'Zukunft. Mir solle fir d'éischt net ëmmer kucken, wéi d'Diplomatie an der wäiter Welt ass. Ech wëll direkt schonn den Här Clement och rassuréieren, dass a Brasilien, wéinst där grousser Zuel vu Leit, d'Zuel vun de Leit, déi do schaffen, och an d'Luucht wäert goen.

Mee mir mussen awer och virun allem kucken, wat direkt hei an den Nopeschlänner ass. Dat sinn eis Haaptchangespartner. A mir wäerten zum Beispill bei der Ambassade zu Paräis, zu Berlin, zu London an och zu Bréissel d'Personal an d'Luucht drécken. Awer och, andeems mer mat der Chambre de Commerce zesummeschaffen. Dat si Projeten, wou mer nämlech zesummen der Meenung sinn, dass mer och wéinst den Handelsrelatiounen mat deene Länner do sollen Efforte maachen. Dat sinn eis véier gréisst Handelspartner.

Mir wäerten zum Beispill awer och an Texas oder a Kalifornie kucken – Dir wësst jo, dass mer zu San Francisco oder zu New York och en Eierekonsulat hunn an eeben och een, dee sech ëm den LTIO (ndlr: Luxembourg Trade and Investment Office) këmmert –, wéi mer do an Texas oder och Kalifornien nach weider Efforte kënnen maachen.

A Kanada wäerte mer och eng Ambassade hunn, dat wësst Der, déi ass opgaangen. Ech mengen, den Här Kugener huet elo seng Lettre de créance. Ech weess elo net, ob en offiziell scho vun der Gouverneure empfaange ginn ass, mee en huet op jidde Fall mol schonn am Ministère seng Bréiwer ofginn. Dir wësst jo: Déi, déi et wierklech ganz vill interesséiert, kënnen dem Här Kugener säin Twitter utiliséieren. Da kann een alldeelech Aktivitéiten vun der zukünftiger Ambassade a Kanada suivéieren.

Mee mir sinn amgaang, ze iwwerleeën – zu där Fro, déi den Här Zeimet gestallt huet –, zu Singapur vläicht eppes opzemaachen. Well am Moment gëtt dat iwwer Bangkok couvréiert. Déi couvréiere siwe Länner, muss der wëssen, an do kann ee ganz schwéier siwe Länner couvréieren. A mir sollten och wëssen, dass Singapur mat 8,6 Milliarden Euro Handelsvolume e wichtige Partner ass vun eis, mat 2,9 % vun eisem Handelsvolume op eelefem Rang.

De Gusty Graas huet eis och un eng Lektie vun der Geschicht erënnert, ob mer eis eege Geschicht heiansdo vergiess hunn oder aus der Geschicht och géleiert hunn. An et ass heiansdo wichtig, eng „piqure de rappel“ ze kréien iwwer ons eege Geschicht op onsem Kontinent.

En huet mer elo d'Fro gestallt zum Impakt vun de Waffen, wou d'Amerikaner Saachen decidéiert hunn. An huelt mer et net iwwel, do kréien ech da gesot: „Huet Lëtzebuerg da keng Positioun?“ Ob d'Amerikaner elo decidéieren, dass se eng Waff dierfe benotzen, déi d'Amerikaner produzéieren, oder dat selwecht mat Taurus an Däitschland; wann ech elo d'Fro géif gestallt kréien: „Wat ass dann Är Haltung?“ – weeder produzéiere mir se nach liwwere mer sel Dowéinster ass et delikat, ze soen: „Lëtzebuerg ass der Meenung, si dierfen net liwweren“, oder: „Wa se liwweren, dierfe se net benotzt ginn.“ Dat ass eng Decisioun vun deene Länner, déi se liwweren, ob se geliwwert ginn, an dann, ob se och duerno kënnen gebraucht ginn. Dir wësst, dass an Däitschland grouss Diskussiounen sinn. Mee do muss

déi däitsch Regierung sech fir d'éischt eens ginn, ob déi Waffe kënnen geliwwert ginn oder net.

Ech mengen, den Här Graas huet och eppes ganz Richteges gesot: D'Relatiounen mat Russland sinn um Buedem. Si sinn um Buedem! A wann ee weess, wéi wäit déi fortgeschratt ware virun – wéi wäit déi fortgeschratt waren –, kulturell, ekonomesch, diplomatesch – et ass alles futti! Hautdesdaags si souguer verschidde Leit, déi sech bal schummen, ze soen, dass se Russe sinn, wat ech och ganz traureg fannen.

Et gëtt tatsächlech och eng Russophobie vu verschidde Leit, déi einfach näischt méi mat de Russen ... Condamnéiert net all d'Awunner vun engem Land, well de Regimm vun deem Land ze condemnéieren ass! Et ass net all Russ, deen dat super fënnt an ënnerstëtzt, wat a Russland geschitt!

Dowéinster muss een och ophalen, jiddwereen an en Dëppen ze geheien. An d'selwecht – pardon, wann ech dat elo soen –: Et gëtt ze oft Klischeen an am Fong esou en Haass vis-à-vis vu Bierger aus engem Land, well een da mat der Positioun vun deem Land net averstanen ass. Net all Israeli, deen hei wunnt, oder all Judd, deelt d'Meenung vun enger israellescher d'Regierung doriwwer, wat am Moment do geschitt. Dowéinster, kommt, mir evitéiere wierklech, déi Klischeen ze maachen an dann direkt och wëllen den Haass hei mat ze importéieren!

Et ass geschwat gi vun der Ukrain an der NATO, och vum Här Graas. Ech muss Iech soen, dass den Här Selenskyj jo reegelméisseg kënnt a seet: „Mir mussen elo direkt Member ginn!“ Ech soen Iech, ech recomandéieren och allkéiers den ukrainesche Kollegen: „Frot net dat, wou Der wësst, dass Der riskéiert, e Kuerf ze kréien!“ Well am Moment gëtt awer um Niveau vun der NATO gesot: „Wa se elo Member vun der NATO ginn, dann ass automatesch jo d'Reegel, déi zielt, dass mer dann alleguerten am Krich sinn.“ An am Moment wëllen déi meescht Länner, wa se elo muer d'Fro gestallt géife kréien: „Sidd Dir bereet anzezéien, an d'Ukrain kämpfen ze goen?“, keng Boots on the Ground hunn. Dat ass d'Realitéit.

Dowéinster, ech mengen, et ass wichteg, dass dee Message, deen ëmmer ginn ass, dee vun der Perspektiv vun enger NATO-Memberschaft vun der Ukrain, dee richtegen ass. Mee mir dierfen dofir awer elo net ophalen, hinnen Hëllef ze ginn. Dat wier dee falschste Message, dee mer den Ukrainer kéinte ginn. An am Fong géife mer dann de Russen och an d'Hänn spillen.

Dir hutt vum Noen Oste geschwat. An, Här Graas, ech muss Iech och ganz Recht ginn: Iwwer 30.000 Leit schaffen fir d'UNRWA. Iwwer 30.000 Leit! An et muss ee wëssen, dass Gaza awer bal vum Hamas matgeréiert war an dass do Kontakter komm sinn an tatsächlech och bei der UNRWA Leit waren, déi keng Gudder sinn.

Ech hunn Iech et hei gesot, an ech hu jo bal e Reproche gemaach kritt d'lescht Woch dodoriwwer: Nee, et muss een och der UNRWA déi Saache soen, déi net gutt sinn! An dofir gëtt et dee Rapport Colonna, Dir hutt deen och zitéiert, vum Catherine Colonna, deen och ëmgesat gëtt. Mee am Moment gëtt et keng Alternativ zur UNRWA am Gaza. An net nëmme am Gaza – ech kéint nach aner Regiounen opzielen –, mee d'UNRWA huet wierklech do deen eenzege Kontakt. An et geet net ëm Liewen, et geet ëm d'Iwwerliewe fir eng Rëtsch vu Palästinenser. An dofir och deen Engagement. An ech si frou, dass ech hei och eng breet Zoustëmmung bei dëser Debatt kritt hu fir déi Hëllef fir d'UNRWA.

Just fir Iech ze soen, wa mer vu Gaza schwätzen: Et ass elo just e Vott komm zu New York elo den Owend, wou et gaang ass ëm e Ceasefire. Et sinn, wéi Der wësst, 15 Länner am Sécherheetsrot. Et si 14 Länner, déi fir de Ceasefire gestëmmt hunn an et war ee Veto vun den Amerikaner. Ech wëll Iech dat just matdeelen. Ech krut dat elo just vun eisem Ambassadeur och gesamt. Dat heescht, 14 Länner am Conseil de sécurité sinn do derfir gewiescht an een huet gevetot.

An do muss ee sech vläicht d'Fro stellen: Ass et nach ëmmer normal, dass fënnef Länner d'Méiglechkeet hunn, duerch e Veto am Fong déi international Reegele kënnen selwer ze blockéieren? A wann een dat kuckt – an et ass elo keen agaangen op déi ganz Reform vun der UN a vum Sécherheetsrot –, bleiwen ech perséinlech der Meenung, dass hautdesdaags ee Kontinent och an deem Sécherheetsrot felt: Dat ass Afrika! Et si fënnef Länner dran. Da gëtt gesot: „Ma da kommt, mir maachen de Conseil de sécurité einfach méi grouss!“ Ech géif do viru warnen, wann ee gesäit, wéi schwéier et schonn ass, déi fënnef am Moment op e gemeinsamen Nenner ze kréien. A fir dann ze soen, da solle se zu 8, zu 10 oder zu 15 sinn!

Mee ech hätt da léiwer, dass ee sech Méiglechkeete gëtt. Firwat net zum Beispill bei engem Veto vun engem permanente Member? Déi P5 sollten, ech wëll just dodrun erënneren, de Garant si vum Friden. Dat war d'Geschicht. D'Geschicht huet mat sech bruecht, dass déi P5 déi Supermuechte sollte sinn, déi fir Fridde sollte suergen. An hautdesdaags gesi mer awer, wéi d'Situatioun ass. A firwat dann net bei engem Veto vun engem Land d'Méiglechkeet hunn, dass an der Assemblée générale kann e Vott stattfannen, mat enger Zweedréttelmajoritéit? Oder zum Beispill eng Zweedréttelmajoritéit an engem Conseil de sécurité, deen da mat sech géif bréngen, dass eng Zweedréttelmajoritéit och an enger Assemblée générale bei den Delegéierte kéint gestëmmt ginn an duerch déi zweemol Zweedréttelmajoritéit am Fong e Veto kéint opgehewe ginn. Dat si Pisten.

Mee wann ee vu Reformen, och vum Respekt vum internationale Recht, schwätzt, muss ee sech d'Fro stellen, ob et nach ëmmer opportoun ass. Mee kann een eng Reform maachen, wann ee vun de P5 net averstanen ass? Nee. Da kënnt e Veto. Dowéinster déi Lat vun Zweedréttel an Zweedréttel, déi a mengen Aen awer schonn eng héich Concessioun kéint si vun den anere Memberslänner, fir dass e Sécherheetsrot kéint fonctionéieren.

Dir hutt och vun Ungarn geschwat. Jo, mir sinn dohinnergang an d'Reuniounen. Mir si vill derfir kritiséiert ginn, dass mer an Ungarn gaang sinn. Mee mir hunn awer den Dialog ëmmer gesicht, den Dialog ni gescheit. An ech ka mech erënneren, déi éischt Reunioun, déi ech hat, dat war mat mengem EU-Ministerkolleg dohannen, deem ech am Sall, mee och virun der Press d'Fro gestallt hunn, ob seng éischt Rees no eiser Reunioun op Bréissel géif goen, fir d'Kommissioun ze brieften, oder op Moskau géif goen. Gleeft mer, ech mengen, en hätt léiwer gehat, ech hätt d'Sitzung boykottéiert!

Ech si frou, dass ech dohinnergang sinn. An ech si frou, dass ech em och déi Wourechte konnt soen, déi fir mech wichteg waren. An esou wéi ech et gëscht gesot hunn: Jiddweree boykottéiert et, et geet kee Kommissär ... Virun zwou Wochen do hu mer d'Foto gesinn: Et huet kee gefeelt vun de Chef-d'Étaten an de Chefs de Gouvernement. Mee wat sinn de Premierminister oder den Ausseminister kritiséiert ginn, well mer wollten dohinnergoin!

Iwwert d'Situatioun am Sahel hutt Der och geschwat, Här Graas. Déi Situatioun ass schlecht. Ech wëll net an

den Detail goen. Ech sinn amgaangen ... D'Kooperationspolitick muss nei orientéiert ginn. E President Bazoum, demokratesch gewielt: Haut sëtzt en am Prisong. Ech ka mech erënneren, wéi mer mat der Madamm Arendt oder och mam Här Fayot den Här Bazoum gesinn hunn. Deen Här, deen demokratesch gewielt gouf, sëtzt haut am Prisong, a Gefaangenschaft. Ech mengen, si wëllen och a verschiddene vun deene Länner iwwerhaapt näischt méi iwwer Walen héieren, ob dat de Burkina Faso, de Mali oder den Niger ass.

Mir mussen eis do d'Fro stellen, wéi d'Zukunft vun eis-er Kooperatioun och ka sinn. An et deet wéi, wann ech Iech dat heite soen! An den afrikanesche Kontinent ass am Moment och net esou stabill, wéi mer mengen. Mir kucken ëmmer ganz wäit op déi verschidde Konflikter, déi mer alleguerte kennen. Mee gleeft mer et: Do sinn och nach eng Rëtsch vu Konflikter, déi méiglech sinn.

Du koud den Här Cruchten un d'Rei. Ech wëll dem Här Cruchten och direkt soen: Dir sot, ech géif Iech enttäusche bei der Palästina-Fro. Et ass jo super, dass Der all Woch oder all Mount, och d'Madamm Tanson, elo domadder kommt, dass mer déi Reconnaissance misste maachen. Ech wëll just soen: Deen Aktivismus hate mer déi lescht zéng Joer net. A sot mer net, dass de Krich den Effet déclencheur wier, dass mer dofir elo déi Reconnaissance misste maachen. Et ass Äert Recht, dat kënnen ze soen. Mee dass elo Krich war wéinst den Attentater – wëll ech just nach drun erënneren – vum Hamas, dass dat de Fait générateur wier, fir déi Unerkennung ze justifiéieren, dat deelen ech net.

Dir hutt mer d'Fro vum Mercosur gestallt. Also, deen ee schwätzt vu Kommissioun mam Kommissär, mat der Madamm Hansen. Den Här Cruchten war awer den Éischten, deen dovunner geschwat huet. Et ass wichteg, eng Diskussioun ze hunn. Hei gëtt jo vun deene Grénge vu Revirementer geschwat, wat dann elo wär. Ech wëll just drun erënneren, dass mer 2019, wann ech mech net ieren, dee leschte Communiqué haten zesumme mam Här Asselborn, wou mer gesot hunn, dass mer keng Zoustëmmung kéinte ginn, well mer verschidde Garantië wëilten hunn. Et ass och ëm d'Bëscher gaang, virun allem ëm d'Bëscher an ëm ganz, ganz vill Klima-, also Ëmweltfroen, déi do an der Diskussioun waren, an awer och dorën, dass mer gären hätten, dass een och eng Rëtsch vu Garantien hätt vis-à-vis vun deem, wéi zu Lëtzebuerg, wéi och an Europa produziéiert géif ginn.

Den Här Cruchten huet e Bréif zitiiert. Jo, mee Här Cruchten, wann Der e Bréif zitiiert, dann zitiiert en och ganz! Dir hutt nämlech do vun deem Bréif geschwat, dass et wichteg wier, dass: „We believe that all elements are in place to allow for a rapid conclusion of negotiations by the end of 2024“. Jo. Dat hutt Der och zitiiert, mee do kënnt nach en Tiret: „on the basis of political agreement reached in 2019 and supplemented by additional commitments negotiated since then.“ Dat heescht, et sinn och nach Negotiationen amgaangen. An dat, wat dës Regierung seet, ass, dass mer am Moment nach net all d'Informatiounen hunn iwwert dat Ganzt.

An hei gëtt scho gesot vun deenen engen, mir wieren dergéint, mir géifen dat blockéieren. Nee! Ech sot gëschter – a lauschtet gutt no, wéi ech dat sot, wann Der mengt, do wier en Doute –: Mir kënnen am Moment eis Zoustëmmung net ginn. Méi hunn ech net gesot, well mer eebe keng Kaz am Sak wëlle kafen, well mer net all déi Elementer hunn, déi eis kéinten erlaben, ze soen, dass dee Level-Playingfield, dee fir eis sou wichteg ass, hei och garantéiert ass. An do wäerte mer op dee Punkt och nach weider insistéieren.

Den Här Cruchten huet och vum Kosovo geschwat a vum Conseil ...

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Jo?

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Cruchten wëll Iech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här Ausseminister, fir déi Prezisiounen. Dat schéngt mer jo och normal ze sinn, dass beim Mercosur-Accord nach viles am Onkloren ass. Mir als Parlament hunn dee jo och nach net gesinn. An ech fannen et och gutt, dass mer eis kritesch mat deem Accord ausernanersetzen, dass mer net einfach blannemännchen einfach ëmmer zu allem Jo soen.

Mee et war awer scho fir mech gëschter an Ärer Ried erstaunlech, dass Der op deen Accord do agaange sidd an du gesot hutt, dass Der deen den Ament net kéint guttheeschen, während de Message, dee mir vum Premier kritt hu virun dräi, véier Wochen, eigentlech en anere war.

Mee d'Fro, déi sech jo an deem groussen Zesammenhang hei stellt, ass: Wéi hutt Der wëlles, d'Chamber matanzebannen an déi Diskussioun? Dat doten ass jo europäesch Handelspolitick. Mir hate gréisser Debatten hei am Haus iwwert de CETA-Accord a mir sinn natierlech als Chamber och Demandeur, fir implizéiert ze ginn an d'Diskussioun iwwer de Mercosur. Hutt Der do schonn eng Iddi, wéi Der dat mat der Lëtzeburger Chamber wëllt maachen?

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | De Mercosur ass jo net nei. Ech wëll elo keng Géigefro stellen, mee wéi huet den Här Asselborn Iech bis elo agebonnen an déi ganz Diskussioun?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Also, do war an deene leschten ...

(Interruption)

... zéng Joer awer reegelméisseg en Echange.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ok, dat heescht ... Well ech hunn elo nämlech ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee et ass awer net esou, dass mir do iwwer Texter geschwat hunn, well déi hu mer jo net gesinn.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ok, ech och net, dat heescht ... Ech ginn awer muer op Bréissel, justement, well do e Conseil iwwert de Commerce extérieur ass, wou de Mercosur och um Ordre du jour ass. An ech wäert do – well d'Prozedur vun der Kommissioun bei den Accord-commercialen ass jo normalerweis, dass et awer e bësse secret sollt bliwen – froen, wat ech vun Informatiounen kann hunn. An ech hu guer kee Problem, Iech an der nächster Reunioun awer e Briefing ze maache vun där Reunioun, déi ech muer zu Bréissel hunn. Mee eng Kaz am Sak kënne mer net kafen. An dowéinst wëlle mer awer och méi Garantien hunn.

Den Här Cruchten huet och vum Kosovo geschwat.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson wollt och nach zu deem Sujet ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech kann et och herno maachen, et geet och ëm de Mercosur, mee vu dass den Här Cruchten elo d'Fro gestallt huet ...

M. Claude Wiseler, Président | Ech hätt léiwer, mir géifen dat elo alles direkt evakuéieren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... hunn ech mech elo getraut, och d'Hand auszestrecken. Jo, merci, Här Ausseminister. Ben, ech hunn am Fong zwou Froen, well ech hat jo prezis d'Fro gestallt, Dir wollt awer vläicht duerno drop agoen: Wat sinn dann elo fir Iech – ech hat Iech jo och zitiiert, wéi Der et gëschter formuliert hat – eeben déi konkreet Engagementer, déi Der nach braucht? Ech hunn och elo séier nach eng Kéier de Communiqué vun 2019 gegoogelt. Do geet effektiv vun dem Accord vu Paräis rieds. Et geet awer och rieds vun de Baueren, wou mer jo wëssen, dass dat eeben och grad bei de Fransousen an awer, denken ech, och hei zu Lëtzebuerg berechtigt Suerge sinn. Dat heescht, gëllen déi Konditiounen, déi an deem Communiqué vun 2019 stoungen, fir Iech eent zu eent och haut nach? A wat genau hätt Dir gären als Engagementer, fir dass d'Lëtzeburger Regierung kann d'Zoustëmmung ginn zum Mercosur? Merci.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Also, den Dossier gëtt jo och op verschiddenen Niveaue verhandelt. De grouse Spezialist vun der Production bovine, déi och hei eng Fro ass, ass éischter d'Madamm Hansen wéi ech selwer, mee ech hu mech awer e bessen ëmfrot. Et geet just drëm, Garantien ze kréien, dass mer e Level-Playingfield hunn, dat heescht, dass déi Normen, virun allem awer déi sanitär Normen, déi fir eis zielen, och hei gi sinn. Wann ech gesot kréien oder liese kann, dass mat Hormoner kéinte Problemer sinn ... Mee ech wëll einfach d'Garantien hunn, dass déi Qualitéitskrittären, déi de Bierger hei huet, wann e säi Bifdeck ésst, net au rabais gemaach ginn.

Ech wëll awer nach eng Kéier insistéieren, wéi wichtig et ass, Accord-commercialen ze maachen. Et ass vum Här Mosar och zitiiert ginn, mee do gräife mer vir op dat, wat ech elo dem Här Mosar zum Schluss och soe wollt: Wa mir keng Accord-commercialle méi kënnen ënnerschreien, da si mer verluer!

An Dir hutt et selwer och gesot: Wéinst der geopolitischer Situatioun gi mer och manner interessant. An do ginn ech dem Här Wagner och Recht, dass am Fong Europa fir vill aner Länner vill manner attraktiv ginn ass, wéi dat virdrun de Fall war. Si dréie sech no anere Partner. A wa mir am Commerce soen, d'Standard missten all d'selwecht sinn op alle Punkten ..., well ech kann Iech soen, wa mer d'Diskussioun opmaachen – d'Standarden op alle Punkten –, da kommen och eng Kéier d'Paien, d'Aarbechtskonditiounen an déi Saachen. Da kënne mer de Buttek zoumaachen. Da kënne mer de Buttek zoumaachen! Kommt, mir sinn och éierlech mat eis selwer, wéi wichtig awer de Commerce och ass. A wa mir mengen, dass Standarden, déi Europa fixéiert, Weltstandarde misste sinn, dass jiddweree sech dorunner hale misst, un all déi Standarden, da riskéiere mer, op eng Kéier mat kengem méi en Echange ze hunn.

Dowéinst muss een de richtigen Equiliber fannen, mee ech wëll awer och net, dass een d'Gefill kritt, dass hei op eng Kéier am Fong déi Standarden, déi mer eis ginn hunn, déi am Fong ..., dat Vertrauen, dat och vläicht den een oder deen aneren huet, op eng Kéier kéint gebrach ginn. An dowéinst sinn dat déi Punkten, déi fir eis och wichtig sinn.

An ech wäert Iech, wann ech muer ... Muer sinn ech an der Kommissioun. Ech weess net, wéi den Agenda elo fir déi nächst Deeg ausgesäit, mee ech sinn awer ... D'nächst Woch weess ech jo – an hunn ech jo ugedeit –, dass ech a China sinn, mee soubal ech vun do erëmkommen, kommen ech awer gären an d'Kommissioun, fir Iech och ze soen, wat do war.

Dann iwwert de Kosovo – ech sinn nach ëmmer beim Här Cruchten, erlaabt mer dat –, den Här Cruchten huet mer och d'Fro vum Kosovo gestallt. Ech wëll Iech just drun erënneren, dass ech virun zwou Wochen am Kosovo war, wou ech d'Presidentin gesinn hunn, de Premierminister gesinn hunn, d'Ausseministesche gesinn hunn an och de Chamberspresident gesinn hunn – dee selbstverständlech, Här President, och seng Léifste Gréiss iwwermëttelt.

Et gëtt eng Rëtsch vu Punkten, wou d'Kosovare ganz genau wëssen, dass se se mussen erfëllen, fir dass den Dossier weider kann traitéiert ginn. Et geet zum Beispill ëm d'Association des municipalités à majorité serbe. Dat ass e Sujet, deen et scho ganz laang gëtt. An elo muss den Här Kurti eeben de Calcul maachen, well si hu Walen an e puer Méint. Ass e bereet, elo déi Concessioun ze maachen, déi vum Conseil de l'Europe och gefrot gëtt? Well bis elo ass et net op den Ordre du jour komm – op den Ordre du jour vum Conseil des ministres – justement wéinst där Fro vum deenen Associatiounen. An ass den Här Kurti bereet, virun de Walen elo déi Concessiounen, déi nécessaire sinn, fir dass et och weidergeet, ze maachen oder net? Wa si et net maachen, da kann ech Iech soen, da kann ech ënnert dëser Presidentschaft net garantéieren, dass de Kosovo Member gëtt vum Conseil de l'Europe.

Den Här Keup huet fonnt, ech wier e bësse langweileng gewiescht.

Plusieurs voix | O!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech muss Iech soen, Här Keup, déi éischt zéng Minutte vun Iech ...

Une voix | Dat hunn ech nach ni héiere virdrun!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et ass fir d'éischt, wou ech dat gesot kréien. Fir Iech ass dat e Kompliment. Ech muss Iech awer soen, ech si léiwer e bësse langweileng wéi Dir zéng Minutten hors sujet!

(Hilarité)

Well déi éischt zéng Minutte vun Är Ried waren iwwert d'Kompetenze vum Här Gloden. Ech ginn em dann de Message weider iwwer alles, wat Der gesot hutt, mee et huet net hei an déi Interventioun iwwer d'Europa- oder Aussepolitick gepasst.

Duerno, no zéng Minutten, sidd Der awer op EU-Froen ze schwätze komm, an dofir wäert ech Iech och dann elo kënne e puer Äntwerte ginn. Dir hutt zum Beispill vun der Aussepolitick geschwat an och vun der Eestëmmegkeet. Ech muss Iech awer soen: Wa mer vum Poids vun Europa schwätzen, ass et eeben zum Beispill wéinst där Eestëmmegkeet bei der Aussepolitick, dass mer ganz wéineg Gewicht hunn op internationalem Parquet. Gleeft mer, mir wäerten eis do verteidegen, wou awer Eestëmmegkeet wichteg ass. A mir wëssen, dass et verschidde Saache gëtt, wou mir eis heibannen net eens sinn, mee mir hu verschidden aner Sujeten, wou, wann d'Eestëmmegkeet fort ass, e Bulldozer iwwer eis fiert a wou se wichteg ass.

Mee bei der Aussepolitick ass et normal, dass mer wochelaang gebraucht hunn, fir zum Beispill brutal Sidler an Israel kënne ze bestrofen, well mer eis net eens gi sinn. Mir sinn als Europa haut am Fong e Poids plume an der Aussepolitick, wou awer un där Eestëmmegkeet gemooss gëtt, ob ee respektéiert gëtt oder net. Perséinlech sinn ech total der Meinung, dass bei der Aussepolitick awer eng Majorité qualifizéiert misst méiglech sinn, fir kënne gemeinsam Positiounen ze verteidegen, well am Moment ass

et de plus petit dénominateur commun, deen am Fong d'Resultat ass, well mer et net fäerdegbréngen, duerno och Saachen ze decidéieren.

Madamm Tanson, och Dir hutt vill Saache gesot, op déi ech misst reagéieren. Dir hutt mer de Virwurf gemaach, dass ech net „Hello, dictator“ zu engem gesot hunn oder „Merde alors!“ gesot hunn. Dir wësst, dass ech spontan sinn, ...

(Hilarité et interruption par M. Marc Baum)

... mee et geet net ëm d'Klicken op YouTube!

(Interruption)

An Dir wësst, ech sinn net derfir bekannt, deen Diskreetsten ze sinn.

(Hilarité)

Ech weess dat, mee ech hunn awer eppes geléiert an der Aussepolitick: Wat ee méi Aussepolitick mécht, wou een net driwwer schwätzt, wat se méi effikass ass. Wat ee méi iwwert alles, wat ee mécht, diskutéiert, wat ee manner Vertraue kritt vun den anere Partner, fir Saache gewuer ze ginn. An dowéinsten hunn ech geléiert, dass ech och am Dialog, am Respekt, och wann et net ëmmer einfach ass, vläicht manner ... An ech hu vun där „Megafonspolitick“ geschwat, déi ech am Moment net maachen. Dir wësst, dass ech awer scho gäre schwätzen, gäre Saache soen, mee ech hunn awer geléiert an der Diplomatie, dass dobausséier manner an dobanne méi ze soen, heiansdo méi bréngt, wéi dobausséier vill an dobanne manner ze soen.

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech muss Iech awer och soen, ech fannen et super, dass ech hei bal gelueft ginn, Här President, vun der Madamm Tanson, andeem se am Fong seet, dass den Ausseminister an de Premierminister sech esou fir d'Aussepolitick interesséieren. Ech wëll Iech just drun erënneren, dass dat och virdrun de Fall war an ech et einfach gutt fannen, dass ech hautdesdaags mam Premierminister op Plattformen ginn, wou mer och kënne perséinlech Meenunge soen. Ech hunn dat och reegelméisseg gemaach. Mee et ass deemools manner gekuckt ginn, ob dat elo e Clinch wier mam Ausseminister oder net. Ech muss Iech soen, dass den Echange mam Premierminister wéi och mat deenen anere Kollegen – well mir maachen d'Koordinatioun vun der EU-Politick jo bei eis am Haus – wierklech exemplaire leeft an ech och ganz, ganz frou doriwwer sinn.

Den Här Clement an den Här Cruchten hunn och iwwert d'Majoritéit am Europaparlament geschwat. An nach eng Kéier, Här President, ech wëll elo net, dass ech duerno gesot kréien, dat dote wier d'Positioun vun der Regierung; et ass meng Analys a mengem perséinlechen Numm.

Mir riskéieren, déi nächst fënnf Joer eng gewëssen Instabilitéit ze kréien an der Kommissioun, wann elo alternativ Majoritéit gesicht ginn. Ech hunn d'Gefill, e perséinlecht Gefill, dass am Moment eeben éischter e Bras de fer ass, fir ze kucken, wien elo nach eng déck Vizepresidentschaft ka kréien, wien den Titel kritt vum éischte Vizepräsident, wann et esou ee gëtt, oder vun engem décke Vizepräsident, vis-à-vis vun engem Net-Vizepräsident; dass et e Machtkampf ass tëschent, am Moment, de Sozialisten an der EVP, fir ze kucken: Kënne mer d'Spuenerin huelen? Kënne mer d'Spuenerin net huelen? Kënne mer de Fitto, also den Italieener, zum Vizepräsident maachen? An ech hunn d'Gefill, dass do e bësse Bras-de-fer ass.

Mee ech ka mer just wënschen, dass déi Bras-de-fer esou bal begruewe ginn. Well wann dat net de Fall

ass, riskéiere mer, déi nächst fënnf Joer an deem Europaparlament, wou am Ufank eng Majoritéit vun demokratesche Kräfte do war ronderëm d'Madamm von der Leyen, op eng Kéier ze verléieren. An do riskéiert eng Kommissioun, net dat duerchzekréien, wat se awer wëlt. An dofir géif ech wierklech recommandéieren, dass déi, déi sech am Ufank zesummegesat hunn, fir do Majoritéiten ze fannen, dat och weider maachen.

An ech hunn och nach den Här David Wagner, deen d'Wuert ergraff hat. Fir d'éischt och zu där Motioun, déi Der deposéiert hutt: „à chercher le dialogue avec les autorités, et les partis d'opposition“ – ech weess net, wien dat ass. Also, ech ka gären hei Kontakt ophuele mat den Autoritéiten, mee fir dass ech als Regierung mat de Partis d'opposition ... Ech hu keng Verrieder hei oder ech muss d'Ambassade froen, fir kënne dohinner..., also, dat gëtt zimmlech komplizéiert a meng Interlocuteurs sinn och normalerweis d'Autoritéiten. Ech géif wierklech froen, et dodrop ze limitéieren, well soss hunn ech e Problem.

Mee ech wëll awer just drun erënneren, dass 2019 – an deemools waart Der och Deputéierten, Här Wagner – 48 vun deene 65 Buergermeeschtere vun der HDP, dat ass déi kurdesch Partei, ofgesat gi sinn. Do huet kee sech dofir interesséiert. Keen! An dofir sinn ech ...

(Interruption par M. David Wagner)

Gelift?

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat ass net wouer!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hat deemools keng Motioun hei.

M. David Wagner (déi Lénk) | Mee et heescht net ... A, Dir braucht allkéiers eng Motioun vun eis, wann eis eppes interesséiert?

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Nee, mee ech wëll just soen: Deemools waart Der och Deputéierten, 2019.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hu kee Problem mam Text, wéi gesot, dass mer och drun erënneren. Mee ech wollt just drun erënneren, dass dat net fir d'éischt ass, wou dat elo geschitt. An dat ass awer net ze verstoen, wéi wann alles an der Rei wier. Mee dowéinsten, ech géif wierklech dat vun de Partis d'opposition gären eraushuelen.

Dann, Här President, ass och d'Fro gestallt gi vun der Roll vun Europa. An ech muss Iech soen, dass d'Roll vun Europa eeben och eng ass, wéi mer eis selwer jugéieren. Mir sinn ekonomesch esou staark. Mir si mënschlech esou staark. Mee mir hunn tatsächlech de Problem, dass mer riskéieren, manner kompetitiv ze ginn. An den Här Mosar an den Här Wagner si sech op total contradictoire Aart a Weisen awer mat der Iddi eens, dass Europa am Moment net dat gutt Bild ofgëtt, wou ee Loscht huet ze investéieren. Ech héiere souguer vun Industriebetriber: „Jo, wéinst den Energiepräisser si mer vläicht tentéiert, Europa ze verlossen, fir dann an Amerika ze produzéieren.“ Dat héiert een.

Op där anerer Säit ass och geschwat gi vu Latäinamerika an och vum CELAC zum Beispill. Do hate mer eng Reunioun. 2025 wäert eng grouss Reunioun sinn. De Minister, deen dierf op Bréissel. De Premier, deen dierf a Kolumbien, fir mat der CELAC zesummenzekommen. Do wäerte mer dann och zwou Reuniounen

hunn, fir mat hinnen eeben ons Relatiounen ze ver-
deiwelen.

Ech mengen, ech hu probéiert, op déi meescht Froen,
déi gestallt gi sinn, ze reagéieren. Ech wëll just deene
Merci soen, déi fonnt hunn, dass meng Aarbecht an
der Rei war. Ech sinn net perfekt. Ech akzeptéieren
och Kritik. Ech hunn och guer kee Problem domat,
Kritik ze akzeptéieren. Et ass eng Eier, d'Haus vun
der Lëtzebuerger Diplomatie kënnen mat ze dirigéie-
ren. Et ass eng Eier, Lëtzebuerg op internationalem,
op europäeschem an och op Groussregiounsniveau
dierfen ze verrieden.

Mir hunn am Moment net déi einfachst Zäit um inter-
nationalen Niveau. Mir brauchen och um europä-
eschen Niveau net wäit sichen ze goen. Mir hunn am
Moment, wa mer d'Grenze kucken, och um regiona-
len Niveau net deen einfachste Moment. Mee mir
hunn et awer och ëmmer fäerdegbruecht, am Dialog
mat deenen aneren an eeben och bei eis am Kapp, ze
wëssen, dass duerch eis Ouverture dëst Land déi er-
follegräich Story ass, déi et ass.

Dëst Land, an dat hu ganz vill Leit vergiess, war en
aarmt Land. Mir ware selwer Migranten am 19. Joer-
honnert a sinn an d'Ausland gaangen, well mer hei net
genuch ze iessen haten. An et ass säitdeem mer wës-
sen, dass mer mat deenen anere méi staark gi sinn,
dass mer dee Succès vun där Geschicht Lëtzebuerg ge-
schriwwen hunn. Kommt, mir sinn houfreg drop!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regie-
rung villmools Merci. Domat wär d'Diskussioun ofge-
schloss. Den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot,
mee e kritt et elo direkt, wann ech d'Motioun drun-
huelen. Da kënn Der déi zwou Saachen zesumme
maachen. Ech mengen, dat wär sënnavoll. Also, wéi
gesot, domat wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Motion 1

An da géife mer zu de Motiounen kommen. Déi éischt
Motioun, déi mer huelen, ass déi just vum Här
Wagner, well déi am Kontext vun dësem Debat elo
ofgi gouf. Duerno komme mer nach zu der Resolu-
tioun an zu der Motioun vun dem Här Graas iwwert
den Aserbaidjan. Also, Här Wagner, Dir wëllt direkt
d'Wuert huelen. Da kritt Der et och elo.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här Presi-
dent. Jo, dann e bëssen zur Motioun: Den Här Ausse-
minister huet och direkt drop reagéiert an et ass een
Invite, deen den Ausseminister vläicht e bësse stéiert.
Dat ass deen, datt ee Kontakt soll opheue mat der
Opposition, quitte datt dat oft an anere Kontexter
och esou gefuerdert gëtt. Ech kann novollzéien ... Dat
hu mer scho gemaach. Et stinn och Beispiller dran,
well an deem Fall sinn zwou Parteie betraff, déi ke-
malistesche Partei – et ass ee Buergermeeschter vun
deenen do ofgesat ginn – an dann d'DEM, déi Lénk
Partei. Bon, et gëtt nach aner Parteien, déi Schwie-
regkeeten hunn an der Tierkei vum Här Erdoğan, mee
an deem Fall sinn et déi.

Wat awer wichteg ass an eisen Aen, dat ass, datt
d'Lëtzebuerger Regierung wéinstens Kontakt opheft
mat den Autoritéiten an der Tierkei a seet: „Dat do-
ten, dat geet net!“ Mir kënnen eis och eens ginn op
deem Punkt. Also ech sinn och bereet, dann deen
zweeten Invite (veuillez lire: deen Deel vum éischten
Invite) ewechzehuelen. Ech weess net, iwwer wat fir e
Kanal d'Regierung dat mécht, mee da gi mer dat och
gewuer.

Ech wollt awer just eng Saach nach soen: Jo, ech sinn
och net perfekt, Här President. Dat ass e gemeinsame
Punkt mam Här Ausseminister.

(Interruption)

Plusieurs voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | An eise Gebuertsdag
och, de Mount an den Dag, den 3. März, jo.

Mee et gëtt immens vill Sujeten, wou ech gären eng
Motioun géif maachen, warscheinlech och de Marc
Baum an anerer hei am Sall, wou een net ëmmer
dozou kënnt a wou een dat och net ëmmer mécht.
A wann d'Absence vun enger Motioun bedeit, datt
ee sech fir de Sujet net interesséiert, dann ass dat e
bësse kuerz gegräff. Heiansdo mécht et Sënn, eng
Motioun ze maachen, an heiansdo mécht et kee
Sënn, eng Motioun ze maachen.

Et ass een och an enger Partei, et mécht een och
Communiquéen, et mécht een och Konferenzen et
cetera. Also, dat dote war net ganz fair, zemools ...
Also, mir sinn awer och net zu esou vill, datt mer per-
manent do all Dag sechs Motiounen hikréie géifen.
Et sinn der, déi dat hikréien, mee mir versichen awer
ëmmer, méi zolidd Motiounen hinzekréien.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war de Kom-
mentar zu där Motioun vum Här Wagner. Elo wëll ech
froen, wien nach heizou d'Wuert huele wëllt. A wann
ech richtig verstanen hunn, Här Wagner, hutt Der
schonn am Ufank elo akzeptéiert, „et les partis d'op-
position“ ewechzehuelen. A mir soen: „avec les auto-
rités turques afin de requérir des explications“.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, domat sidd Der
d'accord, dat heescht, mir schwätzen iwwert déi
modifiéiert Versioun. Wie wëllt d'Wuert huelen? Ma-
damm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, wa kee wëll ep-
pes dozou soen, dann ass dat och an der Rei, mee
ech wollt awer effektiv och d'Motioun ënnerstëtzen
an awer och nach eng Kéier soen: Wa mer natierlech
elo an déi Logik ginn, ze soen, dass all Motioun, déi
mer net hei stëmmen ..., iwwer Länner, wou een der
Meenung ass, dass ee muss eppes dozou soen, da
komme mer e bëssen an Däiwels Kichen. Well ech
denken, dass mer hei kéinten am Pleniërsrhythmus
Motiounen stëmmen iwwer Länner, wou et Problemer
gëtt mat de Mënscherechter, déi net respektéiert
ginn, wou et Problemer gëtt bei Walen. Leider kënn
dat extreem oft vir. An ech denke wierklech net, dass
dat heescht, dass mer eis heibannen net dofir interes-
séiere géifen. Ech fannen et wichteg, dass, wann een
esou eppes hei virbréngt, mer dat och konstruktiv
diskutéiere kënnen.

Ech muss awer och soen: Ech deelen dem Ausse-
minister seng Virsiicht bei „et les partis d'opposition“.
An duerfir fannen ech et gutt, dass den Auteur vun
der Motioun proposéiert, dat erauszehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm
Tanson. Gëtt et nach aner Wuertmeldungen heizou?
Den Här Cruchten. Jo.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech géif och ganz
kuerz gären eis Ennerstëtzung fir déi Motioun aus-
drécken. Mir kënnen och mat deem Ännerungsvir-
schlag liewen. Et schéngt mir evident ze sinn, dass
een déi Fro vun alle Säite bellichte muss. Soss kann
ee jo ni eng ponderéiert Äntwert kréien. Dofir fannen
ech déi Erklärung gutt.

Ech géif awer vläicht zur Rettung vun der Eier vum
Här Wagner soen, dass ech mech ganz gutt kann
erënnern, dass en a senger Ried hei virun e puer
Joer awer d'Walen an der Tierkei, d'Kommunalwalen,
ugeschwat hat ...

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... an och, wéi do mat der
Oppositionspartei ëmgaang ginn ass. Quitte dass e
vläicht deemools keng Motioun gemaach huet, sou
huet en dat awer ugeschwat. An ech ka mech nach
gutt dorun erënnern.

M. Claude Wiseler, Président | Domat wär dat dann
och gesot. Gëtt et elo nach aner Wuertmeldungen?
Dat ass net de Fall.

Da géif ech dës Motioun zum Vott stellen. Ass e
Vote électronique gefrot? Oder kënnen mer dat mat
Handophiewe maachen?

Une voix | Mat Handophiewen.

M. Claude Wiseler, Président | Da kënnen mer dat
mat Handophiewe maachen.

Motion 1 modifiée

« relative à la récente destitution d'élus locaux en Turquie »

La Chambre des Députés,

considérant

– que des élections municipales ont eu lieu en République
de Turquie le 31 mars 2024 et que celles-ci ont été quali-
fiées par le Congrès du Conseil de l'Europe comme « globa-
lement bien organisées et respectant la volonté des
électeurs » ;

– que ces mêmes élections municipales se sont soldées par
une large victoire des partis d'opposition et plus particuliè-
rement du Parti républicain du peuple (CHP) et du Parti de
l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM) au détri-
ment du Parti de la justice et du développement (AKP) ;

– que le 30 octobre 2024, le maire du district Esenyurt de la
ville d'Istanbul, membre du parti d'opposition CHP, a été ar-
rêté, démis de ses fonctions et remplacé par un fonction-
naire ;

– que le 4 novembre 2024, les maires des grandes villes de
Mardin et de Batman, ainsi que celui de la localité de
Halfeti, appartenant tous au parti d'opposition DEM, ont
été destitués de leurs fonctions et remplacés par des gou-
verneurs nommés par l'État ;

– que les destitutions susmentionnées ont été justifiées par
des liens présumés des élus avec le Parti des travailleurs du
Kurdistan (PKK), alors que ces accusations ont été vivement
rejetées par les personnes concernées et qualifiées sans
fondement par les partis d'opposition ;

– que de nombreux observateurs voient dans ces destitu-
tions un nouveau durcissement de la politique du
Gouvernement à l'égard de l'opposition rappelant la ré-
pression mise en place après 2016,

exprimant

– son inquiétude par rapport aux récentes destitutions
d'élus locaux en République de Turquie et des répercussions
potentielles qu'elles peuvent avoir sur la démocratie en
Turquie,

invite le Gouvernement

– à chercher le dialogue avec les autorités turques afin de
requérir des explications par rapport aux événements sus-
mentionnés ;

– à rappeler aux autorités turques l'attachement du Lu-
xembourg aux principes démocratiques et à condamner
toute tentative de répression politique.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

Vote sur la motion 1 modifiée

Da froen ech: Wie stëmmt fir déi Motioun? Dee soll
d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een, deen dergéint stëmmt?

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugehall.

8. Résolution de M. Gusty Graas relative aux relations bilatérales et multilatérales avec l'Azerbaïdjan

Motion de M. Gusty Graas relative au soutien à la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains en Azerbaïdjan

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 20 de ce compte rendu)

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 20 de ce compte rendu)

Da komme mer zu deem leschte Punkt. Dat sinn eng Resolutioun an dann eng Motioun vum Här Graas. Den Här Graas huet se virdrun erkläert. Ech mengen, datt e se net nach eng Kéier erkläert. Dach! Här Graas.

Exposé de la motion

M. Gusty Graas (DP), auteur | Nee, en erkläert se net nach eng Kéier. Ech hunn elo de Mëtten hei héiere vun eenzelne Leit, déi gesot hunn, se wieren net perfekt. Ech kennen nach een, deen net perfekt ass: Dat ass deen, deen de Moment schwätzt, well dee muss eng kleng Entschëllegung ausdrécken, wat d'Motioun ubelaangt. Do ass duerch iergenden Ėmstand eppes verschwonnen am Text a grâce der Madamm Octavie Modert, ...

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP), auteur | ... déi eng ganz oprichteg an och ganz interesséiert Lieserin vun der Motioun war, ass mer opgefall, datt am zweetleschten Tiret, wou drasteet: „[invite le Gouvernement] à promouvoir dans ses relations bilatérales et multilatérales avec l'Azerbaïdjan“, duerch iergenden Ėmstand eppes verschwonnen ass. Do muss hannerdu stoe kommen: „l'amélioration de la situation

des droits de l'homme“, an da weider: „notamment en marge“. Dat heescht, dat Stéck ass verschwonne gewiescht. Duerfir géif ech da proposéieren, dat elo nach bäisesetzen, an da kéinte mer déi Motioun dee Moment och zur Ofstëmmung bréngen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,
considérant

– sa résolution déposée en séance plénière le 20 novembre 2024,

invite le Gouvernement

– à réaffirmer publiquement son soutien à la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains en Azerbaïdjan, en réponse aux préoccupations exprimées par les différentes organisations internationales et les organisations non gouvernementales ;

– à examiner des mesures diplomatiques visant à encourager la levée des sanctions injustement imposées aux parlementaires membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), dont les parlementaires luxembourgeois Octavie Modert et Yves Cruchten ;

– à soutenir activement les initiatives appelant à la libération immédiate et inconditionnelle des personnes actuellement détenues en Azerbaïdjan pour des raisons politiques ;

– à promouvoir dans ses relations bilatérales et multilatérales avec l'Azerbaïdjan l'amélioration de la situation des droits de l'homme, notamment en marge de la COP29 qui se tiendra à Bakou du 11 au 22 novembre 2024, en intervenant diplomatiquement pour soutenir la société civile indépendante et le droit à la liberté de réunion pacifique ;

– à inscrire à l'ordre du jour du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, dont le Grand-Duché exercera la présidence à partir du 13 novembre 2024, les préoccupations relatives à la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains en Azerbaïdjan.

(s.) Gusty Graas, Taina Bofferding, Sven Clement, Fred Keup, Laurent Mosar, Sam Tanson.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass esou notéiert. Merci, Här Graas.

Gëtt et nach aner Wuertmeldungen?

(Négation)

Ech gesinn hei och, datt jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit déi ënnerschriwwen huet. Da froen ech: Kënne mer déi och mat Handophiewe stëmmen?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

Vote sur la résolution

Wien derfir ass, dee streckt d'Hand an d'Luucht. Merci.

Ass een, dee sech enthält?

Ass een dergéint?

Dat ass net de Fall. Dann ass déi Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Da komme mer zur Motioun.

Do ginn ech och dovunner aus, datt mer se kënne mat Handophiewe stëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion modifiée

Wien ass fir déi Motioun?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass och dës Motioun à l'unanimité ugehall. Ech soen Iech villmools Merci dofir.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.18 heures.)

47^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

p. 47

2. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des pathologies féminines : prévention et traitements (Octobre rose)

p. 47

Exposé : Mme Carole Hartmann (intervention de M. Marc Baum)

Débat : Mme Françoise Kemp | Mme Taina Bofferding (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

3. 8400 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 janvier 2024

8401 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière

d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009, ainsi que du Protocole, fait à Luxembourg, le 21 octobre 2020, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009

p. 53

Rapports de la Commission des Finances : M. Marc Spautz

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8400 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8401 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8415 – Projet de loi relative à l'augmentation de la quote-part du Grand-Duché de Luxembourg auprès du Fonds monétaire international, l'extension de l'accord d'emprunt bilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Fonds monétaire international et portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

p. 54

Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer

Discussion générale : M. André Bauler | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8415 et dispense du second vote constitutionnel

5. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson

p. 56

Exposé : Mme Sam Tanson

6. Question élargie n° 20 de Mme Liz Braz relative à l'avancement du dossier « Sportmusée »

p. 57

Mme Liz Braz (intervention de M. Michel Wolter) | M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Mme Liz Braz | M. le Ministre Georges Mischo (intervention de M. Michel Wolter)

7. Motion de M. Georges Engel relative à l'extension du travail dominical dans les magasins de détail, dans le commerce et l'artisanat

p. 58

Exposé : M. Georges Engel

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Jeff Engelen | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen | M. Georges Engel (intervention de M. Fernand Etgen) | M. Marc Spautz

Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

8. 8411 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

p. 61

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Octavie Modert

Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Luc Emering | M. Ben Polidori | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring (dépôt des motions 1 à 3) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8411 et dispense du second vote constitutionnel

Motions 1 à 3 : M. Jeff Boonen | Mme Joëlle Welfring

9. Motion de Mme Sam Tanson relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le marché commun du Sud (Mercosur)

p. 66

Mme Sam Tanson

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des pathologies féminines : prévention et traitements (Octobre rose)

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Preventioun an d'Behandlung vu weibliche Pathologien, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéit jeeweils 5 Minutten an d'Regierung duerno 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Carole Hartmann als Vertriederin vun der DP-Fraktioun. Madamm Hartmann.

Exposé

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer op d'Geschicht vun der Mënschheet kucken, gëtt dacks de Mann als mënschleche Prototyp duergestallt. Ee Beispill ass d'Bibel, an där geschriwwen steet, datt Gott fir d'éischt den Adam an dunn aus senger Rëpp d'Eva geschaaft huet.

(Interruption et hilarité)

Op d'mannst am chrëschtliche Glawe war de männleche Kierper also den Ausgangspunkt an domadder d'Norm. De weibliche Kierper war gewësserweis eng Ofwäichung dovunner.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech hunn e Beispill genannt.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Hartmann, loosst Iech net duerjernerbréngen vum Här Di Bartolomeo.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Loosst Iech net duerch en alen, wäisse Mann duerjernerbréngen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Dir Hären, d'Madamm Hartmann huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen (DP) | Här Di Bartolomeo!

Mme Carole Hartmann (DP) | Och an der Medezinn huet dës Virstellung laang dominiéiert. Symptomer a Krankheitsverleef bei de Männer goufen als allgemeng gültig definéiert an op dëser Basis da Medikamenter an Therapien entwéckelt. Datt Fraen dorobber anescht reagiere kéinten – an och anescht reagiert hunn –, gouf laang net bemierkt oder eescht geholl. An dëst Virgoe gouf och laang net a Fro gestallt.

Villméi goufen d'Particularitéit vum de Fraen – an domadder vu 50 % vum der Weltbevölkerung – leider oft ignoréiert. Feeldiagnosen a -behandlungen, falsch Medikatioun an Dosagen oder och einfach de Fait, datt Frae méi heefeg net eescht geholl an hir Symptomer erfogespillt ginn, féieren derzou, dass esou munch Fra jorelaang krank ass, ouni ze wëssen, wou runner se leit, oder och schlëmmstefalls fréizäitig stierwe muss.

Eréischt zënter Kuerzem kënn et zu engem Ëmdenken an zu der Erkenntnis, dass de weibliche Kierper sech a villerlee Hisiicht vu sengem männleche Pendant ënnerscheet. E weist aner Charakteristiken an oft Symptomer op, déi Behandlungen verlaangen, déi adaptéiert musse ginn, fir wirklech wirksam ze sinn.

„Frae si keng kleng Männer.“ Dat sot d'Gläichstellungsministesch Yuriko Backes nach dëst Joer bei der Virstellung vum Rapport vum Observatoire de l'égalité, dee sech mat den Ongläichheete vum der Gesondheetsversuergung tëschent Fraen a Männer auserneegeat huet. Et ass e ganz aktuelle Sujet, an dat och zu Recht!

Här President, an der medezinnescher Fuerschung existéiert en Gender-Data-Gap. Et gëtt e kloer Mangel un Daten iwwert d'Gesondheet vu Fraen, dat – an ech hunn et schonn ugedeit – well Frae vill ze oft net matgeduecht ginn. Auswierkunge vu Krankheeten oder vu Medikamenter op si sinn oft net gekläert.

Ee Beispill, dat dëst Ongläichgewicht duerstellt, ass op der europäescher Datebank ResearchGate, engem sozialen Netzwierk fir Fuerscher, ersichtlech. Hei sinn nämlech fënnemol méi Etüden zu Erektiounsstéierungen ze fanne wéi zum premenstruale Syndrom.

Wéi a ville Beräicher spillt awer natierlech d'Fuerschung och an der Medezinn eng ganz wichteg Roll, fir den Diagnostic, d'Behandlung, d'Medikatioun an d'Preventioun ze verbesseren. Och zu Lëtzebuerg gëtt et Fuerschungsprojeten, déi hiren Deel derzou bäidroen, d'Gesondheet vun de Fraen ze verbesseren.

Do wier zum engen d'Pilottstudie „Reliance“ vum LIH. Et ass déi éischt Etüd, déi mat Hëllef vum Nationale Kriiberegëster ënner anerem d'Broschtkriibsdiaagnos an den Traitement souwéi d'Risikofactoren an de Wee zeréck an d'Aarbechtswelt vun de betraffene Kriibspatientinnen evaluéiert.

Zum aneren ass am Februar dëst Joer vun der Gläichstellungsministesch beim LIH eng Etüd iwwert d'Geschlechterongläichheete bei der Gesondheetsversuergung an Opdrag gi ginn. D'Erkenntnisser vun dëser Etüd sollen e gréisser Verständnis fir de Problem schafen an hëllefen, déi richteg politesch Prioritéiten ze definéieren.

Niewent der Fuerschung muss eng vun den absolutte Prioritéiten déi sinn, d'Preventioun ze verbesseren. Frae mussen duerch cibléiert Opklärung, Sensibiliséierung an Depistage besser geschützt ginn.

Den „Octobre rose“, dee fir de Broschtkriib sensibiliséiert, ass e ganz positiv Beispill, wéi weiblech Gesondheitstheemen an der Gesellschaft bekannt gemaach kënnen ginn.

Als DP begrësse mir a Relatioun mat der Preventioun vu Broschtkriib d'Uschafe vun zousätzleche Mammografieapparater gradewéi d'Erofsetze vum Alter fir den Depistage vu 50 op 45 Joer.

Dat geet an eisen Aen awer net duer. Ech hunn d'Delaie fir d'Mammografië schonn e puermol hei am Haus ugeschwat an et bleift inakzeptabel, wann eng Fra méintelaang, voire méi wéi e Joer, op eng Mammografie waarde muss.

Schonn an der Diskussioun ëm d'Gesetz zum Virage ambulatoire am Juli 2023 hu mir dowéinst als DP derfir plädéiert, d'Mammografieapparater aus der

Löscht vun den Apparater, déi just a Spideeler oder Spidolsannexe kënnen installéiert ginn, ze sträichen. Et muss, au contraire, méiglech sinn, dass Dokteren esou Mammografieapparater ënner genau de selwechte Qualitéitskriterien och an hire Cabinets médicaux notzen an esou e Bäitrag zum Depistage vu Broschtkriibs an enger méi séierer Prise en charge vun de Patientinne liwwere kënnen.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Ech wär frou, Madamm Gesondheetsministesch, wann Dir eis kéint soen, wou mir a punkto Mammografieapparater dru sinn an ob d'Méiglechkeet, Mammografien och an Dokteschcabineten ze realiséieren, vun Iech considéiert gëtt a wa jo, weini mir mat den néidege legislativen Adaptatiounen rechnen kënnen.

Niewent dem Broschtkriibs si kardiovaskulär Krankheeten déi heefegst Doudesursaach bei de Fraen. An och hei ass den Depistage den A an den O – en Depistage, dee Risikofacturen fréizäitig identifizéiert a preventiv Ëmstellungen oder déi néideg Medikatioun méiglech mécht.

Am Kader vum Nationale Plang fir kardio-neurovaskulär Krankheeten ass 2021 de Projet „YOUNG50 #StayHealthy“ lancéiert ginn. Dësen Aktionsplang leeft elo dëst Joer aus an ech wollt Iech och dozou froen, Madamm Minister, engersäits, ob Dir doraus schonn éischt Resultater matdeele kënnt, an anersäits, ob an Zukunft all Biergerin a Bierger schonn ab 50 invitéiert gëtt, un engem Depistage fir kardio-neurovaskulär Krankheeten deelzehuelen.

Här President, Endometriosis ass e weider Beispill vun enger weiblecher Krankheet, déi laang net déi Opmierksamkeet krut, déi se brauch. Am März 2022 hat ech zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg Gusty Graas eng Question parlementaire zum Sujet gestallt. Ënner anerem hate mir d'Fro opgeworf, ob Lëtzebuerg eng national Strategie fir d'Endometriosis ausschaffe wäert. Deemools krute mir d'Äntwert, dass een d'Mise en place vun esou enger Strategie mat de concernéierten Acteuren diskutéiere géif.

Et ass a bleift eng komplex Krankheet an d'Symptomen weisen net ëmmer däitlech op Endometriosis hin. Frae sinn oft jorelaang mat schlimmer Péng geplot, éier se endlech d'Diagnos gestallt kréien. Tragesch ass heibäi, datt et bis haut nach keen Traitement a kee chirurgesch Agréff gëtt, deen zu enger kompletter Heelung bäidréit.

Dëst Joer ass awer elo en éischten Test op de Marché komm, deen iwwert de Spaut den Diagnostic vun der Endometriosis zumindest erméigleche soll. A Frankräich gëtt dësen Test am Kader vun enger weiderer klinischer Etüd rembourséiert. Sollt dësen hale kënnen, wat e verspricht, kéint dat ville Frae Jore vun Ongewëssheet erspuren.

Madamm Minister, ech géif Iech och zu dësem Sujet froen, ob un enger Strategie zur Endometriosis geschafft ginn ass an ob an deem Kader och déi medezinesch Evolutioun aus Frankräich suivéiert gëtt.

Op nationalem Plang gouf bis haut nach keng Sensibilisierungscampagne lancéiert, fir iwwert d'Endometriosis opzeklären. Just d'Stad Lëtzebuerg hat 2022 eng Konferenz mat Table ronde an engem Atelier d'échange zum Sujet organiséiert.

Ech mengen, dass mer och generell, wat d'Sensibilisierung fir weiblech Gesondheetssujeten ugeet, nach weider Efforte sollte maachen.

An ech wëll Iech, Madamm Minister, zesummen och mat der Madamm Minister Backes, an dësem Sënn och Merci soen, dass Dir rezent mat enger

Publikatioun op de Sujet vun der Menopause opmierksam gemaach hutt. Ech si fest dervunner iwwerzeugt, dass dat net deen eenzege Video an dësem Sënn war an dass mer och weider weiblech Pathologien och an Zukunft verstärkt esou uschwätze sollen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu rezent hei an der Chamber eng Motioun ugeholl – an ech wëll och de grénge Kolleegen nach eng Kéier dofir Merci soen –, eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, eng Strategie fir d'Fraegesondheet en place ze setzen. An dëser Motioun si vill Punkten opgeléicht ginn, op déi ech och elo agaange sinn. E weidere Punkt freet d'Upassung vun de Léierpläng fir d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal allgemeng.

Als DP kënne mir dëst nëmmen ënnerstëtzen. D'Gendermedezinn an d'geschlechtsspezifesch Symptomen mussen eng gréisser Roll am Studium spillen. Virun allem dierfe Fraen, déi hir Symptomen beschreiwen, net als empfindlech oder hysteresch erfogemaach ginn. Den Émgang mat Patientinnen a Patienten ass während der Ausbildung dowéinst geneesou wichteg wéi dat puert Fachwëssen iwwert déi eenzel Strategien (veuillez lire: Pathologien).

Och d'Weiderbildung vun den Dokteren a vum Gesondheetspersonal kann a sollt weider optiméiert ginn. Hei sollt ee sech Gedanken maachen, wéi d'Formation continue – och theemespezifesch, wéi zum Beispill zur Fraegesondheet – gefërdert ka ginn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Am politeschen a gesellschaftlechen Discours ass e positiven Trend erkennbar, wat d'Thematisierung vun der Fraegesondheet betrëfft. D'Frae léieren hire Kierper besser kennen a gi sech ëmmer méi bewusst, datt si mat hire Symptomen a Besoinen net eleng sinn. D'Fuerschung gëtt incitéiert, déi weiblech Gesondheet méi ëmfaassend ze traitéieren. An d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal erkennen d'Wichtigkeet vun enger differenzierter Prise en charge.

D'DP wäert sech weiderhi fir eng besser a méi geschlechtergerecht Gesondheitsversuergung asetzen. D'Männer brauchen natierlech net ze fäerten, vergiesse ze ginn. Vum „Octobre rose“ si mer nämlech elo an de „Blue November“ iwwergaangen, well en fin de compte si Fraen- a Männergesondheet d'selwecht wichteg. Kee Geschlecht däerf ignoréiert ginn!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech wëll der Madamm Carole Hartmann ausdrécklech Merci soen, dass si dës Aktualitéitsstoun ugefrot huet, well d'Fraepathologien ass esou e wichteg Thema sinn. D'Krankheeten, déi spezifesch d'Frae betreffen, sinn nach ëmmer ënnerrepräsentéiert an eisen ëffentlechen Diskussiounen, am Géigesaz zu anere Gesondheitsproblemer, déi méi heefeg behandelt ginn. E Manktem u Fuerschung, bestoend Tabuen oder eng ongenügend Sensibilisierung – d'Ursaache fir dës Opmierksamkeetsdefizitter si villfälteg.

Den Oktober ass eriwuer, mee de Sujet bleift. Den „Octobre rose“ ass do, fir d'Leit fir d'Krankheet Broschtkriibs ze sensibiliséieren, d'Frae mat Broschtkriibs ze ënnerstëtzen, an ze informéieren, wéi wichteg et ass, Kriibs fréizäitig ze entdecken, well

d'Heelungschancë weesentlech verbessert kënne ginn. Zënter dem 1. Juli 2024 riicht sech de Programm fir d'Fréierkennung vu Broschtkriibs u Fraen tëscht 45 a 74 Joer. All zwee Joer schéckt d'Direction de la santé eng perséinlech Invitatioun un dës Fraen, fir se anzulueden, eng Mammografie an engem vun deene fënnf unerkannten Depistagezentren am Land ze maachen.

Ech wëll dës Tribün notzen, fir iwwer eng Problematik ze schwätzen, déi a mengen Aen ëfters ënnerschat gëtt: d'Endometriosis.

Här President, laut Zuele vun der Weltgesondheitsorganisatioun WHO betrëfft d'Endometriosis ronn 10 % vun de Fraen a Meedercher am gebärfäegen Alter. Weltwäit entsprécht dat bal 190 Milliounen Fraen.

Bei der Endometriosis handelt et sech ëm e Wuesse vun enger Schläimhaut, déi der Gebärmuttereschläimhaut gläicht, dat awer ausserhalb vun der Gebärmutter. Dës Krankheet verursaacht vill verschidde Symptomen, déi d'Liewe vu Fraen am beruffleche wéi och am privaten Alldag schwéier beanträchtegen: staark an unhalend Péng während de Reegelen oder beim Geschlechtsverkéier, chronesch Beckepéng, chronesch Middelgeket, Iwwelzegket, Onfruchtbarkeet souwéi psychesch Problemer wéi Depressiounen an Angschtzustänn.

Trotz dem signifikanten Impakt vun der Endometriosis op déi physisch a mental Gesondheet vun de Beträffenden ass et alarméierend, datt et am Duerchschnitt siwe Joer laang dauert, bis eng definitiv Diagnos gestallt gëtt. Dës onverhältnisméisseg laang Zäit huet verschidde Grënn.

Op der enger Säit resultéiert dës Verspéidung dacks aus engem Manktum u Sensibilisierung an der medezinescher Welt. D'Péng, déi d'Fraen erliewen, gëtt net eescht geholl a gëtt oft als normal Reegelpéng considéiert. De Patientinne gëtt gesot, si solle léieren, mat der Péng eens ze ginn. Zudeem manifestéiert sech d'Krankheet net bei alle Patientinnen op déi nämlech Aart a Weis. A well d'Péng an hirer Intensitéit variéiert, mécht dat d'Diagnos nach méi komplizéiert.

Op der anerer Säit ass de Manktum un ëffentlecher Sensibilisierung an allgemenger Kenntnis vun der Krankheet e weesentleche Grond fir déi emotional Noutsituatioun bei de Fraen.

Menger Meenung no mussen mir op béiden Niveaueen handeln. Den inakzeptablen Delai vu siwe Joer bedeit e Verloscht vu wäertvoller Zäit, an deenen eng un d'Patientinnen individuell ugepasste Behandlung d'Liewesqualitéit vun de Beträffenden staark verbessere kéint.

Aus dësem Grond wëll ech der Madamm Ministesch dës Fro stellen: Wéi kéint een d'Erkennung vun den Endometriossymptomen an der Medezinn verbessern? Wéi eng Sensibilisierungscampagnen huet d'Regierung bis elo fir dës Krankheet organiséiert?

Här President, d'Beispill vun der Endometriosis weist, datt an der Medezinn de Kierper vun de Frae mat all senger Spezifitéiten nach ëmmer net de Stelleväert huet, deen e misst hunn. Frae si meeschtens nëmmen e bësse méi kleng a méi lichter wéi Männer, mee och hir Organer ënnerscheede sech deelweis bis an d'Zellstruktur an d'Enzymesummesetzung. Och d'Symptomen vun engem Häreinfarkt kënne bei Fraen anerer si wéi bei de Männer. Dowéinst gi se oft iwwersinn oder falsch interpretéiert. D'Norm an der Medezinn ass: männlech, jonk, fit, 178 Zentimeter grouss an ongeféier 75 Kilo schwéier. No dësem Moosstaf gi kënschtlech Härzer an Héftgelenker produzéiert a Medezinnndosierungen berechent. Frae ginn an der

Fuerschung dacks net mat duerchgeholl an d'Auswirkung vu Krankheeten a Medikamenter op hire Kierper sinn nach ëmmer vill ze oft net genuch erfuerscht an erklärt.

Dat muss sech änneren an ech hoffen, datt mat méi Opklärung den Diagnostic an d'Behandlung an Zukunft méi gendersensibel wäerte sinn.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Kemp villmools Merci. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech wäert elo net d'Bibel zitieren. Et fält mer awer e Lidd an aus dem Joer 1966: „It's a Man's World.“ Mat der Betounung op „Man“.

Bon, säit de 60er-Joren huet eis Gesellschaft sech widerentwéckelt an notament hu mer och Progrès gemaach, wat d'Égalitéit tëschent de Geschlechter betrëfft. An awer stelle mer bei der Gendermedezinn fest, dass mer do nach ëmmer ganz um Ufank stinn. Et gëtt net vill driwwer diskutéiert, et ass awer gutt, dass haut driwwer diskutéiert gëtt. Dofir e grouse Merci un d'Madamm Hartmann, déi dës Initiativ geholl huet.

D'Gendermedezinn... Jo, ech héiere schonn deen een oder aneren, dee beim Wuert „Gender“ scho vum Stull fält, mee ech ka berouegen, et huet näischt mat Ideologie ze dinn. Hei geet et einfach nëmmen ëm d'Tatsach, dass déi ënnerschiddlech Geschlechter ënnerschiddlech Symptomer bei der selwechter Krankheet kënnen empfangen.

Et ass virunner scho gesot ginn: Ganz laang ass de Mann sou consideréiert gi wéi de Standardpatient, huet als déi medezinnesch Norm gegollt, an d'Fra war éischter sou de méi klengen, liichte Mann. An dat ass och de Grond, firwat net weider gefuerscht ginn ass, eeben net drop opgepasst ginn ass, dass eeben d'Geschlechter ënnerschiddlech Symptomer hunn.

D'Beispiller sinn och scho genannt ginn: Häerzinfarkt, fir do ze ergänzen, fir just eeben och ze illustréieren, wéi wichteg eeben d'Gendermedezinn an deem Beräich ass, well beim Häerzinfarkt eeben d'Symptomer bei de Männer a bei de Frae ganz ënnerschiddlech sinn, wat eeben zur Konsequenz huet, dass Fraen am Duerchschnitt eng Stonn méi spët an d'Urgence kommen. A mir wëssen: Bei engem Häerzinfarkt zielt all Sekonn, do kënn et op all eenzelne Moment un!

En anert Beispill ass och scho genannt ginn: d'Endometriosis. Ech wëll se bewosst erwänen, well ech selwer dovunner beträff sinn. Ech sinn Endometriospatientin. Ech mengen, stellverriedend fir ganz vill Fraen, huet et laang gedauert, bis een déi definitiv Diagnos kritt huet. Ech hunn och ëmmer gemengt, et wär normal, wann een déi onmoosseg Péng huet, dat villt Blut, dat ee verléiert, d'kierperlech Aschränkungen an déi aner gesondheetlech Problemer, déi dat mat sech bréngt. Ech hunn eng relativ krass Form dovunner, mat alle fatale Konsequenzen. Dofir wëll ech dat och gären hei esou oppe soen, well et ass wichteg, dass mer driwwer schwätzen an eeben och Concernéierter selwer driwwer schwätzen.

Bon, virun ass schonn erklärt ginn, wat et ganz genau ass. Et sprengt elo e bëssen de Kader, nach méi ausféierlech drop anzegoen. Mee wann ee Froen et, huelen ech mer gären Zäit, fir dat e bësse méi am Fong ze diskutieren. Well et si ganz vill Frae beträff dovunner an et ass wichteg, dass mer driwwer schwätzen an dass mer och dozou Initiativen huelen,

well ech wënsche mer, dass all déi Fraen, déi an der selwechter Situatioun sinn, net esou laang musse waarden, bis se hir Diagnos kréien, a virun allem, dass déi vill Péng an déi vill Leidensweeër hinnen domadder erspuert ginn.

D'Endometriosis ass souzesoen déi ënnerschate Vollekskrankheet. An et ass scho gesot ginn, dass mer mussen eis deem unuelen. An der Politick si mer jo och scho mat der enger oder anerer Petitioun driwwer konfrontéiert gewiescht. An ech mengen, deemnächst misst nach eng Kéier eng Debatt hei am Haus, nach eng Kéier en Hearing vun enger Petitioun ustoen.

Ech weess, och an der viregter Regierung hate mer eis driwwer scho Gedanke gemaach, wou mer gesot hunn, et wier wichteg, och d'medezinnesch Personal driwwer ze forméieren, fir dass déi Leit, déi elo net direkt an deem medezinnesche Beräich tätég sinn, trotzdeem och wëssen, wéi se mat esou Patientinne sollen ëmgoen.

Ech gesinn och den Här Aarbechtsminister. Och hei waren Iwwerleeungen deemools tëschent dem MEGA an dem Aarbechtsministère, fir och op der Aarbechtsplaz opzeklären, souwuel d'Aarbechtskolleege wéi och d'Patronat selwer, fir dass se wëssen, dass dat awer eng chronesch Krankheet ass, déi d'Leit hunn, an net, dass do Leit feelen, well se einfach „e bësse Bauchwéi hunn an e bësse Blut verléieren“, wéi et heiansdo mol ganz salopp duergestallt gëtt.

E positivt Beispill wëll ech och nach erwänen: Dat ass de Virstouss aus Frankräich. Do ass d'Endometriosis zu engem gesamtgesellschaftleche Problem deklaréiert ginn. Do ass e ganz konkrete Aktionsplang ausgeschafft ginn, mat ganz interessante Pistén, un deene mir eis definitiv sollen orientéieren.

Wann ech da scho beim Thema sinn, nach e Wuert zur Menstruatioun: Dat ass keng Krankheet, trotzdeem ganz vill mat Stigma behaft. Et mierkt een et ëmmer erëm. Wann een op d'Toilette geet, da gëtt den Tampon ganz déif ënnen an der Täscher verstopp. Mir kommen eis heiansdo vir, wéi wa mer géifen esou en Drogepäckelchen schmuggelen. Keen dierf dat matkréien, dass mer en Tampon mat op d'Toilette huelen. Dat weist einfach, dass mer nach net ganz oppen domadder ëmginn. An dobäi, an dat ass jo eigentlech dat Verréckteste bei der Saach, huet d'Hallschent vun der Populatioun hir Reegel. An et ass eigentlech verréckt, dass mer nach ëmmer esou maachen, wéi wann dat eppes Eekleges wär. Et gehéiert zu eisem Liewen. Et ass näischt, woufir ee sech muss schumen. An och hei solle mer positiv mam Thema ëmgoen.

Domat sinn ech da bei der Opklärung, bei der Sensibiliséierung. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, dass do nach weider Efforte musse gemaach ginn. Ech mengen, de Moie war et och gëschter, do huet de Planning familial eng nei Campagne lancéiert, „SANG POURCENT“, fir eeben hei op d'Précarité menstruelle hinzewisen. Esou Initiative sinn och enorm wichteg a solle weider ënnerstëtzt ginn.

Dat selwecht gëllt och fir d'Menopause, nach ee Wuert dozou. Well och dat ass keng Krankheet, och wa se mat ganz vill Krankheeten zesummenhängt. Sou ass dat heiten eigentlech och e ganz normale Phänomeen, wéi et eeben och en normale Phänomeen ass, wann een an d'Pubertéit erakënn. An och eng Schwangerschaft ass keng Krankheet. Och dat ass e ganz normale Virgang.

An ech appreciieren, Madamm Ministesch, dat wëll ech och nach zum Ofschloss soen, d'lescht Woch, wou Der matgedeelt hutt, dass Der och Hëtzwallungen hat an eigentlech de Paltong net wollt undoen, fir hei

bei d'Riednerpult ze kommen. An et ass genau dat, wat wichteg ass: dass Leit, déi concernéiert sinn, an hirem Entourage oppen driwwer schwätzen, matdeelen, wéi se sech spieren, wéi et hinne geet, opklären, fir och de Versteesdemech vun där anerer Sait ze kréien.

Voilà, dëst gesot, just ganz kuerz dann nach e Fazit, dee mir hei aus där Debatt mathuelen. Fir eis ass et wichteg, dass d'Gendermedezinn ausgebaut gëtt, verstärkt gëtt. Firwat net och hei zu Lëtzebuerg? Ech denken do vläicht un e Léierstull, deen op der Uni.lu kéint opgoen. Ech mengen, dat wär e ganz staarkt Zeechen. Ech denken awer och nach un dat Risepotenzial, dat mer an der Kënschtlecher Intelligenz fannen, fir och déi individualiséiert medezinnesch Beräicher, also d'personaliséiert Medezinn, nach weider ze pushen. Et si jo zwee Beräicher, wou mer eis gären hei am Land wëlle staarkmaachen.

An dann, wéi gesot, absolutt méi Sensibiliséierung, méi Campagnen, och an de Schoulen. Ech mengen, och wa mer gesinn, dass déi jonk Generatiounen scho besser opgeklärt sinn, sou ass et awer wichteg, dass een nach do usetzt. An, wéi gesot, och definitiv an der Aarbechtswelt, fir och do d'Versteesdemech an den Entourage ze bréngen. Et ass wichteg, dass iwwert déi Saache geschwat gëtt, a virun allem, dass déi Leit, déi concernéiert sinn, sech net dofir musse schumen, ganz am Géigendeel. Ech mengen, hei ass et wichteg, dass dat akzeptéiert gëtt, toleréiert gëtt, a virun allem, dass déi Leit ënnerstëtzt ginn.

Merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu grad schonn héieren: Mir si schonn am November. Et ass am Fong de „Bloe Mount“ oder „Movember“, wat sech zesummesetzt aus „Moustache“ an „November“. A verschidene Länner loosse sech d'Männer souguer extra am November e Schnurres wuessen. Ech hunn elo nach keen hei gesinn, dee sech elo extra een huet wuesse loosse, mee ech gesinn der awer e puer, déi schonn een hunn.

(Brouhaha)

Et ass de Mount, wou op d'Krankheeten vun de Männer, mat virop dem Prostata- an Hodekribs, opmierksam gemaach gëtt. Et soll am Fong d'ganz Joer iwwer ëmmer erëm u bestëmmte Krankheeten, wéi mer grad och schonn héieren hunn, erënnert ginn. Ech mengen, et war meng Kolleegin, d'Madamm Kemp, déi gesot huet: „Et ass d'ganz Joer iwwer, wou op d'Krankheeten muss opmierksam gemaach ginn an un d'Dringlechkeet vun der Preventioun muss erënnert ginn.“

D'Zil vun enger nohalteger Politick wier et, dass mir enges Daags keng Aktualitéitsstonn méi brauchen – obwuel ech immens frou sinn iwwert d'Initiativ vun der Madamm Hartmann, iwwert dës Aktualitéitsstonn –, well mer duerch déi néideg Fuerschung an Opklärung den Taux vun erkrankte Persounen drastesch reduzéiert hunn.

Mir schwätzen also haut iwwert den net méi grad aktuellen oder grad ëmmer aktuelle Sujet vun der Sensibiliséierung an de Kampf géint de Broschtkribs an aner Krankheeten, déi d'Frae betreffen. Broschtkribs ass nëmmen eng vun de Krankheeten, déi

hauptsächlech Frae betreffen. Mir müssen och iwwer Gebärmutterhalskriibs, Endometriosis – wéi mer et elo haut schonn e puer mol héieren hunn –, polyzystesch Ovarialsyndrom an Osteoporosis schwätzen, déi hauptsächlech oder ausschliesslech Frae betreffen.

Eng besonnesch Erausforderung bleift déi mental Belaaschtung, déi duerch dës Krankheeten entsteet, sief et duerch déi kierperlech Symptomer, d'Behandlung oder d'Niewewirkungen. Eng chronesch oder laangwiereg Krankheet huet en déifgräifenden Impact op d'mentaalt Wuelbefannen, deen dacks déif Narben hannerléisst.

Vill Fraen erliewen Angscht, Depressioun, Kierperbildproblemer an Isolatioun. Och ech schwätze vum der Endometriosis – wéi d'Madamm Kemp och scho gesot huet an ech si frou: mir hunn déi nämmleche Zuele fonnt –, déi ronn 10 % vum de Frae weltwäit betrëfft. D'Symptomer ginn oft iwwer Joren ignoréiert oder als normal ofgedoen. Och wann dës chronesch Krankheet méttlerweil méi thematiséiert gëtt, feelen nach ëmmer dat néidegt Bewosstsinn, Verständnis an déi entsprecheend Behandlungsméiglechkeeten, wéi och all meng Virriedner schonn erwänt hunn.

Vill Frae leiden u schroer Péng, Onfruchtbarkeit oder chronesch Middegkeet. Mat grousssem Interessi blécken ech dohier op déi ustoend Diskussioun iwwert d'Petitioun iwwert d'Flexibilitéit vum de Frae mat Endometriosis am Aarbechtsëmfeld.

D'Fréierkennung a Preventioun si fundamental am Kampf géint Krankheete wéi Broschtkriibs a Gebärmutterhalskriibs. Mir hunn zu Lëtzebuerg Programmer wéi de Mammografiescreening an d'Impfung géint den humane Papillomavirus, déi wichteg Etappen an der Preventioun duerstellen.

An deem Sënn géng ech d'Madamm Minister gär froen, ob mer an Tëschenzäit d'Resultater vum der Ëmfro bezüglech dem Taux vum der Humane-Papillomavirus-Impfdeckung hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech maachen hei Referenz op eng parlamentaresch Fro vum der CSV am Februar 2024 mat der Nummer 348.

Dëst bréngt mech zu engem anere wichtige Thema, der adaptéierter Behandlung. Och dat hu mer haut schonn e puermol héieren. D'Wëssenschaft huet gewisen, dass d'Reaktioun vum weibliche Kierper op Medikamenter an Therapie sech vum där vum männleche Kierper ënnerscheet. Dëst ass een Deel vum Gender Health Gap. Den Gender Health Gap ass e Problem, deen d'Gesondheetssystemer weltwäit betrëfft. An och Lëtzebuerg bleift net verschount.

Genau aus deem Grond war ech och den 22. Juli dëst Joer op enger Konferenz am CHL iwwer Geschlechtsënnerscheeder an der Gesondheet, wou ausser mir just d'Ministesch Deprez a Backes waren, a soss keen aus deem héijen Haus. D'Medikamenter a Behandlung gi gréisstendeels op Basis vu Studien entwéckelt, déi hauptsächlech mat männleche Mais duerchgefouert ginn. Duerno ginn déi klinesch Studien awer mat Männer a Fraen duerchgefouert, woubäi jee no de Studien d'Proportioun variéiere kënnen. Et gëtt kloer Studien, wou een an de Resultater e Geschlechtsënnerschied gesi kann. Dëst gëtt dann awer dacks an der wëssenschaftlecher Publikatioun net explizitt erwänt oder et fënnt een et iergendwou an den Annexen erëm.

E kloert Beispill bezüglech der Behandlung ass zum Beispill d'Dosis vu Medikamenter a wéi e Medikament am Kierper wierkt. Eng Standarddosis kann eng Fra méi oder manner staark betreffen wéi e Mann – weinst Ënnerscheeder betreffend d'Kierpermass, d'Verstoffwiesselung an d'Liewer, d'Exkretioun iwwert d'Nieren, d'Interaktioun tëscht den Hormoner an de Medikamenter an nach viles méi.

Et ass essentiel, dass mir méi Fuerschung bedreiwen, fir d'Behandlungsstandarden unzepassen, soudass d'Frae behandelt ginn op eng Manéier, déi hirem Kierper a senge Besoine gerecht gëtt. Mir müssen d'EMA, d'European Medicines Agency, an hir Regulatiounen vum 2014 ënnerstëtzen an héichhalen, wou et ganz kloer Virschreft gëtt, wat d'Berücksichtigung vu geschlechtsspezifischen Ënnerscheeder an der medezinescher Fuerschung a Medikamentenentwécklung betrëfft.

Här President, de Mount vum „Octobre rose“, genau wéi dee vum „November“, sollen eis erënneren, dass d'Gesondheet vum de Fraen a Männer keng Nischenthematik ass, mee e fundamentale Bestandteil vum eiser gesondheetspolitescher Verantwortung. Fir d'ADR ass et wichteg, derfir ze suergen, dass déi medezinesch geschlechtsspezifesch Ënnerscheeder éischtes konsequent an der Pharmafuerschung berücksichtegt ginn an zweetens transparent vermëttelt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Frae gi méi al wéi Männer, mee se altere manner gutt. Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt en Gender Health Gap, an doriwwer musse mer schwätzen. D'genderbaséiert Medezinn a Gesondheetsversuergung muss e méi grousst Thema am 21. Joerhonnert sinn an ech kann nëmmen nach emol begrëssen, dass d'Chamber bal anonym (veuillez lire: unanime) d'Motioun fir eng national Strategie fir Fraegesondheet ugeholl huet. Merci der Madamm Hartmann fir d'Thematiséiere vum „Octobre rose“. Fraespezifesch Erkrankunge wéi de Broschtkriibs, Gebärmutterhalskriibs oder Kriibs un den Eeërstäck, parallel zu sëllegen anere Fraepathologien, sinn iwwert de Mount Oktober eraus extrem wichteg.

De Broschtkriibs ass deen déidlechste Kriibs bei Fraen. Bei Fréierkennung kënnen nëng vum zéng Fäll geheelt ginn. 71 % vum den Diagnose si bei Fraen iwwer 50 Joer. An deem Sënn ass et begrëssenswäert, dass Fraen tëscht 45 a 74 an de Programme Mammographie opgeholl ginn an all zwee Joer eng Mammo maache kënnen – a sollen.

Laut den Eurostat-Zuele vum 2023 wier den Taux vu Fraen tëscht 50 a 69 Joer, déi an d'Mammografie ginn, ëm 10 % gefall, op 50 %. Kann d'Madamm Ministesch eis dës Zuele confirméieren? A wéi ass dës Baisse ze erklären?

Wéi nidderschwelleg fënnt d'Oplklärung an d'Sensibiliséierung vum der Broschtkriibspreventioun statt? Ass eng Invitatioun via Brëif an e Flyer haut nach déi beschte Sensibiliséierungscampagne? Oder wéi gedenkt de Ministère hei, an deene verschiddenste Sproochen an iwwer wéi eng Kanal d'Frae fir eng besser Sensibiliséierung ze erreechen?

Am Kontext vum der Preventioun ass natierlech och d'Fro legitim, wéi accessibel de reegelméisseg Suivi vum engem Gyneko ass, wëssend, dass et bei villen Doktere laang Waardezäite gëtt oder keng nei Patientinne méi kënnen opgeholl ginn, wéi schonn am Rapport Lair 2019 thematiséiert. An den nächsten zéng Joer wäert bal d'Hallschent vum de Fraendokteren hei am Land de Pensiounsalter erreechen. Wéi gesäit et aus a punkto Formatioun a Rekrutement?

Nieft dem Broschtkriibs sinn de Gebärmutterhalskriibs an den Eeërstäckkriibs e wichteg Thema an dëser Debatt. Grad bei der Preventioun vum

Gebärmutterhalskriibs duerch d'Impfung géint de Papillomavirus hu mer en effizient Mëttel, dat vill Frae ka schützen.

D'LNS-Etüd vum 2018 beseet, dass just sechs vum zéng Meedercher eng Impfdosis kritt hunn. Wéi ass den Taux de couverture vaccinale haut? Am Mäerz 2024 gouf et eng Ëmfro zu der Couverture vaccinale géint den HPV-Virus. Gëtt et entre-temps Resultater vum dëser Ëmfro? Huet sech d'Couverture vaccinale verbessert par rapport zu der Evaluatioun vum 2018?

A wéi gesäit et aus bei de Jongen? Et ass nämlech wichteg, dass och d'Jonge geimpft ginn. Well si ginn de Virus net nëmme weider, si kënnen och selwer krank ginn. Hei ass oft eng manner grouss Sensibiliséierung do.

Kann d'Madamm Ministesch eis des Weideren erklären, wiesou 2024 eng aner Method applizéiert gouf wéi nach 2018, fir den Impftaux ze ermëttelen?

Doriwwer eraus, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sollt et eis en Uleies sinn, och d'Impfung vum den Erwuessene weiderzedreiwen. Och wann d'Impfung jo generell fir Kanner respektiv Jugendlecher virum éischte Rapport sexuel recommandéiert ass, kënnen laut neiste Studien och Erwuessener dovunner profitéieren. Gëtt d'Impfung vum Erwuessenen also och vum der Krankekeess rembourséiert?

Här President, wann eng Kriibsdiagnos do ass, dann ass jo d'Fro, wéi den Traitement verleeft, an dat vum der Disponibilitéit vum Scanner an den enorm laangen an zermürbende Waardezäite bis hin zum psychosozialen Accompagnement. Wéi gesäit et aus mat Selbsthilfegruppen a psychologescher Berodung? Wéi gesäit et aus mat der Begleedung vu Patient/innen ausserhalb vu konkrete medezineschen Traitementen? Ech denken un de Sport, de psychologische Suivi, d'Essen, d'Ënnerstëtzung doheem.

An Däitschland stierwen 30.000 Tumorpatient/innen un de Suite vu Mangelernährung, an net un der eigentlecher Kriibserkrankung. Wéi gesäit et aus mat enger ganzheetlecher Begleedung vum der Patient/in, besonnesch am Hëllef op d'mental Gesondheet an de Mental Load, deem d'Frae generell scho méi ausgesat sinn?

Dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech ofschléissend e lescht Thema uschneiden: d'Postpartum-Depressioun. Wann aus dem Babyblues kuerz no der Gebuert iwwer Wochen a Méint eng Depressioun gëtt, ass dat extrem eescht ze huelen – fir d'Mamm, fir d'Kand an d'ganz Famill. Dacks gëtt d'Depressioun net erkannt. Dobäi si bis zu 20 % vu jonke Mamme betraff, laut Zuelen aus eisen Nopeschlänner.

Mir wëssen aus enger Question parlementaire vum 2021 vum der Madamm Hartmann, dass de Ministère deemools keng Statistiken oder Zuelen hat. Wéi vill Mammen, mee doriwwer eraus och wéi vill Papp sinn haut betraff? Wann haut nach ëmmer keng Zuele virleien, wéi gesäit déi haiteg Ministesch et, fir besetzt Zuelematerial ze kréien an och um Niveau vum der Oplklärung an der Sensibiliséierung an der Begleedung vum de frëschgebakene Mammen a Papp Verbesserungen erbäizeféieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An dann ass elo d'Wuert fir den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Als éischte Mann haut de Mëtteg ass et natierlech ...

(Interruptions)

... net esou einfach. A virun allem wär et vermessen, als Mann ze mengen, dass ee wéisst, wéi ee sech als Fra géif an der Medezinn fillen. Dat heescht déi Arro-ganz sollt een als Mann guer net opbréngen.

Allgemeng ass et, wann een e bëssen duerch d'Welt kuckt, scho bal e Privileeg, wann ee Mann ass, well Still, Autoe, Miwwelen, alles, souguer de Crashtest, gétt op Männer getest, an net op Fraen. Dat sollt eis an der haiteger Gesellschaft ze denke ginn. An dat geet wäit eraus iwwert d'Medezinn. A mir sinn an enger Gesellschaft, wou ech als Mann zwar d'Mee-nung verrieden, dass d'Frae solle ganz gläich behan-delt ginn an dass d'Chancé sollen déi gläich sinn, mee mer awer nach wäit ewech dovunner sinn, wa mer d'Realitéit um Terrain kucken.

Haut huet d'Madamm Hartmann d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Medezinn ugefrot, wat och richteg ass, well och mir als Lëtzebuerg kënnen do eise Schrëtt maachen, a mir kéinten do och Virreider sinn. Well wann ee krank gëtt, ass déi beschte medezinnesch Behand-lung fir all eenzelne Mënsch anescht a se hänkt vu ville Faktoren of. Dobäi spillt eeben d'Geschlecht eng wichteg Roll – mat déi wichtegst. All Mënsch huet verschidde Bedürfnisser, wann et ëm d'Gesondheet geet. A jo, et gétt Ënnerscheeder bei de Bedürfnisser tëscht de Geschlechter. Geschlechtsspezifesch Ënnerscheeder gi bis elo awer nach vill ze wéineg berück-sichtegt.

Leider ass an der Medezinn an an der Fuerschung den Duerchschnëttmënsch – leider – dacks e Mann. Frae goufe laang just als méi kleng a méi liicht Män-ner ugesinn an der Medezinn. Dobäi sinn d'Ënnerscheeder ganz aner. Dës Ënnerscheeder beaflossen, wéi Erkrankungen entstinn, diagnostizéiert ginn, verlafen a behandelt ginn. Häerzinfarkter an aner Krankheitsverleef goufe laang als typesch Männer-krankheeten ugesinn. Fraen a Männer hunn ënnerschiddlech Chancen, verschidde Krankheeten ze entwéckelen, wat deels op biologesch Ënnerscheeder zrëckzuféieren ass.

Behandlungen hu gewisen, dass Männer a Frae Me-dikamenter deels anescht veraarbechten an toleréieren. Dëst huet e wichtegen Impakt dorop, wéi gutt d'Medikamenter wirken, wat bei de Behandlungen immens wichteg ass. Bis an d'2000er waren a ville Studien d'Männer einfach nëmmen de Standard. An d'Resultater goufen einfach nëmmen op Fraen iwwerdroen. Symptomer, déi méi dacks da bei Fraen opgetruede sinn, ginn nach ëmmer net als spezifesch fir Frae beschriwwen, mee als ongewéinlech oder atypesch.

Här President, et gétt also Ënnerscheeder. A wéi mir domadder ëmginn, kann iwwer Liewen an Doud vum Mënsch entseeden. Dës Wëssenschaft soll nogelauschert ginn. An der Wëssenschaft hu se nämlech och eng Léisung fonnt: eng geschlechter-sensibel Medezinn. D'geschlechtersensibel Medezinn berücksichtegt nämlech d'Ënnerscheeder tëscht de Geschlechter. Si beschäftegt sech och mat der Tatsaach, dass d'Symptomer bei Fraen a Männer ënnerschiddlech sinn.

Leider gétt dëst aktuell nach ze wéineg an der medezinnescher Ausbildung behandelt. Vill Doktere sinn dowéinst nach net genuch op d'Geschlechterënnerscheeder ausgebild. Dofir ass et wichteg, dass d'Politick sech hei aschalt, fir op dëst Thema opmierksam ze maachen. Et geet ëm d'Gesondheet vun de Leit, an eeben och ëm Liewen an Doud.

Virun e puer Wochen hu mer hei an der Chamber den Observatoire de l'égalité entre les genres gestëmmt. Mir kéinten dësen Observatoire op dës Missioun usetzen, dat zesumme mam Observatoire national

de la santé; dëst beim Santésministère. D'geschlech-tersensibel Medezinn ass wichteg fir jiddereen, well si kann d'Gesondheitsversuergung fir jidderee ver-besseren. Si verbessert d'medezinnesch Behandlung vu Fraen an domat d'Gläichheet tëscht Fraen a Männer – an net nëmmen dat. Well duerch d'ge-schlechterspezifesch Medezinn verbessere mer d'Me-dezinn insgesamt, wouvun um Enn all Mënsch wäert profitéieren.

Zur Konkusioun: D'Politick muss hei am Land der-fir suergen, dass d'Fraen an der Medezinn endlech respektéiert ginn an dass dat ganz schnell ugepasst gétt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Als leschten ageschriwwene Riedner ass elo d'Wuert fir den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Gläichstellung tëscht de Geschlechter ass de Géigendeel vu Gläichmaacherei, well Gläichstellung setzt d'Eenzegaartegkeet vum Einzelne viraus a geet op spezifesch Besoine vu Gruppen an, fir domadder d'Grundlag ze schafen, dass d'Mënsche gläich behan-delt ginn a selbstbestëmmt handele kënnen.

Déi Diskrepanz tëscht der erwünschter Gläichstel-lung tëscht Männer a Fraen an der Realitéit, dat ass e Gap. Mir kennen den Gender Pay Gap, also d'Tat-saach, dass Frae fir déi selwecht Aarbecht manner be-zuelt gi wéi Männer. Mer kennen den Gender Pension Gap, dass Frae manner Pensioun kréie wéi Männer, an also och méi staark vun Aarmut betraff sinn.

An all dës Gaps sinn net vum Himmel gefall oder en Naturgesetz, wéi verschidde Rietser eis erkläre wëllen. Nee, se sinn Iwwerbleibsel vun enger pa-triarchaler Gesellschaftsuerdnung, an där Frae wéi Mënschen zweeter Klass behandelt gi sinn. An dëst ze iwwerwannen, misst d'Zil vun all fortschrëttlecher Politick sinn. A wann et an der Vergaangenheet Fort-schrëttler gi sinn, da waren dat ëmmer Resultater vu politeschen Ausernanersetzungen a vu politeschen Decisiounen.

Duerfir felicitéieren ech der Madamm Hartmann, dass si dës Sujet op d'Chambertribün bruecht huet, de Sujet vun der Ongläichheet an der Behandlung oder vum Traitement, vun der medezinnescher Prise en charge. Jo, well et gétt och en Gender Health Gap, also d'Tatsaach, dass d'Preventioun, d'Fréierkennung an den Traitement vu Krankheeten, déi Frae betref-fen, net déi Opmierksamkeit kréien, déi se misste kréien, respektiv dass d'Condition féminine vill ze wé-neg consideréiert gétt a Preventioun, Fréierkennung an Traitement vu Krankheeten.

An den Haaptpunkt vun dësem Gap – an d'Madamm Hartmann huet domadder ugefaangen, ier se vun engem Mann ënnerbrach ginn ass – ass deen, dass de männleche Kierper nach ëmmer d'Norm duerstellt: d'Norm duerstellt, wat d'Preventioun ugeet, d'Norm, wat d'Fuerschung ugeet, d'Norm, wat d'Ausbildung ugeet, an d'Norm, wat d'Medikatioun ugeet.

A Beispiller kenne mer genuch: Et ass nach ëmmer de männleche Kierper, opgrond vun deem Sécher-heetsgurten entwéckelt a getest ginn. Mir gi ge-léiert, Symptomer vun Häerzinfarkt oder Hiereschlag ze erkennen, mee dës Symptomer si bei Fraen dacks aner. Och gi Medikamenter virun allem fir de männleche Kierper erfuerscht an entwéckelt, an och deelweis hu se aner Wierkungen an Niewewierkunge bei Fraen.

Bei der Verschreiwung vu Medikamenter gétt dacks net genuch berücksichtegt, dass d'Medikamenter anescht wirken, jee no Phas vum Zyklus vun enger

Fra. An ech sinn och frou, dass d'Madamm Bernard de Sujet vun der Postpartum-Depressioun ugeschwat huet, deen nach ëmmer vill ze dacks als Spleen ofge-doe gëtt an net seriö ënnersicht an och net seriö en charge geholl gétt.

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An iwwerhaupt sinn ech an der Virbereedung vun dëser Heur d'actualité op erstaunlech vill Temoignagë vu Frae gestouss, déi sech an hirer medezinnescher Prise en charge einfach net seriö genuch geholl fillen. An d'Madamm Kemp huet dat och an hirer Interventioun zum Ausdrock bruecht.

Duerfir mengen ech, dass effektiv nach vill ze maa-che bleift. An dës Diskussioun kann duerfir och just e kleng weidere Schrëtt dohi sinn. D'Regierung kéint a misst, zumindest eisem Virdenken no, d'Bestrie-wunge virundreiwen, fir dës Problematik nach méi déif ze verstoen an op allen Niveaue weiderzedrei-wen. An der Ausbildung – vun der Éischter Hëllef iwwert de CGDIS bis zu de Curricula vun de mede-zinnesche Studiegäng op der Uni – bleift d'Fro vun der adequater Prise en charge weider zentral. D'Fro, wéi d'Madamm Bofferding et gesot huet, vum Wei-derdreiw vum der Gender Medicine bleift eng ganz wichteg.

An all dës Froe vum Gender Health Gap ginn awer nach eng Kéier getoppt, wann ee sech d'Fro vun der Intersektionalitéit stellt, also der Tatsaach, dass sech all dës Froe vun Ongläichbehandlung nach eng Kéier cumuléieren, wann eng Fra eng aner Hautfaarf huet, eng aner Sprooch schwätzt oder aus net grad-esou aiséierte Verhältnisser wéi d'Deputéiert hei am Haus kënn. Dofir begrëssen ech ausdrécklech, dass de Chancéglaichheitsministère eng Etüd beim Luxembourg Institute of Health an Optrag ginn huet, fir ebe justement d'Gender Inequalities in Health ze detektéieren, an dat genee mat enger intersektionel-ler Approche.

Här President, Ongläichheete bekämpfen – och Gen-der-Ongläichheeten –, misst d'Aufgab vun all Mënsch an och all Deputéierte sinn, deem déi allgemeng Mënscherechtserklärung um Häerz läit. An dat, wat vun eis gefrot gëtt, ass opzepassen, opmierksam, jo, wakereg ze sinn. „Wakereg“, dat heescht am Engle-sche „woke“, Duerfir loosst eis alleguer „wakereg“/„woke“ sinn! Well opmierksam sinn op Ongläichbe-handlung vu Mënschen ass den éischte Schrëtt fir eng gläichberechtigt Gesellschaft.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Ried-ner ofgeschlossen.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a virun allem mol merci fir déi vill Interventiounen. Merci der Madamm Hartmann, iwwerhaupt déi Heur d'actua-lité op den Ordre du jour bruecht ze hunn. A merci alle Virriedner fir hiren Input.

Ech mengen, a sou eng Stonn kritt een net alles dra-gepak. Mir hunn elo scho vill Sujeten dragepak. A menger Virbereedung hunn ech mech orientéiert un deem, wat d'Madamm Hartmann proposéiert hat, véier Tireten: déi spezifesch Fraerkrankheeten, d'Pre-ventioun, d'Traitement vu Pathologie-fémininen,

d'Traitement a punkto Gender Health Gap an den Impakt op de Bien-être an d'Santé mentale vun de Fraen, wat de Mëtten nach net esou vill ugeschwat ginn ass.

Déi spezifesch Krankheetsbiller hänken zesumme mat eeben der Anatomie vun der Fra, déi weiblech Geschlechtsorganer huet, déi d'Pubertéit erlieft, déi déi éischt Menstruatioun erlieft, dann ... an dat während enger Rei Joren erlieft, d'Gebuert, d'Schwangerschaft. Déi eng hunn d'Chance oder de Pech, d'Schwangerschaft matzeerliwien. Déi eng erliewe se flott, déi aner net esou flott. An do ass de Postpartum ugeschwat ginn.

De Postpartum gëtt bei eis am Land seriö geholl. Ech hunn den Tour vun de Maternitéé gemaach. An och wa mer elo keng offiziell Statistiken dozou hunn, ass den Encadrement vun der Fra no der Schwangerschaft an alle Maternitéen e Sujet.

Dann no der Perimenopause a Menopause – do hu mer d'lescht Woch schonn driwwer geschwat an et ass haut och e puermol ugeschwat ginn. Ech denken, dann mer do haut am Detail net méi mussen drop agoen.

Da gëtt et awer och Krankheeten, déi méi heefeg bei Fraen optauche wéi bei Männer a sech anescht manifestéieren. An d'Frae si méi heefeg mat Troubles de la santé mentale geplot.

Wat maache mer dann an der Preventioun dowéinst?

Et ass schonn ugeschwat ginn: Verschidden Depistage sinn en place, notamment den „Octobre rose“, den Depistage ronderëm de Broschtkriibs.

An do si elo verschidde konkret Froe gestallt ginn.

D'Madamm Bernard huet gefrot, firwat dann do d'Participatioun géif erofgoen. Ben, sou wäit si mer nach net an eise Recherchen. Mir stelle just fest, dass den Taux de participation llicht erofgeet. Dat ka vill Ursaachen hunn. Dat kann zum Beispill als Ursaach hunn, dass de Sujet ukomm ass an dass d'Fra reegelmeisseg bei engem Gyneko seet: „Ma ech hunn do eng kleng Plaz, wou ech mengen, dass iergendepes anescht ass wéi déi leschte Kéier.“ Da schreift de Gyneko eng Mammografie op.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

A wann een dann eng Invitatioun fir de Programm kritt, da soll een eigentlech net goen, well dann huet ee säin Exame gemaach. Da soll een zwee Joer waarden, well et soll een d'Leit och schützen virun ze vill Bestralung. Dat kann zum Beispill eng Ursaach sinn, firwat den Taux de participation an der Mammografie erofgeet. Mee wéi gesot, do hu mer de Moment keng beleebbar Zuelen. Dat muss mer analyséieren.

Dann ass gesot ginn a punkto Delaien, dass wier ze laang, dass wier net gutt, dass, wann ee wéilt dohinner goen, een net dohinner kënnt. Och do muss een déi zwou Schinnen trennen. Dat eent ass d'Schinn vun deenen, déi effektiv iwwert de Programm kommen. Déi si prioritär. An dat anert ass d'Schinn vun deenen, déi iwwert hire Gyneko kommen. Wann de Gyneko mengt, et misst een ausserhalb vum Programm eng Mammografie maachen, da muss een dat argumentéieren, da muss wierklech aus der Ordonnance erkennbar sinn, firwat dat eng Urgence ass. A wann dat dann erkennbar ass fir de Radiolog, deen deen Ziedel kritt, dann ass een do och prioritär.

Dat heescht och do, wann Dir Leit hutt, déi Der begéint am Alldag an déi soen: „Ech muss elo sechs Méint, siwe Méint, aacht Méint waarden“, ... dat kann net sinn! Dat muss mer verënnern. A wann do eng Urgence ass, dass déi Fra muss eng Mammografie

kréien, well se eeben eppes un der Broscht gespuert huet, wat anormal ass, an hire Gyneko dass gär sou hätt, da muss dass sinn. An da signaléiert dass wann-echgelift.

A punkto Apparaten hu mer elo fir all Centre hospitalier zwee Apparaten zur Verfügung. An ee vun deenen zwee ass och sou ekipéiert, dass een direkt duerno eng Biopsie ka maachen.

Dann ass d'Madamm Hartmann nach drop agaan, dass mer am Accord de coalition stoen hunn, dass mer sou séier wéi méiglech dass Gesetz iwwert de Virage ambulatoire, wat eigentlech kee Virage ambulatoire ass, géifen op de Leescht huelen. Mir sinn amgaangen, d'Analys ze maache vun deem, wat um Terrain besteet. Mir sinn amgaangen ze kucken, wou wie vläicht interesséiert dru wär, sou eppes opzemaachen. An déi Iwwerleeunge lafen. Ech kann Iech awer haut nach keen Zäitplang ginn, wéini mer do prett sinn. Wat mer awer erausfonnt hunn ass, dass et gutt wär, wa parallel dann dass Gesetz iwwert d'Sociétéiten och ënnerwee wier, fir dass mer déi zwee matenee kënnen denken.

Dann huet d'Madamm Bernard och nach drop higewisen, dass d'Kriibsbehandlungen, net just fir Fraen, mee och fir Fraen, vläicht méi ganzheetlech misste gekuckt ginn. Do wär et gutt, wa mer dass – dass ass e vaste Sujet – vläicht eng Kéier sonner géife kucken an da méi spezifesch op déi ganz Kriibsbehandlungen agoe géifen.

Dann hu mer en Depistage cancer du col de l'utérus net spezifesch en place iwwert d'Direktioun vun der Santé. Do gëtt elo net jiddweree spezifesch invitéiert, mee dee leeft bei de normale Gynekos-Rendez-vous mat. Dat heescht, am Prinzipp hu mer do en héijen Taux de couverture.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An déi Question parlementaire, déi ugeschwat ginn ass: Wéinst den Impfungen waren och Krankheetsbiller do ofgebilt. An do si mer statistikmeisseg par rapport zum Ausland extreem gutt ënnerwee.

Wat elo den Impfprogramm HPV ugeet, do si mer amgaangen, d'Auswertung ze maache vun deem Questionnaire. Dat misst an den nächsten zwee Méint finaliséiert ginn, an da kommunizéiere mer dass natierlech no baussen.

Nächste Phenomeen: d'Osteoporos, déi da mat der Menopause oft einhergeet, mee och scho vill méi fréi kann optauchen. Och do sinn d'Gynekos sensibiliséiert, d'Generalisten och. An do sidd Der jo gewuer ginn, dass den nächsten Apparat am Dezember a Betrib geet. A mir kënnen dann d'Rendez-vousen doubléieren, well mer vun engem Apparat op zwee Apparate ginn.

D'Maladies cardiovasculaires: Fir den Depistage hu mer eng Aktioun en place gesat gehat mam Bus du cœur des femmes. An do gëtt allgemeng de Risiko, eng kardiovaskulär Krankheet ze entwéckelen, getest. Och do ass d'Madamm Hartmann op de Programm „YOUNG50“ agaan, deen 2021 en place gesat ginn ass. D'Resultater vun deem Programm sinn net publick gemaach ginn – frot mech net, firwat –, mee am Abrëll 2024 waren den LIH an den Dokter Beissel mat deem Programm an eng Konferenz an hunn do d'Resultater presentéiert. A si an all déi Dokteren, déi do an deem Programm implizéiert waren, recommandéiere wierklech, dass méi systematesch en place ze setzen. An d'Experte vum Bus du cœur des femmes hunn dass och gesot. Also do wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint doru schaffen, do eppes méi Systematesches en place ze setzen.

Besonnenesch muss een do och drop hiweisen, dass et net nëmme fir Fraen, mee fir jiddweree gutt ass, wann een e kardiovaskuläre Screening mécht. An déi beschte Preventioun ass gesond iessen, sech méi bewegen, net ze vill Alkohol an net ze vill Tubak. Dorop wollt ech nach eng Kéier hiweisen.

(Interruption et hilarité)

Iwwert den Gender Health Gap ass immens vill de Mëtte gesot ginn. Ech denken, do muss ech net méi am Detail drop agoen. Dir hutt gesinn, dass ech zesumme mat der Chancéglichkeetsministesch do ënnerwee sinn, souwuel op de soziale Meedie wéi och net op soziale Meedien. A mir wäerten do Enn 2025, ugangs 2026 eng Semaine de la santé au féminin en place setzen, wou de ganze Sujet dann nach besser visibel gëtt.

A punkto Accès, Qualitéit, Diagnostic, Preventioun: Och do sinn et sozial Hannergrënn, kulturell Hannergrënn, institutionell Hannergrënn, déi heiansdo verënnern, dass eng Fra méi oder manner informéiert ass, méi oder manner Accès zu Donnéeën huet, méi oder manner kann dovunner profitéieren. An och do war virdrunner eng Interventioun zu deem Screening vum Broschtkriibs, dass heescht fir dass den Dépistage mammographie fir jiddweree accessibel ass. Do sinn och scho Question-parlementairen dozou gestallt ginn. Deen ass fir jiddweree accessibel. Mir probéieren do och, bas seuil ze rekrutéieren, dass heescht all déi Leit, déi en Encadrement maache vu Fraen, déi am toxikomane Milieu ënnerwee sinn, déi op der Strooss liwien. All déi si sensibiliséiert dofir an déi gi mat opgeholl an dee Programm.

Spezifesch Krankheetsbiller: D'Endometriosis ass oft ugeschwat ginn a bal an all Interventioun de Mëtten, besonnenesch vun den Dammen, déi intervenéiert hunn, ugeschwat ginn. Dass ass eng extreem komplex Krankheet, eng extreem komplex Diagnos. Verbesserungen: Jo, anscheinend gëtt et en Test um Marché, deen iwwer eng Spautanalys géif erlaben, erauszefannen, ob een eng Predispositioun fir Endometriosis huet. Deen Test ass de Moment ënner Screening a Frankräich. D'Haute Autorité de santé a Frankräich huet e Programm en place gesat, dee mat enger klinescher Etüd begleet gëtt, fir iwwerhaapt emol erauszefannen, ob deen Test klinesch probant ass. A soulaang wéi déi Etüd leeft, kënnen Leit e matmaachen a Frankräich, mee et ass net sécher, dass dass Resultat eendeiteg ass. Dass ass also en cours de développement. D'Direktioun vun der Santé suivéiert dass ganz enk a wäert en temps voulu doriwwer kommunizéieren, wa mer dann do probant Resultater hunn.

Dee ganze Circuit Endometriosis gëtt hei zu Lëtzebuerg am Fong aus dem Spidol ugeduecht. Mir hu pro Joer ronn 270 Spidolsopenthalter wéinst Endometriosis. Den Dossier ass mat alle Parties prenantes diskutéiert ginn an ass de Moment unhängeg beim Comité de gestion interhospitalière, deen da kuckt, fir do eventuell e Réseau de compétences op d'Been ze stellen. Och do wäerte mer kommunizéieren, wa mer do nei Saachen hunn.

Ech denken awer, dass mer eis alleguerten heibanen eens sinn, dass Sensibilisatioun do néideg ass. A spéitstens wa mer dann déi Petitioun konnten halen, wäerte mer da kucken, wéini an a wéi enger Form do méi sensibiliséiert gëtt.

Op de Bus du cœur des femmes war ech schonn agaan.

Dann ass eppes, wat de Mëtten net ugeschwat ginn ass, d'Schmäerzempfanne vun deene Leit, déi als Fra bezechent ginn, well d'Schmäerzempfanne ass bei deenen een anert wéi dass vun de Männer. Et kann ee mat engem laachenden A als Fra soen: „Jo,

ech hat schonn een, deen eng Gripp hat. Dat war vill méi schlëmm wéi bei mir“, mee dat ass faktuell wëssenschaftlech bewisen, datt mir Fraen en anert Schmäerzempfangen hunn, manner schmäerzempfindlech sinn an duerfir och manner oft bei de Soignanten a bei den Dokteren opfälleg gëtt, datt mer Schmäerzmëttel brauchen. Och do sinn d’Fuerschungen amgaang, wéi een dat besser kann an de Grëff kréien.

Dann hu mer och méi eng grouss Predispositioun, fir Autoimmunkrankheeten ze developéieren.

D’Medikamenter sinn och schonn ugeschwat ginn. Do sinn immens vill Fuerschungen amgaang, fir ze kucken, datt een op de Packunge vun de Medikamenter och genderspezifesch Posologien ugëtt.

Mir sinn och nach ëmmer méi ausgesat am Kader vun der Conciliation vie professionnelle et vie familiale, fir duerch Stressfacturen an e Burnout ze geroden. Stressfacturen droen awer och derzou bäi, datt eise Risiko fir Maladies neuro-cardio-vasculaires an d’Luucht geet. An dozou gehéieren Diabeetes, héije Blutdruck an eeben enorme Stress an de Risiko, an e Burnout ze geroden.

Wat kënnen mer do maachen? Ma mir sinn amgaang, de Circuit besser ze organiséieren a besser visibel ze maachen. Allkéiers, wann ee sech net gutt fillt – well wann ee sech net gutt fillt, da gëtt ee krank, a wann ee krank ass, fillt ee sech net gutt –, ëmmer erëm de Generalist besichen, net zécken, och als Fra, wann ee mengt: „Jo, haut geet et mer net esou gutt. Vläch geet et muer besser.“ Eng Kéier ze vill bei den Dokter ass besser wéi eng Kéier ze mann!

Am Resümee: Jo, et gëtt en Impakt vum Gender op de Bien-être an op d’Santé mentale. Wéi ech scho gesot hunn: Wie krank ass, fillt sech net gutt, a wie sech net gutt fillt, deen ass krank. Mir wäerten eng Semaine de la santé au féminin en place setzen. Mir wäerten d’Sujete méi oft uschwätzen. Mir wäerten eng verstärkt Campagne de sensibilisation maachen, notament fir d’Endometriosis. A mir wäerten de Suivi vun der medezinnescher Entwécklung maachen. Mir wäerten d’Recherche ënnerstëtzen. An d’Madamm Hartmann huet schonn e puer Projeten ugeschwat. Do sinn och warscheinlech neier ënnerwee. Och do gëtt matzäite kommunizéiert.

Awer virun allem: Wann Dir Iech net gutt fillt, gitt roueg bei Äre Generalist. Deen iwwerweist Iech bei Äre Gyneko. Gitt eemol d’Joer bei Äre Gyneko. De Schlëssel läit an der Preventioun.

Ech soen op jidde Fall jiddwerengem villmools Merci fir déi Interventioun fir de Mëtten. Mir huelen dat mat op de Wee a mir wäerten net fir d’lescht driwwer geschwat hunn. Vill, villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat hätte mer dann dës Punkt ofgeschloss. An ech soen och Merci fir dës Debatt.

3. 8400 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l’élimination de la double imposition en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l’évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 janvier 2024

8401 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d’Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009, ainsi que du Protocole, fait à Luxembourg, le 21 octobre 2020, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d’Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d’impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009

Als nächste Punkt op eise Ordre du jour stinn de Projet de loi 8400, eng Konventioun tëschent Lëtzebuerg an dem Montenegro, an de Projet de loi 8401, eng Konventioun tëschent Lëtzebuerg an Albanien. Béid betreffen d’Ofschafe vun der duebeler Besteuerung an d’Preventioun vu Steuerhannerzëiung. Déi zwee Projete gi gemeinsam behandelt. Ech erënnere Iech drun, datt dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass a follgendermoossen opgedeelt ass: De Rapportier huet zweemol 5, also wann e wëllt 10 Minutten, d’Regierung d’selwecht. An dat wär et da scho mat der Riedezäit. An d’Wuert huet elo de Rapportier vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d’Wuert.

Rapports de la Commission des Finances

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Ech géif ufänken mat dem Projet 8400, wou et ëm en Duebelbesteuerungsofkommes geet mam Montenegro. De 15. Oktober 2024 ass de Projet an der Chamber presentéiert ginn. Mir hunn den 12. November de Rapport kënnen unhuelen. Et geet do drëm, en Accord de double imposition ze maache mam Land Montenegro, wat wichteg ass am Interêt vun der Ekonomik an och vun eiser Ekonomik, an dat selbstverständlech no de Reegele vun den Aarbechte bei der OCDE.

D’Chambre de Commerce huet an hirem Avis begreist, dass mer deen Accord géife maachen, dat am Interêt vun eiser Ekonomik, an dass et och domadder wichteg ass, dass mer ëmmer méi Accorde fannen am Kader vun der Double imposition. De Staatsrot huet näischt dobäi fonnt a mir als Kommissioun an net. Dofir kéinte mer dann deem Protokoll vum 29. Januar 2024 och als Chamber eis Zoustëmmung ginn. Dat waren dann déi fënnf Minutten zum Projet vum Montenegro.

Zum Projet mat Albanien: Deen dauert e bësse méi laang. Och deen ass de 15. Oktober 2024 vum Finanzminister Gilles Roth presentéiert ginn. De Rapport ass ugeholl ginn den 12. November 2024 an do geet et och ëm en Accord vun der Double imposition. Deen ass eng éischte Kéier ënnerschriwwen ginn de 14. Januar 2009 an dofir ass deen e bësse méi laang wéi deen aneren. Mee opgrond vu verschiddene Problematiken, déi sech an de Konventiounen do fonnt hunn, an och duerch politesch Situatiounen konnt deen net direkt an deem Kader gemaach ginn. Dofir huet et do e bëssle méi laang gedauert. Do hunn nach Zousätz misse gemaach ginn an déi sinn den 21. Oktober 2020 gemaach ginn. Do ass et ënner anerem

och ëm d’Minima vun de BEPS gaangen. An deen entsprécht awer och alleguerten de Reegele vun der OECD.

Och do huet d’Chambre de Commerce an hirem Avis gesot, dass si dee géif begreissen. De Staatsrot huet näischt dobäi fonnt. An dofir géife mer och proposéieren, dass mer deen Accord guttheeschen als Chamber.

An ech géif dofir am Numm vun der Kommissioun Merci soen, dass Der eis alleguerten domadder ënnerstëtzt, dass déi zwee Accorde kënnen ëmgesat ginn. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Spautz villmools Merci fir seng zwee mëndlech a seng zwee schrëftlech Rapporten.

A wann d’Regierung wëllt d’Wuert huelen, dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech maachen dat wierklech net laang. Ech soen och dem Här Spautz Merci, dass en nach eng Kéier op déi Prezisiounen agaangen ass, dass déi zwee Duebelbesteuerungsofkommessen alleguerten deenen Ufuerderunge vun der OECD entsprechen. Dat heescht, mir ginn e weidere Schrëtt virun an déi richteg Richtung, well dat hei sinn d’Duebelbesteuerungsofkommessen Nummer 90 an 91, déi Lëtzebuerg gemaach huet. An esou wéi et am Regierungsprogramm steet, wäerte mer kucken, weider Duebelbesteuerungsofkommessen ofzeschléissen – aus zwou Ursachen: éischters d’Plaz vu Lëtzebuerg an der internationaler Staatengemeinschaft an zweetens natierlech och am Interessi vun den Entrepreneuren, déi zu Lëtzebuerg sinn, déi exportéieren, déi Filialen an anere Staate vun der Welt hunn, an drëtters natierlech och am Interessi vun eiser Investmentindustrie, well wéi Der gesitt – an den Här Spautz huet virun dorobber higewise mat dem Verweis op d’OECD –, ass d’Méiglechkeet, eis Investmentvehikelen anzuschléissen, och an déi Konventiounen opgeholl ginn.

A bei Albanien, jo: „Was lange währt, wird endlich gut.“ Dat war e laange Prozess, 15 Joer. Mee en ass ënnerschriwwen an haut gëtt e vun der Chamber hoffentlech dann och guttgeheescht.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Da géinge mer och zur Ofstëmmung kommen. Et war zwar nëmmen eng Presentatioun an enger Ried, mee mir mussen awer zweemol ofstëmmen. Fir d’éischt, checkt nach eng Kéier, ob der alleguer agelogg sidd. Wann dat de Fall ass, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8400. Den Text steet am Document parlementaire 8400³.

Vote sur l’ensemble du projet de loi 8400 et dispense du second vote constitutionnel

D’Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech géing nach e klengen Effort bei de Votes par procuration froen, da wäre mer geschwënn esou wäit. Kuckt nach eng Kéier. A, voilà. Dann ass et de Schluss vum Vott.

Dëse Gesetzestext ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun. Dëse Projet ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice

Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8401. Den Text steet am Document parlementaire 8401³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8401 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen och hei elo de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Voilà, an dann ass och do de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass dat selwecht wéi virdrun: Jo: 58, Nee: 2, Abstentioun: 0. Dëse Gesetzesprojet ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Stéphanie Weydert), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Liz Braz) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet hei d'Chamber och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

4.8415 – Projet de loi relative à l'augmentation de la quote-part du Grand-Duché de Luxembourg auprès du Fonds monétaire international, l'extension de l'accord d'emprunt bilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Fonds monétaire international et portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

An da komme mer zum nächste Punkt vum eiseem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8415 iwwert d'Erhéijung vun der Lëtzebuergescher Bedeelegung um FMI souwéi d'Verlängerung vum bilaterale Prêt-vertrag mam FMI. D'Riedezäit ass hei e Basismodell. De Rapporteur huet also 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minutten, d'Regierung der 10. An et si schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer haut eng grouss Éier, Iech hei elo als Rapporteur kënnen de Projet de loi 8415 virstellen. De Gesetzesprojet gesäit vir, der Regierung d'Authorisatioun ze ginn, de finanzielle Bäitrag zu dem FMI, dem Internationale Währungsfond, an d'Luucht ze setzen. Et ass geplangt, de finanziellen Engagement vu Lëtzebuerg am FMI ëm 660,9 Milliounen sougenannten Droits de tirage spéciaux, DTS, oder ronn 800 Milliounen Euro ze erhéijen, fir en am Ganzen op 1.982,7 Milliounen där DTSen, där Droits de tirage spéciaux, ze bréngen.

De Projet de loi gesäit och vir, déi sougenannten „Bilateral Borrowing Agreements“, also bilateral Verträge, ënnert deene Memberlänner an domadder och Lëtzebuerg remboursabel Prëten un den FMI kënnen ginn, bis den 31. Dezember 2027 ze verlängeren. Hei geet et fir Lëtzebuerg ëm e maximale Betrag vun 887 Milliounen Euro.

An Zäite vu grousser geopoliteschen Onrouen an Onsécherheet ass et ëmsou méi wichteg, an dëser Situatioun eng esou wichteg international Organisatioun wéi den FMI ze stäerken an iwwert dës Wee hir Ressourcen auszebauen.

Fir dës Projet ze preparéieren a fir d'Aarbecht vum FMI besser ze illustréieren, hunn ech e Projet um Internetsite vum dem FMI fonnt, wou et drëms geet, deen immens groussen Defi unzehuelen, fir méiglechst vill Aarbechtsplazen am südlechen Deel vun Afrika ze schafen a sou dës Länner ze hëllefen, Perspektiven ze schafe fir hir Populatioun.

De Conseil vun de Gouverneure vum FMI mécht periodesch eng Iwwerpräiwung vun de finanzielle Bedeelegunge vun de Memberlänner, de sougenannte Quote-parten, an dat op d'mannst all fënnef Joer. Dës Revisioun dängt der Evaluatioun vun de Finanzéierungsbedürfnisser vun den eenzelne Memberlänner an der Finanzéierungscapacitéit vum FMI.

Déi lescht gréisser Reform war bei der 14. Revisioun, déi 2010 ofgeschloss gouf an 2016 a Kraaft getrueden ass. Déi 15. Revisioun gouf 2020 ofgeschloss ouni Erhéijung vun de finanzielle Beiträg oder Modifikatioun vun de Quote-parten vun den eenzelne Memberlänner.

D'Diskussiounen iwwert déi 16. Revisioun vun de Quote-parten an déi finanziell Beiträg fir den FMI hunn am Dezember 2020 ugefaangen a goufen de 15. Dezember 2023 mat der Adoptioun vun der Resolutioun Nummer 79-1 ofgeschloss. Dës Resolutioun gesäit vir: engersäits eng Erhéijung vun de finanzielle Contributiounen un den FMI, déi de Memberlänner par rapport zu hiren aktuelle Quoten zougedeele ginn, an op där anerer Säit d'Notze vun externe Finanzéierungsquellen duerch den FMI ze reduzéieren, ewéi zum Beispill bilateral Prëten, esoubal d'Erhéijung vun de Quote-parten a Kraaft trëtt.

Den Undeel vu Lëtzebuerg klëmmt also vum aktuell 1.321,8 Milliounen DTSen op 1.982,7 Milliounen DTSen. D'Quote-part, dat heescht den Undeel vu Lëtzebuerg un der Finanzbasis vum FMI, bleift awer proportional identesch a säin Undeel un de Stëmmrechter soll onverännert bleiwe mat 0,29 %.

En accord mat de Statutte vum FMI gëtt ee Véierel vun der Erhéijung vun der Lëtzebuergescher Contributioun op den FMI transferéiert – dat sinn 165,2 Milliounen DTS oder ongeféier 200 Milliounen Euro – a 75 % ginn duerch d'Emissioun vun engem Bon de trésor finanziert. Dat entsprécht 495,7 Milliounen DTSen oder ongeféier 600 Milliounen Euro.

Fir ze garantéieren, dass déi finanziell Fundamenter vum FMI awer intakt bleiwe bis zur effektiver Ëmsetzung vun der proposéierter Revisioun vun de Contributiounen mam Accord vun op d'mannst 85 % vun de Stëmmrechter, hunn déi concernéiert Memberlänner decidéiert, déi besteeënd Accorden, fir bilateral Prëten un den FMI ze ginn, och ze verlängeren. An deem Kontext gesäit de Gesetzesprojet vir, déi gesetzlech Basis ze schafen, déi et der Regierung erlaabt, hire finanziellen Engagement fir den FMI am Kader vu bilaterale Prëte bis den 31. Dezember 2027 ze verlängeren, wéi dat virdru presentéiert gouf. Hei geet et, wéi gesot, ëm ronn 887 Milliounen Euro.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen nach kuerz op d'Avis vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce zeréck. An hirem Avis vum 19. August 2024 huet d'Chambre de Commerce dës Projet de loi approuvéiert a begréisst a hirem Avis de weideren Engagement vu Lëtzebuerg beim FMI a méi allgemeng dee bei den Institutionen, déi déi global sozioekonomesch Gouvernance betreffen. Si invitéiert awer och d'Regierung, derfir ze suergen, dass d'Staatsfinanzen am Equilibre bleiwen, wann dës Droits de tirage an déi bilateral Prëte beim FMI aktivéiert ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 22. Oktober 2024 keng weider Bemierkung um Fond gemaach an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Déi proposéiert legistesche Modifikatioun goufe vum Staatsrot alleguerten an de Projet de loi integréiert. Fir weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet a kënneg gläichzäiteg heimadder den Accord vu menge Kolleeg vum der Fraktioun vun der CSV un. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauer villmools Merci fir säi mëndlechen a fir säi schrëftleche Rapport. An deen éischten

ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Den Internationale Wärfungsfong spillt eng net ze ënnerschätzend Roll, fir eng weider Fragmentéierung um Niveau vum internationalen Handel oder eng Hausse vun der Verschuldung vun den aarme Länner ze vermeiden.

Jo, de weltwäiten Handel als Motor vun der Wirtschaft muss weider ënnerstëtzt ginn. Den Internationale Wärfungsfong huet natierlech och eng essenziell Verantwortung, grad wann et ëm d'Aarmutsbekämpfung geet.

Engem Rapport vun der Weltbank no liewen haut ronn 40 % vun den ärmste Leit op der Welt a Länner, déi méi aarm si wéi nach virun der Covid-19-Pandemie. Dëst erkläert sech och duerch heefeg Naturkatastrophen. Während der Pandemie hunn dës Länner nach méi Sue misse léinen an hunn zanter deem nees méi héich Zënse missen zeréckbezuelen. An deem Kontext krute se och manner Hëllefsgelder vun anere Länner, wat d'Situatioun vun hire Finanzen verschlechtert huet.

Gleeft een der Weltbank, sou befanne sech bal d'Hallschent vun de 26 ärmste Länner de Moment an enger Scholdekrise oder riskéieren, a sou eng finanziell Kris ze rutschen. Dat sinn der duebel sou vill wéi nach viru ronn zéng Joer, 2015. An dëst ënnersträicht nach emol méi, wéi weesentlech et ass, d'Aarmutsbekämpfung weider ze prioriséieren.

Den Internationale Wärfungsfong ass och e wichtege Acteur, fir déi international Beméiungen am Kampf géint de Klimawandel ze stäerken. Duerch seng Finanzplaz spillt Lëtzebuerg eng zentral Roll, fir dës weltwäit Problemer, virun allem de spezifesch Problem vum Klimawandel, unzegoen an innovativ Léisungen am Sënn vun den nohaltege Finanzen ze entwéckelen.

D'Solidaritéit an déi international Zesummenaarbecht mussen op jidde Fall op alle Pläng gestärkt ginn, fir dës Erausforderunge bewältegen ze kënnen. Mir wëllen als Land de Multilateralismus stäerken an dowéinst gëtt meng Fraktioun dann och den Accord zu deem Gesetzesprojet, fir de finanzielle Bäitrag vu Lëtzebuerg beim Weltwärfungsfong eropzesetzen.

Gläichzäiteg beglückwünschen ech de Rapporteur Maurice Bauer fir säin exzellente Rapport. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Jo, mir stëmmen deemem Projet hei zou. Fir eis ass et evident, dass mer déi laangjäreg Relatioun mam FMI net wäerte brieche.

Ech wëll just gären op eng Remark aus dem Avis vun der Chambre de Commerce hiweisen. Ech mengen, de Rapporteur hat et och schonn erwänt: Wann natierlech elo den FMI dohinner geet an do de Bon de trésor zitt, da wäert dat natierlech e groussen Impact op eise Staatsbudget hunn. Däers soll ee sech duerchaus bewusst sinn.

Mee wéi gesot, fir eis ass dat awer elo kee Grund, dass mer deemem Projet hei net wäerten zoustëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech halen et ganz kuerz. Mir ginn den Accord als ADR-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Nee, mir wäerten eisen Accord net ginn. Bis elo hu mir eis ëmmer d'Fro gestallt, ob et iwwerhaapt eppes Positives beim FMI gëtt. An d'Äntwert ass evidenterweis Neen. Well iwwerall do, wou den FMI intervenéiert huet, do wiest kee Gras méi. Frot d'Argentinier, frot d'Griichen.

Bon, et gëtt eng kleng Ausnam: Dank dem FMI ass dëst Joer a Sri Lanka e kommunistesche President gewielt ginn. An d'People's Liberation Party, also d'KP vu Sri Lanka, ass vun dräi Sëtzen am Parlament op eng Zweedréttelmajoritéit geklomm.

Dat huet domadder ze dinn, datt de Kandidat an elo aktuelle Staatschef vu Sri Lanka Campagne gemaach huet géint de Programm vum Weltwärfungsfong, dee selbstverständlech – dat däerf een och ni vergiessen – permanent nëmme Sozialofbau preconiséiert. Soss näischt. Deene fällt soss näischt an! An am Prinzip ass d'Schold duerno, wann d'Länner fäerdeg si mat deenen degelasse Programmer, déi den FMI opzwéngt, nach méi grouss. An dat wäert och mat Sri Lanka geschéien.

Et däerf een och ni vergiessen, datt d'Struktur vum FMI ... Et ass jo esou, datt d'Politik vum FMI jo festgeluecht gi vun de Bailleuren, also vun de räichen industrialiséierte Länner, déi dann de manner räichen an aarme Länner Oplagen operleëen. A nennt mir iergende Land, deem et besser gaangen ass, nodeems den FMI gewüt huet – well dat ass d'Wuert, dat ee muss benotzen!

Elo, wat ganz schlëmm ass, ass den neie President vu Sri Lanka, den Här Dissanayake, dës Woch ënnert dem Drock vum FMI ageknickt, well Sri Lanka déi Milliarde brauch. Déi sinn natierlech conditionéiert, soss hätt e missen nach een, zwee Joer negociéieren an da wier et guer net méi opgaangen.

An den FMI, dee bleift haart mat de schwaachen, mat den aarme Länner. Haart! Si fuerderen eng ganz Partie Mesüren, wat d'Dette ugeet et cetera. An dat ass ganz konkret.

D'TVA geet erop. Mir schwätze vu Sri Lanka, engem Land, wou et Aarmut gëtt – Dir wësst et jo, an dat ass op engem aneren Niveau –, wou ëffentlech Déngschtleschtungen mussen ofgebaut ginn. Ëffentlech Déngschtleschtungen, déi komme jo ëmmer deenen Ärmsten zegutt, wou Energiesubventionen ofgeschaaft ginn, an dat deet ganz, ganz wéi. A Sri Lanka, wou Sozialsystemer ofgebaut ginn, dat deet ganz, ganz wéi. A Sri Lanka, wou d'Aarbechtsrecht ofgebaut gëtt.

Dat ass dat, wat den FMI fuerdert vu Sri Lanka, vun der sri-lankescher Regierung. Et ass jo och e Mëttel, fir eng fortschrittlech Regierung füttizemaachen, well se déi ënner Drock setzen. Dat ass eng politesch Institutioun. Dat si keng Gudder.

D'Resultat ... An do sinn Ekonomisten, déi elo scho soen: „Mee wann dat alles füttigemaach ginn ass, wann u sech Milliounen vu Sri-Lanker an d'Aarmut geschéckt gi sinn duerch d'Reforme vum FMI, wäert duerno natierlech d'Schold um Enn nach méi héich sinn. Dat ass dat, wat den FMI wäert fäerdegbréngen. An dat ass dat, wat den FMI soss ëmmer gemaach huet an anere Länner. Voilà.

Dat heescht, mir kënnen natierlech déi Opstockung net ënnerstëtzen. Den FMI huet Milliounen

Existenzen op dem Gewëssen. Dat däerf een net vergiessen.

Une voix | An de Sozialismus?

M. David Wagner (déi Lénk) | Doriwwer mussen mer eng Kéier diskutéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Et gi keng Interpellatiounen zwëschen Rieden hei gemaach. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, dat doten ass eng onqualifizéiert ... Op jidde Fall kann ech dat beleëen an Dir net.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da géng ech d'Wuert der Regierung ginn. Här Finanzminister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat eigentlech geduecht, dass ech guer net misst intervenéieren bei deem Punkt. Mee mir sinn am Haus vun der Demokratie. An do huet natierlech jiddwer gewieltene Volleksvertreieder seng Meenung, déi e ka fräi an deem Parlament ausdrécken. An dat fannen ech och richtig esou.

D'Regierung huet awer och d'Fräiheet, Saachen ze deelen an net ze deelen. An ech soen Iech ganz éierlech, Här President, dass ech awer e bësse schockéiert sinn, wann een hei iwwer eng international Organisatioun, déi et zënter 1945, also direkt nom Zweete Weltkrich, gëtt, héieren – an ech hunn dat elo notéiert –: „Milliounen Mënschen um Gewëssen“, „degelass Programmer“.

(Interruption)

Här Wagner, ech hunn Iech guer net ze bevormunden. Dat steet mer guer net zou, well Dir sidd Member vum éischte Pouvoir, Dir kontrolléiert d'Regierung. Ech deelen awer déi dote Wieder, déi staark Wieder sinn, net.

De Premier an ech selwer haten iwwer Mëtteg eng Entrevue mat dem Premierminister an dem Finanzminister vu Liechtenstein, dem Här Daniel Risch. A Liechtenstein, Här Wagner, dat ass dat 191. Land – also ech soen et nach eng Kéier: dat 191. Land! –, dat dem FMI bäigetrueden ass no engem Referendum vun hire Leit.

An ech kann eigentlech dofir net deelen, wann ee seet, eng Organisatioun, eng international Organisatioun, déi de Multilateralismus ënnersträicht, wou 191 Länner vun der Welt Member sinn ... Et ass jo net eng Persoun beim FMI, déi do géng e Programm zeréckhalen. Mee neen, et ass am Kontext vun enger internationaler Organisatioun, wou déi Programmer zeréckgehalen gi fir all Land, wann déi esou eppes arrétéieren. An et kënn een an et seet een „degelass Programmer“, „Milliounen Mënschen um Gewëssen“ – dat kann ech net deelen!

De Wärfungsfong, vun deem Lëtzebuerg Member ass, huet eng histoiresch Ursach. Eis fréier Grande-Duchesse Charlotte war zu Washington am Exil. A well d'Amerikaner d'Hand iwwer Lëtzebuerg gehalen hunn, si mer direkt Member gi bei dem FMI a mir sinn direkt Member gi bei der Weltbank.

An den FMI ... Et ass richtig hei ënnerstrach ginn. Jo, Aarmutsbekämpfung ass eng vun den Täch vum FMI. D'digital Transitioun ass eng vun den Täch vum FMI. A virun allem déi gréng Transitioun ass eng vun den Täch vum FMI. An dass den FMI do ass, hëlleft grad deenen ärmste Länner vun der Welt, zesummen iwwerengens mat der Weltbank an enger

Solidargemeinschaft vun den internationale Staaten, fir dass och do Wuesstum kann erreecht ginn. Well all Land – dat muss een net politesch deelen – brauch Wuesstum, all Land, ob et en industriell entwéckelt Land ass oder e Land, dat nach méi Entwécklung brauch, brauch Wuesstum.

Den FMI huet och nach eng aner Funktioun. Dat ass dee sougenannten Artikel IV. Wat seet en do? Mee e mécht e Bléck vun auswäerts op d'Wirtschafts- an d'sozial Entwécklung an den eenzelne Memberstaaten, an do kommen ech drop zeréck. E mécht Recommendationen. An et ass un deenen nationale Regierungen, déi Recommendationen ëmzesetzen oder net.

An zënter Joren, fir net ze soe Joerzénkten, adresséiert sech den FMI ëmmer an enger Approche, déi seng eegen ass, op den Indexsystem zu Lëtzebuerg. Hu mir den Indexsystem zu Lëtzebuerg a Fro gestallt? Ass en ofgeschafft ginn?

Ech soen hei am Numm vun der CSV-DP-Regierung, gradewéi et am Regierungsprogramm steet: Dës Regierung steet zum Index an den Index wäert weider bäibehale ginn, och wann den FMI dat heiansdo kritiséiert!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Den FMI adresséiert och de Problem vun der Alterung zu Lëtzebuerg an der sozialer Versécherung vun dem Alter. Mee et ass nach ëmmer un der Lëtzebuerger Regierung, ze soen, ob se dee Problem ugeet a wéi se dee Problem ugeet.

An duerfir soen ech och ganz kloer als Finanzminister, dass dat hei e wichtege Projet ass, well et geet hei ëm en Engagement vun 800 Milliounen Euro, deen d'Lëtzebuerger Land hält. 800 Milliounen! Et ass also net grad näischt an d'Madamm Bofferding huet dat richtig ënnerstrach, mee et sinn 200 Milliounen – wat och net näischt ass –, déi an nächster Zukunft op Washington mussen iwwerwise ginn.

Ech wëll awer dat hei soen, fir dass dat och ganz kloer ass: Dat ass eisen Engagement. A firwat, sot Der, musse mer do 200 Milliounen Euro investéieren? Mee well Lëtzebuerg natierlech eng relativ héich Participatioun an dem FMI huet, mir hunn nämlech 0,28 % vun de Quoten. A kuckt emol: Dat ass méi héich wéi Neuseeland. Déi hunn 0,26 % vun de Quoten. An dat kënnt bal un Israel mat 0,40 %, Portugal an Ägypte mat 0,43 % erun.

Allerdéngs ginn déi Suen hei – dat muss ech och an der Transparenz soen, och wann d'Chamber dat elo gestëmmt huet – provisionéiert, dat heescht se si virgesinn am Budget vum Joer 2025, wann deen dann hoffentlech gestëmmt gëtt. Mee se ginn eréischt iwwerwisen, wa 85 % vun de Quoten insgesamt deem zougestëmmt hunn.

Et ass awer esou, dass d'Amerikaner eppes méi wéi 15 % vun de Quoten hunn. An duerfir hänkt et – an dat wëll ech och a voller Transparenz soen – dovun of, ob a wéini d'Amerikaner zu dëser Kapitalerhéijung hir Zoustëmmung ginn.

Dir wësst, et ass e politesche Wiessel zu Washington geschitt, an et ass un der neier Administratioun vun dem designéierte President Trump, fir dann déi Decisioun ze huelen, vun där si mengen, et wier déi richtig.

Nach eng Kéier, ech soen dann dem ganz groussen Deel vun der Chamber Merci fir dës Zoustëmmung. Et ass e weidere Schrëtt vun eisem Land, fir seng Plaz an der Weltcommunautéit ze assuréieren. An et ass och e staarkt Engagement, wéi den Här Bauler et virdrun

ënnerstrach huet, fir de Multilateralismus. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Finanzminister Merci fir seng Ausféierungen. An domat wär d'Diskussioun zu dësem Punkt dann ofgeschloss.

A mir géingen zum Vott vun deem Projet de loi kommen, dem Projet de loi 8415, wou den Text am Document parlementaire 8415³ steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8415 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmen elo op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme. Dëse Projet ass also ugehall mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson

An dann hunn ech nach eng Demande fir en Depot vun enger Motioun. D'Madamm Sam Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Ech kommen zréck op eis Diskussioun vu gëschter relativ zum Accord Mercosur, deen am Moment jo an der Diskussioun op europäeschem Niveau ass, wou mer gëschter no den Deklaratiounen vum Ausseminister gesot kruten, datt fir hien nach ëmmer dee Communiqué vun 2019 vum deemolegen Ausseminister Asselborn, deen zesummen an Ofsprooch mam deemolege Premier Bettel geholl gi war, gültig wär.

Duerfir wollt ech elo hei eng Motioun, déi ech probéiert hunn, breet ze halen an eeben net elo esou anzeschränken, dass d'Majoritéit net kéint domat d'accord sinn, a wou ech mech eeben och baséieren

op dee Communiqué, deposéieren, fir d'Regierung anzulueden, sech dorunner ze halen, dass virun allem déi europäesch Normen, déi am Moment gëllen, och solle gëlle beim Import vu Produiten am Kader vun engem eventuelle Mercosur-Accord, dass natierlech d'Deforestatioun – wou mer alleguerde wëssen, dass mer e Problem hunn am Amazonas – och muss um Radar bei deenen Negociatiounen sinn, dass d'Rechter vun den Aarbechter, de Consommateuren an de Bauere souwuel national, europäesch wéi och an de Regiounen vum Mercosur musse garantéiert ginn an och keng Concurrence déloyale aux dépens vun den europäesche Bauere soll duerch deen Accord hei kommen.

Merci.

Motion

« *Négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Marché commun du Sud (Mercosur)* »

La Chambre des Députés,

considérant

– *le mandat de négociation donné par le Conseil de l'UE à la Commission en 1999 ;*

– *la conclusion d'un accord de principe entre l'Union européenne (UE) et les pays du Marché commun du sud (Mercosur) le 28 juin 2019 et la négociation bilatérale qui perdure depuis ;*

– *la décision du Conseil européen du 22 mai 2018 quant à la mixité de l'accord UE-Mercosur ;*

– *l'Accord de Paris du 12 décembre 2015 sur le climat ;*

– *la déclaration des Nations Unies du 17 décembre 2018 sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ;*

– *que le Mercosur considère comme obstacle au commerce le Règlement (UE) 2023/115 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, une des pierres angulaires du Pacte vert européen, et que l'application de ce règlement a été reportée ;*

– *le déboisement en Amazonie et ses conséquences dramatiques pour toute la planète ;*

– *les difficultés auxquelles sont soumises déjà à l'heure actuelle les agriculteurs luxembourgeois et européens ;*

– *que le rapport stratégique sur l'agriculture européenne du 4 septembre 2024, issu d'un consensus de 29 acteurs des secteurs agroalimentaires européens, de la société civile, des communautés rurales et du monde académique, établit clairement qu'un « level playing field » de normes de production élevées dans le commerce agroalimentaire mondial est une condition essentielle pour le développement du secteur agroalimentaire européen,*

rappelant

– *que le Luxembourg et l'Union européenne se sont engagés à promouvoir les valeurs fondamentales telles que le respect des droits humains, le développement durable et de normes sociales élevées dans leurs politiques commerciales ;*

– *que le respect des engagements pris au titre de l'Accord de Paris par les parties signataires de l'accord Mercosur constitue une condition sine qua non à l'approbation de cet accord par le Luxembourg ;*

– *la position historique du Gouvernement luxembourgeois tel que formulé dans un communiqué de presse en date du 25 août 2019,*

invite le Gouvernement

– à ne pas donner son accord à la signature de l'accord si les pays du Mercosur ne s'engagent pas à respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, si le plein respect de toutes les normes européennes pour tous les produits importés dans l'Union européenne n'est pas garanti ;

– à s'engager auprès de la Commission afin que des mesures soient prises pour empêcher que la signature de l'accord n'ait un effet négatif sur la déforestation dans les pays du Mercosur ;

– à s'assurer que l'accord n'entrave ni les droits des salariés, des consommateurs et des agriculteurs nationaux et européens ni ceux des populations du Mercosur ;

– à s'assurer que l'accord ne favorise pas une concurrence déloyale aux dépens des agriculteurs européens.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

6. Question élargie n° 20 de Mme Liz Braz relative à l'avancement du dossier « Sportmusée »

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar zu der erweiterter Fro Nummer 20 vun der Madamm Liz Braz iwwert de Sports-musée-Dossier. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro a fir eventuell Zousaz-froen an d'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Här President, villmools merci. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, Här Minister, et war net méi spët wéi dësé Méindeg, wéi d'Nouvelle kouw, dass Esch d'Ville européenne du Sport 2025 ass. Dat ass sécherlech eise sportleche Resultater ze verdanken. Et ass eng staark Jugendarbecht, déi vun den Escher Veräiner gemaach gëtt, awer och déi flott an interessant Geschicht iwwert den Escher Sport aus de leschte Joren, déi sech weise léisst, déi eis dësen Titel op dës bruecht hunn. Ech mengen, déi Diddelenger, déi dreeme vun esou eppes.

(Exclamations et hilarité)

Derbäi kommen déi vill architekturel Prestigeprojeten, déi um Pabeier alleguerge ganz interessant kléngen – deier och –, och wa vill dovunner no siwe Joer CSV-Herrschaft zu Esch eng Utopie bleiwen an am Fong méttlerweil d'Keese gesprengt hunn. Ech erspueren Iech elo e Réckbléck op déi ganz net oninteressant Geschicht ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Här Wolter, loosst mech schwätzen.

M. Michel Wolter (CSV) | Si mir hei am Gemengerot oder wat?

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech erspueren Iech e Réckbléck op déi interessant Geschicht, déi méttlerweil mat Sécherheet och hiert eegent Kapitel am zukünftige Sportsmusée verdéngt hätt.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Ech erlabe mer awer trotzdeem e kuerzen Exkurs iwwert déi rezent Geschicht vum Sportsmusée – vum nationale Sportsmusée, Här Wolter, dofir schwätze mer och haut hei driwwer. An ech wär elo frou, wann Der wannechgelift roueg wiert.

Une voix | Et sinn och déi national Sportler an net just déi vun Esch.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Braz huet ganz ...

(Interruption de M. Michel Wolter)

Här Wolter.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech mengen, de Buergermeeschter vun Diddeleng gesäit dat net esou.

M. Claude Wiseler, Président | Här Wolter, d'Madamm Braz huet ganz eleng d'Wuert an d'Madamm Braz äntwert elo och net. Dir stellt Är Fro, wannechgelift.

Mme Liz Braz (LSAP) | Sou. Am Juni 2021 ass also d'Konventioun vum 10. August 2017 betreffend eng urbanistesche Exploitation vum Site um Park Lankelz geännert ginn, mam Zousaz vun där sougenannter „Extension du hall sportif“, wat näischt aneres ass wéi deen zukünftigen nationale Sportsmusée, deen nieft der scho geplangter lokaler Sportshal sollt entstoen, och genannt „d'Arena“. E Projet, dee schonn ënnert der LSAP ënnerschrifwe ginn ass an dee fir 14 Milliounen eng laangerseente Sportsarena hätt sollen zu Esch bauen.

Siwe Joer méi spët ass fir déi Arena nach kee Spuestéich gesat an d'Zukunft ass onkloer, mee dofir geet awer elo geschwënn déi nei Trainingshal zu Lalleng op. Eng Hal ouni Zuschauerplazen, déi vun initial 29 Milliounen op méttlerweil 80 Milliounen explodéiert ass. Do kann ee jo dann den Titel vun der Ville européenne du Sport feieren, wann och ouni Zuschauer.

Zréck bei de Sportsmusée: Am Dezember 2021 ass d'Konventioun ënnerschrifwe ginn zwëschent dem deemolege Sportsminister, dem Finanzminister an dem deemolege Buergermeeschter vun der Stad Esch, déi d'Konditiounen fir de Bau vum geplangte Sportsmusée um Site Lankelz festgehalen hunn. Och deemools am Gemengerot huet den haitege Sportsminister zum Ofschluss vu senger Interventioun zum Sujet gesot: „Et gëtt déck Zäit, dass et Wierklechkeet gëtt.“ An Dir hat Recht. Dir sollt just net Recht behalen.

Nodeems dann déi éischt Rumeure betreffend Komplikatiounen beim Bau vum nationale Sports-musée opkomm sinn, huet de Sportsminister Ufank vun dësem Joer, de 16. Januar, op meng schrëftlech Fro geäntwert, dass de Projet net a Fro gestallt wär an och keng Ännerungen en vue wäer fir dësé Projet.

Zwu Wochen drop huet de Minister dunn an engem Interview mat enger Lëtzebuerger Zeitung vun urbanistesche Problemer am Kontext vun enger Zone non aedificandi geschwat.

Dräi Méint duerno an engem Interview mam Wort huet de Sportsminister dunn annoncéiert, dass een en neien, anere Wee fir de Sportsmusée misst aschloen an dass een en neie Site sicht. Op Nofro hi krut ech awer doropshi keng weider Informatiounen.

Ech hätt dozou elo e puer Froen. Et sinn der e puer méi. Ech loosse se einfach schrëftlech hei leien, falls dat hëlleft, fir se ze beäntweren. Ech wëll fir d'éischt wëssen: Stëmmt et, dass de Projet vum nationale Sportsmusée scho säit Januar 2023 op Äis läit wéinst Problemer mat der Permission de voirie vu Ponts et chaussées?

Wa jo, firwat huet de Sportsminister dann a senger Äntwert op meng Fro ugangs vum Joer gesot, de Projet wier net a Fro gestallt an et wieren och keng Ännerungen en vue?

Bleift de Minister bei senger Äntwert, dass all d'Käschte vum geplangte Sportsmusée bis dato vum Promoteur iwwerholl gi sinn, an net vum Ministère?

Stëmmt et, dass de Site vun der Rouder Lëns, a méi spezifesche déi fréier Turbinnenhalen, elo als Site fir den nationale Sportsmusée erausgesicht ginn ass?

Stëmmt et, dass d'Gesamtkäschte fir dësé Projet vill méi héich wäerten ausfalen, wéi dat am geplangte Projet um Lankelz initial virgesi war?

Wann de Site vun der Rouder Lëns elo net géif a Fro kommen: Gedenkt de Minister da vläicht, och Sitten an anere Gemengen a Betruuecht ze huelen?

A wéini mécht de Sportsmusée schlussendlech seng Dieren op?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Dann ass d'Wuert fir de Sportsminister. Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci fir dës Froen am Zesammenhang mam zukünftigen nationale Sportsmusée. An ier ech do wollt ufänken, wollt ech der Madamm Braz awer soen, dass Diddeleng schonn europäesch Sportstad war.

(Interruptions)

An Déifferdeng och. Dat heescht, do ass Esch e bëssen am Hannertreffen, obwuel dat mer net ganz gefält. Mee dat huet elo hei näischt ze sichen. Voilà.

Effektiv bleift dësé Projet vum nationale Sportsmusée trotz den Erausforderungen, déi elo opgefouert goufen, sécher eng Prioritéit am Koalitiounsaccord. Et ass mer weiderhi ganz wichteg, eng zentral Plaz ze schafen, fir Expertisen am Beräich Patrimoine sportif ze sammeln an och ze deelen. Op dëser Plaz sollen d'Sportbegeeschtert sech treffen, ënner sech an/oder mat Experte Sportgeschichte studéieren, kommentéieren oder einfach nëmme bewonneren.

Och sollen am Sportsmusée Konferenzen, Table-ronden, Versammlungen, Visite vu Schoulen an Ausstellungen vu Verbänn a Veräiner ronderëm déi national Sportgeschichte an déi national Kollektioun vum Patrimoine sportif erméiglecht ginn.

Natierlech gëtt den neie Sportsmusée och eng Plaz, wou all eis fréier Performancé vun eisen Eenzelsportlerinnen an Eenzelsportler an natierlech och Ekippen dem Public nach eng Kéier rappéléiert a gewise ginn. Déi ganz Sammlung vu Biller, vun Extraiten aus dem Radio, aus der Tële, Uniformen, Sportmaterial a sou weider sollen op dëser Plaz versuergt, vervollstännegt ginn. Historesch a wëssenschaftlech Studie wäerte ronderëm dës spannend Sujeten och organiséiert ginn.

Stand haut ass de Projet, wéi en ursprüngelech an enger Konventioun vum 16. Dezember 2021 tëschent dem Staat, also dem Sportministère, an der Stad Esch zu Esch-Lankelz geplangt war, leider, leider net méiglech, well eng Zone non aedificandi, eng Zon, déi also net bebaubar ass, op deem Deel läit, wou de Musée sollt hikommen. Ech hat ganz, ganz laang d'Hoffnung, dass dat Geplangt awer kéint ëmgeseit ginn. Et ass awer leider net de Fall.

Dës Schwierigkeete sinn eng éischte Kéier am Laf vum Hierscht 2022 opgetaucht, wéi d'Planung méi prezis gestallt ginn ass an de Promoteur eng Permission de voirie ugefrot huet. Do virdrun huet keen, weeder ee vun de Servicer vun der Escher Gemeng nach e Responsabele vum Sportministère, eppes vun deem Problem gewosst, well soss hätt weeder d'Stad Esch nach den deemolege Sportminister Dan Kersch

dës Konventioun ënnerschriwwen. Och de Promoteur ass aus alle Wolleke gefall, wéi d'Permission de voirie refuséiert ginn ass.

Déi Zone non aedificandi gëtt vum Tracé vun der Autobunn bestëmmt. Et kann ee bis zu maximal 25 Meeter vun der Autobunn ewech net bauen, op enger Läng, déi nach dran ze definéieren ass. Den deemolege Bauten- an Transportminister François Bausch an ech selwer als Escher Buergermeeschter deemools hate gehofft, de Projet fir den zukünftigen Echangeur Eilereng mat den Tracé vum der Autobunn A4 nach an der deemoleger Legislaturperiod op den Instanzewee ze kréien. Bis haut ass dat awer leider net geschitt.

Et gëtt bei Ponts et chaussées nach um Phasage geschafft, fir ze kucken, wéi se do virginn, an dat wäert nach eng Zäitchen daueren. An enger Reunion tëscht dem Transportministère, de Ponts et chaussées an de Servicer vun der Escher Gemeng, wou ech och selwer drun deelgeholl hunn, ass vun der Méiglechkeet geschwat ginn, de Projet de loi eeben nach virum Summer 2023 op den Instanzewee ze schécken. Dat huet een deemools ofgewaart, souwuel op der Säit vun der Stad Esch wéi och op der Säit vum Sportministère, mat der Hoffnung, dass déi Zone non aedificandi sech géif verschiben an déi Parzellen, op deenen d'Arena an de Musée geplangt waren, bebaubar géife ginn.

Dat ass dem Minister Bausch leider net méi gelungen an et ass Ufank 2024 festgestallt ginn, dass et nach länger géif daueren, soudass ech fir dee Projet, fir deen ech als Sportminister verantwortlech sinn, nämlech den nationale Sportmusée, proaktiv eng Léisung gesicht hunn.

Am Juli dëst Joer huet de Staat mam Promoteur IKO eng Konventioun ofgeschloss, fir eng Machbarkeitsstudie ze maachen, déi als Zil huet, de Sportmusée an engem Gebai, Hall des Turbines, op der Rouder Lëns zu Esch ze installéieren. Déi Aarbechte sollen Enn dëst Joer ofgeschloss ginn. A fir dann direkt op Är eventuell Fro ze äntworten: Dës Etüd kascht 120.000 Euro hors taxes an 140.000 Euro TTC.

Den Optrag beinhaltet d'Studéieren, ob de Programm, sou wéi e vum Sportministère definéiert ginn ass, an deem Gebai kann ëmgesat ginn. Eis Responsabel vum Ministère schafft och do ganz aktiv mat, fir déi beschte Léisungen ze fannen.

Do soll och gekuckt ginn, ob aus architekturnaler Siicht déi raimlech Organisatioun vum Musée sech erëmfënnt. Konzipiert wéi Sécherheet, Energie, Offallpläng müssen effizient méiglech sinn. En éischten Devis, wat dës Projet géif kaschten, gëtt dann och no der Etüd do virgeluecht.

An nach eng Kéier: D'Realisatioun vum nationale Sportmusée ass net a Fro gestallt. Dass en elo op Esch kënnt, hoffen ech natierlech, an ech mengen, Madamm Braz, dat misst Iech och gefalen, wann dat géif op Esch kommen, well Dir hutt jo am Gemengerot, an der Gemengerotssitzung vum 5. Juli 2024, Zweifel opkomme gelooss, ob de Projet iwwerhaapt nach op Esch géif kommen.

D'Exploitatioun vum Sportmusée gëtt, wéi dat vun Ufank u geplangt war, vun der Division patrimoine sportif um Sportministère assuréiert. Et ass awer net ausgeschloss, dass de sougenannte „Facility Management“ vun engem Établissement public iwwerholl gëtt. Dësen Établissement public soll jo all déi national Sportinfrastrukture geréieren, wéi zum Beispill de Velodrom, d'Coque, den INS, d'SportFabrik an och eventuell dann de Sportmusée, sou wéi dat och am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Voilà, fir op Är Froen ze äntworten: Ugeschwat op de Januar 2023 war d'Hoffnung nach ëmmer do, dass dat mat dem Projet de loi eventuell nach kéint klappen, dass déi Zone non aedificandi kéint definéiert ginn an dass mer endlech wéissten, ob do kéint gebaut gi respektiv wou op där Parzell net kéint gebaut ginn.

D'Käschten: Dat wäert d'Etüd elo erausfannen, wat dat Ganzt sollt kaschten. Voilà. Ob et méi héich gëtt wéi dat, wat ursprüngelech geduecht war, kann ech Iech haut net soen. Ech kann där Etüd net virgräifen.

A wann dat näischt sollt ginn op dem Site vun der Rouder Lëns, ass natierlech, jo, d'Méiglechkeet do, op aner Sitten an anere Gemengen ze goen. Mir müssen elo mol ofwaarden, wéi dat doten ausgeet, an da gesi mer, ob dat doten zu Esch ka realiséiert ginn oder net.

De gréisste Problem, mengen ech, ass de 7. Juli 2017 geschitt, wou d'Konventioun tëscht dem Promoteur an der Stad Esch ofgestëmmt ginn ass an do keen nogefrot huet, ob esou eng Zone iwwerhaapt do méiglech wier. Ech mengen, de 7. Juli 2017 huet déi Konventioun onbedéngt missen nach duerchedréckt gi virun de Walen, awer do huet kee sech gréisser Froe gestallt, ob eng Zone non aedificandi riets oder lénks oder ënnen oder uewe vun deem ganze Projet do wier.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Här Sportsminister. Dann ... Dir sidd jo fäerdeg gewiescht?

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Jo, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Dann ass et esou, dass d'Madamm Braz nach, wa se wëllt, kann eng Zousazfro stellen. Dir hutt theoreeteschnach 30 Sekunden, Madamm Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Just ganz kuerz.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP) | Dat heescht, haut sot Der, dass Der dat doten am Fong schonn am Hierscht 2022 wusst, an awer hat Der am Januar vun dësem Joer geschriwwen, dass Der dëst Joer am Januar nach näischt dovunner wusst. Ech wëilt gär dee Widder-sproch do verstoen.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Et ass kee Widersproch. Ech hunn Iech elo schonn zwee-, dräimol gesot, dass ech nach ëmmer d'Hoffnung hat, dass dee Projet de loi fir den Ausbau vun der A4 respektiv deem ganze Kreesverkéier, deen do op déi Plaz soll kommen, dee ganze Projet, deen net manner wéi 3 Milliarden Euro wäert kaschten, nach kéint duerchkommen, dass endlech de Promoteur an d'Stad Esch respektiv och de Sportministère géife wëssen, wou gebaut ka ginn a wou net. Ech mengen, dat ass déi gréissten ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Gelift?

M. Michel Wolter (CSV) | De Rond-point Weidig.

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | De Rond-point Weidig, genau.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Keng Diskussiounen!

(Interruptions)

M. Georges Mischo, Ministre des Sports | Voilà, gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sportsminister.

7. Motion de M. Georges Engel relative à l'extension du travail dominical dans les magasins de détail, dans le commerce et l'artisanat

(Motion déposée en séance publique n° 44 du 14 novembre 2024 – à consulter au compte rendu n° 19/2023-2028 en page 63)

An da komme mer zum nächste Punkt vun eise-m Ordre du jour. Dat ass eng Motioun vum Här Georges Engel iwwert d'Verlängerung vun de Sonndesaarbeitszäiten. Den Auteur wëllt nach eng Kéier driwwer schwätzen. Selbstverständlech huet hie 5 Minuten. All Fraktioun huet da 5 Minuten, all Sensibilitéit 2 Minuten an d'Regierung 5 Minuten. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Georges Engel (LSAP), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Aarbechtsminister huet viru ronn zéng Deeg e Gesetzesprojet iwwert d'Sonndesaarbecht deponéiert. Sonndes soll am Prinzipp net geschafft ginn. Esou steet et emol am Gesetz. D'Gesetz gesäit awer eng Rei vun Ausname vir, déi engem oder alichenten. Datt sonndes an Hoteller, a Restauranten, an Apdikten, Betriber vun der Agrikultur oder vum Spectacle public geschafft gëtt, dass Entreprises, déi am Eclairage an an der Waasserversuergung schaffen, oder Transportunternehmen, Spideeler, Altersheimer, Muséeën oder nach aner sonndes schaffen, dat licht engem jo an. An déi Ausname sinn dann och am Gesetz gereegelt.

Aktuell duerfen awer d'Salariéen am Einzelhandel sonndes just véier Stonne schaffen. An duerfir kréie se eng Majoratioun vu 70 %. An an Zukunft, no deem Gesetz, dat elo deposéiert gouf, solle se dann aacht Stonne kënne schaffen, mat der selwechter Majoratioun vu 70 %.

D'Argumentatioun vun der Regierung, fir d'Aarbechtszäitverlängerung – an dat ass et jo dann och – um Sonnden ëmzesetzen, dass ass awer e bësse Sarkasmus puer gewiescht, well si hu gesot: „Et geet hei ëm d'Work-Life-Balance vun de Salariéen.“

Hei soll een awer net vergiessen, dass haut schonn déi betraffe Salarié bis zu aacht Stonne kënne sonndes schaffen, wann dat an engem Kollektivvertrag virgesinn ass. An an deene Kollektivverträge, do kréien d'Salariéen dann an der Reegel zousätzlech Avantagé par rapport zu deem, wat am Gesetz da virgesinn ass, als Contrepartie eebe fir déi aacht Stonne geleeschten Aarbecht. Dat ka méi wéi déi 70 % Majoratioun sinn. Et kënne zousätzlech Congésdeeg sinn, wa se dat da wëllen a wa se dat dann och ausgehandelt hunn. De Kollektivvertrag, deen huet deemno eng weesentlech Verbesserung fir déi Salariéen do bruecht.

D'Regierung wëll dat elo änneren. Schluss mat méi Pai oder méi Congé fir déi zousätzlech véier Stonnen. Business First, d'Salarié solle keng weider Virdeeler méi hunn, déi an engem Kollektivvertrag dann ausgehandelt ginn. De Rubel muss rullen an d'Leit sinn dann awer e bësse Mëttel zum Zweck, ganz am Sënn vun enger méi flexibeler oder – wéi aner soen – méi moderniséierter Aarbechtswelt.

An duerch dat Gesetz gëtt d'Ofschléisse vun engem Kollektivvertrag am Commerce vill manner interessant. An dat, obwohl ee weess, dass mer eng Direktiv müssen ëmsetzen, déi genau de Géigendeel vun deem dote seet. Mir hunn eng Direktiv – dat soll da Lëtzebuerger Gesetz ginn –, déi am komplette Géigesaz zu deem heiten ass. Nämlech ass d'Regierung do

gehalen, méi an net manner Kollektivvertråg zu Lëtzebuerg ze promouvéieren.

Mir wëllen, datt d'Kollektivvertråg méi staark an net manner staark ginn. Mir wëllen och e bessere Schutz fir d'Salariéen a mir wëllen och, datt se besser Aarbechtsbedéngungen hunn. Wann ee „Sozialdialog“ seet a wann een dat Wuert och seriö hëlt a wann een d'Wuert net nëmmen als Floskel gebraucht, da kann een esou e Gesetz hei net deposéieren, well mat deem Gesetz hei, sou wéi et elo ass, gëtt et manner Kollektivvertråg. An dat ass net an eisem Sënn, dat ass net am Sënn vun de Salariaéen an dat ass och net am Sënn vun de Patronen.

Mir wëllen hei wierklech mat där Motioun eppes Positives bewierken. Mir wëlle wierklech d'Chamber dorobber sensibiliséieren a se opruffen, déi Motioun hei matzestëmmen. Mir froen nämlech an där Motioun, d'Erhéijung vun der Stonnenzuel vu véier op aacht Stonnen, déi een am Commerce da schaffe kann, un d'Ofschléisse vun engem Kollektivvertrag ze bannen, entweder e sektorielle Kollektivvertrag oder een, deem am Betrib ass. Dat war direkt eis Iddi an dat ass och d'Iddi – an ech fannen dat och gutt – vu Leit aus der CSV gewiescht, well si hunn an der Kommissioun vum 16. Oktober genau dat doten och gefrot. Mir ënnerstëtzen hei ausdrécklech de soziale Fligel vun der CSV.

An ech wär och frou, wann déi Motioun hei géing gestëmmt ginn. Ech wär wierklech frou. Well wa se net gestëmmt gëtt, da maache mer Amendements parlementaires an der Kommissioun, fir dat Gesetz hei awer an déi heite Richtung ze änneren. Well mir wëllen hei wierklech konstruktiv matschaffen a mir wëllen hei wierklech eppes fir de Sujet maachen. Well hei geet et wierklech ëm e Fundament vun eisem Sozialmodell. A mir wëlle virun allem och eppes fir d'Salariaéë maachen, fir de Sozialdialog a fir besser Aarbechtsbedéngungen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel.

Ech froen, wien elo wëllt zu där Motioun schwätzen. Ech hu schonn zwee Leit, déi sech ageschriwwen hunn. Den Här Spautz, den Här Baum, d'Madamm Bernard, den Här Engelen an den Här Goergen. Ok, dann huet fir d'ëischt den Här Spautz d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op den Inhalt agi vun der Motioun vum Här Engel, wollt ech awer emol fir d'ëischt op d'Form zrëckkommen. Ech hunn nämlech e Problem, well et mol an der Zäit üblech war, wann e Projet de loi ënnerwee ass, wann e Projet de loi deposéiert ass, dass ee weeder mat enger Question parlementaire nach mat enger Motioun géif kommen. Do gëtt et e Vademecum, dee mir alleguer – an ech betouen: alleguer! – heibanne kritt hunn am Dezember 2023 vun der Chamber. Do steet dat dran.

An déi Kolleegen, déi och schonn e bësse méi laang heibanne sinn, déi kënnen sech erënneren, dass et och schonn an den 2000er-Joren üblech war, dass een net soll mat enger Motioun oder enger Question parlementaire reagéieren, wann de Projet bis deposéiert ass.

An do gouf et och nach eng Motioun, déi eng Kéier e gewëssenen Här Roth an en Här Mosar gemaach haten an engem Dossier bei der Madamm Tanson, dee JU-CHA geheescht huet. Déi hunn déi herno zrëckgezunn an net deposéiert, well do eppes amgaang war ze lafen.

An duerfir, Här President, géing ech Iech bieden, d'Kommissioun vun der Madamm Tanson dermat ze beoptragen, dat an d'Reglement ze schreiwen, dass mer eis eens sinn – wouvun ech jo ausginn –, dass mer, wa bis e Projet de loi deposéiert ass, weeder eng Question parlementaire nach Motiounen dozou solle maachen – oder et emol op d'mannst kloer ze definéieren. Et kann een och en Gentlemen's Agreement maachen, wéi dat elo üblech war. Mee dat ass jo elo net méi geschitt. Duerfir kann een dat jo eventuell an d'Reglement aschreiwen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Da wëll ech mech awer och mam Inhalt beschäftege vun deem, wat den Här Engel elo grad gesot huet. An et wäert keen heibannen iwwerraschen, dass ech um Prinzipp jo guer kee Problem mat deem Ganzen hunn.

Ech muss Iech awer gläichzäiteg soen, dass ech als fréiere Gewerkschaftler, dee laang Kollektivvertråg an deem doten Domän verhandelt huet ... An den ëschten, deen et hei am Land ginn ass, war deen un der nördlecher Spëtzt vun eisem Land. An den Här Engel hat dat gesot, do si mer op d'38-Stonne-Woch kommen contrepartie vum Sonndesaarbecht. En hat virdu Beispiller genannt vun anere Supplementen. Ech wëll dat just soen. An ech mengen, dass et och eng Méiglechkeet gewiescht wier, déi Direktiv, déi dem Här Engel jo ganz gutt bekannt ass, d'Direktiv 2022/2041, well dat war nach zum Här Engel senger aktiver Zäit, wéi déi Direktiv ...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption et hilarité)

Nee. Aktiver Zäit als Minister, entschëllegt.

Wéi déi Direktiv ugehall ginn ass, do hätt ee jo dann och scho kënnen – mir haten d'leschte Kéier schonn eng Kéier heibannen driwwer rieds – Initiativen huelen, fir dass mer déi 80 % méi séier kéinten erreechen. An dann hätte mer och do d'Méiglechkeet gehat, scho méi Kollektivvertråg ofzeschléissen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Ech géif awer, fir op dat ze reagéieren, wat den Här Engel gesot huet ... Ech mengen, dass d'Motioun de falsche Wee ass. Ech hunn awer kee Problem, wa mer soen, mir huele se elo mat an d'Kommissioun a mir schwätze gläichzäiteg, wann all déi Avisen erakommen zu deem Projet de loi hei och iwwer aner Projet-de-loien, wéi notament dee gesamte Projet vun der Direktiv 2022/2041 iwwert d'Kollektivvertråg, wou jo en Deel schonn ënnerwee ass, dee vun de Mindestlëin, wou mer gläichzäiteg och driwwer nodenken – an am Avis vun der Chambre des Salariaés, deen de Moment virläit, steet et schonn –, dass mer och missten iwwert d'Gesetz vun 1995 schwätzen, wou jo och den zoustännige Minister domat amgaang ass – huet en Iech virgëschter heibanne geäntwert op Är Fro, nämlech déi vun der Heure-d'ouverture –, dass een och gläichzäiteg nach géif driwwer diskutéieren iwwert dat hei.

An dat huet den Aarbechtsminister jo och schonn eng Kéier an eiser Kommissioun gesot, iwwert d'Congé-spécialien, dass een dat emol eng Kéier alles géif zesummen op den Dësch leeën an iwwer all déi Punkte gemeinsam diskutéieren an dass een dann och ka gemeinsam Amendements parlementaires maachen oder Amendementen, déi och vläicht vun der Regierung kommen, an dass mer dann dat Gesamt diskutéieren an elo net hei ufänken, iwwer Motiounen ... Et ass awer Äert gutt Recht, well si ass ugehall gi vum Chamberpräsident, dass elo doriwwer ofgestëmmt gëtt, mee ech géif ...

(Hilarité)

Mee ech géif awer mengen, dass et am Interêt wier vun der Saach – an ech gi jo dervun aus, dass et Iech jo hei elo net ëm de Prinzipp geet, mee ëm den Interêt vun deene Leit, déi schaffen –, dass een zesummen déi Projet-de-loie géif diskutéieren, zesummen an der Kommissioun dann och déi Decisiounen huelen an – wie weess? – gemeinsam Amendement-parlementaire maachen, fir do Verbesserung virzehuelen.

Dat ass mäin Appell un Iech, Här Engel. Ech géif Iech proposéieren, op dee Wee ze goen, an dass mer dann all zesummen eppes géife maachen am Interêt souwuel vum Commerce, am Interêt vun deene Leit, déi déi Ouvertureszäite brauchen, an och gläichzäiteg am Interêt vum Personal.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz.

An da wär d'Wuert ... Ech wollt am Fong, Här Baum, se der classescher Reiefolleg no huelen. Da wär d'Wuert um Här Engelen. Wann Der wëllt.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll mech just dann zum Inhalt e bëssen äusseren, net zu deem Ronderëm. Ech mengen, dat huet den Här Spautz exzellent gemaach.

Ech hunn awer dozou, wéi d'Motioun hei geschriwwen ass, e bësse Bedenke respektiv wëll ech dorop opmierksam maachen, datt dat vu véier op aacht Stonnen, wat misst iwwer e Kollektivvertrag gereegelt ginn, a ville Betriber, speziell deene méi klengen, jo guer net méiglech ass. Wéi wëllt Der dat praktesch ëmsetzen? Ech komme jo aus dem Gewerkschaftswiesen, ee vun deene Weinegen nach heibannen. A wéi wëllt Der dat ëmsetze bei engem klengen Patron, wou véier, fënnef Mann schaffen? Wéi wëllt Der dat dann ëmsetzen do iwwer Kollektivvertråg? Dat ass jo net méiglech. An ech mengen, do wier et besser, do géif een dat esou an der Hand loosse.

Mee et ass, wéi den Här Spautz sot: Et muss ee vläicht versichen, en allgemengt Gesetz ze maachen, wou een dat da kéint reegelen. An ech mengen, an deem Sënn do, sou wéi et elo hei virläit de Moment, géife mir eis bei där Motioun enthalten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Eppes virewech: Mir als Gréng kritiséiere ganz staark d'Virgeewise an d'Kommunikatioun vum Minister an dësem an anere liierten Dossieren. Mir maachen eis eeschtaft Suergen, dass hei probéiert gëtt, d'Roll vun de Gewerkschaften, déi elo säit iwwer 100 Joer d'Fundament an onsem Land sinn, ze schwächen. Ons stéiert et immens, wéi dese Projet de loi op de Wee bruecht gouf an engem Kontext, wou d'Gewerkschaften sech immens Suergen ëm hir Roll maache mussen, an och ouni se virzewarnen oder eng richteg Consultatioun. Amplaz mam Briecheisen an ouni Consultatioun hätt een och hei op ville Plaze kënnen méi nuancéiert virgoen.

Wat d'Argument ugeet, dass d'Sonndesaarbecht misst iwwer sektoriell Kollektivvertråg gereegelt ginn, sou huet d'Erfahrung aus de leschten zéng Joer gewisen, dass dat eeben net ëmmer esou geschitt ass, wéi mer eis et gewënscht hunn. D'LSAP wëll mat där Motioun un engem Status quo festhalen, dee bis elo einfach net ëmmer geklappt huet. Just 38 % vun

de Salariéén am Commerce si Stand haut ënner Kollektivvertrëg.

Mir Gréng erkennen un, dass et eng Demande aus dem Secteur heifir gëtt, esouwuel vun den Employeure wéi vun den Employéén, wëssend, dass och haut véier Stonne Sonndesaarbecht schonn am Aarbechtsrecht verankert sinn. Do iwwerrascht et net, dass vill Salariéë soen: „Wann ech schonn op d'Aarbecht muss goen, da gären och méi laang, grad wéinst dem bessere Salaire.“ Schliesslech féiert d'Eropsetzen op aacht Stonne Sonndesaarbecht am Einzelhandel dozou, dass all d'Entreprises, egal ob grouss oder kleng, déi selwecht Chancen a Flexibilität hunn, well mat der aktueller Reegelung ass et esou, dass grouss Betriber och haut schonn zum Deel kënnen sonndes aacht Stonnen opmaachen an dann eeben an zwou Schichte funktionéieren. Kleng Geschäfte dogéint kënnen dat net ëmmer stemmen.

Fir verschidde Parteien heibanne gëtt et – sou huet een zumindest d'Gefill – hei virun allem Schwaarz oder Wäiss. Sou einfach ass et awer net. Den deposéierte Projet de loi bitt eis als Legislateur d'Méiglechkeet, eebe grad hei Nuancen eranzebréngen, zum Beispill andeems een d'Sonndesaarbecht am Commerce via Kollektivvertrëg reegelt fir Geschäfte, déi méi wéi eng gewësse Mataarbechterzuel hunn, zum Beispill andeems een net direkt all Sonndeg géng opmaachen, mee mat enger Rei Sonndeger méi am Joer géng ufänken, zum Beispill, dass een de PMEen an de Familienunternehmen hei gezielt kéint méi entgéintkommen. Déi Nuancé sinn, Stand haut, leider net an Ärem virgeluechtene Projet de loi ze fannen.

Mir wëllen an dësem Esprit konstruktiv um virleierende Gesetzesprojet matschaffen a wäerten eis Awänn an och eis Änderungsproposen an der Kommissioun op den Dësch leeën an eeben och do zur Diskussioun stellen. Mir wäerten eis haut dowéinst dann net op déi eng oder aner Säit wëlle stellen. Mir ënnerstëtzen an deem Sënn d'Propos vun der CSV, fir eebe grad op eisen Aarbechten um Gesetz kënnen weiderzeschaffen an och dës Diskussioun, déi Dir hei virbruecht hutt, eebe grad kënnen an der Kommissioun ze diskutéieren. Dowéinst wiere mir Demandeur dofir, dass d'Motioun an dësem Kontext eeben an d'Kommissioun verwise gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Sonndesaarbecht ass en ze komplex Thema, fir et elo einfach nëmmen op e Kollektivvertrag ze reduzéieren. Iwwregens, wann d'LSAP dee Wëlle gehat hätt, wéi se den Aarbechtsminister gestallt huet, hätt se dat och scho bei deene véier Stonne maache kënnen, well d'Konditionen, déi Dir grad genannt hutt an Ärer Ried, wäer genau déi selwecht. Dat hutt Dir awer leider verpasst. Da wär déi Diskussioun nämlech elo hifälleg gewiescht.

(Interruption)

Fir eis ass et ganz wichteg, dass de Kader herno stëmmt, ob dat via Kollektivvertrag ass oder aner Reglementer am Gesetz, well et kann net sinn, dass herno déi Leit, déi schaffe ginn, déi Benodelegt sinn. Mir hunn awer och Verständnis dofir, dass déi kleng Entreprisé Flexibilitéit brauchen. Heiansdo, wann een d'LSAP héiert, mengt een, Dir wäert éischter Vertrieber vun deene grouss Boitten, déi eeben dann déi Verträge hunn an déi da sonndes kënnen opmaachen, während dee kleng Commerce mat Ärer Propos en Nodeel hätt.

(Interruptions)

Et ass ganz kloer, dass de kleng Commerce sonndes en Nodeel hätt, wa mer déi dote Propos eent zu eent géifen ëmsetzen, wéi Dir se gären hätt. Dat heescht, et muss een nach aner Barriären asetzen. Et muss een aner Weeër goen, fir d'Leit ze schützen, fir dass den Employé herno geschützt ass, wann e sonndes schaffe geet, fir dass e gutt Konditionen huet, mee awer net mat engem eenzelnen Element. Et muss een dee ganze Projet elo diskutéieren an dofir wäer mir och derfir, dass en an d'Kommissioun geet. Haut wäerte mer eis enthalten, well mir gären e Schutz hätten, awer net nëmmen en eenzelt Element, well dat de falsche Wee wär, virun allem wann een elo nach um Verhandelen ass mat den eenzelne Partner an nach wäerten Avisen erakommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Marc Baum sech gemellt.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass ganz erstaunlech, wéi déi Diskussioun hei awer verschidden Tournurë kritt. Also, eppes virewech gesot, wat d'Form ugeet: Ech genéissen et, deenen internen Auseinandersetzungen vun der CSV nozueken. An et ass ëmmer esou, dass een d'Gefill huet, et kéint een de Popcorn eraushuelen. An déi Tournure, déi den Här Spautz fonnt huet, ass absolutt bewonnerenswäert, ...

(Interruptions)

... well den Här Engel huet näischt aneres gemaach, wéi eng Proposition vun der CSV – en ongeschaffenen Diamant vun der CSV – aus der Aarbechtskommissioun opzuehuelen a se a Form vun enger Motioun hei eranzebréngen.

(Hilarité)

Ob dat elo déi richteg Form ass oder net, ass mir an där Hisiicht zweetrangeg. Den Inhalt ass awer wichteg. An déi Ouverture, déi den Här Spautz elo gemaach huet am Numm vun der CSV-Fraktioun, sinn och interessant. An ech mengen, et sollt een och op dee Wee goen, dat heiten an der Kommissioun dann och ganz seriö ze diskutéieren.

Eppes, wat an der Diskussioun awer falsch ass: Et wiere justement déi kleng Commercen, déi géife leiden ënner enger Generaliséierung vun der Ouverture vun den Aarbechtszäiten, well d'Kafkraaft geet do-duerch net an d'Luucht. Dat Eenzeit, wat fir déi kleng Commercen an d'Luucht geet, dat sinn d'Ausgabe fir d'Salaren. Dat heescht, dat wieren déi Alleréischst, déi ënner enger Generaliséierung vun der Opmaachung vun der Sonndesaarbechtszäit géife leiden.

Dat, wat wichteg ass a wat de Sujet misst bleiwen – an den Här Spautz an den Här Engel hunn et och schonn ugedeit –, dat Zentraalt, dat ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg erëm op de Wee komme vum Sozialdialog. De Sozialdialog ass näischt aneres wéi eng gemäassegt, eng ziviliséiert Form vu Klassenkampf. Dat ass de Lëtzebuergesche Wee, wéi mir probéieren, antagonistesch Interessie gemeinsam ënner een Hutt ze bréngen, ouni datt andauernd gestreikt gëtt, ouni datt et zu groussen Aarbechtsniederleeeunge kënn. An de Staat ass an deem Sozialdialog esou eppes wéi eng Zort Mediateur. Natierlech kann en och selwer Iddien erabréngen, mee seng Haaptufgab ass déi, ze mediéieren.

An dat, wat an der Vergaangenheet oder an de vergaangene Woche vu Parzeläin zerbrach ginn ass, dass en déi Aufgab eeben net méi iwwerholl huet, mee sech eesäitig op eng Säit vun deem Sozialdialog geschloen huet, soudatt en Ongläichgewicht entstanen ass ... An dat, wat den Här Spautz hei proposéiert huet a wat d'Motioun – den Inhalt och vum Här

Engel – am Fong ausseet, ass näischt aneres, wéi op de Wee ze goen, dass de Staat erëm de Mediateur ass an en ausgeglachene Kompromiss tëschent deenen zwee Interessie ka fannen.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann huet d'Madamm Cahen sech nach ageschriwwen. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Also, ech muss mech an engem Punkt emol sécher dem Här Baum uschlëssen: Ech fannen déi Diskussioun ganz interessant an ech freeë mech elo schonn, se och an der Kommissioun ze féieren.

Ech sinn allerdéngs awer trotzdeem e bëssen iwwerrascht, muss ech soen, well elo geschwé wäerten d'Commercen all Sonndeg virun de Feierdeeg op-hunn. Dat ass esou Usus, dass ganz vill Commercen – net all, well et kann ee jo nach ëmmer maachen, wéi ee wëll – wäerten op-hunn. An ech hunn elo grad gekuckt: A wäerte sechs Sonndeger hannerteneen op sinn. A wann Dir dann e bësse wësst, wéi de Commerce funktionéiert, wann zum Beispill Commerçanten an enger Grande surface sinn, wou se dann esou opmaache mussen, wéi dann d'Grande surface dat gären hätt – do gëtt et och kleng Commercen, ech wëll dat direkt och betounen –, an et huet een dann aacht Stonne respektiv néng Stonnen op déi Deeg, da kënn an deene Commercen d'Personal, wann et nëmme véier Stonnen där schaffe sonndes, all Sonndeg. Woubäi, wann d'Personal aacht Stonnen där schaffe sonndes, da kënn et awer eventuell nëmmen all zweete Sonndeg. An dat ass déi Optioun, déi d'Personal an deem Fall ganz kloer virzitt.

Ech wëll dat hei eng Kéier vum Terrain soen, well ech hunn awer d'Impressioun, wéi wa mir hei vill – natierlech, mir sinn hei an der Chamber – Politick maachen, mee et muss een awer och e bëssen d'Realitéit vum Terrain kucken an d'Demande vum Terrain. An et kann een awer net esou maachen, wéi wann dat hei eng Demande wier vum grouss Patronat – well éischters emol sinn am Commerce ganz vill kleng Patronen, déi net alleguerde ganz vill musse verdéngen –, déi aacht Stonnen, an dann déi kleng Salariéë géifen drënner leiden. Ech mengen, dass et éischter esou ass, dass jiddwereen dat fret wéinst enger Aarbechtszäitorganisatioun, fir dass een déi ganz berüümt-berüchtigt Work-Life-Balance och ka besser maachen.

Et ass esou, dass een, wann ee sonndes schaffe kënn als Salarié, da méi verdéngt, op d'mannst 70 %, oder duebel fräi huet. Och dat ass e Grond, firwat vill Leit gäre sonndes schaffe kommen, well wa se duebel fräi hunn, wa se da sonndes zum Beispill aacht Stonne schaffen, ma da kënnen se an der Woch duebel fräi hunn, spréich da vläicht dënschdes an donneschdes doheem bleiwen, zum Beispill fir bei de Kanner ze bleiwen. Dat heescht, et gëtt natierlech Argumenter, firwat déi aacht Stonne sonndes richteg a gutt sinn. An ech mengen, d'Regierung huet och ganz kloer gesot, dass de Sozialdialog wichteg ass an dass dee weidergefuert gëtt. An et huet ons als Demokratesch Partei natierlech och gefreet, dat ze héieren.

Ech géng gären eppes soen zu deem leschten Tret aus der Motioun. Do sot Dir nämlech, dass d'Chambre des Salariés seet, dass sektoriell Kollektivverträge solle gemaach ginn. Ma wann dat esou einfach wier, da wësst mir dat jo, och Dir als LSAP, well Dir waart jo och laang an der Regierung. Ech war Presidentin vun der Union commerciale. Dat ass elo an Tëschenzäit scho laang hier. Do hu mir vill driwwer geschwat mat deenen zwou grouss Gewerkschaften. An ech kann

Iech soen, dass et ganz schwéier ass, well an deem Secteur – deem ass esou divers –, do geet et eebe vu ganz kleng bis ganz grouss. Do sinn d'Besoinen aner, jee no Secteur. An esou einfach ass dat net, sektoriell Kollektivverträge ze maachen.

Dofir denken ech, ass et dee richteg Wee, dass mir ons hei Zäit huelen, dass mir déi heite Motioun an d'Kommissioun huelen, sou wéi och schonn aner Kolleegen dat gesot hunn, fir dass mir doriwwer diskutéieren. Mee ech denken awer – nach eng Kéier –, et soll een awer och e bësse kucken, wat d'Leit brauchen, wat d'Salariëe gären hätten, wéi d'Leit liewen, amplaz ganz pauschal ze soen: „Dat do wëllen d'Patronen. An déi, déi schaffen, déi wëllen dat doten net.“ Wann Dir op den Terrain gitt a mat de Leit schwätzt, da wäert Dir gesinn, dass dat e bësschen anescht ass dobaussen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Éier ech dem Här Engel elo d'Wuert ginn, wollt ech a sech froen, ob nach eng aner Wuertmeldung do ass, well ech géing gär dem Här Engel als Auteur als Lescht d'Wuert nach eng Kéier zrëckginn. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung, Här Engel, da ginn ech Iech d'Wuert zrëck, fir Stellung ze huelen zu deem, wat elo gesot ginn ass.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen (DP) | Elo kënnt d'Wourecht eraus!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Engel huet ganz eleng d'Wuert!

M. Georges Engel (LSAP), auteur | A, merci. Ech hunn hei, mengen ech, keng Onwourecht gesot, Här Etgen, duerfir ... Mee wat ech awer gemierkt hunn an där heiter Diskussioun: Et ass vill Onwëssenheet an deem heiten Dossier. Wat mech awer ganz vill gefreet huet, dat ass, datt den Här Spautz gesot huet, hien hätt kee Problem mat där Motioun hei. Doriwwer sinn ech ganz frou. Mee am Interêt vun der Saach, mengen ech, ass et wichteg, dass mer hei probéieren, eppes fir déi Leit ze maachen, déi schaffen.

Duerfir fannen ech et eng gutt Propos, dass mer dat heiten an der Kommissioun sollen diskutéieren mat enger Rei vu Gesetzter, déi den Här Spautz elo do opgezielt huet: Kollektivverträge, soziale Mindestloun, Heures d'ouverture, Congé-spécialien. Mee ech warnen awer do virdrun, dass mer elo dat heiten doutrieden an dass mer esou laang op Zäit spillen, dass herno kee méi weess, ëm wat et geet.

Also, mir hätte gären, dass, wann dat heiten an d'Kommissioun geet, mer zäitno och iwwert déi aner Gesetzter schwätzen, dass mer zäitno kënnen iwwert déi heite Propose schwätzen an dass et och virugeet. Wann et dann net virugeet, da kënnen mer all ëmmer nach froen, datt déi Motioun hei eng Kéier zrëck an de Plenum kënnt, fir dann ofgestëmmt ze ginn.

De Sozialdialog, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass d'Sich no Léisungen, huet de Marc Baum gesot. Et ass sécherlech net einfach, mee et ass awer honnertprozenteg net „Augen zu und durch“.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Ech gesinn also, datt ech elo konfrontéiert si mat der Demande a mam Accord vum Här Engel, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze renvoyéieren.

Ech froen Iech also: Sidd Der domat d'accord? Deen, deen domat d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Pardon, den Här ...

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wollt just soen: Dem Här Engel säin Zäitplang ass jo ... Hien ass sech jo och bewosst, dass mer am Dezember ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Nee, dofir. Net dass Der elo sot: „Wa bis de 24. Dezember ...“ Dir wësst ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Ok, dann ass et gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir zwee sidd Iech eens. Dat ass schonn emol eng gutt Saach.

(Hilarité)

An da géing ech nach eng Kéier d'Fro stellen: Wie mat dëser Motioun d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Plusieurs voix | Nee!

M. Claude Wiseler, Président | Pardon. Wien ...

(Hilarité)

Wann déi zwee do mateneen d'accord sinn, ginn ech duercherneen. Dat muss ech zouginn.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Also, wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze renvoyéieren, dee soll wannechglift d'Hand an d'Luucht hiewen.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, datt grouss Unanimitéit ass.

Géigeprouf awer: Ass een do, deen dergéint ass?

Ass een do, dee sech enthält?

Dann ass déi Demande, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze ginn, à l'unanimité ugeholl. An ech soen Iech Merci dofir.

(La motion de M. Georges Engel est renvoyée à la Commission du Travail.)

8. 8411 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8411, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Ennerstëtzung vun der nohalteger Entwécklung vum ländleche Raum. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils 5 Minuten, d'Regierung 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, den Här Ben Polidori, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Octavie Modert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Kéint ech nach bieten, datt Der vläicht e weineg fir Rou suert a calme sidd. Wann et privat Gespräicher sinn, féiert déi wannechgelift dobaussen. Sou, Madamm Modert, et ass un Iech.

Mme Octavie Modert (CSV), rapportrice | Merci nach eng Kéier Iech alleguerten. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut of iwwert de Projet de loi portant modification de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Sou, dëse Gesetzesprojet ännert punktuell d'Agrargesetz vum leschte Joer, dat den 2. August 2023 a Kraaft getrueden ass.

Et geet dobäi – an dat ass deem éischte grouse Block vun dësem Gesetz – besonnesch ëm d'Auswierkunge vum Statutt vum aktive Bauer, Wënzer oder Gäertner, dee mam Agrargesetz vum 2. August 2023 agefouert gi war. Deemno däreft en aktive Bauer weeder méi wéi 72 Joer hunn nach eng Pensioun kréien, fir nach gewësse Primmen iwwert d'Agrargesetz kréien ze kënnen.

Mam Text, dee mir haut debattéieren, si verschidde Primmen an Zukunft net méi un dëse Statutt gebonnen. Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, datt de Projet de loi 8411 um Statutt vum aktive Bauer als solches festhält. Allerdéngs gëtt den Zougang zu engem Deel vun de Primmen aus dem Agrargesetz méi grouss opgemaach, fir esou de Besoinen um Terrain besser gerecht ze ginn.

Besonnesch fir de Wäibau sinn déi Primme wichteg, soss bleiwen do d'Fläche broochleien. Mee e Wäibaugebit muss zesummenhängend sinn, fir en nohaltege Wäibau ze garantéieren.

Konkreet geet et ëm den Zougang zu follgende Primmen: d'Landschaftfleegprimm, d'Ëmstrukturierungsprimm vun de Wëngerten, d'Berodungs-bäihëllef, de Bäitrag zur Mehrgefahreversécherung, den Ernteausfall, an d'Prim, fir matzemaache beim RAK, wéi et op der Musel genannt gëtt, dat heescht déi biologesch Bekämpfung vum Traubenwickler. Dat ass e System vu sexueller Konfusioun duerch Pheromonfale, fir et genau ze erklären. Et ass weesentlech, datt all déi, déi e Minimum vun 10 Ar Wëngerte maachen, bei dëser leschtgenannter Method matmaachen, well soss bleift se effektoos.

Mat dësen Ännerunge kréien d'Bauern an d'Wënzer, déi méi al wéi 72 Joer sinn oder déi eng Pensioun kréien, elo nees e Recht op dës Bäihëllef. Iwwergens gëllt dat selwecht och fir de Wäinhandel. Si bewirtschaften och eege Wëngerten, hunn awer net de Statutt vum aktive Wënzer, well se an der Handelskammer affiliéiert sinn. Si kréien elo nees Zougang zu verschidde Primmen, esou wéi dat schonn ëmmer de Fall war virun 2023. Insgesamt sollen dës Extensiounen op d'Primmen derzou bäidroen, den Erhalt vun der Wäibaufläch op der Musel méi dauerhaft ze garantéieren.

En zweete wichtige Punkt vun dësem Projet de loi ass eng méi einfach Berechnung vun de Stickstoffsalden. An Zukunft gëtt bei der Berechnung déi ganz landwirtschaftlech Notzfläch vum dem Betrieb berücksichtegt an net, wéi bis elo, just déi Fläch, déi fir d'Veihaltung genotzt gëtt. Dat mécht de Baueren d'Liewe méi einfach. Et erméiglecht och de Schwéngs- a Geflügelbetriber, wou net genuch Produktioun zu Lëtzebuerg ass, sech besser ze entwéckelen.

Ausserdeem gëtt d'Zousatzbäihëllef fir en Deckel op Güllbehälter ëm e Joer verlängert. Déi Deckele konnten net an Zäit vun engem Joer geliwwert ginn. Dat hëllef also och bei den Ammoniaksemissiounen.

D'Upassung an der Annex bei der Zuel vun den theoreteschen Aarbechtskräfte wäert derzou bäidroen, eenzel defizitär Kulture besser ze ënnerstëtzen, an zwar de Geméis- an Uebstbau.

De Kontrolleprozentsaz gëtt op 1 % fixéiert. Dat ass zanter 2021 vun der EU erlaabt, fir dee Prozentsaz erfrozesetzen, deen elo hei op 1 % fixéiert gëtt.

Schliesslech an endlech gi mat dësem Projet de loi verschidden Ongenauegkeete verbessert. An ech verweisen op de schréfftleche Bericht fir all weider zousätzlech Detailer.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8411 gouf de 16. Juli 2024 vun der Landwirtschaftsministerin Martine Hansen an der Chamber deposéiert. Den 18. Juli huet si den Text an der Landwirtschaftskommission virgestallt an de Projet ass offiziell den 12. September dohi verwise ginn.

Et sinn zwee Avisen erakomm vum Staatsrot a vun der Landwirtschaftskammer, déi de 7. November vun der Agrarkommission analyséiert gi sinn.

De Staatsrot huet sech a sengem Gutachte vum 22. Oktober 2024 prinzipiell averstane gewise mam Text an huet dofir och keng formell Opposition ausgeschwat. En huet och beim Artikel 15 gréng Luucht ginn, dee virgesäit, dass d'Dispositione vum neie Gesetz réckwierkend op den 1. Januar 2023 respektiv op den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden. Dem Staatsrot seng legistesche Remarken huet d'Kommission all iwwerholl.

D'Landwirtschaftskammer huet hiren Avis den 28. Oktober eragereecht. D'Kammer begreisst, dass d'Accorden, op déi sech d'Acteure vum Secteur am Kader vum Landwirtschaftsdësch vum 4. Mäerz vun dësem Joer gëeenegt haten, hiren Néierschlag am Gesetzesprojet fonnt hunn. Allerdéngs fënnt d'Landwirtschaftskammer den Artikel 1 ze vag formuléiert op engem Punkt, wat zu Konfusioune féiere kéint. Konkreet geet et dodrëm, wéi eng Bähëllef sech op d'Kulturjoer a wéi eng Bähëllef sech op d'Kalenerjoer bezéien, fir déi, déi um Enn vum Statutt vum aktive Bauer ukommen, dat heescht Baueren, déi pensionéiert ginn oder méi wéi 72 Joer kréien. D'Kammer hätt léiwer gehat, wann dat méi kloer geschriwwen gi wär. D'Kommission ass no enger Analys zur Konkusioun komm, dass de besteeënden Text vum Artikel béid Optiounen zouléisst mat der Formulierung wéi se haut ass, „année culturale ou civile“, soudatt dee Libellé bäibehale ka ginn.

Schliesslech ass de 14. November d'Chamberskommission vum der Landwirtschaft zesummekomm an huet de Rapport iwwert dëse Gesetzesprojet ugehall, iwwert dee mir haut heibannen ofstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit zu dësem Rapport.

Här President, ech erlabe mer, nach e puer Wuert als CSV-Spriecherin ze soen.

Discussion générale

Mir maachen hei Ännerungen ee Joer nom neien Agrargesetz vun 2023. Se sinn d'Resultat vum Landwirtschaftsdësch a sinn am Dialog a Konsens mam Secteur zustane komm. D'Ännerungen, déi d'Landwirtschaftsministesch Martine Hansen heimadder emgesat huet, bréngen eng besser Machbarkeet a si pragmatesch. Dohier si se méi zilgeriicht fir d'Erreeche vum Ammoniaksziler an der Landwirtschaft, se droe besser zur Entwécklung vun defizitären Produktiounsberäicher wéi Uebst- a Geméisbau oder Schwéngs- a Geflügelfleisch bäi. Mir brauchen heiranner méi einheimesch Produkter.

Déi Ännerungen hei sinn awer ganz besonnesch wichteg fir d'Wënzer an d'Wéngertsflächen, wou d'Situatioun eng komplett aner ass wéi an der Landwirtschaft. D'Definitioun vum aktive Bauer vun 2023 huet déi Pensionéiert oder déi méi al wéi 72 Joer vu verschiddene Primmen ausgeschloss, déi wichteg si fir d'Fleeg vun de Wéngertsflächen. Do si se souguer ganz wichteg. A ganz besonnesch betrëfft dat d'RAK-Primm an d'Landschaftsfleegprimm.

Firwat si se sou wichteg? Wéngerte mussen an enger zesummenhängender gréisserer Fläch kultivéiert ginn, fir manner Kränken dranzekréien. All Heck oder Broochstéck dertéischent steigert immens d'Probabilitéit vu Kränken oder Schädlingsbefall. An de RAK déngt och nëmmen eppes géint den Traubenwickler, wann d'Fläch geschlosse bleift a groussflächeg all d'Wënzer matmaache bei deem Programm. Ech hat dat 2023 iterativ an der Kommission an och hei op der Tribün gesot a gewarnt, dass d'Definitioun vum aktive Bauer am Wäibau e Réckschrëtt bréngt. Et ass gutt, dass dës Primmen elo nees opgemaach ginn an domat manner an de Wéngerte gesprézt muss ginn.

Allerdéngs ass ee Joer verluer gaangen, an och wann déi nei Bestëmmunge retroaktiv a Kraaft trieden, sou ass an där Zäit en Deel Wënzer der Musel verluer gaangen an ass verzweifelt, well dat hei war nach derbäikomm bei d'staark Kontrollen an héich Strofe vun der ITM virun dräi, véier Joer – dozou war och e separate Wäibaudësch am Summer, an déi Resultater gehéieren an de Code du travail –, an dat alles ass nach niewent de gesamtstrukturelle Problemer vun de Wënzer zesummekomm an huet se natierlech net encouragéiert, mee nach méi verzweifele geden.

Dohier kann ee sech froen: Gëtt de Wäibau elo d'Suergekand vun der Landwirtschaft, wat laang net de Fall war? Ech froe mech, ob mir an zéng Joer nach d'Hallschecht vun der aktueller Wéngertsfläch hei am Land hunn. Dofir brauche mir fir d'Musel eng grouss ugeluecht an iwwergräifend Marketingstrategie. Ech kann nëmmen nees hei widerhuelen a marteléieren, dass vum Wäikonsum hei am Land just ee Fënneftel Lëtzebuurger Wäiprodukter sinn. Vun 41 Liter sinn et just 9 Liter Lëtzebuurger Wäin oder Cremant.

D'Situatioun ass dramatesch. D'Wënzer si verzweifelt. Dat weist am Wäibau och, dass mer nach just 43 Betribscheffen hunn, déi ënner 40 Joer sinn. D'Wéngertsfläch bäibehalen ze kënnen, gëtt eng ganz grouss Erausforderung. D'Statistike weisen och an der Landwirtschaft, dass et beonrougend ass, well do sinn d'Zuelen och net berouegend. Wann do och de Risiko, dass vill Fläche leie bleiwen, am Géigesaz zum Wäibau aktuell net besteet, sou sinn awer bei nach 1.800 Betriber just d'Hallschecht nieweberufflech Baueren am Joer 2023 a 44 % vun de Betriber hunn enger rezenter Ëmfro no keen Nofollger.

Mam aktuelle geopolitesche Geschéien – mir hu gëschter doriwwer geschwat – muss et eis ëmsou méi wichteg sinn, de Selbstversorgungsgrad an der Liewensmittelproduktioun hei am Land ze verbessern an de landwirtschaftleche Secteur ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci a ginn den Accord vun der CSV zu dësem Gesetz.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert. Ech hunn elo eng Rei Wuertmeldungen ageschriwwen kritt: den Här Luc Emering, den Här Ben Polidori, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. An deen éischte vun hinnen ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. De Projet de loi 8411, mengen ech, ass e ganz wichteg Schratt fir vill Bauerebetriber a Wënzer hei am Land. Et ass iwwerengs och e Secteur, dee sonndes schafft, muss ech awer och eng Kéier soen. Wéi ech do d'Virriedner e bëssen héieren hunn, hunn ech gemengt, Verschiddener hätten nach net sonndes geschafft.

Aktuell ass et esou, dass d'Agrargesetz eng Kopplung vu sämtlechen Aidë virgesäit, déi un e Statutt vun engem aktive Bauer, wéi den Artikel 1 dat definéiert, gekoppelt sinn. Ech muss soen – well ech do och selwer a menger Karriär virdrun, ier ech an d'Chamber gewielt gi sinn, vill matgeschafft hunn –, de landwirtschaftleche Secteur huet sech extreem engagéiert an der vergaangener Legislaturperiod, fir eng prezis Formulierung vun deem Artikel 1, deen eeben déi Krittäre vun der Aktivitéit vum Bauer definéiert, an dat Gesetz ze kréien.

Déi aktuell Formulierung, déi no der deemoleger Propos vun der Landwirtschaftskammer an der Ëmsetzung vum fréieren Agrarminister, dem Claude Haagen, gemaach ginn ass, léisst net zou, dass Betribsleeder, déi e bestëmmten Alter iwwerschratt hunn oder an de Genoss vun enger Pensioun kommen, nach kënnen Flächeprimmen ufroen. Dës awer, jo, historesch Ännerung am Agrargesetz gëtt also elo zu engem klengen Deel revidéiert.

Et ass richteg, dass bestëmmt Agrar-, Klima- an Ëmweltmoossnamen, wéi et och elo vun der Madamm Modert erkläert ginn ass, just Sënn maachen, wa se zesummenhängend kënnen emgesat ginn, wéi dat zum Beispill och bei der RAK-Primm an de Wéngerten de Fall ass. An et ass eebe wichteg, dass dat ka geschéien onofhängeg vum Alter, deen déi Persoun huet, déi déi Primmen ufreet oder dee Betrib féiert.

Eis ass awer virun allem och wichteg ze soen, dass den Artikel 1 an Zukunft net weider soll verwässert ginn. De Prämieneempfänger soll ganz kloer prioritär en aktive Bauer sinn an en aktive Bauer bleiwen.

Nieft de Krittäre vum aktive Bauer war, wéi vill Leit sech erënnere kënnen, och d'Theema Ammoniak, Ammoniakausstouss e grouse Sujet am Kader vun den Debatte vum leschten Agrargesetz. Mir gesinn haut, wéi eng ganz Rei Leit aus dem Secteur et virausgesot hunn, dass den Ammoniak-Monitoring-System de Wuesstum vun de Betriber extreem agrenz, d'Betriber vill Energie, vill Zäit kascht a si virun extreem grouss Erausforderung stellt. Ob dat Ganzt eppes zur Reduktioun vun den Zäregasemissiounen bäidréit oder ob et just e Pabeiertiger bleift, dat gëtt spéitstens zum Enn vun dësem Agrargesetz kloer. An dann heescht et handeln!

Elo ass et wichteg, dass Ganzt esou ze adaptéieren, dass d'Bauere kënnen schaffen, investéieren an hir Betriber fit fir muer kënnen opstellen.

Doriwwer eraus begreisse mir als DP et och, dass elo déi ganz Betribsfläch ugerechent gëtt an net just d'Fudderfläch, wann et dorëm geet, d'Futterautarkie, beispillsweis bei Geflügel- oder Schwéngsbetriber, ze berechnen.

Eng ganz Rei weider wichteg Punkte fir eis sinn ënner anerem d'Verlängerung an d'Eropsetze vun den Aiden, fir Güllebehälter zoudedecken, d'Prise en charge vu bis zu 65 % vun Assurancen – Hagelschutz an esou weider – souwéi och de Seuil vun de Kontrollen, dee vu 5 % op 1 % erofgesat gëtt. Alles dat si Saachen, mat deene mir de Bauer an de Wënzer an hirem Alldag ënnerstëtzen, wou mir frou doriwwer sinn a begreissen, dass dat elo adaptéiert gëtt.

Eng aner Mesür, déi och ganz wichteg ass, ass, dass och d'Formatioun weiderhin héichgehalte gëtt. D'Madamm Modert, wéi mer dat matkritt hunn, war jo schonn op divers Avisen agaangen. Et gouf jo Bedenke bezüglech der Remark vun der Landwirtschaftskammer mam Artikel 1. Ech hu mer vum President, vum Här Christian Hahn, soe gelooss – e war jo och mat der Ministesch a Gespécher –, dass dat elo gereegelt ass. An deemno sinn ech frou, dass

mir elo hei en Text hunn, deem mir kënnen zoustëmmen.

Wéi gesot, dat heiten ass e ganz wichtege Bausteen am Agrargesetz. An dofir géif ech Iech als Alleréischt emol Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif meng Fraktioun bidden, dëst matzedroen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam virleiende Projet wëlle mir haut e Gesetz ofänneren, dat mir eréischt virun e puer Méint hei an der Chamber eestëmmeg ugeholl hunn. E ganz weesentleche Punkt vun dësem Gesetz betrëfft d'Bauern an d'Wënzer, déi entweeder pensionéiert oder iwwer 72 Joer al sinn. Si ginn am aktuelle Gesetz, wéi scho vun der Madamm Rapportrice gesot, net méi als aktiv Baueren ugesinn an domat vun enger ganzer Rei vu finanziellen Hëlfelefen ausgeschloss.

Wéi déi Reegelung a Kraaft getrueden ass, war d'Zil vun der Chamber net, deene Leit d'Liewe schwéier ze maachen. Nee, d'Chamber ass domat enger ausdrécklecher Demande vun der Landwirtschaftskummer wéi och vun de Jongbaueren an der Landjugend nokomm. D'Suerg vun hinne war deemools déi, dass d'Bauern, déi sech zur Rou gesat hunn an eigentlech hir Pensioun genéisse wëllen, am deemo-lege System en Ureiz kéinte gesinn, fir hir Terrainen ëmmer weider minimal ze bewirtschaften, just fir an de Genoss vun de Primmen ze kommen. Dat wär natierlech e Problem, well déi Terrainen da fir eng méi produktiv Landwirtschaft verluer ginn.

Am Géigesaz zu villen anere Berufsgruppen ass et an der Landwirtschaft jo effektiv esou, dass de Betrib bis an den héijen Alter nach weidergefuert gëtt. An dat och, nodeems d'Pensiounen schonn ugefrot gi sinn. An dat läit natierlech net just un de staatleche Primmen, mee och dorunner, dass an deene Betriber extreem vill Häerzblutt stécht. Mee soulaang wéi finanziell Bähëlfelefen ausbezuelt ginn, déi virun allem u Fläche gebonne ginn, kann een d'Aen awer och net virum Fait zoumaachen, dass et hei e méigleche Feelureiz ka ginn.

D'LSAP wëll kengem Bauer soen, wéini e soll ophalen. Mee mir konnten d'Argument vun der Landwirtschaftskummer wéi och de Jongbaueren awer novollzéien, dass gewëssen Aiden d'Entwécklungschancë vu jonke Baueren aschränken, wa si doduerch manner d'Méiglechkeet kréien, Terrainen ze kafen oder ze pachten.

D'Landwirtschaftskummer hat deemools virgerechent, dass iwwer 6.000 Hektar, also 60 Quadratkilometer – eng Gréisst vun de Gemengen Useldeng, Feelen a Betzder, einfach eng Kéier fir eng Gréisstenuerdung ze nennen –, vu Landwirtschaft genotzte Flächen zu Lëtzebuerg vu pensionéierte Bauere bewirtschaft ginn. Dobäi handelt et sech natierlech net just ëm minimal genotzte Flächen, mee do, wou et awer esou ass, geet et ëm Terrainen, déi aktive jonke Baueren awer géife feelen.

Bon, an dat selwecht gëllt natierlech och fir d'Wënzer, woubäi sech d'Situatioun hei e bësselchen anescht duerstellt, well et hei net de selwechten Drock vun deene jonke gëtt, déi probéieren, un Terrainen ze kommen.

D'LSAP ass dermat d'accord, fir pensionéierte Baueren a Wënzer déi Hëlfelefen, déi si fréier kritt hunn, elo nees ausbezuelen. Wien e Liewe laang ganz vill Energie a ganz vill Léift a säi Betrib gestach

huet an domat och am héijen Alter nach weiderfuere wëll, soll dat natierlech och maache kënnen. Mee mir müssen eis awer och bewosst sinn, wat dat fir Konsequenze fir Jongbaueren huet, déi eis Ennerstëtzung jo awer och urgent bräichten. Mir ginn de Fuerderung vun de jonke Baueren no besserer Zukunftsperspektiven domat net onbedéngt gerecht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi d'Agrargesetz ausgeschafft gouf, gouf och enger weiderer Fuerderung vun der Landwirtschaftskummer Rechnung gedroen. Fir si war et nämlech zousätzlech och wichteg, de Statutt vum aktive Bauer un e Minimum u Formatioun ze bannen. Am Prinzip war jiddereen domat d'accord, och wann deemools schonn de Landwirtschaftsminister Claude Haagen drop opmierksam gemaach huet, dass d'Ëmsetzung dovun net ëmmer ganz einfach wier. D'LSAP ass awer mat de proposéierten Ännerunge vun dësem Projet de loi generell averstan.

Här President, e bëssen iwwerraschend ass fir eis awer d'Verlängerung vun den Delaien, fir d'Piffässer ofzedeecken. An de fréieren Diskussiounen hat d'CSV sech ëmmer fir eng konsequent a séier Notzung vun technesche Méiglechkeeten agesat, fir d'Ammoniakemissiounen ze reduzéieren. D'Iddi war deemools, dass een d'Bauere manner misst aschränke bei der Entwécklung vun hirem Véibestand, wa systematesch déi beschte verfügbare technesch Léisungen och agesat géife ginn.

D'LSAP war sech deemools awer och bewosst, dass dat net géif duergoen, mee trotzdem e wichtege Schrëtt an engem Beräich war, wou all méiglechen Effort gebraucht gëtt. D'Regierung huet sech zu eisen internationale Verpflichtungen an zu de Reduktiounsziel fir den Ammoniak bekannt. Mir wëssen, dass et net einfach wäert ginn, déi Ziler ze erreechen, mee ouni ambitionéiert Mesüre riskéiere mir, eis Ziler ze verfeelen. Mir hoffe just, dass um Enn de Staat net gezwongen ass, d'Betriber opzekafen, wéi dat zum Beispill an Holland och geschitt ass.

Zu de RAK-Primmen hat d'Madamm Rapportrice och d'Detailer schonn ernimmt. Ech erspueren Iech déi. Mir hätten eis do awer eng besser Zesummenaarbecht mam Institut viti-vinicole virgestallt.

Mee zu gudder Lescht gi mer hei och eis Ennerstëtzung, an ech soen heizou fir d'LSAP-Fraktioun och eisen Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(M. Jeff Engelen récupère ses lunettes.)

Esou geet et besser.

M. Jeff Engelen (ADR) | Technesch Assistenz!

Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir unzefänken der Madamm Modert en häerzleche Merci soe fir de schréfftlechen a mündleche Rapport. Dëst ass e Gesetz, wat d'ADR mat Freed stëmmen wäert. Et ass e Gesetz, op dat d'Bauern a Wënzeren waarden. Mir begrëissen, dass heimadder d'Accorde vum Landwirtschaftsdësch zur Zefriddenheet vun de Baueren a Wënzeren elo och ëmgesat ginn.

Ech wëll net nach eemol op all déi Mesuren agoen, déi hei virgestallt goufen. Meng Virriedner hunn dat zur Genüge gemaach. Mee wat zielt, dat ass, dass mat dësem Gesetz Onkloerheete vum viregte Gesetzestext ausradéiert ginn an eis Baueren a Wënzeren elo méi kloer Reegelen hunn, wou si kënnen drop schaffen, an dann och hir Hëllefsmesüre kënnen ufroen, wann

dat gewënscht ass. Dat brauche si, fir hirer wichteger Aarbecht nozegoen.

Elo hu mir an dëser Debatt, wou mer jo iwwer e gutt Fonctionnement vun der Landwirtschaft schwätzen, nach déi eng oder déi aner méi allgemeng Bemierkung ze formuléieren.

Verschiede Piliere vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft hu sech zu enger richteger Erfollegsgeschicht entwéckelt. Ech denken do, fir nëmmen ee Beispill ze nennen, un d'Mëllechproduktioun, wou Lëtzebuerg mat engem ganz niddregen CO₂-Foussofdruck eng ganz héichwäerteg Wuere produzéiert.

Trotzdem ass et wichteg, dass mer eis landwirtschaftlech Produktioun och an der Zukunft méi breet opstellen. Potenzial ass virun allem nach am Ausbau vun der Uebst- a Geméisproduktioun, awer och a verschiddenen aneren Nischeberäicher, wéi zum Beispill der Klengdéierenzucht. Wärenddeems mer zum Beispill mat eise Rëndfleesch, wat mer exportéieren, e groussen Atout hunn – do maache mer e Benefiss –, ass dat awer bei eise Klengdéiere komplett anescht.

Mir müssen dowéinst sécherstellen, dass de legale Kader an d'Aarbechtskonditiounen fir d'Bauern, déi sech op déi Nischeberäicher vun der landwirtschaftlecher Produktioun spezialiséieren wëllen, genesou favorabel a virdeelhaft si wéi an den etabléierte Beräicher. De Problem ass dacks, dass d'Acteuren, déi sech op e Nischeberäich spezialiséiert hunn – ech denken do zum Beispill un d'Kanëngercherszucht oder un d'Gefligel –, eng manner staark Stëmm oder eng Lobby hunn, wann een dat anescht ausdréckt, fir op hir Problemer opmierksam ze maachen. Wann an deene Beräicher legal Problemer bestinn oder wa si mat praxisfrien Oplagen ze kämpfen hunn, dann ass d'Politick och hinne schëlleg, op si ze lauschteren an néideg Upassung virzehuelen.

Wat mer opgefall ass bei der Virbereedung zu dësem Debat, ass, dass dat mir am Fong geholl an deem Beräich do net allze vill Statistiken hunn, déi do mol drop hiweisen, wou eventuell Problemer leien. Ech hunn do gesinn: Am Ausland bestinn an deem Beräich do ganz aner Statistiken. Do kéinte mer eis vläicht inspiréieren, well ech mengen, et brauch ee jo, wann ee wëllt politesch aktiv ginn, och Statistiken, fir dat ee weess, vu wat ee schwätzt. Mir hunn zum Beispill – e ganz einfacht Beispill – kee Gefligelschluechthaus am Land. Et wëllt jo keen eent bauen, well kee weess, ob e 5.000 Hinger, also Gefligel, schluechte muss oder 20.000. Dat weess jo keen, well mer keng Statistiken hunn. Dat ass elo just ee Beispill vu méi.

Och dëst ass eng wichteg Mesur, elo allgemeng geschwat, fir eis Produktioun méi breet opzestellen, e Schrack an déi Richtung vu méi Liewensmittelaautonomie ze goen – dat ass wichteg – an och eis Liewensmittelpallett vu lokalen a regionale Produkter méi breet kënnen opzestellen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Engelen Merci. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee sech virun Aen hält, wat vun Aarbecht muss gelescht ginn, fir eis Liewensmittel hierzestellen, a wéi vill um Enn vum Mount bei deene meeschte Baueren iwwregbleift, dann ass dat, wat mer haut ofstëmmen sollen, ganz kloer eng wichteg Saach. An ech soen et dofir och gläich virop: Mir wäerten dësen Text dofir matstëmmen.

Keng Liewensmëttel ouni Baueren a keng Baueren ouni eng gesond Ëmwelt. Wann 1960 e Bauer schätzungsweis 17 Persounen mat Liewensmëttel versuerget huet, da sinn dat der haut ongeféier 140. Dat sinn der aachtmol méi. An dat hei sinn Zuelen aus Däitschland, ech soen et direkt, ech hat och meng Problemer mat de Statistiken.

Dës liewenswichtige Funktioun hannerléisst duerch dës enorm Produktivitätssteigerung allerdéngs och hir Spueren an der Ëmwelt – och an dem Aarbechtsverhältnis vun de Baueren, mee och an der Ëmwelt.

De Réckgang vun den Aarten aus dem Offeland, bedéngt duerch dee schlechten Zoustand vun hire Liewensraum, ass eng Tatsaach. Déi nei rout Lëscht vun de Brutvigel an der leschte Rapport vum Observatoire de l'environnement naturel hunn dëst op en Neits bestätegt.

Och déi sougenannten Hotspots, wou d'Nitratwäerter an eisem Grundwaasser nach ze héich sinn, sinn eng Realitéit. Dat weess och d'EU-Kommissioun. Si erënnert eis ëmmer nees drun, dass mir trotz den Ustrengunge vu villen engagéierte Betriber – an ech wëll wierklech betounen, dass déi meescht Betriber dat hei wierklech gutt wëlle maachen – zu Lëtzebuerg d'Grenzwaerter vum Nitrat an de Gewässer a vum Ammoniak an der Loft – Ammoniak ass d'ailleurs keen Zäregas, mee e Precursor fir d'Loftqualitéitsproblematik – net anhalen an dass de Verloscht vun den Aarten op de Felder an de Wäsen ze grouss ass.

Aus dëse Grënn maache mir eis och iwwert déi ofgeännert Berechnungsmethod fir d'Stückstoffbilanz souwéi dat staarkt Eroschrauwe vun de Kontrolle Suergen.

Et ass ganz kloer, dass den administrativen Opwand fir d'Bauerebetriber muss reduzéiert ginn. Mee dëst dierf net zulaaschte vun der Ëmwelt geschéien, well dat ass weeder am Interessi vun der Allgemengheet nach am Interessi vun de Bauere selwer. Dofir sollen d'Efforte méi staark dohin orientéiert ginn, wou erwisenerweis och Problemer sinn, dat opgrond vu risikobaséierte Pläng, déi vun alle relevante Verwaltungsgemeinschaften solle ausgeschafft ginn – dat si Kontrollpläng, wat ech heimadder mengen –, nom Motto: „Wa scho manner, dann awer besser an och méi geziilt.“

Ausserdeem – an an Uleennung un eng Motioun, déi d'lescht Joer am Juli hei eestëmme beim Vott vum Agrargesetz ugeholl gouf – menge mer, dass 2026 d'Effekte, an och d'Effekte vun dësen Ännerungen, vum Agrargesetz solle evaluéiert ginn. Zu dësen Effekte gehéieren net just den Impakt op d'Ëmwelt, mee och d'Rentabilitéit vun de Bauerebetriber an deen hoffentlech noweislech reduzéierten administrativen Opwand. Ech deposéieren an dësem Sënn gären eng Motioun.

Motion 1

« Évaluation de la loi modifiée du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales »

La Chambre des Députés,

considérant

– l'importance du secteur agricole en matière de souveraineté alimentaire du Luxembourg ;

– les défis que l'agriculture, la viticulture et l'horticulture doivent relever ;

– la nécessité d'améliorer la résilience du secteur agricole ;

– la complexité de la politique agricole commune et le besoin d'alléger les charges administratives pesant sur les agriculteurs ;

– l'urgence d'accroître l'attractivité des métiers dans l'agriculture ;

– la nécessité de renforcer la position des agriculteurs. trices dans la chaîne de valeur ;

– l'impact environnemental et climatique de l'agriculture, notamment la perte progressive des habitats protégés tels que les prairies maigres de fauche, ainsi que la perte des espèces inféodées à ces habitats, et la volonté des exploitants.e.s de contribuer activement à relever ces défis ;

– la motion adoptée le 13 juillet 2023 dans le cadre du débat sur le projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales,

invite le Gouvernement

– à privilégier la composante fondée sur les risques plutôt que la composante aléatoire des contrôles sur place, afin de favoriser l'efficacité de ces derniers ;

– à renforcer la collaboration entre les administrations compétentes concernées pour l'identification des priorités au niveau des contrôles, notamment celles liées aux risques environnementaux dans ce contexte ;

– à inclure, en 2026, à l'évaluation de l'application de la loi agricole modifiée les aspects suivants :

- l'impact environnemental de la diminution des contrôles ainsi que de la modification du calcul du solde d'azote,
- l'efficacité des mesures prévues par la loi agricole en termes de performance économique et environnementale des entreprises agricoles, de protection de l'environnement et d'efficacité administrative.

(s.) Joëlle Welfring, Ben Polidori, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Dës Motioun gëtt och gedeelt vun de Kollege vun der LSAP a vun de Lénken.

Eng weider Suerg, déi mer, denken ech, all heibannen deelen, ass och, dass mer ëmmer manner Bauerebetriber an ëmmer méi broochleidend Wéngerter hunn – dat ass och hei schonn ugekleng – an dass et a béide Berufsgruppen ëmmer méi schwier gëtt, fir Nofolger ze fannen. Dofir musse mer Jonken, mee och Quereinsteiger, déi wëllen an der Landwirtschaft schaffen, Zukunftsperspektiven an e gudden Zougang an dës Berufferschafen. Wa mer wëllen d'Lëtzebuerg Landwirtschaft nohalteg ofsécheren, muss d'Regierung sech heizou eng Strategie ginn, déi nient Formationen och verstärkt d'fachlech Begleitung bei der Betriebswinnnam, Zougang op Terrainen, Perspektive fir Diversifikatioun an esou weider virgesäit. An dësem Sënn deposéiere mir eng zweet Motioun.

Motion 2

« Stratégie facilitant la reprise d'entreprises agricoles par les jeunes et les personnes en reconversion professionnelle »

La Chambre des Députés,

considérant

– qu'en 2000, le Luxembourg comptait 2.728 exploitations agricoles et que ce nombre a diminué de 33 % passant à 1.822 exploitations en 2023 ;

– que, selon une enquête menée par le Service d'économie rurale datant de 2021, seulement 26 % des exploitants.e.s agricoles sondés.âge.e.s de plus de 54 ans ont déjà réglé la reprise de leur entreprise, tandis que pour 30 % la succession reste incertaine et que 44 % n'ont aucune succession mise en place ;

– qu'il est nécessaire d'apporter des perspectives et un soutien accru aux jeunes et aux personnes en reconversion professionnelle souhaitant se lancer dans un métier dans le domaine de l'agriculture,

invite le Gouvernement

– à élaborer, en concertation avec tous les acteurs concernés, et sur base d'une analyse des éventuels obstacles administratifs et juridiques, une stratégie facilitant la reprise d'entreprises agricoles par les jeunes et les personnes en reconversion professionnelle ;

– à inclure dans cette stratégie notamment des mesures de renforcement de la formation et l'accompagnement, des mesures soutenant l'accès à la terre, aux équipements et aux financements, des mesures favorisant la diversification et réduisant la lourdeur administrative ;

– à mettre en œuvre cette stratégie de manière concrète et efficace.

(s.) Joëlle Welfring, Ben Polidori, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | En drëtten a leschte Punkt ass och an d'Zukunft gericht, an zwar mat der Fro: Wou geet et mat eiser Landwirtschaft hin? Fir d'Äntwerten op dës Fro op europäeschem Niveau ze klären, huet d'Kommissionspräsidentin von der Leyen de Strateegesch Dialog fir d'Zukunft vun der europäescher Landwirtschaft organiséiert. Hei hu Verrieder mat ganz oft divergente Perspektiven, Bauereverrieder, Gewerkschafter/innen, Ëmweltschützer, Wëssenschaftler/innen, Distributeuren, awer och Düngerhersteller, am Konsens eng Serie vu Recommendationen ausgeschafft, fir déi europäesch Landwirtschaft an déi natierlech Ressourcen ze stäerken.

Eng breet Participatioun, de Wëllen, fir eng gemeinsamen Analys vun der Situatioun ze entwéckelen a Léisungspisten opzeweisen: Et ass genee esou en oppene Prozess, deen ee brauch, wann ee wierklech eng Zukunftsvisioun fir eis Ernährung a fir d'Landwirtschaft wëll entwéckelen. Genau esou en oppene Prozess brauch och Lëtzebuerg, an deen ass leider mat der aktueller Kompositioun vum Landwirtschaftsdësch net ginn. Dofir fuerdere mer an där leschter Motioun, ...

Motion 3

« Dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture »

La Chambre des Députés,

considérant

– le dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE, qui a réuni 29 acteurs.trices des secteurs agroalimentaires européens, de la société civile, des communautés rurales et du monde académique, organisé à la demande de Mme von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, afin de parvenir à une vision commune pour le développement futur de l'agriculture, de l'alimentation et des zones rurales de l'Europe ;

– que les parties prenantes ayant participé au dialogue ont su parvenir à un consensus inédit sur un ensemble de principes politiques directeurs et de recommandations pour une agriculture européenne plus socialement responsable, plus économiquement rentable et plus écologiquement durable, conclusions intégrées dans le rapport final du dialogue stratégique présenté en septembre 2024 ;

– que, sur la base des conclusions du dialogue stratégique, le prochain Commissaire de l'Agriculture devra, dans les 100 premiers jours de son mandat, développer la vision de la Commission européenne pour l'agriculture et l'alimentation,

invite le Gouvernement

– à soutenir le prochain Commissaire de l'Agriculture dans le développement d'une vision pour l'agriculture et l'alimentation qui soit fidèle au consensus inédit dégagé lors du dialogue stratégique ;

– à suivre l'exemple de la Commission européenne en initiant un dialogue stratégique national avec toutes les parties prenantes en vue de développer une vision nationale d'un système alimentaire et agricole national qui soit socialement équitable, économiquement viable et écologiquement durable.

(s.) Joëlle Welfring, Ben Polidori, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... hei zu Lëtzebuerg, mat Abannung vun alle betroffenen Interessevertreider, e gemeinsamen Zukunftsplang fir en nohaltegen Ernährungssystem an eng zukunftssecher Landwirtschaft auszuschaafen an ëmzesetzen. Mee och op EU-Niveau soll d'Regierung deen zukünftigen Agrarkommissär ënnerstëtzen, fir d'Recommendationen aus dësem europäeschen Dialog méiglechst onverwässert ëmzesetzen an domat géint d'Spaltung vun de verschiddenen Interessie virzegoen.

Här President, keng Liewensmëttel ouni Baueren. Mat hirer Aarbecht leeschte si eiser Gesellschaft e groussen Déngscht, an et ass wichteg, dass si dofir gutt entlount ginn. Dëse Projet ass e Schrëtt an dës Richtung, mee et bleift nach vill ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matdroen, well déi Hëllef an eisen Aen och Sënn maachen. Mir sinn natierlech nach wäit ewech vun der absolutter Lösung vun alle Problemer, déi d'Landwirtschaft kennt an hire verschiddene Facetten. Mir wëssen och, datt et keen einfache Secteur ass. Ech mengen, jiddereen ass sech däreer bewosst.

Et ass ëmsou méi komplizéiert, wann een e bëssen déi Diskussioun kuckt, déi mer och nach gëschter haben, wa Länner wéi Lëtzebuerg versichen, awer relativ héich Oplagen ze hunn an der Ëmwelt an och am Aarbechtsrecht. Dat ass och wichteg, well et gëtt och e Salariat an der Landwirtschaft, dat muss wéi all Salariat protegéiert ginn, a mir versichen dat dann och deementsprechend ze maachen. Vläch kann een nach méi wäit goen. An da gëtt een duerno a Konkurrenz gesat mat Produkter, déi vun aneren Äerddeeler kommen iwwert d'Fräihandelsaccorden, déi d'EU verhandelt a wou da ganz aner Oplage sinn, déi gëllen. An dann ass et natierlech schwéier, net just fir d'Lëtzebuerger Betriber, mee och fir aner europäesch Betriber, fir do iwwerhaapt nozekommen. A wann dat esou weidergeet, dann hu mer u sech vläch eng Kéier och keng richtig Betriber méi hei. An da versteet een och, firwat ëmmer méi Betriber zoumaachen.

D'Äntwert kann natierlech net sinn, fir am Aarbechtsrecht nach méi Flexibilitéit anzeféieren – ech denken zemoos un d'saisonal Aarbechter an Aarbechterinnen –, fir do nach méi Flexibilitéit anzeféieren au détrimment vun hire Logementskonditione, vun hiren Aarbechtskonditione an esou weider. Dat kann natierlech net sinn. Et muss ee sech eebe vläch och iwwerleeën, ob een net eng Kéier ophält mat der totaler Fräihandelspolitik, déi jo lues a lues

d'Landwirtschaft och futti mécht. Voilà, mee mir wäerten nach weiderhin Diskussiounen kënne féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An da géng ech d'Wuert un d'Regierung ginn, an dësem Fall un d'Madamm Minister fir Landwirtschaft. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmoos merci, Här President. Fir d'éischt emol e ganz, ganz grouse Merci fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz. De 4. Mäerz hate mer de Landwirtschaftsdësch an et ware laang Diskussiounen mat alle Vertrieeder an et war herno e Konsens do. An dofir wëll ech all deene Vertrieeder, déi do waren, wierklech e grouse Merci soe fir hiert konstruktiv Matschaffen. Dat waren d'Vertrieeder vun der Landwirtschaftskammer, vun de Baueregewerkschaften, awer och vun de jonke Baueren, vum Service jeunesse, awer och vun de Jongbaueren a Jongwënzer vun der Landjugend, de Wäinhandel, d'Privatwënzer. Si waren alleguer vertrueden a si ware sech der Problematik beim Landwirtschaftsdësch u sech méi bewosst gi wéi virdrun.

Ech weess, datt den Här Haagen laang Diskussiounen hat fir d'Definition vum aktive Bauer. An iergendwann eng Kéier ass eng Decisioun geholl ginn. Et ass eeben driwwer diskutéiert ginn, d'Madamm Modert huet et gesot, virun allem wéinst dem Wäibau. Wa mer déi Ännerungen net gemaach hätte beim aktive Bauer, dat heescht, datt mer verschidde Primmen, awer och nëmme verschiddener, net alleguer, nëmme verschiddener, entkoppelt hu vun der Definition vum aktive Bauer, hätte mer soss riskéiert, datt mer nach vill méi Fläche Wéngerte broochleien hätten.

An ech muss Iech leider soen: Mir hunn der och elo broochleien a mer hunn e Problem op der Musel, datt mer do riskéieren, keng zesammenhängend Fläche méi ze hunn. A wa Flächen einfach broochleien, da kréie mer Krankheeten an dann hunn déi aner Wéngerte ronderëm vill méi e grouse Krankheitsdruck. An do sinn ech och mat de Wënzer an Diskussiounen, fir ze kucken, datt mer do eng Léisung fannen.

Wéi gesot, mir hunn déi hei Léisungen am Dialog fonnt a mir hunn e Kompromëss fonnt. An dofir sinn ech extrem fro an ech soen Iech och alleguer Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

Ech wëll vläch just op eenzel Punkten agoen. Dat vum aktive Bauer hunn ech scho gesot gehat. Wéi gesot, eng Entkoppelung vun eenzelne Bäihëlfe, fir datt méi Leit kënne vu verschiddene Primme profitéieren an domadder nach profitabel kënne schaffen, an dat virun allem am Wäibau.

Et war eng Remark komm, mir hätte misse besser mam IVV zesammeschaafen bei der RAK-Prim. Mee den IVV gehéiert jo zum Ministère an den IVV war beim Landwirtschaftsdësch mat derbäi. Dat heescht, dee war do schonn involvéiert.

Den Här Emering huet kuerz iwwert de Monitoring geschwat. Also, iwwert de Monitoring kann ee warscheinlech laang schwätzen, mee et ass sech och do op véier Krittäre géeneegt ginn. Et ass de Stéckstoff, deen am Fokus ass. Et ass den Ammoniak. An do hat déi fréier Regierung Ziler gesat, déi ech mer net gesat hätt, well Lëtzebuerg huet vill méi héich Ziler gesat, déi mat där Grénglandlandwirtschaft, déi mir hei hunn, ganz schwéier ze erreeche sinn. Déi waren awer gesat ginn. Mat deem Monitoring ass u sech

een Tool geschaf ginn, fir d'Betriber drop hinzeweisen, datt se just kënne wuessen, wa se verschidde Krittären erfëllen, fir eeben esou d'Ammoniakreduktion hinzekréien.

De Monitoringsystem ass, den Här Emering huet et gesot, am Moment sécherlech eng Brems fir vill Betriber. Mir hunn der nach net vill, déi sech konnten entwéckelen. A well mer elo hei déi Upassung maachen, an do ass d'Madamm Welfring jo e bësse kritesch, eng Upassung op d'Fläch, net méi reng d'Fudderfläch, mee och déi landwirtschaftlech Nutzfläch, wäerte mer elo eenzel Betriber kréien, déi sech vläch kënne entwéckelen. An déi Upassung war och virun allem wichteg fir Betriber, déi zum Beispill Schwäin hunn oder Hénger. Déi hu keng Fudderfläch. Also, mir hunn e puer Schwäin, déi lafen och op de Wiese ronderëm, mee déi meescht Schwäin net. An dann hätten déi Betriber sech net kënne entwéckelen.

Dann hat den Här Polidori nach gesot, e géif sech wonneren iwwert d'Verlängerung fir d'Delaien, fir d'Güllelager ofzeddecken. Also, mir hunn net den Delai verlängert, mee den Delai ass schonn am Reglement vum Environnement verlängert ginn, ganz einfach well d'Betriber net nokomm si fir zouzeddecken. A mir hunn dunn am Agrargesetz ugepasst, datt mer deen Top-up och nach dat Joer géife ginn, wou u sech den Delai verlängert ginn ass. An da komme mer do op souvill Prozent erof. Wa mer déi Prozent elo e Joer méi spéit hunn, ass dat elo och nach net esou schlëmm, mee mir sinn awer an enger Tendenz. Also, ech hunn déi absolutt lescht Zuelen nach net vum Ammoniak, mee mir sinn u sech schonn net esou schlecht drun. An dofir hu mer jo och déi Ammoniaktaskforce, déi zesammen um Landwirtschaftsdësch festgehal ginn ass, fir dat Ganzt ze kucken.

Den Här Engelen huet gemengt, mir solle kucken, fir d'Produktion méi breet opzestellen. Dat probéiere mer och. Dat ass eis och wichteg. Do wäerte mer elo och deemnächst e Gesetz deposéieren, wou et mol ëm d'Geméisproduktion geet ënner Glaszären, fir datt mer déi och separat kënne ënnerstëtzen, well do ganz dacks de Montant, deen ee muss investéieren, de Kader vum Agrargesetz sprengt. Do wäerte mer also deemnächst e separat Gesetz maachen.

Kanéngercherszuucht: Ech weess, mir hu schonn e puermol driwwer geschwat gehat. Do sinn d'Diskussiounen nach ëmmer um EU-Niveau, och „End of the Cage“. A wann „End of the Cage“ definitiv kënnt, da si verschidden Zorte vu Kanéngerchershaltung net méi méiglech. Mat eiem Déiereschutz – oder mat eiem Gesetz a Reglement – gi souwies verschidde Saachen net, mee ech wëll déi Baueren och net éierens hindrécken oder lafe loossen, wou se et vläch souwies iergendwann eng Kéier net méi kënne esou maachen.

Dann hunn ech déi Motiounen elo net gehat, dofir kann ech och elo net richteg eppes zu de Motiounen do soen. Ech hunn awer déi lescht, mengen ech, nach esou am Kapp. Do ass gesot ginn: „Den Dialogue stratégique, deen ass op EU-Niveau gefouert ginn, ganz breet ass consultéiert ginn.“ Jo, do ass ganz breet consultéiert ginn. A mir hunn et elo hei um Landwirtschaftsdësch mat de Bauerevertreeder erëm eng Kéier, fir ze kucken: Wat bedeit dat do fir d'Baueren? An duerfir proposéieren ech u sech den zwou Fraktiounen, fir déi lescht Motioun net matzestëmmen.

Mir wäerten och – ech hunn et haut preparéiert, ech weess net, ob et schonn erageschéckt ginn ass – d'Chamber consultéieren iwwert d'Ernährung. De fréiere Landwirtschaftsminister hat eng TNS ILRES-Etüd an Opdrag gi gelooss. Do waren och verschidden

Haauptpunkten erauskomm, wat fir d'Leit wichtig wär fir d'Ernährung. A mir wäerten do déi fënnef, sechs Haauptpunkten eraushuelen an d'Chamber och consultéieren domat. D'Leit an der Chamber sinn déi éischtgewielten, dat heescht, dat ass deen éischten Dialog zur Alimentatioun, dee mer wäerte féieren.

Sou, zu deenen aneren zwou Motiounen kann ech näischt soen, well ech weess net, wat drasteet.

(Interruptions)

Wann ech se dann dohanne liesen, da kann ech jo dann nach eppes soen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Mir komme fir d'éischt zum Vott an dann zur Diskussioun vun deenen eenzelne Motiounen. Dann hutt Der nach kuerz Zäit, fir e Bléck drop ze werfen a se duerno ze kommentéieren. Ech géing elo d'Diskussioun heimadder ofschléissen.

Da géinge mer effektiv zum Vott vum Projet de loi 8411 kommen, deen am Document parlementaire 8411³ steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8411 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Domat ass also dese Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Charles Weiler), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) et M. Ben Polidori;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions 1 à 3

An da stinn zu dësem Projet nach dräi Motiounen vun der Madamm Welfring op. Ech weess net, ob d'Madamm Minister elo Zäit hat, fir se ze liesen, mee ech froen awer mol, wien da vun den Deputéierte wëll dozou Stellung huelen. Ech gesinn den Här Boonen. Här Boonen.

M. Jeff Boonen (CSV) | Jo, Här President, mir kruten elo dräi Motiounen heihinnergeluecht, relativ kuerzfristeg. Ech muss soen, mir hunn eis nach net am Detail dermat beschäftegt, a wollt froen, ob mer dat eventuell an enger nächster Sitzung kënne maachen. Dat géif eis nämlech erlaben, se eng Kéier wierklech am Detail ze liesen an net hei iwwer Tireten ewechzegen an dann der Wichtigkeet vun der Saach net gerecht ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech froen d'Auteure vum Text, ob si domat d'accord ass, se an déi nächst Sitzung, dat heescht awer an dësem Fall d'Sitzung vum 3., 4., oder 5. Dezember, ze vertagen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, et ass schonn e bësse speziell. Ech mengen net, dass dat esou Usanz ass, wann et wierklech och an de Kader hei géing passe vum Theema hier, mee ech hunn natierlech léiwer, mir diskutéieren driwwer an et hat jidder een Zäit, se ze liesen, wéi dass mer dat elo hei géinge bâcleieren. Dofir sinn ech dann averstanen, dass mer dat verleeën.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Also, et ass effektiv schwéier ze verstoen an de Mikroen, wann Der vum Pult aus schwätzt an Dir schwätzt net méi haart wéi classescherweis. Mee ech resüméieren, wat d'Madamm Welfring gesot huet: Si hätt se léiwer haut gestëmmt, mee versteet awer, datt ee se och muss liesen, éier ee se stëmmt an datt et vläicht gutt wär, wa mer eng uerdentlech Diskussioun géifen driwwer féieren, a wär dermat d'accord, fir a sech op déi dräi Motiounen dann zrëckzekommen den 3., 4. oder 5. Da schreiw mer se just op den Ordre du jour, fir datt och jiddweree weess, datt déi dann drop sinn.

Elo froen ech Iech, ob Der alleguer domadder d'accord sidd.

(Assentiment)

Ech ginn dervunner aus, datt dat de Fall ass.

(Les motions 1, 2 et 3 de Mme Joëlle Welfring sont renvoyées à la Conférence des Présidents.)

9. Motion de Mme Sam Tanson relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le marché commun du Sud (Mercosur)

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 56 de ce compte rendu)

An da wollt ech froen: Ech hunn déi selwecht Remark elo gemaach kritt vun de Majoritéitsparteie fir déi Motioun, déi virdru vun der Madamm Tanson deposéiert ginn ass, zwar mat engem aneren Argument, well do war Zäit, fir se ze liesen, do, mee mam Argument, datt et awer gutt wär, wa mer déi zoustänneg Regierungsmemberen do hätten, fir och kënne räsönéiert doriwwer ze schwätzen.

Och do wollt ech d'Madamm Tanson froen: Ech hunn elo am Numm vun der Majoritéit, well ech dat gesot krut a fir d'Diskussioun méi kuerz ze maachen, dat hei resüméiert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, also ech kann domat liewen. Bon, eng Ministesch, déi concernéiert ass, ass hei am Sall. Dat Eenzezt, wat ech elo net wëilt, dat ass, dass et méi spéit géing gi wéi déi nächst Plenièreswoch. Ech hunn awer do gekuckt. Laut den Disponibilitäten ass den Ausseminister net disponibel déi Woch. Ech hunn awer gesinn, dass de Premierminister disponibel ass. An da géing ech froen, einfach aus där Ursach, dass se soss riskéiert, superfetatoire ze ginn, well mer jo net wëssen, wéini et do zu engem Ofschloss kënnt, dass mer awer net géinge waarden, bis den Ausseminister dann disponibel ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, ech hunn déi Demande héieren. A mir wäerten d'Regierung froen, datt se an der Woch vum 3., 4., 5. ee vun de Regierungsmemberen heihinnereschéckt, deen an hirem Numm dann och ka schwätzen.

Voilà, domat ginn ech dervunner aus, datt Der also alleguer domadder d'accord sidd.

(Assentiment)

Dat ass de Fall.

(La motion de Mme Sam Tanson est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

An da si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge sinn, wéi gesot, den 3., 4. a 5. Dezember virgesinn.

Domat ass d'Sëtzung opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.59 heures.)



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Règlementation des locations de courte durée	1145	David Wagner, Marc Baum	68	Recouvrement des créances communales	1221	Dan Biancalana	86
Aide-soignants	1186	Alexandra Schoos	69	Contrôles des pneus	1222	André Bauler, Luc Emering	87
Conditions de travail des médecins en voie de spécialisation	1187	Diane Adehm	69	Multiples chantiers en cours dans les communes du Kordall	1224	Marc Goergen	87
Réforme des systèmes de pension	1188	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	70	Participation de l'État aux centres nationaux sportifs	1226	Sven Clement	87
Caritas International	1189	Joëlle Welfring	70	Lenteur judiciaire	1227	Dan Hardy	88
Défaillance de coordination interinstitutionnelle dans le cadre du guichet unique des aides au logement	1190	Sven Clement	71	Contrôles de l'ITM des conditions de travail à la Schueberfouer	1228	Marc Baum	88
Primes pour panneaux photovoltaïques	1191	Sven Clement	71	Streetworker	1229	Marc Goergen	89
Paysage médiatique luxembourgeois	1192	Francine Closener, Mars Di Bartolomeo	71	Remboursement de la psychothérapie	1230	Djuna Bernard	89
Propositions de la présidente Ursula von der Leyen dans le cadre de la composition de la Commission européenne	1193	Sven Clement	73	Aides financières à l'organisation de manifestations sportives	1231	Sven Clement	90
Hamster européen	1194	André Bauler, Luc Emering	73	Parking pour diplomates à l'Aéroport de Luxembourg	1232	Marc Goergen	90
Plan d'action national « Prostitution »	1195	Marc Baum	73	Assurances des vélos et trottinettes électriques	1233	Jeff Engelen	91
Nouvelle structure tarifaire pour l'utilisation des réseaux d'électricité	1196	Joëlle Welfring	75	Soutien aux manifestations sportives	1235	Liz Braz	91
Prix sur les bornes de recharge publiques	1197	Joëlle Welfring	76	Pénurie de médicaments	1237	André Bauler, Carole Hartmann	91
Inspection d'ouvrages d'art	1198	André Bauler	77	Fonds de la coopération au développement	1238	Sam Tanson, Joëlle Welfring	92
Statut du travailleur handicapé	1199	Sven Clement	77	Contrôles de l'ITM des conditions de travail à la Schueberfouer	1239	Marc Goergen	92
Recrutement dans l'enseignement postprimaire	1200	Gilles Baum, André Bauler	78	Police locale	1240	Marc Goergen	92
Recettes supplémentaires de la CNAP dans l'hypothèse d'assurances pension non plafonnées	1201	Marc Baum	78	Mendicité agressive	1241	Taina Bofferding	92
Complément pour pension minimum au Luxembourg	1202	Marc Baum	79	Nouvelle loi sur les associations sans but lucratif et les fondations	1243	Franz Fayot	93
Contrôles aux frontières allemandes	1203	Sam Tanson, Meris Sehovic	79	Incinération à l'air libre de déchets de verdure	1246	Franz Fayot	93
Maisons de naissance	1204	Marc Baum	79	Luxembourg Defence Open Air Days	1248	Georges Engel	94
Connaissances linguistiques des médecins souhaitant s'installer au Luxembourg	1205	Marc Baum	80	Éducation précoce	1249	Francine Closener	94
« Special Purpose Vehicle »	1206	Laurent Mosar	80	Mise en œuvre du AI Act	1251	Sven Clement	94
Investissements dans la société Lyten	1207	Tom Weidig	80	Criminalité liée aux drogues	1256	Laurent Mosar	95
Prévention et protection contre les inondations	1208	André Bauler, Carole Hartmann	81	Statistiques de la CFL sur la ponctualité des trains	1257	Marc Goergen	95
Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent	1209	Sven Clement	81	Leasing social	1258	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	95
Mesures d'apaisement du trafic dans les entrées des agglomérations	1210	Jean-Paul Schaaf	81	Vaccination contre la grippe	1261	Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo	96
Utilisation des tablettes aux lycées	1211	Djuna Bernard	82	Vaccins contre la Covid-19	1262	Sven Clement	96
Maltraitance et pratiques inacceptables dans des crèches privées	1212	Paulette Lenert, Claire Delcourt	82	Successions	1264	Mars Di Bartolomeo	96
Contrôles aux frontières allemandes	1214	Fred Keup	83	Vélodrome à Mondorf-les-Bains	1265	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	97
Non-paiement des salaires chez Liberty Steel	1215	Dan Biancalana	83	Fête organisée par l'Administration des contributions directes	1266	Sam Tanson	97
Statut de protection du loup	1216	Joëlle Welfring	84	Demande de duplicata du certificat d'immatriculation	1267	Jeff Engelen	97
Pneus toutes saisons	1217	Nancy Arendt épouse Kemp	84	European Sky Shield Initiative	1268	Sven Clement	97
Taux de mortalité de la fièvre catarrhale	1218	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	84	Contrôles concernant le paiement des salaires effectués par l'ITM	1269	Sven Clement	98
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	1219	Sven Clement	85	Bilan climatique des communes	1274	Jeff Boonen	98
Prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom	1220	Joëlle Welfring	85	Expulsion d'une famille avec un jeune enfant d'un centre d'accueil urgente	1368	Joëlle Welfring	98
				Bateliers coincés sur leurs bateaux sur la Moselle luxembourgeoise urgente	1667	Mars Di Bartolomeo	99

Règlementation des locations de courte durée | Question 1145 (05/09/2024) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déli Lénk)

La location de logements de courte durée sur des plateformes en ligne est soumise à une nouvelle réglementation depuis l'entrée en vigueur de la réforme du droit d'établissement en septembre 2023. Les propriétaires qui louent leur(s) bien(s) immobilier(s) sur une durée qui dépasse 89 jours de location doivent désormais obtenir une autorisation d'établissement et s'inscrire au Registre de commerce. Ils doivent également remplir d'autres conditions liées à leur activité commerciale telles que la participation à des cours spéciaux pour les hébergeurs professionnels.

La nouvelle réglementation implique également la limitation à 89 jours par an de la location de logements touristiques dans les zones d'habitation 1 ou encore dans les résidences interdisant ces activités d'hébergement.

Une directive européenne approuvée en février 2024 oblige par ailleurs les plateformes de location de courte durée à se conformer aux réglementations nationales en matière d'enregistrement et de partage de données pour les propriétés répertoriées sur ces plateformes et ce en vue de faciliter aux autorités compétentes d'identifier les hôtes et leurs logements et de vérifier leurs informations.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures, à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, de la Biodiversité et du Climat :

1) Combien d'autorisations d'établissement en matière de locations touristiques ont été sollicitées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation ? Combien d'autorisations ont été délivrées ?

2) Combien de personnes se sont déjà inscrites aux formations spécifiques destinées aux hébergeurs professionnels ? Combien de personnes les ont déjà accomplies ?

3) Combien de nuitées dans le cadre de locations de courte durée ont été déclarées auprès de vos services depuis l'entrée en vigueur des nouvelles règles ?

4) Dans combien de logements individuels ces locations de courte durée ont-elles été effectuées ?

5) Quelle est la répartition géographique (ventilée par communes) des locations de courte durée enregistrées sur le territoire national ?

6) Qui sera responsable de l'observation des règles en matière des plans d'aménagement général des communes notamment en ce qui concerne la limitation à 89 jours par an de la location de logements touristiques dans les zones d'habitation 1 ?

7) Les communes auront-elles à leur disposition les moyens humains et légaux nécessaires pour contrôler et garantir le respect des dispositions de leurs PAG en matière de locations de courte durée telles que prévues par la législation en vigueur ?

8) L'exploitation de logements de location de courte durée, pour les cas dépassant les 89 nuitées par an, est-elle à considérer comme un commerce de proximité ?

9) Les immeubles hébergeant des logements de location de courte durée tombent-ils sous le champ d'application de la législation sur les établissements classés ? Si oui, quelles sont les procédures et les prescriptions à respecter par les exploitants ?

De nombreux exemples de villes européennes montrent que les prix immobiliers et les loyers augmentent à cause de la présence de logements de courte durée loués par l'intermédiaire d'une plateforme. Une étude réalisée par l'Université libre de Bruxelles a ainsi montré pour la ville de Bruxelles qu'une concentration de logements loués par l'intermédiaire d'une plateforme dans un quartier engendre une augmentation des loyers moyens.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

10) Monsieur le Ministre dispose-t-il de données sur l'impact de la présence de logements de courte durée loués par l'intermédiaire d'une plateforme sur les prix immobiliers et les loyers au Luxembourg ? Si oui, lesquelles ?

11) Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait important d'en disposer notamment en vue d'aider les communes à mettre en œuvre des réglementations définissant les conditions et les limites de ce type de locations sur leur territoire ?

12) Monsieur le Ministre envisage-t-il de commander une étude sur l'impact de la présence de logements de courte durée loués par l'intermédiaire d'une plateforme sur les prix immobiliers et les loyers ?

Réponse (05/11/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

L'un des objectifs de la réforme du droit d'établissement était de créer un cadre juridique clair pour la location privée de logements de courte durée et de fixer un seuil à partir duquel une telle activité revêt un caractère commercial. Le seuil de 90 nuitées garantit que la location privée reste possible dans une certaine mesure. Si ce seuil est dépassé, il s'agit d'une activité commerciale, pour laquelle une autorisation est nécessaire. Cette mesure vise à garantir l'égalité de traitement entre les prestataires professionnels et les prestataires privés, ainsi que l'introduction de normes identiques.

ad 1) Le nombre d'autorisations d'établissement dans le secteur « Hébergement », qui concerne aussi bien les hôtels que les hébergements de courte durée, a enregistré une augmentation depuis la réforme législative en vigueur depuis septembre 2023 ; en effet 137 autorisations ont été émises entre septembre 2023 et août 2024, contre 99 autorisations émises entre septembre 2022 et août 2023.

ad 2) La House of Training a compté environ 590 participants à la formation d'accès aux professions de l'Horeca entre septembre 2023 et septembre 2024.

Pour l'année 2023, le rapport d'activités du Ministère de l'Économie présente les chiffres de la participation aux formations concernées comme repris ci-dessous :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3), 4) et 5) La réforme du droit d'établissement de 2023 définit « exploitant d'un établissement d'hébergement » : l'activité commerciale qui consiste à louer des unités d'hébergement et qui s'étend à quatre-vingt-dix nuitées ou plus, cumulées au cours d'une année. Il est établi pour chaque unité d'hébergement un décompte des nuitées qui s'additionne avec les nuitées dans les autres unités d'hébergement offertes par le même exploitant. Ce décompte sert de base pour le calcul du seuil de quatre-vingt-dix nuitées.

La mesure statistique précise des nuitées de location de courte durée n'est actuellement pas possible. Au niveau européen, un règlement concernant la collecte et l'échange de données relatives aux services de location de courte durée a été adopté en avril de cette année. Ce règlement établit des règles applicables à la collecte de données par les autorités compétentes et les fournisseurs de plateformes numériques de location de courte durée, ainsi qu'au partage de données par ces mêmes plateformes avec les autorités compétentes en ce qui concerne la fourniture de services de location de logements de courte durée proposés par des hôtes par l'intermédiaire de plateformes numériques de location de courte durée. Ce règlement sera applicable à partir de mai 2026 et permettra de disposer de données plus complètes concernant les services de location de courte durée, notamment parce qu'il prévoit un numéro d'enregistrement pour chaque unité louée.

Cependant, il est actuellement possible d'utiliser les données collectées auprès des hébergements touristiques et autres hébergements de courte durée qui font partie des statistiques officielles depuis de nombreuses années – ceux-ci font partie du code NACE 55.200. Ce regroupement contient plusieurs types d'hébergements tels que les auberges de jeunesse, les gîtes d'étape, les appartements et maison de vacances. Les données concernant l'année 2024 sont provisoires mais permettent de fournir quelques statistiques sur les hébergeurs de courte durée dans le tableau ci-après.

Selon les données collectées par le Statec, les hébergements de location de courte durée sont au nombre de 33, néanmoins cette section du code NACE regroupe également les 9 auberges de jeunesse. Depuis le 1^{er} septembre 2023, 7 hébergeurs se sont enregistrés auprès du Statec.

Selon les données du Ministère de l'Économie, on dénombre environ 150 demandes d'autorisation de type « Exploitant d'un établissement d'hébergement » depuis l'entrée en vigueur de la loi, donc entre septembre 2023 et septembre 2024. Ce nombre comprend tous les types d'établissements : hôtels, campings mais aussi hébergeurs de courte durée. Lors de cette demande d'autorisation, le demandeur ne doit pas préciser le type d'hébergement qu'il souhaite ouvrir et un exploitant peut proposer différents types d'hébergements.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6) Lorsqu'il s'avère qu'un prestataire loue, pendant quatre-vingt-dix nuitées ou plus, cumulées au cours d'une année, un logement meublé à destination d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile et qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois, ce prestataire est considéré comme un « exploitant d'un établissement d'hébergement » au sens de l'article 2, point 19, de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. Le prestataire qui s'adonne à l'exercice d'une activité commerciale d'hébergement doit solliciter un changement d'affectation de son logement auprès du bourgmestre de la commune concernée.

Le changement d'affectation d'un logement, qui doit être spécialement autorisé en vertu de l'article 37, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, oblige le bourgmestre à considérer la compatibilité de la construction nouvellement affectée avec les règles concernant l'implantation des constructions

dans les différentes zones (par exemple dans une zone d'habitation 1) avec toutes les contraintes qui en découlent.

En d'autres mots, au sens des règles d'urbanisme du Plan d'aménagement général, tout changement d'affectation d'un immeuble existant oblige le bourgmestre à considérer l'immeuble comme s'il faisait l'objet d'une nouvelle implantation. Dès lors, s'il s'avère que si l'activité d'hébergement de courte durée est contraire aux prescriptions d'une zone d'habitation, le bourgmestre sera obligé de refuser un tel changement d'affectation.

ad 7) En ce qui concerne les moyens légaux, il est renvoyé à la réponse à la question précédente. Le Gouvernement ne dispose pas d'informations sur les effectifs que les communes affectent au contrôle de la bonne exécution des plans d'aménagement général.

À noter que le règlement européen concernant la collecte et l'échange de données relatives aux services de location de courte durée et le numéro d'enregistrement qui y est prévu pour chaque unité louée devrait également faciliter le contrôle des activités de location de courte durée.

ad 8) L'activité d'exploitation d'un établissement d'hébergement est une activité indépendante dans le domaine du commerce, donc une activité commerciale, mais ne saurait être considérée comme un commerce de proximité. En effet, l'on entend par commerce de proximité des commerces pratiquant de la vente au détail dans lesquels le consommateur se rend fréquemment, voire quotidiennement.

ad 9) Les immeubles hébergeant des logements de location de courte durée catégorisés en tant qu'auberge de jeunesse, camping, hôtel ou village de vacances et complexe hôtelier, tombent sous le champ d'application de la législation sur les établissements classés. En effet, la nomenclature prévoit les points suivants :

- Les auberges de jeunesse tombent sous le point de nomenclature 060301 « Auberges de jeunesse, chalets de scouts à partir d'une capacité d'hébergement de 12 personnes » et relèvent de la classe 3A ;
- Les campings tombent sous le point de nomenclature 060302 « Campings (Terrains de camping et de caravaning permanents (...)) » et relèvent de la classe 1A ;
- Les hôtels tombent sous le point de nomenclature 060303 « Hôtels à partir d'une capacité de 5 chambres d'hôtes » et relèvent de la classe 3A ;
- Les villages de vacances et complexes hôteliers tombent sous le point de nomenclature 060304 « Villages de vacances et complexes hôteliers » et relèvent de la classe 1A.

La procédure à respecter est celle prescrite par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés reprend donc les hôtels à partir d'une capacité de 5 chambres d'hôtes dans la classe 3A (numéro de nomenclature 060303). Sur base de l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés les établissements de la classe 3A sont autorisés par le Ministre ayant dans ses attributions le Travail.

Le Ministre du Travail fixe dans l'autorisation d'exploitation les conditions d'aménagement et d'exploitation à respecter.

ad 10), 11) et 12) Le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire a effectivement commandé auprès de l'Observatoire de l'habitat une étude scientifique afin de mieux connaître l'envergure et, le cas échéant, l'impact de différentes nouvelles formes de location de logements dont notamment le coliving, la location de chambres individuelles meublées, la location de petits logements avec espaces partagés et services, et la location court-terme de logements meublés avec services. Les premiers résultats de cette recherche sont attendus pour le début de l'année 2025.

Aide-soignants | Question 1186 (13/09/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Wéi een an der Äntwert vun der deemoleger Regierung op d'parlamentaresch Fro Nr. 3703 vum honorablen Deputéierten André Bauler noliese kann, huet sech d'Zuel vun den Aide-soignanten, déi hei am Land praktizéieren, tëscht 2012 an 2017 vun 3.073 op 3.644 erhéicht, wat engem Zouwuess vun 3,20 % entsprécht. Am gläichen Dokument gëtt ee gewuer, datt am Schouljoer 2017–2018 insgesamt 506 Schüler (bei enger Gesamtzuel vu 1.406 LTPS-Schüler) amgaang waren, sech zum Aide-soignant ausbilden ze loosse.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Gesondheetsminister preziséieren, wéi vill diploméiert Aide-soignanten et aktuell zu Lëtzebuerg gëtt?
2. Kann den Här Schoulminister preziséieren, wéi vill Schüler säit 2018 (opgeschlësst no Schouljoer) hir Ausbildung als Aide-soignant ofgeschloss hunn?
3. Leien der Regierung Zuele vir, wéi vill vun den aktuell praktizéierenden Aide-soignanten hei am Land wunnen a wéi vill vun hinnen (opgeschlësst no eisen dräi Nopeschlänner) Frontaliere sinn?

Réponse (22/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Zu Lëtzebuerg hunn am Joer 2023 4.344 diploméiert Aide-soignantë praktizéiert.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Déi follgend Statistike bezéien sech op d'Zuel vu praktizéierenden Aide-soignanten zu Lëtzebuerg tëscht 2018 an 2023. Eng Persoun gëtt als praktizéierenden Aide-soignant gezielt, wann se fir dee Beruff eng Autorisation d'exercice vum Gesondheets- a Sozialversécherungsministère ausgestallt krut an och effektiv bei engem Employeur aus dem Gesondheetssektor¹ zu Lëtzebuerg ugestallt ass oder bei engem Employeur zu Lëtzebuerg aus engem anere Secteur den Job als Aide-soignant ausübt. D'Residenz an d'Ustellung gëtt all Joer op den 31. Dezember gekuckt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

An der Tabell 2 kann ee gesinn, dass d'Zuel vun de praktizéierenden Aide-soignanten zu Lëtzebuerg tëscht 2018 an 2023 vun 3.732 op 4.344 eropgaangen ass (eng Erhéijung vun 16,4 %). An der Tabell 2 kann een och liesen, dass am Joer 2023, 2.197 praktizéierend Aide-soignanten zu Lëtzebuerg hire Wunnsätz hunn, dëst entsprécht 50,6 % vun dem Total u praktizéierenden Aide-soignanten zu Lëtzebuerg. Am Joer 2018 war dës Prozentsaz nach bei 53,2 %.

Conditions de travail des médecins en voie de spécialisation | Question 1187 (13/09/2024) de Mme Diane Adehm (CSV)

Rezent waren d'Aarbechtskonditiounen vun de Médecins en voie de spécialisation (kuerz „MeVS“) e Sujet an der Press. Rieds gongt ënnert anerem vun Iwwerlaaschung, immensem Stress an extremer Middegkeet bei de betraffenen Acteuren um Terrain, vun deenen der vill mental a physisch ënnert dësen Aarbechtskonditiounen leiden. Weider héiert een, dass Lëtzebuerg par rapport zum Ausland ëmmer manner attraktiv fir d'MeVS gëtt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Aarbechtskonditiounen vun de MeVS an Zukunft ze verbesseren?
2. Wëssen d'Ministèren, dass e Fräizäitausgläich fir geleeschten Iwwerstonnen oft net méiglech ass an, wa jo, wéi stinn si engem potentiellen Ausbezuere vun de geleeschten Iwwerstonnen entgéint?
3. Wuel wëssend, dass op eng 24-Stonne-Schicht eng obligatoresch 11-Stonne-Paus follege muss, hunn d'Ministère méi genee Informatiounen doriwwer, wéi déi um Terrain agehale gëtt?
4. Wéi steet d'Regierung zu enger besserer Bezuelung vun de Gardien, déi duerch MeVS garantéiert ginn?
5. Wéi ass der Regierung hir Positioun zu engem eenheetleche Statut fir d'MeVS an de privaten an effentleche Spideeler?
6. Firwat ass et administrativ net méiglech, datt d'Médecins en voie de formation spécifique en médecine générale hir Indemnité de stage mensuelle automatesch ausbezuelt kréien?

Réponse (22/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet (M3S) ass säit Ufank vum Joer mat der Association luxembourgeoise des médecins en voie de formation (MEVS) am Austausch, fir e spezifesch Statut fir d'MEVS auszuschaffen.

Aktuell ass et esou, datt, jee nodeems ob de MEVS op der Uni.lu oder op enger auslännescher Uni ageschriwwen ass a jee nodeems a wéi engem Spidol hie seng Spezialisatioun mécht, verschidden Statuten fir de MEVS applizéiert ginn. Dëst geet vum Statut vum Salarié bis hin zum Statut vum Independant.

Fir kuerzfristeg de Problem unzegoen, huet den M3S Enn Juni 2024 eng Circulaire un all Maître de stage zu Lëtzebuerg diffuséiert, un där e Modèle de convention-type drun houg. D'Maîtres de stage sinn an dëser Circulaire ënner anerem opgefuerdert ginn, mat hire MEVS dës Convention-type ofzeschlëssen, sou datt fir all MEVS, deen dës Conventioun ofschléisst, mol schonn déi selwecht Dispositiounen gëllen a punkto Congésdeeg, Congé de formation, Remboursement vun de Frais de route etc.

Et bleift allerdéngs net aus, datt längerfristeg de Statut vun de MEVS och gesetzlech wäert festgehalen musse gi fir sécherzestellen, datt all MEVS zu Lëtzebuerg ënnert dem selwechte Statut schafft.

ad 2. Wéi uewe scho gesot, gëtt et keen eenheetleche Statut fir de MEVS. Sou huet z. B. ee Spidol effektiv eng Dispositioun déi et erméiglecht, bei engem Quota mensuel vun iwwer 105 Iwwerstonnen, déi iwwerschësseg Iwwerstonnen an e Fräizäitausgläich

¹ Secteur NACE Q Santé humaine et action sociale



ëmzewandelen, wuel wëssend, datt déi éischt 105 Iwwerstonne pro Trimester kënnen ausbezuelen ginn. Och fir dëst Thema wäert deen zukünftege gesetzleche Kader eng allgemeng gültig Dispositioun enthalen.

ad 3. Dem M3S leie keng Informatiounen vir, datt dës obligatoresch 11-Stonnen-Paus net géif agehalen ginn.

ad 4. D'Gesetz vum 22. Dezember 2023 iwwer d'Ausbeuele vun de Gärten an Astreinten an de Spideeler gesäit vir, datt d'Gärten an d'Astreintë just vun diplomierten Dokterinnen, déi eng definitiv Autorisation d'exercer hunn, kënnen duerchgefouert ginn.

E MEVS steet ëmmer ënner der Opsicht vun engem Maître de stage. Deemno kann och just e Maître de stage eng Garde oder eng Astreinte assuréieren, eventuell mat der Assistenz vun engem MEVS. Et bleift dem Maître de stage dann iwwerlooss, awéiwäit hien en Deel vu senger Indemnitioun un de MEVS oftriede wëll.

Donieft bleift och nach ze bemerken, datt d'Gärten un d'Spidol bezuelen ginn, well et dem Spidol seng Aufgab, ass d'Gärten an d'Astreinten en place ze setzen.

ad 5. Et gëtt verwisen op d'Äntwert op d'Fro 1.

ad 6. Et sief dorop higewisen, datt den M3S kee Salaire fir d'MEVS ausbezilt, mee eng Indemnitéit, soudatt eng Virauszuelung net méiglech ass.

Dës Indemnitéit gëtt vum M3S op Basis vun engem Certificat de présence ausbezuelen. An deem Sënn ass et just méiglech, d'Indemnitéit vum Mount virdrun ausbezuelen, wann de Certificat fir de besoten ofgeschlossene Mount beim M3S erakënnt.

Wëssend, datt d'MEVS allerdéngs ugangs vum Mount op hir Indemnitéit ugewise sinn, fir hir Chargen etc. ze bezuelen, probéiert den M3S, dës Indemnitéiten sou schnell wéi méiglech ausbezuelen. Beispillsweis si fir de Mount September déi éischt Relevéen den 2. September am M3S erakomm a konnten de 6. September ausbezuelen ginn.

Réforme des systèmes de pension | Question 1188 (13/09/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Selon Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, les premières invitations pour la participation aux discussions autour de l'avenir de nos systèmes de pension et d'éventuelles réformes viennent d'être envoyées, les différentes réunions afférentes étant programmées pour début octobre.

1) Nous aimerions dès lors demander à Madame la Ministre de publier la liste complète des participants à la large discussion annoncée.

2) Selon quels critères cette liste a été établie ?

3) Comment Madame la Ministre entend-elle associer la Chambre des Députés aux dites discussions ?

Réponse (04/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La liste des organismes invités a été publiée ensemble avec la réponse à la question parlementaire n° 1184 du 12 septembre 2024 de l'honorable Député Fred Keup.

ad 2) Étant donné que l'accord de coalition prévoit qu'une large consultation sera organisée avec la société civile sur la viabilité à long terme de notre système des retraites, le ministère a mis en place un processus de consultation et de participation. Une partie de ce processus est constituée d'entrevues

bilatérales avec des parties prenantes telles par exemple les représentants des assurés, des employeurs, des acteurs de la société civile s'impliquant dans des réflexions de durabilité et de soutenabilité, des représentants des associations d'élèves et d'étudiants.

ad 3) La première phase de consultation est destinée aux acteurs de la société civile. Cette phase s'étend jusqu'en fin novembre et sera clôturée par une synthèse des discussions et suggestions émises. Lors de la deuxième phase plutôt participative, des groupes d'experts reprendront ces suggestions regroupées par sujet pour les étoffer et les analyser au vu de leur pertinence. Nous comptons sur l'implication active de la Chambre des Députés dans cette deuxième phase de consultation.

Caritas International | Question 1189 (16/09/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1075, Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a indiqué que pour l'année 2024, son ministère a financé six projets humanitaires, cinq projets de reconstruction et de réhabilitation, un mandat, un programme pluriannuel de développement et un programme pluriannuel de sensibilisation mis en œuvre sous la responsabilité de la Fondation Caritas Luxembourg. De plus, il a précisé que les services compétents du ministère étaient en train de réaliser un état des lieux des projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg.

Alors que le Gouvernement a donné, lors d'une conférence de presse début septembre, une série de précisions concernant les développements dans l'affaire Caritas, de nouvelles informations circulent désormais dans les médias. Il semblerait ainsi que 20 à 30 emplois sont menacés notamment au sein de Caritas International, dont les missions auraient été arrêtées.

Selon un article de presse du 12 septembre², l'élaboration d'une nouvelle structure pour la reprise des activités nationales de la Fondation Caritas Luxembourg et de Caritas accueil et solidarité est déjà dans une phase avancée et des échanges réguliers ont lieu au sein du comité de suivi mis en place avec le Gouvernement.

Dans un communiqué de presse du même jour concernant la nouvelle structure dénommée « HUT Hëllef um Terrain », les activités internationales de Caritas ne sont pas mentionnées. Interrogé sur ce même sujet par un organe de presse³, Monsieur le Ministre de la Coopération n'a pas fourni d'informations concrètes quant au futur de ces activités. Pourtant, l'article en question contient une série d'informations suggérant une reprise par d'autres organisations. Il est par ailleurs indiqué dans le même article que plus de 100 collaborateurs d'organisations partenaires et des milliers de bénéficiaires risquent de faire les frais de la disparition de Caritas International. Dans ce contexte, il convient de rappeler que, selon une communication du 6 août 2024, le comité de crise avait décidé la création d'une nouvelle entité reprenant l'ensemble des activités de Caritas liées à la coopération internationale.⁴

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre :

1) La création d'une nouvelle entité pour la reprise des activités internationales telle que décidée par le comité de crise, a-t-elle effectivement eu lieu ? Dans la négative, pourquoi ?

2) Dans la négative, quelles activités de Caritas International seront reprises par d'autres organisations ?

3) L'état des lieux des projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg a-t-il pu être finalisé entre-temps ?

4) Monsieur le Ministre peut-il présenter un relevé du nombre de bénéficiaires et de l'état d'avancement des différents projets et programmes ? Dans l'hypothèse d'un arrêt définitif de certaines ou de toutes les activités de Caritas International, quelles seront les conséquences anticipées pour les différents programmes et projets, ainsi que pour les populations locales qui en bénéficieraient ?

5) Toujours dans l'hypothèse d'un arrêt définitif d'activités de Caritas International sans reprise par la nouvelle structure ou une autre organisation, le Gouvernement dispose-t-il d'une stratégie pour compenser ou éviter la perte de l'expertise des collaborateurs. trices dans l'intérêt du secteur des ONG et plus généralement du secteur social au Luxembourg ?

6) Le Gouvernement est-il prêt à financer des activités internationales à l'instar de celles de Caritas International dans l'hypothèse où la nouvelle structure déciderait d'en mettre sur pieds ? Dans la négative, pourquoi ?

Réponse (17/10/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) La Fondation Caritas Luxembourg a annoncé, le 14 septembre 2024 par la voie d'un communiqué de presse, la fin de ses activités internationales.

ad 2) Des discussions sont actuellement en cours non seulement entre la Fondation Caritas Luxembourg et le réseau international de Caritas, mais également entre la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire et d'autres organisations au Luxembourg et à l'étranger pour reprendre certaines activités menées précédemment à l'international par la Fondation Caritas Luxembourg. Des discussions sont également en cours entre l'agence de développement LuxDev et des partenaires locaux de la Fondation Caritas Luxembourg, pour la reprise de certaines activités.

ad 3) La Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire dispose d'une vue d'ensemble des projets et programmes cofinancés et financés à travers la Fondation Caritas Luxembourg. En raison des discussions toujours en cours avec les différentes parties prenantes sur la reprise éventuelle de certains projets et programmes, l'état des lieux des projets et programmes reste à ce stade un exercice à caractère évolutif.

À l'heure actuelle :

- 6 projets se termineront comme prévu avec un budget réduit (dont 3 sont déjà clôturés) ;
- 5 projets seront repris par le réseau Caritas ;
- 12 projets sont à l'étude pour un financement direct par le ministère via des partenaires locaux, Cordaid, LuxDev ou d'autres ONGD luxembourgeoises ;
- 5 projets sont actuellement sans perspectives.

ad 4) Comme indiqué, il s'agit d'une situation évolutive. La Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire s'efforce d'analyser les projets et programmes les plus à risque afin d'y apporter des solutions de reprises ou de mitiger les

² <https://paperjam.lu/article/caritas-sur-point-renaitre>

³ <https://www.rtl.lu/news/national/a/2231007.html>

⁴ <https://www.caritas.lu/caritas-news/actualites/communication-du-6-aout-2024>



conséquences d'un arrêt anticipé des programmes et projets, en fonction des moyens et contraintes existantes. Dans les cas où aucune solution ne pourra être trouvée, les programmes et projets cesseront de produire leurs effets.

Des discussions sont en cours entre le ministère et Cordaid concernant une nouvelle phase de financement des trois centres médicaux au Soudan du Sud, jusqu'en janvier 2026. Par ailleurs, le ministère a contacté trois partenaires locaux, également gravement touchés par la fraude, afin de les financer directement et ainsi garantir la continuité de leurs services. Concernant les projets au Laos, pour lesquels les perspectives étaient jusque-là limitées, le ministère explore actuellement des possibilités avec LuxDev ou, alternativement, via une autre ONGD luxembourgeoise.

S'agissant du nombre de bénéficiaires touchés par les récents événements, il est difficile de donner un chiffre exact, étant donné que certains projets sont repris partiellement, que d'autres sont encore à l'étude et certains en attente d'un décompte et d'un rapport narratif afin qu'on puisse déterminer les bénéficiaires touchés.

ad 5) Dans la mesure du possible, le Gouvernement facilite des solutions permettant à l'expertise de demeurer au service de l'intérêt public.

ad 6) Si la nouvelle structure venait à décider de lancer de nouveaux programmes et projets dans des pays en voie de développement et qu'elle respecte les conditions inhérentes à l'obtention d'un agrément par la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, le ministère analysera le dossier avec attention.

Défaillance de coordination interinstitutionnelle dans le cadre du guichet unique des aides au logement | Question 1190 (16/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Un eis goufe Fäll erugedroen, wou Persounen sech iwwert de Stand vun hirem Dossier bezüglech hirer Demande fir d'Primm fir eng Fotovoltaik-Anlag wollten informéieren. Wann si beim Guichet unique des aides au logement ugeruff hunn, goufen si um Telefon un den Ëmweltministère verwisen. Der Klima-Agence wär dee Problem och scho bekannt an dass et ganz dacks géif virkommen, dass d'Leit vun A u B an ëmgedrëint géife verwise ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, dass Persounen tëscht verschiddene Ministèreen oder aneren Ulafplazen hin an hier verwise ginn, obwuel et Sënn an Zweck vun engem Guichet unique soll sinn, dass concernéiert Persounen hir Demande just un eng Plaz solle riichten?

2. Wat gedenkt de Minister ze maachen, fir dass concernéiert Persounen an Zukunft direkt un déi néideg Informatiounen an Uspriechpartner kommen amplaz ëmmer nees un eng aner Ulafstell verwisen ze ginn?

Réponse (22/10/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Callcenter vum Guichet unique des aides au logement ass eng zentraliséiert Uspriechplaz, bei där sech de Bierger zu all den Aides au logement informéiere kann. Dëse Service steet op véier Sproochen

zur Verfügung: Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch.

D'Bierger hunn d'Méiglechkeet, duerch en automatischen Tounmenü ze navigéieren, wouduerch et méiglech ass, jee no Besoin, déi richteg Auswiel ze treffen an direkt un déi richteg Instanz verbonnen ze ginn. Sollt eng falsch Optioun gewielt ginn, kann et leider zu enger falscher Verbindung kommen, wat d'Effizienz vum Service beeinträchtigen kann.

Et gëtt tëschent véier verschiddenen Auswieloptiounen ënnerscheet:

1. Fir Froen zu de finanzielle Bähëllef vum Wunnengsbauministère fir d'Lounen, d'Kafen, d'Bauen oder Renovéiere vun enger Wunneng.
2. Fir Froen zur energieetescher Sanéierung oder zum nohaltege Bau vu Wunnengen.
3. Fir Froen zur LENOZ-Zertifizéierung.
4. Fir Informatiounen iwwer d'Öffnungszäiten an d'Kontaktdate vum Guichet unique.

D'Agente vun der Ëmweltverwaltung, déi fir de Guichet unique des aides au logement schaffen, setzen alles drun, wa méiglech, direkt op d'Froe vum Bierger ze äntweren. Bei allgemenge Froen zu Delaien, den Demarchen oder der Reception vum Dossier kann dem Bierger hei geholfen ginn.

Wann allerdéngs méi spezifesch Froen zu engem konkreten Dossier gestallt ginn, muss de Bierger un den zoustännegen Gestionnaire vum Dossier weitergeleert ginn. Deemno kritt de Bierger dann d'Nummer vun der Ëmweltverwaltung oder enger anerer Entitéit, jee nodeem wat seng Fro betrëfft, wou hien da mam entsprecherenden Gestionnaire vum Dossier verbonne ka ginn. Natierlech kann et dobäi virkommen, dass den zoustännegen Agent net direkt disponibel ass.

ad 2. Zousätzlech zur zentraliséierter Uspriechplaz Guichet unique des aides au logement, déi dem Bierger bei allgemengen Informatiounen zu den Aides au logement zur Verfügung steet (Froen zu Delaien, den Demarchen oder der Reception vum Dossier), steet dem Bierger d'Klima-Agence mat enger gratis Hotline zur Verfügung, déi eng éischt Berodung zum Klimabonus Wunnen ubitt.

Intensiv Beméiungen, dorënner d'Optimisatioun vun interne Prozesser a spezifesch Formatiounen, wéi zum Beispill iwwert den Accueil téléphonique, sinn eng grouss Prioritéit, fir den Dénkscht um Bierger kontinuierlech ze verbesseren.

Primes pour panneaux photovoltaïques | Question 1191 (16/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 7163 gouf versprach, dass „alles dru gesat [géif ginn], fir déi momentan Retarde beim Ausbezuere vun de Primme schnellstméiglech ze reduzéieren, sou dass déi Fro sech an Zukunft net méi stellt.“ Ee kompletten Dossier sollt an Zukunft an engem Delai vu maximal 3 Méint traitéiert sinn. Des Weideren hätt d'Ëmweltverwaltung 10 weider Posten à durée déterminée zougesprach kritt. Doduerch sollen d'Beaarbechtungszäite reduzéiert ginn a Stéit hir finanziell Hëllef schnellstméiglech ausbezuelt kréien.

An der Äntwert op d'Fro N° 0531 ass ze liesen: „Bei den Demandé fir eng Fotovoltaikanlag, déi 2022 an 2023 erakomm sinn, war d'Duerchschnëttswaardezeit fir d'Ausbezuere vun der Hëllef 1 Joer. Dësen Delai konnt rezent op 10 Méint reduzéiert ginn. Beméiungen, fir dësen Delai weider ze verkierzen, sinn amgaang. Dozou gehéieren d'Iwwerschaaf vum de Formularen, d'Ausschaff vum enger Strategie, fir d'Unzuel vun onvollstännegen Dossierien an Zukunft

ze reduzéieren, souwéi d'Optimisatioun vun den interne Prozesser.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun den Dossierien, déi komplett sinn, kënnen antëscht an deene genannten 10 Méint traitéiert an duerch d'Ausbezuere vun den Aiden ofgeschloss ginn?

2. Wéi vill Prozent vun den Dossierien, déi komplett sinn, brauchen nach ëmmer méi wéi déi genannten 10 Méint, fir traitéiert an duerch d'Ausbezuere vun den Aiden ofgeschloss ze ginn?

3. Wéi vill Prozent vun den Dossierien, déi komplett sinn, brauche manner wéi déi genannten 10 Méint, fir traitéiert an duerch d'Ausbezuere vun den Aiden ofgeschloss ze ginn?

4. Konnt d'Ëmweltverwaltung déi 10 weider Posten à durée déterminée, déi se zougesprach kritt hat, antëscht all besetzen?

Réponse (21/10/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. bis 3. Allgemeng ass ze bemierken, dass an de leschte Méint d'Zuel vun den Demandé fir e Subsid fir eng Fotovoltaikanlag weider staark geklommen ass, wat zu engem gudden Deel op den attraktive Primmeregimm zrëckzuféieren ass.

Dowéinst läit de generellen Delai fir Dossierien en vue enger Subventioun fir d'Installatioun vun enger PV-Anlag de Moment nach ongeféier bei 10 Méint. D'Dossiere ginn engem „ordre chronologique“ no traitéiert an ausbezuelt. Dëst heescht, dass fir déi Dossierien, bei deenen alles an der Rei ass, déi also komplett sinn an de Konditiounen entsprechen, dëse genannten Delai agehal ka ginn. Bei all Dossier, fir deen eng zousätzlech Informatioun muss ugefrot ginn, kann dësen Delai net respektéiert ginn.

Beispillsweis feelen zu dësem Zäitpunkt nach bei ronn 14 % vun den Dossierien, déi eng éischte Kéier traitéiert gi sinn, zousätzlech Informatiounen fir dës ofzeschleissen.

Doriwwer eraus ass ze bemierken, dass, esou wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, d'Virfinanzéierung vun de Klimasubsidë wäert agefouert ginn, fir dass d'Bierger nëmmen hiren Deel bezuele mussen. An deem Kontext wäert d'Regierung och dofir suergen, dass déi betraffe Betriber bannent kuerzer Zäit déi virgesinne staatlech Subsidë kréien. Et ass geplangt, esou ee Virfinanzierungsmechanismus an enger éischter Etapp fir Fotovoltaikinstallatiounen anzeféieren.

ad 4. D'Ëmweltverwaltung konnt déi 10 Posten allequerte besetzen.

Paysage médiatique luxembourgeois | Question 1192 (16/09/2024) de Mme Francine Closenier | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le paysage médiatique luxembourgeois a connu d'importantes transformations ces dernières années, à la fois en raison des avancées technologiques et des changements dans les habitudes de consommation de l'information. La presse écrite, historiquement centrale, doit s'adapter à la montée en puissance des médias numériques et aux nouvelles exigences du public en matière de rapidité et d'accessibilité de l'information. Dans une motion du 8 juillet 2021 la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à procéder à une évaluation du régime de l'aide à la presse deux ans après la mise en vigueur du nouveau régime.

Dans ce contexte, nous voudrions obtenir de Monsieur le Premier ministre et de Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité des informations détaillées sur l'évolution du paysage médiatique luxembourgeois entre 2021 et 2023, ainsi que sur les régimes d'aides à la presse et la promotion du pluralisme :

1) Quelle a été l'évolution du nombre de journalistes professionnels au Luxembourg entre 2021 et 2023 ?

2) Comment le nombre de personnel travaillant dans le secteur des médias, incluant les journalistes, le personnel technique et administratif, a-t-il évolué entre 2021 et 2023 ? Quelles tendances ont été observées concernant la situation salariale des journalistes et du personnel des médias durant cette période ?

3) Combien de demandes ont été déposées depuis 2021 pour bénéficier du régime d'aide à la promotion du pluralisme ? Combien de ces demandes ont été acceptées, combien ont été refusées et pour quelles raisons ces refus ont-ils été prononcés ?

4) Y a-t-il actuellement des acteurs médiatiques bénéficiant du régime de la promotion du pluralisme qui diffusent dans une ou plusieurs langues utilisées par au moins 15 % de la population, autres que le luxembourgeois, le français ou l'allemand ? Si oui, qui sont ces acteurs et quelles langues utilisent-ils ?

5) Combien d'acteurs médiatiques bénéficient actuellement des différents régimes d'aides à la presse au Luxembourg ? Comment a évolué le nombre d'acteurs bénéficiant de ces régimes d'aides au cours des trois dernières années ?

6) Quelle a été l'évolution de l'utilisation des différents formats médiatiques (presse écrite, médias en ligne, etc.) entre 2021 et 2023 au Luxembourg ?

7) La transition vers les formats numériques a-t-elle influencé la distribution des aides, notamment pour les nouveaux types de médias émergents ?

8) L'évaluation du régime d'aide à la presse, comme prévu par la motion de la Chambre des Députés, a-t-elle été effectuée ? Si oui, selon quelle manière cette évaluation a-t-elle été conduite ? A-t-elle été réalisée de manière indépendante et selon des critères précis ?

9) Combien et quels acteurs de la presse ont été consultés lors de cette évaluation ? Est-ce que tous les acteurs sollicités ont répondu, et quelles ont été leurs principales revendications ou observations ?

Réponse (17/10/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) En 2021, selon les chiffres du Conseil de presse, il y a eu 54 admissions au Conseil de presse contre 59 abandonnements. En 2022, il y a eu 60 admissions et 38 abandonnements. En 2023, l'on note 56 admissions et 55 abandonnements.

Le nombre total de journalistes professionnels (journalistes actifs, journalistes en retraite, stagiaires, freelances inclus) évolue de 563 en 2021 à 538 en 2022 et de 449 en 2023 pour augmenter à 544 journalistes professionnels en janvier 2024.

Le régime d'aides à la presse « favorise l'embauche de journalistes » note l'édition luxembourgeoise du Media Pluralism Monitor 2024.

ad 2) Des données n'incluant que les « journalistes, le personnel technique et administratif » dans les médias ne sont pas disponibles au Luxembourg.

Toutefois, les statistiques publiques de l'Inspection générale de la sécurité sociale renseignent sur le

nombre de salariés du domaine de l'information et de la communication se situant à 21.020 en 2021, 21.420 en 2022 et 21.950 en 2023. Quant aux domaines de l'édition (livres compris), production audiovisuelle (cinéma et musique compris) et programmation et diffusion de programmes radio et télédiffusion, les chiffres de l'Observatoire de l'emploi évoluent comme suit : 2.490 personnes en 2021, 2.490 en 2022 et 2.430 en 2023.

Le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique (SMC) ne dispose pas de statistiques concernant la situation salariale des journalistes et du personnel des médias. Toutefois, l'évaluation du régime d'aides à la presse a indiqué que, selon un bénéficiaire, la « revalorisation de certains salaires » est un des effets de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel.

Le Media Pluralism Monitor 2024 pour le Luxembourg constate d'un côté que « les salaires des journalistes restent bien inférieurs en comparaison avec d'autres secteurs au Luxembourg », et de l'autre que « le généreux soutien direct et indirect de l'État à la quasi-totalité des médias (médias publics, presse en ligne et hors ligne, médias communautaires) rend la vie des journalistes plus supportable que dans d'autres pays où l'État est moins généreux ». L'article 5 de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel oblige par ailleurs l'éditeur à affecter l'aide obtenue à des dépenses directement liées à l'édition, à l'autopromotion ou à l'innovation de la publication.

ad 3) Comme indiqué dans les procès-verbaux de la Commission « Aide à la presse », disponibles sur le site data.public.lu, 7 publications ont introduit une ou plusieurs demandes relatives au régime « Promotion du pluralisme » depuis 2021. Parmi ces demandes, 4 ont été accordées.

Les raisons de refus sont les suivantes :

– Non-respect des articles 2, point 2/art. 3 § 2, point 1 de la loi (obligation de « diffuser une information générale destinée en ordre principal à l'ensemble ou à une partie significative du public résidant au Grand-Duché de Luxembourg, contribuer au pluralisme des opinions et produire du contenu relevant au moins des domaines politique, économique, social et culturel sur le plan national et international », « les journaux, magazines ou sites Internet thématiquement spécialisés, tout comme les périodiques publiés à des fins scientifiques ou universitaires, ne sont pas des publications de presse aux fins de la présente loi »)

– Non-respect de l'art. 6 § 2 point 2 (« disposer d'une équipe rédactionnelle composée d'un nombre de journalistes professionnels équivalent à au moins deux emplois à temps plein, engagés par contrat de travail » ;)

– Non-respect de l'art. 3 § 2 point 8 (« rendre aisément identifiable le contenu publié contre rémunération et facilement distinguable du contenu journalistique émanant de la rédaction »)

– Non-éligibilité d'une demande se rapportant à une date antérieure de l'entrée en vigueur de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel.

ad 4) Comme indiqué sur data.public.lu, les trois publications contacto.lu, chronicle.lu et delano.lu, éditées respectivement en portugais et en anglais, bénéficient du régime d'aides en faveur du journalisme professionnel.

ad 5) En 2023 et 2024 (au moment de la rédaction de la réponse à la présente question, seuls les versements des aides jusqu'au 2^e trimestre 2024 ont été

validés), 20 publications bénéficient du régime d'aides en faveur du journalisme professionnel. En 2022, 19 publications ont été bénéficiaires, tandis que 17 publications ont bénéficié du régime en 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6) Le projet Medialux de l'Université de Luxembourg, financé par le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique, renseigne sur l'utilisation des divers canaux d'information, et ses résultats ont été présentés dans le cadre du cycle de conférences organisé par le SMC en vue de la réforme de la loi sur les médias électroniques (<https://mediareform.public.lu/dam-assets/presentations/presentation-medialux-vf.pdf>). La poursuite du projet devrait permettre une évaluation temporelle. L'étude Plurimedia, qui avait été réalisée avec le soutien du SMC jusqu'en 2023, permettait de suivre l'évolution du lectorat et de l'audience de publications et chaînes spécifiques et non pas des différents formats médiatiques.

ad 7) Le format des publications n'a aucune incidence sur la distribution des aides étant donné que le régime est technologiquement neutre. La seule différence réside dans les montants maximaux qui peuvent actuellement encore être attribués aux différentes publications.

ad 8) L'évaluation du régime d'aides à la presse a été réalisée conformément à la motion du 8 juillet 2021 invitant le Gouvernement « à procéder à une évaluation du régime d'aide à la presse deux ans après la mise en vigueur du nouveau régime en collaboration avec les acteurs du secteur et à procéder, le cas échéant, à un ajustement du soutien financier ». Ainsi, le Ministre des Communications et des Médias Xavier Bettel avait invité, par courrier du 3 avril 2023, les bénéficiaires et organes représentatifs à participer à un sondage en ligne afin de pouvoir mesurer l'impact de la réforme. Le questionnaire contenait les questions suivantes :

– Comment évaluez-vous l'impact de la loi sur le développement de la rédaction (recrutements, formations, ...) ?

l'édition de la publication (nouvelles offres journalistiques, etc.) ?

le développement du lectorat ?

la viabilité économique de l'entreprise ?

(positif/négatif/neutre/commentaire)

– Comment évaluez-vous les procédures administratives liées à l'aide ?

– Avez-vous des suggestions d'adaptation de la loi ?

– Autres remarques.

ad 9) 12 éditeurs et 2 organes représentatifs avaient répondu au sondage, partiellement ou complètement.

Les réponses ont été intégrées, au sein du SMC, dans le document du bilan, disponible sur le site data.public.lu.

Par ailleurs, des benchmarks internationaux analysent également le système luxembourgeois de l'aide à la presse, comme l'étude Commission européenne: Public financing of news media in the EU (<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/4a26df80-bbfb-11ee-b164-01aa75ed71a1/language-en>) qui constate que « Highest per capita funding is in Luxembourg (a per capita of EUR 16,5), followed by Belgium, Denmark, Austria, and Sweden, each with a per capita allocation of more than EUR 9,5. In total, 18 EU Member States provide an estimated per capita allocation of less than EUR 2. »



Propositions de la présidente Ursula von der Leyen dans le cadre de la composition de la Commission européenne | Question 1193 (16/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Thierry Breton, fréiere franséische Kommissär, schreift a sengem Récktrëtsbréif, deen en haut verëffentlecht huet, datt Frankräich e méi wichtege Portfeuille proposéiert krut, fir säi Kandidat ze änneren. Hien schreift: „A few days ago, in the very final stretch of negotiations on the composition of the future College, you asked France to withdraw my name – for personal reasons that in no instance you have discussed directly with me – and offered, as a political trade-off, an allegedly more influential portfolio for France in the future College.“

Lëtzebuerg huet de Christophe Hansen als Kandidat fir Kommissär nominéiert, dëst no engem Gespréich tëscht dem Premier an der Madamm von der Leyen. Dëst huet ënnert anerem zu der Droung vun den europäesche Sozialiste gefouert, d'Kommissioun duerchfale ze loossen, sollt den Nicolas Schmit, hiren europäesche Spëtzekandidat an aktuelle Kommissär fir Lëtzebuerg, kee Rôle an der nächster Kommissioun kréien.

Och „POLITICO“ schreift: „Breton accused von der Leyen of offering France a more influential portfolio if Macron switched candidates, a tactic she has reportedly tried with smaller EU member countries.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

– Krut d'Regierung – änlech wéi Frankräich – proposéiert, de Kandidat Hansen ze ersetzen am Tausch géint ee bessere Portfeuille?

Réponse (11/10/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Neen, dat ass net de Fall. D'Gespréicher mat der designéierter Präsidentin vun der Kommissioun ware ganz agreabel a konstruktiv an si huet opgrond vun deene Gespréicher fir den Här Hansen ee vun de ganz wichtege Portfeuilleen an der nächster Kommissioun proposéiert, nämlech d'Landwirtschaft an d'Ernährung.

Hamster européen | Question 1194 (16/09/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Eméring** (DP)

Bei eisen däitschen Nopere gëtt et geziilt Förderprogrammer, fir de Feldhamster ze schützen, well dës riskéiert auszestierwen. Sou ginn z. B. extra Straäfe mat Kären oder mat diversen Zorte Blumen ugeloecht, déi den Hamstere Schutz an Narung ubidden.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

– Wéi huet sech d'Populatioun vun de Feldhamstere hei zu Lëtzebuerg an de leschte Joren entwéckelt?

– Wéi gesinn d'Förderprogrammen an d'Zesummenaarbecht mat de Bauere bei eis am Land aus?

– Wéi ginn d'Bauere an deem Kontext entschiedegt?

– Wéi vill Flächen Akerland stinn de Moment am Dëngscht vum Schutz vun de Feldhamstere?

Réponse (21/10/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

De Feldhamster (*Cricetus cricetus*) gouf bis elo nach net zu Lëtzebuerg nogewisen. Aus deem Grond si bis

elo och nach keng Hëllef fir de Schutz vum Feldhamster an Zesummenaarbecht mat de Bauere opgestallt oder ausgefouert ginn. Deemno gëtt et aktuell fir dës Aart weeder Subventionsprogrammer nach Entscheedungsprozeduren.

Iwwer de Plan strategique national, méi konkreet duerch d'Mesure 540 („Förderprämie zum Einstieg in eine nachhaltige und umweltfreundliche Landwirtschaft“), ass awer den Asaz vu Rodentiziden an den Natura-2000-Gebidder am Prinzip net erlaabt.

Plan d'action national « Prostitution » | Question 1195 (16/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Plan d'action national « Prostitution » existe depuis 2016 ; il n'a connu depuis lors ni renouvellement ni bilan d'évaluation. Il n'est pas mentionné dans l'accord de coalition 2023-2028.

Je voudrais donc demander les informations suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des genres, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Justice :

Général

1) Le Gouvernement actuel a-t-il l'intention de poursuivre le Plan d'action national (PAN) « Prostitution » pendant la période législative actuelle ? Et si oui, comptez-vous y mettre de nouveaux accents ou bien sera-t-il mis en œuvre de la même façon que le Gouvernement précédent l'a fait ?

2) Le PAN « Prostitution » a-t-il été évalué en interne à un moment quelconque ces dernières années ? Si oui, quelles sont les conclusions de cette évaluation ?

3) Si le PAN « Prostitution » n'a pas encore été évalué, le sera-t-il dans un avenir proche ? Si oui, quand les résultats en seront-ils publiés ?

4) Le Gouvernement actuel juge-t-il de façon générale que le plan d'action devrait être amélioré ou adapté ? Si oui, de quelles façons ? Si non, pourquoi pas ?

5) Le PAN « Prostitution » rend impossible pour des prostitué.e.s de sortir de l'illégalité pour pouvoir continuer à exercer leur métier de façon légale, la prostitution étant à l'heure actuelle tolérée sans pour autant être légale au Luxembourg. Le Gouvernement actuel compte-t-il changer quelque chose à cette situation ?

6) Le Comité « Prostitution » s'est réuni avec Madame la Ministre de l'Égalité des genres début 2024 pour la première fois. Quelles leçons en tire-t-elle, comment évalue-t-elle la politique du Gouvernement précédent à propos de la prostitution et quelle est l'approche qu'elle-même compte suivre à ce sujet pendant la période législative actuelle ?

Données

7) Y a-t-il des données quantitatives disponibles qui permettent de chiffrer le succès ou, le cas échéant, l'échec des cinq objectifs clés listés à la page 7 du plan d'action ? Pourriez-vous les fournir ?

8) Dans la stratégie EXIT du plan d'action, il est prévu que, dès qu'un.e ex-prostitué.e retrouve un travail en dehors de la prostitution, il ou elle peut continuer à louer le studio que lui a alloué l'État (à des prix inférieurs à ceux du marché). Combien de personnes ont bénéficié de cet arrangement depuis 2016, avec une ventilation si possible par année ?

9) À l'époque de la création du plan d'action, on avait relevé que très peu de prostitué.e.s étaient au courant de la possibilité d'avoir recours à l'assurance

maladie volontaire. Y a-t-il des chiffres (même approximatifs) sur combien y ont recours à l'heure actuelle ? S'il y a des données disponibles sur combien de prostitué.e.s ont pu y avoir recours au fil des années depuis 2016, pourriez-vous les fournir ?

10) Il est écrit dans le PAN « Prostitution » :

« Concernant le “streetwork” actuellement effectué par le service dropIn, les responsables vont renforcer leurs activités du Outdoor et Indoor Streetwork, donc auprès des prostitué(e)s dans les appartements et les autres lieux de prostitution. Le service va renforcer le “streetwork” par quatre à six descentes sur le tapin jusqu'à une heure du matin, ainsi que le dimanche matin. »

Combien de streetwork est effectué à l'heure actuelle par le service dropIn et combien en a-t-il effectué depuis 2016 ? S'il y a des données disponibles qui permettent de retracer l'évolution de ce service, pourriez-vous les fournir ?

11) Parfois des prostitué.e.s qui se sont présenté.e.s à la stratégie EXIT ont été refusé.e.s. Sur quels critères s'établit l'acceptation respectivement le refus du candidat ou de la candidate dans le cadre de la stratégie EXIT ?

Justice

12) Combien de personnes ont été poursuivies en justice pour proxénétisme depuis 2016, avec une ventilation par année et une vue d'ensemble sur les types de jugements auxquels ont donné lieu ces actions en justice ?

13) Combien de ressources financières et humaines sont consacrées à l'intérieur de la police aux enquêtes visant à découvrir des réseaux de traite humaine et de proxénétisme ?

Réponse (18/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Le Plan d'action national « Prostitution » (PAN) a été adopté par le Gouvernement en mai 2016. Ce plan définissait des objectifs à travers différents axes prioritaires relatifs à l'amélioration de l'encadrement psychosocial des personnes se livrant à la prostitution, l'élaboration d'une stratégie dite d'« EXIT » pour les personnes souhaitant quitter le milieu de la prostitution, l'éducation sexuelle et affective à travers la mise en œuvre du programme « Éducation sexuelle et affective » et le renforcement du cadre législatif dans la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Au moment de son adoption, ce plan n'avait pas de limite temporelle concernant son implémentation. Une adaptation du PAN n'est pas prévue dans le cadre de l'accord de coalition, mais il continue à fournir à travers ces axes prioritaires une orientation d'action pour le Gouvernement actuel pour suivre et cadrer le phénomène de la prostitution sous toutes ses facettes.

Le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes adopté en juin 2020 prévoyait la réalisation d'un « bilan de la stratégie en matière d'encadrement de la prostitution ». Une telle évaluation interne a été réalisée durant la période de la Covid-19 par les membres de l'ancienne plateforme « Prostitution »⁵, organe informel instauré en 2012

⁵ Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, Ministère de la Justice, Parquet général, Police grand-ducale, dropIn, HIV-Berodung, Direction des affaires sociales de la Ville de Luxembourg

qui a été le précurseur de l'actuel Comité « Prostitution » instauré par la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles. Le rapport final de l'évaluation a été discuté et adopté par la plateforme lors d'une réunion en visioconférence le 10 décembre 2021.

ad 2) Comme points clés implémentés et retenus par l'évaluation, il y a lieu de citer l'adoption de la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles, la mise sur pied de la stratégie d'EXIT par le service dropIn, la création formelle du Comité « Prostitution » par la loi du 28 février 2018 précitée et le règlement grand-ducal du 22 mars 2023 afférent, les formations en matière de « la traite des êtres humains » et les cours d'approfondissement « Approche et accompagnement des victimes de la traite des êtres humains » ainsi que la campagne d'information et de sensibilisation en matière de traite des êtres humains⁶. Il s'y ajoute également l'offre en formation et sensibilisation au sujet de l'éducation et la santé sexuelle, grâce aux différentes activités du Cesas.⁷ Cependant le bilan ne fait pas abstraction des progrès qui restent à faire et qui concernent entre autres l'impact très limité de la loi du 28 février 2018. Le bilan a également mis au jour la complexité au niveau de la stratégie d'EXIT (voir réponse à la sous-question 8).

ad 3) Le Comité « Prostitution » se base sur les recommandations du bilan interne réalisé pour ses futurs travaux en vue de l'accomplissement de ses missions définies par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 2018 précitée.

ad 4) Une adaptation du PAN n'est pas prévue par l'accord de coalition. Toutefois, et conformément à l'article 1^{er} de la loi du 28 février 2018 définissant son rôle, le Comité « Prostitution » a comme mission principale de suivre le phénomène de la prostitution au Luxembourg et d'en analyser de manière régulière l'évolution et les conséquences. Il doit également suivre la mise en œuvre du Plan d'action national « Prostitution » dans le cadre de la stratégie en matière d'encadrement de la prostitution au Luxembourg. En interprétant ces deux missions, le comité va discuter l'opportunité d'une adaptation du PAN qui doit toujours se baser sur une analyse approfondie préalable des défis qui se posent actuellement en la matière.

ad 5) La question vise le cadre légal actuellement en vigueur au Luxembourg pour les personnes se livrant à la prostitution et qui est en parties lié à des engagements internationaux que le Luxembourg a pris, dont notamment la Convention de New York pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui du 1^{er} décembre 1949. Conscient que l'adhésion, le non-respect et/ou une éventuelle dénonciation des engagements internationaux peuvent avoir une valeur symbolique non négligeable pour l'image de notre pays, le Comité « Prostitution » va pourtant analyser l'opportunité de réévaluer le modèle luxembourgeois tout en menant un débat préalable approfondi sur toutes les questions corollaires liées à une quelconque régularisation, allant de l'analyse des régimes en vigueur chez nos pays voisins, de la définition de la prostitution à la question de la reconnaissance du caractère commercial et économique de l'activité de la prostitution jusqu'au droit du travail et du régime de la sécurité sociale.

ad 6) Le Comité « Prostitution » s'est réuni à deux reprises en 2024, à savoir le 9 février pour sa première réunion constitutive, en présence de Madame la Ministre Backes, et le 24 mai avec, entre autres, une présentation des activités des services dropIn et HIV-Berodung de la Croix-Rouge luxembourgeoise. L'article 2 du règlement grand-ducal du 22 mars 2023 prévoit qu'« au moins une fois par an, et au plus tard le 1^{er} mai de chaque année, le comité transmet, sous la forme d'un rapport écrit, les travaux du comité et les résultats des missions visées à l'article 1^{er} de la loi du 28 février 2018 [...] au Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministre ayant l'Égalité entre les femmes et les hommes dans ses attributions ». Par conséquent, le premier rapport à soumettre au Conseil de Gouvernement est prévu dans la première moitié de 2025.

ad 7) Concernant la mise à disposition de chiffres concrets et représentatifs, il importe de souligner qu'une analyse quantitative se rapportant entre autres au nombre des prostitué-e-s au Luxembourg ou des personnes quittant le milieu de la prostitution ou encore les personnes identifiées comme victimes d'exploitation sexuelle et de traite des êtres humains est très difficile à établir. Le milieu de la prostitution est très volatile et soumis à des changements fréquents. Voilà pourquoi, le bilan précité s'est principalement concentré sur une analyse qualitative de la mise en œuvre des différents objectifs formulés dans le PAN.

ad 8) Le programme EXIT est géré par le service dropIn de la Croix-Rouge luxembourgeoise⁸, service qui a une convention de coopération avec le Ministère de l'Égalité entre les genres et de la Diversité. Depuis la mise en place du programme EXIT en 2016 jusqu'à ce jour, 40 personnes ont souhaité intégrer ce programme, dont 12 ont réussi à quitter le milieu de la prostitution.

Pour illustrer les difficultés du processus, il suffit de revoir le détail des différents dossiers traités par le dropIn. En effet, les circonstances derrière ces chiffres montrent que sortir de la prostitution est souvent une démarche difficile pour plusieurs raisons : la stigmatisation sociale, les pressions économiques, le manque de ressources, les facteurs personnels (traumatismes passés, problèmes de dépendance ou des problèmes de santé mentale qui peuvent rendre difficile la sortie de la prostitution et la transition vers une nouvelle vie), le contrôle et l'exploitation en raison du fait que certain-e-s travailleur-e-s du sexe peuvent être contrôlés ou exploités par des proxénètes ou autrui, ce qui complique leur capacité à quitter cette situation. Il s'y ajoute le manque de soutien familial et/ou communautaire. De plus, certaines personnes peuvent ressentir une certaine ambivalence par rapport à l'idée de quitter la prostitution, en raison des bénéfices qu'elles y trouvent, et notamment les rendements.

À ce sujet, le bilan précité de décembre 2021 a souligné « que l'EXIT est un travail de longue haleine tant pour les candidat(e)s que pour les responsables auprès des services sociaux. Le parcours s'étendant jusqu'à deux ans peut être parsemé d'échecs, de retours en arrière et d'abandons en cours de route. La décision individuelle de vouloir donner une nouvelle perspective de vie n'est pas facile en raison des doutes, des incertitudes et des craintes qui peuvent surgir durant cette phase de reconversion. Voilà pourquoi, fixer des objectifs quantitatifs en termes de candidatures entièrement réussies à partir du moment de la demande d'entrée au programme jusqu'à l'engagement professionnel auprès d'un nouvel employeur potentiel est un exercice peu opportun. »

Par conséquent et après plusieurs années d'expériences, le dropIn est en train d'adapter le programme à la réalité de vie de ses bénéficiaires. La refonte du programme se concentre sur quatre aspects :

- Fournir un soutien psycho-médico-sexo-social pour aider la personne à s'inscrire dans un nouveau projet de vie dans lequel il est l'acteur principal de son parcours ;
- Offrir un accès prioritaire au dropIn mais également aux autres intervenants sociaux, médicaux et ou juridiques du réseau afin de répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires ;
- Favoriser l'autonomisation et l'intégration sociale des bénéficiaires, en facilitant le développement de leurs propres compétences et ressources pour leur permettre de se reconstruire et de trouver un nouveau projet de vie ;
- Proposer éventuellement en fonction du profil et, si cela est nécessaire dans le projet personnalisé de la personne, un logement encadré en collaboration avec le service logement de la Croix-Rouge luxembourgeoise.

ad 9) Pour savoir combien de prostitué-e-s ont eu recours à l'assurance maladie volontaire, le numéro d'identification national des personnes concernées devrait être connu car sur le formulaire de demande d'admission, aucune donnée en relation avec la profession ou l'activité professionnelle du demandeur n'est à renseigner.⁹ Pour les indépendants, il n'existe pas de catégorie spécifique utilisée par toutes les personnes prostituées pour indiquer leur activité professionnelle. Certains indiquent des professions comme p. ex. masseur non thérapeutique, danseuse-masseuse, etc. ce qui n'est pas très explicatif. Ces personnes ne tombent pas non plus sous l'assurance volontaire. La Croix-Rouge a mis en place le service dropIn pour les personnes actives dans le milieu de la prostitution. Cependant, comme pas toutes les personnes concernées n'ont recours à ce service, l'image n'est pas complète.

ad 10) Le dropIn gère la mission du travail de rue. Les travailleur-e-s du sexe sont souvent stigmatisé-e-s ce qui peut rendre difficile leur accès aux services. De plus, leur travail quotidien les confronte souvent à des situations de violence et d'exploitation. Le streetwork est une stratégie du dropIn pour améliorer leur qualité de vie, leur santé et leur sécurité. En effet, les interventions de proximité remplissent plusieurs fonctions :

- Établir la confiance pour les encourager à s'ouvrir et à demander de l'aide ;
- Fournir des ressources, en incluant la distribution de préservatifs, de matériel de réduction des risques et des informations ;
- Offrir des informations sur l'accès aux soins de santé lors des permanences médicales au dropIn et sur les tests de dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST), sur les services de santé spécialisés, ... ;
- Informer sur les droits des travailleur-e-s du sexe, les ressources juridiques et les moyens d'échapper à la violence ou à l'exploitation ;
- Sensibiliser et éduquer le public et les décideurs sur les réalités du travail du sexe, afin de réduire la stigmatisation et de promouvoir des politiques de soutien.

En pratique, le parcours habituel du dropIn se concentre sur différentes rues du quartier de Luxembourg-gare. Voici une ventilation par année sur le nombre des descentes et les personnes rencontrées.

⁶ <https://www.stoptraite.lu/en/>

⁷ Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle

⁸ <https://www.croix-rouge.lu/fr/service/dropin-dispensaire-travailleurs-du-sexe/>

⁹ <https://ccss.public.lu/fr/particuliers/assures-volontaires/assurance-volontaire-maladie/affiliation-volontaire-assurance-maladie.html>

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

À travers des tournées fixes, le dropIn a récemment élargi le radius de son travail pour explorer de nouveaux endroits de la ville de Luxembourg, ceci en partenariat avec le streetwork de la Croix-Rouge luxembourgeoise. Le streetwork est également renforcé par la création de comptes sur des sites d'annonces (quartier rouge, escort69, ...) et par une présence sur les différents réseaux sociaux.

Finalement, le dropIn a lancé le projet de « l'éducateur numérique » à travers duquel le service poursuit les objectifs de la création d'une identité numérique pour le service dropIn, la création d'une culture commune sur le travail du sexe, le développement d'une présence éducative et une politique de prévention des conduites à risques sur les réseaux sociaux, la prévention des risques liés aux usages numériques, l'entraînement de l'esprit critique des travailleur-e-s de sexe et des jeunes face à l'information et l'image, la communication de contenus informatifs adaptés aux usages des travailleur-e-s de sexe et des jeunes et à leurs inquiétudes, l'offre d'une écoute psychosociale pour répondre aux situations de détresse psychologique et la lutte contre la prostitution des mineurs.

ad 11) Lorsqu'un-e client-e exprime sa volonté de s'inscrire dans le programme EXIT, le dropIn doit rassembler des documents administratifs, des informations personnelles du client et de procéder à quelques « vérifications » afin de s'assurer que l'adhésion au programme est opportune. Les éléments à vérifier sont l'âge, la nationalité, la disponibilité des documents d'identité valides et la situation au niveau de la caisse de maladie ou de la sécurité sociale. De plus, les bénéficiaires renseignent sur leur situation familiale ainsi que sur d'éventuelles obligations financières envers d'autres membres de la famille (parents, enfants). La maîtrise des langues, le casier judiciaire pour faire le point s'il y a des amendes à payer ou des condamnations non exécutées, la déclaration d'éventuels revenus (pension d'invalidité, pension de veuvage, revenus mobiliers, ...) sont d'autres éléments pris en compte dans l'évaluation de la situation générale d'un-e candidat-e. Enfin, l'EXIT n'est pas accessible aux client-e-s atteint-e-s de troubles psychiatriques ou présentant une dépendance des drogues ou étant une victime de la traite des êtres humains. Dans le cas de l'identification de ces situations, les candidat-e-s sont orienté-e-s vers des services spécialisés pour assurer une prise en charge adaptée à leurs besoins spécifiques.

ad 12) Concernant les poursuites en justice des cas de proxénétisme, la ventilation suivante reflète la situation pour les années de 2016 à 2024.

2016

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : 7 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. 6 personnes ont été condamnées et 1 personne a été acquittée.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

2017

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : 10 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. 7 personnes ont été condamnées et 3 personnes ont été acquittées.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

2018

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : 5 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. Les 5 personnes ont été condamnées.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : 2 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. Les 2 personnes ont été condamnées.

2019

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : 2 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. Les 2 personnes ont été condamnées.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : 2 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. Les 2 personnes ont été condamnées.

2020

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : 1 personne a été poursuivie du chef de proxénétisme. Cette personne a été condamnée.

2021

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

2022

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : 2 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. Les 2 personnes ont été condamnées.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

2023

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : 7 personnes ont été poursuivies du chef de proxénétisme. Les 7 personnes ont été condamnées.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

2024

Arrondissement judiciaire de Luxembourg : 1 personne a été poursuivie du chef de proxénétisme. Cette personne a été condamnée.

Arrondissement judiciaire de Diekirch : pas de poursuites du chef de proxénétisme.

ad 13) En ce qui concerne le volet ressources humaines, dix personnes sont spécifiquement en charge des enquêtes relatives à la traite des êtres humains et au proxénétisme au sein de la section criminalité organisée du Service de police judiciaire. Il convient cependant de noter que tout policier dispose de connaissances de base lui permettant de détecter d'éventuels cas de traite des êtres humains ou de proxénétisme. Les ressources financières consacrées à ces enquêtes sont difficiles à chiffrer. Elles comprennent notamment la rémunération des enquêteurs, gérée par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, le coût de leur formation, ou encore l'acquisition du matériel nécessaire à la conduite des enquêtes.

Nouvelle structure tarifaire pour l'utilisation des réseaux d'électricité | Question 1196 (16/09/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Les frais de réseau représentent le coût de transport et de la distribution de l'électricité, depuis les sites de production jusqu'au consommateur final. Actuellement, ces frais sont répartis en une redevance mensuelle fixe et d'une partie variable, proportionnelle à la consommation électrique du ménage, représentant environ 45 % du prix total de l'électricité en basse tension. À compter du 1^{er} janvier 2025, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) et les gestionnaires de réseaux introduiront une nouvelle structure tarifaire pour l'utilisation des réseaux d'électricité de basse tension, afin de répondre à l'évolution de

l'utilisation du réseau dans un contexte de transition énergétique. Cette réforme vise à mieux refléter les coûts d'utilisation du réseau, en prenant en compte les pics de puissance et des comportements de consommation, afin de rendre les tarifs plus justes et plus en phase avec les coûts réels. Selon des hypothèses du Ministère de l'Économie concernant les prix moyens TTC pour un client résidentiel au Luxembourg, les tarifs d'utilisation du réseau connaîtront une hausse de 15 %¹⁰. En outre, les consommateurs seront incités à limiter leurs usages simultanés induisant des pics de puissance que le réseau doit absorber. Concrètement, des niveaux de puissance de référence seront attribués à chaque consommateur en fonction de leur historique de consommation. Un dépassement régulier de ces niveaux de puissance sera facturé à un tarif plus élevé.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quel impact cette nouvelle structure tarifaire aura-t-elle sur la facture d'énergie des clients finaux ? Quels seront les tarifs appliqués aux différents niveaux de puissance ?

2) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il d'informer les consommateurs sur le changement de la tarification ?

3) Quelles mesures seront mises en place pour aider les ménages à mieux gérer et réduire les pics de consommation électrique afin d'éviter des dépassements de la puissance de référence ?

4) Quels critères seront utilisés pour déterminer les niveaux de puissance de référence attribués à chaque consommateur, sachant que les besoins énergétiques peuvent varier de façon importante en fonction des saisons ou des événements exceptionnels ?

5) Monsieur le Ministre, a-t-il prévu d'évaluer l'efficacité de cette nouvelle structure tarifaire après son introduction et si oui, quels indicateurs seront utilisés pour mesurer son succès ?

Réponse (17/10/2024) de Mme Elisabeth, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Contrairement à la structure tarifaire actuelle, qui attribue les coûts du réseau essentiellement en fonction du volume d'électricité prélevé, sans répondre pleinement aux critères d'efficacité et de réactivité des coûts réels du réseau, la nouvelle structure tarifaire prend en compte la puissance de prélèvement de l'utilisateur. Elle améliore ainsi les principes de répartition des coûts, conformément aux exigences du cadre légal européen¹¹. Le nouveau tarif sera calibré de manière à ce que les effets de redistribution des coûts soient minimes et que la nouvelle structure n'ait qu'un impact limité sur les coûts des consommateurs. Une majorité de consommateurs bénéficieront même de coûts moins élevés.

La puissance de prélèvement fait référence à l'intensité de la consommation d'un utilisateur à un moment donné. Le réseau électrique doit être dimensionné pour absorber les pics de puissance lors des périodes de forte demande. Cela nécessite des infrastructures adaptées, telles que des transformateurs et des lignes de distribution capables de supporter cette charge. Le coût de développement des réseaux étant fortement influencé par ces pics de puissance, ceux-ci déterminent la taille des

¹⁰ STATNEWS n° 30, Prévision d'inflation, 07/08/24

¹¹ Article 18 du règlement UE 943/2019

équipements nécessaires au bon fonctionnement du réseau. C'est pourquoi la nouvelle structure incite les clients à réduire leurs pics de consommation individuels, favorisant ainsi l'efficacité du système à long terme grâce à des signaux tarifaires adressés aux utilisateurs. Cela aura pour conséquence une réduction des coûts futurs du réseau dans son ensemble, car un système utilisé de manière plus efficace nécessite moins d'investissements à long terme.

Le nouveau système tarifaire repose sur une puissance de référence, attribuée à chaque utilisateur par son gestionnaire de réseau, qui sert à déterminer le volume d'électricité qualifié de « dépassement ». Les nouveaux tarifs comprendront ainsi une partie fixe, qui variera selon la catégorie de puissance de référence attribuée au client, une partie variable appliquée au volume total d'électricité prélevé, et une redevance supplémentaire (en €/kWh) pour l'électricité consommée au-delà de la puissance de référence.

ad 2) Afin de garantir une information efficace et cohérente aux consommateurs, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), autorité compétente en la matière, a publié sur son site Internet des explications techniques, une foire aux questions, ainsi qu'une animation explicative (<https://myilr.lu/un-nouveau-tarif-utilisation-du-reseau/>). Le Gouvernement a par ailleurs suggéré à l'ILR et aux acteurs du marché de proposer une communication proactive et complète aux clients.

Pour mieux informer leurs clients, les acteurs du marché forment actuellement leur personnel en contact direct avec le public, notamment les équipes des lignes d'assistance des fournisseurs.

De plus, Klima-Agence procèdera à une intégration des thématiques concernant le fonctionnement du marché de l'électricité au niveau de ces différentes activités. Ceci inclura des explications sur les différents composants du prix de l'électricité ainsi qu'une guidance des consommateurs en vue d'optimiser leur facture d'électricité et de gérer respectivement réduire leurs pics de consommation.

ad 3) La nouvelle structure tarifaire aura très peu d'impact sur la majorité des clients. Il est important de noter qu'un dépassement régulier de la puissance de référence est tout à fait normal, et qu'il n'est donc pas nécessaire d'éviter ces dépassements à tout prix. Par conséquent, aucune mesure particulière n'est requise pour la grande majorité des ménages. Cependant, tous les utilisateurs du réseau peuvent dès aujourd'hui adopter une utilisation plus responsable de l'infrastructure afin d'éviter des surcoûts futurs. Pour cela, les conseils suivants sont à suivre : faire preuve de flexibilité dans sa consommation en l'étalant dans le temps et en limitant les usages simultanés.

Les utilisateurs disposant d'appareils à forte consommation, tels que des bornes de recharge pour véhicules électriques ou des pompes à chaleur, peuvent réduire leur facture en limitant la puissance maximale utilisée par ces appareils et en évitant leur utilisation simultanée. De plus, ceux disposant d'une installation photovoltaïque en autoconsommation peuvent en tirer profit.

Par ailleurs, des réflexions sont en cours pour renforcer le cadre qui permet le développement de solutions permettant aux clients d'optimiser leur comportement de manière automatisée. Ces solutions incluent les batteries de stockage et des systèmes intelligents qui permettent d'interconnecter plusieurs appareils à forte consommation avec des installations photovoltaïques et des batteries.

ad 4) Avant la mise en application de la nouvelle structure tarifaire, un niveau de puissance de référence est attribué à chaque utilisateur pour la première fois, basé sur leur historique de consommation des douze derniers mois. L'objectif est d'identifier la catégorie optimale du point de vue financier pour chaque client. Une fois la structure mise en place, cette catégorisation sera vérifiée mensuellement par un mécanisme automatisé, afin de s'assurer que le client reste toujours dans la catégorie la plus avantageuse pour lui.

En cas de changement de consommation (par exemple, l'installation d'une pompe à chaleur), le client peut contacter son gestionnaire de réseau pour garantir que la puissance de référence attribuée soit toujours optimale pour sa nouvelle situation. Toutefois, même si le client ne contacte pas son gestionnaire, un recalcul mensuel systématique de la puissance de référence, basé sur les données de consommation des 12 derniers mois, assurera l'attribution de la puissance optimale au cours des mois suivant tout changement de situation.

ad 5) L'objectif d'une répartition plus équitable de coûts entre les utilisateurs en fonction de leur utilisation du réseau est atteint grâce à la conception du système. En ce qui concerne l'aspect incitatif de la nouvelle structure tarifaire, elle constitue un élément parmi d'autres pour le gestionnaire de réseau afin d'assurer une utilisation efficiente du réseau. L'évolution de l'amplitude des pics d'utilisation des réseaux de basse tension en est un indicateur important, qu'il s'agira d'analyser dans le futur. Les gestionnaires de réseau procéderont à des ajustements du paramétrage de la structure dans le futur en fonction de ces analyses et du potentiel de flexibilité disponible chez les clients.

.....

Prix sur les bornes de recharge publiques |
Question 1197 (16/09/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Face aux crises sur les marchés de l'énergie, l'ancien Gouvernement a mis en place une série de mesures visant à renforcer le pouvoir d'achat et à atténuer les effets néfastes de l'inflation. Parmi ces mesures figurait l'introduction d'une aide au bénéfice des utilisateurs finaux de bornes de charges publiques, afin de limiter les effets de la hausse des prix pour l'ensemble des utilisateurs de ces bornes accessibles sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La contribution financière de l'État avait pour objectif d'éviter que les coûts de recharge des véhicules électriques n'atteignent un niveau susceptible de freiner la dynamique d'électrification des transports, telle que prévue dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), et de maintenir la compétitivité de la mobilité électrique par rapport aux combustibles fossiles, en particulier l'essence et le diesel.

Il convient de noter que, bien que de nombreux conducteurs de véhicules électriques privilégient la recharge à domicile, les infrastructures de recharge publiques jouent un rôle crucial dans le succès de la transition vers la mobilité électrique. Actuellement, le Luxembourg compte 2.172 points de charge publics (Chargy et SuperChargy) avec une puissance électrique totale de 89 MW. Il est donc impératif de continuer à soutenir et développer ce réseau d'infrastructures pour accompagner le déploiement rapide de la mobilité électrique et la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles.

Dans ce contexte, et en tenant compte de la fin prévue des subventions en décembre 2024, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelles sont les prévisions concernant le prix moyen de la recharge électrique sur une borne publique (Chargy, SuperChargy et paiement ad hoc) pour l'année 2025 ?

2) Comment ces prix se compareront-ils à ceux du diesel et de l'essence ?

3) Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement envisage-t-il de prendre pour garantir que la recharge des véhicules électriques demeure financièrement plus avantageuse que l'utilisation des véhicules thermiques ?

Réponse (16/10/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le prix de la recharge sur une borne varie en fonction de nombreux facteurs et peut différer, même pour une même borne, selon le fournisseur de services de recharge ainsi que selon l'éventuel abonnement du client auprès de ce fournisseur. Le tarif appliqué par le fournisseur est notamment déterminé par le coût facturé par l'exploitant de la borne, lequel dépend des frais de fonctionnement de l'exploitant et du coût de l'approvisionnement en électricité. En raison de la diversité des offres tarifaires et des facteurs influençant les prix, le Gouvernement ne formule pas de prévisions concernant le prix moyen de la recharge électrique sur les bornes accessibles au public.

Au cours de la dernière période de référence d'avril à juin 2024, les prix estimatifs par motorisation pour 100 kilomètres étaient d'environ 8,90 €/100 km pour l'essence (95 octanes) et de 7,18 €/100 km pour le diesel. En comparaison, pour les voitures 100 % électriques, les coûts, calculés à partir d'une combinaison du prix de l'électricité à domicile et des tarifs sur les bornes de charge Chargy et SuperChargy, s'élevaient à 3,51 €/100 km.

Afin de permettre aux utilisateurs de véhicules d'évaluer facilement le coût relatif de chacun des carburants disponibles sur le marché, la Commission européenne a élaboré une méthodologie pour afficher sur les stations de service le prix unitaire des différents carburants. Le règlement d'exécution amendé (UE) 2018/732 de la Commission européenne du 17 mai 2018 définit une méthode commune de comparaison des prix unitaires des carburants classiques et des carburants alternatifs applicable dans tous les États membres à partir du 7 décembre 2020. Afin de pouvoir comparer les carburants dont les unités de mesurage sont à la base différentes (litres, kilogrammes, kilowattheures, ...), un prix estimatif est calculé pour chaque carburant qui reprend les frais liés au réapprovisionnement de carburant pour parcourir 100 km. La consommation du véhicule est calculée sur base de la consommation combinée mesurée selon le cycle d'essai WLTP des nouvelles immatriculations au Luxembourg. Pour chaque carburant les trois modèles de voitures avec le plus de nouvelles immatriculations pendant l'année précédente sont pris en compte pour calculer la consommation moyenne par carburant. Les modalités détaillées de ce comparateur de prix des carburants par type de motorisation ainsi que l'évolution des coûts estimés par 100 kilomètres, sont disponibles sur le site web www.transports.lu/comparateur-prix-carburants.

En raison des crises sur les marchés de l'énergie, le Gouvernement a adopté une série de mesures

destinées à renforcer le pouvoir d'achat et à atténuer les effets de l'inflation. Parmi ces mesures figure une aide spécifique destinée aux utilisateurs finaux des bornes de charge, visant à contenir l'augmentation des tarifs et à éviter que ces prix ne constituent un frein à la transition vers la mobilité électrique. La loi modifiée du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge des véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public a introduit cette aide à partir du 1^{er} janvier 2023, avec une application prévue jusqu'à la fin de l'année 2024. Cette aide financière, fixée actuellement à 0,13 euro par kilowattheure hors taxes, est appliquée directement par les fournisseurs de services de charge répertoriés sur le site web du Ministère de l'Économie. Des subventions d'un total de 3,8 millions d'euro ont ainsi été versées jusqu'à présent. Étant donné que les prix de l'électricité sur les marchés internationaux se sont stabilisés ces derniers mois, il n'est cependant pas prévu de prolonger davantage ce régime d'aide.

La contribution de l'État, introduite pour stabiliser les prix de l'électricité au niveau moyen de 2022 pour les clients résidentiels dont la consommation annuelle est inférieure à 25.000 kWh, a un impact positif sur le coût de la recharge à domicile. Une prolongation de cette mesure avec un ajustement à la baisse est prévue.

Les aides financières pour l'installation de bornes de charge privées et accessibles au public contribuent de manière indirecte à maintenir un prix de recharge modéré.

Inspection d'ouvrages d'art | Question 1198 (16/09/2024) de M. André Bauler (DP)

Après l'écroulement d'une partie du pont Carola à Dresde, les autorités allemandes sont en train d'inspecter différents ouvrages d'art à travers leur pays afin d'éviter des incidents critiques voire d'autres accidents de ce genre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de ponts étatiques seront rénovés ou reconstruits dans les années à venir au Luxembourg ? Quels sont les projets majeurs ?

2) Dans quel intervalle de temps les ouvrages d'art appartenant à l'État sont-ils inspectés ? Quels sont les constats récents dans ce contexte ?

3) Quelle sera l'évolution de la valeur des investissements projetés en vue de la construction ou de la rénovation de nouveaux ponts ?

Réponse (16/10/2024) de Mme YuriKo Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le patrimoine de l'Administration des ponts et chaussées comprend quelque 1.000 ponts sur le réseau routier étatique. Afin de garantir un réseau en bon état et robuste sur le long terme, l'administration prévoit des travaux continus sur son patrimoine, allant de simples mesures d'entretien courant ou constructif à des réhabilitations et reconstructions complètes.

Cependant, la nécessité de réaliser des travaux sur les ponts n'est pas seulement due à leur état, mais aussi à de nouvelles fonctions qu'ils doivent remplir, telles qu'une meilleure prise en compte des besoins du trafic motorisé, de la mobilité active (trottoirs élargis, pistes cyclables, etc.) et des transports publics (bus, tram et train), tant pour les passages inférieurs que pour les passages supérieurs.

Ainsi le nombre d'ouvrages d'art pour lesquels des travaux sont d'ores et déjà programmés, respectivement des études en cours ou prévues pour les années à venir est de plus d'une centaine. Compte tenu de la durée des préparatifs, y compris les études éventuelles, les procédures d'autorisation et de soumission et les travaux y relatifs, les projets s'étaleront cependant sur de nombreuses années.

Parmi les projets majeurs, on peut citer par exemple :

- Projets dans le cadre de l'élargissement de l'autoroute A3 ;
- Projets de reconstruction dans le cadre de l'autoroute multimodale (e. a. le réaménagement des échangeurs Leudelange-Nord et Leudelange-Sud de l'autoroute A4) ;
- Projets de rénovation et d'élargissement de la mise à 2 x 2 voies de la B7 entre Colmar-Berg et Schieren ;
- Dédoulement du viaduc de Schieren (OA1122) par la construction d'un nouveau viaduc et réhabilitation du viaduc existant ;
- Projet du réaménagement de l'échangeur Senningerberg et du dédoublage de la N1 ;
- Réhabilitation du viaduc de Hamm (OA1047) sur l'autoroute A1 ;
- Réhabilitation du viaduc d'Itzig (OA1049) sur l'autoroute A1 ;
- Reconstruction du viaduc de Helfenterbruck (OA1037) sur l'autoroute A6 ;
- Reconstruction partielle de l'OA1065 portant l'autoroute A13 à Bettembourg ;
- Reconstruction de l'OA265 à Bettembourg-gare sur la N13 ;
- Reconstruction de l'OA447 à Fausermillen sur la CR134 sous les CFL.

Pour les ponts du réseau ferroviaire, la rénovation, respectivement la reconstruction de neuf ponts, est prévue dans les années à venir.

Certains projets de modernisation des infrastructures ferroviaires impliquent le remplacement de ponts existants :

- la construction du nouveau pôle d'échange à Hollerich implique le remplacement de deux ponts et la création d'un nouveau pont ;
- la suppression des passages à niveau à Schieren implique le remplacement d'un pont ;
- la modernisation des infrastructures en gare de Differdange implique le remplacement d'un pont.

La reconstruction des cinq ponts restants est prévue suivant les recommandations issues des campagnes d'inspection des ouvrages d'art, à savoir :

- Pont rivière (PR) au point kilométrique (PK) de la ligne du Nord 31,402 (Lintgen) ;
- PR au PK 34,037 de la ligne du Nord (Rollingen) ;
- PR au PK 0,426 de la ligne de Ettelbruck à Diekirch (Ettelbruck) ;
- Passage inférieur (PI) combiné avec un PR au PK 37,442 de la ligne de Luxembourg à Wasserbillig (Grenzbréck) ;
- Passage supérieur (PS) au PK 6,900 de la ligne de Pétange à Esch/Alzette (Oberkorn).

ad 2) La surveillance des ponts d'envergure du réseau routier débute avant leur mise en service avec l'inspection de réception, suivie de contrôles de routine qui sont effectués au moins une fois par an. En principe, une inspection visuelle de l'ouvrage d'art est réalisée tous les 3 ans. Une inspection détaillée est ensuite effectuée si l'ouvrage le nécessite, ou en vue d'un projet de réhabilitation ou de reconstruction.

Certains ouvrages spécifiques font également l'objet d'une surveillance continue par le biais d'inspections périodiques. De plus, en fonction de l'importance et

de la spécificité de l'ouvrage, une inspection décennale peut être réalisée afin d'augmenter la qualité du suivi, comme c'est le cas par exemple pour le pont Victor Bodson/OA1048 sur l'autoroute A1 à Hesperange.

De manière générale, la majeure partie des ouvrages du patrimoine de l'Administration des ponts et chaussées sont en bon état.

Tous les ponts du réseau ferroviaire, dont la compétence relève de la société nationale des CFL, font l'objet d'une inspection quinquennale détaillée réalisée par un contrôleur des ouvrages d'art spécialisé, et de visites annuelles réalisées par les chefs de district infrastructure locaux.

Actuellement, aucun pont ne fait l'objet d'une surveillance particulière et seuls des désordres n'ayant pas impact sur la stabilité structurelle des ponts ont été constatés (défauts d'étanchéité, épaufrures des surfaces béton, rejointoiement de maçonnerie, etc.).

ad 3) Rien que pour les ponts d'envergure, dont de nombreux ponts autoroutiers, les investissements de l'Administration des ponts et chaussées pour la réhabilitation et la construction de nouveaux ponts sont passés d'environ 10 millions d'euros par an en 2019 à plus de 40 millions d'euros par an à l'heure actuelle.

Le montant estimé pour couvrir les frais d'entretien et de reconstruction des 5 ponts ferroviaires existants cités dans la première réponse, est de 25 millions d'euros au total. Concernant la construction des quatre nouveaux ponts cités dans la première réponse et s'inscrivant dans le cadre de projets de modernisation des infrastructures ferroviaires, notamment la rénovation de gares, d'arrêts ou la suppression de passages à niveaux, est estimée à 175 millions d'euros au total.

Ces investissements resteront élevés afin de répondre à la demande croissante en matière de modernisation et d'entretien des infrastructures.

Statut du travailleur handicapé | Question 1199 (17/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Wochen hunn ech vu Bierger Informatiounen iwwert Schwierigkeete fir eng nodréiglech Unerkennung vum Statut vum Travailleur handicapé kritt. Dëst féiert och zu Problemer bei der Steuererklärung bei de betraffene Persounen. Am Kontext vum Gesetz vum 2003 iwwer de Statut vum Travailleur handicapé, dee vum deemolegen Aarbechtsminister François Biltgen (CSV) agefouert gouf, erginn sech heizou e puer wichteg Froen.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen a fir Aarbecht dës Froen stellen:

1. Wéi vill Persounen hu säit der Aféierung vum Gesetz de Statut vum Travailleur handicapé kritt?

2. Gëtt et eng Prozedur, fir de Statut vum Travailleur handicapé nodréiglech unzuerkennen, wann eng Persoun schonn zënter jore mat engem Handicap schafft?

3. Firwat stellt d'ADEM keng Certificaten aus, fir de Statut vum Travailleur handicapé nodréiglech ze bestätegen, obwuel d'Persoun schonn zënter joren an deem Kader schafft?

4. De Statut vum Travailleur handicapé betrëfft net nëmmen d'Aarbechtswelt. Persounen, déi offiziell de Statut vum Travailleur handicapé hunn, kënnen bei der Steuererklärung vu Steuererleichterungen profitéieren. Dofir müssen si mat engem offiziellen Dokument hire Status bestätegen.

Ass dem Finanzminister de Problem bekannt, dass eng Rei concernéiert Persounen net vun de virgesinne Steiererliichterunge kënnen profitéieren, well si keen offiziellt Dokument hunn, dat hire Statut bestätegt?

5. Wéi kënnen déi Betraffen hiren Handicap bei der Steiererklärung beweisen, wann si keen offiziellt Dokument hunn, dat hire Statut bestätegt?

6. Wéi eng Méiglechkeete gëtt et fir Persounen, déi schonn zënter Laangem als Travailleur handicapé schaffen, awer keen offizielle Statut hunn, fir vun de virgesinne Steiererliichterungen ze profitéieren?

7. Plangt d'Regierung Moossnamen, fir dës administrativ Schwierigkeeten ze behiemen an de Betraffenen d'Méiglechkeet ze ginn, vun hire Rechter ze profitéieren?

Réponse (10/10/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Säit dem Akraafttriede vum Gesetz vum 12. September 2003 iwwert Persounen mat enger Behënnerung gouf de Statut vum Salarié handicapé 10.224-mol verginn.

ad 2. D'Demande, fir de Statut vum Salarié handicapé ze kréien, kann am Prinzip zu all Moment gemaach ginn – sous réserve, dass d'Conditions d'éligibilité erfüllt sinn. D'Gesetz gesäit keng Méiglechkeet vir, fir de Statut réckwierkend ze ginn.

ad 3. Et ass d'Commission médicale, déi iwwert den Octroi vum Statut vum Salarié handicapé statuëiert.

De Statut vum Salarié handicapé baséiert op enger aktueller, ganzheetlecher a medezinnescher Evaluatioun vun der Persoun hirer Situatioun. D'Prozedur vun der Reconnnaissance gëtt mat der Demande vun der betraffener Persoun declenchéiert. Dës Bewäertung ass eng Foto vun engem bestëmmte Moment. Dës Evaluatioun op eng vergaangen Zäit unzewenden, gëtt der reeller Situatioun net onbedéngt gerecht, well den Zoustand vun der Persoun sech ka geännert hunn.

Des Weidere gesäit d'Gesetz keng Méiglechkeet vir, fir de Statut vum Salarié handicapé réckwierkend ze ginn.

ad 4. bis 6. D'Akomessteiergesetz gesäit de Begrëff a Statut vum „Travailleur handicapé“ net vir, mee schwätzt vu Persounen, déi sech an engem Zoustand vun Invaliditéit oder Infirmitéit befinnen. Déi betraffe steierflichteg Persounen kënnen, op Basis vum modifizéierte groussherzogleche Règlement vum 7. Mäerz 1969, vun zousätzleche steierlechen Erliichterunge profitéieren. Sou gëtt z. B. e majoréierte Plafond vun de Werbungskäschten an e forfaitaire Fräibetrag fir aussergewöhnlech Onkäschten, deen, ofhängeg vum Grad an der Natur vun der Invaliditéit oder Infirmitéit, festgesat gëtt, accordéiert.

D'Steierverwaltung iwwerhëlt an deem Sënn och de Grad an d'Natur vun der Invaliditéit oder Infirmitéit, déi vun der Commission médicale vun der ADEM festgesat gi sinn. Doriwwer aus akzeptéiert d'Steierverwaltung och Attester vun Doktere mat den néidegen Informatiounen.

D'Steiererliichterunge kënnen am Kader vun engem Lounsteuerjoresausgläich (Décompte annuel) oder enger Akomessteiererklärung ugefuert respektiv accordéiert ginn. Retroaktiv Adaptatiounen sinn nëmmen innerhalb vum legale Reklamatiounsdelai méiglech.

ad 7. Wéi am Koalitiounsaccord virgesinn, setzt d'Regierung e grouse Fokus op d'Simplification

administrative. De Prinzip vum „Once only“ wäert zukünftig an deem Beräich hëllefen, fir déi administrativ Demarchen ze vereinfachen.

Aus deene Grënn sinn aktuell keng supplementär Moossnamen an deem spezifesche Kontext virgesinn.

Recrutement dans l'enseignement postprimaire | Question 1200 (17/09/2024) de **M. Gilles Baum** | **M. André Bauler** (DP)

Dans l'enseignement postprimaire, l'État recrute souvent des personnes externes appelées à offrir des formations spécifiques souffrant d'un manque (parfois persistant) de personnel recruté via la voie ordinaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles sont actuellement les disciplines les plus touchées par un déficit de formateurs ?

2) Les élèves des classes de première se destinant à des études universitaires ou autres sont-ils régulièrement informés des débouchés dans certaines branches ?

3) Quelles sont les disciplines se caractérisant par une pléthore de candidats aux postes d'enseignants disponibles ?

4) Monsieur le Ministre peut-il retracer une évolution du nombre de candidats aux examens-concours et du nombre de candidats recrutés depuis 2020 ?

5) Quels sont les besoins en personnels dans les différentes disciplines de l'enseignement postprimaire d'ici la fin de cette décennie ?

Réponse (08/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Sur base des leçons supplémentaires prestées par le corps enseignant, les spécialités les plus touchées par un déficit de formateurs sont la voie de préparation, les mathématiques, le français, l'allemand, l'anglais ainsi que les sciences économiques et sociales.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dans le contexte des leçons supplémentaires, il convient encore de noter qu'en raison de l'application des coefficients affectés aux différents cours en fonction du nombre d'élèves et du niveau de la classe, il s'avère souvent impossible de confectionner des tâches se situant dans les limites de la tâche réglementaire ; il s'ensuit que de nombreuses leçons supplémentaires – en particulier celles inférieures à 1 – revêtent un caractère purement technique.

ad 2) Traditionnellement, la Foire de l'étudiant, organisée par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur en étroite collaboration avec l'ACEL (Association des cercles d'étudiants luxembourgeois) informe sur les études supérieures. En 2024, la Foire de l'étudiant a eu lieu les 24 et 25 octobre au Campus universitaire de Belval ; une semaine en amont de la foire en présentiel, les lycéens avaient la possibilité de s'informer sur une plateforme digitale.

En outre, je tiens à souligner le rôle joué en la matière par les cellules d'orientation des lycées dont les membres sont les interlocuteurs privilégiés des élèves pour toutes questions relatives au choix des études et aux débouchés dans les différentes branches.

ad 3) En me référant aux examens-concours de la session 2023-2024, les spécialités qui se caractérisaient

par un excédent de participants éligibles étaient notamment la philosophie, la chimie, les sciences politiques, l'architecture, l'histoire et l'allemand.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5) Actuellement, le dernier rapport général de planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire actuel prévoit un recrutement de 445 enseignants (professeurs, professeurs d'enseignement technique, maîtres d'enseignement et chargés d'enseignement) pour une admission au stage respectivement entrée en service au 1^{er} septembre 2026 et de 424 professeurs, professeurs d'enseignement technique, maîtres d'enseignement et chargés d'enseignement pour le 1^{er} septembre 2027.

Le plan de recrutement pour la session actuelle prévoit un recrutement de 380 professeurs, professeurs d'enseignement technique, maîtres d'enseignement et chargés d'enseignements pour la rentrée scolaire 2025-2026.

Recettes supplémentaires de la CNAP dans l'hypothèse d'assurances pension non plafonnées | Question 1201 (18/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans ma question parlementaire n° 0365 du 20 février 2024, j'avais demandé à savoir de combien de recettes supplémentaires aurait disposé la CNAP en 2023 si les personnes cotisant sous le régime général qui disposent d'assurances pension plafonnées auraient dû cotiser sur leur salaire dans son entièreté. On m'avait répondu que les données pour 2023 n'étaient pas encore disponibles et on m'avait fourni les recettes supplémentaires qui auraient été disponibles en ce cas en 2022.

– Comme le rapport 2023 de la CNAP a été publié, est-ce que je pourrais connaître de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale les recettes supplémentaires dont aurait disposé la CNAP en 2023 si le plafonnement des pensions dans le régime général n'existait pas ? Est-ce que je pourrais également savoir de combien de recettes supplémentaires la Caisse nationale de santé aurait alors disposé en 2023, ainsi que – en complément aux informations qui m'avaient été fournies en réponse à ma question parlementaire n° 0628 – les montants qui auraient été disponibles pour la CNAP si les personnes cumulant pension et activité professionnelle non insignifiante avaient dû cotiser sur leurs revenus en 2023 ?

Réponse (14/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

– Comme le rapport 2023 de la CNAP a été publié, est-ce que je pourrais connaître de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale les recettes supplémentaires dont aurait disposé la CNAP en 2023 si le plafonnement des pensions dans le régime général n'existait pas ?

Au cours de l'année 2023, 565.461 personnes (salaariés, non-salaariés, bénéficiaires d'une indemnité de chômage, bénéficiaires d'une indemnité de préretraite, etc.) ont cotisé pour le régime général d'assurance pension. Parmi ces personnes, 26.605 (soit 4,7 %) ont dépassé le plafond correspondant à cinq fois le salaire social minimum.

Au cours de cette même année, la Caisse nationale de pension (CNAP) a perçu 7.372 millions d'euros provenant des cotisations et de la participation de l'État.



Si les personnes ayant dépassé le plafond correspondant à cinq fois le salaire social minimum avaient dû payer des cotisations sur le montant entier de leur salaire, les recettes de la CNAP issues des cotisations et de la participation de l'État auraient été de 706 millions d'euros (soit 9,6 %) plus élevées que celles constatées.

À noter qu'une telle augmentation de cotisations constituerait un coût pour le budget de l'État de 405 millions d'euros, coût résultant de l'augmentation de la participation de l'État dans le financement de l'assurance pension (235 millions d'euros) et de la perte fiscale due à l'exonération des cotisations sociales (169 millions d'euros).

Il convient également de noter que la suppression du plafond cotisable entraînerait automatiquement une hausse des dépenses de pensions, en raison de la prise en compte de montants plus élevés dans la carrière d'assurance, et que les recettes supplémentaires ainsi générées seraient à terme consommées (le taux de cotisation étant inférieur au taux de remplacement moyen).

En particulier, si la pension maximale, prévue à l'article 223, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale, venait à être supprimée, les recettes supplémentaires générées par la suppression du plafond cotisable, accumulées par la CNAP sur une période de 30 ans, seraient consommées en 15 ans, l'augmentation des dépenses neutralisant celle des recettes.

– Est-ce que je pourrais également savoir de combien de recettes supplémentaires la Caisse nationale de santé aurait alors disposé en 2023 ?

En 2023, la Caisse nationale de santé (CNS) a perçu 4.213 millions d'euros provenant des cotisations et de la participation de l'État.

Si les personnes ayant dépassé le plafond correspondant à cinq fois le salaire social minimum avaient dû payer des cotisations sur le montant entier de leur salaire, les recettes de la CNS issues des cotisations et de la participation de l'État auraient été de 303 millions d'euros (soit 7,2 %) plus élevées que celles constatées.

À noter qu'une telle augmentation de cotisations constituerait un coût pour le budget de l'État de 186 millions d'euros, coût résultant de l'augmentation de la participation de l'État dans le financement de l'assurance maladie-maternité (121 millions d'euros) et de la perte fiscale due à l'exonération des cotisations sociales (65 millions d'euros).

À noter enfin qu'une suppression du plafond cotisable pourrait nécessiter une adaptation des dispositions du CSS et des statuts de la CNS mentionnant le fait que l'indemnité pécuniaire ne peut dépasser le quintuple du salaire social minimum (article 10 alinéa 8, article 12, alinéa 2 et article 13 du CSS ; article 183 des statuts de la CNS). À cet égard, il convient de noter qu'une suppression du montant maximum de l'indemnité pécuniaire conduirait à une augmentation des dépenses afférentes de l'ordre de 4 millions d'euros.

– Est-ce que je pourrais également savoir /... / – en complément aux informations qui m'avaient été fournies en réponse à ma question parlementaire n° 0628 – les montants qui auraient été disponibles pour la CNAP si les personnes cumulant pension et activité professionnelle non-insignifiante avaient dû cotiser sur leurs revenus en 2023 ?

Les revenus professionnels non insignifiants sur activités indépendantes réalisées par des bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général après l'âge de 65 ans et non soumis à l'assurance pension

s'élèvent à 92,8 millions d'euros en 2023. Ce montant tient compte du maximum cotisable.

À noter que le prélèvement de cotisations pour l'assurance pension sur ces revenus constituerait aussi un coût pour le budget de l'État, coût résultant de l'augmentation de la participation de l'État dans le financement de l'assurance pension et de la perte fiscale due à l'exonération des cotisations sociales.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

L'article 178 du CSS prévoit que « les bénéficiaires d'une pension de vieillesse qui exercent une activité pour leur propre compte après l'âge de soixante-cinq ans ne sont pas soumis à l'assurance. En cas d'exercice d'une occupation salariée après l'âge de soixante-cinq ans par un bénéficiaire de pension de vieillesse, la cotisation est due comme en cas d'assujettissement. La moitié du montant nominal de la cotisation à supporter par l'assuré conformément à l'article 240 est remboursée sur demande par année de calendrier. En cas de décès l'article 209 est applicable. »

Le montant des cotisations pensions sur salaires ainsi remboursées par la CNAP à des bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général d'assurance pension après l'âge de 65 ans s'élève à 5,5 millions d'euros en 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Complément pour pension minimum au Luxembourg | Question 1202 (18/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En réponse à ma question parlementaire n° 1040, on m'avait fourni une ventilation par sexe et par année des personnes qui reçoivent un complément pour pension minimum au Luxembourg.

– Est-ce que Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pourrait me fournir une ventilation plus précise des données qui m'ont été fournies à cette occasion, en précisant (seulement pour l'année 2023) combien de ces personnes disposent de 20 années d'assurance, combien disposent de 21 années d'assurance, etc. jusqu'à celles qui disposent de 40 années d'assurance ?

Réponse (14/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Sur 36.014 pensions du régime général d'assurance pension avec un complément pour pension minimum en décembre 2023, 31,1 % sont basées sur des carrières d'assurance d'au moins 40 années.

Contrôles aux frontières allemandes | Question 1203 (18/09/2024) de **Mme Sam Tanson** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Nom Ulafe vun de Grenzkontrollen duerch déi däitsch Police erlabe mir eis, follgend Froen un den Här Ausseminister, den Här Inneminister an d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten ze stellen:

1. Op wéi enge Grenziwwergäng hu bis zum Zäitpunkt vun der Äntwert vun de Ministere stationär Grenzkontrolle stattfonnt? Op wéi enge Plaze gi mobil Kontrollpunkte bedriwwen?

2. Wéi sinn d'Auswirkungen op den Traffick vun dese Grenzkontrollen? Wéi vill Stau ass bis elo duerch dese Kontrolle provoziert ginn?

3. No wéi enge Krittären decidéieren d'Beamt*innen, ob en Auto „opfällg“ ass oder net?

4. Intervenéieren d'Minister*inne bei hiren däitschen Homolog*innen, fir deser Aktioun en Enn ze bereeden?

Réponse (17/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den Inneministère verweist op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1170 vun den honorabelen Deputéierte Meris Sehovic a Sam Tanson vum 10. September 2024.

Däitsch Kontrolle ginn net direkt un der lëtzebuerger Grenz gemaach a falen an de Beräich vun der däitscher Innepolitik. D'Police grand-ducale bleift am enke Kontakt mat den däitsche Kollege fir direkt ze intervenéieren, wann dëst noutwendeg ass. D'Police huet aktuell keng Informatiounen zu Standuerter vu mobil Kontrollpunkte vun der däitscher Police an der Grenzregioun.

ad 2. Duerch d'Grenzkontroll op der Autobunn A8 an Däitschland, hannert dem Grenziwwergang Schengen-Perl, kënn et reegelméisseg zu engem Réckstau bis op d'Saarautobunn A13 op der lëtzebuerger Säit. Dese Réckstau geet zäitweis bis an den Tunnel Markusbiereg eran, wat zu geféierlechen Opfueraccidenter am Tunnel féiere kéint.

Fir esou geféierlech Situatiounen ze verhënneren, gëtt vum CITA am Fall vun engem Réckstau an den Tunnel eran eng sougenannte „Blockabfertigung“ duerchgefouert.

Heibäi gëtt de kompletten Tube a Richtung Däitschland fir den Traffick gespaart, bis de Réckstau am Tunnel sech nees opgeléist huet. Beim Betrib vum Tunnel am Modus „Blockabfertigung“ kënn et deemno gären zu engem Stau virum Tunnel vu bis zu 3 Kilomeeter Längt.

Op der A64 op der Héicht „Dicke Buche“ kënn et geleeëntlech zu Stauen, wou et mol laut eisen Informatiounen kann tëschent 15 a 25 Minutten zu „stockender Verkehr“ oder zu Stau ka kommen.

ad 3. D'Äntwert op des Fro läit net am Kompetenzberäich vun der Lëtzebuerger Police. Ween „opfällg“ ass oder net, ënnerläit eleng der Appreciation vun den däitschen Autoritéiten.

ad 4. Et gëtt op de Communiqué vum 20. September 2024 verwisen, an deem den Austausch vum Inneminister mat den däitschen Autoritéite bestätegt gëtt, an op d'Äntwert vun der QP 1170.

Maisons de naissance | Question 1204 (18/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

L'accord de coalition 2023-2028 reprend l'idée d'étudier les bases légales pour la création de maisons de naissance et Madame la Ministre s'est en outre publiquement déclarée en faveur d'un cadre légal pour les maisons de naissance, en précisant vouloir attendre l'étude du Conseil scientifique sur le sujet. Le Conseil scientifique fut saisie de cette étude par l'ancienne Ministre de la Santé en janvier 2023.

En mars 2024, RTL a indiqué ([hyperlien à consulter sur www.chd.lu](http://www.chd.lu)) que « interrogé, le Conseil scientifique indique qu'il se réunit seulement quatre à cinq fois



par an et qu'il travaille toujours à cet avis. Sa publication n'est pas à attendre avant fin juin ».

Nous sommes en septembre 2024, presque deux années après que le Conseil fut chargé de cette mission, et malheureusement son avis manque toujours.

1) Dès lors, je souhaiterais demander à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si son équipe responsable demeure en contact avec le Conseil scientifique à propos de cette étude et si elle sait quand celle-ci sera publiée.

2) Je souhaiterais également savoir si le groupe de travail créé pour étudier la question par l'ancienne Ministre de la Santé (que celle-ci mentionne dans sa réponse à la question parlementaire n° 7359 du 9 décembre 2022) existe toujours. Si c'est le cas, peut-on savoir combien de fois il s'est réuni depuis sa création et où en sont ses travaux ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi n'existe-t-il plus ?

Réponse (04/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La publication de l'avis du Conseil scientifique à ce sujet a eu lieu le 4 juin 2024.

Suivi de la grossesse normale et à bas risque en secteur hospitalier ou extra-hospitalier – Conseil Scientifique – Luxembourg ([hyperlien à consulter sur www.chd.lu](http://www.chd.lu))

ad 2) Le groupe de travail en question ne s'est pas encore réuni à cette date. Suite à la publication de l'avis du Conseil scientifique, il entamera ses travaux afin d'analyser l'avis du Conseil scientifique et d'en dégager les pistes éventuelles à poursuivre.

Connaissances linguistiques des médecins souhaitant s'installer au Luxembourg | Question 1205 (18/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Il est clairement établi par la loi que pour s'établir en tant que médecin au Luxembourg, « le niveau minimal exigé des connaissances linguistiques en français ou en allemand est le niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues » (source : [hyperlien à consulter sur www.chd.lu](http://www.chd.lu)) (je souligne).

Or d'après mes informations, le service responsable pour vérifier les connaissances linguistiques des médecins souhaitant s'installer au Luxembourg exigerait parfois des connaissances minimales dans les deux langues au lieu de seulement une.

Sachant que le Luxembourg souffre d'une pénurie de médecins, je voudrais demander les informations suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Avez-vous connaissance du fait que les exigences linguistiques adressées aux médecins souhaitant s'installer ici semblent parfois dépasser ce qui est prévu par la loi ?

2) Avez-vous donné ou bien donnerez-vous des consignes à ce sujet au service responsable ? Dans la positive, peut-on savoir lesquelles ?

Réponse (22/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Selon les dispositions de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 9 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire, une personne qui soumet une demande en vue d'une autorisation d'exercer la médecine auprès du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale (M3S) « doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession,

soit en allemand, soit en français et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. Une vérification des connaissances linguistiques du candidat d'une des trois langues luxembourgeoise, allemande ou française peut être faite à la demande du ministre par le Collège médical. Le président du Collège médical ou son délégué entend le candidat et transmet au ministre le résultat de la vérification [...] ».

La vérification du niveau de langues n'est donc pas effectuée par un service dépendant directement du M3S, mais par le Collège médical. À l'heure actuelle, le M3S n'a pas connaissance que les exigences dépasseraient ce qui est actuellement prévu par la loi. Lorsque le Collège médical constate une insuffisance linguistique et lorsque les autres conditions sont réunies pour bénéficier d'une autorisation d'exercer, il émet un avis favorable sous réserve. Parallèlement, lors de l'entretien, le Collège médical rend la personne, ayant soumis une demande d'autorisation d'exercer, attentive aux dispositions de l'article 6 (2) de la loi précitée, à savoir aux conséquences civiles, pénales et disciplinaires que pourraient entraîner des erreurs dues à une insuffisance linguistique. Cette réserve exprimée par le Collège médical dans son avis ne constitue pas d'objection formelle pour refuser la délivrance d'une autorisation d'exercer.

ad 2) Pour les raisons énoncées ci-dessus, le M3S ne voit à ce stade pas de nécessité de donner de consignes au Collège médical concernant la vérification des connaissances linguistiques et au-delà ne se trouve pas dans la position pour le faire étant donné que le Collège médical constitue une autorité ordinaire indépendante.

« Special Purpose Vehicle » | Question 1206 (18/09/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

En mai dernier, trois banques majeures de la place financière ont créé, ensemble avec la SNCI, une entité juridique sous forme d'un « Special Purpose Vehicle » (SPV) qui a pour objectif de relancer le marché de l'immobilier. L'entité a pour mission d'acheter des biens immobiliers que les promoteurs ne sont pas parvenus à commercialiser, ceci afin d'assurer la poursuite de projets en cours, l'augmentation de l'offre de logements achevés et le maintien de l'emploi dans le secteur de la construction. L'enveloppe prévue à cet effet est de 250 millions d'euros. Au-delà des banques initiatrices, les autres banques de la place financière ont été invitées à participer à cette entité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quel est le bilan de cette entité après les premiers mois de son fonctionnement ?

– Combien de projets immobiliers ont été financés par cet instrument financier ?

– D'autres banques ont-elles rejoint le projet entre-temps ?

Réponse (15/10/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Les travaux en vue de la constitution d'un « Special Purpose Vehicle » (SPV) ont été lancés par les banques suite à la réunion nationale du logement qui s'est tenue le 22 février 2024 entre le Gouvernement, le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises et les représentants du secteur privé, notamment de la construction, de l'artisanat et du secteur bancaire.

Ce SPV a été initié par les banques Spuerkeess, BIL, Raiffeisen et SNCI. La Banque de Luxembourg a rejoint l'initiative par la suite.

Ce SPV, nommé Prolog Luxembourg SA, vise à accélérer la réalisation de projets immobiliers résidentiels qui ne peuvent être construits faute de préventes suffisantes. En proposant une option d'achat sur les biens non vendus, Prolog permet aux promoteurs d'obtenir le financement et les garanties nécessaires pour la réalisation de leur projet. Ce SPV vient ainsi utilement compléter les initiatives et mesures du Gouvernement visant à relancer le marché immobilier et notamment l'activité liée aux ventes en l'état futur d'achèvement. Prolog Luxembourg SA a organisé des réunions d'information à l'attention des professionnels du secteur pour leur présenter la solution mise en place. Selon les informations à disposition du Gouvernement, aucun projet n'a encore été financé par l'intermédiaire du SPV. Dans la mesure où le mécanisme proposé par le SPV ne constitue pour les promoteurs qu'une option parmi d'autres, mais participe à l'effort collectif de rétablir la confiance sur le marché, le succès du SPV ne se mesure pas nécessairement au nombre de projets financés par son intermédiaire, mais, de manière plus générale, à la réalisation de nouveaux projets sur le marché du logement et à la reprise de l'activité dans le secteur de la construction.

Investissements dans la société Lyten | Question 1207 (19/09/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Den 18. Juli war um Site vun RTL ze liesen, datt de „Luxembourg for Future Fund 2“ insgesamt 15 Milliounen Euro an d'amerikanesch Batteriefirma Lyten investéiert. Schonn an engem Memorandum of Understanding vum 5. Oktober 2023 war festgehalleginn, datt Lyten säin EU-Haaptsätz zu Lëtzebuerg soll huelen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. War d'Entscheidung vum Oktober 2023, den EU-Haaptsätz zu Lëtzebuerg ze maachen, eng vun de Voraussetzungen fir d'Investitioun vum uewe genannte Fong?

2. Ass dem Fong vun der Regierung suggeréiert ginn, fir eng Investitioun ze maachen?

3. Huet d'Regierung och aner materiell Virdeeler an Aussicht gestallt?

4. Wat sinn d'Aktivitéiten vu Lyten zu Lëtzebuerg? Administrativ, kommerziell oder R&D?

5. Wéi vill Aarbechtsplaze solle mëttelfristeg duerch d'Néierloosung vu Lyten entstoen?

6. Kann d'Regierung eng Aschätzung ginn, wéi wäit dës Aarbechtsplaze vu Leit kéinte besat ginn, déi aktuell am Land wunnen?

Réponse (15/10/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Sou wéi d'Regierung et an engem Presse-Communiqué am Oktober 2023 matgedeelet huet, gesäit d'Strategie vu Lyten vir, datt niewent dem europäeschen Haaptsätz zu Lëtzebuerg och Fuerschungsaktivitéiten an Zesummenaarbecht mat Lëtzebuergeschen Fuerschungsinstituten entwéckelt ginn, souwéi Iwwerleeungen zu enger eventueller Pilotproduktionsanlag fir 3D-Graphie gefeuert ginn.

Dës Projékt wäert Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg schafen. Et ass aktuell nach net méiglech, eng präzis

Zuel ze nennen. Viraussichtlech wäerte Mat-aarbechter mat héije Qualifikatiounen gesicht ginn an et kann net virausgesot ginn, wou déi wunnen.

D'Regierung huet keng materiell Virdeeler u Lyten ginn a keng fest Engagementer geholl. Wa Lyten seng Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ausbaut an d'Kritikare fir staatlech Ënnerstëtzung, zum Beispill fir Fuerschungs-Bäihëllefen, erfëllt, ass virgesinn, déi generell bestoend Instrumenter, fir Betriber ze begleeden an ze ënnerstëtzen, ze applizéieren.

D'Regierung huet de Kontakt tëschent der Firma an der Equipe vum Luxembourg Future Fund 2 (LFF2) hiergestallt. D'Analys vum Dossier an d'Decisioun fir ze investéieren sinn an der Hand vum LFF2 gewiescht. Beim LFF2 sinn d'Substanz zu Lëtzebuerg, zesumme mam finanziellen Retour, Haaptkrittäre fir Investisementer.

Prévention et protection contre les inondations | Question 1208 (19/09/2024) de M. André Bauler | Mme Carole Hartmann (DP)

An de leschte Jore gouf et ettlech Iwwerschwemmungen hei am Land, denke mer nëmmen un dat grousst Héichwaasser am Juli 2021, dat vill Schued mat sech bruecht hat.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Gëtt et Pläng, fir d'Retentiounsméiglechkeeten ze vergrësseren, besonnesch an den Däller vum der Uelzecht an der Sauer?
2. Wa jo, gouf et schonn an deem Sënn Gespréicher mat de betraffene Gemengen a Proprietären?
3. Gëtt et Bestriewungen, fir den Héichwaasserisikomanagementplang (2021–2027) punktuell ze iwwerschaffen?

Réponse (18/10/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De beschten Outil, fir nei Retentiounsméiglechkeeten ze schafen, si Renaturéierungsprojeten, duerch déi gläichzäiteg eng ökologesch Verbesserung vum de Gewässer erreicht gëtt an neie Retentiounsraum fir de Fall vum Héichwaasser geschaf gëtt.

Grad sou wichteg ass awer och d'Erhale vu bestoende Retentiounsräim. Oplëschtunge vum alle Renaturéierungsprojeten, déi sollen ëmgeseit ginn, fir dës Ziler ze erreechen, fanne sech an de Moossnamekataloge vum Waasserbewirtschaftungsplang respektiv an dem Héichwaasserisikomanagementplang.

Ee konkrete Projet op der Uelzecht ass den Ament zu Steesel an der Ëmsetzung. Hei ass op enger Distanz vum 1.100 Meeter eng Renaturéierung geplangt, woubäi aktuell d'Aarbechte vun der éischter Phas iwwer ronn 400 Meeter lafen. Eng ganz Rei weider Renaturéierung sinn op der Uelzecht tëscht Lëtzebuerg a Miersch virgesinn, wou och scho verschidden Etüden duerchgefouert ginn.

Enn 2024 wäert eng Etüd fir d'Uelzecht an d'Sauer an der „Nordstad“ lancéiert ginn, nodeems déi entsprecheend Soumissioun rezent ofgeschloss gouf. De But vun deem Projet ass, fir engersäits dës Waasserleef ze renaturéieren, anersäits de Risiko vum Iwwerschwemmungen am Kader vum der „Nordstad“-Entwécklung ze reduzéieren.

ad 2. Fir de Projet zu Steesel hunn dës Gespréicher scho stattfonnt, well dës sech an der Ëmsetzung befënnen.

D'Waasserverwaltung ass am reegelméissegem Kontakt mat de respektive concernéierte Gemengen. Dowéinst gouf et och Gespréicher mat ënner anerem de Gemenge Beetebuerg, Lëtzebuerg, Walfer, Lëntgen, Miersch an den Nordstad-Gemengen.

ad 3. Den Héichwaasserisikomanagementplang (HWRM-PL) gëtt konform zu der Direktiv 2007/60/CE all 6 Jore iwwerschafft an un d'Europäesch Kommissioun gemellt. En Iwwerschaff vum aktuellen HWRM-PL ass deemno fir 2027 virgesinn, woubäi dës souwuel de Plang selwer wéi och de Moossnamekatalog betriift.

Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent | Question 1209 (19/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Zënter dem 1. Februar 2023 kréie Patiente Sëtzunge beim Psychiater rembourséiert. Während et bei enger erwuessener Persoun 70 Prozent sinn, gi fir Persounen ënner 18 Jore souguer 100 Prozent vun de Käschte rembourséiert. Grad bei de Kanner ass et wichteg, dass d'Käschte komplett gedeckt ginn, fir dass all Kand, dat op professionell Hëllef ugewisen ass, dës och ka kréien, och wann d'Famill vum Kand oder Jugendleche finanziell manner gutt opgestallt ass. Un eis gouf awer erugedroen, dass et opgrond vum Mangel u Psychiateren fir Kanner zu Waardeleschten tëscht engem hallwe Jore an 1 bis 2 Jore komm wier respektiv dass Psychiateren keng nei Patient:innen méi unhuelen.

An deem Zesammenhang wëilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Psychiateren, déi op Kanner a Jugendlecher spezialiséiert sinn, ginn et hei zu Lëtzebuerg?
2. Kann d'Ministesch bestätegen, dass et de Moment ganz laang Waardeleschte bei op Kanner a Jugendlecher spezialiséiert Psychiateren gëtt, fir iwwerhaapt mol en éischte Rendez-vous ze kréien?
3. Huet de Ministère eng Strategie, fir an Zukunft dës laang Waardezäiten ofzebauen a betraffene Kanner a Jugendlechen e méi séieren Accès zu der fir si noutwenneger Hëllef ze ginn?
 - Wa jo, wéi gesäit dës aus?
 - Wann nee, firwat net?
 - Wann nee, ass et an noer Zukunft geplangt, fir esou eng auszeschaffen?
4. Wat kënne concernéiert Eltere maache respektiv u wie kënnen sech Eltere wenden, fir séier gehollef ze kréien, wa bei hire Kanner eng séier Prise en charge noutwenneg ass, si awer net séier genuch bei engem Psychiater e Rendez-vous proposéiert kréien?

Réponse (22/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Op den 31. Dezember 2023 zielen mir 25 Psychiateren, déi op Kanner a Jugendlecher spezialiséiert sinn an och an dëser Spezialisatioun hei zu Lëtzebuerg op deem Datum exerceiert hunn.

ad 2. Et ass dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet bewosst, dass d'Waardezäite kënne laang si fir e Rendez-vous bei engem Psychiater ze kréien, deen op Kanner a Jugendlecher spezialiséiert ass.

Eng éischt Prise en charge bei dringende Fäll gëtt souwuel an den Urgences pédiatriques wéi am Service de psychiatrie juvénile ugebueden. Een éischten Austausch mat Psychologen oder Psychiateren erlaabt d'Prioritéit vum der Prise en charge ze definéieren, wou d'Waardezäit fir ee stationäre Suivi oder an der Dagesklinik bei 1-2 respektiv 6 Méint läit. Waardezäite fir ee strukturelle Suivi bei manner dringende Fäll sinn an deem Kontext als normal unzegesinn.

ad 3. Et ass geplangt e spezifesch „réseau“ fir Stéierungen aus dem Autismspektrum opzebauen, mat Diagnostik, Evaluatioun a Prise en charge. Hei geet et drëms, schonn déi ganz Kleng am Réseau opzefänken, nach ier se an de Schoulsystem opgeholl ginn, an dës mat all den implizéierte Partneren. Dobäi sollt e „réseau“ mat enger Permanence psychiatrique Kand-Jonken opgebaut gi mat engem Flux, fir no der Consultation d'urgence infanto-juvénile, mat engem accessible Follow-up.

De Ministère wëll dobäi eng besser Vernetzung vun allen Akteuren erbafeieren: fir déi ganz Kleng, déi manner Kleng bis an den erwuessenen Alter, ee Parcours intégré vum „Patient“, vun doheem an d'Primärversuergung bis zum akuten Spidol an zeréck ggf. iwwer en Établissement spécialisé oder ee Réseau.

D'Ëmsetze vu Moossnamen ass geplangt, fir besser iwwert déi bestoend Strukturen am Beräich vum der mentaler Gesondheet ze informéieren a fir d'Zesummenaarbecht ënnert den Akteuren (spezialiséiert Dokter, mee och Generalisten, Psychologen, an d'Netz vum der Psychiatrie am private Beräich) ze verbesseren.

D'Semaines de la santé mentale weisen op, dass et zu Lëtzebuerg vill Akteure ginn déi scho probéieren sech ze vernetzen an déi och dës Jore déi Jonk an de Mëttelpunkt vum deenen 2 Woche gestallt hunn: „Déi Jonk stäerken, d'Zukunft gestalten“ <https://www.semainesamentale.lu/de/>.

ad 4. De Generaliste oder de sougenannten „Hausdokter“ vum der Famill an de Kannerdokter sollen am Virfeld ëmmer den éischten Usprechpartner si fir d'Situatioun ze bewäerten a fir eng Prise en charge ze proposéieren respektiv u Strukturen oder aner Professioneller weiterzeleeden.

Mesures d'apaisement du trafic dans les entrées des agglomérations | Question 1210 (19/09/2024) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

D'Problematik vum der sougenannten „Afallstroossen“, den Hauptstroossen, déi an eng Uertschaft erafeieren, beschäftegt ganz vill Gemengeresponsabel, well dës ee Sécherheetsrisiko bedeuten. Op dës Stroossen ass nieft dem ville Verkéier och déi ze héich Vitesse vun den Automobilisten ee Problem, deen d'Gemenge probéieren, duerch Schëlde, Warnhiesser oder aner Mesuren an de Grëff ze kréien, oft mat weenig Erfolleg. An eisem Nopeschland Frankräich gëtt et de System, dass an der Afaart vun Agglomeratiounen Rout Luuchten opgestallt ginn, déi op gréng schalten, wann ee mat der erlaabter Vitesse ënnerwee ass, awer rout bleiwen, wann een ze séier firt. Domat ginn déi Automobiliste belount, déi sech un d'Verkéiersreegelen halen, an déi, déi ze séier ënnerwee sinn, ginn ofgebremst. Dës System ass säit 2021 an der franséischer Gesetzgebung verankert¹² a gëtt vu ville Gemenge benotzt.

Zu deem Thema wëilt ech der Madame Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

- Huet d'Madame Ministesch Kenntnis vum deem System?
- Falls jo, gedenkt d'Madame Ministesch dës System och zu Lëtzebuerg ze erlaben, mat enger Ännerung vum Code de la route?
- Falls jo, wéini soll dës Ännerung gemaach ginn?

¹² Arrêté du 9 avril 2021 relatif à la modification de la signalisation routière, publié au JORF n° 0090 du 16 avril 2021

Réponse (16/10/2024) de **Mme Yuriiko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Esou Anlagen aus dem Nopeschland Frankräich, wéi vum Här Deputéierte beschriwwen, sinn eis bekannt a gi meeschtens an Agäng vun Uertschaften, oft a Kombinatioun mat Zebrastreifen agesat. De Lëtzebuergesche Code de la route limitéiert d'Benotze vu Roude Luuchten op d'Verkéiersregelung. Aner Detailler, a wéi enge Fäll Rout Luuchte solle verwent ginn, gëtt et keng. D'Krittäre fir den Asaz vu Roude Luuchte sinn am mëttel-europäesche Raum kloer iwwer technesch Richtlinie gereegelt. Besonnesch am däitschsproochige Raum ginn d'Richtlinie fir d'Planung vu Lichtsignalanlagen (RILSA) vun der FGSV „Forschungsgesellschaft für Straßen- und Verkehrswesen“ benotzt, déi och zu Lëtzebuerg applizéiert ginn. Dës Krittäre ginn deemno a follgender Prioritéit ugewant, fir:

1. d'Verkéierssicherheit vun alle Stroossenotzger*innen ze garantéieren,
2. een zefriddestellenden Oflaf vum Verkéier ze erméiglechen an
3. de Verkéier ze geréieren a gegebenefalls verschidde Stroossenotzger*innen ze prioriséieren (ëffentlechen Transport, Rettungsdéngschter asw.).

Rout Luuchte kommen also an engem vun dësen 3 Fäll zum Asaz. Zu Lëtzebuerg ginn dës virun allem fir Virfaartsregelungen op Kräizungen, Zebrastreifen oder fir d'Späre vun den Tunneln, am Fall vun engem Tëschefall oder wann den Entretien gemaach gëtt, souwéi och am kommunalen an/oder private Raum (Bornen/Parking) benotzt.

Deemno ass eng Anlag mat där vum Här Deputéierten duergeluechter Funktiounsweis net virgesinn. Generell si Rout Luuchten net fir edukativ Zwecker virgesinn, wéi zum Beispill der Kontroll vun der Geschwindegkeet an der Approche vun enger Uertschaft oder am Géigendeel der Belounung vum* vun der Automobilist*in, wann sech un d'Verkéiersreegele gehale gëtt.

Fir d'Stroossenotzger*innen ze sensibiliséieren, si baullech Moosnamen déi richteg an nohalteg Léisung, well bei esou Amenagementen den*d'Automobilist*in dozou gezwonge gëtt, d'Geschwindegkeet der Situatioun unzepassen, an deemno villméi effikass a visibel op den Ufank vun enger Uertschaft higewise gëtt.

Ee Katalog vu méiglechen Amenagementen, déi jee no Situatioun a Wirkung amenagéiert kënnen ginn, féint een an der Fiche A13 vun der Publikatioun „Apaisement de la circulation“ um Site: <https://transports.public.lu/fr/planifier/outils/apaisement.html>. Hei ginn, ënnert anerem, Chicanen, Plateauen a Ralentisseure proposéiert, fir d'Respektéiere vun der Geschwindegkeet an der Approche vun enger Uertschaft ze garantéieren.

Utilisation des tablettes aux lycées | Question 1211 (19/09/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Am Kader vun der Strategie „oneZone“ verfollegt den Educatiounsministère d'Zil, fir d'Afëiere vu mobile Geräter wéi Tablet-Computeren am Secondaire ze verallgemengeren, fir dës als pedagogeschen Outil kënnen ze benotzen. Fir dës Projet ze begleeten, huet de Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) en Akafsprogramm iwwert eng Rei Jore lancéiert. D'Bereetstellung vun de Geräter un d'Kanner a Jugendlech baséiert op engem Locatiounsmodell mat enger finanzieller Bedeelegung vun den Elteren an Héicht vu 50 Euro pro Schouljoer.

Eisen Informatiounen no hunn zur Rentrée a verschidde Lycéeën nach net all déi nei Schüler*innen entsprecheend Gerät kënnen zur Verfügung gestallt kréien, an dat obwuel si an enger sougenannter „Tablet-Klass“ sinn. Eltere vun de concernéierte Schüler*innen kruten op Nofro hi gesot, dës Geräter solle viraussichtlech am November ukommen an et hätt budgetär Grënn, dass si aktuell nach géife feelen.

Doriwwer eraus goufen et eisen Informatiounen no och Changementen bei der finanzieller Prise en charge, wann Tablet-Computere verluer oder zerstéiert ginn. Während an der Vergaangenheet d'Elteren hei eng pauschal Franchise vun 100 € a Rechnung gestallt kruten, missten si elo de Reschtwäert rembourséieren, deen sech op e Villfacht vun dem Montant ka belafen. Och hei kruten Elteren op Nofro hi gesot, dës Changement wier op budgetär Grënn zeréckzeféieren.

An dësem Kontext erlaben ech mer follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Stëmmt et, dass verschidde Schoulen aktuell nach net genuch Tablet-Computere fir déi nei Schüler*innen zur Verfügung hunn? Wa jo, kann de Minister eis opschlësselen, wéi eng Schoulen dës sinn a wéi vill Geräter hinne jeeweils feelen?
2. Bis wéini rechent de Minister domat, dass all d'Schoule genuch Tablets hunn?
3. Falls et wierklech budgetär Contraintë beim Akaf vun Tablet-Computere gëtt: Anticipéiert de Ministère, dass dës sech iwwert den Zäitraum vun pluriannuelle Budget wäerte widderhuelen? Wa jo, gëtt et schonns Iwwerleeungen, fir dës Problemer entgéintzewierken?
4. Kann de Minister déi uewe genannten Ännerunge bei der Prise en charge vu verluerenen oder futschten Tablet-Computere confirméieren? Wa jo, ass dës Changement effektiv op budgetär Iwwerleeungen zeréckzeféieren?
5. Kann de Minister eis d'Formel bzw. den Tableau fir d'Determinatioun vum Reschtwäert kommunizéieren?
6. Falls en Tablet-Computer duerch en Accident futschgeet oder verluer gëtt, kënnen Elteren de Reschtwäert op hir Versécherung huelen?
7. Wat geschitt, wann Elteren dës Zomm net kënnen oder wëlle bezuelen, wëssend, dass den Tablet-Computer en essentiellen Deel vum pedagogesche Konzept an de boutraffene Klassen ass an d'Schüler*innen dowéinst ouni Tablet eng seriö Benodeelegung kéinten erfueren?

Réponse (22/10/2024) de **M. Claude Meisch**,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech verweise fir een Deel vun de Froen vun der honorabler Deputéiert op meng rezent Äntwerten op d'parlamentaresch Fro Nr. 0971. Fir d'Schouljoer 2024/2025 stinn 8.500 nei iPads zur Verfügung, déi aktuell an déi eenzel Lycéeë verdeelt ginn. Opgrond vun Liwwerengpäss bei verschiddenen Accessoirer fir d'iPads (Tastatur a Pencil) wäert dës Distributiounsphas bis Mëtt November goen. An enger Reunioun den 10. Oktober 2024 kruten d'Direktiounen vun de jeeweilege Lycéeën Informatiounen iwwer d'Disponibilitéit vun den iPads a si kruten och nach eemol verséichert, datt all Schoul déi néideg Geräter kréie wäert. Fir d'nächst Rentrée wäert et zu enger Adaptatioun vun oneZone-Programm kommen. Aus didakteschen a pedagogesche Grënn wäert et haaptsächlech op den ënneschte Klassen am

Secondaire zu Ännerunge kommen. Dës Konzept gëtt aktuell ausgeschafft a wäert mat de Lycéeën diskutéiert ginn.

Et goufe rezent keng Ännerungen um Kontrakt am oneZone-Programm gemaach. Am Fall vu Schied, Verloscht oder Déifstall vun iPads muss de Besëtzer vum iPad fir d'Valeur résiduelle vum Gerät opkommen. D'Valeur résiduelle ass an der Annex vum Kontrakt festgeluecht a geet vu 450 Euro am éischte Joer vum Gebrauch vum Gerät bis zu 70 Euro am fënnefte Joer. Ob Versécherunge vun den Eltere fir sou Fäll opkommen, hänkt vun dëse jeeweilege Kontrakter of a kann ech net beäntweren.

Falls Schüler Problemer hunn, fir d'Käschte fir de oneZone-Programm ze bezuelen, kann ee beim SePAS/CePAS iwwer verschidde Programmer finanziell Ënnerstëtzung kréien.

Maltraitance et pratiques inacceptables dans des crèches privées | Question 1212 (19/09/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Cette semaine, un nouveau scandale a éclaté en France suite aux révélations du livre « Les Ogres » de Victor Castanet, qui met en lumière des cas de maltraitance et de pratiques inacceptables dans certaines crèches privées. De nombreux acteurs, dont Unicef France, expriment leur plus grande préoccupation face aux faits relatés. L'auteur accable plus particulièrement la « voracité » de certains groupes de crèches, dont la société « People & Baby », également active au Luxembourg.

Face aux accusations d'une dynamique du low cost ayant eu des effets néfastes sur de nombreux enfants victimes des pratiques scandaleuses épinglées, ainsi que eu égard au fait que la Fédération française des entreprises de crèches (FFEC) a indiqué avoir rejeté la demande d'adhésion du groupe en 2015, nous posons les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Combien de crèches sont exploitées par ce groupe au Luxembourg ?
- 2) Quand est-ce que l'agrément a été délivré pour ces crèches ?
- 3) Lors de l'instruction de la demande, Monsieur le Ministre était-il au courant du fait que la FFEC eût refusé l'adhésion de ce groupe ?
- 4) Par rapport à des acteurs qui ont un champ d'activité international, quelles sont les mesures d'investigation usuelles du ministère pour s'assurer qu'il n'existe pas d'instruction ou d'enquête à l'encontre d'un demandeur dans un autre pays européen ?

5) Face aux répercussions médiatiques et inquiétudes légitimes des parents concernés, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre dans l'immédiat et à plus long terme pour maintenir la confiance dans le secteur ?

6) Les recommandations d'Unicef France à l'adresse de la politique à la suite de ces révélations, appellent-elles à des adaptations du cadre légal au Luxembourg ?

Réponse (15/10/2024) de **M. Claude Meisch**,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le groupe « People and Baby » exploite actuellement 28 services d'éducation et d'accueil agréés au Luxembourg, à savoir :



– 19 services d'éducation et d'accueil pour jeunes enfants (0-4 ans) ;
– 9 services d'éducation et d'accueil pour enfant scolarisés (3-12 ans).

ad 2) Le groupe « People and Baby » est présent au Luxembourg depuis 2011. Les agréments ont été émis à partir du moment où les conditions définies par le cadre légal et réglementaire étaient remplies. Certains agréments ont été émis dans le courant de l'année 2024.

ad 3) La Fédération française des entreprises de crèches (FFEC) est une organisation fonctionnant par adhésion volontaire. Les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) n'ont pas connaissance des refus d'adhésion émis par la FFEC.

ad 4) Dans le cadre de l'instruction de la demande d'agrément, les dispositions définies par le cadre réglementaire applicable en la matière sont vérifiées par les agents ministériels.

Les mêmes normes de qualité et les mêmes contrôles s'appliquent à toutes les sociétés qui souhaitent exploiter une structure d'éducation et d'accueil au Luxembourg. Ces normes s'appliquent bien entendu également aux organisations internationales agréées au Luxembourg, indépendamment des normes de qualité fixées dans les autres pays où elles exercent leurs activités.

ad 5) D'une part, il existe un système de contrôle en amont, qui intervient lors de la demande d'agrément et lors de la demande de reconnaissance en tant que prestataire du chèque-service accueil (CSA). Ce contrôle préalable garantit que les structures respectent les critères nécessaires avant de pouvoir offrir leurs services.

D'autre part, un système de contrôle en aval est également en vigueur. Celui-ci se déclenche une fois que la structure accueille effectivement des enfants, afin de s'assurer que les standards de qualité définis sont appliqués de manière continue dans la pratique quotidienne.

Ces deux niveaux de contrôle, à la fois préventif et correctif, permettent de garantir un suivi rigoureux et une amélioration constante des services offerts dans le secteur de l'éducation non formelle. Le système de contrôle en aval est déclenché à la suite d'une réclamation ou sur initiative de la Cellule « réclamations et contrôle » de la direction générale du secteur de l'enfance du MENJE.

ad 6) Il convient de souligner que le cadre réglementaire applicable en la matière, ainsi que le dispositif qualité instauré par la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, établissent un cadre légal et réglementaire de qualité pour les structures du secteur de l'éducation non formelle au Luxembourg.

Contrôles aux frontières allemandes | Question 1214 (19/09/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Den 18. September, just puer Deeg nom Start vun den neie Grenzkontrollen duerch eis däitsch Noperen, huet en däitsche Policebeamte vis-à-vis vum „Lëtzeburger Wort“ ausgesot, datt et schonn zu éischten Zréckweisungen op der Grenz komm wier. Dat, obwuel dës Moosnam am Kader vun den aktuelle Kontrollen nëmmen an Ausnahmefäll virgesinn ass.

De 4. Juli war zu engem Tëschebilan vun de Grenzkontrollen, déi während der Fussball-Europameeschterschaft ofgehele goufen, am „Tageblatt“ ausserdeem ze liesen, datt am Zäitraum vum 13. Juni bis de 4. Juli

bei den däitsch-lëtzebuergesche Grenzkontrollen 133 Persounen identifizéiert gi wieren, déi d'Viraussetzung fir eng Arees an Däitschland net erfüllt hätten. Nëmme bei zwou Persounen hätt et sech ëm Hooligans gehandelt, déi eng direkt Gefor am Zesummenhang mam Sport duergestallt hätten. Vun deenen 133 Persounen wieren der 110 un der Grenz zréckgewise ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit goufen am Kader vun den däitsche Grenzkontrollen, souwuel iwwert de Summer wéi aktuell insgesamt un der lëtzebuergescher Grenz zréckgewisen?

2. Deelt déi däitsch Police hire Lëtzeburger Kollegen d'Identitéit an d'Ursach fir d'Zréckweisung vun deene betraffene Persounen mat?

3. Am Fall, datt eng Persoun iwwert e legalen Openthaltsstatus am Schenge-Raum verfuegt, gëtt et normalerweis keng rechtlech Grondlag fir dës zréckzeweisen. Hunn dës Persounen also och zu Lëtzebuerg kee gültige Statut gehat? Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, ënnert wéi engem Statut déi eenzel Leit sech zu Lëtzebuerg opgehalen hunn?

4. Wéi eng Prozedur trëtt op lëtzebuergescher Säit a Kraaft, wann sech erausstellt, datt eng Persoun, där d'Arees an Däitschland verweigert gouf, sech virdrun och hei am Land illegal opgehalen huet?

Réponse (15/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Säit der Annonce vun den däitsche Kontrolle goufen 2 Persounen un d'Police grand-ducale iwwerginn, dës no Récksprooch mat der Direction générale de l'immigratioun vum Inneministère (DGIM). Dës Persoun konnt d'Kommissariat no weiderer Concertatioun mat der DGIM erëm verlossen.

Doriwwer eraus ass Lëtzebuerg net vun den däitschen Autoritéiten a Kenntnis gesat ginn, wéi vill Persounen si eventuell un der Grenz zréckgewisen hunn. An dësem Kontext applizéieren sech europäesch Prozeduren, déi vun Däitschland mussen agehale ginn. Ech verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 1170.

ad 2. Lëtzebuerg agéiert am Respekt vum legale Kader an ass deemno net zoustänneg fir Drëttsstättler, déi versichen, illegal an Däitschland anzereesen.

An deene Fäll, wou d'Police Kenntnes vun enger Rückführung huet, deelen déi däitsch Kollegen d'Identitéit an d'Ursprungsland vun der betraffener Persoun mat.

ad 3. Dem Inneministère ass kee Fall bekannt, an deem eng Persoun, déi en Openthaltsrecht am Schenge-Raum huet, am aktuelle Kontext während enger Grenzkontroll mat Däitschland zréckgewise gouf.

ad 4. Wann et sech an deem Kontext ëm eng Persoun handelt, déi an Däitschland internationale Schutz ugefrot huet, da muss déi Persoun an enger éischter Phas vun Däitschland opgeholl ginn an analyséiert ginn, ob Däitschland oder een anert Land fir déi Ufro zoustänneg ass, esou wéi et an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 1170 erkläert ass. Wann eng Persoun irregulär an Däitschland areese wëll, dës, ouni eng Ufro op internationale Schutz ze stellen, dann erméiglecht den neie Schenge-Grenz-Kodex, e bilaterale Ofkommen tëscht zwee Länner ofzeschlëssen, fir déi Concernéiert am Kader vun enger Police-Kooperatioun erëm zréckzeweisen. Et besteet keen Accord tëscht Lëtzebuerg an Däitschland.

Deemno kënnen mir keng esou Persounen zréckhuelen. Op Basis vun der Direktiv „Retour“ müssen déi däitsch Autoritéiten sech deemno ëm de Retour vun esou Persounen an hiert Heemechtsland këmmern.

Non-paiement des salaires chez Liberty Steel | Question 1215 (19/09/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Après une révision stratégique de ses usines d'Europe occidentale et après plus de deux ans d'arrêt de l'activité productive sur le site du Wolser à Dudelange, le groupe Liberty Steel continue à faire couler de l'encre en raison du non-paiement fin août des salaires des 149 employés. Les syndicats ont mis en demeure l'entreprise, cette dernière promettant un versement le 15 septembre au plus tard.

Or, il s'avère que les syndicats ont dressé le constat que le paiement des salaires n'a pas eu lieu, le groupe ayant reporté la promesse du paiement des salaires au 19 septembre. Le non-paiement laisse planer le doute sur le déclenchement d'une procédure pour cessation de paiement pouvant aboutir à une faillite.

Dès lors, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme ainsi que de Monsieur le Ministre du Travail :

– Quelle est la position du Gouvernement face à ce report de promesse de paiement des salaires ?

– Comment Messieurs les ministres espèrent-ils éviter une éventuelle faillite de l'usine, qui nuirait gravement aux salariés confrontés à de multiples incertitudes quant à leur avenir professionnel depuis la reprise de leur usine par le groupe il y a 5 ans ?

– Monsieur le Ministre de l'Économie est-il entré en contact avec les représentants du groupe Liberty Steel afin de mettre sur les rails une stratégie de relance des activités pérenne et crédible ?

– Dans la négative, Monsieur le Ministre de l'Économie est-il en contact avec des repreneurs potentiels pour le site de Dudelange, respectivement quel est l'état actuel des discussions ?

Réponse (20/09/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Le Ministère de l'Économie et le Ministère du Travail sont en contact avec la direction et les représentants syndicaux de Liberty Steel Dudelange.

Les ministères avaient également pris note en mai dernier du communiqué de presse de Liberty Steel annonçant le déclenchement d'une révision stratégique incluant l'examen de toutes les options pour les usines de Dudelange, de Liège et de Piombino. Avec cette déclaration, l'entreprise indiquait envisager, parmi d'autres options, de vendre l'usine de Dudelange.

Les ministères de l'Économie et du Travail suivent le processus qui se déroule sous la direction de Liberty Steel et espèrent toujours une solution dans l'intérêt du site de Dudelange et de ses employés, malgré le non-versement, dans les délais, des salaires du mois d'août des employés et la fermeture administrative décidée par l'ITM. Il va sans dire que le Gouvernement s'inquiète de la situation à laquelle les salariés de l'entreprise doivent faire face.

Le droit du travail luxembourgeois prévoit des procédures spécifiques pour des cas où l'employeur n'est plus capable d'assurer le paiement des salaires qui seront appliquées le cas échéant. Les ministères



restent bien entendu disponibles pour les partenaires sociaux afin d'anticiper toute éventualité possible.

Notons finalement qu'il n'appartient pas aux ministères de divulguer des informations sur l'identité d'éventuels repreneurs ou encore sur l'avancée des discussions qui ont pu avoir lieu.

Statut de protection du loup | Question 1216 (19/09/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Fin de l'année 2023, la Commission européenne a soumis aux États membres une proposition visant à fragiliser le statut de protection du loup au titre de la Convention internationale de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe.

En mars 2024, Monsieur le Ministre a affirmé que le Luxembourg est convaincu que le cadre légal existant de la convention et de la directive Habitats donne suffisamment de flexibilité pour déroger aux mesures de protection dans des cas spécifiques. En date du 1^{er} février 2023, le Luxembourg avait déjà cosigné une lettre à l'attention du Commissaire Sinkiewicz faisant appel à refuser la diminution du statut de protection du loup.

Selon nos informations, le dossier figurera à l'ordre du jour du Coreper I du Conseil de l'UE du 25 septembre 2024, en vue d'une prise de décision.

Dans un communiqué de presse daté d'aujourd'hui, 300 organisations de la société civile et de protection des animaux, dont deux organisations luxembourgeoises, ont appelé¹³ les États membres de l'UE à rejeter la proposition de la Commission européenne de réduire la protection du loup. Les organisations revendiquent que toute discussion sur le statut de protection du loup doit être basée sur l'état de conservation réel, et non une conséquence d'une pression politique.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) La question du statut de protection du loup figurera-t-elle à l'ordre du jour du Coreper I du 25 septembre ?

2) Dans ce contexte, le Gouvernement continuera-t-il de s'opposer à la diminution du statut de protection du loup ? Dans l'hypothèse d'un vote, le Luxembourg votera-t-il contre une diminution ?

3) Monsieur le Ministre de l'Environnement intervient-il dans les jours à venir auprès de ses homologues européens afin de les convaincre de s'engager contre la proposition de la Commission européenne ?

Réponse (21/10/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Oui, ce point figurait à l'ordre du jour.

ad 2) Le Luxembourg s'est exprimé en faveur d'un reclassement de l'espèce de la catégorie strictement protégée à protégée.

ad 3) Non.

Pneus toutes saisons | Question 1217 (19/09/2024) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Aus Medieberichter geet ervir, datt vum 1. Oktober un an Däitschland an ab dem 1. November a Frankräich All-Wieder-Pneuen, déi kee Symbol mat

enger Schnéiflack an engem Bierg hunn, net méi erlaabt sinn, well si net méi als Wanterpneuen duerchginn. All-Wieder-Pneuen, déi nëmmen een M+S-Symbol hunn, géife keng optimal Haftung bei winterleche Wiederkonditiounen garantéieren.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madame Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Éischten Informatiounen no ginn dës Pneue bei eis am Land net verbueden. Kann d'Madame Ministesch dat confirméieren?

– Wéi grouss ass de Risiko, dass mir esou ee Verbuet duerch d'Hannerdier géife kréien, andeems dës Pneuen zum Beispill net méi géifen ugebuede ginn?

Réponse (16/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert reiseignéiert sech iwwert d'Auswierkunge vun den neie Gesetzgeebungen an Däitschland an a Frankräich, no deene Pneuen, déi just nach d'Kennzeechnung M+S (Mud and Snow) hunn, net méi als Wanterpneue gëllen.

Et ass effektiv esou, dass Däitschland an och Frankräich hir jeeuweileg Gesetzgeebungen, wat d'Wanternpneuen ugeet, ugepasst hunn. Esou gëllen ab dësem Wanter an dësen zwee Länner just nach Pneuen, déi e Piktogramm mat engem Bierg an engem Schnéiflack (déi offiziell Bezeechnung vun dësem Zeechen ass „3PMSF“) hunn, offiziell als Wanterpneuen. Dat bedeit, datt een an Däitschland, esouwéi zu Lëtzebuerg och, Wanterpneue muss hunn, wann d'Wiederkonditiounen dat verlaangen. A Frankräich gëllt d'Wanternpneuepflicht just an e puer spezifesche Regiounen (34 Departementer) vum 1. November bis zum 31. Mäerz, onofhängeg vun de Wiederkonditiounen.

Och wann eis Nopere dës Ännerungen an hire respektive Gesetzter virgeholl hunn, ass et zurzäit net virgesinn, de Code de la route zu Lëtzebuerg an dësem Sënn ze änneren. Et sief awer dorops higewisen, dass, wann een elo a Frankräich oder Däitschland fiert, een sech un déi nei Gesetzgebung vum dësen Länner hale muss an een net méi mat engem M+S-Pneue am Wanter an dësen Länner fueren däerf.

Wat dee vun der honorabelen Deputéierten ugeschwate Risiko ugeet, datt dës Zort Pneuen an Zukunft net méi verkaaft gëtt, esou leien dem Ministère keng esou Informatiounen vir. Och wann M+S-Pneuen an Däitschland a Frankräich am Wanter net méi als Wanterpneuen zougelooos sinn, esou därefer se awer de Rescht vum Joer nach benotzt ginn. Ausserdeem sinn dës Pneue jo och entwéckelt ginn, fir am Terrain ze fueren a sinn do selbstverständlech och nach weiderhin zougelooos. Et ass also am Moment net dovunner auszegoen, datt M+S-Pneue vum Marché verschwonne wäerten.

Taux de mortalité de la fièvre catarrhale | Question 1218 (20/09/2024) de M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos (ADR)

Déi Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) huet an engem Pressematdeelung vum 18. September weider Detailler bekannt ginn iwwert d'Ausbreedung vun der Blozongekrankheet zu Lëtzebuerg. Et ginn hei virun allem Infektionszuele genannt an et wier an deem Kontext derwäert ze präziséieren, wéi sech d'Mortalitéit säit dem Ausbruch vun der Krankheet zu Lëtzebuerg laangfristeg entwéckelt huet. Déi betraffe landwirtschaftlech Acteuren hu säit dem 22. August iwwerdeems d'Méiglechkeet, der ALVA duerch d'Ausfëlle vun engem Formulaire

matzedeelen, wann eng erhéichte Mortalitéit vu Béischten an hirem Betrib feststellen ass.

An deem Kontext wëllt mir der Madamm Landwirtschaftsminister folgend Froen stellen:

1. Kann d'Madamm Minister präziséieren, wéi d'Mortalitéit allgemeng vun de Béischten – opgeschlësst no Ranner, Schof a Geessen – am Juni, Juli, August a September 2024 am Verglach zu 2023 – a Prozenter ausgedréckt – ass?

2. Wéi vill Béischte si säit dem 1. August pro Woch – opgeschlësst no Ranner, Schof a Geessen – un der Blozongekrankheet zu Lëtzebuerg gestuerwen?

3. Wéi sinn d'Bauern an/oder d'Veterinären iwwert de Formulaire (<https://agriculture.public.lu/de/formulare/tiere/nutztiere/meldung-mortalitaet-blauzungenkrankheit.html>) informéiert ginn? Wéi vill Formulär si scho bei der ALVA eragereecht ginn?

4. Um besote Formulaire steet eng Case, wou déi landwirtschaftlech Acteuren kënnen d'Unzuel vun deenen un der Blozongekrankheet verstuerwenen Déieren androen. Wéi kann an deem Kontext sécherstellt ginn, datt d'ALVA iwwert déi korrekt Zuele vun der Mortalitéit vun de Béischten duerch d'Blozongekrankheet verfüügt, ouni datt virdrun eng definitiv Doudesursaach duerch de Veterinär oder de Labo confirméiert konnt ginn? Dierfen nëmmen Déieren ugi ginn, bei deene virdrun eng veterinärmedizinesch Ënnersuchung an/oder Laboanalyse gemaach gi sinn?

5. An der Äntwert vun der Madamm Landwirtschaftsminister op déi parlamentaresch Fro N° 1108 gëtt gesot, datt de Staat 65 % vun den Assurancëprimmen iwwerhëlt. Leien dem Ministère Zuele vir, wéi vill Lëtzebuerger Betriber – a Prozenter ausgedréckt – verséichert sinn am Fall vun engem Ausbruch vun der Blozongekrankheet? Sinn och Entsiedegungs-mesurë fir net assuréiert Betriber virgesinn an, wa jo, wéi eng?

6. Leien dem Ministère Zuele vir iwwert den Ausbruch an der Mëllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg am Zesammenhang mat der Blozongekrankheet? Wa jo, vu wéi engem Ausbruch – a Prozenter ausgedréckt – kënnen mir ausgoen?

7. Denkt d'Madamm Minister, datt eng erhéichte Mortalitéit am August 2024 par rapport zu 2023 an en eventuellen Ausbruch an der Mëllechproduktioun hätt kënnen verhënnert ginn, andeems den Impfstoff éischter am Joer bestallt gi wier an doduerch d'Béischten éischter an net an der akuter Phas vun der Krankheet hätt kënnen geimpft ginn? Wa jo, wéi eng Mesurë gi geholl, fir an Zukunft besser preventiv ze schaffen?

Réponse (21/10/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. (Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Mir kënnen just eng Iwwerstierflechkeet feststellen, mee hunn awer keng Informatiounen iwwer Detailler, u wéi eng Krankheet d'Déiere gestuerwen sinn.

ad 3. Am wéchentleche Communiqué gëtt ëmmer erëm drun erënnert, dass d'Informatiounen mat deem Formulaire sollen iwwermëttelt ginn. De Formulaire kann um Portail Agrikultur erofgeluede ginn.

24 Formulär si bis elo erakomm.

ad 4. Et läit am Ermiesse vum Bauer, fir déi Béischten unzeginn, déi senger Meenung no un der Blozongekrankheet gestuerwen sinn. Donieft gëtt an deene

¹³ <https://eeb.org/wp-content/uploads/2024/09/Joint-statement-19.09-FINAL-version.pdf>



meeschte Fäll en Diagnostic vum Veterinär gemaach, well de Bauer d'Pflicht huet, e krankt Déier vun engem Veterinär behandelen ze loossen. Zousätzlech hu mir och nach d'Labosanalysen, an an de meeschte Fäll, wou d'Krankheet festgestallt gouf, läit zumindest ee positivt Labosresultat vir.

ad 5. Stand August 2024 hu 60 Rannerbetriber eng Assurance fir de Fall vun engem Ertragsausfall bei Déierekrankheeten ofgeschloss, dat si ronn 5,5 % vun de Betriber, déi Ranner halen.

Effektiv ass et esou, datt d'Betriber sech géint dës Blozongekrankheet kënne versécheren an datt de Staat 65 % vun den Assurancëprimmen iwwerhëlt. Vu dass de Servicer vum Landwirtschaftsministère keng fiabel offiziell Zuelen iwwert d'Verloschter vun de Betriber am Zesummenhang mat der Blozongekrankheet virleien, ass et de Moment ze fréi, fir schonn eng Ausso iwwert eng eventuell Entschiedegung ze maachen.

Mir sinn awer derbäi, déi diesbezüglich Méiglechkeeten ze analyséieren an och d'Situatioun am noen Ausland genau ze suivéieren.

ad 6. Der ALVA leie keng offiziell fiabel Zuele vir iwwert den Abroch vun der Mëllechproduktioun am Zesummenhang mat der Blozongekrankheet. Dee schéngt variabel a betribsspezifesch ze sinn.

ad 7. Mir stelle fest, dass an de Betriber, wou geimpft ginn ass, de Krankheitsverlaf manner schlëmm war, och wann déi Impfung méi spéit gemaach gouf. A Betriber, wou trotz Impfrecommendatioun net geimpft gouf, war de Krankheitsverlaf méi heefeg.

Sécherlech wier eng flächendeckend Impfung virun der Arrivé vum Virus méi optimal gewiescht. Et muss een awer och bedenken, dass, wann een Zuele vun Impfstoffer kuckt, déi bis elo un d'Veterinär verdeelt gi sinn, et kloer schéngt ze sinn, d'Motivatioun vum Secteur net héich genuch ass, fir flächendeckend ze impfen trotz Disponibilitéit vum Impfstoff.

Den 23. Mee ass d'Pharmaindustrie contactéiert ginn, fir d'Prozedur vum Bestelle vum Impfstoff ze lancéieren. Deen 1. Schrëtt dovunner beinhaltet, dass d'Pharmaindustrie den techneschen Dossier schéckt, fir dat nationaalt Zouloossungsverfahren ze lancéieren.

Mir schaffen deemno drun, fir an Zukunft souwuel d'Prozedur wéi och d'Informatioun nach ze optiméieren.

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme | Question 1219 (20/09/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Global Fund to Fight AIDS, TB & Malaria huet säi Joresresultatsbericht fir d'Joer 2023 verëffentlecht. Dëse Rapport weist impressionant Fortschreitter am Kampf géint dës dräi Krankheeten. Besonnesch opfälleg ass, datt duerch d'Aarbecht vum Global Fund zënter 2002 ronn 65 Milliounen Liewe gerett goufen, wat zu enger bedeitender Reduktioun vun den Doudesfäll duerch Aids, Tuberkulos a Malaria gefouert huet.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Kooperatioun dës Froe stellen:

1. Wéi héich war de Bäitrag vu Lëtzebuerg fir de Global Fund am Joer 2023 a wéi gesäit de geplangte Bäitrag fir 2024 aus?

2. Gëtt et Pläng, fir de lëtzebuergesche Bäitrag ze erhéijen, am Hëlblick op déi impressionant Resultater vum Global Fund?

3. Wéi eng Méiglechkeete gesäit de Minister, fir d'Expertisen vum Global Fund am Beräich vun der

Gesondheitsinfrastruktur an eiser Entwécklungszesummenaarbecht ze notzen, besonnesch a Bezuch op d'Digitaliséierung vum Gesondheetssystem?

4. Wéi gedenkt de Minister, d'Erfarunge vum Global Fund am Beräich vun de Mënscherechter an der Gläichberechtigung an eis bilateral Entwécklungszesummenaarbecht anzebannen?

5. Gesäit de Minister Méiglechkeeten, fir déi nei Technologien, déi duerch de Global Fund entwéckelt goufen (wéi z. B. déi nei Moustiquairé géint Malaria), och an eise bilaterale Projeten anzusetzen?

Réponse (21/10/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. De Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria („Global Fund“) finanziert sech säit senger Grënnung iwwert Zykle vun dräi Joer. De 7. Zyklus couvriert d'finanziell Besoine vum Global Fund iwwert d'Period vun 2023 bis 2025, déi d'Lëtzebuurger Kooperatioun mat 15,45 Milliounen Euro ënnerstëtzt. Déi aktuell finanziell Bäitrag vun der Lëtzebuurger Kooperatioun fir de Global Fund sinn am „multi-year contribution agreement 2023–2025“ festgehalen. De Bäitrag fir 2023 war vu 7,35 Milliounen Euro, de Bäitrag fir 2024 ass vun 3,9 Milliounen Euro an de Bäitrag fir 2025 ass vu 4,2 Milliounen Euro.

ad 2. De 7. Zyklus vum Global Fund ënnerstëtzt d'Lëtzebuurger Kooperatioun mat 15,45 Milliounen Euro, wat eng Erhéijung vun de Lëtzebuurger Contributiounen vu 70 % entsprécht zum 6. Zyklus. Dës Erhéijung baséiert op den impressionante Resultater, déi de Global Fund nowiese konnt. Institutionell ass Lëtzebuerg och méi aktiv, a representéiert säit dem Summer 2023 bis de Summer 2025 seng Circonscription „Point Seven“ als Member vum Verwaltungsrout vum Global Fund. D'Mobilisatiouncampagne vum Global Fund fir den 8. Zyklus (2026–2028) wäert d'nächst Joer ufänken, an d'finanziell Besoine vum Global Fund sinn deemno nach net offiziell bekannt. Et ass dowéinst nach ze fréi, fir sech fir eng méiglech Erhéijung vum lëtzebuergesche Bäitrag fir den 8. Zyklus vum Global Fund auszuschwätzen.

ad 3. An de Länner, an deene mir am Beräich Gesondheet op bilateraler Eebene Entwécklungszesummenaarbecht maachen, besteet oft e Kontakt tëscht eisen Ambassaden an/oder eiser Implementatiounsagence an dem Global Fund sengem nationale Country Coordinating Mechanism (CCM). An deene Länner kënne mir als Bailleur Deel vum CCM sinn, sou war dat zum Beispill am Kosovo an der Vergaangenheet de Fall, an aktuell am Laos. Do wou Lëtzebuerg an dës CCMe setzt, droe mir domadder eis Erfahrung am Gesondheitsberäich mat un de Global Fund, an hunn och d'Méiglechkeet, vun der Expertise vun de Global Fund finanzierte Programmer ze léieren. D'Membere vum CCM sinn deifgrënneg implizéiert an d'Elaboratioun an d'Evaluatioun vun de Global Fund Programmer.

Digital Solutiounen am Entwécklungsberäich si souwuel fir de Global Fund wéi Lëtzebuerg eng Prioritéit. Als Beispill gëtt et bilateral Entwécklungszesummenaarbecht-Projeten am Telehealth souwuel am Senegal wéi an der Mongolei. Gläichzäitig si mir eis den Erausforderunge vun der Uwendung vun digitale Solutiounen am Gesondheitsberäich bewosst mat Vue op Mënscherechtsfroen. An deem Beräich schaffe mir och mam Global Fund zesummen, sou hu mer zum Beispill rezent en Echange aktiv ënnerstëtzt zum Thema „The Global Fund, Digital Health, and Human Rights“.

ad 4. Säit der Grënnung vum Global Fund ass Lëtzebuerg Deel vun der „Point Seven“ Circonscription am Verwaltungsrout vum Global Fund. Dës

Circonscription setzt sech säit laange Jore als Prioritéit, d'Mënscherechter an equitablen Accès zur Gesondheet ze stäerken. Lëtzebuerg ass hei en aktive Mataarbechter fir ze garantéieren, dass Mënscherechter a Gläichberechtigung weider Zentral zum Global Fund senger Strategie an Implementatioun bleiwen. Lëtzebuerg ass e staarke Verdedeger vun de Mënscherechter, souwéi der Gläichheet vun de Geschlechter als Grondrecht an eng Viraussetzung fir d'Eradikatioun vun der Aarmut an der nohalteger Entwécklung. Et ass also selbstverständlech, datt de Fortschritt vun de Mënscherechter a Geschlechtergläichheet zwou vun den dräi transversale Prioritéiten vun der allgemenger Strategie vun der Lëtzebuurger Kooperatioun „En route pour 2030“ bilden. Dës gi systematesch an all lëtzebuergeschen Entwécklungszesummenaarbechtsprogrammer integréiert. Gläichzäitig gi relevant Publikatiounen vum Global Fund zu dësen Theemen am Réseau vun der Lëtzebuurger Entwécklungszesummenaarbecht gedeelt, fir datt och aus den Erfarunge vum Global Fund geléiert ka ginn.

ad 5. Beim Developpement vun den Entwécklungszesummenaarbecht-Projeten am Gesondheitsberäich, souwéi an alle Beräicher, gi Prioritéiten op Basis vun engem Partenariat mat eisen nationale Konterpartie festgeluecht, fir déi déi effikasseste Léisungen ugewant ginn, déi an dësem Land verfügbar sinn. An de Fäll, wou nei Technologien, déi duerch de Global Fund entwéckelt goufen, sech als Léisung ubidden, verfügbar sinn, an utilement ubruecht kënne ginn, gëtt dat gemaach.

Prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom | Question 1220 (20/09/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En janvier, le « Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire » (HCTISN) a lancé une concertation publique sur les dispositions de sûreté proposées par EDF pour prolonger l'exploitation de ses réacteurs nucléaires de 1.300 MWe au-delà de 40 ans. Cette concertation s'inscrit dans le cadre du 4^e réexamen périodique des réacteurs concernés, notamment ceux de la centrale de Cattenom, située à moins de 10 km de la frontière luxembourgeoise. Dans ce contexte, le Conseil de Gouvernement, lors de sa séance du 11 septembre 2024, a adopté un avis sur la prolongation de la durée de vie des centrales de 1.300 MW, formulé par la division de la radioprotection de la Direction de la santé (DRP), en collaboration avec le Ministère de l'Économie, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur. Dans cet avis, la DRP reconnaît à plusieurs reprises les nombreux aspects positifs des améliorations proposées en matière de sûreté, et souligne quelques points relatifs à la transparence et aux objectifs de sûreté (modernisation du système de filtration, études sur les effets futurs liés au changement climatique, résistance contre des impacts externes, technologies avancées). En complément à cet avis technique, le Gouvernement a réaffirmé dans son communiqué de presse sa position selon laquelle les centrales nucléaires à risque devront être fermées.

En nous appuyant sur la motion adoptée le 16 mai 2024, dans laquelle le Gouvernement s'est engagé à s'opposer clairement auprès des autorités françaises à toute prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom, jugée « à risque » et proche de nos frontières, et à informer la Chambre des

Députés des démarches entreprises ou prévues concernant la fermeture rapide de cette centrale, nous souhaiterions obtenir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Jusqu'à présent, à quelles occasions et par quels moyens le Gouvernement luxembourgeois a-t-il communiqué aux autorités françaises son opposition à une prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire ou a-t-il fait part de ses préoccupations par rapport aux déficiences constatées dans les réacteurs nucléaires ?

2) Quelles sont les prochaines étapes envisagées par le Gouvernement afin d'œuvrer en faveur d'une fermeture, et ceci en amont de l'enquête publique prévue dans le cadre du réexamen de ce réacteur ? Comment le Gouvernement prévoit-il d'informer la Chambre des Députés des actions entreprises et à venir dans ce contexte ?

3) Quelles conclusions ont été tirées lors de la 22^e réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire, tenue le 10 juin 2024, en ce qui concerne les discussions sur la centrale nucléaire de Cattenom ?

4) Étant donné les pannes récurrentes détectées sur le site de la centrale nucléaire de Cattenom, le Gouvernement ne considère-t-il pas nécessaire d'intervenir auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), à l'instar du précédent gouvernement ?

Réponse (22/10/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Luxembourg entretient des échanges réguliers avec la partie française. Outre des échanges bilatéraux avec l'opérateur de la centrale de Cattenom et avec l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN), la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire demeure l'organe principal pour les échanges entre le Luxembourg et la France en la matière. Elle permet au Luxembourg d'accéder aux informations et d'exprimer ses préoccupations en matière de sûreté de la centrale nucléaire de Cattenom envers les autorités compétentes françaises ainsi qu'envers l'exploitant EDF. Lors de la 22^e réunion de ladite commission, la délégation luxembourgeoise a exposé clairement la position du Grand-Duché en matière de politique énergétique telle que mise en évidence par l'accord de coalition pour la période 2023 à 2028.

Le Gouvernement a d'ailleurs envoyé en juin 2024 une lettre au Gouvernement français demandant à être associé, conformément à la convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, à toute future évaluation environnementale relative à une prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Cattenom.

De plus, le Gouvernement a pu exprimer ses préoccupations sous forme d'un avis technique sur la sûreté nucléaire des centrales de 1.300 MWe dans le cadre de la concertation publique, lancée par le HCTISN (Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire), sur les dispositions de sûreté proposées par EDF pour la prolongation d'exploitation de ses réacteurs nucléaires de 1.300 MWe au-delà de 40 ans. Après son adoption par le Conseil

de Gouvernement en date du 11 septembre 2024, cet avis a été transmis aux autorités françaises.

ad 2) Le Gouvernement continue de suivre de près la situation de la centrale de Cattenom. Après avoir émis un avis critique dans le cadre de la concertation relative à la phase générique du quatrième réexamen périodique des réacteurs de 1.300 MWe du parc nucléaire français, le Gouvernement suivra avec attention la procédure et pourra éventuellement formuler un avis dans le cadre de la procédure par réacteur pour le site de Cattenom. Concernant la centrale de Cattenom, le quatrième réexamen de sûreté est prévu à partir de 2027, à commencer par l'unité de production n° 1.

Le Gouvernement se tient à disposition de la Chambre des Députés pour tout échange concernant l'évolution de ces démarches.

ad 3) La commission mixte franco-luxembourgeoise constitue l'organe direct pour les échanges étroits avec la France et permet au Luxembourg de suivre de manière régulière la situation de la centrale de Cattenom. Lors de la 22^e réunion de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire, la délégation luxembourgeoise a réitéré la position de principe du Gouvernement telle qu'exposée par l'accord de coalition pour la période 2023 à 2028, invoquant l'intérêt de la sécurité nationale, exigeant la transparence complète et la communication immédiate de tout incident, et la volonté du Gouvernement pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque, notamment les sites de Cattenom, Tihange et Doel.

ad 4) Le Gouvernement aborde systématiquement ces questions dans le cadre de ses échanges réguliers avec les autorités françaises, notamment lors des réunions de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire.

Comme indiqué dans la réponse à la question 1), un avis technique élaboré par la DRP (Division de la radioprotection de la Direction de la santé) et adopté par le Gouvernement vient d'être envoyé à l'ASN dans le cadre de la préparation du projet de décision pour les réacteurs de 1.300 MWe en vue d'alimenter les conclusions de la phase générique du 4^e réexamen périodique. Cet avis met en avant plusieurs éléments, dont :

- la performance des filtres dans le dispositif de l'éventage-filtration ;
- l'impact du changement climatique sur la sûreté des centrales de 1.300 MW ;
- la résistance contre des impacts externes ;
- le rapprochement du niveau de sûreté à celui des centrales nucléaires les plus modernes ;
- le rôle des technologies avancées et
- la gestion des situations d'urgence.

.....

Recouvrement des créances communales | Question 1221 (23/09/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

L'article 139 de la loi communale prévoit qu'à la clôture définitive de l'exercice, le receveur communal doit établir un état des recettes non rentrées restant à recouvrer. Il est crucial, dans ce cadre, d'apprécier le risque de non-recouvrement et de suivre une procédure stricte concernant le transfert des créances douteuses vers les comptes correspondants ainsi que l'éventuelle prise de décision concernant les poursuites judiciaires à entreprendre contre les débiteurs récalcitrants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Existe-t-il des statistiques pour les cinq dernières années sur le montant total des recettes restant à recouvrer des cent communes à la clôture de l'exercice précédent ? Dans l'affirmative, est-il possible d'avoir un listage détaillé par commune concernant l'évolution des montants à recouvrer au cours des cinq dernières années ? Au sein de ce listage, est-ce qu'il est possible de faire une différence entre les montants à recouvrer auprès des personnes physiques et ceux à recouvrer auprès des personnes morales ?

2) Quels mécanismes sont en place pour améliorer le recouvrement des créances communales et limiter le nombre de créances irrécouvrables ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les outils ou d'établir de nouvelles directives pour faciliter la gestion des créances non recouvrées par les communes ?

Réponse (18/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le tableau en annexe présente les montants totaux des recettes ordinaires et extraordinaires restant à recouvrer par commune au cours des cinq dernières années. Pour l'année 2023, le total des recettes non recouvrées par l'ensemble des communes a atteint son niveau le plus bas, s'élevant à 23.897.798,88 EUR. À l'inverse, l'année 2022 a enregistré le montant le plus élevé avec un total de 27.971.486,13 EUR de recettes restant à recouvrer. Il convient de souligner que plus de la moitié du montant total des recettes non recouvrées provient des créances dues à seulement quatre communes. Les données disponibles ne permettent pas de distinguer entre les montants à recouvrer auprès des personnes physiques et des personnes morales.

ad 2) La procédure et les mécanismes de recouvrement sont régis par la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 notamment dans ses articles 130 et suivants. En effet, face à un débiteur récalcitrant la commune est tenue de faire les poursuites nécessaires afin de mener à bien le recouvrement des sommes dues. Pour toutes les créances communales elle peut faire des poursuites selon les règles du droit commun, c'est-à-dire par la voie judiciaire.

Pour les taxes et impôts communaux, le législateur a également prévu la possibilité d'un recouvrement par voie administrative. Cette faculté vise à simplifier et accélérer le recouvrement. Toutefois, si cette procédure administrative n'aboutit pas, les communes conservent la possibilité de poursuivre le débiteur devant le tribunal compétent. Le législateur a harmonisé le recouvrement administratif pour qu'il s'applique uniformément à toutes les taxes et impositions perçues par les communes, qu'elles soient directes ou indirectes.

De surcroît, l'article 157 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 permet au conseil communal d'exiger le paiement d'intérêts de retard pour les recettes fiscales et fixer le montant et le délai à partir desquels ils sont exigibles. Cette disposition « garantit la commune contre les débiteurs récalcitrants qui pourraient entraver la bonne marche des affaires communales en retardant systématiquement le paiement de leurs dettes »¹⁴.

La loi communale met également en place certaines mesures pour faciliter le recouvrement des créances communales. Ainsi pour ce qui concerne les taxes d'eau, de gaz et d'électricité, l'article 159 de la loi communale permet au receveur de demander, soit au début de contrat de fourniture, soit en cours de son

¹⁴ Commentaire des articles, projet de loi portant réforme de la législation communale, 2 février 1983, n° 2675, page 83

exécution une avance qui ne peut toutefois dépasser quatre fois la consommation mensuelle présumée ou effective du débiteur. La pratique des avances pour fournitures d'eau, de gaz et d'électricité a pour but de préserver les intérêts de la commune en cas de changement de résidence irrégulier de ses clients¹⁵.

En ce qui concerne le recouvrement de l'impôt foncier, la commune jouit des mêmes privilèges et hypothèques, que ceux dont dispose l'État en matière d'impôt sur le revenu (art. 158 : Hypothèque légale).

Certaines créances communales restent néanmoins irrécouvrables. Cela peut s'expliquer par l'incapacité à poursuivre le débiteur (par exemple en cas d'adresse introuvable) ou par une déclaration d'insolvabilité prononcée par la justice. Dans ces situations, le receveur est formellement déchargé de la mission de recouvrement, conformément à l'article 144 de la loi précitée. Il est essentiel de noter que, même avec des procédures de recouvrement optimisées, la réduction des créances irrécouvrables n'est pas systématiquement garantie, car leur irrécouvrabilité découle souvent de facteurs externes à la procédure, tels que l'insolvabilité du débiteur, et non d'une défaillance des procédures de recouvrement.

En vue de garantir le bon suivi des créances restant à recouvrer, le plan comptable normalisé annexé au règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 portant exécution de certaines dispositions du Titre 4. – De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, prévoit plusieurs codes comptables pour l'inscription des recettes ordinaires ou extraordinaires restant à recouvrer. C'est d'ailleurs à la clôture définitive de l'exercice financier que les recettes non rentrées sont portées, par débiteur et par nature, sur un état des recettes restant à recouvrer (le « Restantenetat »).

Le Ministère des Affaires intérieures procède également à des contrôles réguliers des caisses et des comptabilités des communes, notamment en identifiant les créances non recouvrées. Ce suivi contribue à la bonne gestion des finances communales et permet d'identifier les points de blocage dans les procédures de recouvrement.

ad 3) Les communes disposent d'un éventail de mécanismes, tant judiciaires qu'administratifs, pour le recouvrement de leurs créances. Ces outils, combinés à des mesures spécifiques pour certains types de créances, permettent une bonne gestion des finances locales.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Contrôles des pneus | Question 1222 (23/09/2024) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Tous les ans, la Police grand-ducale effectue des contrôles concernant le type et la qualité des pneus des voitures automobiles les plus diverses. En effet, durant la saison hivernale, les automobilistes sont tenus d'équiper leurs voitures de pneus appropriés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de contrôles ont été effectués dans ce contexte par la police depuis l'année 2018 ?

2) Dans combien de cas les équipements prescrits n'ont pas été respectés ? Quelles ont été les sanctions infligées ? Quelle est la part des véhicules étrangers dans l'ensemble des équipements contrôlés ?

3) Comment se présentera la campagne de contrôle de cette année ? Des changements seraient-ils prévus ?

Réponse (15/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Des statistiques concernant les contrôles effectués concernant le type et la qualité des pneus en saison hivernale ne sont disponibles qu'à partir de 2020.

Entre 2020 et 2023, un total de 24.001 contrôles ont été réalisés par la police sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre des campagnes « Winterzeit ».

ad 2) Au cours de la période visée dans la réponse à la 1^{re} question, 538 avertissements taxés ont été émis en lien avec l'équipement des pneus.

Sur ces 538 avertissements, 47,4 % ont été adressés à des conducteurs de véhicules immatriculés à l'étranger

ad 3) La campagne annuelle intitulée « Winterzeit », ayant comme objectif principal le contrôle des pneumatiques ainsi que le bon état technique des véhicules, se déroulera de mi-octobre à fin-décembre. Les caractéristiques principales de cette campagne resteront inchangées.

..... Multiples chantiers en cours dans les communes du Kordall | Question 1224 (23/09/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi d'Fuerer am Kordall an de leschten Deeg bemierkt hunn, sinn aktuell eng Villzuel u Schantercher op de Stroossen amgaangen, dorënner am Tunnel Biff (A13) a parallell dozou och nach op der Lénger Strooss (CR111) an Nidderkuerer Strooss (CR175). Dëst huet, zum Beispill de Mëttnoch, zu vill Stau a Waardezäite gëfouert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Firwat gouf et zäitgläich dräi Schantercher op dräi Hauptverkéiersachsen?

2. Wéi eng Aarbechte goufen op deene jeeweilege Stroossen duerchgefouert?

3. Gouf sech am Viraus koordinéiert, fir déi 3 Schantercher parallell lafen ze loossen?

4. Wéi hunn d'Ponts et chaussées sech mat de Verantwortelege vun der Gemeng Péiteng koordinéiert?

Réponse (21/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéinst Aarbechten op der Nationalstrooss N31, wat eng Hauptverkéiersachs ass, huet de Verkéier iwwert gëeegent Stroosse missen deviéiert a verdeelt ginn. Dës Deviation ass haaptsächlech iwwer d'Nationalstrooss N5, mee och iwwer de CR111 gaang. Dobäi ass nach ze soen, dass et aus organisatoresche Grënn net méiglech war, d'Aarbechten op der Nationalstrooss N31 an der Vakanzenzäit ze realiséieren.

D'Aarbechten um CR111 waren esou reglementéiert, dass d'Strooss als Einban, also am „sens unique“, befuerbar war. Dës Einban war an der selwechter Richtung wéi d'Deviation, esou dass dëst elo kee gréisseren Impakt op de Verkéiersfloss hat.

D'Aarbechten um CR175 waren net direkt op enger Deviationsstreck. De Verkéier gëtt do gréisstendeels duerch lokal Gemengen-Deviatione geleet, esou dass d'Interaktion tëscht dësen Aarbechten an deenen op der Nationalstrooss N31 als geréng betruecht ka ginn.

Ausserdeem wéilt ech gär dorop hiweisen, dass et sech bei den Aarbechten um CR111 (Rue de Linger) esouwéi um CR175 (Route de Niederkorn) ëm Chantiers vun der Gemeng Péiteng handelt. De Chantier op der Nationalstrooss N31 gëtt dogéint vun engem nationalen Netzbedreier geréiert.

ad 2. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 duergeluecht, handelt et sech bei den Aarbechten net ëm Chantiers, déi vun der Stroossebauverwaltung ausgeföhrt ginn. Wat de Chantier op der Nationalstrooss N31 betrëfft, präziséieren ech awer, dass Reparaturaarbechten an engem Gruef duerchgefouert goufen, déi op Basis vun enger „permission de voirie“ realiséiert goufen.

ad 3. De 6. September 2024 ass eng Reunioun ofgehale ginn, zu där déi concernéiert Gemengen an d'Entreprises invitéiert waren. De Compte rendu mat all den dokumentéierten Demarchë gouf nach de selwechten Dag un déi jeeweileg Gemeng Péiteng a Käerjeng verschéckt.

ad 4. D'Koordinatioun ass haaptsächlech iwwert dës Reunioun vum 6. September 2024 gelaf. Laut den Informatiounen vun der Stroossebauverwaltung gouf et och Telefongesprécher tëscht hirer regionaler Dénchschtell an dem technesche Service vun der Gemeng Péiteng.

Ech wëll awer och ofschléissend betounen, dass eng besser Koordinatioun vun de Chantiers en Deel vum Koalitionsaccord 2023–2028 ass. Dës Punkt ass deemno eng Prioritéit vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, an deem aktiv mat der Stroossebauverwaltung geschafft gëtt, fir d'Koordinatioun vun de Chantiers allgemeng ze verbessern.

..... Participation de l'État aux centres nationaux sportifs | Question 1226 (24/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut dem Sportminister senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0804 ass déi staatlech Participatioun un de Fonctionnementskäschte vum Stade de Luxembourg vun 2022 op 2023 vun 1.072.445 € op 2.121.662 € eropgaangen, dat entsprécht engem Plus vun ongeféier 100 %. An senger Äntwert op meng Fro N° 1046 begrënn de Minister dëst domat, dass säit der offizieller Aweilung, déi iwwregens de 25. September 2021 war an net wéi an der Äntwert geschriwwen de 26. September 2021, souwuel déi steigend Energiepräisser wéi och d'Acquisitioun vu verschiddenen Ekipementer d'Käschten an d'Luucht gedréckt hätten.

Rezent elo huet de Wues vum Stade de Luxembourg fir vill Diskussiounen gesuergt – „pelouse dans un état médiocre“ huet et nom Lännermatch géint Belarus den 8. September 2024 geheescht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. D'Participatioun vu 70 % vum Staat un de Fonctionnementskäschte vum Stade de Luxembourg ass laut dem Sportminister senger Äntwert op d'Fro N° 0804 an enger Konventioun vun 2017 festgehalten.

Wéi ass dës Participatioun vum Staat un de Fonctionnementskäschte vum Stade de Luxembourg genau geregelt? Wat sinn déi genau Bestanddeeler vun dëser Konventioun?

2. Wat fir eng Käschte sinn am Detail an de Joren 2022 an 2023 an deem Kader vum Staat iwwerhol ginn?

3. Am Laf vun dësem Joer goufen, op Recommendation vun der zoustänneger Firma, Entretienaarbechten um Wues vum Stade de Luxembourg

¹⁵ Commentaire des articles, projet de loi portant réforme de la législation communale, 2 février 1983, n° 2675, page 84

virgeholl. Aus wat genau hunn dës Aarbechte bestanen?

4. Kann een dovunner ausgoen, dass dës konkreet Aarbechte reegelméisseg mussen ausgefuert ginn oder gëtt et antëscht maschinell Ekipementer, déi dës Aarbechten net méi néideg maachen?

5. Wann nee, wäert an Zukunft da séchergestallt ginn, dass esouwuel d'Fussballsfederatioun wéi och d'Rugbysfederatioun schonn am Virfeld doriwwer informéiert ginn, fir hir jeeweileg Spillkalenneren deemtspriechend unzepassen?

6. Laut Informatiounen vum Stad Lëtzebuerg hunn dës Entretiensaarbechten um Stade de Luxembourg 100.332,60 € kascht, vun deenen de Staat da 70 % wäert iwwerhuelen.

Gouf fir dës Aarbechten eng Ausschreiwung gemaach? Wa jo, wéi vill Firmaen hunn sech doru bedeelegt a wéi héich waren déi entspriechend Offeren?

7. No dësen Entretiensaarbechten an am Virfeld vum Match géint Belarus huet ee Pilz den hybride Wues vum Stade de Luxembourg befall.

Kann de Minister een Zesammenhang tëscht den Entretiensaarbechten an dem Pilzbefall ausschléisen?

8. Laut der Stad Lëtzebuerg si fir d'Bekämpfung vum Pilz fir de Match géint Belarus an en vue vum nächste Match de 15. November géint Bulgarien elo scho weider 101.690,65 € engagéiert ginn, déi och zu 70 % vum Staat iwwerholl ginn.

Si respektiv ginn dës Aarbechte vun der selwechter Firma duerchgefuert, déi och den Optrag fir den Entretien vum Wues kritt huet? Gouf et och hei eng Ausschreiwung?

9. Mengt de Minister, dass sech domadder de Wues fir déi nächst Matcher am Stade de Luxembourg am November erëm erholl huet?

10. Wat gedenken déi zoustänneg Servicer ze ënnerehuelen, fir dass esou Probleemer um Wues sech an Zukunft net méi presentéieren?

Réponse (23/10/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Déi genannte Konventioun reegelt souwuel de finanzielle Volet, mat der finanzieller Participatioun vum Staat, wéi awer och verschidden operationell Sujeten, wéi zum Beispill d'Unzuel u Personal, dat affectéiert ass, respektiv wat d'Missiounen vum Personal sinn.

An dëser Konventioun ass präziséiert, dass de Staat 70 % vun de Fonctionnementskäschten iwwerhëlt, wéi och 70 % vun de Personalkäschten.

ad 2. An de Joren 2022 an 2023 sinn d'Personalkäschten, d'Fonctionnementskäschten, souwéi och d'Acquisitioun vun néidegem Ekipement zu 70 % vum Sportsministère iwwerholl ginn.

ad 3. Sou wéi dëst och vum Fournisseur vun dem hybride Wues am Stade de Luxembourg recommandéiert gëtt, muss de Wues a reegelméisseg Ofstänn komplett erausgeholl ginn. Dës Aarbechte sinn néideg, fir notament d'Filzschicht, déi sech iwwer d'Zäit bilt, erauszehuelen. Dës Interventiounen garantéieren eng méi laang Liewensdauer vun deem hybride Wues.

ad 4. Op Basis vun den Elementer aus der Äntwert op d'Fro N° 3, kann ech confirméieren, dass dës Aarbechte mussen reegelméisseg ausgefuert ginn.

ad 5. Esou wéi dat och scho fir dës Aarbechten de Fall wor, gëtt sech am Virfeld vun enger Interventioun an deem Ausmooss mat de béide Federatiounen un en

Dësch gesat a si iwwer den Zäitpunkt an d'Dauer vun den Aarbechten informéiert.

Ech wëll awer och betounen, dass déi responsabel Leit den internationale Kalenner ganz genee am Bléck hunn an d'Aarbechten och just dann duerchgefuert ginn, wann se keen allze groussen Impakt op d'Spillkalenneren hunn.

ad 6. Als Propriétaire vum Stade de Luxembourg, an esou wéi déi uewe genannte Convention d'exploitation et och virgesäit, ginn dës Aarbechten, an enkem Austausch mam Sportsministère, vun der Stad Lëtzebuerg ausgefuert. An dësem Fall gouf et eng Procédure négociée, sou wéi d'Gesetz iwwer d'Marchés publics et virgesäit.

ad 7. Nee.

ad 8. Jo, dës Aarbechte goufe vun der selwechter Firma duerchgefuert. Doduerch, dass nach keng Receptioun vun den Aarbechte gemaach ginn ass, wor dëst och net anescht méiglech.

ad 9. Ech hu Vertrauen an d'Qualitéit vu bedeelegte Parteien, ob dëst déi extern Firma ass, oder d'Personal vun der Stad Lëtzebuerg, déi all Dag um Terrain schafft, dass den Terrain am November an engem ganz gudden Zoustand wäert sinn, ofhängeg natierlech vun de Wiederkonditiounen.

ad 10. D'Ekip vum Stade de Luxembourg ass onermiddlech am Asaz, fir de Stade de Luxembourg a senger beschtméiglecher Form ze weisen. Dofir hunn ech och vollstent Vertrauen, dass dëst och an Zukunft esou ass.

Lenteur judiciaire | Question 1227 (24/09/2024) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Et ass bekannt, dass déi sougenannt „lenteur judiciaire“ leider och hei zu Lëtzebuerg eng Realitéit ass.

Besonnenesch bei Scheedungsaffären, wou et zum Beispill ëm d'Suergerecht vun de Kanner geet, ass et wichteg, dass d'Delaie net ze laang sinn.

D'Chamber huet de Problem erkannt an d'Gesetz vum 24. Juli 2024 gestëmmt, dat „un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027“ virgesäit an den 1.8.2024 am Mémorial publizéiert gouf.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung am Hibleck op dat neit Gesetz preziséieren, wéi laang et dauere wäert, bis duerch eng Opstockung vum Personal an der Magistratur d'Delaie méi kuerz ginn?

2. Firwat dauere juristesche Prozeduren an Expertisen esoulaang? Gëtt et aner Ursaachen dofir wéi de Personalmanktem bei der Justiz?

3. Wéi eng weider Schrëtt plangt d'Regierung, fir der „lenteur judiciaire“ kuerz- bis mëttelfristeg entgéintzewierken?

Réponse (23/10/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. an 3. D'Grundvoraussetzung fir eng méi séier a méi effikass Justiz ass, dass den akute Personalmanktem an der Magistratur behuewe gëtt. Dofir ginn 194 nei Magistratposte geschafen.

D'Gesetz vum 24. Juli 2024 huet schonns 94 nei Magistratposte geschafen. Dobäi kommen nach zousätzlech 20 Poste fir Justizattachéen. E weidere Gesetzesprojet Nr. 8299B gesäit d'Schafe vun enger Reserv vun 100 zousätzleche Magistratposte vir. Hei waarde mir aktuell op den Avis vum Staatsrot.

Et geet awer net duer, fir nei Magistratposten ze schafen, mee et muss een och genuch a kompetent Leit fannen, fir déi oppe Poste besetzen ze kënnen. Dofir gesäit de Gesetzesprojet Nr. 8433 eng Reform vum Accès zur Magistratur am Kader vun enger Ännerung vun der Legislatioun iwwert d'Justizattaché vir. Et geet drëms, fir de Reservoir vun de Kandidaten fir d'Magistratur méi grouss ze maachen. De Gesetzesprojet Nr. 8433 ass nach net vum Staatsrot aviséiert ginn.

Zousätzlech zur Opstockung vun der Zuel vun de Magistrate suerge mir dofir, dass och d'Greffes vun de Gerichten an d'Sekretariaten vun de Parqueten mat genuch administrativem Personal verstärkt ginn.

Dës Personalopstockungen wäerten mëttel- a laangfristeg zu enger Verkürzung vun de Gerichtsprozeduren féieren.

Gläichzäiteg ginn d'Projete fir d'Digitaliséierung vun der Justiz virgedriwwen. Dëst wäert et erméiglechen, fir vill Demarchen am Justizsystem méi einfach a séier ze maachen. Grad de verstärkten Asaz vu Künstlecher Intelligenz (KI) an der Justiz wäert an Zukunft eng wichteg Hëllef ginn, woubäi kloer ass, dass KI awer ni e Richter wäert ersetzen.

D'Regierung mécht och déi néideg Efforten, fir déi grouss Retarde bei der Mobiliséierung vun den zousätzlechen néidegen Gebailechkeeten fir d'Justizautoritéiten opzehuelen, well den aktuelle Manktem u Büroen a Gerichtssäll riskéiert, soss eng negativ Auswirkung op d'Delaie ze hunn.

Do dernieft gi verschidde Gerichtsprozeduren moderniséiert. De Koalitionsaccord 2023-2028 gesäit am Kader vum Code de procédure pénale zum Beispill eng acceleréiert Prozedur vir. D'Delaie wäerten awer och an Zukunft ëmmer vu ganz ënnerschiedlechen Facteuren ofhänken, wéi d'Komplexitéit vun der Affaire, d'Recoursméiglechkeeten an d'Strategie vun de Parteien an hiren Affekoten. Dowéinst ass et net méiglech, fir pauschal Previsiounen ze maachen.

ad 2. Generell gëtt et ze wéineg Interessenten, fir eng Expertise am Kader vun enger Gerichtsprozedur duerchzuféieren. A verschiddenen Dossierien dauert et méi laang, fir de passenden Expert ze fannen.

Contrôles de l'ITM des conditions de travail à la Schueberfouer | Question 1228 (24/09/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans un article récemment publié sur le site Internet d'un journal luxembourgeois¹⁶ une jeune femme témoigne de violations flagrantes du Code du travail à la Schueberfouer. Des heures supplémentaires non rémunérées, des semaines de travail dépassant les limites légales de 48 heures ainsi que le non-respect des règles en matière des journées de repos y auraient été la règle pendant ses trois semaines de travail à la fête foraine. De plus, la jeune femme fait part d'un non-respect des règles en matière de sécurité et de santé au travail par son employeur.

La jeune femme aurait même contacté l'Inspection du travail et des mines (ITM) qui lui aurait conseillé de porter plainte contre son employeur sans pour autant lui fournir des indications sur les dispositions applicables à la situation des salarié.e.s de courte durée à la fête foraine.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

¹⁶ <https://www.tageblatt.lu/headlines/wie-studenten-und-schueler-auf-dem-groessten-volksfest-der-grossregion-ausgenutzt-werden/>

1) L'ITM a-t-elle procédé à des contrôles des conditions de travail à la Schueberfouer ? Dans l'affirmative, l'ITM a-t-elle réalisé ces contrôles de sa propre initiative ou suite à des signalements d'employé.e.s ou d'employeur.e.s ?

2) Dans l'affirmative encore, combien de contrôles ont été effectués par l'ITM dans le cadre de la fête foraine ? Combien d'infractions et quels types d'infractions ont été constatés par les agents de l'ITM et quelles en ont été les suites ?

3) Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que le signalement de la jeune femme à l'ITM n'a pas entraîné la constitution d'un dossier et un contrôle sur place d'agents de l'ITM tout en sachant que l'ITM est bel et bien responsable « ... de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés¹⁷ » ?

4) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la législation en matière de conditions de travail et de protection des salarié.e.s s'applique également aux contrats de travail conclus dans le cadre de la Schueberfouer ? Dans l'affirmative, quelles mesures envisage-t-il pour garantir que la protection des employé.e.s sera garantie lors des prochaines éditions de la fête foraine ?

Réponse (07/10/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Dans le cadre de l'édition de la « Schueberfouer » 2024, l'ITM a procédé à trois reprises de sa propre initiative à des contrôles des conditions de travail.

ad 2) Lors de ces contrôles, répartis sur trois jours, les conditions de travail de 110 salariés de 10 entreprises ont été vérifiées.

Comme infractions, il a été constaté sur place qu'une entreprise occupait deux ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, dont l'un d'entre eux avait déjà fait l'objet d'une cessation de travail en 2022.

Pour ces deux infractions deux amendes administratives ont été infligées à l'entreprise concernée.

En ce qui concerne la vérification des documents concernant les conditions de travail, les dossiers sont actuellement en cours de traitement.

ad 3) Bien que l'ITM soit bel et bien compétente pour « veiller » et « faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés », elle ne saurait dépasser les compétences lui conférées par cette même législation.

En ce qui concerne plus précisément les conditions de travail des salariés et élèves/étudiants travaillant à la « Schueberfouer », celles-ci sont dotées d'un encadrement spécifique, étant donné que l'article L. 211-3 du Code du travail exclut les entreprises foraines de l'application des dispositions relatives à la durée de travail prévues au Livre II, Titre premier, du Code du travail. Ceci implique que toutes les dispositions relatives à la durée de travail, notamment le dépassement de la durée normale et maximale de travail, les majorations relatives à la prestation d'heures supplémentaires et au travail de nuit ne sont pas applicables aux entreprises foraines.

L'exclusion des entreprises foraines à l'application des dispositions relatives à la durée de travail a également pour conséquence qu'elles sont légalement dispensées de la tenue d'un registre spécial prévu par l'article L. 211-29 du Code du travail, de sorte que les inspecteurs du travail de l'ITM sont privés de l'outil principal leur permettant de constater d'éventuelles infractions en matière de repos et de travail du dimanche.

Au vu de ce qui précède et quand bien même l'ITM aurait été contactée à plusieurs reprises concernant le non-respect des dispositions relatives à la durée de travail, l'ITM ne saurait, dans le cadre d'un contrôle, obliger les entreprises foraines à respecter des dispositions légales qui ne leur sont pas applicables en vertu de l'article L. 211-3 du Code du travail.

À toutes fins utiles, il convient d'indiquer que dans le cadre de l'édition de la « Schueberfouer » 2024, aucune plainte ou dénonciation concernant la sécurité et santé au travail ou le non-respect des conditions de travail autres que celles relatives à la durée de travail n'a été soumise à l'ITM.

ad 4) L'article L. 211-3 du Code du travail exclut les entreprises foraines de l'application des dispositions relatives à la durée de travail prévues au Livre II, Titre premier, du Code du travail.

Ceci implique que toutes les dispositions relatives à la durée de travail, notamment le dépassement de la durée normale et maximale de travail, les majorations relatives à la prestation d'heures supplémentaires et au travail de nuit ne sont pas applicables aux entreprises foraines.

Ceci a également pour conséquence que les entreprises foraines sont dispensées de la tenue d'un registre spécial prévu par l'article L. 211-29 du Code du travail.

Streetworker | Question **1229** (24/09/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De MEN cofinanzéiert a verschiddene Gemenge Streetworkeren. An der Gemeng Péiteng ass zu menger Zäit am Gemengerot virun dräi Joer de Finanzement vun esou engem Streetworker ugefrot ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

– Stëmmt et, dass d'Gemeng Péiteng aktuell a Gesprécher ass, fir ee Streetworker cofinanzéiert ze kréien?

Wou sinn dës Gesprécher drun a wéini ka mat engem Accord gerechent ginn?

Réponse (08/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Streetwork riicht sech virun allem u Leit am Erwuessenenalter, fir déi den ëffentleche Raum zu hirem Haaptliwensberäich ginn ass. Si weisen dacks eng geréng Gesondheetskompetenz op an hunn an der Reegel keen oder nëmmen ageschränkten Zougang zu Aariichtungen aus dem Sozial- a Gesondheetsberäich. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) cofinanzéiert a kenger Gemeng Streetworkeren an duerfir gouf d'Demande vun der Gemeng Péiteng aus dem Joer 2021 och net zeréckbehalen.

De MENJE ënnerstëtzt awer a verschiddene Gemengen eng Verstärkung vun der edukativer Equipe vu Jugendhaiser, fir méi geziilt op vulnerabel Jonker duerzegoen an, wa gewünscht an néideg, si ze beroden, fir datt si aus méi schwieriger perséinlecher Situatiounen erauskommen.

D'Jugendhaus Péiteng, dat vun der Gemeng a vum MENJE cofinanzéiert ass, huet am Pilotprojet Outreach 2016–2018 matgemaach. An deem Kader gouf een zousätzleche Poste cofinanzéiert. Dësen ass, no der Pilotphas, perenniséiert a besat ginn.

Remboursement de la psychothérapie | Question **1230** (24/09/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Dans un contexte où la santé mentale est de plus en plus reconnue comme une composante essentielle du bien-être global de la population, la demande de psychothérapie connaît une augmentation notable. La psychothérapie est remboursée au Luxembourg depuis le 1^{er} février 2023. À partir de cette date, les consultations psychothérapeutiques sont partiellement prises en charge par la Caisse nationale de santé (CNS), avec pour but d'offrir un meilleur accès aux soins de santé mentale.

Malgré cette possibilité d'un remboursement, de nombreuses personnes peinent à accéder à ces soins en raison de leur coût puisque le tiers payant social ne s'applique pas aux psychothérapies. Pour d'autres patient.e.s, le fait de devoir avancer les honoraires en attente du remboursement partiel est également une charge financière importante, voire trop importante.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel pourcentage du budget alloué au remboursement de la psychothérapie a été engagé jusqu'à ce jour ?

2) Est-ce qu'une augmentation du taux de remboursement pour les adultes est envisagée, afin de mieux répondre aux besoins croissants en matière de soutien psychothérapeutique ?

3) Quel est l'état d'avancement des négociations ayant pour but d'intégrer le tiers payant social pour psychothérapie dans la convention relative au tiers payant social ?

4) Quand le paiement immédiat direct sera-t-il applicable, permettant ainsi de diminuer la charge financière des patient.e.s ?

Réponse (22/10/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour la période de janvier 2024 à septembre 2024 inclus, 41 % des dépenses prévues dans le budget annuel de l'assurance maladie-maternité 2024 ont été engagées sur un total de 19,2 millions d'euros prévus pour les prestations de psychothérapie réalisées au Grand-Duché du Luxembourg¹⁸.

ad 2) Au moment du lancement de la prise en charge des soins de psychothérapie au Luxembourg en mars 2023, il avait été convenu d'évaluer le dispositif après une période de deux ans. Cet exercice aura pour finalité l'identification de pistes d'amélioration possibles de la prise en charge des patients qui ont besoin de recourir à des soins de psychothérapie.

ad 3) Le tiers payant social s'applique actuellement aux prestations prévues dans les nomenclatures des actes et services des médecins et médecins-dentistes ainsi qu'aux analyses de laboratoire que les médecins sont autorisés à effectuer personnellement dans leur cabinet médical à l'occasion des actes médicaux, tel que prévu à l'article 3 de la convention-cadre conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé (CNS), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Cette convention n'intègre pas les prestations de psychothérapie prises en charge par l'assurance maladie-maternité.

¹⁸ Budget de l'assurance maladie-maternité 2024 validé par le conseil d'administration de la CNS le 15 novembre 2023.

¹⁷ <https://itm.public.lu/fr/nous-connaître/objectifs-missions.html>



L'évaluation mentionnée dans la réponse à la question 2) intégrera le volet des différents modes de prise en charge directe, c'est-à-dire le tiers payant, le paiement immédiat direct et le tiers payant social.

Des pourparlers en vue d'élargir le champ d'application de cette convention sont envisagés d'être organisés entre le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et la CNS.

ad 4) Conformément à l'article 24, premier alinéa, deuxième phrase du Code de la sécurité sociale (CSS), « Des dispositions conventionnelles peuvent prévoir les conditions et modalités d'une prise en charge directe d'actes, services et fournitures par la Caisse nationale de santé [...] ». Actuellement, ces conditions et modalités font défaut et une prise en charge des actes et services des psychothérapeutes par le système de prise en charge directe du paiement immédiat direct n'est donc pas possible.

La mise en place du système de paiement immédiat direct pour la prise en charge directe des actes et services des psychothérapeutes nécessite la fixation des dites conditions et modalités dans une convention régissant les rapports entre la CNS et le groupement professionnel représentatif des psychothérapeutes conformément à l'article 61 du CSS. Ces rapports sont actuellement régis par le règlement grand-ducal du 12 février 2021 portant réglementation des relations entre la Caisse nationale de santé et le groupement représentatif de la profession de psychothérapeute au Grand-Duché de Luxembourg.

Partant, une prise en charge des actes et services des psychothérapeutes par le système de prise en charge directe du paiement immédiat direct ne sera possible que lorsque la CNS et le groupement professionnel représentatif des psychothérapeutes auront trouvé un accord et signé une convention qui fixe entre autres les conditions et modalités de cette prise en charge directe.

Aides financières à l'organisation de manifestations sportives | Question 1231 (25/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Den Tour de Luxembourg 2024 war eng exzellent Publicitéit fir de Vëlosport an eng formidabel Publicitéit fir d'Promotioun vun eisem Land. Och eis Lëtzebuurger Ekip huet eng gutt Leeschtung gewisen a mat enger staarker Performance op sech opmierksam gemaach. Den Tour de Luxembourg gouf op 3 vu 5 Kontinenten an an insgesamt 126 Länner iwwerdreien – eng grouss Bün fir eist Land an absënns fir de ganzen Tourismussecteur.

Deemächst wäert mat den Tennis Masters dat nächst grouss Sportevent an der Coque stattfannen – wou den internationalen Dammentennisport an Evidenz gesat gëtt an eist Land eng weider international Visibilitéit kritt. Béid Sportsmanifestatiounen vertriee souwuel de Slogan „Visit Luxembourg“ wéi och d'Signature „Luxembourg – Let's make it happen“.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Tourismus a fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi vill finanziell Ënnerstëtzung hu béid Organisatiounen an de Joren 2022 an 2023 fir déi jeeeweileg Manifestatiounen vum Staat kritt?
2. Wéi héich wäert dës staatlech finanziell Ënnerstëtzung am Joer 2024 sinn?
3. Wéi gesäit d'Regierung d'Evolutioun vun der finanzieller Participatioun vum Staat an den nächste Joren – dëst op Grond vun der internationaler Visibilitéit vu béide Sportsmanifestatiounen?

4. Gedenkt d'Regierung, hir Participatioun weider ze erhéijen am Sënn vun der Promotioun vun eisem Land?

Wa jo, ëm wéi vill soll déi finanziell Ënnerstëtzung par rapport zu 2024 erhéicht ginn?

5. Plangt d'Regierung, fir an Zukunft nach aner grouss international Sportsmanifestatiounen hei zu Lëtzebuerg mat „Visit Luxembourg“ an „Luxembourg – Let's make it happen“ promouvéiert ginn, finanziell ze ënnerstëtzen, fir esou international op grousser Bün Reklamm fir eist Land ze maachen?

Wa jo, wéi eng Sportsmanifestatiounen wieren dat?

Réponse (25/10/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1.

Tour de Luxembourg:

Den Tour de Luxembourg krut fir d'Joren 2022 an 2023 jeeeweils 105.000 EUR vum Sportsministère a Form vun engem Subsid „Nation Branding“ a 45.000 EUR vum Wirtschaftsministère, ënnert sengem Ressort Tourismus.

Luxembourg Ladies Tennis Masters:

Am Joer 2022 ass dës Sportsmanifestatioun net iwwert de Budget vum Sportsministère ënnerstëtzt ginn. Hei huet de Finanzministère e Subsid vun 325.000 EUR accordéiert. Dëse Subsid ass fir d'Joer 2023 bei de Sportsministère transferéiert ginn.

2023, nodeems de respektiven Artikel op de Sportsministère transferéiert gouf, huet sech déi finanziell Ënnerstëtzung, a Form vun engem Subsid „Nation Branding“, op 325.000 EUR belaf.

Vum Wirtschaftsministère kritt de Luxembourg Ladies Tennis Masters keng direkt finanziell Ënnerstëtzung. D'Evenement kritt vu „Luxembourg for Tourism“ Promotiounsmaterial zur Verfügung gestallt, wéi zum Beispill touristesch Brochuren a Postkaarten. D'Cellule „Promotion de l'image de marque“ aus dem Wirtschaftsministère huet d'Signature vu Lëtzebuerg a Form vu Locatiounsmaterial a vu physischem an digitale Promotiounsmaterial beim Evenement placéiert.

ad 2. Tour de Luxembourg:

Den Tour de Luxembourg krut dëst Joer eng finanziell Ënnerstëtzung („Nation Branding“) an Héicht vun 120.000 EUR vum Sportsministère. De Wirtschaftsministère, ënnert sengem Ressort Tourismus, huet e Subsid vu 45.000 EUR accordéiert.

Luxembourg Ladies Tennis Masters:

De Luxembourg Ladies Tennis Masters krut 2024 e Subsid „Nation Branding“ an Héicht vun 200.000 EUR. Och dëst Joer huet de Wirtschaftsministère erëm Promotiounsmaterial zur Verfügung gestallt.

ad 3. All Sportsmanifestatioun, déi am Kader vun „Nation Branding“ mat engem Subsid vum Sportsministère ënnerstëtzt gëtt, ënnerleeft enger Evaluatioun vun der internationaler Visibilitéit, souwuel viru wéi och no der Manifestatioun. Dës Evaluatioun, déi alljoers nei duerchgefouert gëtt, baséiert op Donnéeën, déi vun den Organisatiounen zur Verfügung gestallt ginn, eegene Recherchen, mee och Analysen déi iwwert sougenannte „social listening“ a „media monitoring“-Outils gemaach ginn. Fir d'nächst Joer wäerten déi éischt Evaluatiounen am 1. Semester realiséiert respektiv kuerz virun de Sportsmanifestatiounen konkretiséiert a finaliséiert ginn.

ad 4. Doduerch, dass och aner gréisser international Sportsmanifestatiounen zu Lëtzebuerg eng finanziell Ënnerstëtzung, am Kader vun der „Promotion de l'image de marque“ am Sport kënnen ufroen, gëtt am

Ufank vum Joer eng Evaluatioun vun alle potentielle Manifestatiounen gemaach. Am Sënn vun der Promotioun vun eisem Land gëtt heibäi sécher gestallt, dass déi Manifestatiounen, déi op internationaler Bün am meeschte positiv Resonanz fir eist Land hunn, déi adaptéiert finanziell Ënnerstëtzung kréien.

De Sportsminister wäert sech och weiderhin dofir setzen, dass déi finanziell Ënnerstëtzung „Nation Branding“ den Efforten, déi d'Organisatiounen vum de Sportsmanifestatiounen maache fir d'Visibilitéit vum Land am Ausland Rechnung dréit.

ad 5. Grouss international Sportsmanifestatiounen, déi zu Lëtzebuerg organiséiert ginn an e Potential hunn, fir international op grousser Bün Reklamm fir d'Land ze maachen, gi konstant analyséiert, evaluéiert an an de Limite vum Budgetartikel finanziell ënnerstëtzt. Parallell zur finanzieller Ënnerstëtzung vum Sportsministère, contribuéiert de Wirtschaftsministère och bei verschiddene Manifestatiounen mat Promotiounsmaterial.

Am Joer 2024 si follgend Sportsmanifestatiounen fir e Subsid „Nation Branding“ zeréckbehalde ginn:

- CMC Indoor Meeting
- CMC Euro Meet
- Six Tickets To Paris
- Schleck Gran Fondo
- WTT Youth Contender Luxembourg
- Flèche du Sud
- Yonex Luxembourg Open
- La Charly Gaul
- Skoda Tour de Luxembourg
- Luxembourg Ladies Tennis Masters
- BMX Flatland European Championships

Parking pour diplomates à l'Aéroport de Luxembourg | Question 1232 (25/09/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Um Findel si verschidde Parkplazen exklusiv fir Gefierer reservéiert, déi mat enger CD-Plack immatrikuléiert sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Aussenangeleeënheeten a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Parkplazen um Findel si fir Gefierer mat CD-Autosplack reservéiert?
2. Firwat kréien Diplomaten de Privileeg vun enger reservéierter Parkplaz um Flughafen?
3. Op wéi engen anere Plazen am Land existéiere Parkplaze fir Gefierer mat CD-Autosplacken?

Réponse (22/10/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Um Flughafen Findel sinn am Ganze sechs Parkplaze fir Véhicules officiels reservéiert, déi net exklusiv sinn an dowéinst och vu Gefierer mat CD-Placke benotzt kënnen ginn.

ad 2. Ewéi an der Äntwert op déi 1. Fro beschriwwen, sinn déi Parkplazen net exklusiv fir Diplomate virgesinn.

ad 3. D'modifizéiert Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Reglementatioun vum Stroosseverkéier (Code de la route) gesäit follgendes vir:

„Les communes peuvent en particulier réglementer le stationnement et le parage dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route ainsi que dans l'intérêt de la qualité de vie des riverains et

du développement ordonné des agglomérations. Elles peuvent, notamment sur les voies publiques des quartiers résidentiels, prévoir des modalités particulières d'utilisation des emplacements de stationnement et de parcage en faveur des véhicules des résidents. Elles peuvent aussi réserver le stationnement et le parcage de certains emplacements signalés comme tels aux véhicules utilisés par des personnes dont la mission ou la condition physique justifie pareille dérogation ; cette dérogation s'applique particulièrement aux véhicules de la Police grand-ducale et des représentations étrangères officielles ainsi qu'à ceux servant au transport 'de personnes handicapées', aux emplacements qui leur sont spécialement réservés et qui sont signalés comme tels."

Deemno sinn et d'Gemengen, déi dat reglementéieren. Eis leien deementspriedend och keng Zuele vir, wou nach esou Parkplaze sinn.

Assurances des vélos et trottinettes électriques | Question 1233 (25/09/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

D'Zuel vun elektroneschen Trottinetten, genausou wéi Véloen, hëlt am deegleche Verkéier ëmmer méi staark zou. Am Géigesaz zu den Autoe sinn dës allerdéngs net strikt vum Floss vun de Foussgänger getrennt, mee notzen dacks déi selwecht Weeër, wéi Trottoiren, Foussgängerzonen (deelweis och am Fall, datt et verbueden ass), wat op d'mannst eenzel Zesummestéiss onvermeidlech mécht. Als schwächste Member vum Verkéier ass de Foussgänger naturgeméis am Nodeel, während d'Méiglechkeete vu Farerflucht opgrond vun där feelender Identifizierungsméiglechkeet ongläich méi grouss si wéi beim Auto.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, d'Notzung vun deene genannte Gefierer mat enger Haftpflichtversécherung ze verbannen, genausou wéi enger Obligatioun, déi entspreichend Pabeieren analog zum Auto mat sech ze féieren?

2. Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, an de Schoule speziell Coursen unzebidden, fir och mannerjäreg Chauffieren op déi gëllent Obligatiounen opmierksam ze maachen a fir d'Risiko vun deene genannte Gefierer ze sensibiliséieren?

Réponse (21/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu den elektroneschen Trottinetten am ëffentleche Stroosse-raum.

Elektronesch Trottinette gehéiere laut dem Code de la route zu de sougenannte „microvéhicules électriques“ (MVE), wéi am Artikel 2 vum Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques festgehalen.

Deemno dierfe Kanner bis zum Alter vun 13 Joer dës Gefierer um Trottoir benotzen, wann se do keng Foussgänger behënneren oder a Gefor bréngen. Ab 13 Joer muss de Benotzer vun engem MVE dann op der Strooss fueren.

D'Regierung gesäit fir den Ament keng Noutwendegkeet, d'Benotzung vun elektroneschen Trottinetten un eng spezifesch Haftpflichtversécherung ze bannen, well d'Accidenter mat dëse Gefierer schonns duerch déi perséinlech Haftpflichtversécherung ofgedeckt

ginn. Och wier et schwéier, eng Obligatioun fir d'Matféiere vun Dokumenter anzeféieren, well elektresch Trottinetten, d'selwecht wéi Véloen, net immatrikuléiert sinn. Dëst entsprécht och der Praxis an deene meeschte Länner an Europa, wou eng zousätzlech Versécherung oder Immatrikulatioun nëmme néideg ass, wann d'Trottinette méi héich Geschwindigkeitkeete kënnen erreechen oder méi eng grouss Leeschtung hunn.

Wat eventuell Coursé fir Mannerjäreg ugeet, esou gëtt et am Moment effektiv Iwwerleeungen, fir an de Schoule mat de Schüler méi op de Sujet vun der Verkéierssicherheit, an dann an deem Kontext natierlech och iwwert MEVEN, anzegoen. An deem Sënn wäerte Gespréicher mat dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend gefouert ginn.

Soutien aux manifestations sportives | Question 1235 (25/09/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

De 84. Skoda Tour de Luxembourg d'lescht Woch war e grouss sportlechen Erfolleg. D'Vélosprofi an hir Equipe ware méi wéi zefridden, de Public begeeschtert an och d'Organisatioun gouf vun alle Säite gelueft. Doriwwer eraus huet dëse Sports-Event dem Land eng Tribün no bausse verschafft, déi net ze ënnerschätzen ass.

D'Organisateuren hunn e ganz positive Bilan no der Course gezunn, mee och bemierkt, dass et un der adäquater Unerkennung a Wäertschätzung feelt, dass si fir d'Zukunft op méi eng grouss finanziell Ënnerstëtzung ugewise wieren a méi Feedback aus de Ministère bräichten.

- Dozou wollt ech de Sportminister froen, ob a wéi d'Regierung an am Besonneschen de Sportministère an Zukunft wëll de Skoda Tour de Luxembourg méi staark ënnerstëtzen, fir dass dës grouss Sportsmanifestatioun weider Zoulaf kritt a Lëtzebuerg do-duerch nach méi staark no bausse promovéiert gëtt?

Réponse (01/10/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Jo, d'Regierung an de Sportministère wëllen dem Skoda Tour de Luxembourg och an Zukunft déi néideg Ënnerstëtzung zoukomme loossen. Dëst a Koordinatioun mam Organisateur an dem Tourismusministère.

Pénurie de médicaments | Question 1237 (25/09/2024) de M. André Bauler | Mme Carole Hartmann (DP)

La Fédération des pharmaciens allemands vient d'annoncer que quelque 500 médicaments pourraient être concernés par une pénurie dans un avenir proche.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Luxembourg se voit-il également confronté au risque d'une pénurie de médicaments d'ici la fin de l'année ?

2) Si tel était le cas, quelles en seraient les raisons ?

3) Les hôpitaux luxembourgeois seraient-ils en train de constituer des stocks de sécurité face à la pénurie potentielle de médicaments ?

4) Quel type de médicaments serait visé tout particulièrement par ce type de précautions ?

Réponse (22/10/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Luxembourg, tout comme les autres pays européens, est confronté à des tensions croissantes dans l'approvisionnement de certains médicaments. Actuellement, 278 médicaments sont signalés en pénurie ou en tension d'approvisionnement au Luxembourg.

Cette situation reflète une tendance durable qui affecte l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Depuis 2013, les pénuries de médicaments se sont intensifiées, touchant désormais un nombre croissant de produits essentiels. Toutefois, au Luxembourg la Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) a mis en place des mécanismes de gestion pour minimiser l'impact de ces pénuries sur les patients. Les entreprises pharmaceutiques sont légalement tenues de signaler toute rupture potentielle au moins deux mois à l'avance, ce qui donne au pays une marge de manœuvre pour réagir lorsque celles-ci satisfont à cette obligation. De plus, la DPM collecte des informations directement auprès des pharmacies hospitalières et du terrain, permettant ainsi de surveiller en temps réel l'évolution de la situation. Cette veille active permet d'identifier les pénuries critiques et, le cas échéant, d'explorer de nouvelles sources d'approvisionnement pour éviter des ruptures prolongées ou graves.

ad 2) Plusieurs facteurs expliquent ces pénuries récurrentes. La cause la plus souvent évoquée par les firmes pharmaceutiques est liée à des problèmes de production, tels que l'indisponibilité de la substance active, des défaillances dans la chaîne de production, ou encore des problèmes de qualité. Par exemple, un site unique de production pour une substance active donnée, souvent localisé en Asie, peut être à l'origine de pénuries mondiales en cas de perturbation, qu'elle soit liée à des incidents techniques, climatiques ou géopolitiques.

En outre, l'augmentation de la demande est un autre facteur majeur. Celle-ci peut être provoquée par une hausse soudaine des infections (pour les antibiotiques, par exemple), ou par des résultats cliniques favorables d'un médicament qui incitent à une demande plus importante que prévue. La demande croissante des marchés émergents exerce également une pression considérable sur la production mondiale, tandis que les tensions géopolitiques, telles que les conflits ou les sanctions internationales, perturbent encore davantage les chaînes d'approvisionnement.

Enfin, de nombreux arrêts de commercialisation, le plus souvent pour des raisons économiques, contribuent également à l'indisponibilité de certains traitements.

ad 3) et 4) Au niveau européen, un médicament est considéré comme critique s'il est utilisé dans le traitement de maladies graves et ne peut pas être facilement remplacé par d'autres médicaments, par exemple en cas de pénurie. La Commission européenne (CE), les chefs des agences des médicaments (HMA) et l'EMA ont publié la première version de la liste de l'Union des médicaments critiques en décembre 2023. Cette liste contient plus de 200 substances actives de médicaments à usage humain considérés comme essentiels pour les systèmes de santé dans l'ensemble de l'UE/EEE, pour lesquels la continuité de l'approvisionnement est une priorité et les pénuries doivent être évitées.

Cependant, compte tenu de cette liste et de la difficulté d'anticiper certaines pénuries, les infrastructures hospitalières du pays ne sont pas encore en



mesure de constituer ce type de stocks de sécurité. Toutefois, la création de la Centrale nationale d'achats et de logistique (CNAL) devrait contribuer à mieux encadrer la gestion de stocks de sécurité de médicaments critiques et d'équipements médicaux pour les hôpitaux, garantissant ainsi une meilleure préparation face à une éventuelle crise sanitaire ou rupture d'approvisionnement critique.

Fonds de la coopération au développement | Question 1238 (26/09/2024) de Mme Sam Tanson | Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères du 20 septembre, les représentants du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire ont expliqué aux député.e.s que l'entièreté du budget du Fonds de la coopération au développement pour l'année 2024 aurait déjà été affecté à des projets concrets et qu'il n'y aurait dès lors pas de marge de manœuvre dans le budget du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire pour déboursier des fonds supplémentaires imprévus.

Dans le même contexte, dans sa réponse à notre question numéro 1223 concernant le Fonds de la coopération au développement, Monsieur le Ministre des Finances a indiqué que « la répartition concrète de l'enveloppe budgétaire s'effectue sous la responsabilité du ministère concerné ».

Dans ce contexte, nous voudrions demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le relevé complet du programme de dépenses du Fonds de la coopération au développement y inclus tous les projets financés en 2024 via ce fonds en nous indiquant les projets concernés, les ONG en charge des projets et les montants affectés aux projets ?

2) Est-ce que les postes budgétaires du Ministère des Affaires étrangères affectés à la coopération au développement et à l'action humanitaire seront, de manière prévisionnelle, complètement épuisés à la fin de l'année ?

Réponse (24/10/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le Fonds de la coopération au développement (FCD) soutient la réalisation de programmes et projets de la coopération bilatérale par l'intermédiaire de Lux-Development ainsi que d'autres partenaires et agences multilatérales. Il finance également la coopération avec les ONG, l'aide humanitaire et l'appui aux programmes. Pour l'année 2024, les engagements financiers du FCD, incluant les projets en cours et ceux en phase d'instruction, s'élèvent à 347 millions d'euros. La répartition de ces fonds est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) L'aide publique au développement (APD) ne se limite pas uniquement au Fonds de la coopération au développement. Pour l'année 2024, l'APD votée se chiffrait à 566,761 millions d'euros. Cependant, comme à l'accoutumée, le Statoc révisé les estimations du revenu national brut (RNB) en cours d'année. Le 4 septembre 2024, l'Inspection générale des finances a communiqué à la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire une nouvelle estimation du RNB qui s'élève à 55,215 milliards d'euros pour cette année. Par conséquent, l'APD disponible en 2024 est ajustée à 552,15 millions d'euros, soit une diminution de 14,61 millions d'euros par rapport à l'APD votée.

Le tableau ci-dessous montre l'APD prévisionnelle pour 2024 telle qu'elle se présente actuellement. Cette situation est susceptible d'évoluer, notamment en fonction des déboursments des autres partenaires comme le Ministère des Finances ou l'Union européenne sur lesquels le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire n'a pas de contrôle direct.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Contrôles de l'ITM des conditions de travail à la Schueberfouer | Question 1239 (26/09/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Een „Tageblatt“-Artikel vum 23. September 2024 berichtet iwwert Mëssstänn op der Schueberfouer mam Titel „Wie Studenten und Schüler auf dem größten Volksfest der Großregion ausgenutzt werden“.

Esou ass iwwert ee Fall ze liesen:

„Obwohl die Studentin an einigen Tagen teilweise nach sechs oder sieben Stunden ging, wurde die maximale tägliche Arbeitszeit von zehn Stunden in aller Regelmäßigkeit überschritten. Über 170 Arbeitsstunden hat sie letzten Endes über drei Wochen hinweg auf der Schueberfouer geleistet – und das bei genau einem einzigen freien Tag. Bei drei Wochen Vertragszeit und einer maximalen wöchentlichen Arbeitszeit von 48 Stunden ist das eine Belastung, die nicht vereinbar mit dem Luxemburger Arbeitsrecht ist.“

Um Site vun der ITM ass ze liesen:

Dans le cadre de la promotion de l'amélioration de la sécurité et santé des salariés sur les lieux du travail, l'Inspection du travail et des mines est chargée notamment:

– [...]

– de contrôler l'application de la législation en matière de sécurité et de santé des salariés

– de promouvoir le bien-être des salariés sur le lieu de travail

– [...]

Et stellt sech d'Fro, wou d'ITM zum Zäitpunkt vun der Schueberfouer war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrolle sur le lieu du travail huet d'ITM tëschent 2019 an 2024 gemaach?

2. Ginn am August a September während der Summer-vakanz manner Kontrolle vun der ITM gemaach?

3. Wéi vill Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht goufen tëschent 2019 an 2024 festgestallt?

4. Wéi vill Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht goufen tëschent 2019 an 2024 op der Schueberfouer festgestallt?

Réponse (15/10/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Tëschtent 2019 an 2024 huet d'ITM follgend Kontrolle gemaach:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Fir déi verschidde Méint goufe follgend Kontrollen (bis den 30.9.2024) vun der ITM gemaach:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am August an am September während der Summer-vakanz sinn net manner Kontrolle vun der ITM gemaach ginn.

ad 3. Tëschtent 2019 an 2024 si follgend Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht festgestallt ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4. Tëschtent 2019 an 2024 si follgend Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht op der Schueberfouer festgestallt ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Police locale | Question 1240 (26/09/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Déi nei Regierung huet eent vun hiren zentrale Walversprieche realiséiert an eng Gemeengepolice agefouert. Dofir goufe Polizist:inne mat engem Bändche „Police locale“ equipéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemeengepolizist:inne gëtt et aktuell?

2. Et ass feststellen, dass a verschiddene Patrouille souwuel Polizist:inne mam Bändche „Police locale“ ënnerwee si souwéi Polizisten ouni Bännercher. Sinn dës Patrouillen duerchmëscht oder wéi ass dës Konstellation ze erklären?

Réponse (16/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et gëtt keng Gemeengepoliziste respektiv Gemeengepolizistinnen an et wäert dës och keng ginn. D'Unité de police locale ass elo während dem Pilotprojet an och herno Partie intégrante vun der Police.

Wéi ech an der zoustänneger Chamberkommissioun den 1. Juli dëst Joer erkläert hunn, besteet de Pilotprojet vun der Unité de police locale aus 20 Poliziste fir d'Stad Lëtzebuerg a 4 Poliziste fir d'Stad Esch-Uelzecht.

ad 2. D'Unité de police locale ass haaptsächlech zoustänneg fir den Ordre public local. Si soll eng visibel Präsenz um Terrain weisen, fir eng méi grouss Proximitéit zwëscht dem Bierger an der Police ze schafen an d'Sécherheetsgefill ze stäerken. Bedéngt duerch déi spezifesch Missiounen droen d'Patrouille vun der Unité de police locale ee Bändchen, fir erkenntlech ze si fir de Bierger.

Donieft sollen all d'Poliziste méi präsent sinn, fir d'Preventioun ze stäerken.

Mendicité agressive | Question 1241 (26/09/2024) de Mme Taina Bofferding (LSAP)

Dans une interview accordée à la station de radio 100,7 le 19 septembre, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures s'est notamment exprimé sur la mendicité et la police locale.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Dans l'interview précitée, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a estimé que le Luxembourg était devenu plus sûr depuis son entrée en mandat il y a dix mois. Sur la base de quelles données Monsieur le Ministre peut-il faire ces déclarations ?

– À l'occasion de cet article de presse, Monsieur le Ministre a annoncé que la mendicité agressive ne poserait plus de problèmes. Cette conclusion a été prise sur base de quels éléments ?

– Comment le nombre de cas de mendicité agressive a-t-il évolué depuis le début de l'année ?

– Existe-t-il des premières conclusions de l'impact de la police locale sur le phénomène de la mendicité agressive ?

Réponse (16/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Depuis ma nomination au poste de Ministre des Affaires intérieures, je me suis attaché à œuvrer pour améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des citoyens, comme le prévoit l'accord de coalition. Cette amélioration se traduit par une présence policière accrue pour une meilleure prévention.

Je tiens à souligner que le projet pilote – police locale n'a pas été instauré pour lutter contre la mendicité agressive, mais pour assurer en général une présence sur le terrain dans un souci d'assurer la prévention dans le cadre de l'ordre public local. Pour ce faire, nous appliquons le principe dit des 4P : personnel, présence, proximité, prévention. Plus de personnel permet de disposer de plus de policiers sur le terrain, d'effectuer un travail de proximité et donc d'assurer davantage la prévention.

Ainsi, j'ai augmenté de 160 à 200 le nombre de candidats que l'École de police peut intégrer par promotion. Dans ce contexte, je signale une nouvelle fois que le corps de police a connu une augmentation réelle avec l'assermentation de 170 policiers le 24 avril 2024, ce qui n'était pas le cas durant les années passées : Après avoir compensé les départs à la retraite, le corps de police a ainsi bénéficié d'un renfort net de 90 policiers.

L'ensemble de ces éléments a contribué à améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité. Cette perception m'est rapportée aussi bien par les citoyens et les commerçants que par la police.

Les patrouilles du projet pilote de l'Unité de police locale, à Luxembourg-ville et à Esch-sur-Alzette, y contribuent évidemment aussi. Comme annoncé lors de la conférence de presse du 1^{er} juillet, un bilan sera dressé à la fin de l'année.

L'augmentation de la présence policière en général a entraîné un recul significatif de la mendicité dite agressive. Chacun peut s'en rendre compte en se promenant dans la capitale.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que, pour la ville de Luxembourg, 11 rapports ont été établis par la police depuis le début de l'année. Pour la ville d'Esch-sur-Alzette, 1 rapport de mendicité a été établi.

Nouvelle loi sur les associations sans but lucratif et les fondations | Question 1243 (26/09/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

La loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations a profondément réformé les dispositions légales en vigueur dans ce domaine. Depuis son entrée en vigueur, les associations sans but lucratif, de tailles diverses, sont confrontées à la nécessité de modifier leurs statuts et de se conformer à la nouvelle législation. Certaines y parviennent avec succès, tandis que d'autres ont besoin de conseils.

Cependant, certains passages de texte au sein de la nouvelle loi semblent soulever des problèmes juridiques. Ainsi, l'article 15, concernant la modification de statuts, prévoit un quorum de présence de deux tiers des « membres présents ou représentés » lors de l'assemblée générale pour modifier les statuts. Or, le respect d'un tel quorum pourrait être facilement atteint laissant la question ouverte d'une véritable représentativité. La même remarque vaut au sujet de l'article 25 concernant la dissolution d'une association sans but lucratif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre est-elle consciente que ces passages de texte sont formulés de manière à ouvrir largement la porte à des assemblées générales non représentatives du réel nombre de membres d'une ASBL laissant place à des potentiels abus ?

2) Si oui, est-il prévu de modifier le texte en question afin de renforcer le quorum de présence ?

Réponse (24/10/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Le quorum de présence de deux tiers des membres présents ou représentés requis pour une assemblée devant statuer sur une modification des statuts ou prononcer la dissolution d'une association est un quorum élevé qui garantit qu'une proportion importante des membres d'une association se prononce sur des questions aussi importantes.

On notera d'ailleurs que le droit belge des associations, dont historiquement le droit luxembourgeois s'est inspiré, prévoit exactement le même quorum de présence.

Il est loin d'être aisé d'atteindre un tel quorum, surtout quand l'association comprend un nombre important de membres.

Si le risque d'abus mentionné dans la question se réfère à la possibilité ouverte pour un membre d'être représenté à l'assemblée, il y a lieu de relever que la décision d'être présent ou représenté revient au membre concerné, qui peut bien entendu donner des instructions de vote précises à la personne qui la représente.

Ne pas permettre le mécanisme de la représentation risquerait d'avoir l'effet inverse à celui escompté en empêchant les membres qui ne peuvent pas assister physiquement à l'assemblée concernée de voter lors de cette assemblée.

De plus, l'impossibilité de réunir le quorum de présence lors de la première assemblée aurait pour effet de multiplier les hypothèses dans lesquelles une deuxième assemblée doit être convoquée, à laquelle aucun quorum de présence ne s'applique.

On notera au passage qu'indépendamment du mécanisme de la représentation, la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations a permis aux statuts à l'article 12, paragraphe 3, de prévoir la participation des membres par visioconférence, autre moyen d'assurer une participation effective des membres aux assemblées.

On notera également, que les associations peuvent prévoir statutairement des restrictions au pouvoir de représentation en prévoyant par exemple qu'un membre ne puisse représenter qu'une seule autre personne, ou un maximum donné de personnes, et uniquement pour une seule assemblée générale. Une telle disposition limite bien entendu mécaniquement les risques de concentration du pouvoir de décision lors d'une assemblée.

ad 2) Au vu de ce qui précède, une modification de la loi du 7 août 2023 sur ce point n'est actuellement pas à l'ordre du jour.

Incinération à l'air libre de déchets de verdure | Question 1246 (27/09/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

L'article 42 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets interdit l'incinération à l'air libre de déchets. Ceci vaut également pour les

déchets de verdure collectés dans les domaines de l'agriculture, de la viticulture et de la sylviculture. Ces dernières années, l'Administration de l'environnement a proposé en collaboration avec le « MBR Lëtzebuerg » une collecte gratuite de ces déchets.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Protection des consommateurs :

1) Combien de professionnels des secteurs prémentionnés ont profité de cette offre depuis l'introduction de cette mesure ?

2) Quelle est la quantité de déchets de verdure collectée de cette façon par année ?

3) Dans quelle mesure l'émission de particules fines a-t-elle pu être réduite grâce à la collecte de ces déchets de verdure ?

4) Quelle est la proportion des déchets de verdure collectés qui a pu être valorisée, soit par le compostage ou le paillage, soit par une valorisation thermique ?

Réponse (08/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le tableau 1 reprend le nombre de clients par période de prestation du réseau de collecte. En total, le réseau a desservi 3.393 clients sur une période de 7 ans. Ainsi, le réseau prend en charge les déchets de verdure d'environ 480 à 500 clients individuels par période de prestation.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Le tableau 2 reprend les quantités de déchets de verdure collectées par le réseau prémentionné pour la période de 2017 à 2022. Les chiffres repris dans le tableau expriment les quantités en tonnes de déchets collectés. Les quantités pour 2023 ne sont pas encore disponibles.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Les déchets de verdure collectés par le réseau prémentionné sont transformés en copeaux de bois qui sont à leur tour majoritairement utilisés pour une valorisation thermique dans des installations de valorisation spécifiques. Lors d'une incinération de déchets de verdure à l'air libre, des particules fines, notamment les PM10 (« particule de matière » d'un diamètre en dessous de 10 micromètres), sont produites à raison de 4,89 kg par tonne de matière végétale brûlée.

La valorisation thermique des copeaux de bois via une installation non munie d'un filtre à particules permet de réduire les émissions en particules fines d'environ 60 pour cent. Au cas où une telle installation de valorisation est munie d'un filtre à particules fines, une réduction d'émissions d'environ 90 pour cent par rapport aux incinérations à l'air libre peut être atteinte.

ad 4) Le cahier de charges qui est à la base de l'attribution du marché public du réseau prémentionné prévoit la valorisation thermique ou encore la réutilisation des copeaux de bois produits à partir des déchets collectés. La plus importante fraction des copeaux de bois produits est acheminée vers des installations spécifiques pour la valorisation thermique. La valorisation non thermique des copeaux de bois est une option existante prévue par le cahier de charges mais non encore exploitée au niveau national. Ceci dit, 26,4 tonnes de copeaux de bois



(environ 0,25 %) provenant de la viticulture ont été reconverties en charbon de bois dans le cadre du réseau de collecte.

Luxembourg Defence Open Air Days | Question 1248 (30/09/2024) de M. Georges Engel (LSAP)

Le week-end dernier, la Direction de la défense et l'Armée luxembourgeoise ont invité le grand public à découvrir la composante aérienne luxembourgeoise lors des Luxembourg Defence Open Air Days, à l'Aéroport de Luxembourg-Findel. Selon mes informations aucun contrôle de sécurité y a eu lieu. Étant donné que les visiteurs avaient la possibilité d'entrer dans les aéronefs, cette absence de contrôles de sécurité semble particulièrement étonnante.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'aucun contrôle de sécurité a eu lieu sur place lors des Luxembourg Defence Open Air Days ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

– Quelles précautions de sécurité ont été prises quant aux Luxembourg Defence Open Air Days ?

– Comment le Ministère de la Défense évalue-t-il les risques de sécurité et le dispositif à appliquer concernant de tels événements publics ?

Réponse (16/10/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

Le dispositif de sûreté et les contrôles relatifs à l'organisation des Luxembourg Defence Open Air Days ont été réalisés conformément au « règlement grand-ducal du 24 février 2016 relatif aux conditions d'accès à l'Aéroport de Luxembourg et aux contrôles de sûreté y applicables ». Dans le cadre spécifique de cet événement et en raison des mesures de sûreté collectives mises en place, aucun contrôle de sûreté individuel n'était requis pendant le déroulement de l'événement.

Le concept de sûreté des Luxembourg Open Air Days a été élaboré et validé en concertation avec la Police grand-ducale et les autorités aéroportuaires. Il a été mis en œuvre en coordination avec l'agent exécutif du dispositif et des contrôles, la société lux-Airport, opérant sous délégation et sur autorisation de la Police grand-ducale.

Les autorisations requises y afférentes ont été publiées par la Direction de l'aviation civile.¹⁹

Éducation précoce | Question 1249 (30/09/2024) de Mme Francine Cloesener (LSAP)

D'Éducation précoce, dat éischt fakultatiivt Joer vum Cycle 1, ass déi éischt Etapp vum Schoulparcours, déi d'Kanner op d'Schoul, d'Leieren an och op d'Méi-sproochegkeet virbereet. An enger Rei méi klengé Gemenge gëtt d'Éducation précoce, mengen Informatiounen no, nëmmen a Classes mixtes zesumme mat der Éducation préscolaire ugebueden.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. A wéi vill Gemenge gëtt et d'Éducation précoce just a gemëscht Klassen zesumme mat der Éducation préscolaire? Ëm wéi eng Gemengen handelt et sech?

2. Zanter wéini gëtt et d'Praxis vun de Classes mixtes? Wéi hunn sech dës Zuelen an de leschten 10 Joren entwéckelt?

3. Wat ass de legale Kader, dee sou Classes mixtes virgesäit?

4. No wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, ob an enger Gemeng esou gemëscht Klassen ugebuede ginn oder separat Klasse fir de Précoce an de Préscolaire? Spillt den Effectif vun de Schülerinnen a Schüler hei-bäi eng Roll?

5. Wat ass d'Roll vun Educatrici an Educateurs vis-à-vis vun de Spillschoulskanner an esou gemëscht Klassen?

Réponse (08/11/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Aktuell gëtt et a 16 Gemenge sougenannte „Classes mixtes“, an deenen esouwuel Schüler aus dem Cycle 1.0 précoce wéi och aus dem Cycle 1.1 a gegebenefalls aus dem Cycle 1.2 ageschriwwen sinn.

Dës Klasse sinn a Schoule vu folgender Gemengen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. An deene leschten 10 Joer huet sech d'Unzuel vun de Gemengen, an deenen et Classes mixtes gëtt, folgendermoossen entwéckelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. An de legalen Dispositiounen ass festgehalen, datt de Cycle 1.0 précoce Bestanddeel vum Cycle d'apprentissage 1 ass.²⁰ Gläichzäiteg beseet d'Gesetz, datt eng Klass ee Grupp vu Schüler ass, deen ënnert der Verantwortung vun engem Titulaire de classe läit.²¹ An deem Kontext an am Kader vun de Cycles d'apprentissage ass et deemno méiglech, Schüler aus den Altersgruppe vun 3 bis 6 Joer zesummen an enger Klass am Cycle 1 ze beschoulen.

ad 4. Bei geréngen Effektiver vun de Joergäng innerhalb vun engem Cycle recommandéiert de Service de l'enseignement fondamental vu mengem Ministère gegebenefalls eng Beschoulung a just enger Klass.

Gläichzäiteg decidéiere vereenzelt Gemengen och am Kader vun hirer Schoulorganisatioun an no Réck-sprooch mat de concernéierte Membere vun der Schoulcommunautéit, Classes mixtes ze schafen, fir esou eng effizient Notzung vun de Ressourcen a Funktioun vun de Kannerzuele pro Joergang ze garantéieren oder engem spezifesch Schoulkonzept Rechnung ze droen.

ad 5. Am Fall vun de Classes mixtes hält den Educateur/d'Éducatrice deel um Alldag an der Klass, woubäi de Fokus natierlech op de Schüler aus dem Précoce läit. Gläichzäiteg kann den zweeten Inter-venant dem Enseignant awer och ënnerstëtzend bei der Betreuung an der Ëmsetzung vun Differenzéierungs-moossen fir d'Kanner aus dem Cycle 1.1 a gegebenefalls dem 1.2 zur Säit stoen.

Mise en œuvre du AI Act | Question 1251 (30/09/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 11. Juli 2024 ass den AI Act (EU-Veruerdnung iwwer Kënschtlech Intelligenz) no méi wéi dräi Joer Verhandlungen am Amtsblat vun der Europäescher

Union publizéiert ginn. Den AI Act ass den 1. August 2024 a Kraaft getrueden a gesäit vir, dass d'EU-Memberstaate bis den 2. August 2025 eng Opsichts-struktur fir d'national Ëmsetzung festleeën müssen. Bis ewell gouf vun der Regierung, trotz dem knappen Zäitkader, nach kee Projet fir esou eng Opsichts-struktur respektiv nach kee Gesetzesprojet fir d'Ëmsetzung vum AI Act virgeluecht. Och e Referen-tenentwurf, un deem Gemengen, Fachkreesser a Verbänn bedeelegt kéinte ginn, ass bis elo net bekannt. Dobäi hânt et entscheedend vun der nationaler Ëmsetzungsarchitektur of, ob mam AI Act Konditiounen zu Lëtzebuerg entstinn, mat deenen eis Betriber am Beräich KI (Kënschtlech Intelligenz) international kompetitiv kënnen sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wéini plangt d'Regierung, e Gesetzesprojet fir d'Ëmsetzung vum AI Act am Regierungsrot unzuhuelen?

2. Wéi eng Ministère sinn haaptsächlech fir d'Ausaar-bechtung vum Gesetzesprojet fir d'Ëmsetzung vum AI Act zoustänneg?

3. Wéi soll no Meenung vun der Regierung déi national Ëmsetzungsarchitektur ausgestallt ginn, mat Bléck op déi am AI Act gefuerdert „zoustänneg national Autoritéit“, „notifizéiert Autoritéit“ an „Konformi-téitsbewäertungsstellen“?

4. Soll déi national Opsicht iwwer den AI Act an d'Maartiwwerwaachung vun der selwechter Autoritéit iwwerholl ginn oder müssen dës Aufgaben no Mee-nung vun der Regierung institutionell getrennt ginn?

5. A wéi enge Beräicher ass déi national Ëmsetzungs-architektur no Meenung vun der Regierung duerch d'Reegelen am AI Act scho kloer festgeluecht an a wéi enge Beräicher bestinn dogéint national Spillraum?

6. Gi scho Gespécher tëscht der Regierung an dem europäeschen AI Office an dem europäeschen AI Board gefouert betreffend d'Ausgestaltung vun der nationaler Ëmsetzungsarchitektur?

7. Wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, dass d'Ëmsetzungsarchitektur esou schlank wéi méiglech gehale gëtt an d'Zil erreecht ka ginn, de Betriber en effizienten One-Stop-Shop zur Verfügung ze stellen?

8. Wéi gedenkt d'Regierung sécherzestellen, dass déi national Ëmsetzungsarchitektur esou konstruéiert ass, dass eng kohärent Transmissioun zu de komple-xen Opsichtsstrukturen fir den AI Act op EU-Niveau reiwungslos funktionéiere kann?

9. Wat fir eng Roll soll no Meenung vun der Regie-rung bannent der Ëmsetzungsarchitektur dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR) zoukommen?

10. Wat fir eng Roll soll no Meenung vun der Regierung bannent der Ëmsetzungsarchitektur der Commission nationale pour la protection des don-nées (CNPD) zoukommen?

11. Huet d'Regierung an hirem Budgetsentwurf fir 2025 scho Mëttele a Plaz fir den Opbau vun der na-tionaler Ëmsetzungsarchitektur vum AI Act virgesinn?

Réponse (30/10/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dat europäescht Reglement iwwer Kënschtlech In-telligenz (Reglement EU 2024/1689, AI Act genannt) ass den 1. August 2024 a Kraaft getrueden.

D'Reglement gesäit zwou Zorte vun Autoritéiten op nationalem Niveau vir: d'notifizéierend Autoritéiten an

¹⁹ Règlement ministériel du 1^{er} août 2024 concernant la déclassification temporaire d'une zone de sûreté à accès réglementé en zone publique dans le cadre d'une exposition d'aéronefs militaires à l'aéroport. (<http://data.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rmin/2024/08/01/a343/jo>)

²⁰ Artikel 4 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le per-sonnel de l'enseignement fondamental

²¹ Artikel 2 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisa-tion de l'enseignement fondamental



d'Maartiwwerwaachungsautoritéiten. Dës Autoritéite ginn zesummen als kompetent Autoritéite bezeechent.

D'Memberstaate mussen der Europäescher Kommission bis den 2. August 2025 d'notifizéierend Autoritéiten an d'Maartiwwerwaachungsautoritéiten an deenen hir Aufgabe matdeelen.

Et ass virgesinn, d'Designatioun vun de kompetenten Autoritéiten duerch e Gesetz ze formaliséieren, fir déi néideg legal Basis fir d'Ausféiere vun hiren Aufgaben ze schafen an hinnen déi virgesinne Sanktiouns-befugnis ze ginn. Den Departement fir Medien, Connectivitéit an digitalen Agenda ass zoustänneg fir d'Ausschaffe vum Gesetzesvorschlag. All d'Ministèren, deenen hir Autoritéiten an d'Ëmsetzung vum Reglement involvéiert sinn, goufen an d'Aarbechten agebonnen. Konkreet handelt et sech ëm de Finanzministerium, de Justizministerium, de Ministère fir Digitaliséierung, de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet, de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an de Wirtschaftsministerium.

Et ass virgesinn, datt de Regierungsrot de Gesetzesvorschlag nach 2024 unhëlt. Dëst géif Lëtzebuerg warscheinlech zu engem vun den éischte Memberstaate maachen, déi e Gesetzesvorschlag fir d'Ëmsetzung vum KI-Reglement deposéiert hunn.

D'Artikelen 28 a 74 vum KI-Reglement gi präzis Richtlinne fir d'Designatioun vun de kompetenten Autoritéiten. D'Regierung huet vir, dës Richtlinnen an hirem Gesetzesvorschlag ze verfollegen. Déi sektoriell Kompetenze vun den Autoritéite wéi dem ILR an der CNPD gi respektéiert. Ausserdeem ass virgesinn, ee Kontaktpunkt ze nennen, fir de relevanten Interessengruppen een eenzege Gesprächspartner ze bidden. De Kontaktpunkt wäert och d'Koordinatioun tëschent den nationalen Autoritéiten an der Europäescher Kommission als Missioun hunn. D'Budgete vun de kompetenten Autoritéite ginn no den individuelle Besoine vun all eenzeler Autoritéit ugepasst.

Schonn éier d'KI-Reglement a Kraaft getrueden ass, huet d'Europäesch Kommission ugefaangen, d'Aarbecht vum europäesche KI-Gremium virzebereeden. Wéi all Memberstaaten ass Lëtzebuerg am Gremium vertrueden an hält aktiv un den Aarbechten deel. De Gremium huet sech fir d'éischte Kéier den 10. September 2024 zu Bréissel getrafft.

Ausserdeem sinn eis Servicer a reegelméissegem Kontakt mam Bureau fir KI, dee bannent der DG Connect etabliert ass. Hei sief bemierkt, dass d'Eenheet A.1. vum Bureau fir KI (zoustänneg fir „Exzellenz an der Kënschtlicher Intelligenz an der Robotik“) zu Lëtzebuerg baséiert ass.

Criminalité liée aux drogues | Question 1256 (30/09/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg ass ee Sujet, mat deem d'Police oft konfrontéiert ass. D'Police ass beméit, d'Tensiounen am Garer Quartier ze reduzéieren a mécht dëst mat Erfolleg, wéi och den Directeur général vun der Police grand-ducale an engem Interview den 30. September 2024 am „Quotidien“ confirméiert. D'Policepresenz huet eng ofschreckend Wierkung an ass een Deel vun der Léisung am Kader vun der Lutte géint d'Drogekriminalitéit. D'Evolution vun de Chifferen an dësem Beräich ass e wichtege Facteur, fir Mesurë wéi d'Police locale oder de Platzverweis ze moossen.

An deem Kontext wëilt ech folgend Fro un den Här Inneminister stellen:

1. Wéi vill Leit sinn an deene leschten 3 Méint am Garer Quartier festgeholl gi wéint Drogenhandel?

2. Wéi vill Leit sinn zanter uganks des Jores an a ronderëm de Garer Quartier wéinst Drogenhandel festgeholl ginn?

3. Wéi hunn dës Chifferen par rapport zum Joer 2023 evoluéiert?

4. A wéi ville vun dëse Fäll handelt et sech ëm Recidivisten?

Réponse (11/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 3. An deene leschten 3 Méint (Juli/August/September vun 2024) konnten, duerch gréisser Aktiounen vun der Police, am Garer Quartier, 59 Interpellatiounen gemaach ginn.

Wann een déi Referenzperiod mat de selwechte Méint am vergaangene Joer mat dësem Joer vergläicht, sinn d'Interpellatiounen vu 37 op 59 geklommen.

ad 2. Vum Ufank vum Joer bis de 24. September sinn 105 Festname wéinst Drogenhandel gemaach ginn an der Zone ronderëm de Garer Quartier, also Hollerech, Bouneweg an de Centre Hamilius, esouwéi am Garer Quartier selwer.

ad 4. D'Police grand-ducale stellt fest, no Analys vun Interpellatiounen op déi lescht zwee Méint gekuckt, dass den Taux vu Recidivisten (am Sënn vu Persounen, déi op d'mannst schonn eemol verhaft gi waren an de leschten 18 Méint) bei praktesch 50 % läit an dass dës Tendenz steigend ass.

Statistiques de la CFL sur la ponctualité des trains | Question 1257 (01/10/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'CFL publizéiert monatlech Statistiken iwwert Ausfäll a Verspéidunge vun den Zich op hirem Site. Dës Statistike spigelen awer net wierklech den Impakt op d'Leit, déi schaffe ginn an d'Schüler erëm. Interessant wier et z. B. ze kucken, wéi d'Zuelen an der Woch tëschent 6.00 an 9.00 Auer respektiv 16.00 an 19.00 Auer sinn.

An deem Zesammenhang wëilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Erhiewen a sammelen d'CFL d'Donnéeën iwwert Verspéidunge vun Zich an Zichausfäll, baséiert Auerzäit? Falls jo, wou kann de Public dës Donnéeën nokuken? Falls nee, ass et méiglech, dass d'CFL dës Datesätz, esou wéi dat deelweis am Ausland gemaach gëtt, ëffentlech publizéiert?

Réponse (04/11/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert Statistike vun den CFL zu den Ausfäll a Verspéidunge vun hiren Zich.

D'CFL erhiewen an analyséieren deeglech d'Donnéeën iwwert Verspéidunge vun hiren Zich an Zichausfäll, déi tëschent de geplangte Fuerplangdonnéeën an den Echtzäitdonnéeën vun de jeeeweilegen Zich ermëttelt ginn.

Aktuell publizéieren d'CFL all Mount eng detailléiert Pénktlechkeetsstatistik vun den Zich op hirem Internetsite ënnert folgendem Link: <https://www.cfl.lu/fr-fr/punctuality>.

Heibäi liwwere si Informatiounen iwwert de Pénktlechkeetsstaux vun hiren Zich fir dat lafend Joer an och fir de jeeeweils ofgeschlossene Mount, mat och jeeeweils der Indikatioun vum Taux vun den Deelausfäll an de Komplettausfäll vun den Zich, an dem Verglach mam Virjoer.

D'CFL liwweren dann och dee selwechten Detail pro Linn an opgegiddert no Streckendeeler vun dëser Linn. Dëst erméiglecht hinnen, fir an aller Transparenz hire Clienten Informatiounen iwwert d'Pénktlechkeet vun den Zich fir hir Streck ze iwwermëttelen.

Hei sief och drop higewisen, dass bei all Ausfall gekuckt gëtt, wat dat fir d'Zefriddenheet vun de Clienten heescht, an dëst onofhängeg vum Grond, deen hantert dem Ausfall stécht.

Leasing social | Question 1258 (01/10/2024) de Mme Joëlle Welfring | M. Meris Sehovic (déli gréng)

Dans le cadre de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique, la promotion des véhicules électriques constitue un levier important pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de l'air. Cependant, malgré les incitations financières existantes, le coût initial d'acquisition d'un véhicule électrique demeure un obstacle pour de nombreux ménages. Le modèle de leasing social, c'est-à-dire des contrats de location à coût réduit, permettrait de rendre les véhicules électriques plus accessibles aux personnes aux revenus modestes.

Depuis le début de l'année, le Gouvernement français a lancé une offre de location longue durée de voitures électriques à 100 euros par mois, afin d'aider les ménages les plus modestes à passer à l'électrique. Avec plus de 50.000 demandes, cette initiative a connu un succès inattendu.

Inscrite comme mesure n° 422 dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), le Gouvernement précédent avait exprimé la volonté de mener une étude en collaboration avec les acteurs concernés, notamment les offices sociaux et les entreprises de leasing, afin d'évaluer le potentiel, les modalités et les opportunités de l'introduction d'un tel régime de leasing social automobile. Dans une réponse à notre question parlementaire du 25 juin 2024, le Gouvernement a annoncé que cette étude serait lancée au second semestre 2024.

Dans ce contexte, nous souhaiterions obtenir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quand le Gouvernement prévoit-il de publier les résultats de cette étude et quelles seront les étapes suivantes en vue de la mise en œuvre de l'étude ?

2) Quels critères sont utilisés pour évaluer les opportunités et les modalités de mise en place du leasing social ?

3) Quelles parties prenantes ont été impliquées dans l'élaboration de cette étude ?

4) En vue de l'introduction d'un système de leasing social, le Gouvernement envisage-t-il d'organiser un échange d'expériences avec les acteurs impliqués dans la mise en place du modèle de leasing social français ?

Réponse (08/11/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Comme annoncé dans la réponse à la question parlementaire n°0605 et comme indiqué dans la version



finale de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) adoptée le 17 juillet 2024, le Gouvernement entend lancer avant la fin de l'année une étude pour identifier le potentiel, les modalités et les opportunités de l'introduction d'un régime de leasing social automobile. Il est donc impossible à ce stade de se prononcer sur la disponibilité des résultats de cette étude et sur les étapes suivantes en vue de sa mise en œuvre. Les expériences acquises dans d'autres États membres de l'Union européenne, dont la France, seront à la base de l'évaluation des opportunités et des modalités de mise en place du leasing social au Luxembourg.

Vaccination contre la grippe | Question 1261 (01/10/2024) de Mme Paulette Lenert | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Ces dernières semaines, les infections à la Covid-19, aux virus grippaux ainsi qu'aux infections respiratoires connaissent une forte augmentation.

Redoutant une surcharge des cabinets médicaux suite à l'augmentation des infections dues à la grippe saisonnière et au Covid-19, les médecins allemands ont formulé un appel aux personnes à risque de se faire vacciner à temps.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre et les autorités sanitaires envisagent-ils de lancer un appel, voire une campagne visant à sensibiliser les personnes à risque de se faire vacciner ? Si oui, dans quels délais ?

2) Existe-t-il des recommandations relatives à la vaccination contre le virus Influenza et le Covid ? Quel est le public visé ?

3) Est-ce que les vaccins sont disponibles en quantité suffisante ?

Réponse (04/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Une campagne de communication et de sensibilisation pour la saison hivernale a été lancée le 21 octobre 2024 et vise à lutter contre la propagation des infections respiratoires. L'accent y est porté sur l'adoption des gestes barrières ainsi que la vaccination. Les détails y relatifs peuvent être consultés via une infection respiratoire, c'est tout sauf tendance – Portail Santé – Luxembourg (*hyperlien à consulter sur www.chd.lu*).

Pour limiter la transmission de ces maladies, il faut prioriser des gestes simples :

- la vaccination selon les recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI),
- un lavage régulier des mains,
- l'aération des espaces intérieurs,
- la limitation des contacts rapprochés et
- le port du masque quand on est malade ou quand on est en contact avec des personnes fragiles.

ad 2) Le CSMI a renouvelé la recommandation pour la vaccination contre la Covid-19 en août 2024. Cette recommandation s'adresse surtout aux personnes à risque de développer une forme grave de la maladie ainsi que leur entourage. Une recommandation similaire a été émise pour la vaccination contre la grippe saisonnière.

Les recommandations sont publiques et accessibles sur le site sante.lu :

Covid-19 : <https://sante.public.lu/dam-assets/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/covid-19/csmi-recommandation-rappel-vaccin-covid-automne-2024.pdf>

Grippe : <https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/grippe-saisonniere.html>

ad 3) En ce qui concerne le vaccin contre la Covid-19, il est prévu de recevoir 145.290 doses pour la saison hivernale 2024-2025. Compte tenu de la recommandation de ne vacciner que certains groupes à risque, et non pas la population générale, cette quantité devrait être suffisante.

Pour le vaccin contre la grippe, la Direction de la santé peut confirmer, selon les informations fournies par les grossistes-répartiteurs du pays, la disponibilité de 88.910 doses. Il est à noter que ce chiffre est sensiblement le même que pour la saison 2023-2024 où 89.935 doses étaient disponibles. Par ailleurs, il n'existe actuellement pas de tensions sur le marché de ce vaccin et des commandes supplémentaires – si besoin – pourront se faire.

Vaccins contre la Covid-19 | Question 1262 (01/10/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Vill Impfstoffer, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie akaf oder bestallt goufen, hunn um Enn missen zerstiért ginn, well d'Demande net méi esou grouss war, wéi ufangs gefaart. Weinst lafende Laangzäitkontrakter, déi ënnerschriwwen goufen, si méi Vaccinen hiergestallt a verkaf ginn, wéi néideg. Dat war weeder nohalteg um Ressourcen- an Emissiounsniveau nach gutt fir d'Staatsfinanzen. 10 Méint no der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0090 vum 8. Dezember 2023 stellt sech d'Fro no der Entwécklung vun der Situatioun.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill zousätzlech Impfstoff-Dosen hu missen zerstiért ginn zënter dem 8. Januar 2024? Kann d'Ministesch eng aktualiséiert Opstellung no Hiersteller liwweren?

2. Wéi héich ass de Käschtepunkt vun den zerstiéierten Dosen zënter dem 8. Januar 2024, souwuel fir d'Impfstoffer selwer wéi och fir hir Entsuerung?

3. Gouf et säit dem leschte Bericht Ännerungen am Impfstoff-Bestand? Falls jo, kann d'Ministesch eis eng aktualiséiert Léischt mat den Oflafdatum an der Unzuel u Flacone vun all de verschiddenen Impfstoffer liwweren?

4. Wéi vill vun de 464.354 Dose Comirnaty (BioNTech-Pfizer), déi nach erwaart goufen, sinn an der Tëschenzäit geliwwert ginn? Gouf et Ännerungen am Liwwerungsplang fir d'Joren 2024 bis 2026?

5. Gëtt et nei Entwécklungen a Bezuch op d'Verhandlung mat de Produzenten iwwer d'Liwwerungen an de Präis vun den Impfstoffer? Falls jo, wat sinn d'Detailler vun dësen Entwécklungen?

Réponse (04/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zënter dem 8. Januar sinn 258.488 Impfstoff-Dosen zerstiért ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. De Käschtepunkt vun den zerstiéierten Dosen zënter dem 8. Januar 2024 beleëft sech op 5.179.680,48 €. De Käschtepunkt vun der Entsuerung beleëft sech op 1.401,80 €.

ad 3. De follgenden Tableau liwwert d'Unzuel vum Stock op den 21. Oktober 2024.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Am Joer 2024 goufen 145.920 Dose Comirnaty (BioNTech-Pfizer) geliwwert. 2025 an 2026 wäerte jee weils 158.405 Dose Comirnaty geliwwert ginn.

Ab 2027 gëtt den Approvisionnement u Vaccine géint Covid-19 am Aklang mat der nationaler Legislatioun iwwer ëffentlech Marchéen duerchgefuert.

Weinst dem MOQ (Minimum Order Quantity), wat der Gréisst vu Liwwerungen entsprécht, kënnen vertraglech Volumen munchmol lichter vun den effektiv geliwwerte Volumen ofwäichen. Adaptatiounen un de järeliche Liwwerungspläng mussen heiansdo gemaach ginn, sou dass d'geliwwert Volumen esou no wéi méiglech un déi vertraglech Volumen erukommen. Dëst erkläert, firwat d'Unzuel vun den effektiv geliwwerte Comirnaty Dosen 2024 (145.920 Dosen) méi niddreg war wéi de vertraglech Volumen vun 147.544 Dosen.

ad 5. Et gëtt keng weider Entwécklungen a Bezuch op d'Verhandlung mat de Produzenten säit dem 8. Januar 2024.

Successions | Question 1264 (01/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

En cas de décès d'une personne, l'héritier a plusieurs possibilités. Il peut soit accepter l'héritage tel quel, soit l'accepter sous bénéfice d'inventaire ou encore refuser la succession pour ne pas hériter de dettes avérées ou présumées.

En Belgique, le phénomène des renonciations aux successions tend à prendre son essor. En effet, le nombre de renonciations a crû de 11 % au premier semestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Suivant des observateurs, cette dynamique trouverait son origine notamment dans le fait que les citoyens ne doivent plus se rendre au tribunal pour renoncer à une succession, mais qu'ils peuvent avoir recours aux services d'une étude notariale proche de leur domicile.

Au Luxembourg, la renonciation à une succession et l'acceptation sous bénéfice d'inventaire se font au moyen d'une déclaration au greffe du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel la succession s'est ouverte.

Dès lors, je voudrais savoir de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Comment a évolué le nombre de renonciations aux successions sur les trois dernières années au Luxembourg ?

2) Messieurs les Ministres envisagent-ils de faciliter les démarches en vue de pouvoir renoncer à une succession ?

Réponse (31/10/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Au total, 3.449 renonciations aux successions ont été faites au cours des quatre dernières années.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Il y a renonciation à une succession lorsqu'un héritier abandonne, sans contrepartie, tous ses droits successoraux. L'héritier n'a plus de droits sur la succession, ni d'obligations vis-à-vis des créanciers du défunt. Sa part revient aux autres héritiers.

Au Luxembourg, la démarche en vue de renoncer à une succession est très accessible. L'héritier se rend au greffe du tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel la succession s'est ouverte, avec ou sans rendez-vous, muni uniquement d'un acte de décès



avec mention expresse du dernier domicile du défunt et de sa carte d'identité. L'héritier a également la possibilité de mandater une tierce personne par procuration, y compris un notaire. Le timbre d'enregistrement est payant, à savoir 16 euros pour le timbre et 14 euros supplémentaires pour la procuration.

Toutes les informations relatives aux déclarations de renonciations aux successions sont disponibles sur les sites www.guichet.lu et www.justice.lu, ce dernier affiche tous les renseignements de contacts (adresse, numéros de téléphone, horaires d'ouverture) ainsi que des formulaires préétablis.

Étant donné que les démarches en vue de pouvoir renoncer à une succession sont déjà assez accessibles, le Gouvernement est d'avis qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de besoin d'ajuster la procédure en place.

Vélodrome à Mondorf-les-Bains | Question 1265 (01/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Inscrit dans la loi du 18 juillet 2018 autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif, la réalisation du projet du vélodrome à Mondorf-les-Bains a été entamée dès début 2023.

Le complexe sportif tel que prévu par la loi du 21 juillet 2023 autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation comprendra, outre le vélodrome lui-même, des terrains de sport, infields, piscine, commerces et restaurants, accessibles aux écoliers et lycéens de la commune, ainsi qu'aux sportifs et à toute la population.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Quel est l'état d'avancement du projet ?

2) Le projet accuse-t-il des retards par rapport au timing prévu ?

3) Endéans quels délais le projet pourra-t-il être finalisé et quand sera-t-il accessible aux différents publics ?

Réponse (24/10/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1) Les travaux de viabilisation et de terrassement général sont en cours. Le début du gros-œuvre est planifié pour le premier trimestre 2025.

ad 2) Les travaux avancent selon les prévisions.

ad 3) La mise en service est prévue (hors aléas et imprévus ; par exemple les intempéries) pour fin 2028 pour le complexe sportif et vélodrome. La mise en service de la piscine est prévue avec un décalage de 6 mois.

Fête organisée par l'Administration des contributions directes | Question 1266 (01/10/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Il me revient que l'Administration des contributions directes a en date du vendredi 20 septembre 2024 tenu une fête appelée « ACD Summerfest » au sein de l'abbaye de Neimënster.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer la tenue de cet événement ?

2) Dans l'affirmative, quel a été le coût total y relatif pour le budget de l'État ? Sur la base de quel poste budgétaire cet événement a-t-il été financé et y a-t-il eu dans ce contexte un dépassement d'un poste budgétaire ?

3) De manière générale, y a-t-il des lignes directrices voire limites de budget pour de tels événements ou fêtes ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser ces lignes directrices ?

Réponse (21/10/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Au cours du mois d'août 2024, Monsieur le Directeur de l'Administration des contributions directes (ACD) a invité les agents de l'administration à une fête du personnel qui s'est déroulée le 20 septembre 2024 à l'Abbaye de Neumünster.

L'événement – unique et à caractère exceptionnel – fait partie intégrante du processus de transformation de l'administration, et visait avant tout à renforcer la cohésion et l'esprit d'équipe parmi les agents, cela également à la lumière du regroupement des services de l'administration au sein du bâtiment H20 à Howald. Rappelons que le Boston Consulting Group avait constaté dans son analyse sur la situation de l'ACD que l'environnement de travail était perçu comme pesant et peu valorisant.

En l'absence d'une ligne budgétaire permettant d'imputer l'engagement auprès de l'Administration des contributions directes, le ministère, à la demande de l'ACD, s'est déclaré d'accord de prendre en charge, de manière exceptionnelle, les frais de cet événement unique rassemblant quelque 600 personnes.

Les dépenses (coût total d'environ 65.000 euros HTVA) ont été engagées sur base de l'article budgétaire 12.0.12.230 « Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social ; dépenses diverses » du Ministère des Finances. Les frais pour le repas et les boissons se sont élevés à 40 euros par personne (30 euros pour le repas et 10 euros pour les boissons, conformément aux seuils applicables en la matière). Les autres frais sont principalement liés à la location des lieux, pouvant accueillir plusieurs centaines de personnes, à la mise à disposition de personnel et à la location du mobilier et du matériel technique adapté à la taille de l'événement.

Demande de duplicata du certificat d'immatriculation | Question 1267 (01/10/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Falls een zu Lëtzebuerg en Duplikat vun der Groer Kaart muss ufroen, ass fir dee Verwaltungsvorgang op Basis vum Règlement grand-ducal du 12 novembre 1981 ayant pour objet la fixation et la perception des taxes sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules an dem Règlement grand-ducal du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers (an der modifizierter Version) eng Tax vu 50 Euro virgesinn. Den zweet genannten Text gesäit am Artikel 13 eng Ausnam vir fir de Fall, datt den Auto geklaut an dëst unordnungs-geméis bei der Police respektiv den zoustännegen auslänneschen Autoritéite gemellt gouf.

Et kënn awer och ëmmer rëm vir, datt Autoe spontan a Brand geroden an esou, wéi den Tëschefall am Parkhaus Rousegärtchen 2019 et gewisen huet, dobäi wa méiglech och aner Gefierer mat zerstéieren. Wann een dovun ausgeet, datt d'Pabeieren, esou wéi

et virgeschriwwen ass, am Auto mat sech gefouert ginn, verbrennen dës och mat. Esou wéi et mir zougedroe gouf, mussen déi betraffe Proprietäre fir d'Ofmeldung vum Auto dann awer fir d'eischt eng Kopie vun der Groer Kaart ufroen, déi och zum Paiement vun där uewe genannten Tax féiert, well fir dee Fall keng entspreichend Ausnam virgesinn ass. Weider kann dës Situatioun (Zerstéierung vum Auto mat de Pabeieren) ausserdeem bei kuerzfristegen Naturkatastrophen, wéi zum Beispill Iwwerschwemmungen optrieden.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

– Kann d'Madamm Minister dës Situatioun bestätegen? Falls jo, kéint si sech virstellen, d'Zerstéierung vum Auto als zousätzlech Ausnam fir déi uewe genannten Tax an eis entspreichend legal Texter opzehuelen?

Réponse (23/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Taxen, déi am Fall vun enger Demande fir en Duplikat vum Certificat d'immatriculation virgeschriwwen sinn.

De Règlement grand-ducal du 12 novembre 1981 ayant pour objet la fixation et la perception des taxes sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules gesäit effektiv eng Tax vu 50 Euro vir. Déi eenzeg Ausnam, déi hei virgesinn ass, gëtt an der Loi du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules festgehalen, a bezitt sech op de Fall, wou een en Duplikat vum Certificat d'immatriculation no engem Déifstall brauch. Dëst gëllt awer nëmmen, wann den Déifstall duerch eng formell Attestatioun vun der Police grand-ducale oder, am Fall vun engem Déifstall am Ausland, vun enger zoustänneger Autoritéit bestätegt gëtt.

Fir de Fall vun der Zerstéierung vum Gefier an der Partie I vum Certificat d'immatriculation gëtt et den Ament keng Ausnam. D'Befreiunge vun der Tax müssen am Gesetz präzis virgeschriwwen sinn. Eng Ausnam ze schafen am Fall wou e Gefier mat de Pabeieren zerstéiert gëtt, kéint Onsécherheet schafen, well et schwéier ass, eng ëmfaassend Lëscht vun alle méiglechen Situatiounen opzestellen, an deenen d'Gefier zesumme mat de Pabeieren, déi fir d'Ofmeldung gebraucht ginn, zerstéiert gëtt.

Och bei Naturkatastrophen, wéi Iwwerschwemmungen, ass e Gefier eventuell net komplett zerstéiert, mee als wirtschaftlech net méi reparabel anzestufen. Och wann d'Gefier als zerstéiert ugesi gëtt, muss d'Pabeieren nach intakt sinn, kënnen dës nach fir d'Ofmeldung vum Gefier benotzt ginn. Et wier dofir extreem schwéier, esouwéi beim Déifstall, duerch eng Attestatioun nozeweisen, dass d'Gefier zesumme mat de Pabeieren zerstéiert gouf.

Et ass also den Ament net virgesinn, zousätzlech Ausnahmen an d'Gesetz opzehuelen, déi eng Befreiung vun der Tax fir d'Demande vun engem Duplikat vum Certificat d'immatriculation virgesinn.

European Sky Shield Initiative | Question 1268 (01/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'European Sky Shield Initiative (ESSI) ass eng wichteg Initiativ, fir d'Loftverdeedegung vun Europa ze stäerken. Nodeems initial zéng NATO-Alliéierter,



dorënner eise wichtege Partner Belsch, e Memorandum of Understanding ënnerschriwwen haten, zielt d'Initiativ elo 22 Memberen. Lëtzebuerg ass alerdéngs net dobäi. Am Hëlleck op eis strateegesch Positioun an Europa an d'Bedeitung vum Fluchhafen Findel, deen op d'NATO-Pipelinenezter ugewisen ass, an och fir eis Verbindung mat der Welt, ass dës Absence erstaunlech.

Den EU-Aussebeoptraagte Josep Borrell huet en enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro am Europäesche Parlament ënnerstrach, datt d'Stärkung vum der Loft- a Rakéiteverdeedegung zu de „ganz dréngende Fäegkeetsdefiziter“ an der EU-Verdeedegungsanalys gehéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Firwat ass Lëtzebuerg bis elo net Member vun der European Sky Shield Initiative ginn, obwuel eise wichtege Partner Belsch e Grënnungsmitglied ass a sech d'Initiativ elo op 22 Membere vergréissert huet?

2. Wéi bewäert d'Ministesch d'Bedeitung vum der ESSI fir d'Sécherheet vum eisem Lofttraum, besonnesch am Hëlleck op d'strateegesch Wichtegkeet vum Fluchhafen Findel an seng Ofhängegkeet vum NATO-Pipelinesystem?

3. Gëtt et Pläng, fir Lëtzebuerg an Zukunft an der ESSI bedeelegen ze loosse? Falls jo, a wéi engem Zäitraum?

4. Op internationalem Niveau gëtt Lëtzebuerg dacks dofir kritiséiert, et géif ze wéineg an d'Defense investéieren. Gesäit d'Ministesch ee Risiko, dass duerch en Netparticipéieren an der ESSI de lëtzebuergeschen Image dorënner leide kéint?

5. Wéi eng konkret Investitiounen an d'Loftverdeedegung si fir Lëtzebuerg geplangt, fir eisen Deel zur gemeinsamer europäescher Verdeedegung bäize droen?

Réponse (16/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

Den illegale russeschen Aggressiounskrich géint d'Ukrain weist op tragesch Aart a Weis, wéi wichtege eng gutt Loftofwier ass. Dofir gouf, ënnert der Leedung vum Däitschland, eng europäesch Initiativ lancéiert, fir gemeinsam den europäesche Lofttraum ze schützen. Un dëser Initiativ huelen europäesch Staaten deel, déi schonn esou Loftofwiersystemer hunn. Well Lëtzebuerg awer ni esou Systemer an der Defense hat, ware mir an enger éischter Phas net direkt ee potentiell Zilland, fir un dëser Initiativ deelzehuelen.

Mir sinn ons och zu Lëtzebuerg bewusst, wéi wichtege Loftofwier ass. Dofir wäerte mir an Zukunft an esou Systemer investéieren. Schonn am Kader vum Ausschaffe vum den neie Lignes directrices vum der Defense vun 2023 goufen entsprecheend Iwwerleeunge gefouert. De Plang, fir eisen Effort de défense op 2 % vum RNB bis 2030 ze erhéijen, dee vun der Regierung 2024 ugeholl an um NATO-Sommet zu Washington presentéiert gouf, huet de Projet vun der integréierter Loftverdeedegung a Rakéitenofwier fir d'Lëtzebuerg Defense festgehalen.

Nieft der European Sky Shield Initiative (ESSI), déi virun allem op amerikaneschen an däitsche Systemer baséiert, gëtt et och franséisch Ofwiersystemer, déi ganz performant sinn. Dës Systemer wäerten dann och an eng gesamt Loftofwier integréiert ginn, ouni an der ESSI dobäi ze sinn.

Well d'Lëtzebuerg Defense nach keng Expertis a Kenntniser an deem extreem komplexen Domän

huet, si mir am Moment mat eventuelle Partner am Kontakt, fir eng Kooperatioun an deem Beräich anzegoen. A Funktioun vum Partner, fir dee mir eis schlussendlech entscheeden, wäerte mir dann decidéieren, ob eng Participatioun un der ESSI fir eis vu Virdeel ass.

Contrôles concernant le paiement des salaires effectués par l'ITM | Question 1269 (02/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'ITM spillt eng wichteg Roll, fir d'Sécherheet vum de Schaffende sécherzestellen an d'Anhale vum Code du travail duerch d'Patronen ze kontrolléieren. Et ass mer zu Ouere komm, datt Betriber aus dem Oste vum Land, déi haaptsächlech däitschsproocheg Mataarbechter a Cheffe beschäftegen, d'ITM gefrot hunn, fir hir Ufroen op Däitsch, eng vun eisen offizielle Sproochen, ze formuléieren. Dës Ufro goufen anscheinend vun der ITM ignoréiert. Als Konsequenz goufe Betriber, déi d'Ufro net verstanen hunn, wéinst Netkooperatioun mat der ITM bestrooft, obwuel se net onbedéngt géint d'Gesetz verstouss hunn. Anscheinend haten d'Strofen eppes mat Kontrolle vu Gehaltszahlungen ze dinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kommunizéiert d'ITM – op Ufro – och op Däitsch oder Lëtzebuergesch mat de Betriber?

– Wa jo, wéi vill Prozent vun alle Kommunikatiounen sinn dat?

– Wann nee, firwat ass dat net de Fall, obwuel Däitsch eng vun eisen offizielle Sproochen hei am Land ass?

2. Wéi vill Strofe goufen zanter August géint Liberty Steel zu Diddeleng decidéiert, nodeems ëffentlech bekannt gouf, datt d'Gehälter vum August net bezuelt goufen? Kënne mer an deem Kontext eng Opstellung vun der Unzuel vun de Strofen an dem finanzielle Volume no Gréisst vun de Betriber fir déi lescht dräi Joer kréien, ënnert der Berücksichtigung, datt am Prinzip all Verstouss enzel bestrooft ka ginn?

3. Iwwerwaacht d'ITM de Caritas-Dossier fir sécherzestellen, datt déi aktuell Mataarbechter an hire Rechter geschützt sinn an datt den Transfert vu Mataarbechter op HUT konform mat der relevanter Gesetzgebung ass?

Réponse (21/10/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Op Ufro kommunizéiert d'ITM och ënner anere op Däitsch oder Lëtzebuergesch mat de Betriber.

D'ITM kann net soen, wéi vill Prozent vun alle Kommunikatiounen op Däitsch oder Lëtzebuergesch verfaasst ginn.

ad 2. Zanter August 2024 gouf keng Strof géint Liberty Steel zu Diddeleng decidéiert.

Per Injunctioun vum 6. September 2024 huet d'ITM Liberty Steel opgefuerdert, d'Gehälter vum August ausbezuelen. Den Employeur huet den 19. September 2024 der ITM confirméiert, dass d'Gehälter ausbezelt goufen.

Déi lescht dräi Joer goufe folgend Strofe verhaangen:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

ad 3. Den 1. Oktober 2024 huet d'ITM den Här Christian Billon, Präsident vum Conseil d'administration vum HUT ASBL, gesinn an dësen huet affirméiert, dass et sech net ëm en Transfert d'entreprise handelt.

Well déi Responsabel vun HUT affirméiert hunn, datt et sech hirer Meenung no net ëm en Transfert d'entreprise handelt, kann d'ITM näischt anescht maachen, wéi de Salariés ze roden, d'Aarbechtsgericht ze saisiéieren, dat als Eenzege entscheede kann, ob et sech an deem Fall ëm en Transfert handelt oder net.

Bilan climatique des communes | Question 1274 (02/10/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

Am Klimapakt 2.0 ass virgesinn, dass och vun de Gemengen CO₂-Bilanze sollen erstallt ginn, fir dass d'Gemengen esou e besseren Iwwerbléck iwwert hiren CO₂-Foussofdrock kréien an deen dann och ggf. méi effizient kënnen reduzéieren. Leider kéint een aus Dateschutzgrënn awer net esou einfach un dës Donnéeën, déi d'Gemege fir d'Erstellung vun de Bilanzen brauchen, erun, och wann se zum Deel verfügbar sinn, zum Beispill am Finanzministère, wéi d'Klima-Bündnis Lëtzebuerg ervirhieft. Laut den Aussoe vun der Steierverwaltung géintiwuer dem Klima-Bündnis kéint een d'Donnéeën un d'Gemege just da weiderleeden, wann dat konkret an engem Gesetz stoe géif.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

– Ass sech de Minister der uewe beschriwwener Problematik bezüglech der Berechnung vu kommunalen CO₂-Bilanzéierung bewusst?

– Stëmme dës Aussoe vun der Steierverwaltung géintiwuer dem Klima-Bündnis Lëtzebuerg?

– Gesäit de Minister vir, d'Klimagesetz diesbezüglech ze änneren an eng Reegelung fir den Datentransfer fir d'Berechnung vu kommunalen CO₂-Bilanzéierungen anzeféieren?

– Wa jo, wéini soll dat geschéien?

– Wann nee, firwat net?

Réponse (08/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Nieft de qualitativen Aspekter vum Klimapakt mat de Gemenge spillt de quantitative Voleit, zu deem och déi kommunal CO₂-Bilanzéierung gehéieren, eng wichteg Roll. Mataarbechter vun der Steierverwaltung, dem Statec, der Klima-Agence an dem Ëmweltministère hunn sech rezent concertéiert mat dem Zil, fir d'Dategrondlag vun dëse kommunalen CO₂-Bilanzéierungen ze verbessern. Viséiert sinn esouwuel d'Qualitéit vun den Donnéeën wéi och den Accès op dës Donnéeën. Déi 4 Entitéiten wäerten an den nächste Woche weider enk zesummeschaffen, fir déi bestoend Donnéeën, iwwer déi d'Steierverwaltung verfüügt, esou opzebereeden, datt se kënnen, am Respekt vun den Dateschutzdispositiounen, als Inputdonnée fir déi kommunal CO₂-Bilanzéierung genotzt ginn. Aktuell ass eng Upassung vum gesetzleche Kader heifir net virgesinn.

Expulsion d'une famille avec un jeune enfant d'un centre d'accueil | Question urgente 1368 (16/10/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon un récent article de presse, l'Office national de l'accueil (ONA) serait sur le point d'expulser une famille camerounaise avec un enfant de 4 ans de son logement dans un centre d'accueil, sans que la famille ait trouvé une alternative.

Dans ce contexte, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits rapportés dans la presse nationale ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il la décision d'expulser une famille avec un jeune enfant de son logement sans alternative ?

2) Monsieur le Ministre s'efforcera-t-il de trouver une solution évitant que cette famille avec un jeune enfant se retrouve à la rue ?

Réponse (23/10/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Tout d'abord il y a lieu de rappeler qu'à la suite d'une décision finale de refus de la Direction générale de l'immigration rendue en date du 16 mars 2023, la famille a été définitivement déboutée de sa demande de protection internationale (DPI). Il s'ensuit que la famille n'a plus droit aux conditions matérielles accordées par l'Office national de l'accueil sur base de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire.

Toutefois, l'organisation d'un retour volontaire leur a été offert en date des 11 mai et 22 juin 2023, dans le cadre duquel un hébergement leur aurait été mis à disposition jusqu'à la réalisation de celui-ci, ce que la famille a refusé.

Il y a également lieu de rappeler dans ce contexte que la mission de l'ONA consiste dans l'accueil et l'hébergement des personnes, dont des personnes vulnérables, telles que des familles avec enfants, qui ont introduit leur DPI au Luxembourg et en attendant la décision, et qu'à l'heure actuelle l'ONA est confronté à une saturation élevée des capacités des structures d'accueil d'un côté et d'un nombre important de nouveaux arrivants d'un autre côté. Ainsi, étant donné qu'à la suite de la décision des autorités compétentes la famille n'a plus droit à un hébergement par l'ONA, elle a été informée par courrier du 3 octobre qu'ils

devaient quitter le logement mis à leur disposition pour le 15 octobre au plus tard.

Comme la famille avait refusé de collaborer avec les autorités dans le passé et afin d'éviter qu'ils ne se retrouvent dans la rue avec leur enfant, elle a été convoquée à nouveau le 15 octobre par la Direction générale de l'immigration pour organiser leur retour volontaire, dans le cadre duquel ils auraient droit à un hébergement dans la Maison de retour.

Même si la famille a refusé de collaborer une nouvelle fois en pleine connaissance de cause, de façon que l'interdiction d'accès qui a été reportée, est entrée en force le 17 octobre à 13.00 heures, il leur reste toujours la possibilité d'accepter un hébergement au sein de la Maison de retour dans le cadre d'un retour volontaire.

Bateliers coincés sur leurs bateaux sur la Moselle luxembourgeoise | Question urgente **1667** (13/12/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite au récent accident survenu sur la Moselle à hauteur de l'écluse de Müden en Allemagne, de nombreux bateliers se retrouvent actuellement coincés sur leurs bateaux. Selon un article paru le 12 décembre 2024 dans le « Luxemburger Wort », cinq bateaux seraient bloqués sur la Moselle luxembourgeoise. Leurs occupants, parfois des familles, se voient ainsi dans l'impossibilité de rentrer chez eux et peuvent avoir des difficultés à s'octroyer des biens de première nécessité comme de l'eau potable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de passagers demeurent actuellement sur les bateaux bloqués sur la Moselle luxembourgeoise ?

2) Quels services apportent leur aide à ces personnes bloquées ? Le CGDIS a-t-il été sollicité en la matière ?

Y a-t-il eu concertation entre les autorités régionales concernées ?

3) Les communes au bord desquelles se trouvent les navires en question ont-elles été impliquées dans l'aide à apporter aux bateliers et à leurs familles ?

4) Quelles sont les indemnisations que peuvent espérer les bateliers victimes de cet accident par le biais de leurs assurances et de celles des responsables de l'accident ?

Réponse (17/12/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Il convient tout d'abord de distinguer entre les passagers de bateaux à excursion journalière et l'équipage de bateaux à marchandises. Actuellement il n'y a pas de passagers bloqués sur des bateaux à excursion journalière. Sept bateaux à marchandises avec un total de vingt-sept membres d'équipage se trouvent sur la Moselle luxembourgeoise, principalement dans le port de Mertert. Ces équipages disposent de tous les moyens pour subvenir à leurs besoins et ont également la possibilité de rejoindre la rive.

ad 2) Le Corps grand-ducal d'incendie et de secours n'a pas été sollicité pour venir en aide aux personnes bloquées.

ad 3) Depuis l'incident auprès de l'écluse de Müden en Allemagne, le Ministère des Affaires intérieures n'a pas été averti d'une éventuelle implication des communes longeant la Moselle luxembourgeoise afin de venir en aide aux bateaux y bloqués.

ad 4) Étant donné que l'accident s'est produit en Allemagne, l'instruction de ses causes relève de la juridiction allemande. Toute demande d'indemnisation devrait donc se fonder sur les résultats de cette instruction et des suites éventuelles données devant et par les instances allemandes.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abacro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun*

☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun*

☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799